



# L'influence de l'élite monétaire européenne et des réseaux informels sur la coopération des Six en matière d'intégration économique (1958-1969)

Stéphanie Anne Marie Schmitz

Thèse soumise au jury pour approbation en vue de  
l'obtention du grade de Docteur en Histoire et Civilisation  
de l'European University Institute

Florence, 8 octobre 2014



European University Institute

**Département d'Histoire et Civilisation**

L'influence de l'élite monétaire européenne et des réseaux informels sur la coopération des Six en matière d'intégration économique (1958-1969)

Stéphanie Anne Marie Schmitz

Thèse soumise au jury pour approbation en vue de  
l'obtention du grade de Docteur en Histoire et Civilisation  
de l'European University Institute

**Membres du jury**

Professeur Kiran Patel, Maastricht University

Professeur Federico Romero, European University Institute

Professeur René Leboutte, Université du Luxembourg

Professeur Eric Bussière, Université Paris –Sorbonne

© Stéphanie Schmitz

Aucune partie de cette thèse ne peut être copiée, reproduite ou distribuée  
sans la permission préalable de l'auteur



## **Remerciements**

Je tiens en premier lieu à adresser mes remerciements à mon directeur de thèse, le professeur Kiran Patel, pour la confiance qu'il a bien voulu m'accorder en acceptant d'encadrer mon projet, pour sa patience et ses nombreux conseils qu'il a pu me transmettre pendant les cinq dernières années.

Je désire également remercier les professeurs Federico Romero, René Leboutte et Eric Bussière pour avoir accepté de faire partie de mon jury de thèse.

Finalement, je tiens également à exprimer toute ma gratitude à ma famille mais aussi à mes amis, sans l'aide desquels, je n'aurais pu rédiger ce travail.



## **Résumé**

Ce projet cherche à démontrer l'apparition d'une élite monétaire issue d'une coopération transnationale organisée en réseaux et à en déterminer l'influence sur le processus de prise de décision en matière d'intégration économique et monétaire. La volonté d'élaborer cette étude part du constat, formulé notamment par David D. Cameron, qu'en relation avec les origines de l'Union économique et monétaire, l'aspect transnational de la politique mise en œuvre fut jusqu'à présent négligée par les études sur l'Union européenne.

La rareté de la littérature concernant l'intégration économique et monétaire pendant les années soixante, découle de la perception que cette période fut une époque d'échecs, pendant laquelle aucun accomplissement concret en matière d'intégration économique et monétaire ne fut acquis au niveau communautaire. En effet, la chronologie des grandes dates de la mise en place de l'Union économique et monétaire fait apparaître qu'au niveau institutionnel européen, l'essentiel des débats initiaux sur l'identité monétaire, provoqués par le déclin du système de Bretton Woods, se déroula pendant les crises monétaires de 1969 à 1973 et en relation avec l'entrée de la Grande-Bretagne au sein de la CEE.

Cependant, ne s'arrêter que sur l'analyse des accomplissements effectués à l'échelle des instances de la Communauté européenne à partir du Sommet de La Haye en 1969, consisterait à occulter la présence, parallèle à l'action des instances officielles, d'un débat et d'une promotion permanente d'idées, ayant trait à l'approfondissement de l'intégration économique et monétaire, idées qui certes ne furent dans leur majorité pas appliquées, mais qui constituèrent néanmoins la base des premières réalisations concrètes.

Cette étude portera ainsi en premier lieu sur l'analyse des enceintes communautaires et informelles au sein desquels les débats sur l'intégration économique et monétaire étaient une priorité, ainsi que sur leurs compositions respectives, ce qui permettra l'identification d'une élite monétaire. Ensuite il s'agira non seulement d'étudier les idées formulées au sein de ces instances mais également d'évaluer les liens entre ces enceintes et l'évolution des idées, acquise par le débat permanent, afin de pouvoir en estimer l'influence sur les décisions finales de la Communauté européenne





## **Table des matières**

Remerciements .....	3
Résumé .....	5
Table des matières .....	7
Liste des sigles .....	9
I. Introduction.....	11
1. Aperçu historiographique .....	11
2. L'approche dite « des réseaux » .....	16
3. Problématique .....	20
4. Plan .....	22
II. Les institutions et les réseaux informels .....	25
1. Les réseaux informels.....	25
1. Les économistes italiens .....	26
2. La Ligue européenne de coopération économique et le Mouvement européen .....	28
3. Le groupe Bilderberg.....	36
4. Le Comité d'Action pour les États-Unis d'Europe .....	40
2. Les institutions de la Communauté européenne économique .....	49
1. Les dispositions monétaires du Traité de Rome .....	49
2. Le Comité monétaire et la commission de politique économique à long terme, des questions financières et des investissements.....	55
3. Les réunions des ministres des Finances .....	72
4. Une communauté d'experts .....	83
III. Études de cas.....	93
1. Le projet de fonds de réserves .....	93
2. Le Traité de Rome et la coordination des politiques économiques et monétaires .....	125
1. Quelle coordination ?.....	125
2. Une opportunité dans l'adversité : des propositions ambitieuses.....	143
3. Un bilan mitigé .....	164
3. Le cheminement vers le plan Barre .....	188
1. Des ambitions volontaristes.....	194
2. La réaction de l'exécutif .....	211
3. Débats et premières concrétisations .....	224

IV. Conclusion .....	239
1. Chronologie des débats : 1958-1969 .....	240
2. La politique monétaire, un champ politique propice à la gouvernance par les réseaux 243	
3. Cristallisation d'acteurs.....	247
1. Le réseau de comités.....	247
2. La Commission européenne .....	250
3. L'émergence d'individus .....	253
4. Les commissaires en charge de la DG II .....	254
4. Influences multiples .....	258
5. Postérité des projets de coordination économique et monétaire .....	262
V. Annexes.....	267
VI. Sources .....	269
1. Archives communautaires .....	269
1. Archives de la Commission européenne (Bruxelles) .....	269
2. Archives du Conseil de l'Union européenne (Bruxelles) .....	271
3. Archives du Parlement européen (Luxembourg).....	273
4. Archives du Comité des gouverneurs des banques centrales .....	275
2. Archives déposées à la Fondation Jean Monnet (Lausanne) : Le Comité d'Action pour les Etats-Unis d'Europe .....	276
1. Déclarations et résolutions.....	276
2. Fonds AMK : Le Comité d'Action pour les Etats-Unis d'Europe .....	277
3. Fonds AMK C : Correspondance du Comité d'Action pour les Etats-Unis d'Europe 279	
3. Archives historiques de l'Union européenne (Florence).....	280
1. Ligue européenne de coopération économique LECE .....	280
2. Mouvement Européen.....	280
4. Sources imprimées .....	281
VII. Bibliographie.....	285
1. Ouvrages et articles : .....	285
2. Biographies et mémoires .....	294
3. Internet .....	294

## **Liste des sigles**

- AGE : Accords Généraux d’Emprunts
- AME : Accord Monétaire Européen
- BEI : Banque européenne d’investissement
- BIRD : Banque internationale pour la reconstruction et le développement
- BM : Banque mondiale
- BRI : Banque des Règlements Internationaux
- CAEUE : Comité d’Action pour les Etats-Unis d’Europe
- CDU : Christlich Demokratische Union Deutschlands (L'Union chrétienne-démocrate d'Allemagne)
- CE : Commission européenne
- CECA : Communauté Européenne du Charbon et de l’Acier
- CED : Communauté européenne de Défense
- CEE : Communauté Economique Européenne
- CEEA : Communauté Européenne de l'Energie Atomique
- CGBC : Comité des gouverneurs des banques centrales
- CGP : Commissariat général au Plan
- CIA : Central Intelligence Agency (Agence Centrale du Renseignement)
- CM : Comité monétaire
- COREPER : Comité des Représentants Permanents
- CPE : Coopération politique européenne
- CPENT : Comité de politique économique à moyen terme
- CVCE : Centre virtuel de la Connaissance sur l’Europe
- DG II : Direction Générale des Affaires Economiques et Financières de la Commission européenne ou DGAEF)
- DGFIP : Direction Générale des Finances publiques
- DREE : Direction des Relations économiques extérieures (ministère des Affaires économiques)
- DTS : Droits de tirage spéciaux
- ECOFIN : Economic and Financial Affairs Council (Conseil pour les Affaires économiques et Financières ou Conseil ECOFIN)

- EURATOM : European Atomic Energy Community (CEEa Communauté Européenne de l'Energie Atomique)
- FEOGA : Fonds européen d'orientation et de garantie agricole
- FER : Fonds de réserve européen
- FMER : Fonds monétaire européen de réserves
- FMI : Fonds Monétaire International
- G30 : Group of Thirty (le Groupe des Trente)
- GATT : General Agreement on Tariffs and Trade (Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce ou AGETAC)
- IEP : Institut d'Etudes Politiques
- IRES : Institut de recherches économiques et sociales de Louvain
- ISRES : Institut scientifique de recherches économiques et sociales de Paris
- LECE : Ligue Européenne de Coopération Economique
- LSE : The London School of Economics and Political Science
- ME : Mouvement européen
- MFE : Mouvement fédéraliste européen
- OCDE : Organisation de Coopération et de Développement Economique
- OECE : Organisation Européenne de Coopération Economique
- PAC : Politique agricole commune
- PE : Parlement européen
- SDN : Société des Nations
- SGCI : Secrétariat Général du Comité interministériel pour les questions de coopération économique européenne
- SIS : Secret Intelligence Service (Service Secret de Renseignements britannique)
- SMI : Système Monétaire International
- SOE : Special Operations Executive (Direction des opérations spéciales)
- SPD : Sozialdemokratische Partei Deutschlands (Le Parti social-démocrate d'Allemagne)
- UEM : Union Economique et Monétaire
- UEP : Union Européenne de Paiements
- UER : Union Européenne de Réserve
- WP3 : Working party 3 (Groupe de Travail n°3 de l'OCDE)

## **I. Introduction**

Cet exposé introductif consiste à donner une vue d'ensemble du cadre général de l'étude concernant l'influence d'une élite monétaire et de réseaux informels sur la coopération des Six en matière d'intégration économique (1958-1969). Il s'articule autour de trois parties distinctes.

Avant de passer à l'examen proprement analytique de ce travail, un aperçu historiographique critique de la littérature de l'Histoire de l'intégration économique, concernant le sujet donné est présenté au cours d'une première partie.

Les résultats de cette analyse nous engage dans un deuxième temps à expliquer de quelle manière, l'approche, par le concept de « réseau » et de la littérature concernée, pourra nous aider à saisir une dimension délaissée et méconnue de l'intégration économique et monétaire des années soixante, à savoir l'influence informelle impulsée conjointement par diverses instances externes et internes aux institutions de la Communauté. Cette étude est composée d'une définition de ce concept ainsi que d'une mise en évidence de l'utilité de cette approche pour notre problématique, dont l'exposé suivra au sein d'une troisième partie.

### **1. Aperçu historiographique**

Les ouvrages portant sur l'histoire de la construction européenne nous enseignent que l'intégration économique de l'Europe fut engagée à partir d'avril 1951 à la suite de la signature du Traité de Paris qui donna naissance à la CECA. Ils nous présentent également les étapes institutionnelles qui se sont succédées depuis, contribuant chacune à l'élargissement ou à l'approfondissement du processus<sup>1</sup>.

Cependant, la littérature concernant le processus d'intégration économique et monétaire antérieur au Sommet de La Haye ainsi qu'à la période du Système monétaire européen, et concernant donc notre période de recherche, est extrêmement rare.

Néanmoins, il ne faudrait pas omettre de citer certains ouvrages ou publications faisant référence à notre période d'analyse.

---

<sup>1</sup> BITSCH Marie-Thérèse, *Histoire de la construction européenne de 1945 à nos jours*, Nouvelle édition mise à jour, Éditions Complexe, Bruxelles 2004 ; ZORGBIBE Charles, *Histoire de l'Union européenne*, Fondation Robert Schuman, Éditions Albin Michel, 2005.

Tout d'abord, les ouvrages de Loukas Tsoukalis et de Pierre Du Bois peuvent ici figurer en tant qu'exceptions<sup>2</sup>. Tsoukalis s'efforça d'écrire l'histoire de la discussion d'une Union économique et monétaire entre la création de la Communauté économique européenne et 1976. Étant donné que cet ouvrage date de 1977, aucunes archives ne purent être consultées et l'analyse se concentre essentiellement sur les événements visibles, à savoir les grands Sommets et l'impact de la crise de la chaise vide sur le processus d'intégration. Pierre Du Bois tente à l'aide d'archives concernant notamment les institutions et les hommes politiques de nous dresser un tableau chronologique de l'émergence de l'idée d'Union économique et monétaire européenne jusqu'à son apogée avec la création de l'Euro. Cette étude ne considère pas seulement les grands rendez-vous européens, mais essaie de déceler les propositions émises pendant notamment les années soixante. Cependant, l'immense période d'analyse se tirant de 1945 à 2005, empêche une analyse détaillée de ces propositions et elle n'en fait qu'une énumération rapide.

Ensuite, il est essentiel d'évoquer le corpus numérique de recherche du Centre virtuel de la Connaissance sur l'Europe intitulé « Une relecture du rapport Werner du 8 octobre 1970 à la lumière des archives familiales Pierre Werner », qui constitue le premier pan<sup>3</sup> du projet « Pierre Werner et l'Europe » réalisé par Elena Rodica Danescu.

Basé principalement sur l'exploitation des archives de la famille Werner ouvertes pour la première fois à la recherche, mais aussi sur une multitude d'archives nationales et européennes, ce corpus propose, à partir d'une analyse de documents inédits et très variés<sup>4</sup>, une véritable « relecture » du rapport Werner en abordant son contexte, en retraçant la chronique historique de son élaboration, le déroulement des travaux du comité Werner et en mettant en lumière l'incidence du plan Werner sur la poursuite du chemin vers l'Union économique et monétaire<sup>5</sup>.

---

<sup>2</sup> DU BOIS Pierre, *Histoire de l'Europe monétaire 1945-2005, Euro qui comme Ulysse...*, Presses universitaires de France, Paris 2008 ; Tsoukalis, Loukas, *The politics and economics of European monetary integration*, Allen & Unwin, London 1977.

<sup>3</sup> La deuxième partie de ce corpus, dénommée « Pierre Werner et la construction européenne : du plan Schuman au sommet de Fontainebleau », retrace les divers aboutissements européens auxquels l'ancien Premier ministre luxembourgeois a été directement associé, dont notamment la fusion des exécutifs, la « bataille des sièges », l'obtention par le Luxembourg du statut de « capitale permanente » des Communautés européennes (1965), le « compromis de Luxembourg » (1966), et, plus largement, le rôle du Luxembourg dans la construction européenne.

<sup>4</sup> Le corpus « Une relecture du rapport Werner du 8 octobre 1970 à la lumière des archives familiales Pierre Werner », contient 650 documents (dont les inédits issus des archives personnelles de Pierre Werner, manuscrits, notes et commentaires sur des documents officiels, correspondances diplomatiques et personnelles, graphiques etc.) 160 photos, 46 extraits d'interview vidéo, 3 extraits sonores et 19 caricatures.

<sup>5</sup> Source : [www.cvce.eu](http://www.cvce.eu).

Particulièrement intéressante pour notre étude, la première partie de ce corpus, qui concerne le cadre de la création du comité Werner, se concentre non seulement sur le contexte monétaire international d'après-guerre et sur la genèse de la pensée monétaire de Pierre Werner, mais elle met surtout en évidence la manière avec laquelle Pierre Werner réussit à attirer l'attention sur ses idées en faveur de l'établissement d'une union économique et monétaire. Grâce à un travail de propositions extrêmement prolifique (discours, articles, interviews, conférences), grâce à des échanges de longue date avec des économistes renommés ainsi qu'avec des fervents partisans de l'intégration européenne, grâce à sa multiappartenance à diverses entités institutionnelles et non institutionnelles de par ses fonctions et engagements multiples et grâce à son expérience et à sa réputation pour forger des consensus révélée à la suite du compromis du Luxembourg, Pierre Werner réussit à s'imposer en tant que personnalité clé du processus d'intégration monétaire européenne et à être désigné, en mars 1970, à la tête du comité d'experts chargé de la réalisation par étapes d'une Union économique et monétaire<sup>6</sup>.

La « relecture » proprement dite du rapport Werner s'opère au sein des trois parties suivantes du corpus. En effet, Elena Rodica Danescu, à l'aide des sources inédites, réussit tout d'abord à reconstituer « l'ensemble des réunions du comité Werner dans leur succession – les séances plénières et les consultations d'experts, y compris au sein des comités spécialisés de la Commission de la C.E. – avec l'identification des participants, de la problématique débattue, des principaux documents présentés, ainsi que des principales opinions en présence et leurs influences respectives »<sup>7</sup>. Cette reconstitution permet ensuite non seulement une analyse approfondie des tractations, des réactions et des multiples consultations informelles auxquelles les onze réunions du comité d'experts donnèrent lieu, mais également l'étude détaillée de l'évolution du rapport Werner en lui-même, partant du rapport intermédiaire, en passant par la vision des Comité des gouverneurs des banques centrales et de la lutte entre les monétaristes et économistes, pour en arriver au rapport final. Enfin, cette relecture révèle l'importance et la subtilité du rôle ainsi que de la contribution personnelle de Pierre Werner lors de l'élaboration et de l'adoption du plan par étapes, que ce soit sur le plan théorique, de la méthode ou de l'influence politique<sup>8</sup>.

Les deux derniers chapitres apportent l'examen de la mise en œuvre de la première étape du rapport Werner dans un contexte de troubles monétaires européens et internationaux, les difficultés du serpent monétaire et du Fonds européen de coopération monétaire mis en place

---

<sup>6</sup> Source : [www.cvce.eu](http://www.cvce.eu).

<sup>7</sup> *Ibidem*.

<sup>8</sup> *Ibidem*.

pour limiter les fluctuations des taux de change et, finalement, la suspension du processus de mise en œuvre du plan au seuil de la deuxième étape. Finalement, et afin de déterminer l'incidence du rapport du groupe ad hoc sur la poursuite du chemin vers l'Union économique et monétaire, l'analyse d'Elena Rodica Danescu se termine par une mise en parallèle du rapport Werner et du rapport Delors, après avoir passé en revue les différents plans et études réalisés entre ces deux bornes temporelles.

Ce corpus numérique constitue ainsi une mine de sources et de documents inédits qui met en exergue l'action transnationale formelle et informelle d'une multitude d'acteurs, qui parvinrent après de longues discussions à établir un consensus global. Certes, celui-ci ne fut pas retenu dans son intégralité et ne put être mis en œuvre en raison des turbulences monétaires internationales, mais il fut néanmoins une source d'inspiration au niveau de la philosophie ainsi qu'au niveau de l'architecture, deux décennies plus tard, pour l'élaboration du rapport du comité Delors<sup>9</sup>.

L'étude effectuée par le CVCE au sein du projet de recherche « Pierre Werner et l'Europe » peut être complétée par la lecture de deux publications additionnelles.

Il s'agit d'une part de l'ouvrage « Common Fate, Common Future. A documentary history of monetary and financial cooperation in Europe 1947-1974 » résultant de la collaboration scientifique entre le CVCE et l'Institut néerlandais Huygens<sup>10</sup>. À l'aide de 46 documents<sup>11</sup> issus de diverses archives nationales, des archives de l'Union européenne ainsi que des archives privées de la famille Werner, il dépeint les grandes étapes de l'histoire monétaire de l'Union européenne de 1947 à 1974 et démontre que la création de l'Euro en 1999 et son introduction en tant que monnaie commune en 2002, furent le résultat d'un long processus de préparation, remontant jusqu'à l'immédiat après-guerre et dont les premières 27 années constituent une période cruciale. Cet ouvrage explique les discussions au sujet des idées visant une union monétaire pendant les décennies formatives de la Communauté européenne et démontre que la difficulté majeure à résoudre, à savoir comment organiser une coopération monétaire efficace entre des pays, définitivement souverains, est demeurée la même au fil du temps<sup>12</sup>. N'ayant pas comme but d'être exhaustif, ce projet fournit toutefois un aperçu détaillé non seulement des principaux paliers de l'intégration monétaire entre 1947 et 1974, mais

---

<sup>9</sup> Source [www.cvce.eu](http://www.cvce.eu).

<sup>10</sup> DIERIKX Marc (ed.), SMITS Mari, VAN SUIJLEKOM Loes, CLAVERT Frédéric, DANESCU Elena, GABELLINI Marco, *Common Fate, Common Future. A documentary history of monetary and financial cooperation in Europe, 1947-1974*, Huygens ING and CVCE, 2012.

<sup>11</sup> Accessibles en intégralité sur les sites internet du CVCE et de l'Institut Huygens.

<sup>12</sup> DIERIKX Marc (ed.), (2012), *op.cit.* p.11.



également des différentes approches envisagées afin de surmonter les problèmes politiques et techniques fondamentaux que posait le processus menant vers une union économique et monétaire. Grâce à la diversité des documents analysés<sup>13</sup>, cet ouvrage démontre clairement que ce processus fut mené par une multitude d'experts techniques<sup>14</sup> et marqué par une activité informelle transnationale intense, au sein d'un réseau de comités institutionnalisés et non institutionnalisés et en étroite collaboration avec les institutions communautaires et nationales. D'autre part, et afin de compléter les analyses des deux projets cités précédemment, il est nécessaire d'indiquer la publication par le CVCE et ses partenaires<sup>15</sup> des actes de la table ronde « Pierre Werner : témoignages d'une vocation européenne », manifestation organisée à l'occasion du centenaire de la naissance de Pierre Werner<sup>16</sup>. Les multiples témoignages d'anciens députés nationaux et européens, de ministres et chefs d'État ainsi que de certains membres de la famille Werner récoltés pendant cet événement, constituent une source additionnelle afin de comprendre la personnalité et l'œuvre de Pierre Werner, tant au niveau national qu'au niveau européen.

Finalement, l'on pourrait également évoquer un mémoire intitulé « L'ascension politique de Pierre Werner »<sup>17</sup>, travail qui nous éclaire sur le parcours de Pierre Werner avant sa première accession aux responsabilités ministérielles en 1953. Il retrace et analyse son cursus universitaire, son engagement personnel ainsi que ses activités au sein de l'Association Luxembourgeoise des Universitaires Catholiques (Akademikerverein « A.V. ») et au sein de l'Union internationale des étudiants catholiques (Pax Romana), groupements qui lui permirent de rencontrer et de tisser des liens avec maintes personnalités politiques nationales et internationales. Ce mémoire met également en exergue les premiers écrits de Pierre Werner, qui, dès la moitié des années trente, exprima à maintes reprises ses convictions par l'écriture d'articles relatifs entre autre à l'éducation politique et aux sciences économiques dans la revue de l'A.V., l'Academia.

Le manque de littérature concernant l'intégration économique pendant les années soixante découle de la perception que cette période fut une époque d'« échecs » pendant laquelle aucun accomplissement concret en matière d'intégration économique et monétaire ne fut

---

<sup>13</sup> Rapports officiels issues d'institutions nationales ou communautaires, rapports officiels rédigés par des personnalités diverses, par des comités, lettres, notes etc.

<sup>14</sup> DIERIKX Marc (ed.), (2012), *op.cit.* p.232.

<sup>15</sup> L'Institut Pierre Werner, la Fondation du Mérite Européen, le Cercle européen Pierre Werner et la Société Européenne des Satellites (SES).

<sup>16</sup> Les actes de cette table ronde son accessible sur le site internet du CVCE.

<sup>17</sup> Travail de Master 2 réalisé par Stéphanie Schmitz, utilisant entre autre certaines archives de la famille de Pierre Werner.

acquis au niveau communautaire. L'attention des chercheurs est plutôt portée vers des accomplissements considérés comme plus importants, or sans ces « échecs », la mise en œuvre d'une Union économique et monétaire aurait certainement été retardée<sup>18</sup>. Cette époque est extrêmement intéressante étant donné qu'elle représente la période de l'émergence de l'idée d'une union économique et monétaire européenne. Certes, ces idées ne furent pas mises en pratique dans leur intégralité, mais l'importance de cette période ne peut pas être sous-estimée. C'est à travers le dialogue, l'échange d'idées effectué entre certains spécialistes pendant cette phase que les premières idées commencèrent à germer et que finalement la toute première mise en œuvre fut lancée avec le Sommet de La Haye.

C'est justement l'« absence » de mesure prise pendant les années soixante au niveau communautaire en ce qui concerne l'intégration économique et monétaire qui nous incite à procéder par une analyse partant du bas, à un examen des milieux dans lesquels germèrent et se développèrent les premières idées relatives à l'approfondissement de l'intégration économique.

## **2. L'approche dite « des réseaux »**

La société moderne est caractérisée par une intense communication à longue distance et par l'exercice informel du pouvoir par des élites sociales regroupées au sein de réseaux qui détiennent le contrôle de ressources cruciales, essentiellement la connaissance<sup>19</sup>. Cette réalité est due aux processus de globalisation qui résument la manière dont de nos jours, les personnes, les biens, l'argent ainsi que les idées sont transférés plus rapidement autour du monde que jamais auparavant, grâce à des innovations de transport, de communication et de technologie. Cette globalisation émiette l'autorité souveraine nationale dans la mesure où elle favorise des processus de dérégulation, de privatisation, un processus d'Européanisation ascendante, de décentralisation à la baisse et la création d'une dépendance croissante vis-à-vis d'institutions supranationales telle que l'Union européenne. L'émergence de réseaux transnationaux voire internationaux est le produit d'un large mouvement de transnationalisation, terme qui se réfère aux relations, aux connections multiples et croissantes qui relient des personnes ou des institutions au-delà des frontières.

---

<sup>18</sup> ANDREWS David M. : Organizing principals, The European Commission as an Agent for monetary integration, Politics and International Relations, Scripps College, Working Paper 02-3, March 2002, pp.21.

<sup>19</sup> CASTELLS Manuel, *The Rise of the Network Society*, Blackwell, Oxford 1996.

Afin de saisir l'importance de l'activité de ces réseaux au niveau européen, il faut réaliser que la gouvernance européenne diffère fondamentalement de la forme traditionnelle qu'elle revêt au sein d'un État-nation. La gouvernance européenne n'est ni basée sur une coordination hiérarchique de structures semblables à celle d'un gouvernement, ni sur une forte base autoritaire. Elle relie divers échelons verticaux, le supranational, le national, le régional ainsi que des institutions structurées horizontalement impliquées dans l'élaboration de politiques supranationales, avant tout la Commission, le Conseil et le Parlement. La gouvernance européenne se déroule ainsi au sein d'un processus de négociations intégré dans un cadre de réseaux qui mettent en relation des acteurs publics et privés de divers niveaux et dimensions gouvernementaux. Le pouvoir politique est ainsi réparti et mis en commun par l'établissement de réseaux. La valeur de ces réseaux transnationaux est leur capacité à faire valoir les processus dynamiques d'élaboration de politiques aussi bien au sein d'un plus large contexte européen que dans un cadre local. De plus, ils contribuent aux échanges politiques ainsi qu'à la coopération entre des États-membres<sup>20</sup>.

Un réseau politique peut être défini comme une entité constituée d'acteurs publics, quasi-publics, ou encore privés, qui sont dépendants les uns des autres et maintiennent entre eux des relations étroites. Le rôle de ces réseaux politiques fut tout d'abord étudié par des chercheurs de politiques publiques au sein d'un cadre national. Ils furent frappés par la croissante dépendance des gouvernements vis-à-vis d'acteurs comme les groupes d'intérêt, les groupes de réflexion ainsi que les compagnies multinationales dans l'élaboration de solutions politiques ainsi que par les frontières de plus en plus floues entre le public et le privé. Plus récemment, le concept de réseau fut appliqué à l'étude de l'entité supranationale européenne qui est d'autant plus caractérisée par des échanges informels de connaissance et d'idées politiques.

Les chercheurs en sciences politiques font la distinction entre trois divers types de réseaux politiques qui ont des caractéristiques et des fonctions différentes. Selon Rod Rhodes et David Marsh<sup>21</sup> la « communauté politique »<sup>22</sup> regroupe des acteurs qui partagent des valeurs similaires et compatibles et qui s'accordent globalement sur les développements politiques souhaitables pour un organisme ou un secteur particulier. Une telle communauté est très

---

<sup>20</sup> HEARD-LAUREOTE Karen "Transnational networks : informal governance in the European political space" in KAISER Wolfram, STARIE Peter, *Transnational European Union : towards a common political space*, Routledge, Abington 2005 p. 36-37.

<sup>21</sup> MARSH David, RHODES Rod, *Policy Networks in British Government*, Clarendon, Oxford 1992.

<sup>22</sup> Policy community.

étroite, fermée et son adhésion est très restreinte. Les membres disposent de moyens considérables afin d'influencer le processus d'élaboration de politiques.

Apparenté à cette communauté, deux autres types de réseaux doivent être mis en exergue. Peter Haas a défini une « communauté épistémologique »<sup>23</sup> comme groupe professionnel qui croit en une même cause, partage les mêmes valeurs ainsi que comme réseau à travers lequel de nouvelles idées circulent de sociétés en gouvernements aussi bien que de pays à pays<sup>24</sup>. En conséquent, il s'agit d'un réseau d'experts qui partage une compréhension commune de la nature scientifique et politique d'un problème particulier. Une telle communauté d'experts peut naître et être influencée par les activités d'associations professionnelles, la collaboration scientifique surtout à l'échelon supranational et international où des opinions communément partagées peuvent être influente<sup>25</sup>.

En opposition avec les communautés épistémologiques, les « coalitions de soutien »<sup>26</sup> regroupent divers types de groupes organisés qui partagent certaines convictions profondes avec des objectifs politiques similaires, sans pour autant être nécessairement intéressés à coopérer en faveur de questions sans rapport. L'analyse de ces réseaux part de la supposition que, dans le complexe système politique européen, aucun acteur ou groupe isolé ne peut imposer ses idées politiques. Au contraire, ils doivent identifier des partenaires pour mettre en commun des moyens afin d'acquérir une hégémonie certaine dans un domaine politique particulier. Fondamentalement, ces coalitions rassemblent des groupes d'acteurs issus de secteurs variés, tels que des organismes gouvernementaux, des partis politiques, des groupes de réflexions, des académiciens, des associations ou encore des dirigeants politiques acquis à leur cause, qui éventuellement, pourraient avoir besoin de soutien au sein de négociations intra- ou interinstitutionnelles. Ce concept prend en compte la dimension temporelle de l'élaboration de politiques. En effet, de telles coalitions prennent souvent des années ou mêmes des décennies afin de rendre leur idées hégémoniques et d'atteindre le stade où elles peuvent finalement les mettre en œuvre<sup>27</sup>.

L'approche des réseaux propose divers avantages heuristiques pour les historiens analysant l'intégration européenne depuis 1945. Tout d'abord elle peut expliquer comment le contrôle

---

<sup>23</sup> Epistemic community.

<sup>24</sup> HEARD-LAUREOTE Karen (2005), *op.cit.* p.41.

<sup>25</sup> HAAS Peter "Epistemic Communities and International Policy Coordination", in *International Organization*, Vol. 46, No. 1, Knowledge, Power, and International Policy Coordination (Winter, 1992), pp. 1-35.

<sup>26</sup> Advocacy coalition.

<sup>27</sup> KAISER Wolfram "Transnational networks in European governance : The informal politics of integration" in KAISER Wolfram, LEUCHT Brigitte and RASMUSSEN Morten, *The History of the European Union, Origins of a trans-and supranational polity 1950-72*, Routledge, Albington 2009 pp. 15-16.

des États membres peut varier au sein de différents secteurs politiques. Elle permet de mettre en exergue l'influence de réseaux sur l'élaboration de politiques européennes en général ou sur un secteur plus particulier. La création de la politique agricole commune pendant les années 60 peut sembler être le résultat de négociations intergouvernementales soutenues pour la majeure partie par des intérêts agricoles nationaux avec une large influence d'organisations d'agriculteurs. Cependant, celles-ci étaient en grande partie organisées de manière transnationale et commencèrent à exercer une influence à l'échelon supranational et pas seulement au niveau national<sup>28</sup>. Ensuite, l'approche des réseaux explique l'élaboration de politiques dans des cadres nationaux, supranationaux et internationaux comme une procédure nettement informelle de communication et de négociation continue entre divers types d'acteurs, pour la plupart organisés ou du moins orientés d'une manière transnationale. Cette approche nous aide également à mieux comprendre l'intégration européenne : les réseaux ont contribué au transfert d'idées et de solutions politiques entre des acteurs nationaux au-dessous de l'échelon supranational. Cette fonction n'est pas limitée à l'échange d'informations sur la forme que devaient prendre certaines politiques afin d'être fonctionnelles. Ces réseaux ont réalisé une fonction de traduction entre différents contextes socio-économiques, politiques et culturels. Les réseaux ont facilité la communication transfrontalière non seulement dans l'objectif d'influencer ou de transférer des projets politiques, mais également de socialiser des acteurs à des tendances comportementales, à des idées et des préférences politiques. Cette socialisation a par exemple été une caractéristique constante du processus d'association et d'élargissement.

L'analyse de l'intégration européenne par les réseaux permet de donner un sens aux complexes et chaotiques réalités de la gouvernance européenne ainsi que de définir le rôle d'acteurs multiples de divers secteurs. Elle peut également servir de cadre théorique afin d'expliquer le changement et les résultats de certaines politiques mises en œuvre. Elle fournit un compte-rendu complet et réaliste de la gouvernance européenne caractérisée par une interaction entre des acteurs officiels et des réseaux informels, aspect que l'approche intergouvernementale marginalisait complètement en considérant l'Union européenne comme organisation traditionnelle dominée par les États membres et les gouvernements. La force de cette approche est de souligner le besoin de reconnaître qu'au sein de multiples secteurs politiques un nombre limité d'acteurs sont impliqués dans le processus d'élaboration de politique et que ce processus se déroule souvent au sein de communautés closes qui sont

---

<sup>28</sup> HEARD-LAUREOTE Karen (2005), *op.cit.* p. 45.

impénétrables par des groupes méconnus et par le grand public. Cette approche est un outil utile pour discerner la réalité politique et la manière dont les acteurs interagissent entre eux. Elle est non seulement une réponse à la complexité de la gouvernance européenne mais également au processus de politique public en général. Au sein d'une société de plus en plus décentralisée et fragmentée, basée sur des collectivités organisées, le processus de mise en œuvre de politiques suit une tendance de sectorisation, au sein duquel des groupes d'intérêt se font concurrence afin d'influencer la prise de décision. Les frontières entre le domaine public et privé deviennent de plus en plus floues et l'approche des réseaux est en conséquent une manière effective de discerner le rôle des acteurs dans la complexe gouvernance européenne.

### **3. Problématique**

Le projet envisagé, intitulé momentanément « l'influence de l'élite monétaire européenne et des réseaux informels sur la coopération des Six en matière d'intégration économique (1958-1969) » cherche à démontrer l'apparition d'une élite monétaire issue d'une coopération transnationale organisée en réseaux et à en déterminer l'influence sur le processus de prise de décision en matière d'intégration économique et monétaire. La volonté d'élaborer cette étude part entre autre du constat, formulé notamment par David D Cameron, qu'en relation avec les origines de l'Union économique et monétaire, l'aspect transnational de la politique mise en œuvre fut jusqu'à présent négligé par les études sur l'Union européenne<sup>29</sup>.

Afin de déterminer si oui ou non une élite monétaire européenne s'est constituée pendant cette décennie, il faudra tout d'abord mettre en exergue son émergence. Étant donné que le phénomène de transnationalisation est conduit par une élite<sup>30</sup> et que les réseaux politiques transnationaux en sont un produit<sup>31</sup>, il sera tout d'abord nécessaire, par une approche partant du bas, de voir de quelle manière ces réseaux se sont formés et de distinguer les différents type des réseaux (communauté politique, communauté épistémologique, coalition de soutien, groupe d'intérêt, groupe de réflexion etc.) De cette manière il nous sera possible d'identifier les réseaux qui ont joué un rôle dans l'intégration économique européenne. Une distinction devra être faite entre réseaux formels et informels. Pour cela, il faudra analyser leur constitution interne, à savoir leurs membres ainsi que les relations qu'ils aient pu avoir avec d'autres réseaux. Cette analyse permettra notamment de voir si des coalitions de soutien se

---

<sup>29</sup> KAISER Wolfram (2005), *op.cit.* p.4.

<sup>30</sup> KAISER Wolfram (2005), *op.cit.* p.1.

<sup>31</sup> HEARD-LAUREOTE Karen (2005), *op.cit.* p.36.

sont formées autour du sujet crucial d'intégration économique et monétaire. Un autre aspect essentiel sera de voir quels réseaux se trouvent en concurrence les uns avec les autres et quelles idées s'opposent au sein de ceux-ci.

Dans cette perspective, il ne s'agira pas que d'énumérer les idées formulées au sein de ces réseaux afin d'expliquer des développements politiques, mais de bien évaluer les liens entre ces réseaux et les institutions européennes et la transmission d'idées pour en estimer le rôle ainsi que le degré d'influence. La période envisagée qui s'étire sur douze ans semble également être bénéfique à cette approche. En effet, si un lien ou une influence d'un réseau sur un autre ainsi que sur le processus d'élaboration de politiques au niveau européen doit être détecté, il le sera sur une période plus étendue étant donné qu'un réseau est incapable de rendre ces idées hégémoniques d'un jour à l'autre dans une gouvernance européenne si complexe. Tout au long de cette période il sera essentiel de déterminer quels changements se sont opérés, pourquoi les idées d'un réseau priment sur celles d'un autre et de quelle manière les réseaux arrivent à faire prévaloir leurs idées.

La fréquence ainsi que le cadre des rencontres transnationales entre ces réseaux pourront aider à distinguer le rôle d'individus particuliers en tant que transmetteurs d'idées ainsi que de médiateurs transnationaux. Ce sont ces individus, les figures les plus importantes de ces réseaux transnationaux, que nous considérons comme membres d'une élite monétaire européenne. Soulignons tout de même que ces personnages joueront pour la plupart un double rôle. En effet, maints acteurs regroupés au sein de réseaux occupent également des fonctions au niveau national ainsi qu'europpéen, que ce soient des postes gouvernementaux ou des responsabilités au sein des institutions européennes. Or, c'est justement cette caractéristique qui fait d'eux les plus importantes figures des réseaux ainsi que les médiateurs d'idées dans des négociations intergouvernementales européennes. Il sera néanmoins nécessaire de prouver cette supposition et de voir dans quelle mesure ces personnages peuvent être qualifiés d'élite monétaire transnationale<sup>32</sup>.

Concernant cette élite monétaire, une analyse socio-historique de leurs carrières ainsi que de leurs études et de leurs contacts, influences, pourraient prouver pour notre époque considérée, ce que Valéry Giscard D'Estaing affirmait dans un article récent du Monde, « actuellement les dirigeants des gouvernements en place ne sont pas des économistes. [...] Lorsque dans les années 1970, il y eut le grand débat sur le flottement des monnaies, George Schultz était professeur d'économie de l'université de Chicago, Helmut Schmidt un grand expert reconnu,

---

<sup>32</sup> Wolfram Kaiser affirme que les élites transnationales ont joué un rôle cruciales dans le processus d'intégration européenne. KAISER Wolfram (2009), *op.cit.* p.13.

Paul Volker l'expert américain le plus respecté... Il y avait une concentration d'expertises [...]»<sup>33</sup>.

#### **4. Plan**

Le premier chapitre, constitué de deux grandes parties, se focalise tout d'abord (I.1) sur les enceintes informelles qui se formèrent dès l'après-guerre afin de faire avancer l'intégration économique et monétaire de la Communauté européenne.

L'étude de cette section portera tout d'abord sur le destin et les propositions des économistes italiens qui se rassemblèrent pendant la Résistance et formulèrent leurs premières idées relatives à l'intégration économique et monétaire (I.1.1.). Ensuite l'attention sera successivement portée sur trois enceintes distinctes, à savoir la Ligue européenne pour la coopération économique (I.1.2.), le groupe Bilderberg (I.1.3.) et le Comité d'Action pour les États-Unis d'Europe (I.1.4.). Celles-ci avaient toutes des caractéristiques distinctes mais se retrouvaient sur une valeur particulière, à savoir la volonté de rassembler des personnalités réputées dans un cadre unique afin d'élaborer des idées pour l'approfondissement de l'intégration économique et monétaire et pour l'unification de l'Europe. L'examen de ces forums se concentrera sur leur vocation, leur constitution, leur composition ainsi que sur leurs méthodes de fonctionnement.

Ensuite, la deuxième sous-partie (I.2) du premier chapitre, a pour intérêt majeur de mettre en évidence l'originalité du cadre institutionnel mis en place par le Traité de Rome en ce qui concerne la question monétaire

La première sous-partie (I.2.1). se concentre sur les dispositions précises du cadre institutionnel mis en place par le Traité de Rome. Dans un deuxième temps (I. 2.2.), un aperçu intégral du Comité monétaire sera proposé, notamment avec l'évocation de sa composition, de ses fonctions principales de ses qualités spécifiques et de son interaction avec d'autres institutions, dont notamment la commission de politique économique à long terme, des questions financières et des investissements. Au cours de la troisième sous-partie de ce chapitre (I.2.3.), les particularités propres aux réunions des ministres des Finances seront mises en exergue, à savoir leur constitution controversée, leur composition et leurs tâches. Finalement, la dernière partie (I.2.4) s'attachera à démontrer dans quelle mesure ces enceintes

---

<sup>33</sup> Propos recueillis par Cécile Chambraud, Françoise Fressoz et Marion Van Renterghem « Pour Monsieur Giscard d'Estaing « l'échéance politique et psychologique de la crise, ce sera le printemps 2009 », Le Monde, Mardi 13 janvier 2009.



constituaient des regroupements de personnes réputées, permettant la constitution d'une élite monétaire européenne et transatlantique partageant des carrières et des opinions politiques identiques.

Au sein des deux sous-parties (I.1., I.2.) le thème de la socialisation sera abordé par l'examen plus détaillé de la personnalité des acteurs les plus essentiels notamment à travers l'analyse de leurs parcours personnels ainsi que de leur participation simultanée à d'autres enceintes ayant comme volonté de faire progresser l'intégration économique et monétaire dans l'Union européenne. L'accent sera posé sur la mise en exergue de l'imbrication et du chevauchement des divers acteurs ce qui facilitera dans les chapitres suivants, de déterminer plus clairement le phénomène de formation d'idées, d'apprentissage et d'éducation permanente qui eut lieu à l'intérieur de ces forums. Ensuite il s'agira plus précisément d'évaluer dans quelle mesure ces regroupements étaient des lieux propices à l'échange d'idées entre des personnalités éminentes ainsi qu'un laboratoire d'idées avant-gardistes du domaine économique. Ensuite, considérant que leur raison d'être était d'influer sur les institutions gouvernementales et européennes afin de s'engager au profit de l'approfondissement de l'intégration européenne, l'examen de l'interaction qui existe entre ces enceintes permettra à l'aide de l'analyse de leur constitution et de leur position institutionnelle, de déterminer leur domaine de compétence ainsi que leur efficacité et leur zone d'influence.

À l'aide de trois études de cas distinctes, le deuxième chapitre a pour but d'analyser les efforts effectués par les enceintes formelles et informelles afin de pouvoir aboutir à long terme à la création d'une Union économique et monétaire. Plus précisément, l'examen du projet de Fonds de réserve (II.1), l'analyse de la mise en œuvre de la coordination requise par le Traité de Rome (II.2), ainsi que l'étude du cheminement des idées relatives à l'intégration économique et monétaire entre 1964 et 1969, cherchent à mettre en lumière de quelle manière et dans quelle mesure, les propositions émises par les institutions informelles ont eu une incidence sur les décisions qui furent ultimement prises par le Conseil de la CEE. Cet examen ne se limitera donc pas à l'énumération des propositions issues des enceintes concernées, mais il se penchera sur l'interaction et sur l'évolution des idées.



## **II. Les institutions et les réseaux informels**

### **1. Les réseaux informels**

Si l'idée d'unifier l'Europe n'est pas neuve et existait déjà dans les siècles passés, c'est au lendemain de la seconde Guerre mondiale surtout qu'elle reçut une vive impulsion. Les bases de cette mobilisation furent jetées dès 1923 par le comte Richard Coudenhove-Kalergi, qui proposa dans son ouvrage *Pan-Europa*<sup>34</sup> le premier projet moderne d'une Europe unie. Pour diffuser ses idées, il fonda le mouvement confédéraliste Paneurope, dont le premier congrès, qui réunit plus de 2000 participants, eut lieu à Vienne du 3 au 6 octobre 1926. Son message fut perçu dès l'entre-deux-guerres par de nombreux intellectuels, Albert Einstein, Sigmund Freud, Thomas Mann ainsi que par un bon nombre de personnalités politiques comme Édouard Henriot, Konrad Adenauer, Robert Schuman, Alcide De Gasperi, Winston Churchill et surtout Aristide Briand.

Profondément inspiré par le mouvement de Coudenhove-Kalergi, Briand, qui fut également président d'honneur de l'Union paneuropéenne, fut le premier homme politique de l'Histoire européenne à proposer officiellement la création d'une Europe unie. Le 17 mai 1930 il présenta à la S.D.N. le Mémoire sur l'Organisation d'un Régime d'Union fédérale européenne, dans lequel il parle de solidarité politique comme condition préalable d'émergence d'une solidarité économique. Cependant cet ordre de priorité fut changé par Briand en raison du krach boursier de Wall Street d'octobre 1929. En effet, en septembre 1929, Briand affirmait encore que le domaine économique était la question la plus pressante qui préparerait la constitution d'une organisation politique<sup>35</sup>. À l'instar de Coudenhove-Kalergi, Briand envisageait déjà la nécessité de créer un marché commun européen non seulement pour acquérir la paix, mais aussi pour accroître la prospérité et améliorer le niveau de vie des populations. Il prônait un rapprochement des économies européennes réalisé sous la responsabilité politique de gouvernements solidaires. Dans la foulée du mémoire Briand, l'idée fut lancée d'accompagner l'abaissement progressif des barrières douanières intra-européennes ainsi que la libération progressive de la circulation des marchandises des capitaux et des personnes par la création d'une banque fédérale européenne « réglant

---

<sup>34</sup> COUDENHOVE-KALERGI R., *Pan-Europa*, Pan-Europa-Verlag, Vienne, 1923 (réédition 1982).

<sup>35</sup> LEBOUTTE René, *Histoire économique et sociale de la construction européenne*, Peter Lang, Bruxelles, 2008, p. 33.

l'émission d'une monnaie unique et dirigeant l'ensemble d'une politique de crédit européenne »<sup>36</sup>.

Dès 1925, ces idées furent évoquées au sein de l'Union douanière européenne, créée par une série de personnalités européennes, qui visaient à faire de « l'Europe, en lui donnant conscience de son unité, un grand marché libre ouvert à la circulation des marchandises, des capitaux et des hommes ». L'Union paneuropéenne demandait également la « création progressive de l'Union douanière européenne » et le lancement d'une « monnaie européenne »<sup>37</sup>. Finalement Jacques Rueff, inspecteur des Finances, secrétaire au Comité financier de la Société des nations et membre de la Commission monétaire du groupe Coudenhove-Kalergi élaborait en 1929 un projet de pacte économique qu'il considéra à posteriori, comme une « première ébauche de la politique du Marché commun »<sup>38</sup>.

Les conséquences du Krach de Wall Street, « la dépression des années 1930 qui fut la plus sévère, la plus universelle, la plus prolongée que l'Europe eût connue »<sup>39</sup>, ainsi que les progrès fulgurant du nazisme en Allemagne mirent en suspens les espoirs éveillés par ces idées novatrices. « Les apôtres du pluralisme cohérent arrivaient trop tôt et trop tard en même temps »<sup>40</sup>. Néanmoins, des hommes entrevirent lucidement, dès 1941 parfois, les lendemains désenchantés d'après-guerre, au cas où l'Europe ne parvenait pas, une fois libérée du joug hitlérien, à résoudre ses problèmes dans un cadre qui ne serait ni celui des souverainetés traditionnelles, ni celui des alliances. « L'invasion allemande fut l'élément de déclenchement du processus d'intégration »<sup>41</sup>.

## **1. Les économistes italiens**

En Italie, les voix favorables à l'unification européenne émergèrent et se développèrent progressivement surtout au sein des milieux antifascistes, c'est-à-dire chez des personnes qui allaient participer à la Résistance et ensuite être protagonistes de la reconstruction. Ce furent

---

<sup>36</sup> LEBOUTTE René (2008), *op.cit.*, p.34.

<sup>37</sup> GERBET Pierre, *La naissance du marché commun*, Éditions Complexe, Paris, 1987, p.29-30.

<sup>38</sup> LEBOUTTE René (2008), *op.cit.*, p.32.

<sup>39</sup> CROUZET François, *Histoire de l'économie européenne 1000-2000*, Albin Michel, Paris, 2000, p.299.

<sup>40</sup> GOUZY Jean-Pierre, *Les pionniers de l'Europe communautaire*, Publication du Centre de recherches européennes, Lausanne, 1968, p.16.

<sup>41</sup> LEBOUTTE René (2008), *op.cit.*, p.41.

les milieux économiques qui se distinguèrent par la lucidité de leurs analyses, la cohérence de leurs propositions et la construction de véritables réseaux<sup>42</sup>.

C'est sous l'influence de l'économiste Luigi Einaudi, qui en 1918 proposait déjà l'unification de l'Europe sur des bases fédéralistes, qu'Altiero Spinelli, futur leader du Movimento Federalista Europeo et Ernesto Rossi, mathématicien, ancien directeur de la revue culturelle L'Astrolabio, rédigèrent le « Manifeste de Ventotene », le document le plus important du confino, qui prônait la construction immédiate d'une fédération européenne sur les ruines des Etats-nations. Un an plus tard, dans *Les États-Unis d'Europe* (1942), Spinelli argumentait en faveur de la construction d'une autorité fédérale capable d'abolir les frontières protectionnistes, de créer une monnaie fédérale unique et d'assurer la libre circulation des personnes<sup>43</sup>. Les auteurs du manifeste, dès le lendemain de la libération de l'Italie méridionale, se mirent en contact non seulement avec les partisans antifascistes qui luttaient au centre et au nord, mais également avec les mouvements clandestins qu'ils pouvaient atteindre hors de l'Italie.

Ce fut surtout en Suisse, « terre d'asile » pour ceux qui fuyaient les régimes fascistes dictatoriaux, mais aussi le berceau de la nouvelle Europe, qu'Altiero Spinelli et Ernesto Rossi propagèrent l'idéal européen fédéraliste<sup>44</sup> et tissèrent les premiers liens entre européens. Ils furent notamment rejoints par l'industriel Adriano Olivetti ou encore Ugo La Malfa.

Ce fut dans le courant de mai 1943 que Spinelli, Rossi et d'autres résistants diffusèrent le premier numéro du journal clandestin italien l'Unità Europea, dont la rédaction était assurée par Guglielmo Usellini, futur secrétaire général de l'Union européenne des fédéralistes. Cette initiative mena en août 1943 à la réunion des divers groupes fédéralistes<sup>45</sup> à Milan, réunion qui jeta les bases du Movimento Federalista Europeo, dont le premier congrès se tint à Venise en 1946.

Une grande partie des hommes ayant fait partie de ces mouvements fédéralistes participèrent après la seconde Guerre mondiale à la construction d'une Europe nouvelle en occupant des fonctions au sein de gouvernements italiens ainsi qu'au sein des institutions européennes. À titre d'exemple, Altiero Spinelli participa aux efforts en vue de lancer la construction

---

<sup>42</sup> PREDA Daniela : « Résistance et confino, réseaux de formation européenne, le rôle des économistes italiens », in DUMOULIN Michel (ed.) : *Réseaux économiques et construction européenne*, PIE Lang, Bruxelles, 2004, pp.102.

<sup>43</sup> LEBOUTTE René (2008), *op.cit.* p.45.

<sup>44</sup> PREDA Daniela (2004), *op.cit.*, pp.107.

<sup>45</sup> « En Italie, parmi les sept mouvements existant, le Movimento Federalista Europeo s'imposa comme le groupement le plus important » in GOUZY Jean-Pierre, *Les pionniers de l'Europe communautaire*, Publication du Centre de recherches européennes, Lausanne, 1968, p.42.

européenne dans l'après-guerre. En 1951, il conseilla Alcide De Gasperi lors de la négociation du traité de Communauté européenne de défense et devint en 1970 membre de la Commission européenne en charge de la politique industrielle et de la recherche ainsi que Membre de l'Assemblée parlementaire européenne de 1976 à 1979. Piero Malvestiti, économiste de formation, devint notamment ministre des Finances en 1947 du quatrième gouvernement Gasperi ainsi que commissaire européen au marché intérieur en 1958 avant d'être élu Président de la CECA de 1959 à 1963. Ugo La Malfa représenta dès avril 1947 l'Italie au Fonds monétaire international et fut nommé vice-président du FMI en 1948. Dans le gouvernement d'Alcide De Gasperi, il est nommé ministre de la Reconstruction et ensuite ministre pour le Commerce extérieur. Luigi Einaudi, universitaire, économiste, journaliste et homme politique italien, fut titulaire de la chaire de science financière à l'Université de Turin, principal représentant de l'École libérale italienne et gouverneur de la Banque d'Italie entre 1945 et 1948. Au sein du 4<sup>e</sup> gouvernement De Gasperi, il fut nommé vice-président du Conseil, ministre du Trésor et des Finances. Il fut par la suite élu Président de la République de 1948 à 1955.

Tous ces hommes firent partie des gouvernements successifs d'Alcide De Gasperi, un des pères de l'Europe à côté de Robert Schuman et de Konrad Adenauer. Fondateur du parti catholique italien pendant la seconde Guerre mondiale, il fut co-président du Mouvement européen, premier ministre de 1945 à 1953, période pendant laquelle l'Italie devint une République (1946), signa un traité de paix avec les Alliés (1947), devint membre de l'Organisation du Traité Atlantique Nord en 1949 et un allié des États-Unis, qui contribua à relancer l'économie italienne à travers le Plan Marshall. Dans les mêmes années, l'Italie devient également membre de la Communauté européenne du charbon et de l'acier (CECA).

## **2. La Ligue européenne de coopération économique et le Mouvement européen**

La LECE est née, à l'instar d'autres mouvements européens, dans le contexte de la déchirure de 1946 entre les deux Grands, tout en constituant, à cause de ses pères spirituels, le Belge Paul van Zeeland et le Polonais Joseph Retinger, le prolongement d'idées émises et mises en forme durant le conflit mondial, voire auparavant<sup>46</sup>.

---

<sup>46</sup> DUMOULIN Michel, DUTRIEUE Anne-Myriam, *La Ligue européenne de coopération économique 1946-1981, un groupe d'étude et de pression dans la construction européenne*, Peter Lang, New York, 1993, p.17.

Paul Van Zeeland, docteur en droit, en sciences politiques et diplomatiques, était titulaire de divers grades académiques d'universités de prestige, non seulement en Belgique mais également à l'étranger. Après avoir parfait son doctorat en droit à l'Université catholique de Louvain, il profita notamment de l'attribution d'une bourse de la Commission for Relief of Belgium pour poser sa candidature dans le domaine de la monnaie et du crédit à Princeton, université dans laquelle le spécialiste d'économie politique et de finance était le Professeur Edwin Kemmerer, qui par le développement de diverses théories bancaires de renommée mondiale, devint conseiller de différents gouvernements étrangers tel la Pologne ou la Turquie. En 1922 il publia sa thèse intitulée « La réforme bancaire aux États-Unis d'Amérique de 1913 à 1921, Le système fédéral ». Ayant accompli un stage au sein de la Federal Reserve Bank de New York qui lui permit de rencontrer un grand nombre d'experts et d'observer de près le fonctionnement du système, Van Zeeland, à son retour, fut considéré comme un des rares spécialistes européens d'une question qui ne cessera jamais de gagner en importance. Il assumera par après notamment les responsabilités de directeur de l'Institut des Sciences économiques à l'Université catholique de Louvain, de vice-gouverneur de la Banque nationale de Belgique en 1926, de Premier ministre de 1935 à 1937 et finalement de ministre des Affaires étrangères de 1935 à 1937 et de 1949 à 1954<sup>47</sup>.

À plusieurs reprises, avant et pendant la Seconde Guerre mondiale, Van Zeeland avait prôné la réorganisation de l'économie mondiale. Après la guerre il publia deux ouvrages de grande importance : le premier datant de 1945 intitulé *Petits Pays et organisation internationale* ; le second, inspiré d'une conférence donnée à Paris le 15 octobre 1945 intitulé *La Belgique et l'Occident européen*. En 1946, Van Zeeland s'entretint, de la situation internationale et de la nécessité de conduire une action en faveur de l'Europe avec Joseph Retinger, une ancienne connaissance. En effet, les deux personnages s'étaient rencontrés à Londres pendant que le premier, en exil, y résidait périodiquement en tant que membre du Conseil législatif belge de 1940 à 1944 et que le second était le conseiller du Général Sikorski, premier ministre du gouvernement polonais en exil<sup>48</sup>. Ils se rencontrèrent notamment pendant les réunions du Comité des ministres des Affaires étrangères des gouvernements alliés<sup>49</sup>. Après cette conversation, Retinger prononça le 7 mai devant le Royal Institute of Foreign Affairs, un

---

<sup>47</sup> DUJARDIN Vincent, DUMOULIN Michel, *Paul Van Zeeland 1893-1973*, Éditions Racine, Bruxelles, 1997, p.24.

<sup>48</sup> LECE 310 : Rapports d'activités pluriannuels.

<sup>49</sup> DUJARDIN Vincent, DUMOULIN Michel (1997), *op.cit.*, p.124.

exposé consacré à *The European Continent*, texte, qui à l'instar de celui de Van Zeeland, prônait la coopération en Europe en mettant l'accent surtout sur l'aspect économique<sup>50</sup>.

Ces textes servirent de base, le 17 septembre 1948<sup>51</sup>, deux jours avant le discours de Churchill à Zurich qui invitait les pays à constituer les États-Unis d'Europe, à une entrevue cruciale entre les deux qui jeta les bases du lancement<sup>52</sup> d'un organisme international, chargé de la défense des intérêts économiques européens, qui convoquerait un congrès international composé d'économistes et de leading men de l'Ouest comme de l'Est<sup>53</sup> en vue d'analyser et de préparer une Union économique européenne et une union douanière. En effet, pendant la guerre, une multitude de petits cercles, qui devinrent après la guerre des mouvements européens, se constituèrent et se regroupèrent autour d'un axe idéologique marqué<sup>54</sup>. Cependant, aucun mouvement n'eut comme principale préoccupation l'étude des problèmes économiques posés par la création d'une union européenne.

Dès l'automne 1946, les fondements du mouvement furent établis et les deux hommes développèrent en fin d'année 1946 jusqu'au début de l'année 1947 une « véritable action diplomatique souterraine »<sup>55</sup> de manière à constituer la base de la LECE, à savoir des comités nationaux. Van Zeeland et Retinger disposaient de par leur parcours professionnel d'entrées auprès d'un grand nombre de décideurs et d'hommes d'influence du milieu politique et de la haute finance, de manière à ce que le projet des deux hommes rencontra un intérêt favorable, surtout auprès des personnes qui acceptèrent de mettre en place les comités au sein de leurs pays respectifs : il s'agit notamment pour la France de Daniel Serruys, ancien président du Comité économique de la SDN, haut-commissaire à l'Économie nationale dans le gouvernement Daladier ; pour la Grande-Bretagne de Sir Harold Butler, directeur général de l'Organisation internationale du travail de 1932 -1939 ; pour les Pays-Bas de Pieter Kerstens, sénateur et ancien ministre du Commerce et de l'Industrie des Pays-Bas ; pour le Luxembourg de Guillaume Konsbruck ancien ministre et directeur de l'Arbed ; pour la Belgique le sénateur Roger Motz, président du Parti libéral, pour l'Allemagne le banquier de renommée mondiale, directeur de la Deutsch Bank, Président de la Commission économique et sociale internationale du Mouvement européen et conseiller intime du chancelier Adenauer, Hermann

---

<sup>50</sup> LECE 312 : Histoire de la LECE.

<sup>51</sup> DUMOULIN Michel, DUTRIEUE Anne-Myriam (1993), *op.cit.*, p.20 ; N.B. : La date du 17 octobre 1946 est indiqué au sein de certaines archives telles que : LECE.312 : Histoire de la LECE.

<sup>52</sup> Le 24 mars 1947, la création de la Ligue indépendante de coopération économique est officiellement annoncée lors d'une conférence de presse.

<sup>53</sup> DUMOULIN Michel, DUTRIEUE Anne-Myriam (1993), *op.cit.*, p.21.

<sup>54</sup> United Europe, l'Union européenne des fédéralistes, les Nouvelles équipes internationales, le Mouvement socialiste pour les Etats-Unis d'Europe etc.

<sup>55</sup> DUMOULIN Michel, DUTRIEUE Anne-Myriam (1993), *op.cit.*, p.21.



J. Abs<sup>56</sup> et finalement pour l'Italie de l'industriel et sénateur Enrico Falck assisté par Ugo La Malfa<sup>57</sup>.

Ne cherchant pas une « adhésion de masse », la ligue ne s'entoura que de « techniciens et de personnalités influentes », condition pour la réalisation de ses objectifs<sup>58</sup>. Les membres étaient majoritairement des industriels, des banquiers, des universitaires ainsi que des hommes politiques et la totalité du groupe ne dépassa que rarement les cent membres, tous comités confondus<sup>59</sup>. La permanence de l'appartenance ainsi que l'adhésion cooptée des personnalités imposa à la Ligue un caractère de clique, de groupe fermé. Les membres étaient organisés en commissions supranationales spécialisées dans des domaines spécifiques, composées d'experts choisis au sein des comités nationaux, de manière à aborder les problèmes directement d'un point de vue européen. Elle fut avant tout un « comité d'étude qui ne développe sa propagande que parmi les élites. [...] N'étant pas outillée pour conduire des campagnes populaires d'action en faveur de l'idée européenne, elle cultive non seulement la discrétion mais se refuse à sacrifier à une publicité organisée et fonctionnelle de ses propres activités préférant agir par des contacts personnels et plutôt confidentiels auprès des décideurs »<sup>60</sup>. L'évocation de l'expérience et de la carrière de certains membres témoigne de la qualité d'expertise dont bénéficiait la LECE. Parmi les divers grands noms de la Ligue appartenaient notamment Michel Debré, futur Premier ministre de 1959 à 1962 ainsi que Ministre de l'Économie et des Finances de 1966 à 1968, Edmond Giscard D'Estaing, inspecteur des Finances de 1919 à 1930 et président de la section française de la LECE de 1950 à 1956, le Baron Snoy et d'Oppuers, secrétaire général du Ministère des Affaires économiques, ministre des Finances, président du Conseil de Benelux et du Comité intérimaire pour le Marché commun et Euratom et représentant permanent de la Belgique auprès de la CEE, Max Kohnstamm, secrétaire particulier de la Reine Wilhelmine en 1947, secrétaire de la Haute Autorité de la CECA et vice-président puis Président du Comité d'Action pour les États-Unis d'Europe, Harold Macmillan député à partir de 1929 et premier ministre de 1957 à 1963, Guy de Carmoy, directeur de l'OECE dès 1948 après avoir été, depuis 1946, administrateur suppléant à la Banque internationale pour la reconstruction et le développement et professeur d'économie politique à l'IEP de Paris, Jelle Zijlstra économiste,

---

<sup>56</sup> ME 314 : Correspondance échangée entre Hermann J. Abs, Président de la Commission d'étude économique et sociale, et le Secrétariat international 1952 - 1958.

<sup>57</sup> LECE 310 : Rapports d'activités pluriannuels.

<sup>58</sup> *Ibidem*.

<sup>59</sup> La Ligue était composée de 13 Comités : Allemagne, Autriche, Belgique, Espagne, France, Italie, Luxembourg Norvège, Pays-Bas, Royaume-Uni, Suède, Suisse, Turquie.

<sup>60</sup> DUMOULIN Michel, DUTRIEUE Anne-Myriam (1993), *op.cit.*, p.13.

ministre des Affaires économiques et des Finances successivement de 1952 à 1963 et finalement Premier ministre de 1966 à 1967<sup>61</sup> ainsi que Jacques Rueff, inspecteur des Finances, secrétaire au Comité financier de la Société des nations, sous-gouverneur de la Banque de France en 1939 et professeur à l'Institut d'Études Politiques. Ajoutons que Jacques Rueff, à l'instar de son collègue Charles Rist, expert monétaire et financier international, auteur avec Charles Gide d'une Histoire des doctrines économiques parue en 1909, spécialiste dans les affaires monétaires et financières, sous-gouverneur de la Banque de France en 1926<sup>62</sup>, était membre de la Commission monétaire du groupe Coudenhove-Kalergi, qui s'affilia dès le début des années 1950 à la LECE.

La Ligue, définie par ses statuts comme association internationale à but scientifique, dépourvue de toute appartenance politique<sup>63</sup>, avait comme ambition de favoriser le rapprochement culturel et économique des Etats qui composent l'Europe ainsi que de développer ces Etats, l'esprit de coopération et de collaboration aux points de vue culturel et économique<sup>64</sup>. « Ce que la LECE veut avant tout, c'est, dans un esprit indépendant et impartial, proposer aux problèmes économiques de l'intégration européenne, des solutions constructives venant de personnalités qui ont acquis de l'expérience dans la gestion des affaires publiques ou privées, à des postes de responsabilité »<sup>65</sup>. Elle chercha à atteindre ses objectifs au moyen de congrès et de conférences, d'études au sein des commissions internationales, de publications et de contacts constants avec les diverses instances européennes. Certaines commissions, au sein desquelles furent élaborés la majorité des travaux, existaient à titre permanent : ceci fut notamment le cas pour la commission économique et la commission monétaire.

Dès 1949, « persuadée que la normalisation des opérations de change entre les pays de l'Europe Occidentale constitue la clef de voûte de l'intégration européenne », la Ligue élaborait sa première publication intitulée « un système de convertibilité des monnaies européennes entre elles »<sup>66</sup>. La Commission monétaire, composée d'Albert-Edouard Janssen et de Lucien Sermon pour la Belgique, d'Edmond Giscard D'Estaing et d'Emmanuel Monick pour la France, de Sir Edward Beddington-Behrens, de Roy Harrod et de Paul Chambers pour la

---

<sup>61</sup> ME 1128 : Conférence économique européenne de Westminster : Commission monétaire et financière 19/04/1949-25/04/1949.

<sup>62</sup> WERNER Pierre, *Itinéraires luxembourgeois et européens évolutions et souvenirs 1945-1985 Tome I, Tome II*, Éditions Saint-Paul, Luxembourg 1992, p.14.

<sup>63</sup> ME 1270 : LECE 1949-1950.

<sup>64</sup> LECE 300 : Rapports d'activités.

<sup>65</sup> LECE 310 : Rapports d'activités pluriannuels.

<sup>66</sup> LECE 276 : Fascicules publiés par la LECE 1949-1952.

Grande-Bretagne, de Pieter Bentz Van de Berg et de C.A. Klaase pour les Pays-Bas ainsi que de personnalités italiennes<sup>67</sup>, soumit ses propositions relatives à la convertibilité aux dirigeants des banques centrales des pays où la LECE avait des Comité nationaux avant de les faire publier en décembre 1949. Elle prônait que « pour les opérations courantes, les monnaies des pays participants (et celles de leurs territoires d'outre-mer et des pays associés) seraient rendues interconvertibles. Chaque pays participant donnerait l'assurance que cette convertibilité ne peut être l'instrument grâce auquel, directement ou indirectement, on convertirait la monnaie d'un des participants en une monnaie émise par un pays non participant »<sup>68</sup>. Ensuite, un fonds monétaire européen, géré par un organisme comme la Banque des règlements internationaux, serait institué en vue de faire fonctionner « un clearing monétaire entre les pays participants. [...]. Il serait doté principalement de monnaies des pays participants mais également de versements en or ou en dollars des participants destinés à garantir les paiements auxquels ils pourraient être confrontés dans le cadre du règlement des soldes entre eux »<sup>69</sup>. De plus les parités des monnaies des pays participants seraient entre elles, en rapport direct avec leurs taux de change vis-à-vis du dollar, de façon que ne se présentent pas de cross-rates différentiels. Finalement, la Ligue exhortait les pays à coordonner leurs politiques monétaires, budgétaires et commerciales en constituant un « Collège des ministres des Finances des Etats participants qui se réuniraient périodiquement pour discuter et coordonner les questions monétaires et pour harmoniser les politiques financières de leurs pays »<sup>70</sup>.

Ces idées découlèrent d'une élaboration préalable effectuée dans le cadre de la participation de la Ligue aux travaux du Mouvement européen<sup>71</sup>. Rappelons ici, que la LECE, qui fut un des sept membres fondateurs du Mouvement européen<sup>72</sup>, participa activement aux travaux de celui-ci, non seulement lors du Congrès fondateur de La Haye de mai 1948 mais aussi pendant la Conférence économique de Westminster en avril 1949. Le Congrès de La Haye « mit au premier rang de ses débats la question de la monnaie »<sup>73</sup>, étant donné qu'elle « représente la condition préalable et essentielle du succès des efforts faits en vue d'une

<sup>67</sup> DUMOULIN Michel, DUTRIEUE Anne-Myriam (1993), *op.cit.*, p.210.

<sup>68</sup> LECE 276 : Fascicules publiés par la LECE 1949-1952.

<sup>69</sup> *Ibidem.*

<sup>70</sup> *Ibidem.*

<sup>71</sup> La première grande réalisation du Mouvement Européen fut la création du Conseil de l'Europe en Mai 1949. Le Mouvement Européen fut également à l'origine de la création du Collège d'Europe à Bruges et du Centre Européen de la Culture à Genève.

<sup>72</sup> LOVEDAY A. : « The European Movement », in *International Organization*, Vol. 3, N°4, Nov. 1949, pp.621.

<sup>73</sup> ME 298 : De la crise berlinoise peut naître l'Europe unie et « Monnaie européenne » 17/8/1948-22/9/1948.

coopération économique plus étroite »<sup>74</sup>. Paul Van Zeeland, qui présidait la Commission économique et sociale du Congrès de La Haye, mit en garde contre les dangers d'une reconstruction européenne sur la base d'entités nationales et affirma la nécessité d'une union économique débarrassée des obstacles au commerce. Le congrès se mit d'accord sur les principes généraux d'une politique économique et adopta une résolution proposant une union économique européenne, une union douanière complète mais également le rapprochement des politiques budgétaires, le rétablissement de l'interconvertibilité des monnaies européennes entre elles ainsi que la mise en place d'un Fonds monétaire commun<sup>75</sup>.

En vue de mettre en œuvre l'application pratique de ces principes économiques et d'approfondir les propositions de La Haye, le Mouvement européen créa une commission spéciale, la Section Internationale Économique et Sociale, qui, sous la présidence de Sir Harold Butler<sup>76</sup> et en collaboration avec la LECE, organisa la conférence de Westminster en avril 1949 en vue de déterminer les mesures précises devant être entreprises pour réaliser les buts formulés à La Haye<sup>77</sup>. La résolution de la conférence requit dans le domaine monétaire la convertibilité des monnaies européennes ainsi que la création d'une commission composée de Hautes Autorités monétaires de manière à favoriser la coordination des différents gouvernements sur tous les sujets monétaires techniques et à aboutir à l'institution d'un système monétaire comportant une monnaie unique<sup>78</sup>.

Comme le souligne la Ligue, ces propositions rassemblées au sein de la première publication furent « reprises, complétées et amendées par l'Organisation européenne de coopération économique et le Conseil de l'Europe, ce qui conduisit finalement à la création, le 19 septembre 1950, de l'Union européenne de paiements »<sup>79</sup>. Rappelons ici que dans le cadre du plan Marshall, qui fut lancé le 3 avril 1948, les pays européens membres de l'OECE, organisation européenne permettant aux États de gérer eux-mêmes les fonds versés par les États-Unis pour leur reconstruction s'engagèrent à supprimer progressivement les entraves aux échanges afin de relancer le commerce intra-européen. En effet, si la reconstruction était en route, il n'en était pas de même pour le commerce européen, ce qui risquait de mettre en péril l'impact du Plan Marshall. Ainsi, en 1949, l'Administration de la Coopération économique, chargée de

---

<sup>74</sup> ME 445 : Préparation des travaux de la Commission économique en vue du Congrès de La Haye.

<sup>75</sup> ME 442 : Congrès de l'Europe tenu à La Haye : commission économique Mai 1948.

<sup>76</sup> ME 1128 : Conférence économique européenne de Westminster : Commission monétaire et financière 19/04/1949-25/04/1949.

<sup>77</sup> Archiv Hadoc 1239 : Les avantages de l'intégration économique de l'Europe occidentale, par E. Giscard d'Estaing.

<sup>78</sup> Archiv Hadoc 1271 : Conférence économique européenne de Westminster 20-25 avril.

<sup>79</sup> Fascicules publiés par la LECE 1949-1952.

superviser le Plan Marshall, fit pression sur les pays de l'OECE afin qu'ils éliminent au moins les restrictions quantitatives, puisqu'ils ne parvenaient pas à instaurer une union douanière. Cependant, pour éliminer ces restrictions, sachant que la convertibilité des monnaies n'était pas encore rétablie, il était indispensable de sortir du système d'accords de paiements bilatéraux conclus après la fin de la seconde Guerre mondiale étant donné que celui-ci posait deux problèmes : la nécessité absolue de maintenir l'équilibre de la balance commerciale entre les deux pays partenaires et l'impossibilité d'utiliser d'éventuels surplus de devises sur le marché d'un troisième pays. La solution résidait dans la mise en place d'un mécanisme permettant d'assurer le caractère multilatéral des paiements. C'est pourquoi l'Administration de la Coopération économique transféra une partie des fonds du Plan Marshall à la création de l'Union européenne de paiements le 19 septembre 1950, avec effet rétroactif au premier juillet<sup>80</sup>. L'Union assura trois fonctions essentielles qui permirent de lever progressivement les restrictions quantitatives aux échanges intra-européens, à savoir, le règlement multilatéral des comptes, l'octroi automatique de facilités de crédits, et par conséquent, un paiement seulement partiel des soldes en or ou en dollar ainsi que l'harmonisation des politiques monétaires des pays membres et l'examen périodique de leur situation économique et de leur balance des paiements par le comité de direction de l'UEP<sup>81</sup>.

Il est intéressant de souligner la présence de certains membres de la LECE aux plus hautes fonctions de l'administration de l'OECE et de l'UEP. En effet, Guy de Carmoy, membre du comité français, ancien inspecteur des Finances, fut directeur de l'OECE dès 1948 après avoir été, depuis 1946, administrateur suppléant à la Banque internationale pour la reconstruction et le développement. Ensuite, le Baron Snoy et d'Oppuers, membre de première heure de la section belge de la Ligue, président de celle-ci fut président du Conseil (1948-1950) et du Comité de Direction des Échanges (1950-1961) de l'OECE. D'autres personnalités de haut rang qui ne faisaient pas partie de la LECE mais qui assumaient des responsabilités au sein de ces deux organismes, firent partie plus tard des institutions et organisations les plus importantes du domaine économique et monétaire européen. En guise d'exemple, Hubert Ansiaux, administrateur de la Banque internationale de reconstruction et de développement, gouverneur de la Banque nationale de Belgique de 1957-1971, président au sein de l'OECE du Comité des paiements intra-européens (1947-1955) et membre du comité de direction de l'Union européenne des paiements (1950-1955), fut élu président du comité des gouverneurs

---

<sup>80</sup> LEBOUTTE René (2008), *op.cit.*, p. 71, 204, 205 .

<sup>81</sup> MANGOLDT-REIBOLDT Hans K. : « De l'Union européenne des Paiements à la convertibilité monétaire », in *Revue économique*, Vol. 8, N°1, Jan. 1957, pp.78.

des banques centrales de 1967 à 1971. Ensuite, Robert Marjolin, qui fut en 1947 membre du comité de coopération économique européen chargé d'élaborer un rapport sur les aides nécessaire dans le cadre du Plan Marshall, secrétaire général de l'OECE de 1947 à 1955, ami proche de Jean Monnet devint commissaire européen et vice-président de la CEE en charge de l'Économie et des Finances (1958-1967). Finalement, l'on pourrait encore nommer Pierre Calvet, inspecteur général des Finances, sous-gouverneur de la Banque de France de 1952 à 1958, qui, après avoir été membre du comité de direction de l'Union européenne, fut le Vice-président de Comité monétaire de 1958 à 1964<sup>82</sup>.

### **3. Le groupe Bilderberg**

Suite au lancement de la Ligue européenne de coopération économique, Josef Retinger et Paul Van Zeeland se retrouvèrent à l'initiative d'un nouveau projet, cette fois-ci dans le but à la fois d'assouplir et de consolider les relations transatlantiques. Il fallait en effet éviter qu'elles fluctuent au gré des crises. En 1949 Van Zeeland fut nommé ministre des Affaires étrangères ce qui l'obligea à abandonner la présidence de la Ligue en faveur de P. Kerstens. Il occupa ce poste durant cinq années cruciales pour la construction européenne, puisqu'elles englobèrent la déclaration Schuman, les négociations de Paris relatives au traité instituant la CECA mais également le traité de Communauté politique européenne. De son côté, Joseph Retinger, qui estima son objectif atteint, à savoir le départ de l'intégration européenne, abandonna ses fonctions de secrétaire général de la Ligue et souhaita s'engager en faveur du renforcement du dialogue atlantique<sup>83</sup>.

En effet au début des années 1950 le sentiment anti-américain en Europe était fortement présent. Au cœur de la guerre froide, de la guerre de Corée et de celle d'Indochine, l'Europe fut fortement tentée par le neutralisme tandis qu'aux États-Unis le Maccarthysme triomphant continuait à creuser le fossé avec celle-là<sup>84</sup>. Cependant, l'incapacité de trouver un terrain d'entente pendant une période aussi cruciale risquait de mettre en péril les efforts déjà déployés pour reconstruire l'Occident.

---

<sup>82</sup> CM2/1964 - 447 : 15/04/1964 - 30/05/1964, Sixième rapport d'activité du Comité monétaire de la CEE.

<sup>83</sup> GROSBOIS Thierry « L'action de Josef Retinger en faveur de l'idée européenne 1940-1946 », in *Revue européenne d'histoire*, Volume 6, n° 1, 1999, pp.82.

<sup>84</sup> DUJARDIN Vincent, DUMOULIN Michel (1997), *op.cit.*, p.224.

Retinger estimait qu'une initiative située en dehors des voies traditionnelles de la diplomatie était indispensable<sup>85</sup>. Elle devait viser à rapprocher les points de vue des deux côtés de l'Atlantique tout en oeuvrant à une meilleure connaissance mutuelle afin que l'union européenne ne se réalise pas au détriment de l'alliance.

Tels étaient les principes qui furent à la base en 1952, de l'initiative prise par Joseph Retinger de créer un conseil transatlantique informel et secret, de décideurs de haut niveau. Il obtint le soutien de ses collègues Van Zeeland et Paul Rykens, le président du conseil d'administration de la multinationale anglo-néerlandaise Unilever, qui fournit l'aide financière et surtout un accès essentiel au prince Bernhard des Pays-Bas, qui accepta de présider les réunions futures<sup>86</sup>. Les trois hommes s'appuyèrent sur des réseaux et milieux spécifiques préexistants de manière à rassembler des hommes politiques de haut rang, des patrons de multinationales, des industriels, des universitaires ainsi que des journalistes.

Le premier fut celui des gouvernements en exil pendant la Seconde Guerre mondiale à Londres. Ce fut effectivement pendant cette période que Van Zeeland et Retinger se rencontrèrent pour la première fois et qu'ils nouèrent des contacts avec une multitude d'hommes politiques, notamment pendant les discussions sur l'organisation de l'Europe d'après-guerre entre les dirigeants belges, français, luxembourgeois, néerlandais, polonais, tchécoslovaques et yougoslaves<sup>87</sup>. Ensuite, ils recrutèrent au sein d'un deuxième terreau essentiel, la LECE. Le Britannique Edward Beddington-Behrens, vice-président de la LECE, les Belges Etienne de la Vallée Poussin et Louis Camu, respectivement sénateur social-chrétien et président de la Banque de Bruxelles, et tous deux vice-présidents de la section belge de la Ligue, Roger Motz, président du Parti libéral et de la section belge de la Ligue, sont ainsi tous invités pour les premières conférences du groupe Bilderberg. D'autres membres de la LECE, tels qu'Ugo La Malfa, Max Kohnstamm, Jacques Rueff ou encore Herman Abs, assistèrent également aux réunions du groupe. Finalement, Retinger et Van Zeeland profitèrent également des relations tissées au sein du Mouvement européen et invitèrent ainsi le social-démocrate Max Bauer, maire de Hambourg et présent à La Haye en 1948, le fédéraliste Denis de Rougemont, le Belge Jean Drapier, proche de Spaak et le

---

<sup>85</sup> Notons que ce fut la même approche que celle de Jean Monnet au début du Comité d'Action des Etats-Unis d'Europe.

<sup>86</sup> GEUENS Geoffrey, *Tous pouvoirs confondus, Etat, Capital, Médias à l'ère de la mondialisation*, Éditions EPO, Anvers, 2003, p.27.

<sup>87</sup> GEMELLI Giuliana : « American Foundations and European Scientific Integration : Actors and Networks 1920-1970 », in BOSSUAT Gérard et WILKENS Andreas (eds.), *Jean Monnet, l'Europe et les chemins de la paix*, Publications de la Sorbonne, Paris, 1999, pp. 56.

socialiste Guy Mollet, très engagé au sein de l'Assemblée consultative du Conseil de l'Europe depuis 1949<sup>88</sup>.

De plus, le groupe Bilderberg s'appuya sur le milieu des anciens membres de la CIA. En effet, des liens étroits s'étaient créés entre les services de renseignements et les milieux de la résistance pendant la Seconde Guerre mondiale. Retinger était proche des milieux du SIS (Secret Intelligence Service) et du SOE (Special Operations Executive) pendant la guerre, en particulier du Colonel Gubbins qu'il recontacta pour faire partie de la LECE puis du groupe Bilderberg en 1952. Le Prince Bernhard avait lui aussi été en contact avec ce milieu à travers ses responsabilités en tant que responsable des services de renseignement néerlandais, puis en tant que commandant en chef des forces néerlandaises. Ce fut lui qui fournit au groupe Bilderberg le canal essentiel vers les élites américaines : il sollicita Eisenhower qui le renvoya vers Bedell Smith, directeur de la CIA entre 1950 et 1952 et sous-secrétaire d'Etat, qui confia le dossier à C.D. Jackson, assistant spécial du président Eisenhower, qui s'engagea à rassembler des personnalités susceptibles d'adhérer au groupe<sup>89</sup>.

Du côté américain l'on retrouva donc John Coleman, président de Burroughs, assisté de Joseph Johnson, directeur de la Fondation Carnegie, George Ball, conseiller spécial de Kennedy pour les affaires européennes, Président du Conseil d'Administration de Lehmann Brothers Int.LTD., Mc George Bundy, conseiller de sécurité nationale de Kennedy et plus tard Président de la Fondation Ford, David Rockefeller, Président de la Chase Manhattan Bank, membre du Conseil des Relations Étrangères, du conseil américain de la Chambre de commerce internationale et fondateur de la Commission Trilatérale, John McCloy, diplomate et homme d'affaire américain, Président de la Chase Manhattan Bank, administrateur de la Fondation Rockefeller et conseiller des Présidents Kennedy, Johnson, Nixon, Carter et Reagan ou encore Shepard Stone, directeur de 1954 à 1968 du service international de la Fondation Ford, fondation qui finançait une partie des dépenses du Bilderberg mais aussi du Comité d'Action pour les États-Unis d'Europe<sup>90</sup>. L'évocation d'autres noms tels que Alcide de Gasperi, Antoine Pinay, Guido Carli, ou encore Walter Hallstein témoigne de la réputation éminente du groupe. « Retinger displayed great skill and an uncanny ability to pick out people

---

<sup>88</sup> ME 887 Conférence privée 'Der Bilderberg' sur les relations entre l'Europe et les États-Unis tenue à Oosterbeek 29/05/1954 - 31/05/1954 et LECE 280 : Fascicules publiés par la LECE 1957-1969.

<sup>89</sup> AUBOURG Valérie : « Organizing Atlanticism : the Bilderberg group and the Atlantic institute, 1952-1963 », in *Intelligence and National Security*, 18:2, pp.94.

<sup>90</sup> GRAZIA MELANCHIONI Maria : « Le Comité d'Action pour les États-Unis d'Europe : un réseau au service de l'Union européenne », in BOSSUAT Gérard et WILKENS Andreas (eds.), *Jean Monnet, l'Europe et les chemins de la paix*, Publications de la Sorbonne, Paris, 1999, pp.245.



who in a few years' time were to accede to the highest offices in their respective countries »<sup>91</sup>. Toutes les personnes clés des deux côtés de l'Atlantique participèrent à au moins une réunion, formant ainsi un réseau informel puissant<sup>92</sup>.

Le choix des membres opérés par Retinger ainsi que le principe essentiel du groupe, à savoir la discrétion, le secret total des discussions<sup>93</sup>, correspondait à sa manière de travailler ; il préférait œuvrer discrètement avec un groupe restreint de personnalités soigneusement choisies pour leur expérience plutôt que de réaliser une publicité sur une vaste échelle. Ce même principe avait d'ailleurs inspiré la fondation de la LECE. Comme au sein de la Ligue, la recherche d'un consensus était le dessein des discussions, cependant il n'y eut ni procédure de vote, ni de résolutions officielles publiées. L'on estimait que, vu la carrure et la position influente de la majorité des membres, le consensus sur certaines décisions amènerait de fait, à la mise en œuvre de mesures dans les pays de part et d'autre de l'Atlantique. « Le groupe, absolument privé et confidentiel entendait permettre à des personnalités européennes et américaines, animées du même esprit de liberté politique, et d'ordre international, d'échanger en toute franchise, leurs vues sur les grands aspects de la politique internationale de façon à rapprocher dans toute la mesure du possible les réactions américaines et les réactions européennes »<sup>94</sup>.

La première conférence euro-américaine se tint dans un hôtel, Le Bilderberg, situé à Osterbeek aux Pays-Bas du 29 au 31 mai 1954. À partir de cette date, le Groupe se réunit une fois par an dans un pays différent et les membres abordèrent les thèmes du moment mais se livrèrent aussi à la prospective. La CED, la coopération économique, la réunification allemande, l'unité européenne, l'énergie atomique, les relations entre les États-Unis et l'Europe, l'Occident face au communisme et à la Russie soviétique, furent quelques-uns des sujets traités durant les premières années<sup>95</sup>.

Le groupe Bilderberg était un cadre généraliste, qui traduisait les réflexions des cercles dirigeants dans le but de rendre intelligibles des problèmes complexes et non de proposer des solutions concrètes, faisait « partie d'une conversation mondiale qui se déroule chaque année lors d'une série de conférences et compose la toile de fond des politiques qui sont mises en

---

<sup>91</sup> PETERS Michael : «The Bilderberg Group and the project of European unification » <http://www.bilderberg.org/bildhist.html>.

<sup>92</sup> LECE 312 : Histoire de la LECE.

<sup>93</sup> QUATREMER Jean « Bilderberg : messes basses entre maîtres du monde », *Coulisses de Bruxelles, UE*, Blog de Libération.fr.

<sup>94</sup> DUJARDIN Vincent, DUMOULIN Michel (1997), *op.cit.*, p.224, p.225.

<sup>95</sup> AUBOURG Valérie : « Le groupe de Bilderberg et l'intégration européenne jusqu'au milieu des années 1960 », in DUMOULIN Michel (ed.) : *Réseaux économiques et construction européenne*, PIE Lang, Bruxelles, 2004, pp.419.

place par la suite. Il y a le Forum de Davos en février, les rencontres de Bilderberg et du G8<sup>96</sup> en avril-mai et la conférence annuelle du FMI et de la Banque mondiale en septembre. Une sorte de consensus international émerge et se retrouve d'une rencontre à l'autre »<sup>97</sup>.

#### **4. Le Comité d'Action pour les États-Unis d'Europe**

Ces rencontres furent enrichies dès 1955 par la création d'un organisme d'un autre type, à nouveau grâce à l'initiative d'un homme, à savoir, Jean Monnet. Le rejet par l'Assemblée nationale française du projet d'une armée européenne, mit momentanément fin à la dynamique favorable de la construction européenne supranationale. Dès le 30 août 1954, date du rejet, Jean Monnet s'efforçait d'envisager une issue à la crise dans laquelle avait sombré l'idée européenne. Selon Monnet, la nécessité de construire l'Europe demeurait ; « l'échec de la CED créait un vide, mais ne changeait pas la nature des choses. [...] quelque chose pouvait encore être fait, mais toutefois, quelqu'un devrait-il en prendre l'initiative »<sup>98</sup>. Afin de donner une impulsion motrice et d'obtenir un plus large soutien pour les projets européens à venir, Jean Monnet décida de se démettre de ses fonctions de président de la Haute Autorité de la C.E.C.A et en informa ses collègues trois mois avant la fin de son mandat, qui expirait selon le traité, le 10 février 1955. Jean Monnet fit néanmoins savoir qu'il assumerait sa présidence jusqu'à l'expiration de sa mission. L'essentiel aux yeux de Jean Monnet était de maintenir l'engagement en faveur de la construction européenne et de ne surtout pas tomber dans l'immobilisme : « Nous ne devons pas dévier de notre route. Nous ne devons pas perdre notre élan. Nous devons aller de l'avant. Nous pouvons changer de tactique, mais jamais nos principaux objectifs »<sup>99</sup>.

Dans ses mémoires, il souligna clairement que sa démission n'était pas « un geste de découragement »<sup>100</sup>. En effet, pour lui, « aucun grand changement ne peut être accompli sans efforts ni sans échecs ». « Pour réussir, tout est moyen, même l'obstacle »<sup>101</sup>. Il détailla en profondeur ses motivations de démission au cours d'une séance extraordinaire de l'Assemblée commune de la CECA, le 30 novembre 1954 et justifia son comportement par le manque de

---

<sup>96</sup> Le G8 découle de la création du G6 par Valéry Giscard d'Estaing en 1975.

<sup>97</sup> AMSTRONG Alan : « The 1998 Bilderberg Meeting », in *The Social Creditor, Official Journal of the Social Secretariat*, July-August 1998 cité dans BALANYA Belen, *Europe INC, comment les multinationales construisent l'Europe et l'économie mondiale*, Agone, Marseille, 1999, p. 292.

<sup>98</sup> MONNET Jean, *Mémoires*, Fayard, Paris 1976, 2007, p.586.

<sup>99</sup> BALL George, *Les Etats-Unis face à leur puissance*, Laffont, Paris, 1968, p.58.

<sup>100</sup> MONNET Jean (1976, 2007), *op.cit.*, p.598.

<sup>101</sup> Allocution lors de l'attribution du Prix Robert Schuman à Jean Monnet, 8 décembre 1966.

détermination des gouvernements et parlements européens à concéder de nouvelles compétences aux institutions communautaires. Étant donné que les institutions exerçaient seulement les pouvoirs qui leur avaient été délégués, il ne leur appartenait donc pas de les étendre. Il se réclamait de la théorie selon laquelle l'impulsion au changement ne pouvait être donnée que « du dehors »<sup>102</sup> des organes communautaires, c'est-à-dire des gouvernements et parlements nationaux. Cette expression trahissait également la profonde méfiance que Jean Monnet nourrissait à l'égard des postes officiels, des responsabilités, des contraintes qu'ils entraînent<sup>103</sup>. En démissionnant Monnet espérait retrouver sa « liberté d'action et de parole » personnelle pour se joindre aux efforts de tous ceux qui travaillaient à poursuivre l'intégration et influencer plus efficacement sur l'évolution de l'intégration.

Les premières notes de Jean Monnet concernant la mise en forme « d'une autre forme de combat »<sup>104</sup> remontent au 4 janvier 1955<sup>105</sup>, et l'on y distingue l'ébauche de ce que sera le programme CAEUE créé officiellement le 13 octobre 1955<sup>106</sup>. Il s'agissait d'établir « un cadre nouveau qui aiderait ou forcerait les gouvernements à prendre leurs responsabilités »<sup>107</sup> afin de constituer les États-Unis d'Europe.

Monnet considérait qu'une organisation privée, restreinte<sup>108</sup>, élitiste, composée uniquement des « chefs principaux des partis politiques et syndicats européens, déterminés à poursuivre les États-Unis d'Europe »<sup>109</sup>, ayant un même programme et un même objectif, était le cadre adéquat pour exercer, par une action commune, une influence au niveau de l'opinion publique, des organisations membres ainsi que des gouvernements, seules instances à pouvoir décider de transférer de plus en plus de compétences aux institutions communes<sup>110</sup>. Cette conception rejoignait la méthode de travail de Jean Monnet qui consistait à aborder les gens proches du pouvoir ou au pouvoir, afin de les « persuader »<sup>111</sup> d'une idée et d'engager une action commune<sup>112</sup>. Les membres du comité ne siégeaient pas au comité pour leur compte, mais en tant que représentants de leurs organisations<sup>113</sup>. Le choix des personnalités ne tenait

<sup>102</sup> MONNET Jean (1976, 2007), *op.cit.*, p.588.

<sup>103</sup> FONTAINE Pascal, *Le Comité d'Action pour les Etats-Unis d'Europe de Jean Monnet*, Centre de Recherches européennes, Lausanne, 1974, p.24.

<sup>104</sup> MONNET Jean (1976, 2007), *op.cit.*, p.598.

<sup>105</sup> GRAZIA MELANCHIONNI Maria (1999), *op.cit.*, pp.228.

<sup>106</sup> Comité d'Action pour les Etats-Unis d'Europe.

<sup>107</sup> MONNET Jean (1976, 2007), *op.cit.*, p.592.

<sup>108</sup> En 18 ans d'action, 133 membres furent officiellement mandatés par leurs organisations, 39 dont 34 étaient issus d'organisations syndicales et 94 issus de partis politiques.

<sup>109</sup> AMK 2/2/11 : « Nous vivons dans un monde nouveau », 18.2.1955.

<sup>110</sup> AMK 2/5/11 : Note d'information : Pourquoi le Comité d'Action ? 6.10.1955.

<sup>111</sup> FONTAINE Pascal (1974), *op.cit.*, p.15.

<sup>112</sup> *Ibidem*, p.30.

<sup>113</sup> *Ibidem*, Annexes.

pas qu'à la position de celles-ci au sein de son organisation, mais également à sa compétence dans les affaires européennes. Pour reprendre les mots de Monnet, « la personnalité des fondateurs du Comité apporte à l'opinion publique la garantie d'une volonté de changement »<sup>114</sup>. En guise d'exemple pour l'année 1960, 24 des 40 membres étaient également membres de parlements nationaux. Cinq autres étaient membres du Parlement européen et quatre de l'Assemblée Consultative du Conseil de l'Europe. Neuf membres syndicalistes étaient membres du Comité économique et social de la Communauté économique européenne. Le Comité incluait aussi des membres qui accédèrent aux postes les plus élevés dans leur pays respectif, par exemple Théo Lefèvre, 1<sup>er</sup> ministre en Belgique, Plevén, Mollet 1<sup>er</sup> ministre en France et Pierre Werner 1<sup>er</sup> ministre au Luxembourg<sup>115</sup>. La personnalité n'était donc pas choisie seulement pour ses qualités intrinsèques mais aussi du fait de sa position dans un groupe, de sa capacité d'entraîner son groupe et partant de sa représentativité et de sa puissance de démultiplication d'une action de pression que le Comité définit<sup>116</sup>. En effet, le Comité d'Action élaborait pour sa 13<sup>e</sup> réunion un « rapport sur son importance qualitative et quantitative eu égard au nombre des voix qui soutiennent les partis représentés en son sein ». Celui-ci concluait qu'en fonction des résultats des élections législatives des Six pays de la Communauté tenues de 1962 à 1965, le Comité bénéficiait de 67,18% des voix de l'électorat des Six<sup>117</sup>.

Ainsi, Jean Monnet constitua un comité qui jouissait d'une liste de membres plus prestigieuse qu'aucune autre organisation<sup>118</sup>. Parmi les thèmes de prédilection évoqués au sein des résolutions et déclarations, les jalons visibles<sup>119</sup> de l'action du Comité d'Action qui étaient « réduites à l'essentiel »<sup>120</sup>, au plus petit « dénominateur commun »<sup>121</sup> pour être clair et pour résister à toute sorte de friction<sup>122</sup>, figuraient notamment la promotion du développement des Communautés, l'engagement en faveur de la ratification des traités CEE et Euratom, de

<sup>114</sup> AMK 2/5/11 : Note d'information : Pourquoi le Comité d'Action ? 6.10.1955.

<sup>115</sup> YONDORF Walter "Monnet and the Action Committee: The Formative Period of the European Communities", in *International Organization*, Vol. 19, No. 4 (Autumn, 1965), pp.894.

<sup>116</sup> AMK 1/2/2 : « Le Comité d'Action pour les Etats-Unis d'Europe », Jean Meynaud et Dusan Sidjanski, *Annuaire européen*, Vol. XIII, 1965.

<sup>117</sup> AMK 19/9/12 : Le Comité d'Action et son importance qualitative eu égard au nombre des voix, Eric Westphal 18.8.1966.

<sup>118</sup> Pour ne citer que quelques membres célèbres : Guy Mollet, Erich Ollenhauer, Amintore Fanfani, Kurt Kiesinger, Théo Lefèvre, Ugo la Malfa, René Plevén, Auguste Cool et Giulio Pastore.

<sup>119</sup> FONTAINE Pascal (1974), *op.cit.*, p.41.

<sup>120</sup> DUCHENE François, *Jean Monnet, The first Statesman of Interdependence*, W.W. Norton & Company, New York, 1994, p.350.

<sup>121</sup> AMK 2/5/11 : Note d'information : Pourquoi le Comité d'Action ? 6.10.1955.

<sup>122</sup> DUCHENE François « Jean Monnet's methods », in BRINKLEY Douglas and HACKETT Clifford (eds.), *Jean Monnet, the Path to European Unity*, Macmillan, London, 1991, pp.193.

l'adhésion du Royaume-Uni, de l'élection du Parlement européen au suffrage universel et surtout en ce qui nous concerne, la création d'une union économique et monétaire.

L'analyse d'une partie des archives du Comité démontre que des mesures concrètes à entreprendre sont évoquées dès la cinquième séance d'octobre 1958 et cela jusqu'à sa dissolution en 1975. L'intérêt envers cette question était telle que Jean Monnet se posa même la question s'il ne fallait pas changer l'objectif du Comité et coopérer étroitement avec la Commission pour mettre en place l'Union économique et monétaire<sup>123</sup>.

En effet, selon Gérard Bossuat, Jean Monnet peut être considéré comme « le père de l'Union économique et monétaire »<sup>124</sup>, car il était « en avance »<sup>125</sup> sur son temps, en ce qui concernait ses propositions dans le domaine de l'intégration économique. Son intérêt pour ce domaine avait été stimulé par son expérience personnelle qui le fit entrer dans le monde des affaires et qui lui vaudra la figure publique d'un grand financier international. Il contribua activement à la reprise économique de plusieurs nations d'Europe centrale et d'Europe de l'Est<sup>126</sup> et son expérience dans la finance internationale le mena pendant les années vingt et trente à s'essayer au rôle d'investment banker aux États-Unis. Ses interventions officielles successives au nom des gouvernements anglais et français, notamment en faveur de la mise en place du « Victory Program » et de la négociation de prêts auprès du gouvernement américain, lui permirent d'ajouter aux relations privées qu'il avait pu nouer avec toute une série d'hommes d'affaires, de banquiers, d'avocats et de journalistes américains avant la guerre, des rapports de confiance très étroits et durables avec certaines des figures les plus influentes des finances mondiales ainsi que des gouvernements américains<sup>127</sup>. Il faudrait nommer John McCloy, diplomate et homme d'affaire américain, Président de la Chase Manhattan Bank, administrateur de la Fondation Rockefeller et conseiller des Présidents Kennedy, Johnson, Nixon, Carter, Reagan; Mc George Bundy, conseiller de sécurité nationale de Kennedy et plus tard Président de la Fondation Ford; George Ball, conseiller spécial de Kennedy pour les affaires européennes, Président du Conseil d'Administration de Lehmann Brothers Int.LTD.; Dean Acheson,

---

<sup>123</sup> BOSSUAT Gérard « Jean Monnet et l'identité monétaire européenne », in BOSSUAT Gérard et WILKENS Andreas (eds.), *Jean Monnet, l'Europe et les chemins de la paix*, Publications de la Sorbonne, Paris, 1999, pp. 382.

<sup>124</sup> BOSSUAT Gérard : « Jean Monnet, la mesure d'une influence », in *Vingtième Siècle, revue d'Histoire*, Presses de Sciences Po, n°51, 1996, p. 80.

<sup>125</sup> DUCHENE François (1994) *op.cit.* p.312.

<sup>126</sup> En aidant notamment à stabiliser le Zloty polonais en 1927 et le Leu roumain en 1928.

<sup>127</sup> SCHWABE Klaus : « Europe et Communauté atlantique », in BOSSUAT Gérard et WILKENS Andreas (eds.), *Jean Monnet, l'Europe et les chemins de la paix*, Publications de la Sorbonne, Paris, 1999, pp.274 John McCloy, Mc George Bundy, George Ball, Dean Acheson, John F.Dulles, David Bruce.

secrétaire d'Etat sous Truman; John F. Dulles, secrétaire d'Etat sous Eisenhower. Notons que toutes ces personnalités faisaient partie du groupe Bilderberg.

La connaissance précise de Jean Monnet au sujet du fonctionnement et des subtilités du marché financier international est difficile à évaluer étant donné qu'il n'avait pas accompli d'études<sup>128</sup>. C'est justement pour cela que selon sa méthode de travail, qui consistait à lier son expérience à l'expertise des plus grands spécialistes afin d'avancer des propositions concrètes<sup>129</sup>, Jean Monnet compta au sein du Comité, pour des questions dans le domaine économique et monétaire, sur les conseils des meilleurs experts financiers de l'époque.

Son conseiller principal était Robert Triffin, l'un des plus grands spécialistes économiques de l'après-guerre qui envisageait l'intégration économique européenne et les États-Unis d'Europe. Au sein de ses deux ouvrages majeurs, *Europe and the Money Muddle* (1957) et *Gold and the Dollar Crisis* (1960), qui le révélèrent comme un économiste de renommée mondiale, il énonça ce qui sera connu plus tard comme le « dilemme de Triffin » et l'établit comme un expert incontournable<sup>130</sup>. Ainsi, dès la création de la Communauté économique européenne en 1958, Robert Triffin devint conseiller économique de la Commission européenne<sup>131</sup> et du Comité d'Action des États-Unis d'Europe, pour et avec lesquels il rédigea chacune des propositions importantes concernant l'intégration économique et monétaire. Robert Triffin ne faisait pas partie des membres formels du CAEUE, mais en regardant la correspondance officielle du Comité, ce fut un des personnages qui fut le plus consulté<sup>132</sup>. Jean Monnet et Robert Triffin devinrent de très bons amis au fur et à mesure de leur longue collaboration, de sorte qu'un an après la dissolution du Comité, Triffin se déclara prêt à « quitter Yale définitivement [...] afin de suivre l'homme que j'admire le plus au monde et de consacrer entièrement mes activités aux tâches auxquelles nous avons collaboré avec un tel enthousiasme »<sup>133</sup>.

Au sein de ses fonctions de conseiller à la Commission européenne, Triffin collaborait avec Robert Marjolin qui était commissaire européen et vice-président de la CEE en charge de l'Économie et des Finances (1958-1967). Marjolin faisait partie du premier cercle d'amis, des très proches collaborateurs de Jean Monnet. Leurs relations étroites dataient depuis la

---

<sup>128</sup> GILLINGHAM John : "Jean Monnet and the Origin of the European Monetary Union", in KOTLOWSKI Dean J. (eds.), *The European Union, From Jean Monnet to the Euro*, Ohio University Press, 2000, pp.242.

<sup>129</sup> DUCHENE François (1991), *op.cit.*, pp.191.

<sup>130</sup> Pour une biographie plus complète, voir chapitre II.1.

<sup>131</sup> BAC 209/1980 28 : 1958 - 1958 Procès-verbaux des séances (Spéciaux) n. 19-43 de la Commission CEE (Juin-Décembre 1958).

<sup>132</sup> AMK 25.4.1 – AMK 25.4.378.

<sup>133</sup> AMK 25.4.377 : Lettre de Robert Triffin à Jean Monnet 76.12.28.

Seconde Guerre Mondiale au cours de laquelle Marjolin assista Jean Monnet à Londres au Comité de coordination franco-britannique, à Washington afin de préparer le ravitaillement de la France ainsi qu'à Paris au Commissariat au Plan. Marjolin, ayant passé une année à Yale (1932-1933), agrégé en philosophie et en économie, professeur à la faculté de droit et de sciences économiques de Paris, était reconnu comme un des économistes les plus éminents de son époque<sup>134</sup>.

Au sein du cercle d'amis proches que Jean Monnet consultait continuellement se trouvait également Pierre Uri. Après un séjour à Princeton, celui-ci obtint son agrégation de philosophie à l'École normale supérieure mais fut plutôt connu pour ses talents d'économiste, ayant notamment collaboré avec Monnet au Commissariat au Plan et exercé les fonctions de directeur économique à la Haute Autorité de la CECA (1952-1959) ainsi que de conseiller économique de la Commission de la CEE<sup>135</sup>. A l'instar de Triffin et Marjolin, Uri n'était pas membre du comité d'Action, mais son expérience aux postes clés de la Communauté dans les affaires économiques ainsi que sa longue amitié avec Jean Monnet, firent de lui un des experts<sup>136</sup> les plus consultés<sup>137</sup>.

Certains experts membres officiels du Comité, de par leur multi-appartenance, mirent le Comité d'action en relation avec d'autres groupes ayant comme intérêt les affaires économiques et monétaires mondiales ainsi que ceux de la Communauté. Il s'agissait notamment du français Bernard Clappier qui fut notamment Directeur des relations économiques extérieures au ministère de l'économie (1951-1964), vice-gouverneur puis gouverneur de la banque de France (1951-1979) mais surtout vice-président du Comité monétaire (1964-1970) qui avait comme objet de promouvoir la coordination des politiques des États membres en matière monétaire dans toute la mesure nécessaire au fonctionnement du marché commun. Hormis Bernard Clappier, la correspondance officielle du CAEUE témoigne d'un dialogue avec d'autres membres du Comité monétaire, tel que le hollandais Émile Van Lennep<sup>138</sup>, président du Comité monétaire de ses débuts à 1969 ainsi que Guido Carli, économiste italien et gouverneur de la banque d'Italie de 1960-1975, consulté notamment pendant la préparation du Sommet de La Haye.

---

<sup>134</sup> MARJOLIN Robert, *Le travail d'une vie, Mémoires 1911-1986*, Éditions Robert Laffont, Paris, 1986, p. 17-32.

<sup>135</sup> URI Pierre, *Penser pour l'action, un fondateur de l'Europe*, Éditions Odile Jacob, Paris, 1991, p.13-29.

<sup>136</sup> Il ne faudrait néanmoins pas oublier d'autres conseillers tels que Jan Tinbergen ou encore Jean Guyot.

<sup>137</sup> Personnalités que Jean Monnet a rencontrées depuis le 14 juin 1955, Fondation Jean Monnet pour l'Europe, Lausanne.

<sup>138</sup> AMK C 33.6.143 : Lettre de Jean Monnet à Emile Van Lennep.

La présence d'autres membres du Comité d'action sur la liste d'invités de groupes tels le « Bilderberg » ou le « groupe Bellagio », conférait au groupe Monnet une dimension internationale, atlantique en permettant l'échange d'idées avec d'autres experts mondiaux de la finance internationale<sup>139</sup>. En effet, entre 1954 et 1965, seize des cent vingt-deux membres officiels du CAEUE furent invités à des conférences de Bildenberg: les Allemands Birrenbach, Erler, Kiesinger, les Belges Roger Motz et Auguste Cool, les Français Pierre Commin, Maurice Faure, Mollet, Pleven et Pinay, les Italiens Fanfani, Malagodi et Pastoru et le Néerlandais Blaisse, Kohnstamm et Oosterhuis. Walter Hallstein était également un des « disciples libres » de Jean Monnet.

Certains membres du Comité participèrent également aux réunions du groupe d'experts Bellagio, prédécesseur du G30, ayant comme unique objet l'examen du système monétaire international. Il fut lancé à l'automne 1963 par Fritz Machlup<sup>140</sup> qui contacta vingt-quatre économistes dans le but de créer un contre-pouvoir des académiques susceptible de faire pression sur des représentants politiques qui se réunissaient au sein du Club de Paris et qui refusaient catégoriquement leurs concours<sup>141</sup>. Parmi les membres les plus illustres de ce groupe se trouvaient notamment Robert Triffin, Jacques Rueff, sous-gouverneur de la Banque de France en 1939, professeur à l'Institut d'Études Politiques et grand critique des idées keynésienne - le canadien Robert Mundell, à l'origine de la théorie des zones monétaires optimales et conseiller auprès du comité monétaire de la CEE en 1970 ainsi que pour plusieurs autres agences et organismes internationaux comprenant les Nations Unies, le FMI, la Banque Mondiale, plusieurs gouvernements d'Amérique latine et d'Europe, la Réserve fédérale des États-Unis ainsi que le département du trésor américain et le gouvernement du Canada - Roy Harrod, vice-président de la LECE, un proche de Keynes qui était à l'origine du modèle économique Harrod-Domar ainsi que le belge Alexandre Lamfalussy, professeur d'économie à Louvain et à Yale, directeur de la Banque des règlements internationaux ainsi que premier président de l'Institut monétaire européen. Cette multi appartenance conférait un poids supplémentaire au Comité et amplifiait son prestige ainsi que sa renommée auprès des gouvernements, des instances européennes et de l'opinion publique.

Le Comité d'Action pour les États-Unis d'Europe réunissait également un bon nombre d'experts ayant accédé à la fonction la plus importante au niveau national dans le domaine

---

<sup>139</sup> Ces experts furent mentionnés précédemment.

<sup>140</sup> Universitaire, Economiste austro-américain, réputé notamment pour son interrogation qui porte sur le rôle et l'influence économique de la connaissance.

<sup>141</sup> WILSON Jérôme : « Le groupe Bellagio : origines et premiers pas (1960-1964) », in DUMOULIN Michel (ed.), *Réseaux économiques et construction européenne*, PIE Lang, Bruxelles, 2004, pp.392.



économique, à savoir les Ministres des Finances des pays de la Communauté. Ainsi, du côté allemand, Franz Etzel, ministre des Finances de 1957 à 1961 et Helmut Schmidt, ministre de 1972 à 1974 étaient membres du Comité. Pierre Pfimlin, ministre de 1955 à 1956 et de 1957 à 1958 ainsi que Valéry Giscard d'Estaing, secrétaire d'Etat aux Finances de 1959 à 1962 et ministre des Finances de 1962 à 1966 et de 1969 à 1974 représentaient la France au Comité. Finalement, le Luxembourgeois Pierre Werner, ministre des Finances de 1953 à 1964 et de 1969 à 1973, était également membre du Comité d'Action.

Ces trois groupes se rejoignent tous sur un principe, une valeur particulière, à savoir la volonté de rassembler des hommes de grande renommée, ayant une influence certaine au sein d'un cadre européen ou transatlantique, afin qu'ils puissent apprendre à se connaître et à réfléchir ensemble aux solutions nécessaires afin d'unir l'Europe, et plus précisément, à mettre en œuvre l'Union économique européenne<sup>142</sup>.

Cependant, il est indispensable d'attirer l'attention sur certaines divergences. En effet, les conceptions entre les « pères fondateurs » de ces trois groupes, en ce qui concerne la forme finale d'une union européenne, sont opposées. Retinger et le Prince Bernhard sont effectivement favorables à l'Union de l'Europe, mais ils ne sont pas spécialement proches des conceptions supranationales de Jean Monnet, ni impliqués directement dans les initiatives diplomatiques des années 1950. Quant à Van Zeeland, l'autre grand fondateur crucial du groupe Bilderberg, lui aussi favorable à une union de l'Europe, ne peut non plus être considéré comme un proche de Jean Monnet. En effet celui-ci ne pardonnait pas les positions réservées de Van Zeeland envers la supranationalité au moment de la CED et de la CPE en 1952-1953, et ce dernier fut lui soulagé d'apprendre que le comité intergouvernemental mis sur pied à Messine échappa à Monnet au profit de Spaak. On retrouve également beaucoup de personnalités prudentes sur le plan européen dans le comité directeur du Bilderberg dont notamment Denis Healey, Wilfrid Baumgartner qui remplaça Pinay et Mollet dans les années 1960 ou encore Reginald Maudling, défenseur de la grande et de la petite zone de libre-échange européennes et qui s'opposa tout d'abord à la candidature britannique avant de s'y rallier que très lentement. De plus, l'activité proprement européenne du Bilderberg apparaît comme relativement faible par rapport à celle du Comité de Jean Monnet et correspond notamment aux années 1956-1959 ainsi qu'au début des années soixante. Le groupe Bilderberg peut donc être défini de cadre généraliste, dont le but est de rendre accessibles des problèmes complexes et non d'élaborer des plans précis. « Il est un groupe informel qui opère

---

<sup>142</sup> AUBOURG Valérie (2004) *op.cit.* pp.427.

dans un secret absolu, sans engagement des participants, qui permet de faire circuler des informations de première main entre des invités influents, mais non pas de les mobiliser ensemble dans un but précis »<sup>143</sup>.

Le but de Monnet au contraire, était de rassembler des hommes d'influences autour d'un même programme afin de promouvoir des réalisations concrètes pour la constitution des États-Unis d'Europe. Ainsi, les membres du CAEUE y adhèrent au nom de leur organisation et pas à titre personnel et s'engagèrent « à traduire dans leur sphère de pouvoir les résolutions sur lesquelles ils se déterminent »<sup>144</sup>. Le choix des membres opéré par Jean Monnet reflétait également son approche institutionnelle : il ne s'agissait que de responsables politiques et de syndicalistes, contrairement au Bilderberg, qui était composé d'une plus grande variété de membres, hommes politiques, hommes d'affaires et journalistes.

La Ligue européenne de coopération économique se définit elle-même comme une association internationale à but scientifique qui œuvre pour le rapprochement culturel et économique des Etats qui compose l'Europe. Elle voulait atteindre ce but en organisant des conférences et en publiant des études sur l'aspect économique de l'union européenne afin d'influencer l'opinion publique. Comme pour le groupe Bilderberg sa composition était variée. De plus, elle était très anti-fédéraliste et était convaincue de l'approche intergouvernementale. Elle constituait, comme le Bilderberg, plutôt un groupe d'étude composé de spécialistes, qu'un groupe de pression comme le CAEUE, qui avait l'originalité, de constituer « un réseau au sein d'un réseau », à savoir une réunion d'hommes politiques et de syndicalistes au pouvoir ou dans l'opposition, parallèle aux voies institutionnelles.

Les deux principes essentiels des groupes analysés précédemment sont la relation particulière qui liait les personnages ainsi que le secret, ce procédé extra-bureaucratique d'un noyau d'hommes particulièrement efficaces mais autonomes, échappant à toute hiérarchie, travaillant pour un intérêt commun. Ils étaient libres de « toute sujétion »<sup>145</sup> d'autant plus que les réunions se déroulaient à huis clos. Jean Monnet relevait dans son discours d'inauguration de la première session du 16 janvier 1956, l'importance accordée au caractère d'intimité qui devait présider aux discussions : « Je précise que nos réunions n'auront pas de procès-verbal, suivant une tradition qui a fait ses preuves. Les réunions pour la Constitution américaine, celle du Plan Schuman, entre autres, n'ont pas eu de procès-verbal. Adoptons cette même méthode, dont le but est de permettre à chacun de s'exprimer en toute liberté et de se contredire si cela

---

<sup>143</sup> AUBOURG Valérie (2000), *op.cit.*, pp.425.

<sup>144</sup> FONTAINE Pascal (1974), *op.cit.*, p.41.

<sup>145</sup> *Ibidem.*

est nécessaire »<sup>146</sup>. Ce principe conférait aux hommes de pouvoir l'entière liberté dont ils avaient besoin afin de pouvoir s'engager sans contraintes pour une Europe unie. « Lorsqu'il n'est plus sous les regards de l'opinion, lorsqu'il est assuré que ces propos ne seront pas publiés et que l'adversaire avec lequel il coopère ne les retournera pas contre lui, l'homme politique de bonne foi ne demande qu'à contribuer à une action commune »<sup>147</sup>. Afin d'être complet, il faut souligner qu'une partie considérable de l'action menée par ces organismes en vue de mettre en œuvre des décisions se déroula à l'abri des regards. Un travail discret mais efficace se réalisa bien souvent par des contacts personnels, soit téléphoniques, soit dans les couloirs, soit pendant des dîners, entre les représentants des organisations, des gouvernements intéressés et les instances européennes lorsqu'il convenait de faire valoir une idée précise.

## **2. Les institutions de la Communauté européenne économique**

### **1. Les dispositions monétaires du Traité de Rome**

Tout en suggérant la grande importance qu'allait revêtir la coopération économique et monétaire au sein des Six, le Traité de Rome n'édicte que peu de règles, que peu de contraintes, en matière financière et monétaire<sup>148</sup>. L'embryon d'une constitution économique et monétaire ressort des articles 103 à 109 mais les dispositions sont tellement vagues qu'elles n'imposent que peu de contraintes aux Etats membres.

Le chapitre du Traité de Rome concernant la politique économique est constitué de trois sous-parties : tout d'abord « la politique de conjoncture », ensuite « la balance des paiements » et finalement « la politique commerciale ».

La section de la politique de conjoncture ne comporte que l'article 103 qui élève la coordination des politiques économiques conjoncturelles au rang de politique d'« intérêt général »<sup>149</sup>. Reste qu'en l'absence même d'obligation en matière de consultation préalable à l'exercice des politiques conjoncturelles, le traité ne remet pas en question l'autonomie des États en matières budgétaires. L'article 103.1 déclare que les États membres se consultent

---

<sup>146</sup> FONTAINE Pascal (1974), *op.cit.*, p.43.

<sup>147</sup> MONNET Jean (1976, 2007), *op.cit.*, p.614.

<sup>148</sup> BUSSIÈRE Eric, DUMOULIN Michel et SCHIRMAN Sylvain : « Le développement de l'intégration économique », in BOSSUAT G., BUSSIÈRE E., FRANK R., VARSORI A., LOTH W., *L'expérience européenne, 50 ans de construction de l'Europe, 1957-2007*, Bruylant, Bruxelles, 2009, pp. 75.

<sup>149</sup> Traité instituant la Communauté économique européenne (1957) <http://eur-lex.europa.eu/fr/treaties/index.htm#founding> p.19.

mutuellement et avec la Commission sur les mesures à prendre en fonction des circonstances. Les procédures à suivre sont indiquées à l'article 103.2, qui stipule que « le Conseil, statuant à l'unanimité sur proposition de la Commission, peut décider des mesures appropriées à la situation »<sup>150</sup>.

Le chapitre de la balance des paiements comporte les réflexions les plus approfondies au sujet des affaires macroéconomiques et monétaires. Celles-ci sont abordées dans le contexte du marché commun, étant donné que les déséquilibres de la balance des paiements menaceraient la création et le fonctionnement du marché commun<sup>151</sup>. Ainsi, dans le respect de la philosophie de l'intérêt général, l'article 104 prévoit que les États membres ajustent « leurs politiques économiques en vue de faciliter l'équilibre de leur balance globale des paiements et de maintenir la confiance en la monnaie, tout en veillant à assurer un haut degré d'emploi et la stabilité du niveau des prix »<sup>152</sup>.

D'autre part, les États sont invités à coordonner leurs politiques monétaires dans le domaine du change et des mouvements de capitaux vers les pays tiers. Les politiques en matière de taux de change sont également élevées à des problèmes d'intérêts communs (article 107). L'article 105, considéré comme le creuset de la coopération monétaire européenne, fixe les modalités opérationnelles de mise en œuvre des objectifs cités aux articles précédents avec notamment la mise en place du Comité monétaire sur lequel nous reviendrons plus tard<sup>153</sup>.

La situation d'instabilité qui règne encore dans les domaines économiques et monétaires au moment de la négociation du Traité de Rome conduit les négociateurs à envisager la situation de crise : l'article 108 aborde la situation dans laquelle un des six membres rencontrerait des difficultés ou des menaces graves, relatives à leur balance de paiements qui pourraient menacer le bon fonctionnement du marché commun ou la réalisation progressive de la politique commerciale commune. Il stipule qu'en premier lieu, la Commission procède à un examen de la situation et peut recommander des mesures à prendre à l'État intéressé. Dans le cas où ces mesures sont insuffisantes, la Commission recommande au Conseil, après consultation du Comité monétaire, le concours mutuel et les méthodes appropriées. Néanmoins la France fait inscrire à l'article 109 la possibilité que si le « concours mutuel

---

<sup>150</sup> Traité instituant la Communauté économique européenne (1957) <http://eur-lex.europa.eu/fr/treaties/index.htm#founding> p.19

<sup>151</sup> MAES Ivo : « Macroeconomic and Monetary Policy-making at the European Commission, from the Rome Treaties to the Hague Summit », *Working Paper, Research Series*, n°58, National Bank of Belgium, August 2004, pp. 4.

<sup>152</sup> Traité instituant la Communauté économique européenne (1957) <http://eur-lex.europa.eu/fr/treaties/index.htm#founding> p.20.

<sup>153</sup> GRYGOWSKI Dimitri, *Les Etats-Unis et l'unification monétaire de l'Europe*, Peter Lang, Bruxelles, 2009, p.59.

recommandé par la Commission n'a pas été accordé par le Conseil ou si le concours mutuel accordé et les mesures prises sont insuffisantes, la Commission autorise l'État en difficulté à prendre les mesures de sauvegarde dont elle définit les conditions et les modalités »<sup>154</sup>. Cette dernière hypothèse serait en quelque sorte la sanction d'un échec des objectifs affichés précédemment et que l'un des soucis principaux de la Commission allait d'être d'éviter d'en arriver là<sup>155</sup>.

Toutes ces dispositions demeurent néanmoins des mesures de caractère général, qui ne répondent qu'à l'objet final de la Communauté, à savoir la constitution d'un Marché commun. Ainsi les directives précises que commandent les dispositions se rapportent toutes à l'élimination des obstacles aux échanges. Le deuxième chapitre concernant la balance des paiements notamment, contient l'ébauche d'un ensemble de règles sur l'abolition des restrictions aux mouvements de capitaux et aux paiements des échanges de marchandises, de services de capitaux, ainsi qu'aux transferts de capitaux et de salaires effectués par les travailleurs (article 106). L'intégration des politiques économiques, monétaires et financières des Six est en définitive étroitement mesurée, puisque c'est seulement dans « la mesure nécessaire du bon fonctionnement du Marché commun »<sup>156</sup>, c'est-à-dire dans la mesure indispensable à la libération des échanges de toute nature et à la libre circulation des travailleurs, que la coordination de ces politiques est la règle.

Ces diverses dispositions présentent toutes un trait commun, elles ne sont pas contraignantes, elles indiquent simplement les orientations à prendre sans pour autant en déterminer la mise en œuvre. Cette particularité reflète le « caractère dualistique » du Traité de Rome : alors que celui-ci qualifie certains domaines politiques de « secteurs d'intérêt commun », il néglige néanmoins de les soumettre à des autorités supranationales dotées de compétences communes. Par conséquent, il est par essence un « traité cadre »<sup>157</sup> et la coordination des politiques économiques et monétaires entre les États membres reste évasive et demeure dépendante de la

---

<sup>154</sup> Traité instituant la Communauté économique européenne (1957) <http://eur-lex.europa.eu/fr/treaties/index.htm#founding> p.23.

<sup>155</sup> DUMOULIN Michel (dir), *La Commission européenne 1958-1972, Histoire et mémoires d'une institution*, Office des publications des Communautés européennes, Bruxelles, 2007, p. 405 .

<sup>156</sup> Traité instituant la Communauté économique européenne (1957) <http://eur-lex.europa.eu/fr/treaties/index.htm#founding> p.20.

<sup>157</sup> MAES Ivo : « Projets d'intégration monétaire à la Commission européenne au tournant des années 1970 », in BUSSIERE Eric, DUMOULIN Michel, SCHIRMANN Sylvain (dir.), *Milieus économiques et intégration européenne au XXe siècle, La crise des années 1979, de la conférence de La Haye à la veille de la relance des années 1980*, Peter Lang, Bruxelles, 2006, pp.36.

volonté politique des Six de coordonner volontairement ou d'adopter de la législation supplémentaire<sup>158</sup>.

Le Traité de Rome restait donc discret sur cet aspect d'une construction économique ayant des implications politiques ambitieuses et ceci pour quelques raisons. Le souvenir de l'échec de la Communauté européenne de défense était encore très frais au moment de la rédaction du Traité de Rome. L'attitude finale de la France, motivée par la crainte de réarmer l'Allemagne mais surtout par l'abandon de souveraineté dans un domaine sensible, à savoir les affaires militaires, qu'impliquait la CED, avait démontré les réticences qui persistaient quant au transfert de souverainetés nationales à une instance européenne. « Personne ne voulait ouvrir une nouvelle querelle sur un problème de souveraineté nationale sensible, au sujet du Traité de Rome »<sup>159</sup>.

Ensuite la prudence du traité sur la coordination dans le domaine monétaire et financière reflétait la préférence dominante à l'époque de tenter d'isoler les marchés monétaires et financiers nationaux des développements au niveau mondial, de manière à mener une politique monétaire nationale relativement autonome<sup>160</sup>. Il fallut en effet donner aux dispositions du traité relatives à la coordination des politiques monétaires un « tour souple et peu contraignant alors que les conceptions et les situations nationales divergeaient profondément à l'époque de la signature. Pour beaucoup d'esprits la monnaie nationale était considérée comme le dernier bastion de la souveraineté nationale »<sup>161</sup>. En effet, « les conceptions modernes du rôle de la monnaie et du crédit en ont fait des instruments de la politique économique et sociale de plus en plus interventionniste et conséquemment de plus en plus intimement liée à la souveraineté nationale »<sup>162</sup>.

---

<sup>158</sup> BAKKER Age F.P., *The Liberalisation of Capital Movements in Europe : The Monetary Committee and Financial Integration 1958-1994*, Dordrecht and London, Kluwer, Boston, 1995, p.58.

<sup>159</sup> PIERRE-BROSSOLETTE Claude : « Les données relatives à la construction européenne après l'élection de Georges Pompidou », in Le Ministère de l'Economie des Finances et de l'Industrie, *Le rôle des ministères des Finances et de l'Economie dans la construction européenne 1957-1978, Tome II, Journées préparatoires tenues à Bercy le 14 novembre 1997 et le 29 janvier 1998*, Comité pour l'histoire économique et financière, Ministère de l'Economie, des Finances et de l'Industrie, Paris, 2002, p.97.

<sup>160</sup> BAKKER Age F.P., (1995) *op.cit.* p.59.

<sup>161</sup> WERNER Pierre, *Vers l'Union monétaire européenne*, Centre de recherches européennes, Lausanne, 1971, p.14.

<sup>162</sup> WERNER Pierre : « Les finances et les monnaies européennes au service de l'intégration économique, Conférence à Strasbourg, 21 novembre 1960 » in *Bulletin de documentation*, n° 15, 30 novembre 1960, 16<sup>e</sup> année, Service Information et Presse, ministère d'État, Grand-Duché de Luxembourg, pp.5.

Jean-Yves Haberer<sup>163</sup> allait plus loin et s'expliquait la réserve du traité entre autre de la manière suivante : « il faut mentionner moins le fait que dans tous les pays la négociation était confiée aux diplomates que le manque d'expérience monétaire de la génération des négociateurs, que les faits vécus de 1931 à 1958 ne préparaient guère à imaginer les faits à vivre de 1959 à 1979 : les progrès de la comptabilité nationale, les vérifications ou les découvertes de l'économétrie, la naissance de l'école monétariste, la mutation générale vers le flottement des monnaies, l'expansion sans précédent des liquidités internationales »<sup>164</sup>.

De plus, à l'époque du Traité de Rome, l'ordre économique et monétaire ne requérait pas encore de mesures en faveur de la constitution d'une politique monétaire concertée au sein de la Communauté et il permettait cette faiblesse institutionnelle<sup>165</sup>. En effet, les Six étaient liés par les règles de Bretton Woods, en particulier par la fixité des taux de change par rapport au dollar convertible en or, qui garantissait la stabilité monétaire au niveau international et instaura en Europe de l'Ouest une « paix monétaire »<sup>166</sup>, un contexte économique de croissance soutenue et d'inflation modérée, propice à l'expansion du commerce international. « Au cours de l'année 1958, la situation monétaire de la Communauté a été influencée par les surplus de la balance des paiements qui, pour certains pays de la Communauté, ont été considérables. L'accroissement des réserves en devises a été accompagné d'une augmentation importante de la liquidité des systèmes bancaires »<sup>167</sup>. La coopération monétaire n'apparaissait pas alors comme une véritable urgence dans la mesure où les six pays de la Communauté jouissaient de balances de paiement globalement excédentaires et que la période se caractérisait par une situation de stabilité monétaire internationale<sup>168</sup>. Néanmoins, le système de Bretton Woods n'échappa point à toute interrogation. La détérioration continue de la balance des paiements américaine qui entra en déficit dès 1958 et la diminution constante des réserves d'or, alimenta les premiers doutes et critiques. Dès 1958, des grands spécialistes des questions monétaires, tels Robert Triffin, soulignèrent la fragilité du système monétaire international. Au sein de ses deux ouvrages majeurs, *Europe and the Money Muddle* (1957) et

---

<sup>163</sup> Jean-Yves Haberer, énarque, professeur à l'Institut d'Études Politiques de Paris, fut inspecteur des finances, directeur du cabinet de Michel Debré ainsi que directeur du Trésor en 1978, année pendant laquelle il participa à la mise en place du Système monétaire européen. Il fut également président du Comité monétaire en 1981.

<sup>164</sup> HABERER Jean-Yves : « Les problèmes de l'identité monétaire européenne », in *Statistiques et études financières*, 1981, pp. 2.

<sup>165</sup> BUSSIERE Eric : « Régionalisme monétaire et identité européenne depuis le Traité de Rome », in *Relations internationales*, n°139, 2009/3, pp.27.

<sup>166</sup> WERNER Pierre, (1971) *op.cit.*, p.15.

<sup>167</sup> CM2/1959-598 : 02/1959 - 05/05/1959 Premier rapport d'activité du Comité monétaire.

<sup>168</sup> Padoa-Schioppa Tommaso, « L'influence de Bretton Woods sur l'intégration monétaire européenne », dans *Bretton Woods. Mélanges pour un cinquantenaire*, (sous la direction de Thierry Walrafen), Association d'économie financière, Paris, 1994, pp. 217-222.

Gold and the Dollar Crisis (1960), Triffin énonça ce qui sera connu comme le dilemme de Triffin. Il mit en évidence le défaut du système de Bretton Woods, à savoir que les États-Unis devaient fournir au reste du monde des quantités importantes de dollars afin de permettre l'essor du commerce mondial dont les règlements s'effectuaient grâce à cette monnaie, tout en maintenant en même temps la valeur du dollar par rapport à l'or, ce qui revenait au contraire à limiter l'émission monétaire<sup>169</sup>. Pour Triffin, il était donc nécessaire de bâtir, indépendamment du dollar, une unité financière de l'Europe des Six en vue d'une union européenne plus complète, afin de répondre aux menaces qui pesaient sur le système monétaire international en raison d'un dollar non contrôlé.

Cependant, étant donné que l'intégration des politiques financières et monétaires était le facteur essentiel d'une intégration économique et de la mise en place du Marché commun, elle finit inévitablement par accéder au centre des occupations européennes. En effet, comme l'explique Claude Pierre-Brossolette, haut fonctionnaire français, membre de la direction des Finances extérieures de 1957 à 1974, membre du Comité monétaire de 1963 à 1967 (d'abord comme suppléant d'André de Lattre, puis comme titulaire avec comme suppléant, Jacques de Larosière) et secrétaire général de Valéry Giscard d'Estaing de 1974 à 1976, « les auteurs du Traité de Rome et ses plus chauds partisans le savaient bien, passé un certain degré d'intégration économique, le problème de la monnaie, se poserait. La construction économique de l'Europe légitimerait un jour le sujet de la monnaie. [...] en clair, le traité n'avouait pas toutes ses ambitions. Selon la méthode, chère à Jean Monnet, il fallait créer par l'économie des solidarités concrètes qui conduiraient à traiter finalement le problème de la monnaie. Démarche oblique, attentiste, agissant de la périphérie vers le centre mais, sans doute, la seule réaliste à l'époque »<sup>170</sup>. Cette version était notamment confirmée par Jean Yves Haberer qui soutenait que « la philosophie des fondateurs des communautés était clairement que la mise en commun du charbon, de l'acier, puis des marchés de marchandises entraînerait mécaniquement d'autres mises en commun. Ou autrement dit, que les progrès réalisés sur les infrastructures rendraient inévitables les progrès sur les superstructures, que ce qui était mis en place dans l'ordre des chocs visibles serait tôt ou tard imité dans l'ordre des choses

---

<sup>169</sup> PEO AP RP/ECON.1961 A0-0017/62 0035 : Coordination des politiques monétaires dans le cadre de la CEE : Note concernant la réforme du Fonds monétaire International 10/01/1962.

<sup>170</sup> PIERRE-BROSSOLETTE Claude : « Les données relatives à la construction européenne après l'élection de Georges Pompidou », in Le Ministère de l'Economie des Finances et de l'Industrie, *Le rôle des ministères des Finances et de l'Economie dans la construction européenne 1957-1978, Tome II, Journées préparatoires tenues à Bercy le 14 novembre 1997 et le 29 janvier 1998*, Comité pour l'histoire économique et financière, Ministère de l'Economie, des Finances et de l'Industrie, Paris, 2002, p.98.



invisibles, si l'on peut appeler invisible ce qui concerne la politique et la monnaie. Cette philosophie [...] était résumée par l'impératif tactique : Économie d'abord »<sup>171</sup>.

Victor Larock, premier Président du Conseil de l'Union européenne de janvier à juin 1958<sup>172</sup> va même plus loin lors de la session constitutive du Comité monétaire en affirmant que « ce qu'il ne serait pas excessif d'appeler les insuffisances du Traité, pourraient bien être le stimulant d'une détermination d'autant plus vigoureuse qu'elle sera plus libre dans ses initiatives »<sup>173</sup>. Comme l'affirme la LECE lors de sa conférence internationale de juin 1963, qui avait comme sujet principal le renforcement de la coopération économique en Europe<sup>174</sup>, l'imprécision voulue par le Traité de Rome, valait « aux autorités compétentes, une plus grande liberté d'action »<sup>175</sup>. La prudence des dispositions du traité représentait ainsi pour les hommes politiques engagés en faveur d'une intégration monétaire plus profonde, une opportunité pour s'investir davantage. Étant donné le caractère général des mesures du Traité de Rome, l'action future dépendait d'autant plus de leur volonté politique, de leur volonté d'initiative<sup>176</sup>.

La nature des institutions mises en place par le Traité de Rome reflétait la discrétion des mesures énoncées au sein du texte. Elles étaient de nature informelle, caractéristique qui leur était propre, mais ce n'est pas pour autant qu'elles ne tenaient pas une place prépondérante voire cruciale, au sein de l'élaboration et de la mise en place de politiques économiques et monétaires.

## **2. Le Comité monétaire et la commission de politique économique à long terme, des questions financières et des investissements**

Parmi les organes institués par le Traité de la Communauté Économique Européenne, le Comité monétaire tient une place de choix, tant en raison des qualifications de ses membres que de la nature et de l'ampleur de ses attributions.

L'article 105 du Traité de Rome stipule qu'« en vue de promouvoir la coordination des politiques des États membres en matière monétaire dans toute la mesure nécessaire au

---

<sup>171</sup> HABERER Jean-Yves (1981), *op.cit.* pp. 2 .

<sup>172</sup> Victor Larock fut notamment Ministre du Commerce extérieur du gouvernement belge, de 1954 à 1958 et Ministre de l'Éducation nationale et de la culture de 1961 à 1965.

<sup>173</sup> CM2/1958-613 : 04/06/1958 ; Session constitutive du Comité monétaire.

<sup>174</sup> LECE 310 : Rapports d'activités pluriannuels.

<sup>175</sup> *Ibidem*.

<sup>176</sup> CM2/1958-613 : 04/06/1958 ; Session constitutive du Comité monétaire, allocution du Président Hallstein, 3 juin 1958.

fonctionnement du Marché commun, il est institué un Comité monétaire [...] »<sup>177</sup>. Les États membres ainsi que la Commission sont chargés d'y nommer chacun deux membres. Usuellement, les États désignent un membre parmi les hauts fonctionnaires de l'administration et l'autre membre, sur proposition de la Banque centrale. Normalement, le choix des États porte sur le directeur voire l'adjoint du directeur du département du Trésor tandis que les Banques centrales désignent les sous-gouverneurs<sup>178</sup>. En ce qui concerne la Commission il s'agit toujours de membres issus de la DG II, la Direction générale responsable pour les questions économiques et financières. A ces membres à part entière s'ajouta dès mai 1959 un observateur du Comité directeur de l'Accord Monétaire européen avec lequel le Comité monétaire avait conclu de coopérer pleinement<sup>179</sup>.

Le choix ainsi que la nomination de ces personnes n'étaient pas des décisions aléatoires. En effet, étant donné que le Traité de Rome ne mentionnait qu'en une ligne la constitution du Comité monétaire, « les États membres et la Commission nomment chacun deux membres du Comité monétaire »<sup>180</sup>, ces questions furent au centre de négociations qui s'étendirent sur plus d'un an.

Dès juillet 1957, un groupe de travail ad hoc, présidé par le français Pierre Calvet<sup>181</sup>, remit au Comité Intérimaire pour le Marché commun et l'Euratom un avant-projet arrêtant le statut du comité monétaire. Jusqu'en octobre 1958, date à laquelle le Conseil fixa définitivement le statut du Comité, l'on décela au cours des discussions, des divergences d'opinion quant à la nature et à la composition à donner au Comité. L'Allemagne s'engageait pour une indépendance totale du Comité monétaire envers les instances politiques nationales et communautaires afin de lui « assurer une efficacité et une autorité appelées à se développer par la suite ». « Il s'agissait en quelque sorte de transposer le modèle de la Bundesbank à l'échelle européenne »<sup>182</sup>. De son côté, la France qui à l'époque était encore un pays largement protectionniste, souhaitait que le comité soit entièrement intégré dans les structures

---

<sup>177</sup> Traité instituant la Communauté économique européenne (1957) <http://eur-lex.europa.eu/fr/treaties/index.htm#founding> p.20.

<sup>178</sup> CM2/1958-616 : 01/1958 - 07/1958 : Composition du Comité monétaire.

<sup>179</sup> BAC 026/1969 - 351 : 1958 – 1960 : Comité monétaire : administration, composition, compétences, etc.

<sup>180</sup> Traité instituant la Communauté économique européenne (1957) <http://eur-lex.europa.eu/fr/treaties/index.htm#founding> p.20.

<sup>181</sup> Pierre Calvet : haut fonctionnaire français, Inspecteur général des Finances, 1952-1958, Sous-gouverneur de la Banque de France, vice-président du Comité monétaire du Marché Commun de 1958 à 1964,.

<sup>182</sup> BOTTEX Agnès, *Naissance d'une identité monétaire européenne, 1957-1972 ; de la CEE à l'UEM, l'intégration monétaire à la lumière des flux internationaux de capitaux* », Atelier national de reproduction des thèses, Lille, 2003, p.22.

communautaires et qu'il soit doté d'un vrai rôle de consultation et de coopération de manière à conserver un œil sur les politiques des partenaires tout en observant leurs pensées<sup>183</sup>.

De plus, il ne faut pas omettre que la France était le seul pays à disposer d'un secrétariat général du comité interministériel pour les questions de coopération économique européenne (SGCI), un dispositif de coordination centralisée des politiques communautaires qui était singulier. Créé en 1948 par un décret du Ministre des affaires étrangères, Robert Schuman, portant création du comité interministériel pour les questions de coopération économique européenne, le SGCI, qui relève du ministère des Finances pour sa gestion administrative, avait initialement pour mission de coordonner le travail des administrations françaises impliquées dans l'effort de relèvement économique entrepris avec le plan Marshall. Avec la création des trois Communautés européennes (CECA, CEE et Euratom), les compétences du comité interministériel évoluèrent progressivement au cours des années cinquante, le SGCI étant chargé de préparer les délibérations et de veiller à leurs exécutions. Cependant, peu à peu du fait de son expertise que tout le monde lui reconnaît et qui le rendit indispensable, il devint informateur et conseiller du gouvernement sur les affaires européennes<sup>184</sup>. Son autorité fut également renforcée pendant les années soixante par la nomination simultanée du Secrétaire général du SGCI au cabinet du Premier ministre ou du président de la République. Il était caractérisé par un recrutement de haut niveau. Tous les hauts fonctionnaires du SGCI étaient issus du ministère des Finances ou de celui de l'Économie nationale, aucun diplomate ne faisait partie de l'équipe jusqu'en 1972. Il s'agissait d'une équipe « de techniciens, connaissant l'étranger et les langues étrangères, familiarisés avec les méthodes de la coopération économique internationale du type FMI »<sup>185</sup> qui se muèrent au fil du temps, en experts de l'Europe au sein de l'administration française. L'on peut donc éventuellement supposer que la position de la France concernant le Comité monétaire était motivée par la volonté de ne pas perdre le rôle d'expertise du SGCI, voire d'éviter un double emploi.

En ce qui concerne la composition du comité, les statuts ajoutent au texte initial du Traité de Rome que « chaque État membre choisit, en règle générale, un membre parmi les hauts fonctionnaires de l'administration et l'autre membre sur proposition de la Banque centrale ; les

---

<sup>183</sup> BOTTEX Agnès (2003) *op.cit.* p.25.

<sup>184</sup> DE CASTELNEAU Anne : « Le SGCI, la France et le Marché commun », in Le Ministère de l'Économie des Finances et de l'Industrie, *Le rôle des ministères des Finances et de l'Économie dans la construction européenne 1957-1978, Tome I, Actes du colloque tenu à Bercy les 26, 27 et 28 mai 1999*, Comité pour l'histoire économique et financière, Ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie, Paris, 2002, p.222 (pp.207-227).

<sup>185</sup> DE CASTELNEAU Anne : « Le SGCI : une réponse administrative aux défis européens de l'après-guerre », in BADEL Laurence, JEANNESSON Stanislas et LUDLOW Piers, *Les administrations nationales et la construction européenne, une approche historique (1919-1975)*, PIE Lang, Bruxelles, 2005, pp.312, 313

suppléants peuvent être choisis dans les mêmes conditions »<sup>186</sup>. L'ajout de cette précision, qui englobait la présence des fonctionnaires des ministères et des suppléants, provenait d'un côté, des Allemands qui souhaitent avoir une représentation au Comité monétaire non seulement de leur ministère de l'Économie et de leur banque centrale, mais aussi de leur ministère des Finances<sup>187</sup>. Du côté français, il s'agissait de permettre aux représentants des ministères de siéger au sein du Comité monétaire, afin de faire face à la prééminence du réseau des banquiers centraux, qui étaient déjà habitués depuis 1930 à se rencontrer et à négocier en dehors des circuits gouvernementaux, notamment dans le cadre des rencontres mensuelles à la Banque des règlements internationaux à Bâle<sup>188</sup>.

Le Comité monétaire relie donc officiellement les objectifs monétaires et économiques et permet aux représentants gouvernementaux de travailler de concert avec les délégués des banques centrales et de promouvoir ainsi une unité de vue entre les Six. De par cette composition le Comité monétaire se différencie significativement des groupes de travail du Conseil ainsi que des comités dit de « comitologie ». Usuellement, les participants au comité d'experts dénombrent une multitude de rôles ce qui permet une attitude plus variée, plus diversifiée qu'au sein d'une interaction purement intergouvernementale. En effet, les membres du Comité monétaire détiennent une plus grande liberté de manœuvre que leurs collègues au sein d'autres comités : ils sont effectivement moins impliqués dans le processus de coordination au niveau national et ils n'apportent que rarement avec eux un mandat clair sur la manière de procéder<sup>189</sup>. Les membres du Comité étaient convoqués en vertu de leurs « compétences notoires dans le domaine monétaire »<sup>190</sup>, et non en tant que représentant national.

De plus, l'article 5 des statuts stipule que les membres du Comité ainsi que les suppléants sont « nommés à titre personnel et exercent leurs fonctions en pleine indépendance dans l'intérêt général de la Communauté »<sup>191</sup>. Les particularités du mode de fonctionnement du comité garantissaient l'indépendance de ses membres. En effet, le Comité, qui se réunissait généralement une fois par mois, menait ses travaux dans un secret total garanti par l'article 15

---

<sup>186</sup> BAC 026/1969 - 352 : 1958 – 1960 : Comité monétaire : indemnités, nominations, statut, etc.

<sup>187</sup> En Allemagne, les Affaires économiques et les Finances constituent deux départements ayant chacun à leur tête un ministère différent.

<sup>188</sup> BAC 026/1969 - 359 : 1959 – 1959 : Comité monétaire : réunions (janvier-juin 1959).

<sup>189</sup> EGEBERG Morten, SCHAEFER Guenther F., and TRONDAL Jarle : "The many faces of EU Committee Governance", in *West European Politics*, Volume 26, July 2003, pp.21 (pp.19-40).

<sup>190</sup> BAC 026/1969 - 352 : 1958 – 1960 : Comité monétaire : indemnités, nominations, statut, etc.

<sup>191</sup> *Ibidem*.

de ses statuts<sup>192</sup>. Ce souci de discrétion était dû notamment à l'impact que les discussions pouvaient avoir sur les marchés financiers mais il correspondait également à la volonté de travailler indépendamment de toute pression extérieure. Aucun protocole officiel n'était rédigé par le Comité en tant qu'institution ; toutes les notes et rapports transcrits par les membres lors des réunions restaient entièrement confidentiels.

Cette discrétion assurait une entière « liberté de parole »<sup>193</sup> et une plus grande marge de manœuvre aux membres et augmentait ainsi l'efficacité du travail du Comité. En effet, les membres pouvaient faire valoir sans aucune pression extérieure leur point de vue personnel et prendre position sur la base de leurs propres compétences et connaissances dans le domaine visé. « Beaucoup d'accords furent atteints seulement parce que les membres du Comité se réunissaient sur une base confidentielle et pouvaient expliquer les réelles raisons derrière leurs prises de position »<sup>194</sup>. Une procédure de vote à la majorité était prévue par les statuts du Comité au cas où un désaccord subsistait après les discussions<sup>195</sup>, or cette situation fut toujours évitée en négociant jusqu'à ce qu'une entente soit trouvée entre les membres<sup>196</sup>. De plus, étant donné que le Comité était chargé d'émettre des opinions et des avis<sup>197</sup> et non de prendre des décisions officielles, les membres n'étaient pas tous obligés de se rallier à chaque phrase du rapport ce qui permit d'engager une action et de proposer des suggestions politiques rapidement<sup>198</sup>. En effet, le mode de fonctionnement du Comité reposait sur la recherche d'un consensus, ce qui n'impliquait pas pour autant que les rapports du comité ne reflétaient que le plus petit dénominateur commun. Au contraire, la combinaison des compétences élevées des membres et la capacité de formuler des décisions politiques dans une atmosphère propice à la discussion, permettait aux membres de parvenir à des accords de haute qualité, reflétant non seulement la somme des opinions des États membres mais également l'intérêt général de la Communauté<sup>199</sup>.

---

<sup>192</sup> BAC 026/1969 - 352 : 1958 – 1960 : Comité monétaire : indemnités, nominations, statut, etc.

<sup>193</sup> BAC 026/1969 743 : 1959 – 1960 : Ministres des Finances : 1ère-3e réunions (Bonn, 16 et 17 juillet 1959 ; Bruxelles, 17 et 18 novembre 1959 ; Paris, 11 et 12 février 1960) ; procès-verbaux, documents de travail, travaux préparatoires, correspondance, etc. (- DE, FR, IT, NL -). Vol. 1.

<sup>194</sup> KEES A. : "The Monetary Committee as a Promoter of European Integration", in BAKKER A., BOOT H., Sleipgen O. And VANTHOOR W. (eds.), *Monetary Stability through International Co-operation*, Dordrecht and London, Kluwer, Boston, 1994, pp.133.

<sup>195</sup> BAC 026/1969 - 352 : 1958 – 1960 : Comité monétaire : indemnités, nominations, statut, etc.

<sup>196</sup> KEES A. (1994) *op.cit.* pp.133.

<sup>197</sup> BAC 026/1969 - 352 : 1958 – 1960 : Comité monétaire : indemnités, nominations, statut, etc.

<sup>198</sup> KEES A. : "The Monetary Committee of the European Community", in *Kredit und Kapital*, 20:2, 1987, pp. 259.

<sup>199</sup> HANNY Birgit and WESSELS Wolfgang : "The Monetary Committee of the European Communities : A significant though not Typical Case, in VAN SCHENDELEN R. (ed.), *Do EU Committees Matter ? A Case Study Book*, Robin Pedler, Dartmouth/Aldershot, 1999, pp.118

Le Comité ne s'insère pas dans le cadre institutionnel classique de la Communauté. En effet, sa qualité majeure reposait dans la combinaison de politique, d'expertise et de savoir-faire<sup>200</sup>. Les membres n'étaient pas des diplomates de carrière mais des fonctionnaires expérimentés disposant de connaissances techniques et d'un talent politique certain. Usuellement, les membres participaient aux réunions du Comité pendant de longues années ce qui les amenait à se connaître les uns les autres, mais également à comprendre les sensibilités de chacun et leur situation nationale respective. En effet, l'analyse des listes des membres du Comité monétaire au cours de la période 1958-1969, démontre que le Comité ne comptait que trente-deux membres au total<sup>201</sup>. Sur ces trente-deux membres, treize firent partie du Comité dès sa première session et restèrent membres pendant une période moyenne de sept ans. Au total, les trente-deux membres, sur la période 1958-1969, participèrent aux réunions du Comité pendant une durée moyenne de six ans. Notons cependant que d'un côté, le mandat de certains membres dépassa notre période d'analyse, et que d'un autre côté, certains furent suppléants avant de devenir membre à part entière, ce qui en quelque sorte allongea encore plus leur période d'adhésion au Comité. Ceci fut notamment le cas pour le Baron Mackay, sous-directeur puis directeur de la Banque Nationale des Pays-Bas, qui fut président des suppléants de 1958 à 1968 avant de devenir membre, ou encore pour Frédéric Boyer de la Giroday, membre de la LECE, directeur au sein de la Direction générale responsable pour les questions économiques et financières (DGII) du deuxième sous-directorat des « Affaires monétaires », qui fut suppléant de 1962 à 1968 avant d'intégrer le Comité en mai 1968<sup>202</sup>.

De plus, il ne faut pas omettre de souligner qu'une multitude de membres s'étaient déjà rencontrés à diverses reprises dans d'autres enceintes. En effet, les gouverneurs des banques centrales se retrouvaient depuis de nombreuses années lors de réunion à Bâle et divers membres présents lors de la première réunion du Comité en 1958, avaient également déjà servi au sein du Comité directeur de l'Union européenne des paiements<sup>203</sup>. En guise d'exemple :

Guido Carli qui fut élu directeur exécutif pour l'Italie au Fonds monétaire international en 1947, président du Comité directeur de l'Union européenne des Paiements de 1950 à 1952 et resta membre de ce Comité jusqu'en 1958. En octobre 1959 il devint Directeur général de la

<sup>200</sup> VERDUN Amy : "Governing by Committee : The Case of Monetary Policy", in CHRISTIANSEN Thomas and KIRCHNER Emil (eds.) *Committee Governance in the European Union*, Manchester University Press, Manchester, pp. 134.

<sup>201</sup> Sans compter les suppléants.

<sup>202</sup> MAES Ivo "The ascent of the European Commission as an actor in the Monetary Integration Process in the 1960s" (Archive of European Integration), p.8.

<sup>203</sup> KEES A. (1987) *op.cit.* pp. 259.

Banque d'Italie et ensuite gouverneur, d'août 1960 à juillet 1975, fonction qui l'amena à participer en tant que membre aux réunions du Comité monétaire de 1959 à 1960<sup>204</sup>. Il fut également consulté en tant qu'expert des questions monétaires par le Comité pour les États-Unis d'Europe fondé par Jean Monnet<sup>205</sup>.

André de Lattre, inspecteur général des finances, fut successivement directeur des Finances extérieures (1962-1965), conseiller personnel du président de la Banque mondiale (1965-1966), Second gouverneur et Premier sous-gouverneur (1973-1974)<sup>206</sup>. Il fut membre du Comité monétaire de 1962 à 1965 après avoir notamment servi au sein de l'Union européenne des paiements en tant que président du comité superviseur de la libéralisation des biens et services<sup>207</sup>. Il participa également aux réunions et aux conférences du groupe Bellagio.

Pierre Calvet, inspecteur général des Finances, sous-gouverneur de la Banque de France de 1952 à 1958, fut membre du comité de direction de l'Union européenne avant de devenir vice-président du Comité monétaire de 1958 à 1964<sup>208</sup>.

Cecil de Strycker qui fut vice-président du comité directeur de l'Union européenne des Paiements et membre du Comité monétaire (1968-1975), occupa dès 1971 le poste de vice-gouverneur de la Banque nationale belge avant d'être nommé gouverneur de celle-ci en 1975. En sa qualité de gouverneur il fit également partie du Comité des présidents des banques centrales et du Fonds européen de coopération monétaire, institutions où il assuma la présidence dès 1978<sup>209</sup>.

Bernard Clappier, directeur du cabinet Robert Schuman (1947-1950), Directeur des relations économiques extérieures au ministère de l'Économie (DREE 1951-1964), fut représentant de la France au comité des échanges de l'OECE ainsi que membre du Comité monétaire de 1964 à 1970 et président de celui-ci de 1970 à 1973 en qualité de vice-gouverneur puis gouverneur de la banque de France (1951-1979)<sup>210</sup>. Bernard Clappier faisait également partie des conseillers en matière monétaire du Comité pour les États-Unis d'Europe de Jean Monnet<sup>211</sup>.

---

<sup>204</sup> Banque d'Italie <http://www.bancaditalia.it/bancaditalia/storia/governatori/Carli>.

<sup>205</sup> AMK 23/1/1 : Lettre de Jean Monnet à Guido Carli, gouverneur de la Banque d'Italie, 68.12.3.

<sup>206</sup> Le Ministère de l'Économie des Finances et de l'Industrie, *Le rôle des ministères des Finances et de l'Économie dans la construction européenne 1957-1978, Tome I, Actes du colloque tenu à Bercy les 26, 27 et 28 mai 1999*, Comité pour l'histoire économique et financière, Ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie, Paris, 2002, p.551.

<sup>207</sup> KAPLAN Jacob J. : "Networks and Institutions in the Origins and Operations of the European Payments Union" in DUMOULIN Michel (ed.) : *Réseaux économiques et construction européenne*, PIE Lang, Bruxelles, 2004, pp.386.

<sup>208</sup> BLOCH-LAINE François, GRUSON Claude, *Hauts fonctionnaires sous l'occupation*. Edition Odile Jacob, Paris, 1996, p.173.

<sup>209</sup> Banque nationale de Belgique <http://www.nbb.be/>.

<sup>210</sup> Archive of the European Union <http://www.warc.eui.eu/idchn/bin/CreaInt.asp?rc=INT548>.

<sup>211</sup> FONTAINE Pascal (1974), *op.cit.*, p.59.

D'autres membres du comité furent également membre de l'OECE voire de l'OCDE durant leur mandat au comité monétaire. Il s'agissait notamment d'Ottmar Emminger, le représentant allemand au FMI à Washington (1953-1959), qui fut membre de la délégation allemande auprès de l'OECE avant de devenir membre du directoire de la Deutsche Bundesbank de 1963 à 1969 ainsi que vice-président (1969-1977) et Président (1977-1979) de cette dernière. Il fut membre du comité monétaire de 1958 à 1977 et vice-président de celui-ci de 1958 à 1975<sup>212</sup>. Finalement, Emile Van Lennep, également conseiller au CAEUE<sup>213</sup> et membre du groupe de Bellagio<sup>214</sup>, après avoir été procureur à l'office des Changes à Amsterdam (1940-1945) ainsi qu'à la Banque centrale des Pays-Bas (1945-1948), devint Trésorier général au Ministère des Finances de 1951 à 1969. En cette qualité, il assista aux réunions annuelles du Fonds monétaire international, de la Banque internationale pour la reconstruction et le développement et de l'Association internationale de développement. Il présida le Comité monétaire de 1958 à 1969 et fut également nommé secrétaire général de l'OCDE de 1969 à 1984<sup>215</sup>, après avoir été vice-président du Comité de politique économique de l'OCDE ainsi que président du Groupe de Travail n°3 de l'OCDE.

Il serait intéressant ici, de mettre en évidence les particularités du WP3, working party 3 qui sont très similaires à celles du Comité monétaire. En effet, lors de la création de ce groupe de travail, le Comité monétaire servit de modèle. De plus, à l'époque, le président du Comité monétaire assumait également la présidence du comité de l'OCDE<sup>216</sup>. Emile Van Lennep présida le groupe de travail dès sa création en 1961 jusqu'en 1969 avant d'être remplacé par Ottmar Emminger<sup>217</sup>.

Au sein de l'Organisation de coopération et de développement économiques, les comités jouent un rôle clé étant donné que toutes les activités du secrétariat général, l'appareil exécutif de l'OCDE, sont rythmés par les comités et c'est par ceux-ci que l'Organisation est intégrée réellement aux pays membres. Deux organes majeurs permettent de traiter des problèmes de politiques économique au sein de l'OCDE : il s'agit d'une part du Comité de politique économique et de ses groupes de travaux, sur lequel nous nous attarderons, ainsi que du Comité d'examen des situations économiques et des problèmes de développement.

<sup>212</sup> Deutsche Bundesbank. [http://www.bundesbank.de/50jahre/50jahre\\_praesidentengalerie\\_emminger.php](http://www.bundesbank.de/50jahre/50jahre_praesidentengalerie_emminger.php)

<sup>213</sup> AMK C 33/6/143 : Lettre de Jean Monnet à Van Lennep 60.2.16.

<sup>214</sup> WILSON Jérôme : « Le groupe Bellagio : origines et premiers pas (1960-1964) », in DUMOULIN Michel (ed.), *Réseaux économiques et construction européenne*, PIE Lang, Bruxelles, 2004, p. 391 (pp.391-410).

<sup>215</sup> Institute of Netherlands History <http://www.inghist.nl/Onderzoek/Projecten/BWN/lemmata/bwn6/lennep>

<sup>216</sup> KEES A, (1987) *op.cit.* pp. 258.

<sup>217</sup> RUSSEL W. Robert : "Transgovernmental Interaction in the International Monetary System, 1960-1972", in *International Organization*, Vol. 27, No. 4 (Autumn, 1973), pp. 442 (431-464).



Le comité de politique économique, créé en 1961, a pour objet d'examiner la situation et les politiques économiques et financières des pays membres<sup>218</sup>, en vue d'atteindre les objectifs fixés au sein de la Convention et en accordant une attention particulière à leurs conséquences internationales. Dans cette mission, il est assisté par plusieurs groupes de travail, dont notamment le groupe de travail n° 3. Il a pour fonction d'assurer la coordination la plus étroite des politiques économiques et monétaires, et d'examiner, dans cette perspective, les mesures nationales destinées à favoriser la croissance économique et à assurer un meilleur équilibre des paiements internationaux. Son rôle est vital puisqu'il est chargé d'exercer une surveillance multilatérale de l'évolution des paiements extérieurs et fonctionne de fait comme un système d'alerte qui prévoit les déséquilibres susceptibles de se produire dans les balances des banques nationales. Il analyse ainsi l'incidence des politiques monétaires, budgétaires, financières, fiscales et négocie des mesures d'ordre national mais également d'ordre international<sup>219</sup>. La dimension internationale différencie le WP3 du Comité monétaire et des tâches initiales de ce dernier, qui ne prévoit que l'examen de la situation monétaire et financière des États membres de la CEE. Cette dimension est renforcée par la présence aux réunions de personnalités occupant des postes au sein d'institutions internationales. En effet, des représentants du Secrétariat de l'OCDE y participent ainsi que le Directeur des Études du FMI et des délégués de la Banque des Règlements internationaux.

Le reste de la composition du groupe de travail n°3 ainsi que son mode d'opération sont néanmoins très similaires à celle du Comité monétaire. Le groupe a pour spécificité de n'être, comme le Groupe des Dix composé que de onze pays, à savoir les sept Grands, les Pays-Bas, la Belgique, la Suède et la Suisse. Cette composition est justifiée par le rôle que jouent ces pays sur les marchés financiers internationaux<sup>220</sup>. Les délégations des pays sont de haut niveau : elles sont constituées par de hauts fonctionnaires, en général les directeurs des Trésor (ou homologues) ainsi que par les gouverneurs des banques centrales. Leurs travaux sont confidentiels : les documents préparés pour le groupe ne sont communiqués aux délégations des autres États membres qu'après la réunion avec l'accord des participants et aucune conférence de presse ni communiqué ne suivent la réunion. Comme pour le Comité

---

<sup>218</sup> Le 14 décembre 1960, vingt pays signèrent la Convention relative à l'Organisation de coopération et de développement économiques : l'Allemagne, l'Autriche, la Belgique, le Canada, le Danemark, l'Espagne, les États-Unis, la France, la Grèce, l'Islande, l'Irlande, l'Italie, le Luxembourg, la Norvège, les Pays-Bas, le Portugal, le Royaume-Uni, la Suède, la Suisse, la Turquie.

<sup>219</sup> BONVIN Jean, MORRISSON Christian, *L'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE)*, Presses universitaires de France, Paris, 1999, p.75-76.

<sup>220</sup> CHAVRANSKI Henri, *L'OCDE au cœur des grands débats économiques*, Documentation française, Paris, 1997, p.63.

monétaire, le groupe ne prend aucune décision. Ce n'est pas pour autant qu'il n'est pas considéré, notamment par Henri Chavranski, ancien conseiller économique et financier à la délégation de la France auprès de l'OCDE, comme étant le plus important, le plus prestigieux de l'Organisation. L'objectif premier des réunions est d'offrir une plateforme de discussion aux hauts responsables économiques et financiers des principales puissances du monde et de débattre des problèmes des uns et des autres, de se familiariser avec leurs politiques et de réfléchir aux solutions ou aux inflexions possibles et souhaitables, voire de suggérer de nouvelles idées qui peuvent ensuite faire leur chemin<sup>221</sup>.

La participation simultanée des membres du Comité monétaires aux multiples enceintes internationales et européennes, (FMI, Banque mondiale, Banque des règlements internationaux, UEP, OCDE, LECE, CAEUE, Bellagio, Bilderberg etc.), leur haute qualification, qui leur confèreraient une crédibilité certaine, ainsi que la permanence d'adhésion au comité, permirent à ces hommes non seulement d'apprendre à se connaître personnellement mais aussi de découvrir et d'acquérir de nouvelles connaissances. Étant donné qu'ils ne siégeaient pas au Comité en tant que représentants nationaux mais en tant qu'experts, ils étaient plus enclins à considérer l'opinion de l'autre, voire à adapter leurs positions les unes aux autres<sup>222</sup>. La confidentialité des débats, le petit nombre des participants, la qualité des interlocuteurs et la franchise avec laquelle ils s'exprimaient, étaient le fondement d'un fonctionnement efficace de ce groupe. Il régnait ainsi au sein du Comité une ambiance de confiance, de franchise et un large sentiment d'appartenance<sup>223</sup>. Cette confiance interne était renforcée par le soutien dont les membres bénéficiaient de la part de leur Ministre des Finances ainsi que de leur Premier ministre, soutien qui augmentait en même temps leur marge de manœuvre au sein du Comité en tant qu'expert indépendant. Cette double caractéristique, d'avoir le soutien de leur administration nationale et de pouvoir agir au sein du Comité en toute indépendance leur conférait un statut particulier, celui d'être à la fois au-dessus mais également intégré dans le politique<sup>224</sup>. Un ancien membre du Comité, l'allemand Andreas Kees, résume bien le statut particulier du Comité : « Au cours des premières années, un des présidents décrivit le Comité comme un club de personnalités de même opinion. C'était probablement l'une des fonctions les plus importantes du Comité : créer des raccourcis au sein du labyrinthe des canaux officiels ; de former un noyau de hauts fonctionnaires au sein

---

<sup>221</sup> CHAVRANSKI Henri (1997) *op.cit.*, p.63.

<sup>222</sup> VERDUN Amy (2000), *op.cit.* pp. 139.

<sup>223</sup> WESTLAKE, Martin (1995), *op.cit.* p.264.

<sup>224</sup> VERDUN Amy (2000), *op.cit.* pp. 134.

de chaque administration – des ministères de Finances, des Banques centrales – qui se connaissaient assez bien pour rendre des communications instantanées possibles et qui se faisaient suffisamment confiance pour mettre toutes leurs cartes sur la table»<sup>225</sup>. Cette double caractéristique faisait des membres du Comité « à la fois les artisans de la Communauté dans un secteur d'activité particulièrement délicat et important et les promoteurs des progrès de cette Communauté. Les titres personnels et les compétences que vous réunissez nous donnent la garantie que vos responsabilités seront assumées avec la plus haute conscience. Vous êtes un corps de personnalités indépendantes et vous agirez dans la plénitude de cette indépendance ; mais vous êtes aussi de hauts fonctionnaires, investis, dans chacun de vos pays, d'obligations et de tâches d'importance majeure. De là procède la valeur de vos avis. Vous détenez les éléments de fait nécessaire à l'élaboration d'une politique commune »<sup>226</sup>.

Le Traité de Rome ainsi que ses statuts, confèrent au Comité monétaire un certain nombre de tâches formelles précises. L'article 105 charge le Comité de « suivre la situation monétaire et financière des Etats membres et de la Communauté, ainsi que le régime général des paiements des Etats membres et de faire rapport régulièrement au Conseil et à la Commission à ce sujet » et « de formuler des avis, soit à la requête du Conseil ou de la Commission, soit de sa propre initiative, à l'intention de ces institutions. [...] »<sup>227</sup>. Le traité et les statuts prévoient également la consultation obligatoire du comité dans d'autres domaines cruciaux de politique européenne. Le Comité doit être consulté avant toute prise de décision de la Commission concernant notamment la libéralisation des mouvements de capitaux, (article 69 à 73), la politique de taux de change des Etats membres ainsi que le concours mutuel de membres ayant des difficultés avec leur balance de paiements (article 108, 109)<sup>228</sup>. Pour quasiment toutes les questions ayant trait aux mouvements de capitaux, aux balances des paiements et au champ monétaire en général, l'avis du Comité monétaire et/ou sa contribution aux travaux du Conseil sont requis. Finalement, le Comité peut, « avant d'établir un rapport ou de formuler un avis sur un pays déterminé, inviter toutes informations utiles »<sup>229</sup> et il peut être consulté par chaque institution communautaire en besoin de conseils<sup>230</sup>.

L'une de ses tâches principales consistait à préparer le travail du Conseil « Affaires économiques et financières », communément appelé Conseil ECOFIN, l'une des plus

---

<sup>225</sup> KEES A. (1994) *op.cit.* pp.133.

<sup>226</sup> CM2/1958-613 : 04/06/1958 ; Session constitutive du Comité monétaire : Allocution de Victor Larock.

<sup>227</sup> Traité instituant la Communauté économique européenne (1957) <http://eur-lex.europa.eu/fr/treaties/index.htm#founding> p.20.

<sup>228</sup> CM2/1959-598 : 02/1959 - 05/05/1959 Premier rapport d'activité du Comité monétaire.

<sup>229</sup> BAC 026/1969 - 352 : 1958 – 1960 : Comité monétaire : indemnités, nominations, statut, etc.

<sup>230</sup> KEES A. (1994) *op.cit.* pp.138.

anciennes et importantes formations du Conseil. Officiellement, le Comité ne prenait aucune décisions ni élaborait de propositions formelles. Cette tâche préparatoire revenait selon les dispositions du Traité de Rome (article 151) au COREPER (Comité des représentants permanents des États membres), face auquel le Comité monétaire devait agir sans préjudice. En règle générale, les relations entre les deux instances fonctionnèrent sans problèmes mais selon les témoignages de certains membres, les rapports furent assez distants lors de questions cruciales. En effet, le COREPER était conscient qu'il ne disposait pas du même niveau de compétences et d'expertises que le Comité monétaire, cependant certains facteurs provoquaient néanmoins une jalousie institutionnelle<sup>231</sup>. Tout d'abord, une partie des documents produits par le Comité monétaire fut transférée directement aux ministres des Finances par les membres du Comité sans passer par le COREPER<sup>232</sup>. De plus, le président du Comité monétaire prenait part à toutes les réunions de l'ECOFIN et y commentait oralement tous les rapports du Comité, conformément à l'article 2 de ses statuts<sup>233</sup>, réunions auxquelles le COREPER n'avait pas accès. Enfin, outre qu'avoir deux membres ainsi qu'un vote théorique au sein du Comité monétaire, c'est la Commission qui fournissait au secrétariat du Comité, qui était situé au sein de locaux de la Commission, un soutien logistique. Le nombre restreint du personnel administratif de la Commission au sein du secrétariat du Comité monétaire, à savoir trois fonctionnaires de classe A, se situait formellement sous l'autorité de la DG II et avait comme fonctions principales d'offrir des contributions analytiques<sup>234</sup>.

La localisation de la base organisationnelle du Comité monétaire au sein de la Commission ne signifiait pas pour autant que c'était la Commission qui guidait, voire contrôlait le travail du comité. En effet, le secrétariat prenait ses instructions du président du Comité<sup>235</sup> et le secrétaire était nommé d'un commun accord avec le Conseil ECOFIN<sup>236</sup>. Initialement ce poste était pourvu par le chef de la première division (question monétaire courante) de la direction B (affaires monétaires et financière) de la direction générale d'économie et des

---

<sup>231</sup> HANNY Birgit and WESSELS Wolfgang : "The Monetary Committee of the European Communities : A significant though not Typical Case, in VAN SCHENDELEN R. (ed.), *Do EU Committees Matter ? A Case Study Book*, Robin Pedler, Dartmouth/Aldershot, 1999, pp.120 (109-124)

<sup>232</sup> MENTLER Michael, *Der Ausschuss der Ständigen Vertreter bei den Europäischen Gemeinschaften*, Nomos, Baden-Baden, 1996, p. 60.

<sup>233</sup> CM2/1959-598 : 02/1959 - 05/05/1959 : Rapport d'activité du Comité monétaire

<sup>234</sup> KEES A. (1987), *op.cit.* pp.259.

<sup>235</sup> WESTLAKE, Martin (1995) *op.cit.* p.261.

<sup>236</sup> HANNY Birgit and WESSELS Wolfgang (1999), *op.cit.* pp.115.

finances<sup>237</sup>. Plus tard, cette fonction devint une position à part, au même niveau que le chef de direction<sup>238</sup>.

Cet arrangement particulier mena à plusieurs reprises à des frictions internes étant donné que le COREPER émit le souhait de soumettre le secrétariat du Comité monétaire à l'autorité du secrétariat général du Conseil de manière à avoir une certaine emprise sur le travail du Comité. Or, l'ECOFIN, ainsi que le comité lui-même, insistèrent pour maintenir le statut d'indépendance du Comité et de son secrétariat étant donné que par origine et par vocation, les représentants permanents, dépendaient des ministres des Affaires étrangères, qui en leur rôle assistaient le Conseil européen qui rassemblait les chefs de Gouvernements et le président de la Commission. La subordination du Comité monétaire au COREPER aurait eu des conséquences d'une grande envergure en matière d'influence et de contrôle politique des affaires économiques et monétaires au sein du Conseil<sup>239</sup>. Ce débat soulignait d'abord la séparation claire qui existait entre les ministres des Finances d'un côté et les ministres des Affaires étrangères d'un autre côté. Comme le rappelait Horst Köhler, secrétaire d'Etat au Finances de 1990-1993 : « Der Währungsausschuß war immer ein Gremium, in dem man fachliche Debatten und Politik verbinden konnte - zum Wohle der Finanzminister, zum Nachteil der Außenminister »<sup>240</sup>. Ensuite, il témoignait de la volonté de l'ECOFIN et du Comité monétaire de maintenir dans un champ d'action extracommunautaire<sup>241</sup> les affaires monétaires et économiques pour le traiter dans un environnement restreint, spécialisé et informel<sup>242</sup>.

Les consultations du Comité monétaire s'inscrivent au sein d'une procédure en trois étapes. L'initiative des directives provient de la Commission qui ensuite demande conseil au Comité monétaire afin que le Conseil des Ministres des Finances prenne les décisions. Le comité se situe donc entre la Commission et l'ECOFIN de par sa tâche préparatoire par rapport à l'ECOFIN et de son rôle de conseiller auprès de la Commission. Les relations étroites qui lient les membres du comité à leurs ministres des Finances qui prennent les décisions finales ainsi que la réputation d'experts dont ils jouissent, sont des facteurs cruciaux pour expliquer l'influence que le Comité peut exercer sur le travail préparatoire de la Commission. En effet, la présence de membres de la Commission au sein du Comité permet à celle-ci d'exposer en

---

<sup>237</sup> Organigramme de la Commission européenne ; membres de la Direction générale II

<sup>238</sup> MAES Ivo (2004) *op.cit.*, pp. 9.

<sup>239</sup> KEES A. (1994), *op.cit.* pp.143.

<sup>240</sup> Spiegel, 16/1998, 13.04.1998, SPIEGEL-Verlag Rudolf Augstein GmbH & Co. KG., <http://www.spiegel.de/spiegel/print/d-7861489.html>

<sup>241</sup> WESTLAKE, Martin (1995) *op.cit.*, p.255.

<sup>242</sup> *Ibidem*, p.262.

détail son point de vue et les délibérations du Comité lui donne une première impression de la réception de ses idées au sein du Conseil<sup>243</sup>.

Finalement il ne faudrait pas omettre les liens qui reliaient le Comité monétaire avec le Parlement européen. Officiellement, celui-ci n'avait pas d'accès aux activités du Comité mais il était conscient de son rôle central dans la préparation des politiques économiques et financières. Malgré l'absence de représentants du Parlement au sein du comité, il y eut néanmoins des contacts informels, tout d'abord entre le secrétaire du Comité et la Commission de politique économique à long terme, des questions financières et des investissements. Ensuite, le président du comité monétaire établissait un rapport annuel qui comportait non seulement un aperçu de ses propres activités mais également un compte rendu de la politique conjoncturelle et monétaire des différentes banques centrales et de la politique financière des Etats membres<sup>244</sup>. Finalement, il ne faut pas omettre la présence de deux membres de la Commission européenne au sein de la commission parlementaire qui indubitablement servait également de lien entre le Comité monétaire et le Parlement<sup>245</sup>. De plus, dès la première réunion, le président du Comité monétaire, dans une lettre qu'il adressa au Président du Conseil, exprima « le souhait que son rapport d'activité soit porté à la connaissance des membres de l'Assemblée parlementaire Européenne et de la presse spécialisée »<sup>246</sup>. Pour le deuxième rapport, le Comité monétaire jugea même indispensable d'élargir la diffusion et de le faire publier au sein du Journal Officiel de Communautés. Cette requête fut admise par le Conseil et la Commission, seuls à pouvoir décider de la publication des rapports du Comité, pendant la 31<sup>e</sup> session du Conseil de la CEE du 9 et 10 mars 1960<sup>247</sup>. On peut supposer que la volonté de transmettre les rapports aux membres de l'Assemblée parlementaire et ainsi également aux membres de la Commission de politique économique à long terme, des questions financières et des investissements, provenait d'une part de la haute qualification des membres de cette dernière ainsi que de leur participation à d'autres enceintes au sein desquelles les affaires économiques et monétaires étaient prioritaires.

En guise d'exemple, Heinrich Deist (1902-1964), membre de la SPD, fut docteur en droit et en sciences économique. Aux élections du Bundestag en 1961, il fit partie de l'équipe de

---

<sup>243</sup> BAKKER Age F.P. (1995) *op.cit.*, p.70.

<sup>244</sup> PEO AP RP/ECON 1958 A0-00054/58 : Politique économique à long terme, finances et investissements dans les premiers rapports généraux, Rapport parlementaire 01/12/1958.

<sup>245</sup> PEO AP PV/ECON 1958 ECON- 1958 1203 : Réunion du 3 décembre 1958, Procès-verbal 03/12/1958.

<sup>246</sup> CM2/1959-598 : 02/1959 - 05/05/1959 : Rapport d'activité du Comité monétaire.

<sup>247</sup> CM2/1960 - 508 : 02/1960 - 04/1960 : Deuxième rapport d'activité du Comité monétaire de la CEE pendant l'année 1959.

Willy Brandt et avait été pressenti pour le poste de ministre de l'Économie. Député au Bundestag de 1953 à 1964, il fut au cours de la même période également membre de l'Assemblée commune de la CECA et du Parlement européen. En cette qualité, il fut président de 1959 à 1961 de la Commission de politique économique à long terme, des questions financières et des investissements et de 1961 à 1964 de la Commission économique et financière.

Alfred Müller-Armack, étudiant en sciences économiques et sociales, obtint son doctorat en 1923 avec une thèse intitulée « Théorie économique de la politique culturelle ». Professeur agrégé d'économie et de sociologie culturelle à l'Université de Münster, Professeur d'économie politique et directeur de l'Institut de la politique économique à l'Université de Cologne, il fut également directeur de l'Institut de recherche d'économie sociale de marché générale et textile à Münster. Müller-Armack était à l'origine du concept de l'« économie sociale de marché » qui intégrait l'économie de marché au cœur d'un ordre social. Il estimait qu'une certaine « compensation sociale » était nécessaire pour équilibrer le fonctionnement du marché libre et garantir la stabilité d'une société fondée sur le marché. Membre de la CDU, il fut en 1952 nommé par le ministre de l'Économie Ludwig Erhard directeur du département d'économie politique avant d'être désigné secrétaire d'Etat aux Affaires européennes au ministère de l'Économie et 1958. Il fut membre du conseil d'administration de la Banque européenne d'investissement ainsi que président du Comité de conjonction de la Communauté économique européenne.

Kurt Birrenbach, adhérent de la CDU, connu pour être un fervent atlantiste, fut membre du Bundestag de 1957 à 1976 où il participa notamment au comité de politique extérieure. Il fut membre du Parlement européen de 1959 à 1961, où il participa aux réunions de la Commission de politique économique à long terme, des questions financières et des investissements ainsi que du Comité d'Action pour les États-Unis d'Europe.

Roger Motz fut élu sénateur en 1946 avant de devenir président du Parti libéral belge et de la section belge de la LECE. Il fut notamment membre de la Commission de politique économique à long terme, des questions financières et des investissements, du groupe Bilderberg ainsi que du Comité d'Action pour les États-Unis d'Europe.

Suardus Posthuma, économiste néerlandais de grande réputation, fit ses études à la haute école de Commerce de Rotterdam et y obtient son doctorat en 1925. En 1927 il débuta sa carrière professionnelle en tant que rédacteur de l'hebdomadaire économique « Economisch Statistische Berichten » au sein duquel il rédigea des articles se concentrant en particulier sur

les questions monétaires. Pendant toute sa carrière il continua à rédiger des articles sur la politique monétaire ce qui lui valut d'être nommé professeur d'affaires bancaires à la Netherlands School of Economics à Rotterdam avant d'y occuper la chair de théorie des relations internationales. En 1929, Posthuma occupa le poste de secrétaire de l'Organisation néerlandaise de la Chambre de Commerce Internationale à La Haye avant de participer à la restructuration de la dette autrichienne à la Banque nationale d'Autriche et d'être nommé directeur de la Banque néerlandaise pour l'Afrique du Sud à Amsterdam. En 1945 il fut nommé comme l'un des quatre administrateurs de la Banque centrale des Pays-Bas avant d'en prendre les rennes de 1958 à 1964. Il fut notamment représentant des Pays-Bas de l'Union européenne des paiements ainsi que membre du Comité monétaire (1958 à 1964) et du groupe des Dix<sup>248</sup>.

Antoine Pinay, Président du Conseil, Ministre des Finances et des Affaires économiques de mars 1952 à janvier 1953, devint ministre des Affaires étrangères de 1955 à 1956 avant d'occuper le poste de Ministre des Finances au sein des gouvernements de Gaulle de 1958 à 1959 et de Michel Debré de 1959 à 1960. Il fut membre Commission de politique économique à long terme, des questions financières et des investissements, du groupe Bilderberg ainsi que du Comité d'Action pour les États-Unis d'Europe.

En qualité de secrétaire d'État aux Affaires étrangères du gouvernement Félix Gaillard, Maurice Faure cosigna le 25 mars 1957 avec son ministre de tutelle le Traité de Rome. Il fut notamment secrétaire d'État aux Affaires étrangères de 1957 à 1958, avant de devenir Ministre de l'Intérieur et Ministre des Institutions européennes du gouvernement Pierre Pflimlin. Il fut représentant de la France à l'Assemblée parlementaire européenne de 1959 à 1967 et participa aux réunions de la Commission de politique économique à long terme, des questions financières et des investissements. Il fut également membre du Bilderberg ainsi que du Comité d'Action pour les États-Unis d'Europe.

Flip van Campen, fut fonctionnaire au ministère des Finances 1936-1946, membre de la Chambre haute du Parlement néerlandais de 1957 à 1967 ainsi que membre du Parlement européen de 1958 à 1971, période au cours de laquelle il participa aux travaux de la Commission de politique économique à long terme, des questions financières et des investissements.

Le comité constituait ainsi un cadre institutionnel original duquel émanait de nouvelles idées et au sein duquel des échanges horizontaux d'informations entre les administrations des États

---

<sup>248</sup> Huygens Institute of Netherlands History  
<http://www.inghist.nl/Onderzoek/Projecten/BWN/lemmata/bwn4/posthum>



membres, des institutions européennes ainsi que des Banques centrales pouvaient s'effectuer en toute discrétion. Il tirait sa force du fait qu'il opérait en effet sur deux niveaux : tout d'abord sur le niveau communautaire, mais il agissait également sur la perception nationale des affaires européennes<sup>249</sup> de par la position unique de ses membres, qui étaient d'une part des experts indépendants mais également des fonctionnaires dans leurs administrations nationales<sup>250</sup>. En conséquent, considérer que le comité n'était qu'une instance « de caractère consultatif »<sup>251</sup>, amènerait à sous-estimer son rôle. En effet, même si officiellement le comité ne formulait pas de décisions formelles, les conclusions issues de l'ECOFIN reflétaient en très grande partie les idées émanant ou préparées au sein du comité<sup>252</sup>. Comme le rappelle Andreas Kees, ancien membre du Comité, « Rarement une réunion entre les ministres des Finances ne s'est déroulée sans le travail préparatoire et une déclaration de comité monétaire. Aucune décision importante dans l'histoire communautaire n'a été prise sans travail préparatoire du comité »<sup>253</sup>. Son rôle initial, fixé par le Traité de Rome, avait dès le début de son activité été doublé par une mission « pré-décisionnaire »<sup>254</sup>, comme le démontre la déclaration de Walter Hallstein, au cours de la session constitutive du Comité monétaire : « Rarement un organisme consultatif s'est vu investi d'une responsabilité aussi grande. Certes votre Comité ne dispose pas du pouvoir de décision. Cependant, son avis sera d'un poids considérable. Aucune initiative ne sera prise en matière de coordination des politiques monétaires sans que vous ayez été entendus préalablement, et il n'est guère probable que le Conseil ou la Commission s'écarte sur des points importants de vos consultations »<sup>255</sup>. Toutes les notions utilisées pour qualifier le comité, groupe de réflexion, groupe d'experts, « fraternité monétaire »<sup>256</sup>, « old-boys' club »<sup>257</sup>, correspondent à la définition donnée d'une « communauté épistémique » élaborée par Peter Haas<sup>258</sup>. En effet, il identifie une communauté épistémique comme un réseau de professionnels, possédant une compétence reconnue dans un domaine particulier et disposant d'une autorité certaine. Ces professionnels croient en une

<sup>249</sup> HANNY Birgit and WESSELS Wolfgang (1999), *op.cit.* pp.124.

<sup>250</sup> PUTNAM Robert D : "Diplomacy and domestic politics : The logic of two-level games ", in *International Organization*, Vol. 42, 1988, pp.427-460.

<sup>251</sup> Traité instituant la Communauté économique européenne (1957) <http://eur-lex.europa.eu/fr/treaties/index.htm#founding> p.20.

<sup>252</sup> VERDUN Amy (2000), *op.cit.* pp. 135.

<sup>253</sup> KEES A. (1987), *op.cit.* p. 260.

<sup>254</sup> *Ibidem*, p.129.

<sup>255</sup> CM2/1958-613 : 04/06/1958 : Session constitutive du Comité monétaire, allocution du Président Hallstein, 3 juin 1958.

<sup>256</sup> KEES A. (1994), *op.cit.* pp.129.

<sup>257</sup> ROSENTHAL G.G. (1975), *op.cit.*, p. 6.

<sup>258</sup> HAAS Peter "Epistemic Communities and International Policy Coordination", in *International Organization*, Vol. 46, No. 1, Knowledge, Power, and International Policy Coordination (Winter, 1992), pp. 1-35.

même cause, partagent les mêmes valeurs et constituent de cette manière un réseau à travers lequel de nouvelles idées circulent de sociétés en gouvernements aussi bien que de pays à pays<sup>259</sup>. En conséquent, il s'agit d'un réseau d'experts qui partage une compréhension commune de la nature scientifique et politique d'un problème particulier. Une telle communauté d'experts est normalement de taille réduite et son infiltration politique au sein des instances de décisions est la condition de l'acceptation des vues défendues au sein du groupe. Peter Haas indique par ailleurs qu'une communauté épistémique peut devenir une communauté transnationale<sup>260</sup> et avoir un impact beaucoup plus soutenu et intense que celui d'une communauté nationale, étant donné que son réseau de diffusion en sera élargi.

Le comité monétaire constitue un forum d'apprentissage et de coordination de politique au sein duquel un échange de connaissances eut lieu entre des membres possédant de très bonnes connaissances et une expertise de la plus haute qualité. Sa valeur provenait du fait que la politique monétaire était considérée comme technique, de la permanence d'adhésion de ses membres qualifiés qui impliquait leur socialisation, ainsi que de la confiance intellectuelle qu'ils s'accordaient les uns aux autres et dont ils bénéficiaient de leurs ministres des Finances respectifs. Il jouait donc un rôle de laboratoire d'idées où se préparaient et s'élaboraient des positions qui par la suite devinrent des lignes de conduite généralement acceptées et respectées de l'ensemble des pays membres.

### **3. Les réunions des ministres des Finances**

Le Conseil « Affaires économiques et financières », tout comme le Conseil « Agriculture » et le Conseil « Affaires générales », est l'une des plus anciennes et plus importantes formations du Conseil de l'Union européenne. Communément appelé Conseil « ECOFIN » ou simplement « ECOFIN », il est composé des ministres de l'Économie et des Finances des États membres.

Tout au long des années soixante ces rencontres furent menées informellement tous les trois mois et elles ne furent institutionnalisées qu'en 1974 par une décision du Conseil qui stipulait

---

<sup>259</sup> HEARD-LAUREOTE Karen (2005), *op.cit.* p.41.

<sup>260</sup> CAMERON D.R. : “ Trans-national Relations and the Development of European Economic and Monetary Union”, in RISSE-KAPPEN T (ed.), *Bringing Trans-national Relations back In : Non-State Actors, Domestic Structures and International Institutions*, Cambridge University Press, Cambridge, 1998, pp. 37-79.

que « le Conseil devait réserver chaque mois un jour précis, choisi à l'avance, pour les réunions relatives aux affaires économiques et monétaires »<sup>261</sup>.

Les rencontres des ministres des Finances avaient en effet un statut assez ambigu. Des questions écrites, transmises à la fois au Conseil des ministres et à la Commission européenne, furent émises à quatre reprises en 1969 et à trois reprises en 1970, demandant si les séances des ministres des Finances devaient être « considérées comme des réunions du Conseil ou non, et le cas échéant pourquoi pas ». À chacune de ces occasions, le Conseil et la Commission affirmèrent que ces rencontres n'avaient aucun statut formel en tant que session du Conseil<sup>262</sup>.

En effet, la première réunion connue se tint suite à l'invitation de M. Etzel, ministre des Finances allemand, à Bonn les 16 et 17 juillet 1959<sup>263</sup>. Les ministres des Finances estimèrent qu'à l'usage, les réunions plus ou moins mensuelles des ministres des Affaires Étrangères ne s'étaient pas démontrées particulièrement fructueuses et que les problèmes du Marché Commun n'étaient pas leur fort<sup>264</sup>. Effectivement, au cours des premiers mois de la CEE, le Conseil et le Comité des Représentants permanents ne s'étaient presque exclusivement occupés de problèmes administratifs. Hormis certaines questions concernant les relations extérieures tous les problèmes de fond qui s'étaient posés depuis l'ouverture du Marché commun leur avaient échappé et n'avaient fait l'objet d'aucun débat. Ainsi les ministres des Finances, jugeant que tout succès de l'intégration européenne dépendait essentiellement de la possibilité d'harmoniser les politiques monétaires, fiscales et financières, prirent la décision de s'entretenir dans la mesure du possible au moins tous les trimestres<sup>265</sup>. Cette initiative découlait également du fait que le Traité de Rome ne contenait qu'un nombre limité d'indications sur les structures du Conseil, sur ses méthodes de travail, ce qui laissait ainsi largement au Conseil le pouvoir de s'auto-organiser<sup>266</sup>.

Cependant, cette initiative ne fut pas accueillie de manière positive par l'ensemble de la Communauté. Dans son mémorandum d'octobre 1959, le ministre des Affaires étrangères

---

<sup>261</sup> WESTLAKE, Martin (1996, 1999) *op.cit.* p.252.

<sup>262</sup> ROSENTHAL G.G. (1975), *op.cit.* p.121.

<sup>263</sup> BAC 026/1969 743 : 1959 – 1960, Ministres des Finances : 1ère-3e réunions (Bonn, 16 et 17 juillet 1959 ; Bruxelles, 17 et 18 novembre 1959 ; Paris, 11 et 12 février 1960) ; procès-verbaux, documents de travail, travaux préparatoires, correspondance, etc. (- DE, FR, IT, NL -). Vol. 1.

<sup>264</sup> CM2/1959 n° 045 : documents divers sur les réunions des ministres des Finances.

<sup>265</sup> *Ibidem*.

<sup>266</sup> JACQUE Jean-Paul, BIEBER Roland, HAAG Marcel, *Le Parlement européen, le Conseil, la Commission, la Cour des comptes, le Comité économique et social, le Comité des régions, la Banque européenne d'investissement, le Fonds européen d'investissement*, Études européennes, Éditions de l'Université de Bruxelles, Bruxelles, 2006, p.137.

Pierre Wigny<sup>267</sup>, soulignait qu'il fallait se réjouir de cette volonté de collaboration mais qu'il était essentiel de s'inquiéter des formes qu'elle avait prises.

Pierre Wigny soulignait les inconvénients pouvant résulter du fait que les réunions de ministres responsables des différents départements gouvernementaux n'avaient pas lieu dans un cadre institutionnel bien précis. Il estimait que ces réunions dispersées, si elles se perpétuaient, conduiraient nécessairement à des attitudes ou décisions donnant des impulsions divergentes, voire opposées, à l'action commune à mener dans les différents secteurs de la vie économique et sociale des Etats membres et provoqueraient inévitablement la désintégration de l'action communautaire européenne.

Concrètement, les ministres des Affaires étrangères reprochaient aux ministres des Finances de se réunir sans en informer le Conseil, d'avoir également envisagé de créer un secrétariat ad hoc mais d'avoir finalement décidé de confier ces tâches à la Commission européenne. De plus, ils déploraient que les ministres des Finances s'entretenaient des mêmes sujets dont eux été chargés. Or la tâche principale dévolue par le Traité de Rome au Conseil (article 145) en raison précisément de son caractère d'institution communautaire était « d'assurer la coordination des politiques économiques générales des Etats membres »<sup>268</sup>.

Ainsi, au cours de discussions, le Conseil émit le souhait que les réunions des ministres spécialisés soit conduite dans un cadre institutionnel bien précis. L'utilité des consultations entre les ministres responsables des différents secteurs n'était pas remise en cause, au contraire, elles furent encouragées afin de permettre au Conseil de remplir sa mission, mais elles devaient, selon le Conseil, suivre un fil conducteur et faire partie d'un dessein plus général.

C'est pourquoi, le Conseil proposa que les réunions des ministres spécialisés se tinssent avec la participation de la Commission, sans secrétariat propre et dans le cadre du Conseil, c'est-à-dire avec la participation des ministres des Affaires étrangères ou du moins en présence des Représentants permanents<sup>269</sup>. Ces entretiens étaient censés constitués de simple échanges de vues, des réunions préparatoires aux décisions devant être prises par le Conseil conformément aux dispositions du traité. Cette procédure permettrait non seulement d'intégrer les réunions

---

<sup>267</sup> Pierre Wigny (1905-1986) diplômé d'un doctorat en droit de l'Université d'Harvard en 1936, député belge du Parti social-chrétien (PSC) de 1949 à 1971, fut membre de l'Assemblée Parlementaire de la CECA ainsi que président du parti populaire européen (Groupe PPE) de 1958 à 1959 au sein du Parlement européen. De 1958 à 1961 il fut ministre des Affaires Étrangères avant de devenir ministre de la Justice de 1965 à 1966 et ministre de la Culture (1966-1968).

<sup>268</sup> Traité instituant la Communauté économique européenne (1957) <http://eur-lex.europa.eu/fr/treaties/index.htm#founding>, p.7.

<sup>269</sup> Décision des Ministres des Affaires étrangères lors de leur session à Strasbourg du 23 et 24 novembre 1959.

dans le cadre des Conseils, mais en outre elle donnerait la possibilité aux gouvernements d'avoir une vision d'ensemble des problèmes qui leurs étaient soumis, et de faire en sorte que les ministres plus spécialement responsables des secteurs en question soient amenés à travailler avec les ministres qui siégeaient habituellement au Conseil. Hormis la présence des Représentants permanents au sein des réunions, M. Wigny proposa que les procès-verbaux des sessions soient communiqués aux Conseils qui, de cette façon, seraient informés des problèmes examinés en dehors de leur cadre<sup>270</sup>.

La Commission européenne n'était pourtant pas du même avis que le Conseil. La coordination des activités au sein de la Communauté était selon Walter Hallstein, président de la Commission européenne de 1958 à 1967, étroitement liée à celle du renforcement de l'action de la Communauté et de la politique communautaire dans les domaines pour lesquels le traité n'avait donné que peu de précisions. Il souligna qu'il ne s'agissait pas de domaines dans lesquels les politiques, jusqu'alors isolées des Etats membres, devaient être coordonnées en dehors du cadre du Traité de Rome, mais de domaines dans lesquels il ne parut pas sage d'établir à l'avance un plan et une méthode de coordination précis. Il était notamment question de politique monétaire et financière, dont l'établissement de programme de coordination requerrait beaucoup de travail. Ainsi, Hallstein, au nom de la Commission, se félicita que les ministres des Finances se soient saisis, de leur propre initiative, des questions monétaires et financières et se disait satisfait des résultats acquis jusqu'alors.

Hallstein émettait également la question si le fait d'inclure les travaux des ministres des Finances dans le cadre institutionnel de la Communauté conduirait à une augmentation ou à une diminution de l'élan avec lequel ces travaux furent entrepris. Il déclara ne pas ignorer que les ministres des Finances attachaient une grande importance à ce que leurs rencontres se déroulent, pour l'instant, dans un cadre plus souple, et il lui parut qu'il importa davantage d'obtenir des résultats, en ne freinant pas l'enthousiasme communautaire, que de veiller à ce que toutes ces activités se situent dans le cadre de la Communauté, selon les règles établies. La Commission souhaitait que les entretiens des ministres se déroulent dans un cadre aussi proche que possible du Conseil, mais elle ne voulait ni faire de cette question un problème susceptible de mettre en cause l'existence même de ces rencontres, ni que ces réunions deviennent plus rares parce que les ministres redoutaient le formalisme qui risquait d'alourdir leurs réunions si elles devaient se dérouler dans le cadre des Conseils. Etienne Hirsch, président de l'Euratom de 1959 à 1962, se rallia aux considérations développées par la

---

<sup>270</sup> CM2/1960 n°259 : Problèmes soulevés par la tenue, en-dehors du cadre des Conseils des Communautés européennes, des réunions des ministres ayant des responsabilités dans des secteurs particuliers.

Commission quant à l'utilité des réunions des ministres dans un cadre le plus restreint, le plus confidentiel et le plus informel possible. Il signala par ailleurs que dans certains cas, il s'était avéré que des décisions de principe adoptées par les ministres spécialisés avaient, par après, été mises en cause par des représentants nationaux au cours de réunions intervenues pour la mise en exécution des décisions précitées, situation qui pouvait selon lui être évitée grâce à des entretiens tenus hors du cadre du Conseil. De son côté, Robert Marjolin, vice-président de la Commission et commissaire en charge de l'Économie et des Finances (1958-1967), pensait que les consultations des ministres des Finances n'étaient pas adaptées pour le cadre des Conseils. En effet, elles se tinrent en présence d'un très petit nombre de personnes et dans une discrétion totale, sans que la presse en soit avertie, chose improbable dans le contexte réglementé du Conseil. De contraindre les ministres des Finances à se consulter dans cet environnement, risquait selon Marjolin, de faire cesser les discussions, étant donné que les affaires dont ils s'entretenaient étaient extrêmement délicates<sup>271</sup>.

La solution envisagée par la Commission consistait à demander aux ministres des Finances, ainsi qu'aux autres ministres spécialisés, d'être présents aux sessions des Conseils aussi fréquemment que possible, aux côtés de leurs collègues des Affaires étrangères ou seuls, suivant les cas et les décisions à prendre, mais également de leur permettre de continuer à se réunir en dehors des sessions du Conseil et cela pour deux raisons précises.

Tout d'abord, la Commission voulait souligner que les ministres des Finances souhaitent au sein de ces sessions s'entretenir notamment de questions qui ne figuraient pas au nombre de celles qui devaient être examinées en vue de l'exécution du traité, à savoir de problèmes relevant de la responsabilité propre de chaque ministre sur le plan national estimant que la confrontation de leurs vues était conforme à l'esprit communautaire. Ainsi, ils souhaitaient en toute liberté, sans être soumis à une discipline communautaire, confronter leurs vues sur leurs propres problèmes intérieurs et notamment sur des problèmes n'ayant aucun rapport direct avec une décision à prendre au sein du Conseil, tels que la politique financière intérieure et en particulier, sur la politique budgétaire des six Etats membres.

Ensuite la Commission mettait l'accent sur le fait que les ministres des Finances ne prenaient aucune décision au cours de leurs réunions<sup>272</sup>. Ils attachaient simplement une grande importance au fait de pouvoir procéder à des conversations exploratoires et informelles. Ils

---

<sup>271</sup> CM2/1960 n°259 : Problèmes soulevés par la tenue, en-dehors du cadre des Conseils des Communautés européennes, des réunions des ministres ayant des responsabilités dans des secteurs particuliers.

<sup>272</sup> BAC 026/1969 744 : 1960 – 1961, Ministres des Finances : 4e-5e réunions (Rome, 11 et 12 juillet 1960 ; Luxembourg, 24 et 25 octobre 1960) ; procès-verbaux, documents de travail, travaux préparatoires, correspondance, etc. (- DE, FR, IT -). Vol. 2.

craignaient que s'ils devaient se réunir dans le cadre du Conseil, ils seraient confrontés avec certains problèmes à trancher, alors qu'ils ne le voudraient pas ou pas encore. C'est également ce que confirmèrent les ministres des Finances au cours de leur deuxième réunion en novembre 1959 à Bruxelles. Ils soulignèrent que leurs rencontres périodiques n'avaient pas pour objet de se substituer à celle du Conseil des ministres, et ne devaient, en particulier, donner lieu à aucune décision. Elles permettaient seulement aux autorités responsables de la politique monétaire et financière des six pays de se tenir mutuellement informés<sup>273</sup>.

Ce dernier argument fut néanmoins contesté par le Conseil, entre autre par M. Cattani, Secrétaire général du ministre des Affaires étrangères italien, qui estimait que cette justification n'était pas entièrement convaincante. Selon lui, « au cours des réunions, des positions peuvent être prises à l'égard de certains problèmes se rattachant à l'activité des Conseils et des situations peuvent se cristalliser et rendre ainsi plus délicat un accord formel ultérieur. Il semble, en effet, difficile de dessiner une ligne nette entre des prises de contact informelles et des échanges de vues préparatoires à des décisions à prendre au sein des Conseils »<sup>274</sup>. Ces débats mirent en lumière un bras de fer que se livraient le Conseil et la Commission européenne quant au pouvoir ainsi qu'au contrôle exercé sur les ministres des Finances.

La tâche principale dévolue par le Traité de Rome au Conseil (article 145) en raison précisément de son caractère d'institution communautaire était « d'assurer la coordination des politiques économiques générales des Etats membres »<sup>275</sup>, tâche qui lui échappait largement étant donné qu'il ne participait pas aux réunions de ministres des Finances. De plus, compte tenu des dispositions de l'article 162 du Traité de Rome qui stipule que « le Conseil et la Commission procèdent à des consultations réciproques et organisent d'un commun accord les modalités de leur collaboration »<sup>276</sup>, le Conseil et la Commission étaient convenus de procéder, dans le cadre de consultations réciproques, à des échanges de vues sur l'état d'avancement des travaux relatifs à l'exécution du traité dans les différents domaines de l'intégration économique européenne. Ces échanges de vues devraient permettre à la Commission et au Conseil ainsi que, par conséquent, aux ministres intéressés, de se former

---

<sup>273</sup> BAC 026/1969 743 : 1959 – 1960, Ministres des Finances : 1ère-3e réunions (Bonn, 16 et 17 juillet 1959 ; Bruxelles, 17 et 18 novembre 1959 ; Paris, 11 et 12 février 1960) ; procès-verbaux, documents de travail, travaux préparatoires, correspondance, etc. (- DE, FR, IT, NL -). Vol. 1.

<sup>274</sup> CM2/1960 n°259 : Problèmes soulevés par la tenue, en-dehors du cadre des Conseils des Communautés européennes, des réunions des ministres ayant des responsabilités dans des secteurs particuliers.

<sup>275</sup> Traité instituant la Communauté économique européenne (1957) <http://eur-lex.europa.eu/fr/treaties/index.htm#founding>, p.7.

<sup>276</sup> *Ibidem*, p.12.

une opinion sur les questions devant faire, à plus longue échéance, l'objet de décisions ou d'actions concrètes. Aussi, les ministres des Affaires étrangères, particulièrement responsables des Affaires européennes comme l'affirmait Maurice Couve de Murville et Pierre Wigny, avaient décidé au cours de leur session à Strasbourg du 23 et 24 novembre 1959, que les ministres spécialisés qui se rencontraient entre eux, devaient rester en contact, tant avec la Commission qu'avec le Conseil, du moins par la voie du Comité des Représentants permanents. Cet équilibre ne fut néanmoins pas respecté en ce qui concerne les ministres des Finances. En effet, ces derniers n'avaient invité que la Commission à assister aux pourparlers de leur première séance et cela par l'intermédiaire de Robert Marjolin, vice-président de la Commission et commissaire en charge de l'Économie et des Finances et de Hans von der Groeben<sup>277</sup>, commissaire à la Concurrence au sein des Commissions Hallstein et commissaire du Marché intérieur, commerce, fiscalité et affaires régionales au sein de la Commission Rey.

Pour Pierre Wigny, cette situation était très dangereuse pour la Communauté européenne : il était à craindre que ce soit la Commission européenne qui procède, en fait, à la coordination des politiques, tandis que le Conseil, deuxième organe exécutif et compétent aux termes du traité pour cette coordination, n'aurait aucune vue d'ensemble sur les travaux menés dans le cadre et en marge du traité. Le Conseil risquait selon Wigny, de n'examiner à un moment donné que des problèmes secondaires, tandis que la Commission, du fait de sa présence aux réunions, serait la vraie coordination des politiques, situation qui ne saurait être acceptable<sup>278</sup>. Pierre Wigny fut également très clair dans une lettre adressée à Calmes, Secrétaire général du Conseil des ministres européens, le 25 mars 1960 dans laquelle il justifiait son insistance au sujet des ministres spécialisé dans un souci « de sauvegarder les prérogatives des ministres des Affaires étrangères et d'éviter une véritable distorsion des Institutions européenne ». Il affirmait « que les ministres techniciens se réunissant seuls, est un mal. Qu'ils se réunissent avec la Commission n'est pas meilleur. Dans cette perspective, le Conseil n'a plus aucun pouvoir et la Commission seule, réunit toute la documentation et suit les affaires, est capable de faire la synthèse et devient le gouvernement technocratique de l'Europe »<sup>279</sup>.

---

<sup>277</sup> BAC 026/1969 743 : 1959 – 1960, Ministres des Finances : 1ère-3e réunions (Bonn, 16 et 17 juillet 1959 ; Bruxelles, 17 et 18 novembre 1959 ; Paris, 11 et 12 février 1960) ; procès-verbaux, documents de travail, travaux préparatoires, correspondance, etc. (- DE, FR, IT, NL -). Vol. 1.

<sup>278</sup> CM2/1960 n°259 : Problèmes soulevés par la tenue, en-dehors du cadre des Conseils des Communautés européennes, des réunions des ministres ayant des responsabilités dans des secteurs particuliers.

<sup>279</sup> *Ibidem*.



Robert Marjolin tint néanmoins à défendre la position de la Commission européenne en rappelant tout d'abord qu'elle n'avait pris aucune initiative en rapport avec les réunions des ministres des Finances et qu'elle ne faisait qu'être présente et aider à préparer ces réunions qu'elle ne convoquait ni ne présidait. Il insistait sur le fait qu'à tour de rôle, chaque ministre des Finances exerçait un rôle moteur afin de réaliser ces rencontres. Il fit également savoir que les possibilités d'action dont disposait la Commission pour mener les ministres à choisir pour leurs rencontres le cadre des Conseils étaient très limitées. Cette question incombait essentiellement aux Conseils. Le seul moyen dont elle pourrait disposer consisterait à déclarer qu'elle n'assisterait pas aux réunions qui ne se dérouleraient pas dans le cadre du Conseil. Cependant une telle attitude serait certainement la plus mauvaise des solutions, car il était dans l'intérêt du développement des Communautés, que d'une façon ou d'une autre, l'organisation communautaire soit présente à ces réunions<sup>280</sup>. Cette ligne de défense, qui d'un côté invoque l'incompétence de la Commission face au problème de fond, et qui d'un autre côté suggère une solution qui n'en est pas vraiment une, témoigne implicitement de la volonté ainsi que de la satisfaction qu'éprouvait la Commission quant au contrôle exercé sur les ministres et au pouvoir détenu au sein du triangle institutionnel<sup>281</sup>.

Malgré les débats mentionnés, les ministres des Finances continuèrent à se rencontrer dans les conditions susdites. Les réunions se déroulèrent «entre les six ministres des Finances» auxquels se joignirent habituellement les représentants des trésoreries ainsi que «deux représentants de la Commission du marché commun». Au cours des années 1960, il s'agit, sauf en cas d'empêchements, de Robert Marjolin, vice-président de la Commission et commissaire en charge de l'Économie et des Finances de 1958 à 1967 et de Raymond Barre de 1967 à 1970 ainsi que de Hans von der Groeben, commissaire à la Concurrence au sein des Commissions Hallstein et commissaire du Marché intérieur, commerce, fiscalité et affaires régionales au sein de la Commission Rey<sup>282</sup>. Dès janvier 1961, ils furent invariablement accompagnés des gouverneurs et présidents des Banques centrales<sup>283</sup>. Au cours des années soixante, les présidents des divers comités spécialisés créés au cours de la décennie, tels que le comité monétaire, le comité de politique conjoncturelle, le comité de politique budgétaire,

---

<sup>280</sup> CM2/1960 n°259 : Problèmes soulevés par la tenue, en-dehors du cadre des Conseils des Communautés européennes, des réunions des ministres ayant des responsabilités dans des secteurs particuliers.

<sup>281</sup> *Ibidem*.

<sup>282</sup> BAC 375/1999 289 : Ministres des Finances, réunions 1966 et 1967, BAC 375/1999 290 : Ministres des Finances, réunions 1.1.1968-31.12.1968, BAC 375/1999 503 : Ministres des Finances, réunions 1.1.1969-31.12.1969.

<sup>283</sup> BAC 026/1969 745 : 1961 – 1961, Ministres des Finances : 6e réunion (La Haye, 13 et 14 janvier 1961) ; procès-verbal, travaux préparatoires, correspondance, etc. (- DE, FR -). Vol. 3.

furent invités à participer aux réunions des ministres des Finances afin de synchroniser et de renforcer davantage la coordination des politiques économiques et monétaires<sup>284</sup>. De plus, le président des suppléants du Groupe des Dix, créé en 1962, se joignit occasionnellement aux réunions<sup>285</sup>. En général, les réunions se composaient d'un nombre restreint de représentants, à savoir environ vingt-trois membres principaux, sans compter les secrétaires généraux ou les conseillers de cabinet.

L'influence et le pouvoir des concertations des ministres des Finances découlaient en partie du fait que leurs membres étaient traditionnellement parmi les plus hauts placés des cabinets nationaux, mais aussi en raison de l'importance des questions macroéconomiques et monétaires de la Communauté européenne. Au niveau national, les ministres des Finances étaient très influents étant donné leur rôle central concernant les budgets nationaux mais également parce qu'ils n'étaient pas habitués à être subordonnés à leurs collègues de cabinet, hormis parfois le Premier ministre<sup>286</sup>. Jugeant que tout succès de l'intégration européenne dépendait essentiellement de la possibilité d'harmoniser les politiques monétaires, fiscales et financières, les ministres des Finances décidèrent de se réunir régulièrement tous les trois mois<sup>287</sup>.

À la différence des sessions du Conseil qui se tinrent la majorité du temps au Luxembourg ou à Bruxelles, les réunions trimestrielles des ministres des Finances se déroulèrent à tour de rôle dans les divers pays membres et pas nécessairement au sein de la capitale du pays en question. Au lieu d'être conduites par le représentant du pays qui assumait la présidence du Conseil pour la période de six mois, les réunions furent convoquées et menées par les ministres des Finances du pays respectifs<sup>288</sup>. Ainsi, en guise d'exemple, la réunion de juillet 1962 se tint à Echternach et fut conduite par Pierre Werner<sup>289</sup> et celle de mai 1965 se déroula à Cannes, sous la présidence de Valéry Giscard d'Estaing<sup>290</sup>.

---

<sup>284</sup> BAC 375/1999 290 : Ministres des Finances, réunions 1.1.1968-31.12.1968.

<sup>285</sup> *Ibidem*.

<sup>286</sup> HAYES-RENSHAW Fiona, WALLACE Helen, *The Council of Ministers*, Palgrave Macmillan, New York, 2006, p.42.

<sup>287</sup> BAC 026/1969 743 : 1959 – 1960, Ministres des Finances : 1ère-3e réunions (Bonn, 16 et 17 juillet 1959 ; Bruxelles, 17 et 18 novembre 1959 ; Paris, 11 et 12 février 1960) ; procès-verbaux, documents de travail, travaux préparatoires, correspondance, etc. (- DE, FR, IT, NL -). Vol. 1.

<sup>288</sup> ROSENTHAL G.G., *The Men behind the Decisions : Cases in European Policy-Making*, Lexington Books Toronto and London, 1975.

<sup>289</sup> BAC 026/1969 751 : 1962 – 1962, Ministres des Finances : 12e réunion (Echternach, 9 et 10 juillet 1962) ; procès-verbal, travaux préparatoires, correspondance, etc. (- FR, DE -). Vol. 9.

<sup>290</sup> BAC 026/1969 761 : 1965 – 1965, Ministres des Finances : 22e réunion (Cannes, 3 et 4 mai 1965) ; procès-verbal, travaux préparatoires, correspondance, etc. (- DE, FR -). Vol. 19.

Les réunions des ministres des Finances jouissaient de deux caractéristiques idiosyncratiques : tout d'abord, les sujets qu'elles abordaient, enjambaient la ligne de fracture entre les politiques nationales et européennes. De plus, selon le règlement intérieur du Conseil, l'exclusivité de la préparation des réunions du Conseil revenait au Comité des Représentants permanents<sup>291</sup>. Or, étant donné que les réunions des ministres des Finances se déroulaient hors du cadre du Conseil, elles étaient préparées en partie par le Comité monétaire ce qui privait le Coreper d'une partie de ses attributions<sup>292</sup>.

Les tâches des ministres des Finances couvraient de nombreux aspects de la politique de la Communauté européenne. Les réunions constituaient des échanges de vues périodiques sur la situation économique générale, notamment financière et monétaire de chaque membre. Ces consultations mutuelles portaient sur la coordination des politiques économiques (notamment financières et monétaires), sur les travaux du Comité de politique conjoncturelle et les travaux du Comité monétaire pour autant qu'il s'agissait de questions relevant des ministres des Finances.

Ils abordaient tous les problèmes de politique conjoncturelle et de politique économique générale non traités au sein de ces deux comités, dont notamment : les voies et les moyens à court et à long terme, pour assurer le contrôle de l'expansion, en empêchant les tensions inflationnistes dans les prix et en évitant la contraction de la production et des investissements privés ; les politiques concertées en matière de crédit à savoir l'action sur la demande par le relèvement du taux d'escompte et par d'autres moyens qui ne compromettent pas le financement des investissements nécessaires ; l'introduction de systèmes de réserves bancaires minima ; d'autres moyens budgétaires notamment l'échelonnement des dépenses pour les crédits d'investissement et les subventions économiques et sociales ; les crédits à long terme pour le financement de l'aide aux pays en voie de développement et le système de garantie de crédit.

Les pourparlers des ministres des Finances se rapportaient également à la coordination des politiques fiscales et à l'harmonisation des systèmes fiscaux (notamment des taxes sur le chiffre d'affaires, le droit d'accise et d'autres impôts indirects). Ils effectuaient entre autre des études sur la comparabilité des budgets des Etats membres ainsi que sur le passage éventuel au régime définitif de l'article VIII des statuts du Fonds monétaire international. Finalement, les ministres avaient comme mission de maintenir la poursuite de la libération des

---

<sup>291</sup> JACQUE Jean-Paul, BIEBER Roland, HAAG Marcel (2006), *op.cit.* p.143.

<sup>292</sup> WESTLAKE, Martin (1995, 1996, 1999) *op.cit.* p.252.

mouvements de capitaux et d'examiner la possibilité d'introduire une politique monétaire commune<sup>293</sup>.

Rappelons qu'au cours de ces réunions aucune décision ne pouvait être prise et aucune conclusion adoptée. En effet, comme nous l'avons vu, les pourparlers n'avaient aucun statut formel en tant que session du Conseil des ministres. Ils se tinrent informellement au sein d'un cadre souple afin de permettre des discussions, des échanges de vues plutôt que des prises de décisions et ceci jusqu'en 1974, date à laquelle ils furent officiellement institutionnalisés par une décision du Conseil<sup>294</sup>. Lorsqu'en méconnaissance de cette règle, une déclaration était préparée, celle-ci restait à l'état de projet et devait être régulièrement adoptée lors d'une session formelle du Conseil<sup>295</sup>. Cependant, même si les réunions des ministres des Finances ne jouissaient pas de prérogatives décisionnaires, elles permirent la cristallisation d'idées et l'adoption d'accords de principe sur diverses questions politiques. Ces consensus étaient par après convertis en mesures communautaires et législative par le Comité des représentants ou par une session formelle du Conseil. Soulignons que les ministres des Finances attachaient beaucoup d'importance au statut informel de leurs réunions. La confidentialité des réunions était justifiée par la technicité des affaires financières et monétaires ainsi que par des impératifs d'efficacité. La publicité donnée aux travaux des ministres compliquerait les négociations au sein des entretiens et elle pourrait conduire à ce que des positions émises par les ministres se cristallisent auprès d'un plus large public à un stade précoce ce qui rendrait difficile toute évolution ultérieure.

La participation régulière des ministres spécialisés à ces réunions, ne contribuaient pas seulement à leur faire prendre conscience de la dimension communautaire de leurs responsabilités, elle leur permettait également de mesurer concrètement les problèmes qui se posaient dans les autres Etats membres et favorisait l'établissement d'un climat de solidarité entre les différents ministres, ce qui rendait plus aisée la recherche d'une solution<sup>296</sup>. En outre, leur contribution au processus de décisions avait pour effet que les résolutions étaient prises par ceux-là même, qui étaient chargés de les mettre en œuvre, ce qui permettait d'anticiper en avance les difficultés éventuelles d'exécution.

Ce climat de solidarité fut notamment amplifié par la participation des ministres des Finances à une multitude d'enceintes extracommunautaires ayant des fonctions différentes tout en se

---

<sup>293</sup> CM2/1960 n°259 : Problèmes soulevés par la tenue, en-dehors du cadre des Conseils des Communautés européennes, des réunions des ministres ayant des responsabilités dans des secteurs particuliers.

<sup>294</sup> WESTLAKE, Martin, (1995, 1996, 1999) *op.cit.* p.252.

<sup>295</sup> JACQUE Jean-Paul, BIEBER Roland, HAAG Marcel (2006) *op.cit.* p.134.

<sup>296</sup> *Ibidem*, p.135.

chevauchant. Il s'agissait entre autre des réunions officielles du Fond monétaire international, de la Banque internationale pour la reconstruction et le développement, de l'Organisation de coopération et de développement économiques, du Groupe des Dix ainsi que de la Banque européenne d'investissements. D'autres forums de discussions, plus informels, tels que le Comité d'Action pour les États-Unis d'Europe, le groupe Bilderberg ou le groupe Bellagio permettaient de renforcer davantage cet esprit de corps entre les ministres des Finances. Finalement, cette familiarité fut consolidée par le fait que seul un nombre restreint de personnes participait à ces réunions, notamment en raison de la multi appartenance des membres à ces mêmes forums et puisque les ministres des Finances avaient tendance de maintenir leurs fonctions pendant une période assez longue. En guise d'exemple, au cours de la période étudiée qui s'étend de 1958 à 1970, le ministère des Finances des Pays-Bas fut géré par trois ministres celui le ministère belge par cinq ministres et celui du Luxembourg par deux ministres.

#### **4. Une communauté d'experts**

En raison même de sa technicité, la politique économique et financière tant au niveau national qu'international, relève automatiquement de la compétence d'un groupe restreint d'experts hautement qualifiés dans chaque pays. Avec la création après la seconde Guerre mondiale de diverses institutions monétaires internationales subséquentes aux accords de Bretton Woods, les techniciens de la politique économique et financière et les responsables gouvernementaux se retrouvèrent régulièrement aux réunions officielles du Fonds monétaire international, de la Banque mondiale, des différentes institutions spécialisées des Nations Unies, de l'OECE, de la Banque européenne d'investissements, du Groupe des Dix et du Club de Bâle. Comme nous l'avons vu, ces réunions officielles furent accompagnées par le regroupement de comités (CAEUE), de ligues (LECE), de forums informels (le groupe Bilderberg, le groupe Bellagio) destinés à mener une action à l'extérieur des institutions.

Ces enceintes disposaient toutes du concours des meilleurs spécialistes de l'époque dans un cadre européen ainsi que transatlantique et elles furent caractérisées par trois particularités distinctes, à savoir l'expertise, la participation d'hommes d'une grande expérience professionnelle ainsi que d'une atmosphère de coopération discrète, propice à la discussion.

Une majorité de ces experts avaient bénéficié des meilleurs formations au sein des universités, des hautes écoles et des instituts de recherches les plus prestigieux dans le domaine des

sciences économiques, tels que notamment Columbia, Harvard, Stanford, LSE, Rotterdam, Louvain ou l'Institut scientifique de recherches économiques (ISRES). En Europe, les années vingt virent se multiplier les instituts universitaires d'études économique notamment grâce à l'appui financier apporté dès les années 1920 par la fondation Rockefeller, qui avait entre autre comme objectif de renforcer sur une échelle internationale les réseaux scientifiques de large étendue, de mettre en place un réseau mondial d'instituts destiné à gérer l'économie mondiale<sup>297</sup> mais également de consolider la coopération euro-atlantique. Cette dernière fut en partie stimulée pendant les années de guerre étant donné qu'un bon nombre des économistes les plus brillants furent forcés à l'exil mais aussi par un système de distribution de bourses et de postes de recherche<sup>298</sup>. Ces moyens mis en œuvre entre autres par la fondation Rockefeller plaça la formation de jeunes boursiers au premier plan et facilita leur circulation tant aux États-Unis qu'en Europe, du moins jusqu'en 1939. En guise d'exemple, la Netherlands School of Economics, prédécesseur de l'Université Erasme de Rotterdam, envisagea avec l'Institut de recherches économiques et sociales de Louvain (IRES) de mettre sur pieds un ou deux programmes communs relatifs aux problèmes monétaires d'après-guerre et à la possibilité d'une nouvelle organisation du marché financier international comprenant des efforts coordonnés en vue d'une reconstruction économique d'après-guerre à un niveau international<sup>299</sup>. Ces programmes de recherches permirent aux universités de former des économistes illustres ayant grandi et évolué dans un milieu international et dans une atmosphère de coopération dès leurs études ce qui les amena à devenir majoritairement des sympathisants, des défenseurs de l'intégration économique européenne. La création de ces instituts de recherches fit émerger l'idée qu'une politique économique devait s'appuyer sur une connaissance précise des mécanismes économiques et sur une vision internationale et elle constitua un des vecteurs de la montée en puissance de l'économie en tant que discipline scientifique<sup>300</sup>. Ce fut au début des années soixante que la génération des étudiants formés par

---

<sup>297</sup> TOURNES Ludovic : « L'Institut scientifique de recherches économiques et sociales et les débuts de l'expertise économique en France (1933-1940) », *Genèses*, 2006/4 no 65, pp. 51.

<sup>298</sup> GEMELLI Giuliana : « American Foundations and European Scientific Integration : Actors and Networks 1920-1970 », in BOSSUAT Gérard et WILKENS Andreas (eds.), *Jean Monnet, l'Europe et les chemins de la paix*, Publications de la Sorbonne, Paris, 1999, pp.57-59.

<sup>299</sup> GEMELLI Giuliana (1999), *op.cit.*, pp.61.

<sup>300</sup> *Ibidem* pp.64.

ces instituts atteignait l'apogée de son activité professionnelle<sup>301</sup>, ce qui amena Valéry Giscard d'Estaing à affirmer qu'à l'époque, « il y avait une concertation d'expertises »<sup>302</sup>.

L'Institut de recherches économiques et sociales de Louvain (IRES) bénéficia entre autre de la présence de Gaston Eyskens. Titulaire d'un doctorat en sciences du commerce et d'une maîtrise en sciences politiques, économiques et sociales, il obtint un Master of Science à l'Université Columbia de New York. Professeur à l'Université Catholique de Louvain (1931) et doyen de la Faculté des sciences économiques et sociales de cette même Université, il débuta sa carrière politique en tant que député catholique membre du parti social-chrétien (PSC) en 1939 avant de devenir ministre des Finances en 1945, 1947 et 1965 (sous les gouvernements Van Acker, Spaak et Harmel) et premier ministre des six gouvernements belge (1949-1950, 1958-1958, 1958-1960, 1960-1961, 1968-1972, 1972-1973)<sup>303</sup>.

Jean-Charles Snoy et d'Oppuers, ministre des Finances de 1968 à 1972, étudia le droit, l'économie et la philosophie thomiste à l'Université catholique de Louvain et poursuivit ses études d'économie à Harvard, où il défendit, en 1932, une thèse de doctorat en sciences économiques sur la politique douanière américaine.

Robert Triffin débuta son cursus universitaire à Louvain avant de se rendre à Cambridge en 1935 et de parfaire plus tard une thèse de doctorat à l'Université de Harvard<sup>304</sup>. Ces trois exemples témoignent également du travail effectué par la Belgian American Educational Foundation. Cette fondation belgo-américaine fondée en 1920 par le Président Hoover, avait pour objet de favoriser, l'esprit d'amitié et d'entente entre les peuples belge et américain et de promouvoir la poursuite d'études ou de recherches pour des étudiants belges et américains dans une université de l'autre pays grâce à son programme de bourses d'échange<sup>305</sup>.

Le centre de recherche de Rotterdam attira entre autre successivement deux des trois ministres des Finances néerlandais en fonction entre 1958 et 1971 : il s'agissait d'abord de Jelle Zijlstra (1918-2001), économiste d'une grande renommée, membre du Parti antirévolutionnaire (futur parti politique de centre droit CDA). Il obtint son diplôme en économie à la Netherlands School of Economics, prédécesseur de l'Université Erasme de Rotterdam, avant d'y parfaire en 1948 sa thèse sur le taux de circulation de l'argent et son incidence sur la valeur de la monnaie et l'équilibre monétaire. La même année il fut nommé professeur en économie

---

<sup>301</sup> WILSON Jérôme (2004), *op.cit.* pp.400.

<sup>302</sup> Propos recueillis par Cécile Chambraud, Françoise Fressoz et Marion Van Renterghem « Pour Monsieur Giscard d'Estaing « l'échéance politique et psychologique de la crise, ce sera le printemps 2009 », Le Monde, Mardi 13 janvier 2009.

<sup>303</sup> Site internet du Premier ministre de Belgique <http://premier.fgov.be/fr/biographie/gaston-eyskens>.

<sup>304</sup> WILSON Jérôme (2004) *op.cit.*, pp.395.

<sup>305</sup> La Fondation universitaire <http://www.fondationuniversitaire.be/fr/historique.php>.

théorique à l'Université libre d'Amsterdam. Il devint successivement ministre des Finances au sein du Cabinet Beel II (1958-1959) et du Cabinet De Quay (1959 à 1963). De 1966 à 1967 il dirigea un gouvernement provisoire et devint Ministre-président des Pays-Bas ainsi que ministre des Affaires générales et ministre des Finances<sup>306</sup>. Après avoir été sénateur de 1963 à 1966, Zijlstra devint président directeur de la Banque des Pays-Bas de 1967 à 1982 ainsi que président de la Banque des règlements internationaux de 1967 à 1981<sup>307</sup>. À la suite de sa carrière politique, Jelle Zijlstra se consacra notamment au milieu académique en retournant en tant que professeur de finances publiques à l'Université libre d'Amsterdam<sup>308</sup> ; ensuite la Netherlands School of Economics accueillit Hendrikus Johannes Witteveen, économiste réputé, ministre des Finances néerlandais de 1963 à 1965 et de 1967 à 1971. Il y soutint une thèse sur les niveaux des salaires et de l'emploi et y occupa le poste de professeur d'économie politique, d'économie théorique et de politique économique de 1948 à 1963<sup>309</sup>. Suite à son engagement national, Johann Witteveen devint directeur général du FMI de 1973 à 1978 et premier président du « Group of Thirty »<sup>310</sup>.

Les universités et instituts américains furent très représentés au sein du Groupe Bellagio. En effet, Fitz Machlup, l'organisateur principal, dirigeant incontesté ainsi que mentor du groupe Bellagio, économiste austro-américain, bénéficia également d'une bourse de la fondation Rockefeller, ce qui lui permit d'être formé notamment aux Universités de Columbia, Harvard, Chicago et Stanford. Réputé surtout pour ses innombrables publications concernant surtout les organisations industrielles, l'ordre monétaire international, les taux de change ainsi que les marchés financiers, il donna cours successivement à Berkeley, Stanford et Harvard et fut entre 1960 et 1971 professeur de Finances internationales et directeur de la section de finances internationales de l'Université de Princeton, section au sein de laquelle furent organisées les plus importantes conférences de l'époque, concernant la politique monétaire<sup>311</sup>. Robert Mundell, lauréat du prix Nobel d'économie en 1999 pour sa théorie des zones monétaires optimales, débuta ses études à l'Université de la Colombie-Britannique, avant de parfaire son doctorat au Massachusetts Institute of Technology en 1956 et à la LSE (1955-1956). Chargé de différents postes d'enseignements à Chicago, Stanford et à Columbia

---

<sup>306</sup> Rijksoverheid

<http://www.rijksoverheid.nl/regering/het-kabinet/kabinetten-sinds-1945/kabinet-zijlstra#anker-ministers>

<sup>307</sup> Banque des règlements internationaux <http://www.bis.org/about/formerboard.htm>

<sup>308</sup> Parlement & Politiek <http://www.parlement.com/9353000/1f/j9vvhy5i95k8zxl/vg09lld3f4za>

<sup>309</sup> *Ibidem*.

<sup>310</sup> Group of Thirty <http://www.group30.org/members.shtml>

<sup>311</sup> SCHMELZER Matthias, Freiheit für Wechselkurse und Kapital. Die Ursprünge neoliberaler Währungspolitik und die Mont Pèlerin Society, Metropolis Verlag, Marburg, 2010, p.137.



notamment, il travailla entre autres en tant que conseiller économique pour le FMI, les Nations Unies, la Banque mondiale, ainsi que pour le Comité monétaire en 1970. De 1972 à 1973 il fut membre du groupe d'étude pour l'Union économique et monétaire de l'Union européenne ainsi que du « Bellagio-Princeton Study Group on International Monetary Reform » de 1964 to 1978<sup>312</sup>.

L'Institut scientifique de recherches économiques de Paris, créé en 1933, comptait dans ses rangs Charles Rist, qui était l'un des économistes français les plus réputés : professeur à la faculté de droit de Paris depuis 1913, il devint sous-gouverneur de la Banque de France en 1926 et fut, à ce titre, l'un des artisans de la stabilisation du franc. Membre de la Ligue européenne de coopération économique, il ne revint à la vie universitaire qu'en 1930, cumulant alors ses fonctions universitaires avec la participation aux conseils d'administration de plusieurs banques (Banque de Paris et des Pays-Bas, Banque de Syrie) ou sociétés (Compagnie universelle du canal de Suez). Situé à la charnière de l'économie universitaire et du monde de l'économie réelle, il fut bien placé pour comprendre l'intérêt que put avoir la création d'un institut de recherches économique. En 1933, il devint le directeur effectif de l'Institut<sup>313</sup>. Robert Marjolin qui, après avoir passé une année à Yale (1932-1933) grâce à une bourse de la fondation Rockefeller<sup>314</sup>, devint également membre de l'ISRES à partir de 1934 en tant qu'attaché de recherches<sup>315</sup>.

La grande majorité de ces experts exercèrent avant ou après leurs mandats politiques les fonctions de professeur d'économie au sein d'établissements réputés. Jan Tinbergen (1903-1994), conseiller économique du Comité d'Action pour les États-Unis d'Europe<sup>316</sup>, fut un illustre économiste néerlandais et lauréat du premier prix Nobel en sciences économiques en 1969 pour le développement de modèles économétriques qu'il appliqua en premier au Pays-Bas, aux États-Unis et à la Grande Bretagne. À la suite d'études de physique et de mathématique à l'Université de Leyde, il travailla au sein du Bureau Central de Statistiques des Pays-Bas (1929-1945) avant de prendre la direction du Bureau Central de Planification à La Haye où il devint progressivement un théoricien de l'État providence en préconisant son intervention grâce à une politique économique puissante au service du bien-être social et individuel (1945-1955). Conseiller économique à la Société de Nations (1936-1938), il fut

---

<sup>312</sup> The Works of Robert Mundell <http://robertmundell.net/biography/>.

<sup>313</sup> TOURNES Ludovic (2006) *op.cit.* pp. 51.

<sup>314</sup> MARJOLIN Robert, *Le travail d'une vie, Mémoires 1911-1986*, Éditions Robert Laffont, Paris, 1986, p. 18.

<sup>315</sup> TOURNES Ludovic (2006) *op.cit.* pp. 52.

<sup>316</sup> Personnalités que Jean Monnet a rencontrées depuis le 14 juin 1955, Fondation Jean Monnet pour l'Europe, Lausanne.

pendant quarante ans (1933-1973) professeur à la Netherlands School of Economics, prédécesseur de l'Université Erasme de Rotterdam, au sein de laquelle il fonda l'Institut d'économétrie en 1956<sup>317</sup>.

Parmi les vingt-sept ministres des Finances européens en fonction entre 1958 et 1971, dont vingt et un ont été soumis à une étude biographique<sup>318</sup>, plus d'un tiers firent activement partie du monde académique. Paolo Emilio Taviani, (1912-2001), cofondateur de la Démocratie chrétienne (DC), ministre des Finances de 1959 à 1962, était diplômé en droit, en économie, en histoire et en sciences politiques et devint professeur d'économie politique à l'Université de Gênes (1943)<sup>319</sup>. Robert Henrion (1915-1997), ministre des Finances belge de 1966 à 1968 et en 1980, était docteur en droit et professeur à l'Université de Bruxelles où il donna des cours très divers sur l'organisation et la gestion des entreprises financières, les opérations de bourse, la déontologie, les institutions comparées ou encore l'économie politique générale<sup>320</sup>. D'autres encore, eurent la chance de bénéficier dès leur formation supérieure de l'expertise de personnalités ayant accédé aux plus hautes responsabilités du domaine économique et financier. Ce fut notamment le cas de Pierre Werner, qui tout en réalisant son doctorat en Droit à la Faculté de Droit de Paris, s'inscrivit à l'École Libre des Sciences Politiques au sein de la section des Finances Privées (1934 à 1937)<sup>321</sup>. Parmi ses « maîtres figuraient des noms remarquables »<sup>322</sup> : tout d'abord Charles Rist qui ouvrit « son esprit aux questions monétaires »<sup>323</sup>. Ensuite « Jacques Rueff qui enseignait l'économie politique »<sup>324</sup> était un haut fonctionnaire économiste français. Polytechnicien, il fut inspecteur des Finances en 1923, secrétaire au Comité financier de la Société des nations, sous-gouverneur de la Banque de France en 1939 et professeur à l'Institut d'Études Politiques. En 1952 il fut nommé président de chambre à la cour de justice de la Communauté européenne du charbon et de l'acier, puis exerça de 1958 à 1962 les fonctions de juge à la cour de justice des communautés

---

<sup>317</sup> The Official Web Site of the Nobel Prize.

[http://nobelprize.org/nobel\\_prizes/economics/laureates/1969/tinbergen.html](http://nobelprize.org/nobel_prizes/economics/laureates/1969/tinbergen.html)

<sup>318</sup> Sur ces vingt-sept ministres des Finances, vingt et une études biographiques furent effectuées en raison de la longévité de leurs mandats respectifs. Seuls les ministres s'étant maintenus plus de deux ans à leur poste furent retenus pour l'analyse.

<sup>319</sup> Parlamento italiano, camera dei deputati.

<http://legislature.camera.it/chiosco.asp?cp=1&position=I%20Legislatura%20/%20I%20Deputati&content=deputati/legislatureprecedenti/framedeputato.asp?Deputato=1d200929>

<sup>320</sup> Académie royale des Sciences, des Lettres et des Beaux-arts de Belgique

<http://www.academieroyale.be/cgi?usr=3ux9b9cmux&lg=fr&pag=775&tab=227&rec=3956&frm=0&par=secorig846&id=5335&flux=65855916>

<sup>321</sup> Sources de la famille Werner.

<sup>322</sup> WERNER Pierre (1992) *op.cit.*p14

<sup>323</sup> *Ibidem.*

<sup>324</sup> *Ibidem.*

européennes. Après le retour au pouvoir du général de Gaulle en 1958, il présida un Comité d'experts chargé d'étudier la façon d'assainir les finances publiques ce qui conduit au « plan Rueff » mis en œuvre par le ministre des Finances Antoine Pinay<sup>325</sup>. De 1962 à 1974 enfin, il fut membre du Conseil économique et social. Finalement il ne faudrait pas oublier de nommer Wilfried Baumgartner qui « donnait un cours très fréquenté sur les finances publiques »<sup>326</sup>. Baumgartner (1902-1978), titulaire d'un doctorat en droit et d'un certificat de géographie économique et de sociologie obtenu à l'École Libre des Sciences Politiques en 1924 spécialiste en finances, fut Inspecteur des Finances en 1925, directeur de cabinet de Paul Reynaud, Ministre des Finances en 1930 et directeur du Trésor de 1935 à 1936. Il devint ensuite Président du Crédit national. Maurice Petsche, maître de conférences honoraire de l'École libre des Sciences politiques, le nomma Gouverneur de la Banque de France (1949-1960), fonction qu'il quitta pour remplacer Antoine Pinay au Ministère des Finances et des Affaires économiques du gouvernement Michel Debré, le 13 janvier 1960 (jusqu'en 1962)<sup>327</sup>. Une autre qualité de ces experts résidait dans la longévité pendant laquelle ils se maintinrent dans leurs fonctions, longévité qui renforçait davantage l'expertise professionnelle. En guise d'exemples, en ce qui concernait les ministres des Finances des six pays membres, seuls vingt-sept ministres exercèrent cette fonction pendant la période étudiée qui s'étire de 1958 à 1971. Les exemples les plus frappants pour notre période furent en premier Pierre Werner, qui occupa le poste de ministre des Finances de 1953 à 1964 et de 1969 à 1973 en cumulant parallèlement les fonctions de ministre d'Etat et Président du gouvernement de 1959 à 1974 ainsi que de 1979 à 1984<sup>328</sup> ; Emilio Colombo se maintint au ministre du Trésor de 1963 à 1970, de 1974 à 1976 et enfin 1987 à 1989<sup>329</sup> ; dès 1959 Valéry Giscard d'Estaing s'installa au ministère des Finances au sein duquel il établit un record de longévité : tout d'abord en tant que Secrétaire d'État aux Finances (1959-1962) dans le gouvernement Debré, puis en tant que ministre de 1962 à 1966 (dans les gouvernements Debré, Pompidou, Chaban-Delmas, et Messmer). Il retrouva l'administration des Finances en 1969 et s'y maintint jusqu'en 1974,

<sup>325</sup> Académie française <http://www.academie-francaise.fr/immortels/index.html>

<sup>326</sup> WERNER Pierre (1992) *op.cit.*p14.

<sup>327</sup> Les ministres des Finances de 1870 à nos jours, Ministère de l'économie, des finances et de l'emploi, ministère du budget, des comptes publics et de la fonction publique.

[http://www.economie.gouv.fr/directions\\_services/cedef/histomin/ministres/fiche071.html](http://www.economie.gouv.fr/directions_services/cedef/histomin/ministres/fiche071.html)

<sup>328</sup> THEWES Guy, Les gouvernements du Grand-Duché de Luxembourg depuis 1848, Service information et presse - Département Communication avec le citoyen, Luxembourg, 2006, p.159.

<sup>329</sup> Senato della Repubblica <http://www.senato.it/leg/14/BGT/Schede/Attsen/00000638.htm>

date de la mort de Georges Pompidou, auquel il succéda en tant que président de la République (1974 - 1981)<sup>330</sup>.

Cette permanence d'adhésion, qui accrut la présence au sein de multiples organismes, l'échange permanent d'informations et la fréquence des rencontres qui en découlait, induit davantage l'esprit de groupe. Selon Alain Prate, « le travail en commun à Bruxelles aboutit à une osmose intellectuelle avec les collègues étrangers. Il fournit une réelle occasion de traiter honnêtement et complètement les politiques communes ce qui était nouveau »<sup>331</sup>. Certains affirmaient que ce processus permettait aux participants de s'habituer<sup>332</sup> aux idées ; d'autres parlaient même de « contagion » de « lumières reçues ». « L'observateur ne peut pas ne point être frappé par le contraste qu'offrent d'un côté, la compréhension restreinte du spécialiste ou du praticien qui a principalement œuvré sur le sol national, de l'autre, la compréhension élargie de ceux que leur carrière a mêlés aux négociations internationales. L'esprit communautaire dont font preuve, au bout de peu de temps, souvent à leurs risques et périls, mais conformément à leurs mandat, les hommes appelés à travailler à Bruxelles est un sujet d'édification »<sup>333</sup>. D'autres encore qualifiaient ce processus, d'européanisation : « It is important for the counselor to hear the view of members of other nationalities in the debates. They must learn to understand the others. It is the socializing of the counsellors themselves that is more important than the actual opinions issued by the Committee. When they return to their country they see things in a different light »<sup>334</sup>. En effet pour Jean Monnet, il s'agissait avec le CAEUE de fédérer des hommes « de bonne volonté qui attendaient qu'on leur donnât une perspective d'action commune »<sup>335</sup>. Son action de fédérer passait pour un service qu'il voulait donner aux hommes du pouvoir, qui selon lui, avaient les mains liées par leur responsabilités professionnelles et manquaient d'idées novatrices, de temps ainsi que d'informations<sup>336</sup>. Il affirmait dans ses mémoires que la majorité des gens auxquels il rendit visite pour former le CAEUE « se connaissaient entre eux parce qu'ils appartenaient à une

---

<sup>330</sup> Site officiel de la Présidence de la République <http://www.elysee.fr/president/la-presidence/le-president-de-la-republique/histoire-des-presidents-de-la-republique/valery-giscard-d-estaing.5316.html>

<sup>331</sup> BOSSUAT Gérard : « Les hauts fonctionnaires du ministère des Finances français et la construction européenne, 1948-1974 », in Le Ministère de l'Économie des Finances et de l'Industrie, *Le rôle des ministères des Finances et de l'Économie dans la construction européenne 1957-1978, Tome I, Journées préparatoires tenues à Bercy le 14 novembre 1997 et le 29 janvier 1998*, Comité pour l'histoire économique et financière, Ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie, Paris, 2002, pp.159.

<sup>332</sup> BOSSUAT Gérard : « Jean Monnet et l'identité monétaire européenne », in BOSSUAT Gérard et WILKENS Andreas (eds.), *Jean Monnet, l'Europe et les chemins de la paix*, Publications de la Sorbonne, Paris, 1999, pp. 371.

<sup>333</sup> LECE 284 : Fascicules publiés par la LECE 1963.

<sup>334</sup> ROSENTHAL G.G. (1975), *op.cit.*, p.116.

<sup>335</sup> MONNET Jean (1976, 2007), *op.cit.*, p.603.

<sup>336</sup> DUCHENE François (1994) *op.cit.*, p.355.

instance internationale de leur parti, mais aucun ne connaissaient l'ensemble des autres. [...]. La distance restait infranchissable entre les états-majors de beaucoup de partis, à l'intérieur de chaque pays et d'un pays à l'autre »<sup>337</sup>.

Il est difficile d'évaluer exactement ou de démontrer l'influence précise exercée par ces groupes. Cependant, l'expertise ainsi que l'enchevêtrement évoqués précédemment, évoque la zone d'influence potentielle que couvraient ces enceintes et faisait ressortir l'efficacité des méthodes de travail : chaque étude, chaque résolution, chaque prise de position représentaient réellement un large consensus international d'hommes influents dans leur pays, hautement qualifiés dans le secteur économique et qui unissaient leurs efforts dans un esprit européen, suffisamment dégagé de préoccupations d'ordre national et de considération d'intérêt personnel.

Les personnalités membres de ces enceintes étaient récurrentes, associées aux mêmes pédiées académiques quasi immuables, les affiliations intellectuelles étaient identiques et les discussions portaient sur les mêmes thèmes. De plus, la majorité des acteurs de ces groupes étaient liés par l'expérience commune des horreurs de la seconde Guerre mondiale ce qui intensifia davantage la volonté d'une Europe unie au sein de laquelle la guerre serait rendue impossible. Cette génération d'hommes politiques, unis et réunis par les mêmes intérêts, par la même formation voire la même expérience, formait un « old boy network »<sup>338</sup> qui domina les sphères politiques nationales et européennes pendant les années 1940 à 1970.

---

<sup>337</sup> MONNET Jean (1976, 2007), *op.cit.*, p.605.

<sup>338</sup> ROSENTHAL G.G., (1975) *op.cit.*, p.5.



### III. Études de cas

#### 1. Le projet de fonds de réserves

Le projet d'un Fonds européen de réserve fut initialement énoncé en 1957 par Robert Triffin, qui, au sein de son ouvrage « Europe and the Money Muddle »<sup>339</sup> en avait développé les principes fondamentaux. Belge de naissance, ayant absorbé ses études en droit et en économie à l'Université de Louvain, il obtint une bourse qui lui permit de parfaire son doctorat en économie au sein de département d'économie de l'Université de Harvard (1935-1938). Après avoir occupé des postes notables au Board of the Federal Reserve System à Washington (1942) ainsi qu'au Fonds monétaire international (1946-1948), Robert Triffin retrouva l'Europe en tant que chef du bureau européen du FMI (1947) et observateur à l'Organisation européenne de coopération économique (1948-1951). Il parvint à convaincre la délégation américaine et l'OECE de la mise en place de l'Union européenne des paiements et de prévoir une unité de compte, construite techniquement pour conserver la valeur la plus stable, et officieusement destinée à servir au futur, comme pierre angulaire à l'union monétaire<sup>340</sup>. C'est en tant que professeur au sein du prestigieux département d'économie de l'Université de Yale qu'il rédigea ses deux ouvrages majeurs, Europe and the Money Muddle (1957) et Gold and the Dollar Crisis (1960), qui le révélèrent comme un économiste de renommée mondiale. Son énonciation de ce qui sera connu comme le « dilemme de Triffin » l'établit comme un expert incontournable.

Dans son ouvrage de 1957, Triffin énonça pour la première fois les principes fondamentaux du Fonds de réserve. Le Fonds, considéré comme le prédécesseur de la Banque Centrale européenne devait assurer et affermir la convertibilité des règlements entre les Etats membres, renforcer la coordination des politiques économiques et monétaires des pays afin de constituer une solidarité économique, financière et monétaire au sein de l'Europe du Marché commun.

Son projet était une critique à l'encontre de la portée limitée des dispositions de l'Accord monétaire européen (AME), signé en 1955 et qui entrerait en vigueur après la dissolution de l'Union européenne des paiements. Triffin recommandait que l'UEP se transforme en Fonds de réserve, dont la première fonction serait de jouer le rôle de « Chambre de

---

<sup>339</sup> TRIFFIN Robert, *Europe and the Money Muddle: from Bilateralism to Near Convertibility 1947-1956*, Yale University Press, New Haven, 1957.

<sup>340</sup> DUMOULIN Michel (dir), *La Commission européenne 1958-1972, Histoire et mémoires d'une institution*, Office des publications des Communautés européennes, Bruxelles, 2007, p.408.

compensation »<sup>341</sup> entre les banques centrales des pays membres. Tous les paiements de ces derniers y seraient centralisés et seraient effectués uniformément et exclusivement par virement sur les comptes de dépôt que chaque banque centrale sera appelée à maintenir auprès du Fonds. Triffin préconisait que les Six pays de la Communauté s'engagent à déposer au minimum 20 % de leurs réserves globales en or et en monnaies convertibles dans ce Fonds. Ces réserves seraient totalement convertibles et pourraient être utilisées par leurs détenteurs pour effectuer tous paiements dus à des pays tiers aussi bien qu'aux pays membres. Elles seraient libellées en une unité de compte européenne, « le moneur »<sup>342</sup> définie de manière à leur assurer une garantie de change en termes de la plus stable des monnaies participantes<sup>343</sup>. La constitution de ces dépôts mettrait à la disposition du Fonds une vaste masse de manœuvre qui servirait notamment à la Communauté d'assurer elle-même le financement du concours mutuel, prévu à l'article 108 du Traité de Rome<sup>344</sup> mais dont le contenu technique n'avait pas encore été précisé jusqu'alors<sup>345</sup>. Ainsi, un pays en difficulté pourrait bénéficier rapidement et dans des conditions équilibrées de prêts ou de placements, renforçant ainsi leur capacité à garantir la stabilité de leur économie et de leur monnaie.

Ensuite, la mise en commun partielle des réserves des pays membres mettrait à leur disposition un puissant moyen de développement et de coordination des politiques économiques et monétaires, condition essentielle du fonctionnement du Marché commun. Cette nouvelle institution ouvrirait progressivement la voie à la création d'une Autorité monétaire européenne capable de diriger et d'assurer éventuellement une intégration monétaire totale entre les six pays de la Communauté<sup>346</sup>. L'idée du fonds visait également à éviter qu'un pays membre demande une aide extérieure à la CEE, soit le FMI. Ce dernier argument pesait de tout son poids lors de l'élaboration du FER au sein du Comité d'Action. En effet, comme l'affirmait Robert Triffin, « il importe que ce pays auquel un concours financier extérieur devient indispensable pour le maintien de ses obligations commerciales et disposé à rajuster sa politique dans la mesure nécessaire au rétablissement de l'équilibre de sa balance, puisse obtenir ce concours de la Communauté elle-même, plutôt que de s'adresser à

<sup>341</sup> Interview de Robert Triffin par Catherine Ferrant et Jean Sloover, in DUMOULIN Michel, LEFEVBRE Olivier (dir.), *Robert Triffin, conseiller des princes. Souvenirs et documents*, Peter Lang, Bruxelles, 2010, p.49.

<sup>342</sup> AMK C 25/4/19 : Lettre de Robert Triffin à Max Kohnstamm 2.2.1960.

<sup>343</sup> TRIFFIN Robert : « Mémoire sur la création d'Un Fonds européen de réserve (novembre 1957) », in DUMOULIN Michel, LEFEVBRE Olivier (dir.), *Robert Triffin, conseiller des princes. Souvenirs et documents*, Peter Lang, Bruxelles, 2010, p.85.

<sup>344</sup> Traité instituant la Communauté économique européenne (1957) <http://eur-lex.europa.eu/fr/treaties/index.htm#founding> p.86.

<sup>345</sup> HABERER Jean-Yves (1981) *op.cit.*, pp.5.

<sup>346</sup> AMK C 25/4/4 : La monnaie et le marché commun, politiques nationales et intégration régionale, article de R. Triffin 58.12.



des organismes (FMI) ou à des pays extérieurs à la Communauté (et ajuster sa politique aux recommandations de ces autres prêteurs) »<sup>347</sup>. Ou encore : « ce type de transactions est à traiter au sein de la CEE. Ce principe requiert la mise en place d'un organisme de concours mutuel destiné à jouer ce rôle de manière au moins aussi efficace et aussi rapide que le FMI »<sup>348</sup>.

Enfin, Triffin voyait dans le Fonds un instrument financier nécessaire à la Communauté pour lui permettre d'assumer vis-à-vis du Fonds monétaire international « les droits et les obligations correspondant à la participation jointe des six pays à cet organisme »<sup>349</sup>. Il faut néanmoins considérer cette dernière caractéristique dans le contexte de la fin des années 50, à savoir celui d'une réforme prévue du système monétaire international. Triffin envisageait en effet une réforme radicale du système par la centralisation des réserves de change détenues en devises nationales par les banques centrales des pays membres du Marché commun afin de constituer la base d'une création de crédits internationaux par un organisme supranational<sup>350</sup>.

Dès 1957, Triffin prit contact avec le Comité d'Action pour les États-Unis d'Europe et Jean Monnet afin de promouvoir son idée. Les premiers contacts entre ces deux hommes remontaient à 1948, lorsque Triffin négociait pour le Département d'Etat américain, son projet d'Union européenne de paiements à l'OECE et Monnet assumait la fonction de directeur de Fonds de modernisation de l'équipement français. Comme le rapporte Triffin, ces contacts initiaux furent marqués par un « désaccord total sur la tactique à suivre pour promouvoir le but ultime »<sup>351</sup>, à savoir le parachèvement de l'union monétaire européenne comme élément essentiel de l'union politique des États-Unis d'Europe. Ce scepticisme initial fut néanmoins balayé par le succès considérable de l'UEP et Monnet accorda en 1957 son soutien incontesté au projet de Triffin pour le développement de l'UEP en Fonds de réserve européen<sup>352</sup>.

Il faut également rappeler que Robert Triffin était un des conseillers économiques du Comité d'Action des États-Unis d'Europe, pour et avec lequel il rédigea chacune des propositions importantes concernant l'intégration économique et monétaire. Robert Triffin ne faisait pas

---

<sup>347</sup> AMK 62/2/5 : Note de Robert Triffin, Fonds de réserve européen, le 10 septembre 1959.

<sup>348</sup> *Ibidem*.

<sup>349</sup> TRIFFIN Robert : « Création d'un Fonds européen de réserve (juillet 1960) », in DUMOULIN Michel, LEFEVBRE Olivier (dir.), Robert Triffin, conseiller des princes. Souvenirs et documents, Peter Lang, Bruxelles, 2010, p.107.

<sup>350</sup> BOTTEX Agnès (2003), *op.cit.* p.90.

<sup>351</sup> TRIFFIN Robert : « Note sur la collaboration de Robert Triffin avec Jean Monnet », in DUMOULIN Michel, LEFEVBRE Olivier (dir.), Robert Triffin, conseiller des princes. Souvenirs et documents, Peter Lang, Bruxelles, 2010, p.80.

<sup>352</sup> DUCHENE François (1994), *op.cit.*, p.312.

partie des membres formels du CAEUE, mais en regardant la correspondance officielle du Comité, l'on constate que ce fut un des personnages les plus consulté<sup>353</sup>. De plus, de 1957 à 1974, aucune année ne passa sans que les deux hommes ne se rencontrent en personne<sup>354</sup>. Jean Monnet et Robert Triffin devinrent de très bons amis au fur et à mesure de leur longue collaboration, de sorte qu'un an après la dissolution du Comité, Triffin se déclara prêt à « quitter Yale définitivement [...] afin de suivre l'homme que j'admire le plus au monde et de consacrer entièrement mes activités aux tâches auxquelles nous avons collaboré avec un tel enthousiasme »<sup>355</sup>.

En novembre 1957, dans le cadre des travaux du comité intergouvernemental de l'OECE mis en place en vue d'étudier la création d'une zone européenne de libre-échange, les questions relatives aux paiements furent évidemment soulevées. C'est à l'automne 1957, que Robert Triffin et Jean Monnet présentèrent leur projet de Fonds de réserve<sup>356</sup>, que Pierre Uri commenta de cette manière : « grâce à vous nous avons maintenant une proposition dont la structure et l'intérêt par tous les partenaires apparaissent clairement »<sup>357</sup>.

L'idée fut réitérée notamment en janvier 1958, lorsque Félix Gaillard fit appel à Jean Monnet à titre individuel, afin de lui apporter son soutien au redressement de la situation monétaire française<sup>358</sup>. Cette crise qui sévissait en France en partie à cause de la guerre en Algérie compromettait en effet l'entrée de cette dernière dans le Marché commun. À l'aide américaine et à la réforme financière que Monnet allait proposer au Président du Conseil en France en mars 1958, s'ajoutait le Fonds de réserve, utile pour soutenir la balance des paiements française et essentiel pour l'engagement effectif dans la première étape du Marché commun<sup>359</sup>. Jean Monnet écrit à Gaillard que son objectif était « la création d'un marché financier et monétaire européens, avec une banque et un fonds de réserve européen, l'utilisation en commun d'une partie des réserves nationales, la convertibilité des monnaies européennes, le libre mouvement des capitaux entre les pays de la Communauté, enfin l'établissement d'une politique financière commune »<sup>360</sup>. Selon les propos tenus par Emile Noël en juillet 1958, la situation financière de la France avant l'ouverture du Marché

---

<sup>353</sup> AMK 25.4.1 – AMK 25.4.378.

<sup>354</sup> Personnalités que Jean Monnet a rencontrées depuis le 14 juin 1955, Fondation Jean Monnet pour l'Europe, Lausanne.

<sup>355</sup> AMK 25.4.377 : Lettre de Robert Triffin à Jean Monnet 76.12.28.

<sup>356</sup> BOSSUAT Gérard (1999) *op.cit.* pp. 370.

<sup>357</sup> DUMOULIN Michel, LEFEVRE Olivier (dir.), *Robert Triffin, conseiller des princes. Souvenirs et documents*, Peter Lang, Bruxelles, 2010, p.84.

<sup>358</sup> DUCHENE François (1994) *op.cit.* p.312.

<sup>359</sup> BOSSUAT Gérard (1999) *op.cit.* pp. 370.

<sup>360</sup> MONNET Jean, *Mémoires*, Fayard, Paris, 1976, p.502.

commun, devait être considérée comme point de départ du projet monétaire européen ; cet aspect fut également la raison majeure pour laquelle Monnet, ainsi que ses collaborateurs du Comité d'Action dans le domaine économique, dont notamment Pierre Uri, encourageaient la mise en place du projet Triffin. Noël, Secrétaire de la Commission européenne affirma que : « sur le plan économique, il ne suffit pas d'appliquer loyalement le traité du Marché commun. Il faut aussi que nos partenaires (de la France) sachent que nous ne voulons pas nous borner au Marché commun, mais que nous sommes prêts à continuer d'étudier avec eux les mesures d'intégration supplémentaires qui sont la conséquence du Marché commun. L'intégration monétaire entre les Six pays est le premier des compléments. Conclue en même temps qu'un plan sérieux d'assainissement économique et financier, elle commencerait à produire ses effets et pourrait assurer à la France un concours mutuel de ses partenaires pour consolider sa situation et la stabiliser »<sup>361</sup>. Quelques mois après les propositions de Jean Monnet à Félix Gaillard, le Comité d'Action se prononça officiellement au cours sa 5<sup>e</sup> réunion (16 et 17 octobre 1958) pour la mise en place de la première étape du Marché commun, priorité du Comité, ainsi qu'en faveur d'une harmonisation des politiques financières européenne, d'une précision des conditions du concours mutuel en cas de crise des balances de paiements et de la coordination des politiques économiques<sup>362</sup>. Notons qu'à l'époque le Comité ne parlait pas encore explicitement du Fonds, mais que les projets le concernant étaient déjà discutés dès 1957 par Triffin, Marjolin et Uri<sup>363</sup> et envoyés par Triffin au Comité<sup>364</sup>.

Entre-temps, Triffin, avait tenté d'introduire son projet au sein de l'agenda officiel de la Communauté en portant ses idées à l'attention de la Commission européenne à laquelle il avait été nommé conseiller à temps partiel en 1958, notamment par l'intermédiaire de son ami, Robert Marjolin, commissaire en charge de l'Économie et des Finances (1958-1967). Les deux hommes s'étaient rencontrés à Washington pendant que Marjolin assistait Jean Monnet à préparer le ravitaillement de la France. Marjolin faisait en effet partie du premier cercle d'amis, des très proches collaborateurs de Jean Monnet.

---

<sup>361</sup> PERRON Régine, « Le discret projet de l'intégration monétaire européenne (1963-1969) », dans LOTH Wilfried (ed.), *Crises and compromises : the European Project 1963-1969*, Baden-Baden, Bruxelles, 2001, pp.350.

<sup>362</sup> Résolution du CAEUE des 16 et 17 octobre 1958, 5<sup>e</sup> session ; déclaration commune du CAEUE des 28 et 29 avril 1959, 6<sup>e</sup> session en 20 ans d'Action du Comité Jean Monnet (1955-1975), avec le concours de la Fondation Jean Monnet pour l'Europe, Lausanne, Groupement d'études et de recherches Notre Europe, Paris, 2001.

<sup>363</sup> DUCHENE François (1994) *op.cit.* p.312.

<sup>364</sup> AMK 60/1/40 : Mémoire sur la création d'un Fonds européen de Réserve, 1958.

Marjolin et Triffin approfondirent leur collaboration d'abord au sein de l'OECE dont Marjolin était le Secrétaire général (1947-1955) et Triffin un membre du comité des paiements<sup>365</sup>, ensuite, au sein du Comité de Jean Monnet et surtout à la Commission européenne, où Triffin devint le conseiller le plus influent de Marjolin. Il faut également souligner que Marjolin n'était pas le seul contact de Triffin au sein de la Commission. Robert Triffin détenait un double rôle à la Commission : d'une part il conseillait directement Robert Marjolin, mais il bénéficiait également grâce à Frédéric Boyer de La Giroday et à Franco Bobba, d'une plus large influence au sein de la DG II<sup>366</sup>. Franco Bobba, ancien diplomate, haut fonctionnaire à la direction économique du Ministère des Affaires étrangères italien et un des négociateurs du Traité de Rome, fut directeur général de la DG II pendant la Commission Hallstein ainsi que membre du Comité monétaire de 1958 à 1967. Triffin et Frédéric Boyer de la Giroday s'étaient connus à la fin des années 1940 lors de leur collaboration au sein du FMI et s'étaient découvert la détermination commune de vouloir faire progresser l'intégration monétaire européenne, détermination symbolisée par une activité intense dans la correspondance des deux<sup>367</sup>. Frédéric Boyer de la Giroday était membre de la LECE, conseiller spécial de la Commission à partir de 1964<sup>368</sup>, directeur au sein de la Direction générale responsable pour les questions économiques et financières (DGII) du deuxième sous-directorat des « Affaires monétaires » à partir de 1967, ainsi que suppléant du Comité monétaire de 1962 à 1968 avant d'en devenir membre en mai 1968<sup>369</sup>.

L'idée du Fonds de réserve fut discutée au sein de la DG II et Marjolin présenta le 20 novembre 1958 un mémorandum à la Commission concernant la « Coopération économique, financière et monétaire dans la Communauté économique européenne (novembre 1958) ». Marjolin y déplorait que le Traité de Rome ait établi les grands principes de la coopération économique, financière et monétaire sans en avoir fixé les dispositions essentielles. Celles-ci devaient être le plus rapidement possible précisées et complétées, ou assorties de règles

---

<sup>365</sup> DUMOULIN Michel, LEFEVBRE Olivier (dir.) (2010) *op.cit.* p.38.

<sup>366</sup> DUMOULIN Michel (dir) (2007) *op.cit.* p. 408.

<sup>367</sup> MAES I. and BUYST E. « Triffin, the European Commission and the Project of a European Reserve Fund », in DUMOULIN M. (ed.), *Réseaux Economiques et Construction Européenne*, Peter Lang, Bruxelles, 2004, p. 434.

<sup>368</sup> BAC 209/1980 18 : 1964 – 1964 : Procès-verbaux finaux des séances n. 270-282 de la commission CEE (Avril-Juillet 1964).

<sup>369</sup> MAES Ivo "The ascent of the European Commission as an actor in the Monetary Integration Process in the 1960s" (Archive of European Integration), p.8.

concernant leur application, faute de quoi le bon fonctionnement de marché commun serait mis en danger<sup>370</sup>.

Afin de réaliser la coordination de la coopération financière et monétaire, Marjolin proposait l'examen régulier des grandes questions de la vie économique et financière des pays membres, qu'il s'agisse des dépenses publiques, du déficit budgétaire ou encore de la fixation des taux de change. Ces examens pouvaient ensuite conduire les institutions de la Communauté à émettre des avis auxquels les gouvernements pouvaient répondre facultativement. Ces recommandations, selon Marjolin, pouvaient néanmoins se révéler d'une plus grande importance, si la Communauté pouvait mettre à sa disposition les ressources suffisantes pour assurer les dispositions du concours mutuel prévu par l'article 108 du Traité de Rome<sup>371</sup>.

Ces considérations amenaient à l'idée de créer un Fonds européen de réserves qui faciliterait l'organisation d'une solidarité financière européenne. Le Fonds, dont les comptes seraient libellés en unité de compte européenne, disposerait de 10% des réserves des banques centrales et pourrait utiliser ces dépôts pour différents types de prêts, pour assister un pays ayant des difficultés de balance de paiements ainsi que pour encourager une politique d'expansion<sup>372</sup>. Notons que le mémorandum confiait à la Commission un rôle clé dans le domaine monétaire. Elle héritait d'un rôle primordial dans la coordination des politiques économiques et monétaires ainsi que d'un membre au Comité de direction du Fonds européen<sup>373</sup>.

Il faudrait néanmoins préciser que dans un mémorandum plus prudent datant du 31 mai 1958, Marjolin ne mentionnait pas encore l'idée du FER<sup>374</sup>. Il jugeait préférable de ne pas créer de fonds nouveau alimenté par des versements de capital de la part des gouvernements. Le fait de ne pas pouvoir évaluer en amont la somme totale de ces versements, sachant que la solidarité financière, à laquelle le fonds devait servir d'instrument, était destinée à s'élargir avec le temps, ainsi que la réticence voire la gêne que pouvaient ressentir les gouvernements et les banques centrales en se séparant d'une partie de leurs réserves, poussèrent Marjolin à

---

<sup>370</sup> MARJOLIN Robert : « Coopération économique, financière et monétaire dans la Communauté économique européenne (novembre 1958) », in DUMOULIN Michel, LEFEVBRE Olivier (dir.), *Robert Triffin, conseiller des princes. Souvenirs et documents*, Peter Lang, Bruxelles, 2010, pp.93 -106

<sup>371</sup> Traité instituant la Communauté économique européenne (1957) <http://eur-lex.europa.eu/fr/treaties/index.htm#founding> p.86.

<sup>372</sup> MARJOLIN Robert (2010) *op.cit.* p.98.

<sup>373</sup> MAES Ivo : « Macroeconomic and Monetary Policy-making at the European Commission, from the Rome Treaties to the Hague Summit », *Working Paper, Research Series*, n°58, National Bank of Belgium, August 2004, pp. 14.

<sup>374</sup> PERRON Régine (2001) *op.cit.*, pp.348.

recommander « la méthode plus souple des crédits « stand-by »<sup>375</sup> auxquels les gouvernements pouvaient faire appel quand le besoin s'en faisait sentir. « Un système de cette nature n'interfererait en aucune façon avec l'Union Européenne des Paiements, les crédits dont il est question ci—dessus venant à se superposer à ceux que comporte le mécanisme de l'UEP »<sup>376</sup>.

Plusieurs raisons pouvaient expliquer le changement d'opinion de Marjolin quant à l'intégration de l'idée du FER au sein du mémorandum du 20 novembre 1958. La première était liée au contexte particulier pendant lequel il prépara ce premier mémorandum, contexte qui mit en évidence la dimension plus large du projet de Fonds de réserve. Dans une lettre adressée à Jean Monnet en septembre 1958, Robert Marjolin fit savoir son scepticisme à l'égard d'un projet visant la mise en place d'un Fonds Européen dans le cadre des négociations pour la création d'une Zone de Libre Echange, discussions qui se tinrent de juillet 1956 à décembre 1958. Un « Fonds européen à dix-sept » entraînerait l'arrêt des efforts accomplis pour créer entre les six pays de la CEE une union économique et politique étroite et irait à l'encontre du but que les fondateurs de la Communauté Économique Européenne s'étaient proposé. Une institution à dix-sept « détruirait toute possibilité de progrès ultérieurs vers l'union économique et politique des six pays »<sup>377</sup>.

Le Fonds de réserve apparaissait ainsi comme le ciment de la construction d'une zone monétaire européenne commune face aux deux monnaies principales du système monétaire international, le dollar et la livre sterling. C'est également ce que firent transparaître les discussions autour du Fonds dans les services français quelques années plus tard à l'occasion de la première demande d'adhésion britannique à la CEE le 10 août 1961. La défense du projet du FER émanait de l'idée qu'il était essentiel de « renforcer la CEE pour éviter que l'adhésion britannique ne menace son unité, mais aussi de se préparer à un éventuel recours de la Grande-Bretagne à une assistance monétaire extérieure, une hypothèse examinée très sérieusement dans les cercles internationaux à l'automne 1961 » étant donné les attaques spéculatives sur la livre survenues au début de l'année 1961. Dans ce cadre, « le projet de FER pourrait être perçu comme un moyen non pas de renforcer mais de limiter les exigences

---

<sup>375</sup> AMK 61/8/75 : La coopération dans la Communauté économique européenne, 31.5.1958.

<sup>376</sup> *Ibidem*.

<sup>377</sup> AMK 61/8/77 : La Communauté européenne et l'organisation monétaire de l'Europe, de Robert Marjolin. Transmis à Jean Monnet par un billet de la part de Robert Marjolin 26.9.1958.

de solidarité intracommunautaires, car seules les réserves déposées au sein du FER pourraient être sollicitées »<sup>378</sup>.

Ensuite, comme le suggère Régine Perron, l'on pouvait également supposer que le ralliement de Marjolin dans son mémorandum de novembre à l'idée du Fonds pourrait être dû à sa participation à la 5<sup>e</sup> session du Comité d'action le 16 et 17 octobre 1958<sup>379</sup>. Au cours de cette réunion, le Comité avait en effet milité en faveur d'une harmonisation des politiques financières européennes, d'une précision des conditions du concours mutuel en cas de crise de balance de paiements, ainsi que de la fixation de critères objectifs de gestion financière qui régiraient l'accès à ce concours<sup>380</sup>. Précisons qu'à l'époque le Comité ne parlait pas encore explicitement du Fonds, mais que les projets le concernant étaient déjà discutés dès 1957 par Triffin, Marjolin et Uri<sup>381</sup> et envoyés par Triffin au Comité<sup>382</sup>. De plus, il ne faudrait pas oublier de souligner la familiarisation croissante de Marjolin aux idées de Triffin et notamment au projet du Fonds de réserves. Leur collaboration s'était intensifiée depuis que Triffin avait rejoint la Commission en janvier 1958. Au cours de la réunion du 20 novembre 1958, la Commission discuta le projet de Marjolin et émit un accord de principe sur le projet de Fonds de réserve mais elle reporta néanmoins les entretiens concernant les détails du plan à une séance ultérieure<sup>383</sup>.

À l'Assemblée parlementaire européenne, c'est au sein de la Commission de politique économique à long terme, des questions financières et des investissements que Filip van Campen<sup>384</sup> présenta le 3 décembre 1958 un rapport sur la politique économique à long terme et les questions financières<sup>385</sup>. Dans son rapport Van Campen dédia un chapitre entier à la

---

<sup>378</sup> WARLOUZET Laurent, *Le choix de la CEE par la France. L'Europe économique en débat d Mendès France à de Gaulle (1955-1969)*, Comité pour l'histoire économique et financière de la France IGPDE, Paris, 2011, p.151.

<sup>379</sup> PERRON Régine, « Le discret projet de l'intégration monétaire européenne (1963-1969) », dans LOTH Wilfried (ed.), *Crises and compromises : the European Project 1963-1969*, Baden-Baden, Bruxelles, 2001, pp.348-349.

<sup>380</sup> Résolution du CAEUE des 16 et 17 octobre 1958, 5<sup>e</sup> session ; déclaration commune du CAEUE des 28 et 29 avril 1959, 6<sup>e</sup> session in 20 ans d'Action du Comité Jean Monnet (1955-1975), avec le concours de la Fondation Jean Monnet pour l'Europe, Lausanne, Groupement d'études et de recherches Notre Europe, Paris 2001, p.37, 41.

<sup>381</sup> DUCHENE François (1994) *op.cit.* p.312.

<sup>382</sup> AMK 60/1/40 : Mémorandum sur la création d'un Fonds européen de Réserve, 1958.

<sup>383</sup> MAES Ivo (2004) *op.cit.* pp. 14.

<sup>384</sup> Avocat de profession, Flip van Campen fut Fonctionnaire supérieur de la trésorerie générale du ministère des Finances néerlandais de 1936 à 1946 avant d'être nommé Directeur général de la Banque « Coöperatieve Centrale Boerenleenbank » à Eindhoven. Membre de la Chambre haute du Parlement néerlandais de 1957 à 1967, il fut membre de l'Assemblée parlementaire européenne ainsi que de sa commission économique et financière de 1958 à 1971.

<sup>385</sup> Rapport sur certaines questions concernant la politique économique à long terme, les finances et les investissements, soulevées à propos des premiers rapports généraux de la Communauté économique européenne et de la Communauté Européenne de l'Énergie atomique, 3 décembre 1958 ; PEO AP RP/ECON 1958 A0-

politique monétaire au sein duquel il reprit l'idée du Fonds européen de réserve en encourageant la création d'un système analogue au Federal Reserve System américain. « Celui-ci pouvait être pris pour modèle parce qu'on pouvait le considérer comme une synthèse de la centralisation et de la décentralisation qui, toutes deux, devaient être prises en considération dans ce vaste territoire qu'étaient les États-Unis. Dans l'espace économique élargi que représentait le marché commun, on devait pouvoir suivre à la longue et en principe les idées qui avaient inspiré le système américain. Les banques centrales actuelles exerceraient, dans leur domaine, les mêmes pouvoirs que le Federal Reserve Banks aux États-Unis, [...] tandis qu'un organe de la Communauté serait chargé de la coordination nécessaire des mesures de politique monétaire, telle qu'elle incombe en Amérique au Board of Governors du Federal Reserve System »<sup>386</sup>. Son exposé fut porté à l'attention des membres du Comité monétaire dès le 5 février 1959<sup>387</sup>.

De son côté Triffin continua au cours de l'année 1959 à relancer son projet au sein des institutions européennes et du Comité d'Action de Jean Monnet<sup>388</sup>. Dès avril 1959, le Comité d'Action réitéra le thème de la solidarité financière en proposant aux ministres des Finances des Six de se réunir régulièrement afin de réaliser une « politique financière et de crédit commune »<sup>389</sup> pour assurer la reprise de l'expansion, sa continuation dans la stabilité monétaire et l'élévation régulière des niveaux de vie dans la Communauté européenne. Cet objectif fut atteint avec la tenue de la première réunion de l'ECOFIN le 16 et 17 juillet 1959 à Bonn. Au cours de la séance du 17 juillet, les méthodes envisagées pour l'assainissement de la politique financière furent rapidement énoncées : la première consistant à consacrer les excédents budgétaires lorsque la conjoncture était favorable à l'amortissement des dettes ; la seconde résidant dans la constitution d'un Fonds de réserve pour le cas de crise. Des discussions plus approfondies à ce sujet furent repoussées à plus tard étant donné que déjà, en

---

00054/58 : Politique économique à long terme, finances et investissements dans les premiers rapports généraux, Rapport parlementaire 01/12/1958.

<sup>386</sup> PEO AP RP/ECON 1958 A0-00054/58 : Politique économique à long terme, finances et investissements dans les premiers rapports généraux, Rapport parlementaire 01/12/1958.

<sup>387</sup> BAC 026/1969 - 351 : 1958 – 1958 : Comité monétaire : administration, composition, compétences, etc.

<sup>388</sup> AMK 61/8/78 : Mémoire sur la Création d'un Fonds européen de Réserve ; AMK 62/2/5, Notes de Robert Triffin, Fonds de réserve européen, le 10 septembre 1959.

<sup>389</sup> Résolution du CAEUE des 16 et 17 octobre 1958, 5<sup>e</sup> session ; déclaration commune du CAEUE des 28 et 29 avril 1959, 6<sup>e</sup> session in 20 ans d'Action du Comité Jean Monnet (1955-1975), avec le concours de la Fondation Jean Monnet pour l'Europe, Lausanne, Groupement d'études et de recherches Notre Europe, Paris 2001, p.37, 41.



guise d'exemple, l'Allemagne se déclarait sceptique quant à la proposition énoncée du Fonds de réserves<sup>390</sup>.

La Commission s'était également emparée du projet du Fond de réserve ce dont témoigne une correspondance entre Robert Triffin et Jean Monnet. En effet, Triffin fit parvenir à Jean Monnet pour la préparation de la 7<sup>e</sup> session du Comité d'Action une note rédigée pour la Commission européenne sur la nécessité d'un Fonds de réserve et lui recommanda de consulter Marjolin avant l'utilisation des documents afin d'éviter tout problème que son poste de conseiller économique auprès de la Commission européenne pouvait engendrer si l'utilisation de ces documents n'était pas au préalable accordée par Marjolin<sup>391</sup>.

Le Comité relança le 19 et 20 novembre 1959 l'idée d'une communauté financière<sup>392</sup>. Il proposait des mesures de coopération monétaire englobant la réalisation d'une politique financière et de crédit commun, la libération des mouvements de capitaux à l'intérieur de la Communauté en vue d'aboutir à la création d'un véritable « marché européen des capitaux », une coordination des politiques budgétaires et des politiques de crédits des Six afin d'éviter un mouvement erratique de capitaux et de marchandises ainsi que la création d'un « Exécutif économique européen » avec un Fonds de réserve pouvant mettre en œuvre les mécanismes de concours mutuel<sup>393</sup>.

La création de cet exécutif économique européen était motivée par le retournement de situation que l'Europe avait connu depuis l'après-guerre. Le Comité constatait que les réserves globales des pays de la Communauté avaient doublé depuis 1956 et s'échelonnaient à égalité avec les États-Unis aux environs de 16 milliards de dollars<sup>394</sup>. Cette richesse croissante ouvrait des possibilités à la Communauté et lui imposait également de nouvelles obligations au niveau mondial. L'unité financière ainsi que le Fonds européen, « élément crucial »<sup>395</sup> au sein des plans du Comité, devait permettre à la Communauté de se protéger face à l'instabilité du système monétaire international du fait d'un dollar non contrôlé et d'assumer son rôle à part

---

<sup>390</sup> BAC 026/1969 743 : 1959 – 1960 : Ministres des Finances : 1ère-3e réunions (Bonn, 16 et 17 juillet 1959 ; Bruxelles, 17 et 18 novembre 1959 ; Paris, 11 et 12 février 1960) ; procès-verbaux, documents de travail, travaux préparatoires, correspondance, etc. (- DE, FR, IT, NL -). Vol. 1.

<sup>391</sup> AMK C 25/4/14 : Lettre de Robert Triffin à Jean Monnet 59.11.11.

<sup>392</sup> Déclaration commune du CAEUE des 28 et 29 avril 1959, 6<sup>e</sup> session in *20 ans d'Action du Comité Jean Monnet (1955-1975)*, avec le concours de la Fondation Jean Monnet pour l'Europe, Lausanne, Groupement d'études et de recherches Notre Europe, Paris 2001, p.40.

<sup>393</sup> Résolutions du CAEUE des 19 et 20 novembre 1959, 7<sup>e</sup> session *20 ans d'Action du Comité Jean Monnet (1955-1975)*, avec le concours de la Fondation Jean Monnet pour l'Europe, Lausanne, Groupement d'études et de recherches Notre Europe, Paris 2001, p.51- 52.

<sup>394</sup> Déclaration commune du CAEUE du 10 et 11 juillet 1961, 9<sup>e</sup> session in *20 ans d'Action du Comité Jean Monnet (1955-1975)*, avec le concours de la Fondation Jean Monnet pour l'Europe, Lausanne, Groupement d'études et de recherches Notre Europe, Paris 2001, p.64.

<sup>395</sup> DUCHENE François (1994) *op.cit.*p.323.

entière dans les affaires monétaires internationales et mondiales<sup>396</sup>. A fortiori, l'unité économique et financière de la Communauté devait aboutir à une union européenne plus complète, indépendante et à poids égal avec les États-Unis<sup>397</sup>. Triffin allait même plus loin, selon lui, la communauté européenne était « appelée à jouer dans le monde un rôle comparable à celui de l'Angleterre au XIX<sup>e</sup> siècle et des États-Unis depuis la Seconde Guerre mondiale »<sup>398</sup>. Il expliquait qu'aucun de ces problèmes ne pouvait être réglé par l'Amérique seule. Sa solution était d'unir les politiques nationales européennes face au monde extérieur par la création du Fonds de réserve et d'intensifier la coordination des Six vis-à-vis du monde extérieur<sup>399</sup>.

Dans cet esprit, la Commission européenne, représentée par Robert Marjolin au sein de la réunion de la commission parlementaire du 23 septembre 1960, prônait que « dans le domaine monétaire il faudrait parvenir, tout en sauvegardant les exigences de rapidité et de discrétion, à un système plus efficace de consultation communautaire » ainsi qu'à une attitude commune au sein des organisations internationales. La commission de politique économique à long terme, des questions financières et des investissements, fit remarquer que la condition pour adopter une position conjointe au niveau mondial était l'unification préalable des politiques monétaires des pays membres. Afin d'atteindre cet objectif, la commission parlementaire évoqua l'adoption d'un mécanisme similaire au Système fédéral américain. Certains membres firent néanmoins savoir qu'il ne convenait pas d'accentuer la coordination dans le secteur monétaire « vu l'absence d'un accord entre la CEE et la zone de libre-échange »<sup>400</sup>.

Les discussions concernant la possibilité de mettre en place une sorte de Système fédéral américain se poursuivirent notamment grâce à l'adoption du rapport d'Heinrich Deist en avril 1960, président de la commission parlementaire de 1959 à 1964, sur les problèmes posés par une politique de conjoncture commune dans la Communauté économique européenne. Deist estimait qu'un comportement unique des Six au Fonds monétaire international impliquait un rapprochement étroit de la politique monétaire des États de la Communauté et que l'idéal serait d'arriver à un système analogue au Système de Réserve Fédéral américain<sup>401</sup>. Son

---

<sup>396</sup> AMK 11/7/12 : M. Tinbergen.

<sup>397</sup> AMK 11/6/8 : Une ère nouvelle dans les relations atlantiques, d'après notes de Jean Monnet, juillet 1959.

<sup>398</sup> AMK C 25/4/4 : La monnaie et le marché commun, politiques nationales et intégration régionale, article de R. Triffin 58.12.

<sup>399</sup> AMK 11/7/15 : Triffin, 1<sup>er</sup> septembre 1959, note pour documenter la réunion du CAEUE des 19 et 20 novembre 1959.

<sup>400</sup> PEO AP PV/ECON 1958 ECON- 1960 0923 0010 : Réunion du 23 septembre 1960, Procès-verbal 23/09/1960.

<sup>401</sup> PEO AP PV/ECON 1958 ECON- 1960 0923 0020 : Réunion du 23 septembre 1960, Compte rendu de la réunion du 23 septembre 1960 23/09/1960.

rapport affirmait que sans politique monétaire, menée selon un point de vue commun, une union économique n'était pas concevable et qu'en pratique, le territoire de l'union économique devait devenir une zone monétaire uniforme. À cette fin, il demandait au Comité monétaire et à la Communauté européenne de prendre en considération dans le long terme la création d'un système monétaire analogue à celui du Federal Reserve System américain, mais aussi d'envisager qu'un organe de la Communauté soit chargé dans ce système de l'indispensable coordination des décisions prises par les Etats membre en matière de politique monétaire<sup>402</sup>.

L'écho de ces propositions était mitigé. D'une part, elles obtinrent le soutien de personnalités éminentes telles que Guy de Carmoy<sup>403</sup>, Pierre Uri<sup>404</sup>, Jean Guyot<sup>405</sup> ou encore Pierre Werner. Ce dernier militait en effet le 27 novembre 1962 devant le Cercle Royal Gaulois à Bruxelles pour la création d'un Institut monétaire communautaire pour mettre en œuvre et diriger la politique monétaire commune<sup>406</sup>. Il rappelait l'importance d'une unité de compte européenne définie par rapport à l'or qui constituerait l'« amorce d'un système monétaire européen »<sup>407</sup>. L'utilité d'une monnaie de compte « non matérialisée sous forme de monnaie métallique ou de monnaie fiduciaire, était de fournir comme base des transactions une mesure de valeur uniforme, fixe et stable qui aurait un effet psychologique non négligeable »<sup>408</sup>. Pierre Werner mit en exergue deux principes élémentaires, à savoir la fixité des taux de change ainsi qu'une discipline monétaire commune, dont la contrepartie serait la solidarité monétaire sous la forme d'aides automatiques ou conditionnelles par l'application de la notion de concours mutuel, principes dont la mise en application serait encadrée au sein d'un Institut monétaire pouvant « développer concomitamment son rôle de Chambre de compensations entre les banques centrales »<sup>409</sup>. Selon lui, la méthode préconisée permettrait « à l'intégration

---

<sup>402</sup> PEO AP RP/ECON 1958 A0-00023/60 : Politique de conjoncture commune dans la CEE, Rapport parlementaire 10/05/1960.

<sup>403</sup> AMK C 36/1/113 : Les aspects financiers et monétaires du marché commun 20.10.1958 ; (inspecteur des Finances, directeur de l'OECE dès 1948 après avoir été, depuis 1946, administrateur suppléant à la Banque internationale pour la reconstruction et le développement, professeur à l'Institut d'études politiques de Paris ainsi qu'à l'École nationale d'administration où il enseignait l'économie politique dans les années 1950).

<sup>404</sup> AMK 11/7/10 : Problèmes financiers qui se posent aux pays de la Communauté sont, Pierre Uri 31.8.1959.

<sup>405</sup> AMK 11/7/11 : Depuis quelques semaines apparaissent divers signes annonciateurs de troubles sérieux dans le système monétaire, Jean Guyot.

<sup>406</sup> WERNER Pierre (1992) *op.cit.* p.118.

<sup>407</sup> WERNER Pierre : « Problèmes de l'intégration financière de l'Europe. Causerie faite devant les membres de l'Association des Amitiés Belgo-Luxembourgeoises et du Cercle Royal Gaulois à Bruxelles le 27 novembre 1962 », 1 vol (non paginé) collection Jos. Beffort, Luxembourg, 1962, pp.5.

<sup>408</sup> *Ibidem*, pp.6.

<sup>409</sup> *Ibidem*.

monétaire d'épouser la ligne de développement des tâches communautaires sans empiéter sur les responsabilités nationales et sans dépossession prématurée »<sup>410</sup>.

D'autre part, l'accueil réservé aux idées de Triffin fut beaucoup plus modéré. Dans une étude poursuivie et adoptée par la Commission Monétaire Internationale de la LECE, Hermann Josef Abs mentionnait l'idée de création d'un Fonds dans le but de donner plus d'efficacité à la coordination de la politique économique et monétaire. Selon lui, les décisions en matière de politique monétaire devaient rester l'attribution des institutions déjà existantes, à savoir du Fonds monétaire international, des gouvernements liés par l'Accord Monétaire Européen et de la Commission de la CEE en consultation avec le Comité monétaire et les gouverneurs des Banques centrales. D'étendre l'autorité « de telle ou telle institution, en vue de faire face à toutes les éventualités imaginables [...] ne lui paraissait pas opportun »<sup>411</sup>. La LECE pensait que l'idée du « remplacement des Banques Centrales nationales par une institution supranationale, ou simplement le transfert à un tel organisme » d'une large partie des pouvoirs en matière monétaire, présupposait la constitution d'« une fédération d'Etats solidement cimentée », marquée par un très haut degré d'harmonisation, condition qui ne « serait probablement jamais remplie qu'en partie, même après la fin de la période transitoire prévue par le Traité de Rome »<sup>412</sup>.

En février 1960, Emile Van Lennep, le président du Comité monétaire, réagit de manière « prudemment positive » au projet de Fonds de réserve. Il se disait intéressé<sup>413</sup> et demandait des précisions quant aux projets de Triffin par l'intermédiaire de Jean Monnet<sup>414</sup>. En effet le Comité monétaire était en faveur d'une politique monétaire commune mais restait prudent quant à ces recommandations d'ordre purement consultatif. Il ne proposait que de perfectionner les instruments de façon à pouvoir atteindre l'objectif commun d'une politique monétaire coordonnée étant donné que selon Van Lennep, les banques centrales n'étaient pas prêtes à remettre en cause le statu quo<sup>415</sup>.

Cette observation fut vérifiée lorsque le Fonds européen de réserve fut discuté lors des négociations préparatoires du « Plan Wigny », nommé d'après Pierre Wigny, le ministre belge des Affaires étrangères et membre de l'Assemblée commune, que Monnet rencontra cinq fois

---

<sup>410</sup> WERNER Pierre (1962) *op.cit.*, pp. 6

<sup>411</sup> LECE 280 : Fascicules publiés par la LECE 1957-1969 (Problèmes actuels de la politique monétaire en Europe (Mars 1960).

<sup>412</sup> LECE 280 : Fascicules publiés par la LECE 1957-1969 (Problèmes actuels de la politique monétaire en Europe (Mars 1960).

<sup>413</sup> AMK C 25/4/20 : Projet de lettre de Jean Monnet à Robert Triffin 16.2.1960.

<sup>414</sup> AMK C 33/6/143 : Lettre de Jean Monnet à Van Lennep 60.2.16.

<sup>415</sup> DU BOIS Pierre (2004) *op.cit.* p.40.

au cours de cette année<sup>416</sup>. Le plan d'octobre 1959 proposait d'accélérer l'intégration économique en raccourcissant la période de transition vers l'union douanière et d'étendre la coopération monétaire au sein de la Communauté européenne mais il ne mentionnait plus le Fonds de réserve évoqué cependant au sein d'un avant-projet<sup>417</sup>. Ce changement d'avis fut probablement provoqué en partie par la position de la Banque Nationale de Belgique qui suivant un point de vue économiste, s'opposait à la création d'une institution monétaire supranationale : « Cependant, on ne pourrait sans risque essayer de résoudre le problème de l'intégration économique en précipitant plus particulièrement les étapes de l'association monétaire. On ne peut ignorer, en effet, le caractère multilatéral, débordant le cadre de la Communauté, des relations monétaires internationales de chacun des pays membres, dont les monnaies sont, aujourd'hui, convertibles. On ne peut méconnaître non plus que bien des facteurs échappant à l'action des banques centrales influencent les conditions de l'équilibre monétaire intérieur et extérieur. Aussi longtemps que demeurera l'autonomie des politiques fiscale, budgétaire et même sociale de chaque pays, les autorités monétaires resteront assujetties à leurs responsabilités nationales. Il serait illusoire, la gestion de la monnaie étant un attribut de la souveraineté, de chercher à unifier les systèmes monétaires avant que ne soit mise en place une autorité politique communautaire »<sup>418</sup>.

Une lettre envoyée par Frédéric Boyer de la Giroday à Robert Triffin le 19 décembre 1960 confirmait à son tour les réticences de la Commission et du Comité monétaire face aux propositions relatives au Fonds : « J'ai eu beau faire mon possible pour nourrir les représentants de la Commission susceptibles de prendre la parole ou de présenter des écrits à ce sujet, j'éprouve les plus grandes difficultés à les persuader d'aller de l'avant. [...] Il est vraisemblable que le président du Comité monétaire demandera aux ministres de lui donner un feu vert en vue de l'examen du système monétaire international actuel et des problèmes qu'il pourrait présenter. On se gardera sans doute de mentionner le nom de certains esprits révolutionnaires dont il convient de se méfier parce qu'ils ont découvert tous les aspects du problème des mois, si ce n'est des années, avant les prudents escargots ». Il continua par informer Triffin de l'envoi de deux écrits aux suppléants du Comité monétaire concernant les mécanismes de garantie de change dans les relations monétaire internationales. Néanmoins, le jugeant « trop avancé », trop audacieux, les suppléants décidèrent de le remplacer par un

---

<sup>416</sup> Personnalités que Jean Monnet a rencontrées depuis le 14 juin 1955, Fondation Jean Monnet pour l'Europe, Lausanne.

<sup>417</sup> AMK C 25/4/14 : Lettre de Robert Triffin à Jean Monnet 59.11.11.

<sup>418</sup> Banque Nationale de Belgique, *Rapport annuel 1962*, Imprimerie de la Banque Nationale de Belgique, 1963, p.21. [http://www.nbb.be/pub/06\\_00\\_00\\_00/06\\_02\\_00\\_00/06\\_02\\_06\\_00\\_00.htm?l=fr](http://www.nbb.be/pub/06_00_00_00/06_02_00_00/06_02_06_00_00.htm?l=fr)

rapport purement descriptif des différentes clauses de garantie prévues dans divers traités internationaux. Le Comité monétaire n'était pas convaincu et décida de renvoyer l'analyse de ce problème à une date indéterminée, Giroday conclut sa lettre en soulignant qu'en raison de « tabous bien connus », personne n'osait présenter de note officielle au Comité monétaire et qu'il avait donc envoyé une note à titre personnel « à deux suppléants, en espérant que par ce truchement la note en question servira à alimenter la prochaine réunion du Comité monétaire »<sup>419</sup>. Cependant, ses espoirs restèrent vains et le Projet de Fond de réserve ne fut pas retenu dans les déclarations du Comité monétaire<sup>420</sup>. Celles-ci restaient très générales et ne mentionnaient pas le projet du Fonds de réserve. Les rapports soulignaient l'importance que présentait pour la réalisation du marché commun, une étroite coordination des politiques monétaires et financières, en vue de permettre un développement économique régulier des pays de la Communauté, tout en maintenant la stabilité interne et externe de leurs monnaies. Elles rappelaient également que l'introduction de la convertibilité externe des monnaies avait accru l'interdépendance des économies, de sorte que les décisions de politique monétaire et financière interne avaient des répercussions de plus en plus nettes sur la situation des autres pays et que des divergences trop marquées dans les objectifs de la politique monétaire et financière des pays seraient de nature à provoquer des difficultés de balance des paiements. Le comité favorisait ainsi une coordination de plus en plus poussée, coordination qui devait s'exercer davantage au sein des organisations monétaires comprenant un plus grand nombre de pays, à savoir le Fonds Monétaire International ou l'Accord Monétaire Européen. Le comité s'interrogeait si une coordination plus étroite des politiques monétaires impliquait « nécessairement que tous les pays prennent au même moment des décisions analogues. Ce qui importe au stade actuel de l'intégration économique, est moins l'identité des mesures prises que leur convergence et leur efficacité »<sup>421</sup>.

L'immobilisme des membres de la Communauté face à ces propositions étaient dû à diverses motivations. Tout d'abord elles étaient considérées trop révolutionnaires pour une Communauté où certains membres n'étaient pas encore réconciliés à l'idée d'une union douanière à six après l'échec d'un partenariat atlantique. De plus, la monnaie était considérée non seulement comme un attribut de la souveraineté, mais aussi comme une donnée majeure

---

<sup>419</sup> GIRODAY (de la) Frédéric Boyer : « Lettre de Frédéric Boyer de la Giroday à Robert Triffin (décembre 1960) », in DUMOULIN Michel, LEFEVBRE Olivier (dir.), Robert Triffin, conseiller des princes. Souvenirs et documents, Peter Lang, Bruxelles, 2010, pp.111.

<sup>420</sup> CM2/1960 - 508 : 02/1960 - 04/1960 : Deuxième rapport d'activité du Comité monétaire de la CEE pendant l'année 1959.

<sup>421</sup> CM2/1963 - 339 : 19/03/1963 - 17/06/1963 : Cinquième rapport d'activité du Comité monétaire de la CEE.

de l'économie sur laquelle les Etats se réservaient d'intervenir dans le cadre de politiques globales qu'ils estimaient comme de leur ressort. Il était donc encore inconcevable pour beaucoup de gouvernements d'abandonner « le dernier bastion de la souveraineté nationale »<sup>422</sup> à une autorité supranationale et de perdre la maîtrise de leur politique monétaire<sup>423</sup>. Enfin, l'ordre économique et monétaire ne requérait pas encore de mesures en faveur de la constitution d'une politique monétaire concertée au sein de la Communauté. En effet, les Six étaient liés par les règles de Bretton Woods, en particulier par la fixité des taux de change par rapport au dollar convertible en or, qui garantissait la stabilité monétaire au niveau international et instaura en Europe de l'Ouest un contexte économique de croissance soutenue et d'inflation modérée, propice à l'expansion du commerce international. La coopération monétaire n'apparaissait pas alors comme une véritable urgence dans la mesure où les six pays de la Communauté jouissaient de balances de paiement globalement excédentaires et que la période se caractérisait par une situation de stabilité monétaire internationale<sup>424</sup>. Ainsi le projet de Fonds de réserves resta inabouti de 1958 à 1961.

L'attitude de la Communauté changea néanmoins en mars 1961 avec le désordre sur le marché de l'or qui provoqua la réévaluation du Deutschmark et du Florin ainsi que la dévaluation du dollar canadien. L'absence de coordination au niveau communautaire ainsi que la coïncidence de ces changements de parités avec la première sérieuse crise de change du système monétaire international d'après-guerre, fit prendre conscience à la Communauté de la « vulnérabilité des institutions régissant les rapports des pays d'Occident sur le plan monétaire »<sup>425</sup>.

Ces préoccupations furent dès lors reprises par le Comité d'Action au sein de sa 9<sup>e</sup> réunion pendant laquelle l'idée de la création d'une Union européenne de réserves fut réitérée et pour la première fois décrite de manière plus explicite. Le Comité affirmait que la stabilité monétaire, étant le cadre indispensable d'une politique active de plein emploi et d'expansion de la production visant à améliorer les niveaux de vie des pays industriels et à permettre d'aider les pays moins favorisés à se développer, nécessitant des actions communes de l'Europe et de l'Amérique. Il soutenait que « si des actions monétaires menées sans coordination suffisante jusque dans l'exécution amenaient à leur tour des réactions

---

<sup>422</sup> WERNER Pierre, *Vers l'Union monétaire européenne*, Centre de recherches européennes, Les Cahiers rouges, Lausanne, 1971.

<sup>423</sup> CM2/1959-607 : 06/1959 - 11/1959, Politique coordonnée des Etats membres de la CEE dans le domaine monétaire.

<sup>424</sup> Padoa-Schioppa Tommaso (1994) *op.cit.* pp. 217-222.

<sup>425</sup> AMK 13/8/14 : Une monnaie pour l'Europe. JM affirme que le réveil de l'Occident se produira à temps. Opinion économique et financière 13.7.1961.

unilatérales, la dispersion risquerait peu à peu de ruiner les résultats déjà obtenus dans la voie de la coopération et les bases du système monétaire »<sup>426</sup>.

Toujours selon le comité, la fragilité du système monétaire international était due en partie au fait que la renaissance des pays membres de la Communauté européenne leur donna, ensemble, un poids dans le système monétaire international et des responsabilités dont leurs politiques nationales ne tenaient pas encore suffisamment compte. Ainsi, étant donné que les réserves globales des pays de la Communauté européenne étaient égales à celles des États-Unis, la création d'une Union Européenne de Réserves centralisant au moins une partie des réserves monétaires des six pays et variant en fonction de leurs réserves nationales créerait le fondement technique d'une action plus efficace de la Communauté à l'intérieur et vers l'extérieur<sup>427</sup>.

L'augmentation des réserves nationales au fur et à mesure de la réalisation de la communauté économique ainsi que la mise en œuvre progressive de la politique commerciale commune requerrait nécessairement une politique monétaire commune et une monnaie européenne, dont l'Union Européenne de Réserves constituerait le premier pas. Notons que c'était la première fois que le Comité mentionnait une monnaie commune. La déclaration se conclut par la demande formelle à la Commission européenne et au Comité monétaire d'étudier d'urgence les moyens de créer cette union européenne de réserves qui contribuerait au renforcement du système monétaire international<sup>428</sup>.

Au niveau des institutions européennes les réactions à ces premières turbulences du système monétaire international ne se firent pas attendre.

La commission économique et financière du Parlement réitéra la proposition d'un système de réserves dès sa réunion d'avril 1961<sup>429</sup>. En juin 1961, elle demanda à la Commission de lui faire parvenir un résumé analytique de tous les travaux publiés par Robert Triffin<sup>430</sup> en estimant qu'il fallait rapidement trouver une solution à l'échec du gold-exchange standard<sup>431</sup>.

---

<sup>426</sup> Déclaration commune du CAEUE du 10 et 11 juillet 1961, 9<sup>e</sup> session in 20 ans d'Action du Comité Jean Monnet (1955-1975), avec le concours de la Fondation Jean Monnet pour l'Europe, Lausanne, Groupement d'études et de recherches Notre Europe, Paris 2001, p.61.

<sup>427</sup> AMK 62/1/31 : Le Comité d'Action recommande la création d'une Union européenne des réserves monétaires, le Bulletin de l'Europe 15.7.1961.

<sup>428</sup> Déclaration commune du CAEUE du 10 et 11 juillet 1961, 9<sup>e</sup> session in 20 ans d'Action du Comité Jean Monnet (1955-1975), avec le concours de la Fondation Jean Monnet pour l'Europe, Lausanne, Groupement d'études et de recherches Notre Europe, Paris 2001, p.64.

<sup>429</sup> PEO AP PV/ECON 1961 ECON- 1961 0425 0010 : Réunion du 25 avril 1961, Procès-verbal 25/04/1961.

<sup>430</sup> PEO AP PV/ECON 1961 ECON- 1961 0601 0010 : Réunion du 01 juin 1961, Procès-verbal 01/06/1961.

<sup>431</sup> PEO AP PV/ECON 1961 ECON- 1961 1116 0010 : Réunion du 16 novembre 1961, Procès-verbal 16/11/1961.



Au cours de la réunion de janvier 1961 à La Haye, les ministres des Finances se mirent d'accord pour confier au Comité monétaire la tâche d'analyser le problème des liquidités internationales<sup>432</sup>. Celui-ci admettait que certains problèmes techniques se posaient quant à l'utilisation et au financement du Fonds monétaire international et qu'une étroite coopération était nécessaire pour rechercher les moyens de compléter et de renforcer le système monétaire international<sup>433</sup>. À cette fin, le Comité chargea un groupe d'experts d'examiner le problème des liquidités internationales, les risques qui pourraient se poser à l'avenir ainsi que les moyens permettant d'y faire face. Ce groupe s'engagea à rédiger un rapport au Comité monétaire en exposant notamment les avantages et les inconvénients respectifs des différentes propositions faites dans ce domaine. Le groupe de travail était composé d'experts de chaque banque centrale et d'un expert de la Commission et était présidé par Ottmar Emminger, vice-président du Comité monétaire et membre du directoire de la Deutsche Bundesbank<sup>434</sup>. Il se réunit pour la première le réunit le 22 mars 1961 pour discuter le plan Triffin pour la prévention d'une pénurie mondiale des réserves monétaires. Dans un rapport du groupe, Emminger soulignait que les problèmes liés à la détention de réserve en monnaie nationale et à la composition variable des réserves disparaîtraient si le système monétaire était modifié conformément aux propositions du professeur Triffin ; en effet, dans ce cas, il n'y aurait plus guère de réserves détenues en monnaies nationales et les avoirs en devises accumulés dans le passé seraient consolidés et amortis suivant un programme fixe. Cependant, d'après l'analyse des experts, il ne fallait « toutefois guère s'attendre à voir accepter dans l'immédiat un plan aussi ambitieux » et il fallait « chercher en conséquence à déterminer les possibilités de résoudre d'une autre manière les problèmes relatifs à la détention de réserves en monnaies nationales et de faire varier judicieusement ou du moins d'influencer, le rapport or/réserves en devises »<sup>435</sup>. Le président, Ottmar Emminger rejeta entièrement les réformes proposées par Triffin et souligna que les moyens qu'il proposait, dont notamment le Fonds de réserve, n'était « guère réalisable sous la forme suggérée en raison des résistances politiques qui ne

---

<sup>432</sup> BAC 026/1969 746 : 1961 – 1961 : Ministres des Finances : 7e réunion (Düsseldorf, 20 et 21 mars 1961) ; procès-verbal, travaux préparatoires, correspondance, etc. (- DE, FR -). Vol. 4.

<sup>433</sup> CM2/1960 - 001021 : 20/04/1961 - 07/06/1961 : Troisième rapport d'activité du Comité monétaire pour l'année 1960.

<sup>434</sup> Deutsche Bundesbank. [http://www.bundesbank.de/50jahre/50jahre\\_praesidentengalerie\\_emminger.php](http://www.bundesbank.de/50jahre/50jahre_praesidentengalerie_emminger.php)

<sup>435</sup> BAC 565/1995 200 : 1963-1963 : Comité monétaire : session n°53 du 4 septembre 1963 ; remarques sur les possibilités de développement du système monétaire international.

manqueraient pas de se manifester contre une limitation aussi forte de la souveraineté nationale »<sup>436</sup>.

Hormis l'objection principale émise à l'encontre de l'institutionnalisation poussée du système Triffin qui impliquait un certain abandon de souveraineté en matière monétaire, ce qui n'était pas possible sans abandon de souveraineté dans d'autres domaines<sup>437</sup>, le groupe d'étude était également d'avis qu'« un problème global d'insuffisance de réserves monétaires - conduisant nécessairement à l'apparition de tendances déflationnistes à l'échelle mondiale – ne se posait pas pour le moment et ne risquait pas de surgir dans un proche avenir »<sup>438</sup>. Selon lui, la faiblesse du système résidait dans le fait que les apports prévisibles d'or monétaire ne suffiraient probablement pas à couvrir les besoins en liquidités internationales. Afin de permettre un meilleur fonctionnement du système monétaire international, le Comité d'experts conclut que les principaux pays industrialisés devaient d'une part remédier rapidement aux déséquilibres de balance des paiements, notamment celles des États-Unis et de la Grande-Bretagne, et d'une autre part, parer aux inconvénients de mouvements soudains et désordonnés de capitaux à court terme qui, parce qu'ils pouvaient revêtir une particulière gravité pour les monnaies-clés, risquaient d'ébranler le système monétaire international<sup>439</sup>.

Dans ce contexte, Per Jacobsson, directeur général du Fonds monétaire international de 1956 à 1963, exposa en 1961 un plan de reconstitution des ressources du FMI, qui visait le rétablissement de ses avoirs en certaines monnaies plutôt que l'accroissement de ses ressources en général. Ce plan visait à utiliser plus largement que par le passé les monnaies des pays européens qui disposaient de quotas élevés. Concrètement, Jacobsson prévoyait l'ouverture en faveur du Fonds de crédits de confirmation et le renforcement de la collaboration entre celui-ci et les banques centrales dans le but d'atténuer les mouvements de flux et de reflux des capitaux à court terme. Il envisageait également un système d'engagements fermes de prêts souscrits par les pays créanciers sous réserves de consultations, afin de renforcer les ressources du Fonds dans leur ensemble.

Or les Six, recherchèrent une solution en dehors du cadre du FMI jugé trop large, donc inadapté, et voulaient une coopération se déroulant entre les pays concernés uniquement. Ils s'appuyaient sur l'expérience et le succès des accords de Bâle qui avaient montré qu'il était

---

<sup>436</sup> BAC 565/1995 172 : 1961-1961 : Sous-groupe du Comité monétaire « Problème de la liquidité internationales » : le plan Triffin pour la prévention d'une pénurie mondiale de réserves monétaires 22/03/1961.

<sup>437</sup> BAC 565/1995 189 : 1962 : Le système monétaire international, note du professeur Posthuma.

<sup>438</sup> BAC 026/1969 747 : 1961 – 1961 : Ministres des Finances : 8e réunion (Ostende, 17 et 18 juillet 1961) ; procès-verbal, travaux préparatoires, correspondance, etc. (- DE, FR -). Vol. 5.

<sup>439</sup> CM2/1961 - 227 : 19/03/1962 - 14/05/1962, Quatrième rapport d'activité du Comité monétaire.

possible de prendre sans lourde procédure administrative et sans créer de nouvelles institutions, des mesures rapides et énergétiques<sup>440</sup>. Les contres propositions des Six aux plan Jacobsson consistaient à préparer un système de crédits spéciaux dans le cadre des institutions internationales afin de renforcer le dispositif de défense du système monétaire international et afin de le rendre moins vulnérable aux effets d'une crise subite de confiance, à éviter que les emprunts du Fonds ne prennent un caractère automatique et enfin, à empêcher un trop grand transfert de compétences au FMI<sup>441</sup>.

Les Six n'étaient pas disposés à prendre des engagements à priori, mais étaient d'accord de prendre les dispositions nécessaires, sur le plan législatif interne, permettant de conclure rapidement des arrangements au moment où des circonstances particulières pourraient l'exiger. Le problème à l'origine de cette réserve était la définition du champ d'action qui serait couvert par ces accords d'emprunt. Les pays européens refusaient de s'engager à l'avance ou de laisser au FMI une trop grande liberté de manœuvre dans l'utilisation des ressources.

Au cours de l'Assemblée générale du FMI tenue à Vienne le 20 septembre 1961, les Six obtinrent satisfaction sur deux points importants. D'une part les pays créanciers, en plus de l'influence qu'ils exerçaient normalement sur toutes opérations du Fonds mettant en jeu leur monnaie, reçurent le droit de regard sur les crédits supplémentaires qu'ils seraient appelés à consentir. D'autre part, les lignes de crédits ouvertes ne seraient pas destinées à une utilisation d'ordre général par le Fonds, mais à faire face spécialement à d'importants tirages sur le Fonds de la part des États-Unis, ou à contrecarrer les mouvements spéculatifs de capitaux au détriment d'une monnaie importante. Les demandes requises par le groupe de travail du Comité monétaire furent donc entièrement respectées étant donné que les Six, promus au rôle de principal fournisseur de ressources du Fonds, obtinrent un compromis entre un système absolument automatique et un système restrictif.

Il est vrai que, d'un point de vue technique, la mise en place des AGE n'avait pas engendré une amélioration des mécanismes de paiements pouvant combattre une prochaine crise monétaire, cependant, l'Europe des Six avait réussi à faire entendre sa voix et à se positionner comme partenaire essentiel des États-Unis dans le rééquilibrage des balances de paiements<sup>442</sup>.

---

<sup>440</sup> BOTTEX Agnès (2003) *op.cit.* p.113.

<sup>441</sup> BAC 026/1969 747 : 1961 – 1961 : Ministres des Finances : 8e réunion (Ostende, 17 et 18 juillet 1961) ; procès-verbal, travaux préparatoires, correspondance, etc. (- DE, FR -). Vol. 5.

<sup>442</sup> BOTTEX Agnès (2003) *op.cit.* p.116.

Dès janvier 1962, la commission économique et financière du Parlement européen réitéra sa volonté de faire progresser davantage la coordination de la politique monétaire au sein de la Communauté étant donné qu'une politique monétaire commune était fonction du développement de la CEE. Elle estimait que bien que la CEE, en tant qu'unité économique en devenir, remplissait en principe les conditions fixées par le Traité de Rome, nécessaires à une collaboration efficace dans le domaine de la politique monétaire, il n'était pas concevable qu'une coordination des politiques monétaires puisse se limiter exclusivement à la CEE. Il était indispensable que les services monétaires collaborent étroitement avec les institutions de FMI, de l'OCDE et de l'AME en tenant compte des conséquences sur le plan international des mesures monétaires nationales. Par ailleurs, Il fallait également tenir compte d'une éventuelle adhésion du Royaume-Uni et des conséquences qu'elle induirait sur le plan de la coordination des politiques monétaires de la CEE étant donné que dans ce cas, une des deux monnaies-clés du système monétaire international serait du ressort de la Communauté. Afin que le FMI soit en mesure d'assurer la liaison entre la politique monétaire coordonnée des Six, y compris la Grande-Bretagne et les pays du bloc sterling, il fallait que les pays de la CEE soient disposés à une collaboration commune sur le plan mondial<sup>443</sup>.

Étant donné que la politique monétaire commune qui à longue échéance devait remplacer la politique coordonnée prescrite par le Traité de Rome, il fallait tout d'abord promouvoir davantage la réalisation du marché commun, parallèle au développement d'une politique économique et financière commune dans de nombreux secteurs. D'autre part, vu l'insuffisance des solutions à court terme apportées au problème des liquidités dans les échanges monétaires internationales, il était essentiel que la CEE, par une politique monétaire communautaire, soit capable d'apporter une contribution fondamentale dans le cadre du FMI<sup>444</sup>.

Dans cette intention, la commission parlementaire proposait dans le rapport de Flip van Campen, adopté le 17 octobre 1962, l'institution progressive d'une collaboration organisée des banques centrales nationales au sein d'un organisme commun destiné à porter la responsabilité de la politique monétaire commune. Il s'agissait de mettre en place une organisation fédérale des banques d'émissions de la CEE avec une instance centrale, indépendante, chargée de la politique monétaire communautaire et centralisant du moins en partie, les réserves d'or et de devises des Six. De cette manière le système de paiements et de crédits de la CEE pourrait se développer efficacement, la Communauté pourrait mieux

---

<sup>443</sup> PEO AP RP/ECON 1961 A0-0017/62 0040 : Coordination des politiques monétaires dans le cadre de la CEE.

<sup>444</sup> PEO AP RP/ECON 1961 A0-0017/62 : Coordination des politiques monétaires dans le cadre de la CEE.

collaborer à la multiplication des échanges économiques internationaux et la discipline monétaire serait maintenue de manière à assurer, la régulation des monnaies dans l'intérêt du bien commun<sup>445</sup>.

En réponse aux propositions émanant de multiples enceintes, la Commission présenta en octobre 1962 un mémorandum sur « le programme d'action de la Communauté pour la deuxième étape du Marché commun 1962-1965 », qui plaidait pour une interprétation maximaliste du Traité de Rome, ouvrant la voie à la réalisation progressive d'une union économique et monétaire. Au sein du chapitre VIII, le volet monétaire du mémorandum, la Commission envisageait que l'union monétaire qui impliquait la « fixité des taux de change », pourrait devenir « l'objectif de la troisième étape du Marché commun »<sup>446</sup>. C'était la première fois que l'Union monétaire fut inscrite à l'agenda communautaire. Le mémorandum soutenait que la politique monétaire était « vitale »<sup>447</sup> pour le fonctionnement et la bonne continuation du Marché commun étant donné que des fluctuations de taux de changes pouvaient déranger les échanges entre pays. « L'union économique implique, en effet, au moins après la fin de la période de transition, la fixité des taux de change des monnaies des États membres, sous réserve de variations dans les limites étroites. Toute modification importante provoquerait des bouleversements si profonds dans les échanges de pays que ne protégera plus aucune barrière douanière et entraînerait, à raison du prix d'intervention communautaire garanti pour les céréales et pour d'autres produits agricoles de base, des changements si soudains dans le niveau des prix des produits agricoles et par conséquent dans les revenus des agriculteurs que le Marché commun lui-même pourrait être mise en cause »<sup>448</sup>. L'union monétaire ne constituait donc pas qu'une étape de plus dans l'évolution de la Communauté mais elle était nécessaire pour protéger l'Union douanière et la politique agricole commune de la fluctuation des taux de change étant donné que les événements de 1961 avait démontré la vulnérabilité du système monétaire international.

Le programme d'action proposait également d'instaurer un mécanisme de consultations préalables entre les Six pour une multitude de décisions importantes concernant la politique monétaire, notamment les taux d'intérêt ou encore les taux de change. De plus, il prévoyait la création d'un conseil des gouverneurs des banques centrales. Enfin, la Commission évoquait

---

<sup>445</sup> PEO AP RP/ECON 1961 A0-0017/62 0010 : Coordination des politiques monétaires dans le cadre de la CEE.

<sup>446</sup> EMU : A historical documentation. Chapter I : The idea of a common currency in Europe ; « Economic and Monetary Policies in the second phase » (excerpts) 24.10.1962, pp. 30 ; [http://ec.europa.eu/economy\\_finance/emu\\_history/documentation/documentation\\_chapter1.html](http://ec.europa.eu/economy_finance/emu_history/documentation/documentation_chapter1.html)

<sup>447</sup> *Ibidem*, pp. 25.

<sup>448</sup> COM (1962) 300 : Mémorandum de la Commission sur le programme d'action de la Communauté pendant la 2e étape 24 octobre 1962.

également une monnaie de réserve européenne qui « faciliterait considérablement la coopération monétaire internationale et la réforme du système actuel », système qui présentait les premiers signes, « d'une fragilité certaine »<sup>449</sup>.

Cependant, le projet du Fonds n'était qu'effleuré dans le mémorandum de 1962. En effet, ce dernier suivait une autre logique : la réflexion du mémorandum partait de l'idée du Marché commun et de la Politique Agricole Commune et en explorait les implications. Il en conclut que les taux de change fixes, et donc l'union monétaire, était dans un futur proche, une conséquence inévitable du marché commun et des prix agricoles communs<sup>450</sup>. L'application des mesures incluses dans le mémorandum devait ainsi préparer les Six et mettre en place les conditions nécessaires à la création d'une union monétaire qui était visée pour la troisième étape.

L'approche du projet du FER était plus entreprenante dans le sens où elle proposait la mise en place immédiate d'une institution supranationale indépendante à laquelle les pays de la Communauté devraient abandonner une grande partie de leur souveraineté en matière monétaire. Le mémorandum de son côté était plus prudent, plus pragmatique ce qui était dû aux réticences des pays membres. La cession de pouvoirs à une institution de type fédérale n'était prévue par le mémorandum que pour dans un futur proche et il optait dans un premier temps pour une méthode plus souple, à savoir une communautarisation progressive des administrations nationales par la multiplication de comités consultatifs au niveau communautaire, au sein desquels les experts nationaux seraient amenés à se familiariser à des idées communautaires. Il ne s'agissait donc pas de s'attaquer aux fondements de l'intergouvernementalisme, mais d'introduire dans la réflexion des acteurs regroupés au sein de ces comités les aspects communautaires et de faire progresser leur réflexion d'une logique intergouvernementale à une logique beaucoup plus communautaire.

Le projet du FER ne fut néanmoins pas abandonné. Dès décembre 1962, le Comité d'Action pour les États-Unis d'Europe confirmait la résolution de 1961 et réitéra son ambition de créer un fonds de réserve monétaire européen<sup>451</sup>. De plus, le FER donna lieu à des débats intenses notamment au sein des groupes Bellagio et Bilderberg. Mentionnée lors des réunions de 1958,

---

<sup>449</sup> COM (1962) 300 : Mémorandum de la Commission sur le programme d'action de la Communauté pendant la 2e étape 24 octobre 1962.

<sup>450</sup> MAES Ivo (2004) *op.cit.* pp. 17.

<sup>451</sup> Déclaration commune du CAEUE des 17 et 18 décembre 1962, 10<sup>e</sup> session in *20 ans d'Action du Comité Jean Monnet (1955-1975)*, avec le concours de la Fondation Jean Monnet pour l'Europe, Lausanne, Groupement d'études et de recherches Notre Europe, Paris, 2001, p.71.

1964 et 1965 du Bliderberg<sup>452</sup>, la proposition de Triffin, évoquant une mise en commun des réserves, détenues ou non en plusieurs devises, fut inscrite au sein des propositions majeures issues de la réunion du groupe Bellagio de novembre 1963, après avoir été au centre des discussions depuis début 1963. Cependant, le projet jugé trop ambitieux fut à côté d'autres propositions rejetées d'office par le Groupe de Dix et fut suivie par une recommandation commune du groupe Bellagio aux responsables politiques. Celle-ci concernait des mesures conservatoires qui faute de réforme intégrale du système monétaire internationale, devraient être adoptées d'urgence. Elle appelait au recours à des corrections dans les déficits des balances des paiements, à la mise en parallèle de l'évolution des réserves monétaires, au taux de croissance non inflationniste de l'économie mondiale, ainsi qu'à la réduction des liquidités détenues de façon trop déséquilibrée par les banques centrales en dollar ou en livres<sup>453</sup>. Notons ici que le rapport publié par le groupe Bellagio après la réunion de novembre 1963, fut transmis au grand public<sup>454</sup> et il attira entre autre l'attention du Comité des gouverneurs des banques centrales

En effet, immédiatement après la première crise de la livre sterling de la fin novembre 1964, l'idée d'un premier pas vers une possible mise en commun des réserves fut évoquée au sein du Comité des gouverneurs des banques centrales.

Afin de pallier l'instabilité du système monétaire international par la possibilité de concerter les politiques de réserves des pays membres, les gouverneurs décidèrent de concert avec la Commission de charger les services de la Bundesbank d'élaborer une étude « sur la politique des réserves monétaires des instituts d'émission des pays de la CEE »<sup>455</sup> qui fut présentée et discutée pour la première fois au cours de la réunion du 12 juillet 1965.

Elle proposait l'assujettissement des instituts d'émission des pays de la CEE à des règles communes régissant la composition de leurs réserves. Elle évoquait la possibilité des banques centrales de s'accorder sur le maintien constant de la proportion d'or dans leurs réserves à l'intérieur d'une marge uniforme, « par exemple 60 et 70% », adaptable à l'évolution de la situation économique mondiale. La composition de l'élément devise ne serait pas fixée à l'avance mais cette part se verrait attribuer toutes les catégories possibles de créances à

---

<sup>452</sup> AUBOURG Valérie (2004) *op.cit.*, pp.411-429.

<sup>453</sup> WILSON Jérôme (2004) *op.cit.* pp.402.

<sup>454</sup> SCHMELZER Matthias (2010) *op.cit.* p.148.

<sup>455</sup> Note de la Deutsche Bundesbank sur la politique des réserves monétaires des instituts d'émission de la Communauté économique européenne (Annexe VII/b du procès-verbal de la septième séance du Comité des gouverneurs, le 12 juillet 1965).

Ce document est accessible sur

<http://www.ecb.europa.eu/ecb/history/archive/requested/html/index.en.html>

caractère monétaire<sup>456</sup>. Sachant que les pays de la CEE rassemblaient « environ les deux tiers des réserves de devises des pays du Groupe des Dix, une situation stable et facilement contrôlable serait créée pour la part la plus importante des réserves de devises des pays industriels. Un tel arrangement dissiperait en grande partie les craintes d'un mouvement de fuite devant le dollar qui pourrait perturber l'économie mondiale »<sup>457</sup>. Ensuite les déséquilibres des paiements entre les pays de la CEE devaient être réglés en or entre ces pays. De cette manière, les déséquilibres entre les Six n'entraîneraient plus de sorties d'or des États-Unis et n'auraient plus d'influence sur l'approvisionnement du monde en réserves internationales<sup>458</sup>. La mise en place de règles communes pour la composition des réserves et l'adaptation de ces règles à l'évolution de la situation monétaire internationale correspondait pour la Bundesbank dans une certaine mesure aux résultats que pouvait obtenir la mise en commun des réserves demandée entre autre par Robert Triffin<sup>459</sup>.

Dans une seconde note élaborée par la Banque nationale de Belgique et présentée au cours de la 13<sup>e</sup> réunion du Comité, l'attention des gouverneurs fut attirée sur l'étude d'une éventuelle harmonisation du financement des surplus et des déficits des pays de la Communauté<sup>460</sup>.

Constatant un accroissement de la détention de dollars par la CEE, causée par les investissements croissants des États-Unis et par l'augmentation des importations des États-Unis facilitées par les accords du GATT<sup>461</sup>, ainsi qu'une tendance des Six à « convertir leurs excédent de balance des paiements en or »<sup>462</sup> et à couvrir leurs déficits par des prélèvements sur leurs avoirs en dollar, ce qui introduisait une dissymétrie dans le système ainsi que des crises de confiance à l'égard des monnaies de réserves, cette note proposait une nouvelle technique qui préconisait une politique concertée des pays de la CEE relative à la détention et la conversion de dollars par les pays de la CEE.

Elle proposait « que les pays de la CEE convertiraient dorénavant régulièrement en or l'augmentation de leurs avoirs en dollars, provenant de l'excédent global de la balance de

---

<sup>456</sup> Note de la Deutsche Bundesbank sur la politique des réserves monétaires des instituts d'émission de la Communauté économique européenne (Annexe VII/b du procès-verbal de la septième séance du Comité des gouverneurs, le 12 juillet 1965)

<sup>457</sup> *Ibidem.*

<sup>458</sup> *Ibidem.*

<sup>459</sup> *Ibidem.*

<sup>460</sup> Treizième séance du Comité des gouverneurs des banques centrales de la Communauté économique européenne, Lundi 11 juillet 1966, pp.6-7.

<sup>461</sup> Pour le groupe des Dix il s'agit d'une augmentation entre 1957 à 1964 de 3,43 milliards de dollars à 9,97 milliards de dollars dans BOTTEX Agnès, *Naissance d'une identité monétaire européenne, 1957-1972 ; de la CEE à l'UEM, l'intégration monétaire à la lumière des flux internationaux de capitaux*, Atelier national de reproduction des thèses, Lille, 2003, p.141.

<sup>462</sup> Les conversions de dollars en or par la CEE ont atteint 92 millions de dollars en 1961, 519 en 1962, 518 en 1963, 530 en 1964 et 1082 en 1965.



paiements de la CEE : ils conserveraient donc les montants de dollars qu'ils détiennent actuellement tant que la balance de paiements de la CEE ne serait pas déficitaire »<sup>463</sup>. De cette façon, les déficits de la balance des paiements d'un ou de plusieurs pays de la CEE n'auraient plus d'incidence sur les réserves d'or des États-Unis tant qu'il n'y aurait pas d'excédent global de la Communauté. « Cette suggestion reviendrait à une compensation entre les pays de la CEE de leurs excédents et déficits extérieurs au moyen de leurs avoirs en dollars »<sup>464</sup>. Cette nouvelle technique organiserait une convertibilité concertée des dollars détenus par la CEE par une action commune des Six. « Au-delà du montant de dollars actuellement détenus par la CEE, les dollars nouveaux seraient en principe convertis en or. Tant que la balance des paiements de la CEE ne serait pas déficitaire, les avoirs actuels en dollars de la CEE ne seraient temporairement plus convertis en or »<sup>465</sup>. En définitive, elle permettrait d'amoindrir la menace qui pesait sur la trésorerie américaine étant donné qu'un tel arrangement avait l'avantage de soustraire les États-Unis au risque de « conversions directes en or des dollars détenus actuellement par la CEE » et de les mettre à l'abri « des conversions résultant uniquement d'excédent de balances des paiements de certains pays de la CEE en l'absence d'un excédent global de la CEE »<sup>466</sup>. Ce nouveau système permettrait d'abord de créer une solidarité entre les Six et constituerait « un premier pas expérimental dans la voie de l'harmonisation de leurs politiques de réserves et d'un financement communautaire des excédents et des déficits de balance des paiements de la Communauté ainsi que d'une mise en commun des réserves »<sup>467</sup>. Ensuite il aboutirait à une consolidation temporaire et partielle des avoirs en dollars dans le monde au moins en ce qui concernait la Communauté.

Malgré un accueil plutôt favorable aux principaux éléments des notes respectives par les gouverneurs des banques centrales, à l'exception du gouverneur de la Banque de France qui indiquait que « ses remarques de principe ne pourraient être que négatives étant donné qu'il lui serait impossible de présenter au gouvernement français un pool commun de réserves »<sup>468</sup>,

---

<sup>463</sup> « Note de la Banque nationale de Belgique relative à la politique des réserves monétaires des banques centrales de la Communauté », évoquée lors de la treizième séance du Comité des gouverneurs, le 11 juillet 1966, p.4.

Ce document est accessible sur

<http://www.ecb.europa.eu/ecb/history/archive/requested/html/index.en.html>

<sup>464</sup> *Ibidem.*

<sup>465</sup> *Ibidem.*

<sup>466</sup> *Ibidem.*

<sup>467</sup> *Ibidem.*

<sup>468</sup> Treizième séance du Comité des gouverneurs des banques centrales de la Communauté économique européenne, Lundi 11 juillet 1966, pp.6.

il leur apparaissait « un peu prématuré et artificiel »<sup>469</sup> d'établir des engagements communautaires étant donné qu'ils étaient d'avis que l'insuffisance des liquidités internationales n'était qu'une hypothèse à terme. En effet, les membres de la Communauté et plus précisément les ministres des Finances des Six avaient considéré jusqu'en avril 1967, que le problème des liquidités internationales n'était pas « un problème immédiat »<sup>470</sup> sans pour autant « rejeter l'idée de prévoir un mécanisme pour l'avenir »<sup>471</sup>. C'est pour cette même raison que les débats au sujet de ces propositions, qui ne furent plus mentionnées dans les réunions suivantes, en restèrent au stade de simples échanges de vue et n'aboutirent pas, dans l'immédiat, à des choix politiques concrets. En effet, comme le confiait Bernard Clappier à Van Helmont du Comité d'Action, il ne croyait pas « que l'idée d'une union européenne des réserves serve actuellement. Cette union viendra par le développement interne du Marché commun et non d'une conjoncture extérieure à lui »<sup>472</sup>. Richard Maye affirmait également que « la relance de l'UER serait actuellement prématurée ». Selon lui il valait « mieux attendre un moment où le développement intérieur des Six serait plus propice, éventuellement dans le contexte des progrès ultérieurs dans le domaine économique ou politique : soit l'accélération ou l'achèvement du Marché commun, soit l'acceptation d'un projet d'union politique »<sup>473</sup>. Ces réformes furent également rejetées par le G10 étant donné qu'elles ne pouvaient passer que « par une refonte des institutions bien plus large que ce qui était alors envisagé par le G10 »<sup>474</sup>.

Cependant, la persistance de la crise de la livre sterling, entraîna auprès des acteurs principaux, une prise de conscience sur la question essentielle d'assurer un approvisionnement suffisant en liquidités internationales<sup>475</sup>. La crise de la livre avait été provoquée par un large déficit de la balance des paiements britannique qui s'élevait pour l'année 1964 à 2,25 milliards de dollars<sup>476</sup>. Après la décision du gouvernement britannique du 17 octobre de ne pas dévaluer sa monnaie et suite à l'ajournement à l'année suivante de

<sup>469</sup> Douzième séance du Comité des gouverneurs des banques centrales de la Communauté économique européenne, Lundi 9 mai 1966, p.8.

[http://www.ecb.europa.eu/ecb/history/archive/pdf/agendas/CoG\\_12th\\_meeting\\_09\\_05\\_1966\\_FR.pdf?93af6e42088c1c4ab875f8da42492aa3](http://www.ecb.europa.eu/ecb/history/archive/pdf/agendas/CoG_12th_meeting_09_05_1966_FR.pdf?93af6e42088c1c4ab875f8da42492aa3)

<sup>470</sup> BAC 375/1999 289 : Ministres des Finances, réunions 1966 et 1967, 23<sup>e</sup> réunion des Ministres des Finances, Rome, 20 juin 1966.

<sup>471</sup> BAC 375/1999 289 : Ministres des Finances, réunions 1966 et 1967, 24<sup>e</sup> réunion des Ministres des Finances, Luxembourg, 12 septembre 1966.

<sup>472</sup> AMK 62/1/76 : Conversation entre Bernard Clappier et Van Helmont, 5 janvier 1964.

<sup>473</sup> AMK 62/1/77 : Note de R. Mayne, Faudrait-il relancer la proposition d'une Union Européenne de Réserves?, 7 janvier 1965.

<sup>474</sup> WILSON Jérôme (2004) *op.cit.* pp.404.

<sup>475</sup> BOTTEX Agnès (2003) *op.cit.* p.145.

<sup>476</sup> SOLOMON Robert, *The international monetary system, 1945-1981*, Harper & Row, 1982, p.87.

mesures d'austérité qui auraient été impopulaires, la livre fut soumise à des attaques spéculatives sur les marchés financiers dès le 11 novembre, jour de l'annonce de son budget intérimaire. Malgré une hausse du taux d'escompte le 23 novembre, les tensions sur les marchés de changes ne furent pas apaisées ce qui força le gouvernement britannique à demander une importante aide internationale s'élevant à 3 milliards de dollars. Ce crédit qui fut annoncé le 25 novembre était constitué d'un montant de 500 millions de dollars provenant des États-Unis, et de 2,5 milliards de dollars mis à disposition par dix banques centrales européennes, la Canada, le Japon et la BRI. Ce crédit venait s'ajouter à la première mise en œuvre des AGE, à savoir un tirage britannique sur le Fonds monétaire international pour un montant de 1 milliard de dollars, concours qui provenait en majeure partie des pays de la Communauté (355 millions de dollars sur un total de 405 millions)<sup>477</sup>. Malgré une accalmie de courte durée, un nouveau tirage de 1,4 milliard de dollar fut effectué auprès du FMI en septembre 1965, qui activa à nouveau le mécanisme des AGE pour un montant de 260 millions<sup>478</sup>. Constatant que la situation britannique ne s'était pas améliorée pour l'année 1966, les gouverneurs critiquèrent l'absence de mesures « efficaces et sérieuses » du Royaume-Uni et se demandèrent en se concertant sur la possibilité d'une nouvelle aide britannique, si la Communauté serait amenée à « soutenir indéfiniment le sterling »<sup>479</sup>. En 1967, la détérioration des balances des pays à monnaie-clé face aux excédents de la balance des paiements de la Communauté, aggrava le déséquilibre mondial et suscita des mouvements de spéculations, menaçant l'existence même du système monétaire international.

Afin de faire face à cette situation, les pays se prononcèrent, après de longues négociations, à l'assemblée générale du FMI à Rio en septembre 1967, à défaut d'une réforme globale du système international, en faveur du principe de la création d'un nouvel instrument de réserve sous forme de droits de tirage spéciaux (DTS) qui se distinguaient à la fois, « des droits de tirages ordinaires qui n'augmentaient les liquidités internationales que s'ils étaient utilisés, les DTS les augmentant du montant des allocations ; de l'or qui avait une contrepartie réelle, étant donné que sa production engendrait un revenu et enfin des devises qui sont des monnaies d'un pays et qui risquaient d'être gérées comme telles ; les DTS reposaient sur un

---

<sup>477</sup> Septième rapport d'activité du Comité monétaire, Bruxelles, 12 février 1965, pp.11 <http://aei.pitt.edu/37418/1/A3371.pdf>

<sup>478</sup> JAMES Harold, *Making the European Monetary Union*, Belknap Press of Harvard University Press, 2012, p.56.

<sup>479</sup> Douzième séance du Comité des gouverneurs des banques centrales de la Communauté économique européenne, Lundi 9 mai 1966, p.3.

accord entre pays et étaient gérés par une institution internationale »<sup>480</sup>. Ils apparaissaient ainsi comme une solution viable à long terme pour le système monétaire international et étaient perçus comme une monnaie de réserve internationale valable. À travers les mesures de contrôle que les Européens obtinrent sous l'impulsion française<sup>481</sup>, à savoir une minorité de blocage pour ses membres, qui constituait un pouvoir de contrôle<sup>482</sup> afin d'éviter toute dérive des crédits ou des tirages par les pays à monnaie de réserve<sup>483</sup>, les cinq pays de la Communauté réussirent à s'imposer en tant qu'entité unique sur la scène monétaire internationale et à faire face aux États-Unis.

Il fallut néanmoins attendre 1969, la grande année des projets d'Union économique et monétaire<sup>484</sup>, avant que le projet de Fonds de réserve soit à nouveau introduit au sein des débats au niveau communautaire.

En effet, les crises monétaires à l'échelle européenne et internationale de l'année 1968 et 1969, qui avaient révélé les insuffisances de l'organisation de la Communauté tant au niveau des procédures de consultations préalables qui n'avaient pas été suivies, tant au niveau des mécanismes de soutien prévu par la Traité de Rome, dont l'application stricte n'avait pas empêché le recours à des mesures de sauvegarde au cours de l'année même de l'achèvement de l'union douanière, permirent une prise de conscience par les pays membres de la nécessité d'une solidarité monétaire communautaire effective.

Cette prise de conscience fut également favorisée par des changements majeurs qui eurent lieu en France ainsi qu'en Allemagne suite aux élections présidentielles du 15 juin et aux élections fédérales du 28 septembre 1969, qui virent les élections de Georges Pompidou et de Willy Brandt. L'accession quasi simultanée au pouvoir de ces deux représentants nationaux s'étant pendant leur campagne électorale déclarés favorables à une relance européenne, engendra le retour d'attitudes plus conciliatrices quant aux propositions formulées dans le domaine de l'approfondissement de l'union économique et monétaire.

En effet, suite à l'éviction du Général de Gaulle en avril 1969, le nouveau président français Georges Pompidou, avait dès sa campagne présidentielle de mai-juin 1969 énoncé la volonté

---

<sup>480</sup> LELART Michel, *Le système monétaire international*, Éditions La Découverte, 2011, p.58.

<sup>481</sup> Pour plus de détails voir : WARLOUZET Laurent : « L'Europe monétaire face au dollar, l'offensive Debré (1966-1968) », in *Histoire@Politique, Politique, culture société, Revue électronique du Centre d'histoire de Sciences Po*, n°19, janvier-avril 2013, pp.1-13.

<sup>482</sup> En effet, comme le rappelait le Comité monétaire : « à l'exception d'un nombre très limitée de décisions qui doivent être prises à la majorité qualifiée ou à l'unanimité, les décisions du FMI sont prises à la majorité des votes exprimés. Ainsi dans le domaine importants pour les finances de l'organisation et des pays membres, des décisions pourraient être prise sans avoir recueilli nécessairement l'accord des pays appelés à en assumer la charge ». BAC 375/1999 289 : Ministres des Finances, réunions 1966 et 1967.

<sup>483</sup> BOTTEX Agnès (2003) *op.cit.* p.203.

<sup>484</sup> BOSSUAT Gérard (1999) *op.cit.* pp. 375.

de convoquer un sommet des chefs d'Etat et de gouvernements des pays membres de la Communauté afin de permettre une relance européenne. Ce fut à l'occasion d'une rencontre avec le futur chancelier allemand Willy Brand le 4 juillet 1969, qui était encore ministre des affaires étrangères jusqu'à sa prise de fonction le 21 octobre, que la France et l'Allemagne se mirent d'accord sur les orientations à donner à ce futur Sommet, qui se tiendrait le 1<sup>er</sup> et le 2 décembre 1969. Il s'agissait, selon le tryptique énoncé par Georges Pompidou au cours de son premier discours en tant que Président de la République le 10 juillet 1969, de procéder à l'étude de l'achèvement, de l'approfondissement et de l'élargissement de la Communauté européenne<sup>485</sup>.

Le Comité Monnet sentit que ce double contexte, marqué d'une part par des crises monétaires de plus en plus dangereuses pour la pérennité du Marché commun et d'autre part, par des changements politiques nationaux qui permettraient plus facilement la mise en œuvre d'un compromis, était propice à l'avancée du projet de fonds de réserve.

C'est ainsi que dès le printemps 1969, Jean Monnet procéda à un tour de capitales d'Europe afin de remettre à l'avant des préoccupations nationales respectives, la mise en place d'un Fonds de réserves européen<sup>486</sup> suivant les idées formulées par Triffin. Celui-ci, préconisait un mécanisme de coopération monétaire solide et privilégia ainsi les propositions de Robert Triffin. Son projet était orienté vers une zone monétaire européenne à taux de changes fixes pour éviter les discussions qui surgiraient à chaque modification des parités<sup>487</sup>. Il réclamait une stabilité absolue des devises européenne voire même leur fusion, en vue d'une monnaie européenne commune. Selon Triffin, l'intervention d'un Fonds européen de réserves permettrait de consolider les balances Sterling accumulées depuis 56 ans et dont la liquidation avait déclenché les crises récentes. Les créances des pays détenteurs des balances en Livres seraient transformées en dépôts de réserves auprès du FMI et du FER, liquides et transférables entre banques centrales. Elles seraient soustraites à des conversions massives en devises tierces ou en or par la spéculation et la CEE se substituerait à la Grande-Bretagne comme garante des balances Sterling<sup>488</sup>. Le plan Triffin fut rediscuté lors de la 15<sup>e</sup> session du Comité

---

<sup>485</sup> BUSSIERE Eric, WILAERT Emilie, *Un projet pour l'Europe, Georges Pompidou et la construction européenne*, Peter Lang, Bruxelles, 2010, p.148

<sup>486</sup> TIEMEYER Guido : "From convertibility to the Werner-Plan- Changing World Economics Structures as Incentives for European Monetary Integration", in PERRON Régine (ed.), *The Stability of Europe, the Common Market : Towards European Integration of Industrial and Financial Markets ? (1958-1968)*, Presses de l'Université de Paris-Sorbonne, Paris, 2004, pp.172.

<sup>487</sup> AMK 22/9/5 : Rapport Triffin sur les problèmes de l'adhésion du Royaume-Uni au Marché commun en ce qui concerne les questions monétaires.

<sup>488</sup> BOSSUAT Gérard (1999) *op.cit.* pp. 378.

d'Action des 16 et 17 juillet 1969 qui appela à la création de l'Union économique et monétaire<sup>489</sup>.

Jean Monnet profita également pendant les quelques mois restant avant le Sommet de La Haye de promouvoir ses idées directement auprès de Pompidou et de Brandt notamment par une correspondance et un échange d'idée accru.

Monnet était en contact avec Georges Pompidou par l'intermédiaire de Jean-René Bernard, le conseiller du Président qu'il rencontra « 44 fois en 4 ans »<sup>490</sup>. Il exerça des pressions sur Brandt qui était membre du Comité d' Action, pour que le gouvernement allemand propose à ses partenaires le projet de Fonds européen de réserves. Monnet écrivit à Brandt le 30 octobre qu'une initiative allemande était nécessaire et qu'« il n'est pas naturel pour les hommes de s'unir. C'est la nécessité qui les y pousse »<sup>491</sup>. Il demandait un compromis avec la France sur l'organisation monétaire de façon à pouvoir y accueillir plus tard la Grande-Bretagne. Il l'incita à accepter la mise en commun partielle des réserves de l'Allemagne dans un Fonds monétaire européen de réserves (FMER) qui deviendrait l'instrument de la solidarité européenne. Monnet rencontra Brandt à Bonn le 7 novembre et lui rappelait le rejet des changes flottants qui préjugait l'échec de l'harmonisation et lui proposait « la fusion limitée des souverainetés nationales dans le domaine monétaire, au nom de l'intérêt immédiat, à la place de ces abandons totaux et aveugles de souverainetés provoqués par le glissement continu de nos pays vers un zone Dollar »<sup>492</sup>.

Ce projet du Fonds fut selon Monnet<sup>493</sup>, présenté par Brandt lors de la conférence de La Haye de 1<sup>er</sup> et 2 décembre 1969. Il projetait le chemin vers l'UEM lors de deux étapes distinctes : pendant la première, des objectifs à moyen terme devaient être fixés par la Communauté qui devait être atteint par une harmonisation effective de politiques économiques à court-terme. Le succès de cette étape amènerait à la seconde, qui prévoyait la mise en place d'une Union économique complète notamment par la création d'un FER. Pompidou encouragea également l'objectif de l'Union économique et monétaire en appelant à la mise en commun de réserves qui pourraient être utilisées pour un soutien à moyen terme et pour l'administration commune des droits de tirages spéciaux. Ainsi, le communiqué final de La Haye, fixa pour l'année 1970, en vue de la création d'une union économique et monétaire, l'élaboration d'un plan par

---

<sup>489</sup> Déclaration commune du CAEUE du 15 et 16 juillet 1969, 15<sup>e</sup> session in *20 ans d'Action du Comité Jean Monnet (1955-1975)*, avec le concours de la Fondation Jean Monnet pour l'Europe, Lausanne, Groupement d'études et de recherches Notre Europe, Paris, 2001.

<sup>490</sup> *Ibidem*. p.127.

<sup>491</sup> BOSSUAT Gérard (1999) *op.cit.* pp. 381.

<sup>492</sup> *Ibidem*.

<sup>493</sup> ROUSSEL Éric, *Jean Monnet 1889-1979*, Paris, Fayard, 1996, p.868-869

étapes qui serait formulé sur la base du mémorandum de la Commission de février 1969. Ensuite, il rappelait que développement de la coopération monétaire devrait s'appuyer sur l'harmonisation des politiques économiques, mais il mentionnait la possibilité d'examiner la possibilité d'instituer un fonds de réserve européen auquel devrait aboutir une politique économique et monétaire commune.

Au cours de la 16<sup>e</sup> session du Comité d'Action tenue à Bonn les 15 et 16 décembre 1969, quinze jours après la conférence de La Haye Monnet félicita les chefs d'Etat et de gouvernements du succès de la relance européenne. Le Comité souligna avec satisfaction que les chefs de gouvernements avaient mis à l'agenda de la Communauté le projet du FER<sup>494</sup>. Cependant, les propositions des chefs de gouvernement démontraient encore clairement des divergences d'opinion. Pendant que Brandt considérait qu'une harmonisation effective des politiques économiques était une pré-condition à la mise en place du FER, Pompidou était intéressé à l'immédiate mise en place d'un système d'aide à la balance des paiements ainsi que d'une union monétaire de la Communauté européenne face au reste du monde. Le communiqué final préféra les vues allemande et demanda au Conseil d'élaborer un plan en étapes pour la création de l'UEM. Il affirma clairement que le développement de la coopération monétaire devait être basé sur l'harmonisation des politiques économiques.

## **2. Le Traité de Rome et la coordination des politiques économiques et monétaires**

### **1. Quelle coordination ?**

L'exigence explicite d'une coordination des politiques économiques se retrouve aux articles 2, 3 6, 103, 104 et 105 du Traité de Rome.

Les principaux objectifs de la politique économique générale étaient énoncés à l'article 104, qui imposaient aux pays membres de pratiquer une politique économique déterminée. L'article 104 recommandait d'abord aux pays signataires de faire de l'équilibre global des paiements le souci premier de leur politique générale ; chacun des partenaires étaient ensuite

---

<sup>494</sup> Déclaration commune du CAEUE du 10 et 11 juillet 1961, 9<sup>e</sup> session in 20 ans d'Action du Comité Jean Monnet (1955-1975), avec le concours de la Fondation Jean Monnet pour l'Europe, Lausanne, Groupement d'études et de recherches Notre Europe, Paris 2001

encouragés à « maintenir la confiance dans sa monnaie »<sup>495</sup>, élément essentiel au développement commercial dans un régime de convertibilité des monnaies. Finalement, le Traité engageait les Six à assurer « un haut degré d'emploi » ainsi que la « stabilité du niveau des prix »<sup>496</sup>. Ces objectifs fondamentaux étaient notablement renforcés par la perspective du marché commun : en effet, chaque État membre devait se préoccuper « non seulement de son propre bien-être, mais aussi des répercussions que provoquent sur l'économie de ses partenaires les méthodes qu'il utilise à cet effet »<sup>497</sup>.

Afin de « faciliter la réalisation des objectifs énoncés à l'article 104 », l'article 105 prescrivait aux États membres de « coordonner leurs politiques économiques »<sup>498</sup>, spécialement en matière monétaire. À cet effet, le traité prévoyait notamment la « collaboration entre les services compétents de leurs administrations et entre leurs banques centrales » ainsi que la mise en place d'un Comité monétaire de caractère consultatif ayant comme tâche principale la promotion de la coordination des politiques des États membres<sup>499</sup>. En effet, la participation au marché commun devait rendre chaque État membre plus attentif à la situation conjoncturelle de ses partenaires, étant donné qu'elle impliquait la réduction de plusieurs moyens d'action dont les États bénéficiaient auparavant, tels que l'introduction de nouveaux droits de douane ou de nouvelles mesures restrictives<sup>500</sup>. La coordination des politiques économiques était ainsi indispensable à la réalisation communautaire des objectifs primordiaux fixés par le Traité de Rome (art.6<sup>501</sup>).

C'est ce que prévoyait l'article 2 qui attribuait à la Communauté la mission « de promouvoir un développement harmonieux des activités économiques [...], une expansion continue et équilibrée, une stabilité accrue, un relèvement accéléré du niveau de vie, et des relations plus étroites entre les États qu'elle réunit »<sup>502</sup>. À ces fins, la Communauté devait procéder à l'« application de procédure permettant de coordonner les politiques économiques des États membres et de parer aux déséquilibres dans leurs balances des paiements » ainsi qu'au

---

<sup>495</sup> Traité instituant la Communauté économique européenne (1957), <http://eur-lex.europa.eu/LexUriServ/LexUriServ.do?uri=CELEX:11957E/TXT:FR:PDF>, p.87.

<sup>496</sup> *Ibidem*.

<sup>497</sup> DESSART Michel, *Pour une politique monétaire commune dans la C.E.E.*, Vander, 1971, p.15

<sup>498</sup> Traité instituant la Communauté économique européenne (1957), <http://eur-lex.europa.eu/LexUriServ/LexUriServ.do?uri=CELEX:11957E/TXT:FR:PDF>, p.87.

<sup>499</sup> *Ibidem*.

<sup>500</sup> DESSART Michel (1971) *op.cit.*, p.15

<sup>501</sup> Traité instituant la Communauté économique européenne (1957), <http://eur-lex.europa.eu/LexUriServ/LexUriServ.do?uri=CELEX:11957E/TXT:FR:PDF>, p.17.

<sup>502</sup> *Ibidem*.



« rapprochement des législations nationales dans la mesure nécessaire au fonctionnement du marché commun » (art. 3, g, f)<sup>503</sup>.

Enfin, en vertu de l'article 103, la politique monétaire en tant que levier d'action traditionnel de la politique conjoncturelle était considérée comme « une question d'intérêt commun » ce qui impliquait que les États signataires « se consultent mutuellement et avec la Commission sur les mesures à prendre en fonction des circonstances. La Commission peut proposer au Conseil des Ministres, qui assure la coordination des politiques économiques générales des États membres (art.145)<sup>504</sup>, de décider à l'unanimité des mesures appropriées à la situation et, le cas échéant, d'arrêter à la majorité qualifiée les directives nécessaires à l'application des mesures décidées<sup>505</sup>.

Les autres dispositions au sein du chapitre du Traité de Rome consacré à la politique économique n'étaient pas en directe relation avec la coordination des politiques nationales qui n'était qu'une des préoccupations du Traité en matière monétaire.

L'article 106 qui engageait les États membres à la libre circulation des paiements et capitaux ne répondait pas à une exigence de la coordination monétaire, mais à une des implications de l'établissement du Marché commun, à savoir la libération totale des marchandises, des services et des capitaux<sup>506</sup>.

La politique des Six en matière de taux de change devait selon l'article 107 être qualifiée de « problème d'intérêt commun »<sup>507</sup>, or le Traité de Rome ne prescrivait aucune coordination dans ce domaine précis. Bien que la Commission fût chargée d'estimer si un État membre procédait « à une modification de son taux de change qui ne réponde pas aux objectifs énoncés dans l'article 104 et fausse gravement les conditions de la concurrence »<sup>508</sup>, elle ne pouvait qu'autoriser à posteriori les autres États membres, après consultation du Comité monétaire, à prendre des mesures nécessaires pour remédier aux conséquences provoquées par l'action initiale. Mener une politique en fonction de l'intérêt commun supposerait « une consultation réciproque préalable, une harmonisation des perspectives et enfin une action concertée, toutes choses dont le Traité ne fait pas obligation aux pays membres »<sup>509</sup>.

---

<sup>503</sup> Traité instituant la Communauté économique européenne (1957), <http://eur-lex.europa.eu/LexUriServ/LexUriServ.do?uri=CELEX:11957E/TXT:FR:PDF>, p.17.

<sup>504</sup> *Ibidem*, p.121.

<sup>505</sup> *Ibidem*.

<sup>506</sup> DESSART Michel (1971) *op.cit.*, p.20.

<sup>507</sup> *Ibidem*.

<sup>508</sup> *Ibidem*.

<sup>509</sup> *Ibidem*, p.19.

Le concours mutuel et les mesures de sauvegarde énoncés aux articles 108 et 109 n'étaient pas en relation directe avec le principe de la coordination des politiques monétaires. En effet, le concours mutuel était conçu comme une manifestation épisodique de l'entraide communautaire et non comme l'une des formes de la coordination monétaire, qui, elle, était une nécessité fondamentale et permanente du Marché commun<sup>510</sup>.

La coordination monétaire, telle qu'elle était définie sur base de l'article 103 n'apparaissait pas très contraignante. En signant le Traité de Rome, les Six ne s'étaient aucunement engagés à se dessaisir un jour de leur souveraineté monétaire<sup>511</sup>.

En effet, la responsabilité majeure de la politique monétaire continuait à être aux mains des États<sup>512</sup> et les attributions communautaires dans le domaine de la coordination de la politique économique restaient très limitées : ainsi, le traité demandait notamment aux signataires de coordonner leurs politiques économiques (art.105) mais il ne s'agissait pas d'une politique commune, mais d'une politique des États membres, que ceux-ci devaient coordonner à l'aide d'une collaboration entre leurs administrations et leurs banques centrales respectives. La Commission obtenait la possibilité de présenter au Conseil des recommandations pour la mise en œuvre de cette collaboration, or, le Traité ne mentionnait pas que la Commission puisse « adresser au Conseil des recommandations relatives au contenu de la politique économique, et concernant par conséquent le fond même de la coordination »<sup>513</sup>. Il n'attribuait également pas la faculté au Conseil de prendre des décisions sur la base des recommandations qui lui étaient adressées au sujet de cette collaboration. Les questions relatives aux problèmes de fond demeuraient au sein du champ de compétences des États.

Conformément à l'article 145, le Conseil « assurait la coordination des politiques économiques générales des États membres », c'est-à-dire qu'il s'en portait garant : il devait assurer les procédures nécessaires à cette coordination. Le Conseil était ainsi apte à prendre des décisions obligatoires pour les États membres dans le domaine de la procédure de coordination mais il ne pouvait pas prendre des décisions portant sur la conception de la

---

<sup>510</sup> DESSART Michel (1971) *op.cit.*, p.22.

<sup>511</sup> ANSIAUX Hubert (baron), DESSART Michel, *Dossier pour l'histoire de l'Europe monétaire, 1958-1973*, Vander, Bruxelles, 1975, p.4.

<sup>512</sup> WERNER Pierre : « Problèmes de l'intégration financière de l'Europe. Causerie faite devant les membres de l'Association des Amitiés Belgo-Luxembourgeoises et du Cercle Royal Gaulois à Bruxelles le 27 novembre 1962 », 1 vol (non paginé) collection Jos. Beffort, Luxembourg, 1962, pp.4.

<sup>513</sup> EVERLING Ulrich : « Les aspects juridiques de la coordination de la politique économique au sein de la Communauté Économique Européenne » in *Annuaire français de droit international*, volume 10, 1964. pp. 589 (Ulrich Everling né à Berlin le 2 juin 1925, docteur en droit, fut notamment en poste au département juridique du ministère fédéral des Affaires économiques (1953), chef de section à la division européenne du ministère fédéral des Affaires économiques (1958), chef de la division politique européenne (1970) ainsi que juge à la Cour de justice du 6 octobre 1980 au 6 octobre 1988).

politique économique en tant que telle<sup>514</sup>, domaine qui restait de la compétence des États membres<sup>515</sup>.

De son côté, la Commission, dont le rôle en matière de coordination était considérable, ne possédait néanmoins pas de pouvoir contraignant afin de réaliser sa mission. Elle réussit pourtant à mettre en œuvre une action effective en utilisant entre autre « sa mission d'information, son rôle d'initiative, ses recommandations et ses avis, qui se voyaient renforcés »<sup>516</sup> par l'article 149, qui stipulait que « lorsqu'en vertu du présent Traité, un acte du Conseil est pris sur proposition de la Commission, le Conseil ne peut prendre un acte constituant amendement de la proposition que statuant à l'unanimité »<sup>517</sup>, ce qui réduisit amplement le pouvoir d'opposition du Conseil. La Commission était « en quelque sorte le monopole de la proposition. [...] Ces dispositions, en apparence modestes [...] lui donnent en réalité une force considérable. Elle est en quelque sorte le maître du jeu ; rien ne peut être fait sans elle, aussi longtemps qu'il s'agit de l'exécution du traité »<sup>518</sup>.

Ainsi les moyens dont jouissaient la Communauté afin d'atteindre une réelle coordination des politiques monétaires nationales n'étaient pas adaptés à sa mission : en effet, « les pouvoirs de décision explicitement dévolus au Conseil des Ministres concernent des domaines où l'intervention des organes communautaires ne revêt qu'un caractère correctif. En revanche, les actions positives qui visent à promouvoir la coordination des politiques monétaires ne bénéficient que de la force morale des recommandations et avis »<sup>519</sup>. La responsabilité monétaire demeurait donc « essentiellement nationale » mais faisait « face à une croissante limitation, imposée par le processus d'intégration économique, à l'utilisation, par les États membres, de certains de leurs instruments monétaires nationaux »<sup>520</sup>. « Dans un domaine à propos duquel les susceptibilités nationales restaient particulièrement pointilleuses »<sup>521</sup>, le principe d'intégration n'avait pas été poussé très loin en raison de la crainte des auteurs du

---

<sup>514</sup> Ce fut en vertu de l'article 148, 1 que le Conseil prit, à la majorité simple, certaines décisions relatives à la procédure, susceptibles d'assurer la coordination des politiques économiques des États membres. (En guise d'exemple : création du Comité de politique conjoncturelle (9 mars 1960), du Comité de politiques économiques à moyen terme (15 avril 1964), du Comité de politique budgétaire (8 mai 1964), du Comité des gouverneurs des banques centrales (8 mai 1964).

<sup>515</sup> EVERLING Ulrich (1964) *op.cit.*, pp. 589-590.

<sup>516</sup> DESSART Michel (1971) *op.cit.*, p.24.

<sup>517</sup> Traité instituant la Communauté économique européenne (1957), <http://eur-lex.europa.eu/LexUriServ/LexUriServ.do?uri=CELEX:11957E/TXT:FR:PDF>, p.122.

<sup>518</sup> MARJOLIN Robert, *Le travail d'une vie, Mémoires 1911-1986*, Éditions Robert Laffont, Paris, 1986, p.301.

<sup>519</sup> DESSART Michel (1971) *op.cit.*, p.22.

<sup>520</sup> *Ibidem*, p.25.

<sup>521</sup> WERNER Pierre : « Perspectives de la politique financière et monétaire européenne », exposé au Congrès économique de la CDU, Sarrebruck, 26 janvier 1968, in *Bulletin de Documentation* n°2, 26 janvier 1968, 24<sup>e</sup> année, Service Information et Presse, ministère d'État, Grand-Duché de Luxembourg, pp.4.

traité « ou du moins de certains d'entre eux, de voir s'établir un dirigisme communautaire »<sup>522</sup>. Leur conception de la coordination semblait pouvoir rester minimaliste sans remettre en cause les principes mêmes du Traité<sup>523</sup>.

Les auteurs du Traité de Rome ne purent complètement contourner, éviter le problème monétaire étant donné que le bon fonctionnement d'un marché commun européen dépendait de la sécurité de l'instrument monétaire, d'un minimum de réglementation ou de discipline librement acceptés. Cependant, le traité se caractérisait par une grande prudence et des ambitions très limitées dans le domaine monétaire<sup>524</sup>.

Or, cette caractéristique, considérée comme une « faiblesse »<sup>525</sup> par certains, trouvait des « correctifs et des compléments dans des institutions et des instruments juridiques qui se situaient en dehors de la Communauté »<sup>526</sup>, dont notamment la discipline et les règles acceptées par l'adhésion au Fonds monétaire international, à l'Union européenne des Paiements qui disparaît en 1958 et est remplacée par l'Accord monétaire européen<sup>527</sup>. De plus, il ne faut pas oublier que les cycles conjoncturels des pays de la Communauté ont « d'une manière assez nette, était synchrones de 1950 à 1959-1960 »<sup>528</sup> et l'on pouvait pendant cette même période également observer des analogies entre les politiques menées par les autorités monétaires respectives<sup>529</sup>.

Toutes ces circonstances limitaient les risques de discordes monétaires entre les Six ce qui, dans ce contexte relativement calme des relations monétaires internationales et profitant d'une situation stable au sein de la Communauté, amena les auteurs du traité ainsi que les États membres à estimer que plusieurs étapes de la marche vers l'union économique étaient réalisables sans aucun abandon de souveraineté monétaire et que seule la simple coordination au sens faible du terme des politiques économiques et monétaires était nécessaire dans le dessein de mener à bien le Marché commun<sup>530</sup>.

La coordination se différenciait clairement de l'harmonisation des politiques monétaires. L'harmonisation aurait en effet impliqué « l'unification des instruments monétaires et de leur

---

<sup>522</sup> EVERLING Ulrich (1964) *op.cit.*, pp. 588.

<sup>523</sup> ANSIAUX Hubert (baron), DESSART Michel (1975), *op.cit.*, p.4

<sup>524</sup> WERNER Pierre : « Les finances et les monnaies européennes au service de l'intégration économique, Conférence à Strasbourg, 21 novembre 1960 » in *Bulletin de documentation*, n° 15, 30 novembre 1960, 16<sup>e</sup> année, Service Information et Presse, ministère d'État, Grand-Duché de Luxembourg, pp.6.

<sup>525</sup> *Ibidem*, pp.7.

<sup>526</sup> *Ibidem*.

<sup>527</sup> *Ibidem*.

<sup>528</sup> ANSIAUX Hubert (baron), DESSART Michel (1975), *op.cit.*, p.13.

<sup>529</sup> *Ibidem*, p.12.

<sup>530</sup> *Ibidem*, p.46.

emploi »<sup>531</sup> ainsi que de toutes les décisions en cette matière. Quant à elle, la coordination qui n'entraînait pas automatiquement l'uniformisation des moyens d'action monétaire, avait un objectif plus modeste, selon la définition qu'on pouvait lui donner : elle ne pouvait être qu'une timide concertation entre partenaires signataires, ou au contraire une collaboration étroite des autorités nationales entre elles et avec les organes communautaires ou encore pour les plus convaincus, le premier pas essentiel afin de mettre en place un marché commun stable, base d'une future union économique et monétaire.

En effet, la définition correspondant le plus au souci de faire réellement progresser l'intégration économique et à fortiori la constitution du Marché commun, estimait que l'objectif essentiel de la coordination était de parvenir à la stabilité économique et monétaire par la mise en œuvre, différenciée selon les pays, de décisions qui seraient prises en commun<sup>532</sup>, tout en tenant compte des répercussions de ces mesures monétaires sur l'économie et la vie sociale de chaque pays membres. La coordination devait avec le temps aboutir à l'« apprentissage de la prise en commun des décisions monétaires »<sup>533</sup>.

En signant le Traité de Rome et les dispositions relatives à la coordination, les États membres ne purent pas immédiatement saisir l'ampleur exacte de leurs engagements en matière de coordination monétaire. Les auteurs du traité s'étaient en effet gardés d'en préciser la portée exacte et avaient laissé à l'avenir et à la bonne volonté des Six le soin d'en choisir l'envergure<sup>534</sup> : le mot « coordination » « revenait constamment dans le traité ou dans les commentaires de l'époque, sans que jamais une définition un peu précise ait pu en être donnée »<sup>535</sup>.

Pourtant certains impératifs fixés par le Traité de Rome, comme celui du rapprochement progressif des politiques économiques et l'attribution de la qualification d'« intérêts commun » aux politiques de conjoncture et du taux de change, encourageaient certains responsables nationaux et communautaires à vouloir donner un sens fort à la coordination monétaire<sup>536</sup>.

En effet, dès 1958 l'élaboration d'idées relatives à la mise en place et au renforcement de la coordination des politiques monétaires et économiques prit forme.

---

<sup>531</sup> DESSART Michel (1971) *op.cit.*, p.39.

<sup>532</sup> ANSIAUX Hubert (baron), DESSART Michel (1975), *op.cit.*, p.49.

<sup>533</sup> DESSART Michel (1971) *op.cit.*, p.5.

<sup>534</sup> *Ibidem*.

<sup>535</sup> MARJOLIN Robert, *Le travail d'une vie, Mémoires 1911-1986*, Éditions Robert Laffont, Paris, 1986, p.306.

<sup>536</sup> DESSART Michel (1971) *op.cit.*, p.39.

Le 31 mai 1958, Robert Marjolin publia un premier mémorandum sur la coopération dans la Communauté économique européenne. La coordination étroite des politiques économiques, financières et monétaires des six pays était pour Marjolin la conséquence logique, inéluctable de la création de la Communauté économique européenne. Les mesures établies par le Traité de Rome en matière économique auraient pu conduire les gouvernements à prendre « progressivement conscience de l'absolue nécessité de politiques économiques, financières et monétaires semblables et que de l'application du traité sortira lentement un corps de principe et de règles, auxquels les gouvernements se conformeront spontanément en prenant les grandes décisions économiques qui ne sont pas du ressort des institutions communes »<sup>537</sup>. Or cette perspective optimiste était selon Marjolin peu probable en raison de deux facteurs : tout d'abord, la coordination ne devait pas être qu'un procédé de contrôle ou même de correction à posteriori des actions nationales. Un tel procédé ne pourrait jamais se substituer à une coordination a priori, une concertation préventive des décisions monétaires<sup>538</sup> ; ensuite, il n'était aucunement assuré que de l'application du Traité de Rome résulterait automatiquement la coordination. En raison de l'absence complète d'une volonté politique ferme d'étendre les attributions communautaires en matière économique et monétaire à des domaines encore réservés exclusivement aux États, la coordination ne pouvait pas avoir l'efficacité indispensable afin de mettre à l'abri la mise en place du Marché commun d'« erreurs de jugement ou de la faiblesse de tel ou tel gouvernement »<sup>539</sup>.

Marjolin critiquait non seulement la modestie et le caractère abstrait des dispositions relatives à la coordination monétaire mais aussi le manque de précision sur les dispositions du concours mutuel. Afin de remédier à ce défaut du Traité de Rome, le mémorandum proposait l'instauration d'une solidarité financière accessible uniquement aux pays membres, qui respecteraient un « code de bonne conduite en matière économique et financière »<sup>540</sup>

Les décisions se rapportant au volume des dépenses budgétaires, la politique du crédit, le taux de change ou encore le montant des investissements publics, feraient l'objet de discussions préalables entre les gouvernements sur rapport de la Commission et ces entretiens aboutiraient « à des recommandations formulées sur proposition de la Commission et adressées à chaque gouvernement par les cinq autres »<sup>541</sup>. Ces recommandations ne seraient, dans une première phase, pas de caractère obligatoire, mais chaque partenaire devait être

---

<sup>537</sup> AMK 61/8/75 : La coopération dans la Communauté économique européenne, 31.5.1958.

<sup>538</sup> ANSIAUX Hubert (baron), DESSART Michel (1975), *op.cit.*, p.50.

<sup>539</sup> AMK 61/8/75 : La coopération dans la Communauté économique européenne, 31.5.1958.

<sup>540</sup> *Ibidem.*

<sup>541</sup> *Ibidem.*

conscient que, seulement en prenant en compte ces prescriptions, il pourrait compter sur la solidarité financière des cinq autres partenaires. Au cours d'une seconde phase estimée à quatre ans après l'entrée en fonction des nouvelles dispositions en matière de coordination, les gouvernements seraient contraints de se conformer aux mesures arrêtées par le Conseil à la majorité qualifiée<sup>542</sup>.

Il mentionnait également la création d'un Comité des Gouverneurs des Banques centrales qui bénéficierait pendant la seconde phase de pouvoirs étendus dans la politique de crédit. La nécessité de créer davantage d'institutions serait mise à l'étude mais dans un premier temps, « les institutions de la Communauté économique européenne déjà existantes » suffiraient à la tâche, « leurs attributions actuelles étant développées et leur organisation modifiée dans toute la mesure du nécessaire »<sup>543</sup>. Enfin, il envisageait dans une étape future de l'intégration européenne, la signature d'un nouveau traité<sup>544</sup>.

Notons que dans un deuxième mémorandum datant du 20 novembre 1958<sup>545</sup>, Marjolin ajouta certaines précisions quant à la mise en place d'une coordination des politiques économiques et financières. À cet effet, il soulignait qu'il était indispensable d'instaurer des « critères permettant d'apprécier la politique économique et financière de chaque pays membres dans le cadre d'une politique équilibrée pour l'ensemble de la CEE ». De même, l'octroi de crédits, obtenus par la création d'un Fonds de Réserves, « devant être associé à la coordination des politiques économiques ; il conviendrait que l'on élabore une procédure ayant pour objet d'établir dans quelle mesure les pays de la CEE observent les recommandations des organes compétentes de la Communauté [...] »<sup>546</sup>.

À l'occasion de la présentation des premiers rapports généraux de la Communauté économique Européenne et de l'Euratom, la commission de la politique à long terme, des questions financières et des investissements de l'Assemblée parlementaire examina au cours de ses réunions des 7 octobre et 11 novembre 1958, les questions que soulevait la politique économique à long terme de la Communauté des Six et adopta le rapport de Monsieur van Campen le 3 décembre 1958<sup>547</sup>.

---

<sup>542</sup> AMK 61/8/75 : La coopération dans la Communauté économique européenne, 31.5.1958.

<sup>543</sup> *Ibidem.*, p.6.

<sup>544</sup> MAES Ivo (2004) *op.cit.* pp. 14.

<sup>545</sup> COM (1958) 249 : Coopération économique, financière et monétaire dans la communauté économique européenne, 7 novembre 1958.

<sup>546</sup> MARJOLIN Robert : « Coopération économique, financière et monétaire dans la Communauté économique européenne (novembre 1958) », in DUMOULIN Michel, LEFEVBRE Olivier (dir.), *Robert Triffin, conseiller des princes. Souvenirs et documents*, Peter Lang, Bruxelles, 2010, pp. 105.

<sup>547</sup> Rapport sur certaines questions concernant la politique économique à long terme, les finances et les investissements, soulevées à propos des premiers rapports généraux de la Communauté économique européenne

Celui-ci insistait sur la portée très générale du traité en matière économique et rappelait que la tâche principale incombait aux institutions de la Communauté d'agir afin de compléter et de préciser les principes généraux. Bien que la Commission ne disposait que d'un pouvoir de décision relativement restreint, et malgré le fait qu'un grand nombre de pouvoirs restaient de la compétence des gouvernements nationaux, la Commission se devait de formuler de nouvelles propositions afin d' « harmoniser et d'accélérer cette évolution » et de progressivement « mettre sur pied une politique économique commune »<sup>548</sup>.

Au cours d'un rapport complémentaire de janvier 1959, la Commission de la politique économique à long terme, des questions financière et des investissements précisa ses propositions concrètes en matière de politiques économiques. Elle mettait l'accent « sur la coordination de la politique de conjoncture des États membres [...] qui ne pourra porter pleinement ses effets que grâce aux initiatives de la Commission de la CEE ». Elle visait spécialement « les instruments de la politique de conjoncture que constitue la politique monétaire, ainsi que sur la nécessité de tenir compte des politiques fiscales et budgétaires, qui pour le moment sont, les unes à coordonner et les autres à standardiser, de même que des investissements publics des États membres, afin de contribuer à mettre en concordance la politique et les objectifs »<sup>549</sup> fixés par le Traité de Rome.

Ensuite, elle soulignait l'importance du rôle du Comité monétaire et suggérait également « qu'indépendamment de ses avis et de ses propositions à la Commission et au Conseil », le Comité monétaire pourrait dans le futur élaborer un rapport annuel ne comportant pas seulement un aperçu de ses propres activités, mais qui permettrait aussi de rendre compte de la « politique conjoncturelle et monétaire des différentes banques centrales et de la politique financière des États membres »<sup>550</sup>. Finalement, la commission parlementaire estimait qu'il serait bénéfique que le Comité monétaire ajoute à ses prérogatives l'étude des problèmes relatifs à la stabilité monétaire, à savoir l'examen des divergences relatives aux objectifs poursuivis, aux instruments utilisés ainsi qu'aux mesures appliquées en matière monétaire<sup>551</sup>.

---

et de la Communauté Européenne de l'Énergie atomique, 3 décembre 1958 - PEO AP RP/ECON 1958 A0-00054/58 : Politique économique à long terme, finances et investissements dans les premiers rapports généraux, Rapport parlementaire 01/12/1958.

<sup>548</sup> PEO AP RP/ECON 1958 A0-00054/58 : Politique économique à long terme, finances et investissements dans les premiers rapports généraux, Rapport parlementaire 01/12/1958.

<sup>549</sup> PEO AP RP/ECON 1958 A0-0006/59 : Politique économique à long terme, finances et investissements dans les premiers rapports généraux, Rapport parlementaire 01/01/1959.

<sup>550</sup> PEO AP RP/ECON 1958 A0-00054/58 : Politique économique à long terme, finances et investissements dans les premiers rapports généraux, Rapport parlementaire 01/12/1958.

<sup>551</sup> *Ibidem*.



Suivant une orientation analogue, Robert Triffin qualifia au sein de son mémorandum sur la création d'un Fonds européen de Réserve la coordination permanente des politiques monétaires et économiques de condition essentielle au bon fonctionnement du Marché commun. Selon lui, elle devait être assurée de « manière concrète et effective par des réunions périodiques des Ministres des Finances et des Gouverneurs des Banques centrales avec le Comité de Direction du Fonds ». Ces réunions seraient consacrées à une confrontation des politiques budgétaires et de crédit des pays membres, permettant de mettre en lumière toutes divergences de nature à menacer l'équilibre de leur économie et à effectuer les réconciliations et ajustements nécessaires à l'expansion d'ensemble de la Communauté<sup>552</sup>.

Ce point de vue était en grande partie partagé par le Comité d'action de Jean Monnet. Au cours de sa septième réunion, il revenait notamment sur la réunion des ministres des Finances des Six tenue à Bonn en juillet 1959 qui s'était notamment concentrée sur l'examen de la création d'un Marché Commun Financier européen<sup>553</sup>. Compte tenu de la situation dans laquelle se trouvaient les États membres ainsi que des diverses actions qui avaient déjà été engagées depuis la création de la Communauté, le Comité d'action estimait que la Communauté se devait de mettre en place, dans un avenir proche, une politique économique commune<sup>554</sup>.

Dans cette intention, il était requis de préciser les dispositions générales du traité et de les concrétiser notamment par « une coordination des politiques budgétaires et des politiques de crédit des six pays afin d'éviter un mouvement erratique de capitaux et de marchandises auquel donnerait lieu une divergence de ces politiques et de contribuer à une expansion économique d'ensemble dans la stabilité des prix »<sup>555</sup>.

Ainsi, Jean Guyot, conseiller spécial de Jean Monnet au Comité d'Action<sup>556</sup> exhortait dans un rapport les six membres de la Communauté européenne à « brûler les étapes prévues par le

---

<sup>552</sup> AMK 60/1/40 : Mémorandum sur la création d'un Fonds européen de Réserve, annotation manuscrite de Jean Monnet.

<sup>553</sup> BAC 026/1969 743 : 1959 – 1960 : Ministres des Finances : 1ère-3e réunions (Bonn, 16 et 17 juillet 1959 ; Bruxelles, 17 et 18 novembre 1959 ; Paris, 11 et 12 février 1960) ; procès-verbaux, documents de travail, travaux préparatoires, correspondance, etc. (- DE, FR, IT, NL -). Vol. 1.

<sup>554</sup> Résolutions du CAEUE des 19 et 20 novembre 1959, 7<sup>e</sup> session in *20 ans d'Action du Comité Jean Monnet (1955-1975)*, avec le concours de la Fondation Jean Monnet pour l'Europe, Lausanne, Groupement d'études et de recherches Notre Europe, Paris 2001, p.46.

<sup>555</sup> *Ibidem*, p.51

<sup>556</sup> Jean Guyot entra à l'Inspection générale des finances en 1945 et en automne 1946, il intégra le cabinet de Robert Schuman, d'abord aux Finances puis à la présidence du Conseil (1947) et enfin au Quai d'Orsay (1948). En 1949, il devint sous-directeur au Trésor où il assumait les tâches de trésorerie de l'État et du financement des investissements et il participa également à la Commission des Investissements. A la création de la Communauté Européenne du Charbon et de l'Acier (CECA), Jean Monnet lui demanda de rejoindre la Haute Autorité de la CECA en tant que directeur de la division des Finances. Fin 1954, il entra à la banque Lazard comme associé-

Traité de Rome » compte tenu de certains « signes annonciateurs de troubles dans le système monétaire occidental »<sup>557</sup> et de définir rapidement un programme commun en matière monétaire afin de parachever le marché commun qui permettrait de faire plus efficacement face à toutes échéances soudaines qu'elles soient internes ou externes<sup>558</sup>. Il était essentiel d'explicitier en termes concrets, opérationnels et institutionnels les déclarations d'intentions contenues dans le traité.

À cette fin, Jean Guyot prônait la consultation et le recours à la décision en commun pour certaines questions monétaires ainsi que la mise en commun d'une partie des réserves monétaires. Dans une étude similaire Triffin parlait même de la « fusion progressive mais accélérée des politiques nationales en une politique économique commune »<sup>559</sup> par le développement « des instruments de coordination et d'intégration des politiques économiques internes [...], base essentielle à l'unification de la politique économique de la Communauté vers l'extérieur »<sup>560</sup>.

En comparaison, Le Comité monétaire de son côté favorisait une notion de la coordination plus atténuée qui se différenciait en certains points de celles exposées ci-dessus. Dans une même optique il déclarait dans son deuxième rapport que l'objet propre de la coordination était de définir les moyens appropriés pour atteindre, en toute circonstance, les objectifs visés par l'article 4 du traité et de les adapter aux nécessités conjoncturelles de chaque pays. De plus, il rappelait également que l'introduction de la convertibilité externe des monnaies avait accru l'interdépendance des économies des Six, de sorte que les décisions de politique monétaire et financière interne avaient des répercussions de plus en plus nettes sur la situation des autres pays et que des divergences trop marquées dans les objectifs de la politique monétaire et financière des pays seraient de nature à provoquer des difficultés de balance des paiements.

Ainsi, le comité favorisait également une coordination de plus en plus poussée, cependant, les modes d'application variaient par rapport aux propositions de la commission parlementaire et du Comité d'Action. Selon le Comité, cette coordination devait s'exercer davantage au sein des organisations monétaires comprenant un plus grand nombre de pays, à savoir le Fonds

---

gérant, banque à laquelle y restera associé jusqu'en 2005. Pendant cette période, il poursuivit également son action européenne et œuvra en permanence pour la construction d'une Europe financière, notamment en tant que conseiller spécial de Jean Monnet au Comité d'action. (Source : Fondation Hippocrène Pour le Européen <http://www.fondation-hippocrène.fr/index.php?l=fr&m1=1&m2=5>).

<sup>557</sup> Déséquilibre de la balance des paiements américaine.

<sup>558</sup> AMK 62/1/15 : Depuis quelques semaines apparaissent divers signes annonciateurs de troubles sérieux dans le système monétaire occidental, de Jean Guyot 9. 1959.

<sup>559</sup> AMK 11/8/1 : Politique financière européenne, note Duchêne, 7<sup>e</sup> session 19 et 20 novembre 1959.

<sup>560</sup> *Ibidem*.

Monétaire International ou l'Accord Monétaire Européen, institutions avec lesquelles il se devait de maintenir des relations étroites<sup>561</sup>.

Quant à la coordination entre les pays des Six, cette tâche incombait exclusivement au Comité. Comme pour Marjolin, il n'était pas encore question de créer de nouvelles institutions à cet effet. Cependant, le Comité mettait en exergue que les consultations régulières entre des personnalités appartenant aux organismes gouvernementaux et aux banques centrales des pays de la CEE pouvaient « exercer une réelle influence sur les décisions des autorités des pays de la Communauté »<sup>562</sup>. En effet, le deuxième rapport citait en guise d'exemple les membres du Comité monétaire de chaque pays qui avaient pu approfondir leurs connaissances des structures monétaires et financières des autres pays.

Dans ses conclusions, le Comité réitérait les liens particulièrement étroits qui unissaient les pays de la Communauté et il insistait sur la nécessité d'intenses consultations suivies et d'une coordination des politiques des différents pays.

Dans une conception de la coordination complètement différente, Hermann Josef Abs<sup>563</sup> considérait que la coopération économique en Europe devait être essentiellement libérale et il regrettait simultanément les protectionnismes, l'interventionnisme trop développé des États ainsi que le dirigisme supranational<sup>564</sup>.

Pour Abs il n'était ni souhaitable, ni réaliste de vouloir constituer un « territoire continental européen organisé de manière unifiée. [...] Les pays européens disposaient tous, plus ou moins selon les cas, de liens économiques trop forts avec des pays extra-européens, et présentaient, d'autre part, trop de particularités nationales pour pouvoir viser, dans leur coopération, à atteindre le degré de cohésion en face d'autres pays qui caractérisait les structures économiques des puissances mondiales »<sup>565</sup>.

---

<sup>561</sup> CM2/1960 - 508 : 02/1960 - 04/1960 : Deuxième rapport d'activité du Comité monétaire de la CEE pendant l'année 1959.

<sup>562</sup> CM2/1960 - 508 : 02/1960 - 04/1960 : Deuxième rapport d'activité du Comité monétaire de la CEE pendant l'année 1959.

<sup>563</sup> Hermann Josef Abs, célèbre banquier allemand, fut l'une des figures dominantes du « miracle économique » de l'Allemagne de l'Ouest après la Seconde Guerre mondiale. De 1948 à 1957 il dirigea la « Kreditanstalt für Wiederaufbau » dont le rôle principal était la redistribution des fonds du Plan Marshall. Il fut également membre du Conseil d'administration de la Deutsche Bank de 1938-1945, porte-parole de 1957-1967 ainsi que président du Conseil de surveillance de celle-ci de 1967-1976. Il était Président de la Commission économique et sociale internationale du Mouvement européen et conseiller intime du chancelier Adenauer. De plus il fut l'un des plus anciens membres de la LECE ainsi que président du comité allemand de la LECE. (Source : Historische Gesellschaft der Deutschen Bank. <http://www.bankgeschichte.de/de/content/862.html>).

<sup>564</sup> ABS Hermann J. : « La coopération économique en Europe » in Revue mensuelle des questions allemandes, n°1, Strasbourg, Janvier 1956. Ce document est disponible sur [www.cvce.eu](http://www.cvce.eu).

<sup>565</sup> *Ibidem*.

Cependant, ces doutes n'excluaient pas une possible collaboration économique étroite entre les pays européens. Cette dernière devait néanmoins être constituée de mesures qui « seraient à la fois favorisées et garanties par une étroite coopération des gouvernements simultanément avec les institutions déjà existantes, notamment le FMI, les banques mondiales, le Conseil de l'Europe, l'OECE, l'UEP, la Haute Autorité de Luxembourg, et, le cas échéant, avec l'Assemblée de l'Union de l'Europe occidentale<sup>566</sup>.

En effet, la volonté énoncée par certains, d'un renforcement, voire d'une extension des autorités supranationales, n'était pas justifiée selon Abs. L'idée de la coopération qu'il défendait se résumait à la seule reconnaissance commune de certaines attitudes, de certains principes en politique et en économie qui « sans grande dépense d'organisation, mènerait à un large rapprochement des politiques monétaire, financière, économique et sociale pratiquées dans les différents pays »<sup>567</sup>. Ainsi, Abs prenait notamment comme exemple le plan conçu par les pays du Benelux qui mettait en évidence « l'urgence d'une coopération économique d'ensemble, notamment sur la suppression des droits de douane et des autres barrières commerciales », la nécessité « d'une égalisation progressive des charges sociales, des temps de travail, des congés payés etc. » ainsi que des principes semblables en politique monétaire. En effet, celle-ci était une « union économique pure se fondant sur la coopération permanente et des engagements réciproques préétablis »<sup>568</sup> mais ne comportant pas « tout un échafaudage d'organismes de contrôle supranationaux, dont le pénible agencement est destiné à assurer une direction commune à la vie économique des états associés »<sup>569</sup>.

Hermann Abs favorisait donc une intégration horizontale, à savoir une « intégration qui tendrait à renforcer la collaboration internationale à travers toutes les branches ou, du moins, à travers un grand nombre de branches ». Il préconisait, à l'instar de Ludwig Erhard, Ministre de l'Économie de 1949 à 1963, des « progrès dans la voie de la convertibilité, de la libéralisation, de la libre circulation, de la suppression des droits de douane et des subventions dans le commerce extérieur, mais aussi à l'intérieur »<sup>570</sup>, progrès devant être mis en œuvre dans un cadre ainsi que dans des institutions internationales déjà constituées. De plus, il

---

<sup>566</sup> AMK C 11/1/1 : Quelques idées récemment exprimées par Abs. Président der Deutschen Bank sur la collaboration économique en Europe (extrait du bulletin économique n°4, 1959, de la Deutsche Bank.

<sup>567</sup> *Ibidem*.

<sup>568</sup> WERNER Pierre : « Les finances et les monnaies européennes au service de l'intégration économique, Conférence à Strasbourg, 21 novembre 1960 » in Bulletin de documentation, n° 15, 30 novembre 1960, 16e année, Service Information et Presse, ministère d'État, Grand-Duché de Luxembourg, pp.5-6.

<sup>569</sup> WERNER Pierre : « La coordination monétaire dans l'Union Économique Belgo-Luxembourgeoise », in Bulletin de la Société Belge d'Études et d'Expansion, Liège, 50e année, n° 146, mai, juin, juillet 1951, pp. 446.

<sup>570</sup> ABS Hermann J. : « La coopération économique en Europe » in *Revue mensuelle des questions allemandes*, n°1, Strasbourg, Janvier 1956. Ce document est disponible sur [www.cvce.eu](http://www.cvce.eu).

rappelait également que la collaboration de la Grande-Bretagne était indispensable : tenir ce pays à l'écart empêcherait de parvenir à une situation que tous les participants estimerait équilibrée.

Cette position était également partagée par Ludwig Erhard qui néanmoins allait encore bien plus loin dans certains aspects. Globalement, il saluait une coopération organisée plus étroite ainsi qu'une libéralisation plus poussée au sein d'un marché commun mais par contre, il n'était pas du tout convaincu de la Communauté économique européenne à Six. En effet, il souhaitait la mise en place d'un « système régional européen de libre échange »<sup>571</sup> englobant toute l'Europe libre. Erhard pensait qu'une union douanière avait inéluctablement tendance à engendrer un isolement vers l'extérieur provoquant le dangereux morcellement des marchés et il redoutait également que la Communauté économique limitée à Six puisse conduire l'Allemagne, par l'application de la tradition antilibérale française de l'économie programmée, au dirigisme étatique. Cette même crainte l'amenait également à rejeter toute institution supranationale<sup>572</sup>.

Dans un article paru dans le Handelsblatt des 23 et 24 décembre 1960, il qualifiait les personnes encourageant les dispositions du Traité de Rome ainsi que la Communauté des Six de « petits européens »<sup>573</sup>, d'« Europa-Romantiker »<sup>574</sup>, recherchant « des systèmes provisoires et factices »<sup>575</sup>, utilisant « des fantaisies hautement subjectives », des « remèdes de bonne femme »<sup>576</sup> datant du « premier âge du négoce mondial »<sup>577</sup> et disposés à ignorer la « seule solution raisonnable, la solution multilatérale »<sup>578</sup>. La Communauté était pour lui une absurdité et il fallait laisser le marché fonctionner au niveau mondial<sup>579</sup>.

Il prétendait qu'au cours de l'élaboration du Traité de Rome, les participants n'auraient pas songé à limiter l'intégration européenne aux Six. Selon lui « Walter Hallstein aurait déclaré solennellement que pour éviter les conséquences néfastes il faudrait créer une large zone européenne de Libre Échange » et il ajouta que « les hommes d'État compétents de la

---

<sup>571</sup> AMK C 9/3/102 : Projet de lettre de Jean Monnet à L. Erhard 61.01.09.

<sup>572</sup> GEIGER Tim : « Ludwig Erhard und die Anfänge der Europäischen Wirtschaftsgemeinschaft », in HRBEK Rudolf, 40 Jahre Römische Verträge: der deutsche Beitrag; Dokumentation der Konferenz anlässlich des 90. Geburtstages von Dr. h.c. Hans von der Groeben Baden-Baden: Nomos, 1998, pp.51.

<sup>573</sup> AMK C 9/3/101 : Quel est le devenir de l'Europe ?.

<sup>574</sup> GRIN Gilles : « Jean Monnet et les crises européennes », in Construction européenne : crises et relances. Actes du colloque organisé par la Fondation Jean Monnet pour l'Europe, Lausanne, 18 et 19 avril 2008, Lausanne, Fondation Jean Monnet pour l'Europe, Paris, Economica 2009, pp.53.

<sup>575</sup> AMK C 9/3/101 : Quel est le devenir de l'Europe ?.

<sup>576</sup> *Ibidem*.

<sup>577</sup> *Ibidem*.

<sup>578</sup> *Ibidem*.

<sup>579</sup> GRIN Gilles (2009), *op.cit.*, pp.27.

Communauté se seraient déclarés favorables au principe d'une association avec les autres États libres de l'Europe »<sup>580</sup>. Il n'était aucunement disposé à souscrire à la Communauté des Six, un « engagement aussi rigide »<sup>581</sup>, voire « néfaste »<sup>582</sup> qui par l'établissement de règles et de limitations artificielles définitives ne faisait que diviser l'Europe en deux blocs économiques et qu'élargir le fossé entre l'Europe et les États-Unis. Cette intégration petite-européenne développée sur un plan essentiellement politique, niveau qui selon Erhard n'était en rien prévu par les dispositions du traité qui ne planifiait qu'une communauté économique sans souveraineté supranationale, ne pouvait aboutir à la résolution du problème européen dans son ensemble, ni celui de la Communauté Atlantique<sup>583</sup>.

Jean Monnet et Konrad Adenauer répondirent très sèchement aux affirmations du vice-chancelier allemand et lui firent savoir leur désaccord au cours de leur correspondance respective. Dans une première lettre, Jean Monnet lui rétorquait que l'unité politique était un prérequis indispensable « afin de mettre en place une coopération durable, persistante, autant militaire qu'économique, entre les États-Unis et l'Europe. Le simple libre échange avait en effet déjà existé auparavant mais n'avait pas permis d'éviter la guerre. Avant de pouvoir établir un partenariat, il était nécessaire que l'Europe devienne un associé digne de ce nom principalement grâce à l'unité politique et économique des Six<sup>584</sup>. Pour Adenauer, les réflexions d'Erhard passaient complètement à côté du sujet. L'intégration européenne, tant au niveau politique qu'économique, était le tremplin primordial afin de pouvoir accéder à nouveau à une politique étrangère influente et les États-Unis la considéraient comme le point de départ leur politique européenne à part entière<sup>585</sup>.

Néanmoins, pour Erhard, la coopération ainsi que la coordination devaient s'organiser sur les bases d'un engagement conclu volontairement suivant certains principes fixés en commun et n'incluant aucune autorité supranationale. La CEE ne représentait pour lui pas une fin en soi, mais le cœur d'une unité économique future beaucoup plus large et son intérêt principal n'était pas dirigé vers le renforcement interne de la Communauté, mais vers la mise en place d'une zone de libre échange en tant que correctif nécessaire à la CEE<sup>586</sup>.

---

<sup>580</sup> AMK C 9/3/109 : A propos de l'article du Professeur Erhard paru dans le Handelsblatt des 23 et 24 décembre.

<sup>581</sup> AMK C 9/3/115 : Erhard faisant état des critiques relatives à son article 61.01.16.

<sup>582</sup> *Ibidem*.

<sup>583</sup> AMK C 9/3/101 : Quel est le devenir de l'Europe ?

<sup>584</sup> AMK C 9/3/102 : Projet de lettre de Jean Monnet à L. Erhard 61.01.09.

<sup>585</sup> GEIGER Tim (1998), *op.cit.*, pp.50.

<sup>586</sup> *Ibidem*, pp.57

Dans une conception beaucoup plus forte du rôle de la coordination, Pierre Dieterlen<sup>587</sup> publia un rapport au cours de la V<sup>e</sup> Conférence internationale de la LECE, qui avait comme thème principal le renforcement de la coopération économique en Europe.

Pour lui, l'imprécision « voulue »<sup>588</sup> du traité procurait à toutes les autorités responsables une plus grande liberté d'action. Ainsi, la coordination des politiques économiques et monétaires des pays membres constituait pour lui l'objectif « minimal » que les Six devaient atteindre, étant donné qu'elle représentait le premier pas vers une centralisation des décisions et en définitive vers l'objectif ultime que s'étaient assignés les auteurs du traité, à savoir la création d'une union monétaire dotée d'un système bancaire de type fédéral avec un organe central<sup>589</sup>.

Le bon vouloir de tous les intéressés n'était pas la seule condition à la réussite du projet européen, mais il devait être complété par des procédures concrètes menant à des fins audacieuses, élaborées et fixées par tous les partenaires. Celles-ci se devaient de suivre une conception maximale du fédéralisme monétaire, « la seule solution vraiment efficace »<sup>590</sup>, et tendre à la création d'une « direction monétaire et conjoncturelle conçue, élaborée et exercée en commun », c'est-à-dire, une seule Banque centrale commune régissant une monnaie commune et unique<sup>591</sup>.

Cette perspective était évidemment encore bien lointaine, « utopique » voire même « naïve » or maintes des propositions alternatives formulées au cours des dernières années par la Communauté et les partenaires concernés, qu'il s'agisse du fonds commun de réserves ou du code de bonne conduite, n'étaient que des détours vers un aboutissement nécessaire qui ne faisaient que suivre la conception minimale du fédéralisme monétaire<sup>592</sup>. En effet la mise en place d'un code de bonne conduite était une bonne idée toutefois, étant donné « qu'aucun code n'est jamais ponctuellement obéi »<sup>593</sup> les règles tellement abstraites de la politique monétaire entraînaient des interprétations ainsi que des mises en application complètement diverses d'un pays à l'autre. Une des nécessités essentielles qui résultait de cette situation était

---

<sup>587</sup> Pierre Dieterlen, membre de la L.E.C.E., était directeur de recherche au C.N.R.S. et enseigna parallèlement à l'Institut d'études politiques les sciences économiques. En tant que spécialiste des questions monétaires, divers organismes firent appel à sa compétence dont notamment le Centre d'études des placements ainsi que le Centre national de l'information économique.

<sup>588</sup> DIETERLEN Pierre : « La collaboration monétaire entre les Six », in LECE 284 : Fascicules publiés par la LECE 1963 (Renforcer la coopération économique en Europe (Bruxelles, 20, 21 et 22 juin 1963), pp.2.

<sup>589</sup> COM (1962) 300 : Mémoire de la Commission sur le programme d'action de la Communauté pendant la 2<sup>e</sup> étape 24 octobre 1962.

<sup>590</sup> DIETERLEN Pierre (1963), *op.cit.*, pp.2.

<sup>591</sup> <sup>591</sup> DIETERLEN Pierre : « La collaboration monétaire entre les Six », in LECE 284 : Fascicules publiés par la LECE 1963 (Renforcer la coopération économique en Europe (Bruxelles, 20, 21 et 22 juin 1963), pp.6.

<sup>592</sup> DIETERLEN Pierre (1963), *op.cit.*, pp.5.

<sup>593</sup> *Ibidem* pp.13.

selon Dieterlen la poursuite d'un effort d'harmonisation qui devait se concentrer sur le concret afin d'aboutir à un fédéralisme politique, monétaire et économique.

En juillet 1960, le Comité d'Action pour les États-Unis d'Europe saluait les recommandations émises par la Commission en février de la même année en vue de l'accélération du rythme du traité et ainsi de la réalisation du Marché Commun. Il accueillait favorablement notamment « le démarrage des politiques communes, l'engagement de commencer à mettre en place le tarif commun vis-à-vis des pays tiers à la fin de cette année et de l'abaisser de 20%, enfin l'association sur un pied d'égalité des États-Unis avec l'Europe »<sup>594</sup>, mais il mettait également en évidence que l'accélération exigée dans tous les secteurs de l'intégration économique, requérait de la part de la Commission de nouvelles propositions concrètes. La Commission reconnaissait que les propositions qu'elle avait faites laissaient de côté des « problèmes posés par d'autres chapitres du traité où aucun échéancier n'était fixé » et estimait qu'il était indispensable que les États membres poursuivent « l'élaboration des politiques communes au même rythme que se réaliseront le désarmement tarifaire et contingentaire et la mise en place du tarif extérieur commun »<sup>595</sup>.

En ce qui concernait la politique économique et financière, il s'agissait pour la Commission, dans un futur proche, de tirer profit des dispositions déjà prises dans le passé, dont particulièrement « les instruments d'une confrontation des points de vue entre États membres »<sup>596</sup>. Marjolin plaidait pour une « politique économique unifiée » et déplorait le fait qu'il n'y ait « pas de politique économique de la Communauté. Il y a des politiques nationales qui, heureusement, suivent des voies parallèles et ne se contredisent pas. Mais nous n'avons pas l'assurance que cet heureux état de chose se maintiendra indéfiniment ». Une politique économique commune était vitale pour la réalisation du marché commun et ainsi que pour pallier aux risques qu'une éventuelle dégradation des conditions de fonctionnement du système monétaire international pourrait avoir sur le projet européen en cas de manque de coordination »<sup>597</sup>.

---

<sup>594</sup> Déclaration commune du CAEUE du 11 juillet 1960, 8<sup>e</sup> session in *20 ans d'Action du Comité Jean Monnet (1955-1975)*, avec le concours de la Fondation Jean Monnet pour l'Europe, Lausanne, Groupement d'études et de recherches Notre Europe, Paris, 2001.

<sup>595</sup> COM (1960) 16 final : Recommandations de la Commission en vue de l'accélération du rythme du Traité, 26 février 1960 (Ce document est disponible sur Archive of European integration : <http://aei.pitt.edu/34047/>).

<sup>596</sup> *Ibidem*.

<sup>597</sup> MARJOLIN Robert : « Pour une politique économique commune, exposé au Conseil économique et social », in *Revue du Marché Commun*, octobre 1959, pp. 393, 394.



## **2. Une opportunité dans l'adversité : des propositions ambitieuses**

Ces mots furent en effet prémonitoires des premières crises que le système monétaire international allait traverser au début des années soixante. Depuis 1950 environ, le système de Bretton Woods se trouvait dans un état de crise latente, dont les premiers symptômes caractéristiques se manifestèrent au cours des années 1958-1960, lorsqu'apparurent dans la balance des paiements des États-Unis des déficits considérables, accompagnés de fortes pertes d'or, tandis que le reste du monde dégageait un excédent global bien supérieur aux apports d'or monétaire nouveau et aux réserves que les différents pays étaient disposés à détenir en dollar<sup>598</sup>.

En dix ans (1950-1959), les réserves américaines en or étaient passées de 24,5 milliards de dollars à 19,5 milliards. En 1958 les pertes avaient été supérieures à 2 milliards et en 1959 elles dépassèrent 1 milliard pour les premiers mois de l'année<sup>599</sup>. En comparaison, les réserves des pays de la CEE, au cours de la période 1950-1961, passèrent de 3,1 milliards à 16 milliards de dollars<sup>600</sup> et atteignirent les 22 milliards de dollars en 1964<sup>601</sup>. L'accumulation par les États-Unis de déficits ainsi que l'appauvrissement inévitable des réserves d'or alimentèrent les craintes au sujet de la stabilité du dollar et provoquèrent en octobre 1960 l'éclatement de la crise du SMI.

À l'origine de ces déséquilibres se trouvaient principalement les modifications intervenues en Europe. Le retour à la convertibilité ainsi que la mise en place d'un marché commun caractérisé par une libération progressive des échanges, avaient permis aux États européens d'atteindre et de maintenir une position excédentaire dans leurs rapports avec l'extérieur et avaient ouvert une période marquée par un rapide développement économique de l'Europe.

Cependant, étant donné que le SMI exigeait que les pays économiquement les plus développés contribuent à la création de liquidités internationales et que l'Europe, n'était pas encore en mesure de susciter une monnaie européenne représentant un substitut à l'utilisation du dollar comme instrument de réserve, « l'accumulation de soldes positifs de la balance commerciale des pays européens ne pouvait pas constituer, par conséquent, la base de la création de nouvelles liquidités internationales, mais se traduisait exclusivement par une

---

<sup>598</sup> ANSIAUX Hubert (baron), DESSART Michel (1975), *op.cit.*, p.12.

<sup>599</sup> AMK 11/7/11 : Depuis quelques semaines apparaissent divers signes annonciateurs de troubles sérieux dans le système monétaire, Jean Guyot, 1959.

<sup>600</sup> BOTTEX (2003), *op.cit.*, p.109.

<sup>601</sup> BOSSUAT Gérard (1999) *op.cit.*.pp. 373.

accumulation croissante de réserves par les banques centrales européennes »<sup>602</sup>. « La montée de l'Europe comme puissance économique mondiale, sans que lui réponde la naissance d'un pôle européen dans l'équilibre politique international, a mis en crise le système monétaire international en vigueur sans lui opposer une solution de rechange, autrement dit a mis en crise le dollar »<sup>603</sup>.

Les premières crises du SMI, à savoir les attaques spéculatives sur le dollar en automne 1960 et sur la livre au printemps 1961 amenèrent les autorités internationales à négocier des interventions ponctuelles ainsi que d'envisager une réforme structurelle du système et permirent à la Communauté européenne d'acquérir un rôle à part entière au sein des échanges internationaux et sur la scène internationale<sup>604</sup>.

Il s'agissait en premier des Accords Généraux d'Emprunt (AGE), signés le 15 décembre 1961 entre dix pays de l'OCDE, « le Groupe des Dix »<sup>605</sup>. Les AGE étaient conçus comme un dispositif en vertu duquel les principaux pays industrialisés, acceptaient de se tenir prêts à accorder au FMI des crédits supplémentaires en leur monnaie au cas où les ressources du Fonds monétaire ne suffisaient pas à satisfaire les demandes de tirage des pays partenaires des AGE, de manière à empêcher ou à pallier toute défaillance du système monétaire international<sup>606</sup>.

Le deuxième type de dispositions était les accords d'aide réciproque dit de « swap », qui étaient des accords à court terme (trois à six mois éventuellement renouvelable), conclus sur une base bilatérale, qui comportaient l'ouverture de lignes de crédit sur une base réciproque entre les banques centrales ce qui permettait d'élargir les possibilités de prêts entre elles et donc de lutter contre la spéculation. Ce réseau d'accords swap qui liaient les principaux pays industrialisés était cependant si étroit, qu'il représentait en fait un système de facilités de crédit sur une base multilatérale<sup>607</sup>.

En novembre 1961, les banques centrales des États-Unis, du Royaume-Uni, de la Suisse et des six membres de la Communauté économique formèrent le Pool de l'or (en vigueur de 1961 à 1968), afin de coordonner leurs interventions sur le marché de l'or et de maintenir le prix de l'or stable sur le marché à 35 dollars l'once. Ces opérations ad hoc furent effectuées à

---

<sup>602</sup> VELO Dario : « La crise du système monétaire international et le problème de la monnaie européenne », in *Le Fédéraliste*, XVI<sup>e</sup> année, 1974, Pavie, pp.12 (Document disponible sur <http://www.thefederalist.eu>).

<sup>603</sup> VELO Dario (1974) *op.cit.* p. 24.

<sup>604</sup> AMK 13/6/1 : Prospérité et le taux de croissance des 6 pays, 2.06.61, envoyé à Triffin.

<sup>605</sup> Belgique, France, Italie, Pays-Bas, Allemagne, Suède, Royaume-Uni États-Unis, Canada, Japon.

<sup>606</sup> Fiche technique, guide des comités, groupes et clubs  
<http://www.imf.org/external/np/exr/facts/fre/groupsf.htm#G10>.

<sup>607</sup> VELO Dario (1974) *op.cit.* pp.28.

plusieurs reprises par les banques centrales en faveur notamment de la livre ou d'autres monnaies temporairement en difficultés<sup>608</sup>.

Soulignons néanmoins que ces interventions, auxquelles aboutirent les négociations, étaient marquées par « une politique d'arrangement »<sup>609</sup>. À défaut d'un large consensus sur un plan de réforme plus large, plus radical, visant une refondation du système dans son intégralité, elles étaient constituées de mesures temporaires, destinées à résoudre des problèmes à court terme et qui aspiraient à renforcer les structures du système monétaire international en vigueur.

Au niveau européen, cette période de crise et les négociations qui en résultèrent, pouvait être qualifiée de période d'approfondissement et de collaboration avec les États-Unis sur le plan des échanges internationaux comme dans la création d'instruments de concertation et de confrontation des positions respectives<sup>610</sup>.

Ces premières crises ainsi que le retournement de situation au niveau de l'équilibre mondial fit en effet émerger la nécessité de créer un organisme de consultation réunissant les principaux pays industrialisés du monde capitaliste<sup>611</sup>. La coopération dans le cadre atlantique fut ainsi complétée par la participation, en tant que membre à part entière, des États-Unis et du Canada à la mise en place de l'OCDE en septembre 1961 ainsi que par la création du comité de politique économique et du groupe de travail n°3, premier pas vers l'organisation collective de la politique monétaire de l'Ouest<sup>612</sup>.

Au cours de cette période on assista à un rééquilibrage des forces au sein des organismes internationaux qui permit à la Communauté européenne d'acquérir une nouvelle position au niveau international. De par les changements intervenus depuis la signature du Traité de Rome dans les échanges mondiaux, la CEE était en coopération directe avec les États-Unis et elle était devenue un partenaire de plein droit, incontournable, sur la scène internationale ce qui lui permit de se positionner et d'exercer une influence à travers les organismes internationaux<sup>613</sup>.

Au niveau institutionnel, les initiatives qui avaient été conclues lors des concertations, que ce soient les AGE, les opérations « swap » ou le Pool de l'or, consacrèrent aux banques centrales un rôle plus important dans la régulation du SMI. Les troubles de l'économie mondiale

---

<sup>608</sup> VELO Dario (1974), *op.cit.* pp.32.

<sup>609</sup> *Ibidem*, p.42.

<sup>610</sup> BOTTEX (2003), *op.cit.*, p.88.

<sup>611</sup> AMK 13/6/2 : Contribution de la Commission à la stabilité monétaire de l'occident.

<sup>612</sup> *Ibidem*.

<sup>613</sup> BOTTEX (2003), *op.cit.*, p.88.

avaient en effet révélé que seul le FMI ne semblait plus être suffisant à la coopération économique et financière des grands États<sup>614</sup> et les banques centrales apparurent ainsi comme une échelle intermédiaire, entre l'État et le SMI, au niveau de l'Europe des Six<sup>615</sup>, qui allait davantage prendre en compte et intégrer le poids réel des économies européennes.

Enfin, la Communauté avait saisi l'opportunité de parler d'une seule voix, elle avait réussi à dégager une position européenne commune et s'était imposée sur la scène internationale comme l'« Europe orthodoxe et conservatrice »<sup>616</sup>. La doctrine que la CEE avait défendue était en effet « fondée sur la hantise de l'inflation, la recherche de la stabilité du système des changes »<sup>617</sup> ainsi que sur l'obligation d'octroyer à l'avenir aux banques centrales un rôle croissant, central dans le domaine monétaire<sup>618</sup>. Cette nouvelle place de la Communauté au sein de l'équilibre et du développement de l'économie mondiale, lui conférait une responsabilité particulière à laquelle elle devait faire face en étroite collaboration interne.

L'entente manifestée pendant cette période au sein de la Communauté incita Marjolin à vouloir faire progresser davantage la coordination intra-européenne. D'un côté il comptait tirer avantage de cette période de concertation et d'accord entre les Six afin d'aboutir à de réels avancements en matière de coopération monétaire ; d'un autre côté, il tenait à atténuer la logique intergouvernementale dans laquelle les États de la Communauté continuait à évoluer<sup>619</sup> en externe comme en interne. Ce n'était pas la Commission européenne qui avait présidé aux discussions ayant trait au SMI, mais bien les États, qui notamment grâce aux échanges de vues permanents au sein des réunions du Comité monétaire<sup>620</sup> et des ministres des Finances<sup>621</sup>, étaient convenus de s'aligner sur une même ligne.

Marjolin exigea d'autant plus d'efforts supplémentaires aux Six étant donné que la situation au sein de la Communauté laissait à désirer. L'évolution récente de la Communauté

---

<sup>614</sup> BOTTEX (2003), *op.cit.*, p.89.

<sup>615</sup> WARLOUZET Laurent (2011) *op.cit.*, p. 364.

<sup>616</sup> BOTTEX (2003), *op.cit.*, p.118.

<sup>617</sup> FEIERTAG Olivier : « La France, la CEE et le système monétaire international : les accords généraux d'emprunt ou l'émergence de l'Europe monétaire 1958-1962 », in Le Ministère de l'Économie des Finances et de l'Industrie, Le rôle des ministères des Finances et de l'Économie dans la construction européenne 1957-1978, Tome I Journées préparatoires tenues à Bercy le 14 novembre 1997 et le 29 janvier 1998, Comité pour l'histoire économique et financière, Ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie, Paris, 2002, pp.304.

<sup>618</sup> FEIERTAG Olivier, *Wilfrid Baumgartner : un grand commis des finances à la croisée des pouvoirs, 1902-1978*, Paris, CHEFF, 2006, p. 655 et 664-665.

<sup>619</sup> WARLOUZET Laurent (2011) *op.cit.*, p.360.

<sup>620</sup> FEIERTAG Olivier (2006) *op.cit.*, p. 655 et 664-665.

<sup>621</sup> Les discussions concernant le système monétaire international au sein de ces deux instances débutèrent dès leur deuxième réunion. Voir BAC 026/1969 743 : 1959 – 1960 Ministres des Finances : 1ère-3e réunions (Bonn, 16 et 17 juillet 1959 ; Bruxelles, 17 et 18 novembre 1959 ; Paris, 11 et 12 février 1960) ; procès-verbaux, documents de travail, travaux préparatoires, correspondance, etc. (- DE, FR, IT, NL -). Vol. 1 ; CM2/1960 - 508 : 02/1960 - 04/1960 Deuxième rapport d'activité du Comité monétaire de la CEE pendant l'année 1959.

européenne avait en effet mis en exergue certaines lacunes fondamentales dans le domaine de la coopération monétaire. Les gouvernements allemand et néerlandais avaient en effet d'une manière unilatérale décidé en mars 1961 de réévaluer leur monnaie respective sans pour autant procéder à des consultations multilatérales et sans avoir donné la possibilité aux institutions communautaires de formuler une information officielle<sup>622</sup>.

Même si sur le papier, l'article 107 du Traité de Rome, qui stipulait que chaque État membre devait traiter sa politique en matière de taux de change comme un problème d'intérêt commun avait été respecté, la Commission était d'avis que des progrès considérables devaient indispensablement être effectués dans l'application de cet article.

« Malgré les apparences »<sup>623</sup>, certains points positifs étaient néanmoins à souligner selon Robert Marjolin. Il rappelait que la Commission avait accueilli favorablement les décisions des gouvernements allemand et néerlandais. Ceux-ci avaient en effet fait part de leurs intentions à la Commission quand ces mesures étaient « en phase de décision »<sup>624</sup>, à savoir le 4 mars 1961 pour l'Allemagne et le 6 mars pour les Pays-Bas<sup>625</sup>. Marjolin précisait que les échanges de vues relatifs à cette situation<sup>626</sup>, au sein des divers organismes de la Communauté, avaient dû garder, comme leurs conclusions un caractère confidentiel<sup>627</sup>.

La situation de l'Allemagne avait été examinée de façon continue au sein du Comité monétaire et du Comité de politique conjoncturelle, et « aucun aspect, y compris l'hypothèse d'une réévaluation du Mark »<sup>628</sup> n'avait été ignoré. En effet le président du Comité monétaire Van Lennep avait déjà mentionné une possible réévaluation lors de son intervention pendant la quatrième réunion des ministres des Finances en août 1960. Cependant, il avait également insisté sur le fait que le gouvernement allemand avait à cette période encore formellement rejeté cette solution. Au cours de cette même réunion, Marjolin avait également rappelé aux autorités allemandes que les modifications du taux de change, si elles étaient amorcées, seraient sans aucun doute bénéfiques à la situation allemande, mais qu'elles devraient être

---

<sup>622</sup> WARLOUZET Laurent (2011) *op.cit.*, p.359.

<sup>623</sup> BAC 026/1969 746 : 1961 – 1961 Ministres des Finances : 7e réunion (Düsseldorf, 20 et 21 mars 1961) ; procès-verbal, travaux préparatoires, correspondance, etc. (- DE, FR -). Vol. 4.

<sup>624</sup> CM2/1961 - 234 : 06/03/1961 - 25/04/1961 Pièces concernant la réévaluation du mark allemand et du florin néerlandais.

<sup>625</sup> S01320 1961 : Vermerk fuer die Herren Mitglieder der Kommission 6. März 1961.

<sup>626</sup> S01259 1961 : Note pour les membres de la Commission 7 mars 1961.

<sup>627</sup> CM2/1961 - 234 : 06/03/1961 - 25/04/1961 Pièces concernant la réévaluation du mark allemand et du florin néerlandais.

<sup>628</sup> BAC 026/1969 746 : 1961 – 1961 Ministres des Finances : 7e réunion (Düsseldorf, 20 et 21 mars 1961) ; procès-verbal, travaux préparatoires, correspondance, etc. (- DE, FR -). Vol. 4.

envisagées dans un contexte plus large, un contexte européen et international<sup>629</sup> en prenant en considération toutes les répercussions possibles.

En dépit de ces points positifs, Marjolin estimait néanmoins que « si une décision concertée avait pu être prise, et s'il avait été possible d'annoncer un accord général dans un communiqué commun, certains troubles auraient pu être évités »<sup>630</sup>. À Bâle, les gouverneurs des Banques centrales avaient, comme la Commission, émis certaines réserves sur les conditions formelles de l'opération tout en admettant le bien-fondé de ces mesures. La procédure adoptée avait en effet eu l'inconvénient de faire naître certains doutes sur la stabilité des taux de change. En effet, comme le rappelaient le ministre des Finances néerlandais et luxembourgeois, Jelle Zijlstra et Pierre Werner, il n'en restait pas moins vrai que les changements de parités devaient demeurer exceptionnels, sinon l'on s'engagerait dans la voie des taux de change fluctuants. Il faut donc donner l'assurance qu'il s'agit de décisions définitives et que les autorités monétaires sont décidées à maintenir des taux de change fixes »<sup>631</sup>.

L'Assemblée parlementaire européenne avait elle, dans une note d'information rédigée par Alain Pyrefitte le 16 mars 1961, demandé à la Commission de s'expliquer sur certaines questions posées dans la presse européenne au sujet des récents événements, qui soutenait notamment que « dans les grandes occasions chacun des six fait cavalier seul » ou encore que certains membres faisaient « farouchement passer l'intérêt général après son intérêt particulier et estompe la cohésion politique derrière des calculs égoïstes »<sup>632</sup>. Le Comité monétaire avait également regretté au cours de son quatrième rapport qu'« au moment des décisions finales ces changements de parité n'avaient pas été précédés d'une parfaite coordination dans le cadre de la CEE »<sup>633</sup>.

Avant tout, Marjolin estimait qu'il aurait été souhaitable que le gouvernement des Pays-Bas, spécialement intéressé de la situation de la République fédérale, ait pu être informé préalablement. En effet, Jelle Zijlstra, après avoir exposé que la réévaluation du Florin s'expliquait par les mêmes raisons que celle du Mark, avait par contre signalé que « rien ne se serait passé si une décision n'avait été prise par le Gouvernement allemand, mais qu'après la

---

<sup>629</sup> CM2/1961 - 234 : 06/03/1961 - 25/04/1961 Pièces concernant la réévaluation du mark allemand et du florin néerlandais.

<sup>630</sup> BAC 026/1969 746 : 1961 – 1961 Ministres des Finances : 7e réunion (Düsseldorf, 20 et 21 mars 1961) ; procès-verbal, travaux préparatoires, correspondance, etc. (- DE, FR -). Vol. 4.

<sup>631</sup> BAC 026/1969 746 : 1961 – 1961 Ministres des Finances : 7e réunion (Düsseldorf, 20 et 21 mars 1961) ; procès-verbal, travaux préparatoires, correspondance, etc. (- DE, FR -). Vol. 4.

<sup>632</sup> CM2/1961 - 234 : 06/03/1961 - 25/04/1961 Pièces concernant la réévaluation du mark allemand et du Florin néerlandais.

<sup>633</sup> CM2/1961 - 227 : 19/03/1962 - 14/05/1962 Quatrième rapport d'activité du Comité monétaire.

réévaluation du D.Mark, une décision avait dû être prise dans de si brefs délais pour le Florin, que des consultations préalables étaient exclues pour des raisons pratiques »<sup>634</sup>. Quant au ministre allemand des Finances Franz Etzel, il justifiait la non-communication du gouvernement allemand en amont de ses choix, en avançant l'argument que ces décisions avaient dû être prises « dans le plus grand secret pour éviter toute spéculation »<sup>635</sup>.

Afin d'améliorer le processus de coordination au sein de la Communauté, le Comité monétaire requérait une meilleure coordination de la politique de taux d'intérêt en vue de mieux orienter les mouvements de capitaux qui ont souvent aggravé les déséquilibres de balance des paiements<sup>636</sup>. Cependant il n'en évoquait pas les dispositions. De son côté, Marjolin suggérait de confier au Comité monétaire l'étude des méthodes et des procédures applicables non seulement pour des opérations de ce genre, mais pour d'autres décisions monétaires. Tout en sauvegardant les exigences de rapidité et de discrétion<sup>637</sup>, « des échanges de vues approfondis et continus sur la situation des pays pourraient être complétés, pour les mesures importantes, par une certaine forme de consultations à un moment très proche de la décision »<sup>638</sup>.

Ces propositions furent néanmoins accueillies avec beaucoup de réticences par les participants à la réunion des ministres des Finances. Ainsi, Wilfried Baumgartner, le gouverneur de la Banque centrale française, affirmait regretter qu'il n'y ait pas eu de communiqué collectif mais pensait qu'il n'était pas opportun de créer, en étudiant des procédures nouvelles de consultations, l'impression d'un défaut quelconque de la procédure suivie »<sup>639</sup>. Au cours de cet intense mais très succinct échange d'idées, Marjolin reconnaissait la bonne volonté démontrée par l'Allemagne de s'être prêtée à des discussions très libres au sein du Comité monétaire au sujet des difficultés qu'avaient traversé l'Allemagne, mais jugeait en définitive qu'il n'avait pas été « impossible d'annoncer les réévaluations du Mark et du Florin dans un seul communiqué, accompagné d'une déclaration des autres gouvernements »<sup>640</sup>, action qui « aurait évité ainsi une opération en ordre dispersé » qui avait accru le trouble sur les marchés des changes. A ces « reproches » à peine masqués, Etzel rétorquait que dans les conditions

---

<sup>634</sup> BAC 026/1969 746 : 1961 – 1961 Ministres des Finances : 7e réunion (Düsseldorf, 20 et 21 mars 1961) ; procès-verbal, travaux préparatoires, correspondance, etc. (- DE, FR -). Vol. 4.

<sup>635</sup> *Ibidem.*

<sup>636</sup> CM2/1960 - 001021 : 20/04/1961 - 07/06/1961 Troisième rapport d'activité du Comité monétaire pour l'année 1960.

<sup>637</sup> PEO AP PV/ECON 1958 ECON- 1960 0923 0010 : Réunion du 23 septembre 1960, Procès-verbal 23/09/1960.

<sup>638</sup> BAC 026/1969 746 : 1961 – 1961 Ministres des Finances : 7e réunion (Düsseldorf, 20 et 21 mars 1961) ; procès-verbal, travaux préparatoires, correspondance, etc. (- DE, FR -). Vol. 4.

<sup>639</sup> *Ibidem.*

<sup>640</sup> *Ibidem.*

proposées par la Commission, « la dimension secrète des consultations ne pourrait être sauvegardée », raison suffisante pour laquelle il n'y avait selon lui pas lieu de confier aux Comité monétaire la tâche d'étudier de nouvelles procédures de consultations<sup>641</sup>. Même si Etzel était proche des réseaux pro-européens allemands<sup>642</sup> en faveur d'une vision institutionnaliste de l'intégration européenne<sup>643</sup> et qu'il était entre autre membre du Comité d'Action de Jean Monnet, il soutenait à l'époque une coordination continue des politiques économiques, monétaires et financières des États membres afin de ne pas compromettre le développement du Marché Commun, mais il estimait qu'elles devaient rester « du ressort national »<sup>644</sup>.

Ce refus, cette résistance d'Etzel face aux consultations était caractéristique de la conception qu'avaient encore la majorité des États membres des institutions communautaires au début des années soixante. En guise d'exemple, en ce qui concernait les hauts fonctionnaires du ministère des Finances français, les Communautés n'apparaissaient pas comme une opportunité de carrière pendant les années cinquante-soixante, mais plutôt comme une erreur de parcours voire un « mauvais calcul de carrière »<sup>645</sup>. La fonction européenne au sein du ministère des Finances ne jouissaient en effet que de peu de prestige. Les institutions européennes restaient un « simple cadre de discussions, une enceinte de l'inter gouvernementalisme rationalisé »<sup>646</sup>. En effet, les décisions qui avaient été prises en mars 1961 avaient toutes été des actions unilatérales qui étaient le symbole de l'absence d'une responsabilité monétaire commune ainsi que du rejet par les États membres d'un transfert partiel de compétences monétaires aux institutions communautaires. Aux yeux de beaucoup, la monnaie était l'attribut par excellence de la souveraineté et elle demeurait le « dernier bastion de la souveraineté nationale »<sup>647</sup>. Cette idée témoignait selon Valéry Giscard d'Estaing « d'une conception médiévale de l'économie et de la monnaie. Actuellement, la création de monnaie est de moins en moins une fonction étatique, aux États-Unis, en R.F.A.,

---

<sup>641</sup> BAC 026/1969 746 : 1961 – 1961 Ministres des Finances : 7e réunion (Düsseldorf, 20 et 21 mars 1961) ; procès-verbal, travaux préparatoires, correspondance, etc. (- DE, FR -). Vol. 4.

<sup>642</sup> WARLOUZET Laurent (2011) *op.cit.*, p.360.

<sup>643</sup> GEIGER Tim (1998), *op.cit.*, pp.51.

<sup>644</sup> AMK C 1/12/43 : Déclaration de Franz Etzel à « Europe » en matière de politique fiscale et monétaire dans la Communauté 8.04.1958.

<sup>645</sup> BOSSUAT Gérard (2002) *op.cit.*, pp.174.

<sup>646</sup> WARLOUZET Laurent (2011) *op.cit.*, p.360.

<sup>647</sup> WERNER Pierre : « Les finances et les monnaies européennes au service de l'intégration économique, Conférence à Strasbourg, 21 novembre 1960 » in *Bulletin de documentation*, n° 15, 30 novembre 1960, 16<sup>e</sup> année, Service Information et Presse, ministère d'État, Grand-Duché de Luxembourg, pp.10.



on a même isolé la création monétaire de l'État politique pour en faire un phénomène objectif, n'ayant justement rien à voir avec la souveraineté nationale »<sup>648</sup>.

Étant donné que certains pays membres, connaissant des difficultés pendant la période transitoire, avaient eu recours à des comportements individualistes, la Commission s'était d'autant plus fixé comme objectif principal la suppression des disparités entre les économies des pays membres<sup>649</sup>. Il était indispensable que les « mesures monétaires de l'Ouest soient prise en commun, par des actions communes. [...]. Des conversations nationales ne suffisaient plus, un moyen d'action commun était nécessaire ». « Il est primordial que les gouvernements et les Banques d'émissions européennes établissent graduellement une politique monétaire commune et s'expriment par la même voix »<sup>650</sup>. Marjolin comptait tirer profit des efforts qu'avaient réalisés les membres de la Communauté lors des négociations internationales dans le dessein d'afficher une attitude commune et voulait s'appuyer sur l'habitude croissante qu'avait adoptée les Six, de par leur adhésion à une multitude d'enceintes, de se réunir, de confronter leurs opinions respectives au cours de réunions, afin de mettre en œuvre des réformes conséquentes au niveau de la coordination des politiques économiques et monétaires européennes.

L'action de la Commission se faisait d'autant plus pressante que les appels à plus d'action et à de nouvelles dispositions foisonnaient au début de cette décennie menacée par de premières instabilités. Ces propositions constituaient « la première vague de l'attaque portée au flanc des nationalismes monétaires encore bien vivaces »<sup>651</sup>. Une organisation plus précise ainsi qu'une discipline plus stricte, toutes deux dans le cadre des institutions communautaire, étaient requises afin d'assurer la stabilité monétaire autant au niveau européen qu'au niveau mondial. La Commission de politique économique à long terme, des questions financières et des investissements estimait que jusqu'à présent, l'exécutif de la CEE avait manifesté une grande attention à l'évolution économique de la Communauté, mais qu'il fallait néanmoins admettre qu'il avait « voulu être prudent dans sa relation avec les États membres au sujet d'une coordination des politiques économiques tant dans le domaine de la conjoncture, dans le domaine monétaire que dans le domaine structurel et régional ». Elle jugeait que l'exécutif de la CEE pouvait donner l'impression qu'il se limitait « peut-être un peu trop, pour le moment, ou bien à un bureau d'étude de géographie économique, ou bien un observateur, ou encore à

---

<sup>648</sup> AMK C 3/18/32 : La parole est à VGE, une monnaie commune pour l'Europe.

<sup>649</sup> BOTTEX (2003), *op.cit.*, p.78.

<sup>650</sup> AMK 13/4/1 : Note en vue de la réunion.

<sup>651</sup> DESSART Michel (1971) *op.cit.*, p.32-33.

exercer la fonction d'un expert en sciences économiques ». Mise à part de quelques propositions « on ne voit pas très bien quel a été le dynamisme développé par l'Exécutif en vue d'une coordination des politiques monétaires ». Ce rapport voulait pousser l'Exécutif à davantage « d'assurance dans le domaine de son activité en matière économique et, par-là même, le faire sortir de cette sorte de timidité le caractérisant souvent dans ses relations avec les États membres dans ce domaine »<sup>652</sup>.

La commission parlementaire rappelait aux institutions européennes, que depuis le 23 septembre 1960, au cours d'une dizaine de ses dernières réunions, auxquelles avait participé en partie la Commission, elle s'était consacrée à l'examen des questions relatives à la coordination des politiques monétaires et qu'elle espérait, qu'à l'aide de son rapport spécial, adopté à l'unanimité par le Parlement européen le 17 octobre 1962, dédié à la coordination des politiques monétaires, fruit de ce travail de longue haleine, un nouvel élan puisse être donné aux actions de la Communauté<sup>653</sup>. C'était également ce à quoi aspirait le CAEUE de Jean Monnet<sup>654</sup> ainsi que Pierre Werner<sup>655</sup> avec leurs interventions respectives très similaires. Suite aux troubles de 1961, la commission économique et financière mettait au centre de ses réflexions l'importance primordiale qu'il fallait attribuer aux taux de change au sein de la Communauté. Elle estimait que suivant l'article 107 du Traité de Rome, les modifications des taux de change des États membres qui ne seraient pas précédées de consultations communes, ne seraient tout simplement pas autorisées. L'« intérêt commun » devait être défini et décidé en commun, ce que ne stipulait pas le traité »<sup>656</sup>. La coordination des politiques monétaires, présentée plutôt sous l'aspect négatif de l'interdiction de faire ce qui entraîne des conséquences fâcheuses pour les pays partenaires, devait ainsi être également envisagée sous un angle plus positif, à savoir qu'un pays membre pouvait prendre certaines mesures qui, compte tenu sa situation, n'était pas indispensables, mais qui auraient des effets favorables sur la situation d'autres pays »<sup>657</sup>. Le Comité Jean Monnet considérait que des actions communes

---

<sup>652</sup> PEO AP RP/ECON 1961 A0-0141/61 0030 : Déclaration de la Commission CEE relative à la situation économique : années 1961 et 1962, Note relatif aux réflexions éventuelles 18/01/1962.

<sup>653</sup> PEO AP RP/ECON 1961 A0-0017/62 0010 : Coordination des politiques monétaires dans le cadre de la CEE, Rapport parlementaire 07/04/1962.

<sup>654</sup> Déclaration commune du CAEUE du 10 et 11 juillet 1961, 9<sup>e</sup> session, in 20 ans d'Action du Comité Jean Monnet (1955-1975), avec le concours de la Fondation Jean Monnet pour l'Europe, Lausanne, Groupement d'études et de recherches Notre Europe, Paris, 2001.

<sup>655</sup> WERNER Pierre : « Les finances et les monnaies européennes au service de l'intégration économique, Conférence à Strasbourg, 21 novembre 1960 » in *Bulletin de documentation*, n° 15, 30 novembre 1960, 16<sup>e</sup> année, Service Information et Presse, ministère d'État, Grand-Duché de Luxembourg, pp 3-10.

<sup>656</sup> DESSART Michel (1971) *op.cit.*, p.32.

<sup>657</sup> PEO AP RP/ECON 1961 A0-0017/62 0010 : Coordination des politiques monétaires dans le cadre de la CEE Rapport parlementaire 07/04/1962.

n'étaient réalisables qu'à la seule condition que des discussions aient lieu en commun, avant que les gouvernements ne formulent leurs décisions politiques<sup>658</sup>. Les consultations obtinrent ainsi un caractère obligatoire.

Ensuite, si une décision relative aux taux de change était prise sans concertation préalable, la commission parlementaire envisageait, dans le cadre de l'application de l'article 108 du traité, qu'un système d'octroi automatique de crédit serait exclu<sup>659</sup>. Aussi, la coordination ne pouvait pas se limiter exclusivement à la CEE, mais elle devait être renforcée et étendue aux rapports monétaires avec les pays extérieurs de la Communauté ainsi qu'avec les organisations internationales<sup>660</sup>.

La politique coordonnée prescrite par le traité serait à terme remplacée par une politique monétaire commune, qui était une condition essentielle à la réalisation de l'unité économique et politique de l'Europe<sup>661</sup>. Cependant, il ne s'agissait pas nécessairement pendant la période transitoire d'accéder à l'harmonisation ou encore à l'uniformisation des instruments de politiques monétaires : la coordination monétaire pouvait s'accommoder de l'application différenciée selon les pays, des décisions qui auraient été prises en commun. En effet, d'un pays à l'autre, la « véritable coordination rendait souvent nécessaire des mesures diverses, voire opposées » étant donné qu'une uniformité absolue des cycles économiques dans l'ensemble des Six était impossible à atteindre et peut-être même pas souhaitable<sup>662</sup>. Néanmoins, un rapprochement dans les modes de conceptions et d'utilisation des divers instruments monétaires était susceptible de favoriser la coordination des politiques monétaires, surtout si les situations conjoncturelles demeuraient décalées l'une par rapport à l'autre »<sup>663</sup>.

Mais afin de parvenir à long terme à une politique monétaire commune, l'institution progressive d'une collaboration organisée des banques centrales nationales au sein d'un organisme commun de type fédéral, destiné à porter la responsabilité de la politique monétaire

---

<sup>658</sup> Déclaration commune du CAEUE du 10 et 11 juillet 1961, 9<sup>e</sup> session, in 20 ans d'Action du Comité Jean Monnet (1955-1975), avec le concours de la Fondation Jean Monnet pour l'Europe, Lausanne, Groupement d'études et de recherches Notre Europe, Paris, 2001, p.63.

<sup>659</sup> PEO AP RP/ECON 1961 A0-0017/62 0040 : Coordination des politiques monétaires dans le cadre de la CEE  
Projet de proposition de résolution 07/04/1962.

<sup>660</sup> PEO AP RP/ECON 1961 A0-0017/62 0010 : Coordination des politiques monétaires dans le cadre de la CEE  
Rapport parlementaire 07/04/1962.

<sup>661</sup> PEO AP RP/ECON 1961 A0-0017/62 : Coordination des politiques monétaires dans le cadre de la CEE  
résolution 17/10/1962.

<sup>662</sup> WERNER Pierre : « Les finances et les monnaies européennes au service de l'intégration économique, Conférence à Strasbourg, 21 novembre 1960 » in *Bulletin de documentation*, n° 15, 30 novembre 1960, 16<sup>e</sup> année, Service Information et Presse, ministère d'État, Grand-Duché de Luxembourg, pp.9.

<sup>663</sup> ANSIAUX Hubert (baron), DESSART Michel (1975), *op.cit.*, p.36.

commune, était prescrite par la commission parlementaire<sup>664</sup>. Cette « Union européenne de réserves »<sup>665</sup> comme la dénommait le CAEUE en juillet 1961, créerait le fondement technique d'une action plus efficace de la Communauté à l'intérieur et vers l'extérieur. Usant d'actions communautaires jugées plus efficaces pour effectuer un changement profond au sein de la CEE, elle serait essentielle afin de renforcer le mouvement vers une réelle communauté d'intérêts, vers l'union économique, de laquelle l'union politique des Six tirerait ses forces<sup>666</sup>. Aux yeux de Werner et du Comité d'Action<sup>667</sup>, l'UER permettait à la Communauté d'organiser sa politique financière commune, qui était le « prélude à une politique monétaire commune et une monnaie commune »<sup>668</sup>. Interrogé sur les sentiments de la Commission à l'égard de la proposition du CAEUE de créer une Union européenne des réserves, Robert Marjolin déclara que celle-ci avait pris connaissance avec le plus grand intérêt de cette proposition qui rejoignait ses propres préoccupations. Il fallait définir une politique européenne commune dans le domaine monétaire et créer les instruments qui pourraient se révéler nécessaires pour lui donner effet. Enfin, il précisait que des propositions pratiques « dans ce sens » étaient déjà à l'étude dans les services de la CEE depuis quelques temps<sup>669</sup>. D'ailleurs, au cours de la huitième réunion des ministres des Finances en juillet 1961, Marjolin avait appelé l'attention des ministres sur la déclaration récente du CAEUE et avait prévu de demander une étude de ses services ainsi que l'avis du Comité monétaire à ce sujet. Les propositions du CAEUE, « approuvées par les partis politiques, méritaient une discussion approfondie »<sup>670</sup> qui devait être inscrite à l'ordre du jour de la réunion de Paris<sup>671</sup>. Or, après le rejet<sup>672</sup> de ces dispositions par le groupe d'experts et le Comité monétaire, les échanges d'idées restèrent très brefs. Malgré tout, l'UER fut incorporée à l'agenda de travail de la réunion de Paris par les secrétaires des ministres des Finances, dont le rôle était entre autre de

<sup>664</sup> PEO AP RP/ECON 1961 A0-0017/62 0010 : Coordination des politiques monétaires dans le cadre de la CEE Rapport parlementaire 07/04/1962.

<sup>665</sup> AMK 13/8/34 : Arguments en faveur de la création d'une Union européenne de réserves préconisés par le Comité Monnet, Europe 13.7.1961.

<sup>666</sup> Déclaration commune du CAEUE du 10 et 11 juillet 1961, 9<sup>e</sup> session, in 20 ans d'Action du Comité Jean Monnet (1955-1975), avec le concours de la Fondation Jean Monnet pour l'Europe, Lausanne, Groupement d'études et de recherches Notre Europe, Paris, 2001, p.62-64.

<sup>667</sup> AMK 62/1/31 : Le Comité d'Action recommande la création d'une Union européenne des réserves monétaires, le Bulletin de l'Europe 15.7.1961.

<sup>668</sup> WERNER Pierre (1992) *op.cit.*, p.117.

<sup>669</sup> AMK 13/8/23 : Marjolin est favorable au projet d'union européenne de réserves monétaires, Le Monde 22.7.1961.

<sup>670</sup> BAC 026/1969 747 : 1961 – 1961 Ministres des Finances : 8e réunion (Ostende, 17 et 18 juillet 1961) ; procès-verbal, travaux préparatoires, correspondance, etc. (- DE, FR -). Vol. 5.

<sup>671</sup> BAC 026/1969 749 : 1961 – 1961 Ministres des Finances : 10e réunion (Paris, 1er décembre 1961) ; procès-verbal, travaux préparatoires, correspondance, etc. Vol. 7.

<sup>672</sup> BAC 026/1969 747 : 1961 – 1961 Ministres des Finances : 8e réunion (Ostende, 17 et 18 juillet 1961) ; procès-verbal, travaux préparatoires, correspondance, etc. (- DE, FR -). Vol. 5.

fixer l'ordre du jour des réunions et qui jugèrent que si « une discussion immédiate de ces propositions risquant d'aboutir à une conclusion négative était jugée prématurée », l'idée serait rattachée, comme l'avait déjà suggéré Marjolin, à l'examen des problèmes posés par l'adhésion de la Grande-Bretagne<sup>673</sup>.

Une autre idée majeure sur laquelle reposait le rapport de la commission était que les politiques monétaires devaient être coordonnées, non seulement entre elles, mais elles devaient être associées à d'autres mesures de politique économique, notamment budgétaires, fiscales et financières<sup>674</sup>.

Cette dernière pouvait selon Pierre Werner constituer un important facteur d'accélération de l'union des Européens<sup>675</sup>. La formation « assez monétariste » qu'avait suivi Werner, « ne se satisfaisait pas »<sup>676</sup> de la situation de l'intégration financière au début des années soixante, raison pour laquelle il choisit une conférence à Strasbourg en novembre 1960 afin d'exposer certaines pistes d'amélioration. S'appuyant sur les enseignements du Benelux, il était d'avis que « dans l'intérêt de la cohésion et de la solidité des liens européens, dans l'intérêt aussi de l'influence de l'Europe dans le monde, une orientation communautaire plus poussée » devait être attribuée aux politiques financières<sup>677</sup>. À défaut d'une monnaie unique, il proposait « l'application progressive d'une monnaie de compte européenne » en vue de pallier en interne, aux difficultés qui pouvaient apparaître en raison de mouvements de capitaux spéculatifs liés aux dévaluations et réévaluations des monnaies et afin de fournir au plan international à la CEE « un étalon de valeur soustrait aux vicissitudes nationales » qui « faciliterait l'extension des échanges internationaux et constituerait un encouragement au développement de l'épargne »<sup>678</sup>.

Il rappelait que le Traité de Rome s'y référait déjà en exprimant dans plusieurs de ses dispositions, notamment à l'article 207<sup>679</sup> des « données chiffrées en unités de compte

---

<sup>673</sup> BAC 026/1969 749 : 1961 – 1961 Ministres des Finances : 10e réunion (Paris, 1er décembre 1961) ; procès-verbal, travaux préparatoires, correspondance, etc. Vol. 7.

<sup>674</sup> PEO AP RP/ECON 1961 A0-0017/62 : Coordination des politiques monétaires dans le cadre de la CEE résolution 17/10/1962.

<sup>675</sup> WERNER Pierre : « Les finances et les monnaies européennes au service de l'intégration économique, Conférence à Strasbourg, 21 novembre 1960 » in *Bulletin de documentation*, n° 15, 30 novembre 1960, 16<sup>e</sup> année, Service Information et Presse, ministère d'État, Grand-Duché de Luxembourg, pp.10.

<sup>676</sup> WERNER Pierre (1992), *op.cit.*, p.20.

<sup>677</sup> WERNER Pierre : « Les finances et les monnaies européennes au service de l'intégration économique, Conférence à Strasbourg, 21 novembre 1960 » in *Bulletin de documentation*, n° 15, 30 novembre 1960, 16<sup>e</sup> année, Service Information et Presse, ministère d'État, Grand-Duché de Luxembourg, pp.8.

<sup>678</sup> *Ibidem*, pp.9.

<sup>679</sup> Traité instituant la Communauté économique européenne (1957), <http://eur-lex.europa.eu/LexUriServ/LexUriServ.do?uri=CELEX:11957E/TXT:FR:PDF>, p.145. L'article 207 du Traité de Rome stipulait en effet que le budget de la Communauté était établi dans l'unité de compte qui devait être fixée à

européennes »<sup>680</sup> et que l'Union Européenne des Paiements en avait adopté une, nommée « Epunit », pour sa comptabilité ainsi que pour les avances faites à ses membres. La Banque Européenne d'Investissement avait fait de même en définissant une unité de compte dans laquelle s'exprimait le capital de l'institution.

Selon Werner, l'utilisation généralisée d'une telle unité de compte, rebaptisée « Euror »<sup>681</sup>, n'exigerait pas nécessairement une révision des traités<sup>682</sup> et l'usage privé était préconisé en matière d'emprunts et de titres de voyage dans l'intention de « faire surgir peu à peu l'accoutumance à cette monnaie collective »<sup>683</sup>. La définition d'une monnaie de compte européenne, qui serait « l'amorce d'un système monétaire européen [...] aurait un effet psychologique non négligeable »<sup>684</sup>.

Cependant, même si Pierre Werner estimait que la monnaie était l'instrument d'unification idéal pour réaliser le plus directement une coopération et une intégration économique, il pensait que, dans la perspective du début des années soixante, où « les conceptions modernes du rôle de la monnaie et du crédit en avait fait des instruments de la politique économique et sociale de plus en plus interventionniste et conséquemment de plus en plus liée à la souveraineté nationale », entre pays souverains, « le rapprochement monétaire ne pouvait être que progressif et concomitant au rapprochement des politiques économiques » et que l'unification monétaire se positionnait « plutôt à la fin qu'au début du processus d'intégration politique poussée »<sup>685</sup>.

En effet, pour lui il n'était pas question d'imposer une solidarité monétaire européenne par des décisions unilatérales. Malgré l'efficacité évidente de l'instrument monétaire en matière d'intégration économique, Werner en rappelait néanmoins aussi le caractère « brutal, forçant les politiques des prix, des salaires et des investissements de se fondre dans le moule d'une politique commune »<sup>686</sup> et mettait en garde contre les ruptures, les déséquilibres et les

---

l'unanimité par le Conseil, décision qui fut prise le 15 novembre 1960 pour l'établissement du budget de la CEE et pour les droits spécifiques du tarif extérieur commun le 20 juillet 1960 (CM2/1960 - 001021 : 20/04/1961 - 07/06/1961 Troisième rapport d'activité du Comité monétaire pour l'année 1960, p.19).

<sup>680</sup> WERNER Pierre (1992), *op.cit.*, p.20.

<sup>681</sup> Selon Werner, la définition d'une monnaie de compte européenne devait être accompagnée d'un nom évocateur. Des désignations telles que « Monneur » et « Interfranc » avaient été envisagées auparavant. .

<sup>682</sup> WERNER Pierre : « Les finances et les monnaies européennes au service de l'intégration économique, Conférence à Strasbourg, 21 novembre 1960 » in *Bulletin de documentation*, n° 15, 30 novembre 1960, 16<sup>e</sup> année, Service Information et Presse, ministère d'État, Grand-Duché de Luxembourg, pp.10.

<sup>683</sup> WERNER Pierre (1992), *op.cit.*, p.20.

<sup>684</sup> WERNER Pierre : « Problèmes de l'intégration financière de l'Europe. Causerie faite devant les membres de l'Association des Amitiés Belgo-Luxembourgeoises et du Cercle Royal Gaulois à Bruxelles le 27 novembre 1962 », 1 vol (non paginé) collection Jos. Beffort, Luxembourg, 1962, pp.6.

<sup>685</sup> *Ibidem*, pp.9.

<sup>686</sup> *Ibidem*, pp.4.

souffrances humaines et sociales qu'entraînerait « un processus aussi radical »<sup>687</sup>. Il faisait ainsi notamment allusion à l'expérience qu'avait traversée le Luxembourg lors de l'introduction forcée du Reichsmark pendant la Seconde Guerre mondiale et lors de l'introduction du franc après la Libération<sup>688</sup>.

De par l'action réciproque des phénomènes économiques et monétaires les uns sur les autres, l'unification monétaire était pour Werner un moyen de promouvoir l'intégration économique<sup>689</sup>, un puissant levier pour opérer le rapprochement des économies nationales, et elle ne s'établirait que parallèlement au renforcement de la politique économique dont elle était tributaire. Werner se positionnait ainsi au milieu de la querelle de l'époque qui opposait les partisans de l'approche économiste et ceux qui étaient en faveur d'une approche monétariste. Pour lui, « la vérité était à égale distance de ces deux extrêmes »<sup>690</sup>, la mise en place progressive de l'intégration monétaire, de la solidarité monétaire était inscrite dans la logique économique et politique du Marché Commun<sup>691</sup>.

Cette position fut en grande partie partagée par Hubert Ansiaux qui affirmait que « certaines réalisations sur le plan monétaire peuvent aider puissamment à réaliser plus aisément et plus rapidement la convergence évidemment indispensable des politiques économiques. [...] Retarder l'action sur le plan monétaire quand celle-ci peut être un adjuvant puissant pour une prise de conscience communautaire étendue à l'ensemble des problèmes qui la confronte n'est pas réaliste malgré l'objection qu'une communauté économique monétaire doit suivre une communauté économique et non la précéder. Cet argument valable dans son principe n'est pas absolu., il peut et doit s'accommoder de progrès parallèles et ne pas être incompatible avec la notion qu'une avance sur le plan monétaire soit de nature à forcer des progrès plus rapides sur le plan de la convergence des politiques économiques »<sup>692</sup>.

À la fin de l'année 1962, prenant en compte toutes les propositions qui avaient été évoquées au cours des travaux des diverses instances pendant les quatre premières années de la Communauté, la Commission était convaincue qu'il fallait aller de l'avant et conformément à son rôle d'initiative, elle présenta ses suggestions au sein du mémorandum sur le programme

---

<sup>687</sup> WERNER Pierre : « Problèmes de l'intégration financière de l'Europe. Causerie faite devant les membres de l'Association des Amitiés Belgo-Luxembourgeoises et du Cercle Royal Gaulois à Bruxelles le 27 novembre 1962 », 1 vol (non paginé) collection Jos. Beffort, Luxembourg, 1962, pp.5.

<sup>688</sup> WERNER Pierre (1992), *op.cit.*, p.18-20.

<sup>689</sup> WERNER Pierre : « Intervention de Monsieur Pierre Werner, Président du Gouvernement, Ministre du Trésor au cours de la réunion des Ministres des Finances des Communautés à Rotterdam des 9 et 10 septembre 1968 », in Bulletin de documentation, n°8, septembre 1968, 24<sup>e</sup> année, Service Information et Presse, ministère d'État, Grand-Duché de Luxembourg, pp.4.

<sup>690</sup> *Ibidem*, pp.6.

<sup>691</sup> WERNER Pierre (1992), *op.cit.*, p.117.

<sup>692</sup> AMK C 13/1/20 : Lettre d'Hubert Ansiaux à Jean Monnet 70.5.25.

d'action de la Communauté pour la deuxième étape. La Commission avait mis la première étape de transition (1958-1961) à profit de l'accélération de la mise en place de l'union douanière et la seconde étape serait consacrée à l'élaboration de politiques communes qui devaient permettre de constituer à terme, un espace de politique économique commune. Alors que les conditions précises de l'évolution progressive de l'union douanière étaient prescrites par le Traité de Rome, l'union économique était « abordée sous forme de loi-cadre »<sup>693</sup> qu'il convenait de remplir en général au cours de la période de transition par une législation propre des institutions communautaires et par une action politique appropriée.

C'est à cet effet que Marjolin dévoila un ensemble ambitieux de mesures offensives<sup>694</sup> et innovantes en matière de politique économiques et monétaires qui dépassèrent notablement les engagements arrêtés par le traité, en énonçant entre autre la mise en place d'une « programmation européenne »<sup>695</sup> et en fixant pour la première fois à l'agenda communautaire la possibilité de la création d'une union monétaire dotée d'une monnaie de réserve européenne. Précisons brièvement que tous les commissaires avaient rédigé eux-mêmes les propositions relatives à leur domaine de compétences et que l'introduction politique avait été formulée par la Walter Hallstein<sup>696</sup>.

Le contenu de l'introduction témoignait de la volonté de Hallstein de donner une interprétation maximaliste aux dispositions du traité fondateur. Elle mettait en exergue le caractère politique de l'intégration économique qui devait inéluctablement mener à la fusion des économies nationales dans une union économique et politique complète dont la politique monétaire était une composante d'importance « vitale »<sup>697</sup> : « L'intégration dite économique de l'Europe est, dans son essence, un phénomène politique ». La Communauté économique européenne constitue avec la CECA et la CEEA une « union politique dans le domaine économique et dans le domaine social. Conformément à la volonté des parties contractantes de s'engager dans une intégration complète et compte tenu des conditions économiques qui déterminent la création d'un espace économique unifié, le traité a prévu la fusion des économies des six États membres en une véritable union économique »<sup>698</sup>. Aux yeux de la Commission, il était contraire à la réalité ainsi qu'à la logique des choses d'opérer une

---

<sup>693</sup> COM (1962) 300 : Mémoire de la Commission sur le programme d'action de la Communauté pendant la 2<sup>e</sup> étape 24 octobre 1962, p.5.

<sup>694</sup> BOTTEX (2003), *op.cit.*, p.179.

<sup>695</sup> COM (1962) 300 : Mémoire de la Commission sur le programme d'action de la Communauté pendant la 2<sup>e</sup> étape 24 octobre 1962, p.75.

<sup>696</sup> BOTTEX (2003), *op.cit.*, p.184.

<sup>697</sup> COM (1962) 300 : Mémoire de la Commission sur le programme d'action de la Communauté pendant la 2<sup>e</sup> étape 24 octobre 1962, p.87.

<sup>698</sup> *Ibidem*, p.1.



distinction nette entre d'une part l'économique, communautarisé au niveau de la CEE, et d'autre part le politique, pour lequel il serait encore nécessaire d'accomplir l'essentiel du travail en mettant en œuvre une union politique parallèle<sup>699</sup>.

Suivant l'approche de la Commission, la création de ce « centre unique de politique économique » ne pouvait pas se contenter d'un cadre national ni d'un horizon à court terme ce qui imposait en conséquent à la Communauté, la détermination d'objectifs à long terme de quatre à cinq ans. Dans cette intention, la Commission entendait donner à sa propre action au cours des années à venir une ligne directrice et à la poursuite du développement de la Communauté une orientation<sup>700</sup>.

Au sein du chapitre VII du mémorandum, consacré dans son premier volet entre autre aux mesures de la politique économique à moyen terme, Marjolin préconisait des procédures inspirées dans une large mesure de la planification indicative française. Celle-ci tenait compte d'une part « du rôle prééminent joué traditionnellement par l'État dans le développement économique du pays, tandis que d'autre part, elle cherchait à corriger les excès de cette centralisation en associant au Plan toutes les forces vives de la nation, industriels agriculteurs, syndicalistes ouvriers<sup>701</sup>, représentants de l'administration elle-même »<sup>702</sup>. Elle constituait donc d'une part, un ensemble cohérent d'objectifs et de moyens de développement économique défini par l'État, d'une manière indicative, et non impérative<sup>703</sup>, et d'autre part la tentative de constitution d'une « économie concertée »<sup>704</sup>, réductrice d'incertitude<sup>705</sup>. Elle suivait l'idée que l'évolution économique devait être canalisée de façon à ce que l'expansion,

---

<sup>699</sup> COM (1962) 300 : Mémorandum de la Commission sur le programme d'action de la Communauté pendant la 2<sup>e</sup> étape 24 octobre 1962, p.4.

<sup>700</sup> *Ibidem*, p.6.

<sup>701</sup> La Confédération internationale des Syndicats chrétiens regrettait « l'insuffisance des Traités dans le domaine de la politique économique commune » et estimait qu'il était nécessaire de mettre en œuvre « une politique économique globale, cohérente, harmonisée, à long terme ». Celle-ci, présupposait selon la Confédération notamment la mise sur pied d'un « **Plan de Développement** Économique et Social au niveau européen, fixant des objectifs globaux pour chaque branche d'activité, l'élaboration de programmes communs d'investissements ainsi que l'utilisation systématique des moyens d'action dont disposent la Commission et les Pouvoirs Publics de chaque pays ». Elle soulignait également que l'unification économique européenne n'était réalisable qu'avec une politique commune en matière de monnaie et de crédit. AMK C 2/4/176 : Déclaration sur l'intégration européenne de la Confédération internationale des Syndicats chrétiens, mars 1960.

<sup>702</sup> MARJOLIN Robert, *Le travail d'une vie*, Mémoires 1911-1986, Éditions Robert Laffont, Paris, 1986, p.170.

<sup>703</sup> MASSE Pierre, *Le plan ou l'antihazard*, Éditions Gallimard, Paris, 1965, p.50.

<sup>704</sup> *Ibidem*, p.149.

<sup>705</sup> MASSE Pierre « Une approche de l'idée de plan », in *L'Encyclopédie française*, t. IX : « L'Univers économique et social », Paris, 1960, p. 3, 9, 24.

fondée sur un équilibre entre la production et l'accroissement des revenus, puisse se poursuivre à long terme avec régularité et stabilité<sup>706</sup>.

Dans son mémorandum, Marjolin prônait la constitution d'un « programme communautaire » qui serait un « cadre indispensable » afin de donner une perspective globale à « l'économie communautaire »<sup>707</sup>. Marjolin légitimait la nécessité de ce programme notamment par la volonté d'éclairer les décisions nationales et communautaires dont les effets ne se feraient ressentir qu'après un certain laps de temps ; ensuite, il considérait que la programmation était l'instrument indispensable d'une répartition rationnelle des ressources financières dont disposait chaque puissance publique. Étant donné que l'action nationale était de plus en plus « incertaine »<sup>708</sup> en raison de l'interdépendance croissante des économies nationales et de l'ouverture progressive de celles-ci au monde extérieur grâce à la participation au Marché commun, la programmation constituerait un « guide nécessaire » pour les plans et programmes qu'utilisait déjà une partie des membres de la Communauté, dont notamment la France, les Pays-Bas, l'Italie, la Belgique et le Luxembourg à titre indicatif, ainsi que l'Allemagne au niveau fédéral, de façon sectorielle<sup>709</sup>, ainsi qu'un cadre de soutien communautaire qui contribuerait à la mise en œuvre des politiques régionales et de l'harmonisation des politiques communes telles que l'agriculture, l'énergie et le transport<sup>710</sup>. La programmation consistait ainsi en une « confrontation des plans, programmes, projections ou prévisions à long terme des États membres nationaux »<sup>711</sup> qui faciliterait la comparaison des politiques nationales et leur ajustement réciproque.

Marjolin proposait ainsi pour la période 1964-68 de mettre en place un programme consolidé qui aspirait à organiser cette réflexion commune sur l'avenir, à partir du rassemblement d'un maximum d'informations techniques et politiques disponibles. Il devait définir « le cours désirable et possible de l'activité économique communautaire pendant la période considérée », indiquer « la répartition probable, souhaitable, ou acceptable du produit national brut entre les grands secteurs de l'économie », déterminer une prévision de l'offre de la demande de main

---

<sup>706</sup> WERNER Pierre : « La politique étrangère du Grand-Duché de Luxembourg » in *Bulletin de documentation*, n°1, 25 février 1965, 21<sup>e</sup> année, Service Information et Presse, ministère d'État, Grand-Duché de Luxembourg, pp.2.

<sup>707</sup> COM (1962) 300 : Mémorandum de la Commission sur le programme d'action de la Communauté pendant la 2<sup>e</sup> étape 24 octobre 1962, p.74.

<sup>708</sup> *Ibidem*.

<sup>709</sup> PE0 AP RP/ECON.1961 A0-0115/63 0001 : Rapport fait au nom de la commission économique et financière sur une recommandation de la Commission de la C.E.E. au Conseil (doc. 73) relative à une politique économique à moyen terme de la Communauté Rapporteur : M. Hans Dichgans, 14/01/1964

<sup>710</sup> COM (1962) 300 : Mémorandum de la Commission sur le programme d'action de la Communauté pendant la 2<sup>e</sup> étape 24 octobre 1962, p.74.

<sup>711</sup> *Ibidem*, p.76.

d'œuvre, fixer une prévision du financement envisagé des besoins nécessaires aux développements de la Communauté ainsi que l'évolution des échanges extérieurs de la Communauté<sup>712</sup>. Finalement, ce programme aurait comme mission d'élaborer des projections quantitatives à moyen terme qui comprendraient une prévision du produit national brut et de ses principaux facteurs de production pour chacun des pays membres de la Communauté et pour l'ensemble de celle-ci. De plus des études prospectives des « recettes et des dépenses des États et des autres collectivités publiques »<sup>713</sup> devaient rendre plus cohérentes les politiques nationales à long terme. Marjolin insistait néanmoins clairement sur le caractère indicatif de ces projections et précisait qu'il « n'était pas question de fixer des objectifs planifiés, mais de dessiner de simples perspectives montrant certes la direction et les rythmes souhaitables, mais aussi les croissances les plus probables en tenant compte des hypothèses de politique économique retenues par les différents États membres »<sup>714</sup>. Cette mesure n'enlèverait « rien du pouvoir souverain des parlements nationaux de voter chaque année crédits et impôts »<sup>715</sup>. Conformément aux intentions de la Commission, ce programme devait servir de lignes directrices à toutes les décisions prises en matière de politique économique sur le plan national et sur le plan communautaire<sup>716</sup>.

Soulignons ici également que ces mesures de politiques à moyen terme étaient couplées à des propositions à court terme dont deux constituaient des avancements significatifs<sup>717</sup>. La première concernait le perfectionnement et le rapprochement progressif des budgets économiques prévisionnels des États membres jusqu'à ce que l'on puisse parler « d'un budget économique unique pour l'ensemble de la Communauté »<sup>718</sup>. La seconde prévoyait la conception d'enquêtes conjoncturelles plus détaillées : les entrepreneurs devaient être interrogés sur leurs investissements ainsi que sur leurs intentions futures au même titre que les consommateurs privés. La Commission avait ainsi l'intention de faire apparaître progressivement une politique conjoncturelle communautaire dans laquelle viendrait s'amalgamer les politiques nationales.

---

<sup>712</sup> COM (1962) 300 : Mémoire de la Commission sur le programme d'action de la Communauté pendant la 2<sup>e</sup> étape 24 octobre 1962, p.77.

<sup>713</sup> *Ibidem*, p.76.

<sup>714</sup> BERNARD Jean : « Le Marché Commun Européen et l'avenir de la planification française » in *Revue économique*, Volume 15, n°5, 1964, p.781.

<sup>715</sup> COM (1962) 300 : Mémoire de la Commission sur le programme d'action de la Communauté pendant la 2<sup>e</sup> étape 24 octobre 1962, p.76.

<sup>716</sup> EVERLING Ulrich (1964) *op.cit.*, pp. 581.

<sup>717</sup> HALLSTEIN Walter : « Wirtschaftspolitik als Gemeinschaftsaufgabe », in *Der Betriebs-Berater, Zeitschrift für Recht und Wirtschaft*, Heft 1, Januar 1963, pp. 5.

<sup>718</sup> COM (1962) 300 : Mémoire de la Commission sur le programme d'action de la Communauté pendant la 2<sup>e</sup> étape 24 octobre 1962, p.70.

Au chapitre VIII du mémorandum, la Commission compléta les mesures d'ordre économiques avec des mesures d'ordre monétaire, en soulignant qu'une coordination, voire une fusion des politiques économiques nationales, seraient « incomplète » et par conséquent « inefficace » sans une action sur le plan monétaire<sup>719</sup>.

Au sein des propositions de la Commission il fallait distinguer entre celles qui s'appliquaient à la deuxième étape du Marché Commun (1962-1966), les mesures à court terme, et celles qui ouvraient des perspectives au-delà de cette période, les dispositions à long terme.

Les premières se rapportaient au cadre de la mise en place de la coordination, et prévoyaient tout d'abord un perfectionnement et une extension des consultations poursuivies depuis les débuts de la Communauté en matière de politique monétaire.

Il était question de conforter l'action du Comité monétaire, dont la compétence était purement consultative, par l'institutionnalisation des rencontres des gouverneurs des banques centrales en un conseil, « capable d'assumer des responsabilités exécutives »<sup>720</sup>, qui aurait pour avantage, contrairement aux réunions tenues au sein de la Banque des Règlements internationaux, de suivre d'une façon continue les problèmes monétaires spécifiques de la Communauté et les problèmes monétaires généraux, d'un angle exclusivement communautaire<sup>721</sup>. Pour des questions plus sensibles qui étaient du ressort des banques centrales et des gouvernements, il était prévu de mettre en place, dans le cadre du Conseil de la Communauté, des confrontations supplémentaires, auxquelles se joindraient les ministres des Finances des Six. Ce conseil était destiné au cours de la troisième étape, à assumer le rôle d'organe central d'un système bancaire européen de type fédéral<sup>722</sup>

Ensuite, le mémorandum proposait d'organiser un système de consultations préalables doublées d'un système de recommandations. Les consultations auraient trait à toutes les décisions importantes en matière monétaire telles que la variation du taux d'escompte et des autres taux à court terme, les réserves minima, les contingents de réescompte, la politique d'open market, les avances des banques centrales à l'État ainsi que les modifications du taux de change d'une des monnaies de la CEE. De même, des consultations devaient « nécessairement »<sup>723</sup> précéder toutes décisions importantes intéressant les pays membres ou

---

<sup>719</sup> COM (1962) 300 : Mémorandum de la Commission sur le programme d'action de la Communauté pendant la 2<sup>e</sup> étape 24 octobre 1962, p.87.

<sup>720</sup> AMK C 25/4/62 : La Communauté économique européenne et la coopération monétaire internationale 9.11.1962, p.4.

<sup>721</sup> COM (1962) 300 : Mémorandum de la Commission sur le programme d'action de la Communauté pendant la 2<sup>e</sup> étape 24 octobre 1962, p.89.

<sup>722</sup> *Ibidem*, p.93.

<sup>723</sup> *Ibidem*, p.91.

les pays tiers, à prendre dans les institutions internationales, notamment en cas de recours d'un État membre aux facilités offertes par le Fonds monétaire international. Ces consultations seraient selon le mémorandum suivies de recommandations que les pays pourraient adresser spontanément aux pays intéressés si la nécessité s'en faisait sentir<sup>724</sup>.

La Commission formulait néanmoins une réserve essentielle : elle soulignait qu'au sein de propositions qu'elle avait formulées, rien ne « touchait au droit des États membres et des instituts d'émission de prendre, après avoir procédé aux consultations prévues, les décisions qu'ils jugeront les meilleures dans l'intérêt national »<sup>725</sup>. Le but que la Commission poursuivait était de voir se créer les institutions et les habitudes qui permettraient de passer à terme, du stade de la coordination à celui de la centralisation des décisions.

Les mesures monétaires à plus long terme évoquées par Marjolin étaient non seulement nécessaires à la cohésion et à la pérennité du Marché Commun mais aussi à la stabilisation du système monétaire international.

Le premier type de mesures proposées avait comme but de définir les domaines requérant une coordination étroite des décisions nationales quant à la politique monétaire externe. Le mémorandum réclamait une attitude commune en matière de relations monétaires internationales ainsi qu'au sein des institutions internationales, une harmonisation des politiques des banques centrales à l'égard des monnaies de réserves ainsi qu'un nouvel accord intergouvernemental sur l'étendue et les modalités du concours mutuel, fixant en amont des interventions futures éventuelles, les crédits maximum que les pays de la Communauté seraient prêts à engager à cet effet<sup>726</sup>. Enfin, afin de pallier davantage à la fragilité certaine du système monétaire mondial qui rendait une action continue nécessaire et afin de permettre à la Communauté d'agir plus efficacement à l'unisson, la Commission proposait de créer une monnaie de réserve européenne qui ne serait pas seulement « un facteur de soutien à l'unification progressive des politiques économiques mais qui faciliterait aussi la réforme du système financier international actuel »<sup>727</sup>.

Sur le plan interne, la création d'une union économique impliquait la fixité des taux de change, sous réserve de variations dans les limites très étroites, ce qui était la définition même

---

<sup>724</sup> COM (1962) 300 : Mémorandum de la Commission sur le programme d'action de la Communauté pendant la 2<sup>e</sup> étape 24 octobre 1962, p.91.

<sup>725</sup> *Ibidem*, p.92.

<sup>726</sup> *Ibidem*.

<sup>727</sup> WERNER Pierre : « Problèmes de l'intégration financière de l'Europe. Causerie faite devant les membres de l'Association des Amitiés Belgo-Luxembourgeoises et du Cercle Royal Gaulois à Bruxelles le 27 novembre 1962 », 1 vol (non paginé) collection Jos. Beffort, Luxembourg, 1962, pp.5.

de l'union monétaire<sup>728</sup>. Elle était un facteur de soutien à l'unification progressive des politiques économiques<sup>729</sup>. Comme le soulignait la Commission, toute modification trop importante des taux de changes « provoquerait des bouleversements si profonds dans les échanges de pays que ne protégera plus aucune barrière douanière et entraînerait, à raison des prix d'intervention communautaire garanti pour les céréales et pour d'autres prix agricoles de base, des changements si soudains dans le niveau des prix des produits agricoles et par conséquent dans les revenus des agriculteurs que le Marché Commun lui-même pourrait être mis en cause »<sup>730</sup>. L'union monétaire qui était fixée comme objectif de la troisième étape<sup>731</sup>, était ainsi indispensable à la protection de la politique agricole commune, de ses prix uniques et à fortiori du Marché Commun dans son ensemble.

### **3. Un bilan mitigé**

Ce programme économique et monétaire ambitieux, peut-être même trop ambitieux, amena la Commission à proposer un véritable « plan de stabilisation européen »<sup>732</sup>, énonçant sous la forme de deux recommandations formelles de 19 juin 1963 et du 25 juillet 1963, « tout un arsenal de mesures » d'ordre économique, financier et budgétaire »<sup>733</sup>.

La première communication de la Commission au Conseil sur « la coopération monétaire et financière au sein de la Communauté économique européenne » suggérait la création de deux comités, le Comité des gouverneurs des Banques centrales ainsi que le comité de politique budgétaire, qui tendaient à la mise en œuvre d'une coopération plus approfondie au moyen de rencontres systématiques<sup>734</sup>. Elle visait également l'élargissement des prérogatives du Comité monétaire qui deviendrait le centre d'un système de consultations préalables qui précèderaient toutes les décisions importantes relatives aux relations monétaires internationales et qui

---

<sup>728</sup> DESSART Michel (1971) op.cit., p.41.

<sup>729</sup> WERNER Pierre : « Problèmes de l'intégration financière de l'Europe. Causerie faite devant les membres de l'Association des Amitiés Belgo-Luxembourgeoises et du Cercle Royal Gaulois à Bruxelles le 27 novembre 1962 », 1 vol (non paginé) collection Jos. Beffort, Luxembourg, 1962, pp.5.

<sup>730</sup> COM (1962) 300 : Mémoire de la Commission sur le programme d'action de la Communauté pendant la 2<sup>e</sup> étape 24 octobre 1962, p.87.

<sup>731</sup> *Ibidem*, p.93.

<sup>732</sup> WERNER Pierre : « La politique étrangère du Grand-Duché de Luxembourg » in *Bulletin de documentation*, n°1, 25 février 1965, 21<sup>e</sup> année, Service Information et Presse, ministère d'État, Grand-Duché de Luxembourg, p.2.

<sup>733</sup> BAC 026/1969 752 : 1962 - 1963 Ministres des Finances : 13<sup>e</sup> réunion (La Haye, 8 et 9 octobre 1962) ; procès-verbal, travaux préparatoires, correspondance, etc. (- DE, FR -). Vol. 10.

<sup>734</sup> COM (1963) 216 : La coopération monétaire et financière au sein de la Communauté économique européenne 19 juin 1963.

seraient obligatoires quand elles avaient trait aux modifications des taux de change. La deuxième communication complétait ce nouveau dispositif institutionnel par l'instauration d'un comité de politiques économiques à moyen terme qui avait la mission de fixer à l'aide d'études prospectives, un programme commun de politique économique qui faciliterait la coordination et l'accroissement de la rationalité des décisions prises par les autorités nationales et les institutions européennes dans la mise en œuvre des politiques communes<sup>735</sup>. Le but recherché par la Commission au sein de chacune de ses propositions était la préparation de la centralisation des décisions qui avait été fixée comme objectif de la troisième étape<sup>736</sup>.

Cependant, les réactions à ces propositions furent mitigées et maintes idées avancées furent revues à la baisse par la Commission et davantage encore par le Conseil.

En effet, du côté allemand, le mémorandum ne fut pas accueilli favorablement, en particulier par Ludwig Erhard, ministre de l'économie, qui à de multiples reprises s'était vigoureusement opposé à la « tradition antilibérale française de l'économie programmée » et pour qui toute planification ou dirigisme était à rejeter<sup>737</sup>. En effet pour les Allemands il fallait clairement différencier une programmation à court terme d'une programmation à moyen ou à long terme. Ils acceptaient la programmation à court terme, qui visait notamment les politiques budgétaires et monétaires dont la mise en œuvre accordait une certaine flexibilité. Cependant « ces qualités essentielles se trouvaient compromises si on tentait d'enfermer la vie économique d'un pays dans un plan unique »<sup>738</sup>. La programmation à moyen ou à long terme allait à l'encontre des principes essentiels de l'économie sociale de marché allemande, à savoir la libre entreprise et concurrence<sup>739</sup>.

La réception française fut néanmoins plus atténuée étant donné que les idées du programme correspondaient en grande partie aux principes de la planification française. Cependant les projections quantitatives prévues étaient aux yeux de De Gaulle une atteinte à la souveraineté

---

<sup>735</sup> COM (1963) 271 : Politique économique à moyen terme de la Communauté, 25 juillet 1963.

<sup>736</sup> AMK C 25/4/62 : La Communauté économique européenne et la coopération monétaire internationale 9.11.1962, p.4.

<sup>737</sup> ERHARD Ludwig : « Planification : kein Modell für Europa » – Rede vor dem Europäischen Parlament in Straburg, 20 November 1962 in ERHARD Ludwig, Gedanken aus fünf Jahrzehnten. Reden und Schriften, ausgewählt und herausgegeben von Karl Hohmann, Econ Verlag, München, 1988, pp. 770-781.

<sup>738</sup> BOTTEX (2003), *op.cit.*, p.185.

<sup>739</sup> MAES Ivo : « Economic thought at the European Commission and the creation of EMU (1957-1991 ) », Working paper 2 (May 14 2009), Dipartimento di Economia, Sapienza University Rome, pp.2.

nationale étant donné qu'elles allaient limiter les pays de la Communauté dans leurs choix de politiques internes<sup>740</sup>.

Pourtant, la Commission avait tenté par sa communication de juillet 1963 d'être plus conciliante et avait à de multiples reprises abordé les craintes exprimées par les États membres.

Concernant les critiques allemandes, en termes de politique de concurrence, la Commission s'éloigna de plus en plus de l'exemple français et elle ajusta en partie ses principes aux conceptions allemandes<sup>741</sup>. Elle avait mis en exergue le rôle du marché en tant qu'instrument le plus efficace de répartition de ressources ainsi qu'en tant que facteur fondamental du progrès économique. Elle affirmait que la programmation était « loin de contredire » la libre entreprise et qu'au contraire, elle était un moyen de renforcer cette compétitivité en définissant plus clairement les objectifs à atteindre<sup>742</sup>. Elle devait donner à l'action des années futures une « ligne directrice », une « orientation » et non une « limitation »<sup>743</sup>.

Dans le même souci d'éviter toute accusation de planisme, la Commission ne préconisait pas « de ventilation détaillée des branches ou secteurs de l'économie »<sup>744</sup>. Seuls les domaines, pour lesquels, un certain degré d'interventionnisme avait été admis par les États membres et qui étaient justiciables de politiques communes, étaient distingués, tels que l'agriculture, l'énergie, le transport, l'éducation, le logement<sup>745</sup>. En effet, comme l'avait rappelé Marjolin au cours des conclusions du colloque tenu à Rome du 30 novembre au 2 décembre 1962 sur la « La programmation économique européenne et la programmation économique nationale dans les pays de la CEE », un accord de principe avait été trouvé sur la nécessité de la mise en place d'une programmation à long terme pour des secteurs précis au sein desquels aucune compétition n'opposaient les États membres, programmation qui sans engager les États, permettrait la comparaison ainsi que la discussion<sup>746</sup>. De multiples conversations, notamment au cours du colloque annuel entre les institutions des Communautés des 20 et 21 novembre

---

<sup>740</sup> MAES Ivo : « Macroeconomic and Monetary Thought at the European Commission in the 1960s », EUI Working Papers, RSCAS N°2004/01, pp.13.

<sup>741</sup> EVERLING Ulrich (1964), *op.cit.* pp. 581.

<sup>742</sup> COM (1963) 271 : Politique économique à moyen terme de la Communauté, 25 juillet 1963, p.3

<sup>743</sup> MARJOLIN Robert « *Summary of M. Marjolin's closing address in the colloquy on « European Planning »*. Rome, 30 November-2 December 1962, p.4.

<sup>744</sup> BERNARD Jean : « Le Marché Commun Européen et l'avenir de la planification française » in *Revue économique*, Volume 15, n°5, 1964, p.781.

<sup>745</sup> PE0 AP RP/ECON.1961 A0-0115/63 0001 : Rapport fait au nom de la commission économique et financière sur une recommandation de la Commission de la C.E.E. au Conseil (doc. 73) relative à une politique économique à moyen terme de la Communauté Rapporteur : M. Hans Dichgans 14/01/1964

<sup>746</sup> MARJOLIN Robert « *Summary of M. Marjolin's closing address in the colloquy on « European Planning »*. Rome, 30 November-2 December 1962, p.3.



1962<sup>747</sup>, amenèrent également la République fédérale à concevoir dans une certaine mesure qu'en matière budgétaire, « des considérations à plus long terme pouvaient être judicieuses ». En effet, en octobre 1963, Erhard devenu chancelier avait estimé que les prévisions budgétaires annuelles n'était plus adaptées « aux nécessités modernes de la conjoncture. Bien plus, il apparaît indispensable d'englober les budgets annuels dans des considérations budgétaires à plus long terme, portant sur une durée d'environ quatre ans afin de pouvoir déterminer l'importance et l'ordre de priorité des différentes dépenses »<sup>748</sup>. Le ministre allemand des Finances confirma cette position lors de la réunion des ministres des Finances d'octobre 1962 en demandant au Comité monétaire d'établir un « calendrier » qui déterminerait clairement « à quel moment de nouveaux rapprochements et une coordination plus étroite seront nécessaires tant dans le domaine financier que dans le domaine monétaire »<sup>749</sup>.

Quant aux critiques françaises, la Commission insistait au cours de sa communication du 25 juillet 1963 sur le fait que l'élaboration de perspectives à moyen terme à l'aide d'études prospectives quantitatives ne constituait aucunement des prévisions mais plutôt des « projections susceptibles d'être modifiées en fonction de nouvelles informations »<sup>750</sup>. La programmation n'était en effet pas vue comme processus rigide, « autoritaire »<sup>751</sup>, mais comme un cadre indicatif, souple et flexible<sup>752</sup>. La commission ne prévoyait pas de transposer le plan français à l'échelle européenne ni de fixer des objectifs par secteurs, mais était d'avis qu'il serait utile de savoir quelles étaient approximativement les possibilités des développements pour une période plus ou moins longue<sup>753</sup>. Afin d'enlever toute apparence impérative ou même directive à ce travail prospectif, mais également afin d'éviter tout risque que ces perspectives quantitatives dont elle proposait l'élaboration « puissent être considérées comme des objectifs de croissance pour la communauté et afin d'empêcher en particulier les milieux économiques de penser qu'elles engageaient les gouvernements et les institutions

---

<sup>747</sup> Bulletin officiel de la Communauté économique européenne n° 11, 1963.

<sup>748</sup> EVERLING Ulrich (1964), *op.cit.* pp. 582.

<sup>749</sup> BAC 026/1969 752: 1962 - 1963 Ministres des Finances: 13e réunion (La Haye, 8 et 9 octobre 1962) ; procès-verbal, travaux préparatoires, correspondance, etc. (- DE, FR -). Vol.10

<sup>750</sup> COM (1962) 300 : Mémoire de la Commission sur le programme d'action de la Communauté pendant la 2e étape 24 octobre 1962, p.5.

<sup>751</sup> *Ibidem*, p.75.

<sup>752</sup> MARJOLIN Robert « *Summary of M. Marjolin's closing address in the colloquy on « European Planning ».* Rome, 30 November - 2 December 1962, p.3.

<sup>753</sup> BAC 026/1969 752 : 1962 – 1963, Ministres des Finances : 13e réunion (La Haye, 8 et 9 octobre 1962) ; procès-verbal, travaux préparatoires, correspondance, etc. (- DE, FR -). Vol. 10.

européennes »<sup>754</sup>, la Commission tint à confier la charge d'élaborer ces études à « un comité d'experts indépendants venant d'organismes publics ou privés compétents »<sup>755</sup>. De cette manière ces travaux n'auraient pour but que de mettre en évidence les conséquences des diverses politiques possibles tout en laissant les gouvernements et les institutions libres de leurs décisions respectives.

Cependant, malgré un certain rapprochement des positions des institutions européennes et des pays membres, les dispositions finales retenues par le Conseil le 15 avril 1964 témoignaient des résistances qui persistaient face au volontarisme de la Commission. Manifestement, l'idée avait prévalu qu'il fallait en premier lieu travailler avec simplicité et modération et que l'on ne pourrait juger que d'après les expériences faites et les résultats obtenus s'il est judicieux ou non de poursuivre les travaux<sup>756</sup>.

Tout d'abord, les décisions du Conseil restreignaient les pouvoirs de la Commission d'abord par le fait que le Comité de politique économique à moyen terme n'était pas institué « auprès de Commission »<sup>757</sup>, comme initialement proposé dans la communication de juillet 1963 et ensuite par le fait que son règlement intérieur devait être approuvé par le Conseil<sup>758</sup>.

Ensuite, la portée même des prérogatives du nouveau Comité fut également réduite. Afin de restreindre les compétences du Comité, la décision du Conseil du 14 avril 1964 avait donné comme mission au comité d'élaborer, sur les bases des projections du Comité d'experts, un avant-projet au lieu d'un projet de programme, sur la base duquel la Commission formulerait le document final, qui serait après consultations de l'Assemblée et du Comité économique et social, remis au Conseil pour une adoption éventuelle. Celle-ci serait établie après l'accord du Conseil et des gouvernements des États membres<sup>759</sup>. La décision finale quant au contenu du programme, restait ainsi entre les mains des États membres. Le Comité qui avait comme mission, hormis de préparer l'avant-projet, de suivre les politiques à moyen terme des États membres, d'analyser leur compatibilité avec le programme adopté et d'étudier l'évolution de l'économie en vue de rechercher toutes les causes de toutes divergences par rapport aux études du comité d'expert, ne pouvait au final qu'émettre des avis, ce qui réduit sa tâche à un simple comité consultatif.

---

<sup>754</sup> MARJOLIN Robert « *Summary of M. Marjolin's closing address in the colloquy on « European Planning »*. Rome, 30 November-2 December 1962, p.6.

<sup>755</sup> COM (1963) 271 : Politique économique à moyen terme de la Communauté, 25 juillet 1963, p.3.

<sup>756</sup> EVERLING Ulrich (1964), *op.cit.* pp. 582.

<sup>757</sup> COM (1963) 271 : Politique économique à moyen terme de la Communauté, 25 juillet 1963

<sup>758</sup> WARLOUZET Laurent (2011) *op.cit.*, p.353.

<sup>759</sup> Journal officiel des Communautés européennes 1964, JO 64 du 22.4.1964, Décision du Conseil, du 15 avril 1964, créant un Comité de politique économique à moyen terme, pp.1032.

Quant à la portée matérielle du programme, toutes les références précises aux politiques publiques nationales et communautaires devant particulièrement faire l'objet d'une coordination, étaient invalidées de même que toutes les références quantitatives qui soulevaient des craintes du côté français<sup>760</sup>. En effet, le Conseil ne voulait pas accepter une intervention aussi étendue dans des domaines réservés aux États membres. Le programme qui aurait dû fixer un taux de croissance de l'économie auquel toutes les mesures prises par les États membres auraient été subordonnées ainsi que la détermination par les ministres des Finances réunis en Conseil du volume global des budgets nationaux et du budget communautaire mais également la redistribution des revenus, aurait interféré dans les domaines fondamentaux du ressort des États membres qui « reposaient en définitive sur les jugements politiques des représentants démocratiquement élu de la volonté nationale »<sup>761</sup>. Ainsi, la décision du 14 avril 1964 stipulait que l'adoption du programme ne se ferait qu'à titre de déclaration d'intention<sup>762</sup> qui ne pouvait en aucune façon entraîner une obligation et qui conférerait ainsi encore une plus large marge de manœuvre aux États membres.

L'ambitieuse tentative de « programmation européenne » de la Commission européenne fut ainsi freinée non seulement par les réticences qui persistaient au sein du Conseil mais également par les faiblesses intrinsèques aux propositions de la Commission.

Hormis la retenue tactique qui l'amena à minimiser, à dissimuler ses intentions planificatrices<sup>763</sup>, les moyens mis à la disposition des ambitions de la Commission étaient insuffisants. Cette disparité entre les fins et les moyens apparaissait notamment dans l'objet très restreint des études prospectives qui ne permettrait pas la mise en œuvre des multiples tâches attribuées au Comité de politique économique. Elle se manifestait également dans la faiblesse même des instruments d'action économique dont disposait la Communauté. D'un côté, le comité de politique à moyen terme ne pouvait qu'émettre des avis, et d'un autre côté, la Commission ne disposait d'aucun moyen d'agir « ni sur les dépenses publiques des différents États membres, ni sur leur fiscalité, ni sur leur politique de crédit »<sup>764</sup>.

Plutôt qu'une faiblesse, cette discordance témoignait davantage du pragmatisme, de la prudence de la Commission quant à la mise en place d'une programmation européenne.

---

<sup>760</sup> WARLOUZET Laurent (2011) *op.cit.*, p. 353.

<sup>761</sup> EVERLING Ulrich (1964), *op.cit.* pp 599.

<sup>762</sup> Journal officiel des Communautés européennes 1964, JO 64 du 22.4.1964, Décision du Conseil, du 15 avril 1964, créant un Comité de politique économique à moyen terme, pp.1032.

<sup>763</sup> BERNARD Jean : « Le Marché Commun Européen et l'avenir de la planification française » in *Revue économique*, Volume 15, n°5, 1964, p.782.

<sup>764</sup> *Ibidem*.

Au niveau du contenu ambitieux des propositions, la Commission avait semble-t-il adopté l'attitude de proposer beaucoup afin de faire accepter un strict minimum. En effet selon Hallstein, comme pour d'autres programmes élaborés par la Commission, il ne fallait pas s'attendre à ce que le « programme d'action soit accepté mot par mot par les autres organes communautaire ». Cependant, il était nécessaire que quelqu'un fasse « preuve de courage - courage que le traité octroyait à la Commission – en proposant les premières formulations et en osant une première prise de position »<sup>765</sup>. Il s'agissait, en toute connaissance des positions des pays membres, d'éviter le statut quo. La prudence qui consistait à recommander et non pas de viser des objectifs impératifs, permettait ainsi « de ne pas faire marche arrière », et en même temps de se rapprocher progressivement d'un objectif visé<sup>766</sup>.

Au niveau institutionnel, elle savait pertinemment qu'elle n'avait pas l'appui des pays membres, et surtout de la France, afin d'opérer un changement substantiel. En effet, comme le décrivait Marjolin dans ses mémoires, son attitude en matière d'institutions européennes était en outre dictée par la « la réaction épidermique » dans une large partie du personnel politique et administratif français « contre toute forme de supranationalité. L'origine de cette réaction était la querelle de la Communauté Européenne de Défense, qui avait sévi pendant près de quatre ans. Le rejet de la CED fut, par extension, celui de toutes les institutions supranationales »<sup>767</sup>. Ainsi, paradoxalement, les planificateurs français, s'unissaient aux économistes libéraux allemands pour refuser toute coordination supranationale<sup>768</sup>. L'instauration d'un comité était ainsi pour Marjolin une bonne alternative ainsi qu'une manière souple et conciliante d'exécution d'une politique économique européenne coordonnée. Cette méthode prudente, inspirée de la planification française, était fondée « sur la mise en place d'une véritable gouvernance, c'est-à-dire d'un système de gestion plus horizontal que vertical et hiérarchique »<sup>769</sup>. Son utilité principale résidait donc dans le fait qu'elle obligerait constamment les gouvernements et les institutions de la Communauté à échanger leurs avis et à analyser « les causes des écarts entre l'expansion projetée et l'évolution réelle et à considérer à cette occasion les possibilités d'améliorer leur politique

---

<sup>765</sup> HALLSTEIN Walter : « Wirtschaftspolitik als Gemeinschaftsaufgabe », in *Der Betriebs-Berater, Zeitschrift für Recht und Wirtschaft*, Heft 1, Januar 1963, pp.4.

<sup>766</sup> DE LATTRE André : « Conclusion », in *Le Ministère de l'Économie des Finances et de l'Industrie, Le rôle des ministères des Finances et de l'Économie dans la construction européenne 1957-1978*, Tome II, Journées préparatoires tenues à Bercy le 14 novembre 1997 et le 29 janvier 1998, Comité pour l'histoire économique et financière, Ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie, Paris, 2002, pp.150-151.

<sup>767</sup> MARJOLIN Robert, *Le travail d'une vie, Mémoires 1911-1986*, Éditions Robert Laffont, Paris, 1986, p.279.

<sup>768</sup> EVERLING Ulrich (1964), *op.cit.* pp.774.

<sup>769</sup> WARLOUZET Laurent (2011) *op.cit.*, p.351.

économique »<sup>770</sup>. Le « concert de toutes les forces économiques et sociales », cette caractéristique primordiale était qualifiée par Pierre Massé, Commissaire général au Plan d'équipement et de productivité de 1959 à 1966 et membre du comité de politique économique à moyen terme de 1964-1966, comme l'« esprit du Plan »<sup>771</sup>. C'était dans le processus de consultations que résidait l'atout principal de la planification, méthode que Marjolin mettait clairement en évidence au sein du mémorandum et qu'il espérait également appliquer à la Communauté : « Un des principaux avantages que l'on peut espérer retirer d'une telle entreprise serait une connaissance et une compréhension plus poussée, de la part de chacun des grands groupes sociaux, des motifs qui font agir les autres et la puissance publique, ainsi qu'une convergence des efforts vers le résultat optimum pour la Communauté »<sup>772</sup>. Le processus complet était « le même que pour le plan français : le commissariat au Plan n'a pas de pouvoirs coercitif mais il obtient l'adhésion de tous à ses objectifs grâce à un processus de consultation et d'élaboration en commun d'un document unique qui sert de mythe mobilisateur »<sup>773</sup>. Cette méthode permettrait à terme de bâtir et de cimenter un esprit communautaire. Le fait d'utiliser une déclaration d'intention afin de conclure l'adoption du programme économique à moyen terme suivait cette même ligne. Même si cette déclaration ne soumettait aucun des pays à des contraintes, elle était néanmoins d'un poids particulier étant donné qu'elle était approuvée à l'unanimité au sein du Conseil par ses membres, qui représentaient les vues de leurs gouvernements respectifs. Ceux-ci ne pouvaient ainsi que malaisément négliger le fait qu'un de leurs membres avait participé à l'élaboration et souscrit à cette déclaration, et conséquemment, ils seraient tenus, s'ils s'en détournent trop largement, d'énoncer des explications particulièrement valables et de justifier leur attitude auprès de leurs partenaires au sein du Conseil. La déclaration d'intention était ainsi, suivant la méthode de la Commission, un outil particulièrement souple de collaborer dans le domaine de la politique économique. « Les États membres se trouvent placés devant des responsabilités et reconnaissent qu'ils doivent prendre certaines mesures, sans pour autant être irrémédiablement et définitivement liés »<sup>774</sup>.

---

<sup>770</sup> BERNARD Jean (1964), *op.cit.* p.781.

<sup>771</sup> MASSE Pierre (1965) *op.cit.*, p.152.

<sup>772</sup> COM (1962) 300 : Mémorandum de la Commission sur le programme d'action de la Communauté pendant la 2<sup>e</sup> étape 24 octobre 1962, p.78.

<sup>773</sup> WARLOUZET Laurent (2011) *op.cit.*, p.352.

<sup>774</sup> EVERLING Ulrich (1964), *op.cit.* pp 597.

Cette programmation européenne, comme l'entendait Marjolin et la Commission, ne traduisait pas un choix politique, elle était une « technique », un « moyen d'une action rationalisée »<sup>775</sup> au service d'une politique qui devait permettre la constitution d'une conscience communautaire par la consultation permanente des parties contractantes. Compte tenu de la « faiblesse » des instruments tant de prévision que d'exécution, ce projet s'éloignait d'un plan indicatif et s'apparentait plus à un plan catalyseur<sup>776</sup> que directeur de marché.

Par l'intermédiaire de ses propositions en matière monétaire, la Commission avait l'intention de préparer le passage de la coordination à la centralisation des décisions, qui était fixée comme but de la troisième étape. Au sein de son cinquième rapport, le Comité monétaire avait conféré un rôle transitoire à la coordination en décrivant le passage de la coordination à la centralisation des décisions monétaires comme un simple « pas en avant », qui ne serait toutefois techniquement possible, qu'au moment où les structures économiques et financières auraient atteint « un degré suffisant d'homogénéité »<sup>777</sup>. C'est pourquoi, il jugea indispensable que de nouveaux progrès en matière de coordination monétaire soient effectués afin d'arriver à une unité de vue<sup>778</sup> sur la manière de procéder dans le futur.

À cette fin, la Commission voulait créer une nouvelle base institutionnelle pour la coopération monétaire et financière tout en n'ébréchant pas trop le principe de souveraineté cher aux pays membres et tout en se basant sur les habitudes, les pratiques qui s'étaient mises en place depuis les débuts de la Communauté. En effet, en formulant ses recommandations, la Commission s'était fondée sur l'expérience acquise de façon pragmatique au sein du Comité monétaire et dans le cadre des rencontres officieuses des ministres des Finances et des Gouverneurs des Banques centrales. Cette expérience démontrait que les besoins d'une collaboration dans ces domaines s'était déjà fait ressentir<sup>779</sup>.

La recommandation du 19 juin 1963 ainsi que les décisions du Conseil du 8 mai 1964 constituaient une version allégée des idées ambitieuses du mémorandum.

Ainsi les propositions relatives à une harmonisation des politiques des banques centrales à l'égard des monnaies de réserves, à un nouvel accord intergouvernemental sur l'étendue et les modalités du concours mutuel, ainsi que celles concernant la création d'une monnaie de réserve européenne furent écartées de la recommandation de juin 1963 étant donné qu'elles

---

<sup>775</sup> MARJOLIN Robert « *Summary of M. Marjolin's closing address in the colloquy on « European Planning »*. Rome, 30 November-2 December 1962, p.1.

<sup>776</sup> BERNARD Jean (1964), *op.cit.* p.783.

<sup>777</sup> CM2/1963 - 339 : 19/03/1963 - 17/06/1963 Cinquième rapport d'activité du Comité monétaire de la CEE.

<sup>778</sup> CM2/1961 - 227 : 19/03/1962 - 14/05/1962 Quatrième rapport d'activité du Comité monétaire de la CEE.

<sup>779</sup> COM (1963) 216 : La coopération monétaire et financière au sein de la Communauté économique européenne 19 juin 1963, p.4.

étaient considérées comme prématurées voire trop ambitieuses au niveau de la souveraineté. En effet, comme le soulignait Robert Triffin, l'attitude commune requise en termes de politique monétaire internationale, combinée à la volonté de rapprocher les attitudes des banques centrales et de fixer les modalités du concours mutuel par un nouvel accord, étaient des recommandations étroitement liées non seulement entre elles, mais aussi « au projet de création d'un Fonds de Réserves européen »<sup>780</sup>, qui était réclamé entre autre par le Comité d'Action de Jean Monnet mais aussi par la commission parlementaire qui dans son rapport d'octobre 1962 requérait l'institution progressive d'une organisation fédérale des banques centrales. Même si Marjolin, dans son approche pragmatique, n'avait pas explicitement mentionné la mise en place d'une nouvelle institution supranationale comme les autres instances précitées, il s'y référerait néanmoins implicitement<sup>781</sup> et s'était malgré tout efforcé de se rapprocher le plus possible de ces propositions qu'il avait lui-même, rappelons-le, déjà formulées au sein de son mémorandum 1958<sup>782</sup>. En dépit de ses efforts d'introduire à l'agenda communautaire d'une manière souple des projets ambitieux, ces suggestions ne furent cependant pas retenues.

La proposition retenue dans la communication quant à la création d'un comité des gouverneurs des banques centrales fut adaptée aux volontés de ces derniers ainsi qu'à celle du Conseil. Les gouverneurs rappelaient qu'ils se rencontraient déjà régulièrement à Bâle et qu'ils coopéraient à une plus large échelle transatlantique avec les États-Unis étant donné qu'ils étaient convaincus de la nécessité d'une coopération monétaire géographiquement plus étendue compte tenu des répercussions que pouvaient engendrer des problèmes monétaires au niveau mondial<sup>783</sup>. En effet, jusqu'à présent, ils n'avaient pas développé « de vision spécifique de l'intégration européenne et avait plutôt tendance à situer leur modalités d'intervention à l'échelle du système monétaire international »<sup>784</sup>. Cependant ils admettaient qu'une coopération plus effective au niveau communautaire était souhaitable tout en émettant des réserves quant au système de consultation préalable prévu, qui portait atteinte au caractère

---

<sup>780</sup> AMK C 25/4/62 : La Communauté économique européenne et la coopération monétaire internationale 9.11.1962, p.5.

<sup>781</sup> WERNER Pierre : « Problèmes de l'intégration financière de l'Europe. Causerie faite devant les membres de l'Association des Amitiés Belgo-Luxembourgeoises et du Cercle Royal Gaulois à Bruxelles le 27 novembre 1962 », 1 vol (non paginé) collection Jos. Beffort, Luxembourg, 1962, pp.5.

<sup>782</sup> MARJOLIN Robert : « Coopération économique, financière et monétaire dans la Communauté économique européenne (novembre 1958) », in DUMOULIN Michel, LEFEVBRE Olivier (dir.), *Robert Triffin, conseiller des princes. Souvenirs et documents*, Peter Lang, Bruxelles, 2010, pp.93 -106.

<sup>783</sup> Première séance du Comité des gouverneurs des banques centrales de la Communauté économique européenne, Lundi 6 juillet 1964.

<sup>784</sup> BOTTEX (2003), *op.cit.*, p.364

secret de leurs délibérations<sup>785</sup> ainsi qu'à propos du but à long terme fixé par le mémorandum, à savoir la création d'une union économique et monétaire, qu'ils jugeaient exagéré<sup>786</sup>. En effet, le Président de la Bundesbank, Karl Blessing, émettait dès 1962 l'opinion que « l'union monétaire ne pouvait être envisagée que dans le cadre d'un État fédéral européen préalablement constitué. Les autorités monétaires néerlandaises partageaient plus ou moins cet avis »<sup>787</sup>. Il était convenu que l'union monétaire viendrait couronner une union économique qui serait accomplie par une coordination des politiques monétaires et budgétaires<sup>788</sup>.

La réduction des propositions initiales du mémorandum de la Commission révélait également la peur des États membres de voir attribuer aux banques centrales une trop grande indépendance dans leurs décisions comme dans leurs actions<sup>789</sup>. Ainsi « le Conseil des Gouverneurs des Institutions d'émission »<sup>790</sup>, comme il était encore qualifié au sein du mémorandum de la Commission, était redéfini en tant que « comité des gouverneurs des banques centrales » dans la recommandation de la Commission ainsi que dans la décision finale du conseil du 8 mai 1964. La mise en place d'un conseil aurait en effet placé cette instance au même niveau que le conseil Ecofin et lui aurait octroyé une fonction décisionnelle de type supranationale<sup>791</sup> tandis que le « comité » ne se voyait attribué qu'un simple rôle consultatif<sup>792</sup>. Malgré, ou justement parce qu'il ne disposait pas de grands pouvoirs, son champ d'action, ou d'analyse plutôt, fut néanmoins élargi : en effet, alors que le mémorandum de la Commission lui décernait « l'unique fonction de défense de la monnaie » en parlant des « instituts d'émission », la décision finale, en évoquant les « gouverneurs des banques centrales », lui confiait la tâche de s'occuper de tout ce qui touchait au domaine monétaire, en se consultant notamment sur les principes généraux et les grandes lignes de la politique des banques centrales ainsi que d'analyser et de discuter régulièrement les principales mesures relevant de la compétence des banques centrales<sup>793</sup>.

---

<sup>785</sup> BOTTEX (2003), *op.cit.*, p.188.

<sup>786</sup> Note sur la coordination des politiques monétaires des pays membres de la Communauté 10.12.1962, [http://www.ecb.int/ecb/history/archive/pdf/released/Note\\_10\\_12\\_1962\\_FR.pdf](http://www.ecb.int/ecb/history/archive/pdf/released/Note_10_12_1962_FR.pdf), pp.3.

<sup>787</sup> WERNER Pierre (1992), *op.cit.*, p.119.

<sup>788</sup> WARLOUZET Laurent (2011) *op.cit.*, p.365.

<sup>789</sup> BOTTEX (2003), *op.cit.* p.191-192.

<sup>790</sup> AMK C 25/4/62 : La Communauté économique européenne et la coopération monétaire internationale 9.11.1962, p.4.

<sup>791</sup> BOTTEX (2003), *op.cit.*, p.191.

<sup>792</sup> Journal officiel des Communautés européennes 1964, JO 64 du 21.5.1964, Décision du Conseil, du 8 mai 1964, concernant la collaboration entre les banques centrales des États membres de la Communauté économique européenne pp. 1206–1207.

<sup>793</sup> *Ibidem*.



Afin de pallier les préoccupations des gouverneurs relatives à la discrétion de leurs réunions futures, la décision finale du conseil était très prudente et stipulait que les consultations qui pourraient précéder certaines décisions n'allaient se faire que « dans la mesure du possible », « si les circonstances et notamment les délais d'adoption de ces mesures »<sup>794</sup> le permettaient. De cette manière les gouverneurs gardaient une liberté d'action certaine. De plus, par opposition à l'exemple du comité de politique à moyen terme, le comité des gouverneurs fixait son règlement intérieur et organisait son service de secrétariat lui-même ce qui garantissait davantage son indépendance par rapport aux institutions communautaires<sup>795</sup>. Soulignons que la Commission avait proposé initialement que les réunions soient préparées par le Comité monétaire<sup>796</sup>. De même, le règlement intérieur du Comité avait fixé que les procès-verbaux des réunions, qui devaient être rédigés d'une manière restreinte<sup>797</sup>, ne seraient pas distribués aux participants mais qu'ils seraient « seulement soumis aux membres pour approbation lors de la réunion suivante »<sup>798</sup>, procédé qui assurait aux gouverneurs la discrétion de leurs débats. En outre, afin de protéger l'indépendance du comité et de la communauté des banquiers centraux en général d'une influence politique directe, les réunions du comité des gouverneurs se maintinrent à Bâle au sein des bureaux de la Banque des Règlements internationaux, même si la Commission avait demandé qu'ils se réunissent au moins une fois par an au siège des institutions européennes<sup>799</sup>. En vertu de leur association à la BRI, les gouverneurs mettaient ainsi en exergue leur statut de banquiers centraux indépendants des gouvernements nationaux. D'ailleurs, le fait de se rencontrer en dehors des frontières de la Communauté accentuait également son indépendance de la Commission européenne<sup>800</sup>.

---

<sup>794</sup> Journal officiel des Communautés européennes 1964, JO 64 du 21.5.1964, Décision du Conseil, du 8 mai 1964, concernant la collaboration entre les banques centrales des États membres de la Communauté économique européenne pp. 1206–1207.

<sup>795</sup> Le secrétariat du comité de politique à moyen terme était en effet assuré par la Commission.

<sup>796</sup> COM (1962) 300 : Mémoire de la Commission sur le programme d'action de la Communauté pendant la 2<sup>e</sup> étape 24 octobre 1962, p.89.

<sup>797</sup> Deuxième séance du Comité des gouverneurs des banques centrales de la Communauté économique européenne, Lundi 12 octobre 1964.

<sup>798</sup> Mémoire sur l'organisation du Comité des Gouverneurs, 5.07.1964.

<sup>799</sup> COM (1963) 216 : La coopération monétaire et financière au sein de la Communauté économique européenne 19 juin 1963, p.9.

<sup>800</sup> ANDREWS David M. : « Building capacity : The Institutional Foundations of EMU », Politics and International Relations », Scripps College, Working Paper 00-2, June 2000, pp.9.

Même si au final le rôle du comité des gouverneurs était assez restreint<sup>801</sup>, la Commission avait néanmoins réussi à ce qu'une coopération jusqu'ici non formellement définie soit désormais placée dans un cadre institutionnel bien déterminé<sup>802</sup>. En effet, les réunions de banquiers étaient officielles quand il s'agissait de coopération internationale et devenaient officieuses quand elles concernaient la coopération des Six<sup>803</sup>. Grâce au comité, l'esprit de corps des gouverneurs qui existait déjà au niveau international allait être mis au profit du cadre communautaire. Il s'agissait d'introduire les banques centrales au sein d'un système de consultation communautaire passive à une consultation active et préventive<sup>804</sup>.

Ces nouvelles dispositions établissaient un lien institutionnel entre les banques centrales et les institutions de la Communauté. En effet, la Commission devait « en règle générale »<sup>805</sup> être invitée à participer aux réunions et elle avait le droit de « demander que le comité se réunisse d'urgence si la situation lui semblait l'exiger »<sup>806</sup>. De plus, grâce aux propositions de la Commission, la coopération des plus hautes autorités monétaires pouvait également faire l'objet d'un contrôle parlementaire. En effet, jusqu'à 1964, des contacts entre l'Assemblée parlementaire et les gouverneurs des banques centrales n'étaient pas possibles, or l'institution du Comité des gouverneurs lui permettait désormais de demander à la Commission de rendre compte de son activité<sup>807</sup>. De cette manière, le contrôle parlementaire s'effectuait sur les représentants de la Commission et leurs actions et pas directement sur les gouverneurs des banques centrales. La proposition de la Commission avait ainsi l'avantage « de ne pas s'attaquer aux relations constitutionnellement définies et très différentes d'un pays à l'autre qui existent entre banque centrale autonome d'une part, gouvernement et parlement de l'autre, tout en évitant que le contrôle parlementaire ne fasse défaut au niveau européen en ce qui concerne la politique monétaire »<sup>808</sup>. Finalement, le lien institutionnel créé entre le comité et la Communauté était davantage amplifié par le fait que le président du Comité monétaire

---

<sup>801</sup> ANDREWS David M. : « Command and control in the committee of governors : leadership, staff and preparations for EMU », prepared for the European Union Studies Association 8th Biennial International Conference, Nashville, Tennessee, March 27-29, 2003, pp.4.

<sup>802</sup> PEO AP RP/ECON 1961 A0-0103/63 0020 : Coopération monétaire et financière au sein de la CEE : Note sur les propositions de la commission sur la coopération monétaire et financière au sein de la communauté économique européenne 06/11/1963.

<sup>803</sup> BOTTEX (2003), *op.cit.*, p.188.

<sup>804</sup> *Ibidem*, p.190.

<sup>805</sup> Journal officiel des Communautés européennes 1964, JO 64 du 21.5.1964, Décision du Conseil, du 8 mai 1964, concernant la collaboration entre les banques centrales des États membres de la Communauté économique européenne pp. 1206.

<sup>806</sup> *Ibidem*.

<sup>807</sup> PEO AP RP/ECON 1961 A0-0103/63 0020 : Coopération monétaire et financière au sein de la CEE : Note sur les propositions de la commission sur la coopération monétaire et financière au sein de la communauté économique européenne 06/11/1963.

<sup>808</sup> *Ibidem*.

pouvait également être invité à assister aux réunions<sup>809</sup>, mais aussi, rappelons-le, par le fait que la moitié des membres du Comité monétaire étaient des collaborateurs des gouverneurs des banques centrales.

La proposition d'instaurer un véritable système de consultations obligatoires combiné à un système de recommandations témoignait de la volonté de la Commission de faire progressivement évoluer la coopération monétaire d'une logique intergouvernementale à une logique communautaire en passant d'une souveraineté monétaire totale à une souveraineté monétaire atténuée. Elle suivait ainsi la proposition formulée par l'Assemblée parlementaire dans le rapport van Campen qui stipulait que des modifications des taux de change des États membres qui ne seraient pas précédées de consultations communes ne seraient tout simplement pas autorisées et que « dans le cadre de l'application de l'article 108 (concours mutuel en cas de difficultés dans la balance des paiements), un système d'octroi automatique de crédits serait exclu »<sup>810</sup>. Le cadre dans lequel devait s'opérer cette nouvelle logique serait constitué par une multitude de nouvelles instances qui constitueraient une plateforme d'échanges permanents et qui permettraient le rapprochement des positions des divers pays membres.

Les arguments qui étaient invoqués à l'encontre du caractère obligatoire des consultations préalables étaient entre autre l'urgence et le secret qui devaient accompagner toute mesure monétaire. En effet, même si le principe même des consultations préalables volontaires était accepté par les ministres des Finances et par le Comité monétaire qui voulait que des échanges précèdent « d'une manière plus systématique les prises de position sur les grandes lignes de la politique monétaire interne ou externe »<sup>811</sup>, il leur était difficile, « de crainte d'introduire trop de rigidité, d'admettre qu'il y ait consultation préalable obligatoire pour toutes les décisions »<sup>812</sup>. Dans certain cas, certains jugeaient en effet qu'il était techniquement impossible de se consulter étant donné que des opérations telles les modifications du taux de change étaient souvent effectuées d'un jour à l'autre<sup>813</sup>.

La Commission était consciente du caractère délicat de cette proposition étant donné la nécessité du « secret le plus absolu » et avait conséquemment proposé des procédures souples

---

<sup>809</sup> Journal officiel des Communautés européennes 1964, JO 64 du 21.5.1964, Décision du Conseil, du 8 mai 1964, concernant la collaboration entre les banques centrales des États membres de la Communauté économique européenne pp. 1207.

<sup>810</sup> PEO AP RP/ECON 1961 A0-0017/62 0040 : Coordination des politiques monétaires dans le cadre de la CEE  
Projet de proposition de résolution 07/04/1962.

<sup>811</sup> CM2/1963 - 339 : 19/03/1963 - 17/06/1963 Cinquième rapport d'activité du Comité monétaire de la CEE

<sup>812</sup> BAC 026/1969 753 : 1962 – 1963 : Ministres des Finances : 14e réunion (Baden-Baden, 25 et 26 mars 1963) ;  
procès-verbal, travaux préparatoires, correspondance, etc. (- FR, DE -). Vol. 11.

<sup>813</sup> BOTTEX (2003), *op.cit.*, p.191.

pour les cas les plus importants qui prévoyaient que les consultations préalables allaient réunir « seulement une personne par pays, un représentant de la Commission et un seul secrétaire »<sup>814</sup>. Malgré cette proposition de compromis, le caractère obligatoire des échanges restait inacceptable pour une majorité des parties contractantes ce dont témoignait le débat juridique qui sévissait autour de cette question.

Selon le service juridique des Exécutifs européens, il n'y avait pas de raison valable pour refuser l'obligation de se consulter entre eux et avec la Commission avant de prendre des décisions de type monétaire étant donné que cette proposition demeurait dans les limites de la compétence du Conseil à arrêter les décisions d'organisation et de procédure en matière de coordination des politiques économiques des États membres. De plus, il rappelait que sur le fond les États ne seraient pas juridiquement liés par les conclusions qui émaneraient de ces échanges et demeureraient donc entièrement libres quant à leur décision finale<sup>815</sup>. Cependant, pour Henri Guisan, conseiller juridique de la Banque des règlements internationaux<sup>816</sup>, aucune disposition du traité ne donnait le pouvoir au Conseil ou à la Commission de rendre obligatoire un système général de consultations préalables dans le domaine monétaire. « Il ne pouvait s'agir que de décisions d'espèce, à prendre de cas en cas, et non d'une décision valable d'une façon générale »<sup>817</sup>. L'obligation d'échanges préalables était ainsi considérée comme une décision portant sur le fond, sur la conception même de la politique monétaire, domaine qui selon le traité était réservé à la compétence des États membres et qui échappait complètement au pouvoir de la Commission et du Conseil qui ne pouvaient s'exprimer que sur les procédures de coordination à suivre<sup>818</sup>. En définitive, les décisions qui furent prises en mai 1964 quant aux échanges préalables ne retinrent pas le caractère contraignant des propositions de la Commission.

Quant aux consultations préalables obligatoires prévues avant chaque changement de parité des monnaies, une simple déclaration fut adoptée, non pas par le Conseil, mais par les représentants des gouvernements des États membres réunis au Conseil. Cette déclaration commune n'entraînait aucune obligation juridique, mais possédait tout au plus une

---

<sup>814</sup> COM (1962) 300 : Mémoire de la Commission sur le programme d'action de la Communauté pendant la 2<sup>e</sup> étape 24 octobre 1962, p.90.

<sup>815</sup> COM (1964) 90 : Projets de décisions de la commission au conseil sur la coopération monétaire et financière au sein de la CEE, observations du service juridique, 2 avril 1964.

<sup>816</sup> Henri Guisan (1909-1994) fut conseiller juridique à la Caisse des Prêts de la Confédération Suisse in Berne de 1935 à 1941 et conseiller juridique de la BRI de 1955 à 1974.

<sup>817</sup> GUIGAN Henri : « La politique monétaire dans le cadre du Marché commun, observations préliminaires », 4 décembre 1962, pp.10.

[http://www.ecb.int/ecb/history/archive/pdf/released/La\\_politique\\_monetaire\\_4\\_12\\_1962\\_FR.pdf](http://www.ecb.int/ecb/history/archive/pdf/released/La_politique_monetaire_4_12_1962_FR.pdf)

<sup>818</sup> Voir introduction.

signification politique<sup>819</sup>. Le principe même des consultations préalables non contraignantes était accepté par tous les représentants mais le Comité monétaire était avant tout chargé d'élaborer les modalités<sup>820</sup> de ces échanges<sup>821</sup>.

Afin d'assurer les consultations prévues dans le domaine des relations monétaires internationales, le mandat du Comité monétaire fut élargi. Toute décision et prise de position relative au fonctionnement général du système monétaire international, au recours par un État membre à des ressources mobilisables dans le cadre d'accord internationaux ainsi qu'à la participation d'un ou de plusieurs États membres aux actions de soutien au bénéfice d'États tiers, devait faire « l'objet de discussions »<sup>822</sup> au sein du Comité « à moins que les circonstances et notamment les délais d'adoption ne s'y opposent »<sup>823</sup>. Toute allusion directe de caractère contraignant était ainsi écartée de la décision finale et laissait ainsi une marge de manœuvre assez large aux États membres.

Malgré certains revers auxquels la Commission avait dû faire face, les questions de la politique monétaire internationale étaient ainsi théoriquement davantage rattachées à la Communauté que la politique financière et monétaire intérieure. En effet, la Commission siégeait au Comité monétaire et y avait une voix délibérative. De plus, les possibilités de contrôle parlementaire étaient également plus grandes que dans le cas du comité des gouverneurs des banques centrales, non seulement par la participation en tant que membre à part entière de la Commission à ces réunions, mais aussi par le fait que toute l'activité du Comité monétaire, en tant qu'institution de la Communauté, était soumise au contrôle parlementaire.

Le cadre dans lequel la Commission voulait faire opérer la coopération monétaire posait un problème au niveau des États membres mais aussi au niveau des institutions européennes. En effet, l'institutionnalisation de réunions précédemment officieuses ou la mise en place de nouvelles instances tels les comités, rencontra des résistances.

L'objectif principal que poursuivait la Commission avec la multiplication des comités était la consolidation de la coordination par la mise en place d'un système de consultation permanente au sein d'un cadre communautaire qui permettrait aux personnalités compétentes

---

<sup>819</sup> EVERLING Ulrich (1964), *op.cit.* pp .595.

<sup>820</sup> G 1965 40 : Consultations préalables à toute modification de la parité de change de la monnaie d'un ou plusieurs pays membres 26 janvier 1965.

<sup>821</sup> CM2/1964 - 0444 : Dossier concernant la déclaration du 8.5.1964 des représentants des gouvernements des États membres de la CEE réunis au sein du Conseil relative à l'organisation de consultations préalables entre les États membres en cas de modification des parités de change de leurs monnaies.

<sup>822</sup> CM2/1964 - 0443 : Dossier concernant la décision du Conseil du 8.5.1964 relative à la collaboration entre les États membres en matière de relations monétaires internationales.

<sup>823</sup> *Ibidem.*

des États membres d'influencer et de déterminer la politique communautaire en matière économique et monétaire depuis la phase initiale de sa formation.

Pour la majorité des ministres des Finances, le fait de vouloir déplacer une certaine activité au niveau communautaire était acceptable, cependant, ils réaffirmaient qu'il fallait impérativement veiller à ce que l'institutionnalisation de ces diverses rencontres n'implique d'aucune façon « la suppression des conférences informelles des ministres des Finances »<sup>824</sup>. Les réunions officieuses devaient nécessairement rester « l'avant-garde des réunions de Bruxelles » et l'institutionnalisation devait se faire « pas par pas », « avec soin et nuance »<sup>825</sup>. Dans la même optique des critiques soulevées à l'encontre de la création du Comité des gouverneurs des banques centrales, ces oppositions étaient motivées par la crainte des États membres de perdre leur prééminence en matière économique et monétaire au profit d'instances communautaires. Notons ici néanmoins que Pierre Werner et Valéry Giscard d'Estaing requéraient davantage d'institutionnalisation par l'adoption d'un nouveau traité monétaire<sup>826</sup>. Selon ces deux ministres, le système des règlements intra-communautaires devait être perfectionné par la mise en place d'un nouveau mécanisme, d'un véritable « Institut monétaire »<sup>827</sup>, « d'un Fonds monétaire commun au Six »<sup>828</sup>.

Le Conseil estimait lui que l'augmentation d'institutions depuis le début de la Communauté, telles les réunions officieuses des ministres des Finances avec leurs groupes de travail indépendants, le Comité monétaire avec ses groupes d'experts<sup>829</sup> ou le comité de politique conjoncturelle, mettait progressivement ses prérogatives de décision en péril<sup>830</sup>. En effet, de par la confrontation d'opinion régulière d'une multitude d'acteurs nationaux au sein d'instances communautaires diverses, de par l'apprentissage constant, la connaissance progressive des opinions des autres et le rapprochement des idées qui en découlait, les projets qui étaient soumis à l'autorité du Conseil par la Commission étaient déjà imprégnés d'un consensus minimal et réduisaient ainsi la marge de manœuvre du Conseil.

---

<sup>824</sup> BAC 026/1969 753 : 1962 – 1963 : Ministres des Finances : 14e réunion (Baden-Baden, 25 et 26 mars 1963) ; procès-verbal, travaux préparatoires, correspondance, etc. (- FR, DE -). Vol. 11.

<sup>825</sup> *Ibidem*.

<sup>826</sup> *Ibidem*.

<sup>827</sup> WERNER Pierre : « Problèmes de l'intégration financière de l'Europe. Causerie faite devant les membres de l'Association des Amitiés Belgo-Luxembourgeoises et du Cercle Royal Gaulois à Bruxelles le 27 novembre 1962 », 1 vol (non paginé) collection Jos. Beffort, Luxembourg, 1962, pp.5.

<sup>828</sup> BAC 026/1969 752 : 1962 – 1963 : Ministres des Finances : 14e réunion (Baden-Baden, 25 et 26 mars 1963) ; procès-verbal, travaux préparatoires, correspondance, etc. (- FR, DE -). Vol. 11.

<sup>829</sup> BAC 565/1995 172 : 1961-1961 : Sous-groupe du Comité monétaire « Problème de la liquidité internationales » : le plan Triffin pour la prévention d'une pénurie mondiale de réserves monétaires 22/03/1961.

<sup>830</sup> WARLOUZET Laurent (2011) *op.cit.*, p.367.

Dans la même ligne, l'Assemblée parlementaire était non seulement préoccupée par le fait qu'au conseil de ministres, et parallèlement aux institutions de la CEE, se formaient une série d'organes qui non seulement n'étaient pas liés organiquement à la Commission de la CEE, mais surtout par le fait qu'ils étaient également soustraits à tout contrôle parlementaire. Selon elle, le « maintien ou la création de comités consultatifs ou de commissions d'experts peut avoir des conséquences fâcheuses ; en effet, ils présentaient d'abord de par leur activité le danger d'affaiblir le droit de contrôle parlementaire et deuxièmement de préjuger les décisions politiques à un niveau où il était impossible de déterminer par la suite les responsabilités »<sup>831</sup>. L'Assemblée parlementaire avait même évoqué la fusion entre le Comité des gouverneurs et le Comité monétaire afin d'éviter le foisonnement d'enceintes soustrait au contrôle parlementaire mais également dans l'optique de créer une seule institution qui serait le prédécesseur d'un système de réserve de type fédéral<sup>832</sup>. Cependant, reconnaissant que les conditions requises n'étaient réunies ni au plan institutionnel et politique, ni au niveau des traités, le partage des tâches entre les deux institutions proposées par la Commission de la CEE avec la création d'un Comité des gouverneurs d'une part, et l'extension du champ d'activité du Comité monétaire d'autre part, trouvait son pendant au niveau national où les tâches étaient aussi réparties entre la banque d'émission et le gouvernement. Tandis qu'il appartiendrait au Comité monétaire de coordonner les politiques monétaires des États membres, notamment à l'égard des organismes internationaux, le Comité des gouverneurs procéderait à un échange de vues au niveau de la CEE sur les mesures de politiques monétaires relevant de la compétence des banques centrales. « Tout comme à l'échelon des États membres, à l'échelon communautaire un Comité plus ou moins autonome des gouverneurs fera pendant aux institutions qui pourraient, dans un cas ou l'autre, engager des conversations avec lui »<sup>833</sup>.

Afin d'atteindre une solution conciliante, les comités qui furent institués en 1964, le comité de politique à moyen terme, le comité de politique budgétaire<sup>834</sup>, le comité des gouverneurs des banques centrales, n'obtinrent qu'un rôle consultatif, n'enlevant ainsi aucune souveraineté monétaire aux États membres. Cependant, tous les domaines devant faire l'objet d'une

---

<sup>831</sup> PEO AP RP/ECON 1961 A0-0103/63 0020 : Coopération monétaire et financière au sein de la CEE : Note sur les propositions de la commission sur la coopération monétaire et financière au sein de la communauté économique européenne 06/11/1963.

<sup>832</sup> *Ibidem*.

<sup>833</sup> *Ibidem*.

<sup>834</sup> Décision du Conseil du 8 mai 1964, concernant la collaboration entre les services compétents des administrations des États membres dans le domaine de la politique budgétaire tirée de CM2/1964 - 447 : 15/04/1964 - 30/05/1964 Sixième rapport d'activité du Comité monétaire de la CEE.

coordination poussée afin de mettre en place une coopération monétaire communautaire cohérente, étaient placés à l'intérieur d'un cadre communautaire officiel. De plus, la zone d'influence potentielle des propositions de la Commission était démultipliée par la création de ces nouvelles instances ainsi que sa qualité d'expertise. En effet, considérant la quantité des membres à part entière de tous les comités mis en place, à savoir 28 pour le comité monétaire, 22 pour le comité de politique conjoncturelle, 23 pour le comité de politique budgétaire, 28 pour le comité de politique à moyen terme et 6 pour le comité des gouverneurs des banques centrales, 107 personnes supplémentaires étaient associées au processus d'élaboration de politiques de la Commission européenne.

Par ailleurs, il ne faudrait pas omettre de mentionner que les décisions du Conseil relatives à la constitution de ces enceintes laissaient également la possibilité aux membres de « s'entourer d'experts de compétence scientifique et d'expérience reconnue »<sup>835</sup> ou « de personnes qualifiées »<sup>836</sup>, ce qui élargissait encore davantage l'envergure du champ d'action de la Commission.

Ainsi, à l'exemple du comité de politique à moyen terme, pour l'élaboration du 1<sup>er</sup> programme de politique à moyen terme (1966-1970)<sup>837</sup>, le comité était constitué de 28 membres à part entière ainsi que de quatre groupes de travail<sup>838</sup> qui comprenaient chacun au minimum 14 personnes et au maximum 42 personnes. Ainsi, 121 personnes participèrent au total aux réunions de ce seul comité, ce qui, comparé aux 142 membres de l'Assemblée parlementaire, était considérable. La création de ces comités permit ainsi d'intégrer dans la réflexion communautaire une multitude de techniciens nationaux, chacun spécialiste dans son domaine de prédilection. Pour le comité de politique à moyen terme il s'agissait notamment de Commissaires Général au Plan d'Équipement et à la Productivité mais aussi de futurs Commissaires européens. Pour ne nommer que quelques noms, il s'agissait entre autre de François Xavier Ortoli qui, diplômé en Finance de l'École nationale d'administration (1948), devint Inspecteur des finances (1948-1951) et participa ensuite successivement à plusieurs cabinets ministériels (1951-1957). En 1958 il devint directeur général de la direction du

---

<sup>835</sup> Journal officiel des Communautés européennes 1960, JO 60 du 9.5.1960, Décision du Conseil concernant la coordination des politiques de conjoncture des États membres, pp.764-765.

<sup>836</sup> Journal officiel des Communautés européennes 1964, JO 64 du 21.5.1964, Décision du Conseil, du 8 mai 1964, concernant la collaboration entre les banques centrales des États membres de la Communauté économique européenne pp. 1206-1207.

<sup>837</sup> Premier programme de politique économique à moyen terme 1966-1970. Série : Politique économique à moyen terme, fascicule 1, Annexe IV, Archive of European Integration <http://aei.pitt.edu/37569/>

<sup>838</sup> Les quatre groupes de travail : le groupe aspects sectoriels de la politique des structures, groupe de travail politique des revenus, groupe du travail politique de la recherche scientifique et technique, groupe de travail projections agricoles.



marché intérieur de la Commission économique européenne, puis en 1961 Secrétaire général du comité interministériel pour les questions de coopération économique européenne (SGCI). De 1962 à 1966 il fut conseiller technique puis Directeur de cabinet du Premier ministre Georges Pompidou pour devenir ensuite Commissaire général au Plan d'Équipement et à la Productivité de 1966 à 1967, période pendant laquelle il était également membre du comité de politique économique à moyen terme, ainsi que ministre de l'Économie et des Finances de 1968 à 1969. Enfin, de 1973 à 1977 il devint le premier président français de la Commission des Communautés européennes ainsi que Vice-président de la Commission des Communautés européennes pour les affaires économiques et financières de 1977 à 1984, période pendant laquelle il fut l'un des principaux artisans de la fondation du Système monétaire européen et de l'unité de compte européenne. L'on pourrait également citer Hans Tietmeyer, Jacques Delors<sup>839</sup> ou encore Pierre Massé, qui après avoir obtenu son diplôme de l'École polytechnique, occupa les fonctions de directeur de l'équipement (1946) et de directeur général adjoint d'Électricité de France avant d'être nommé Commissaire général du Plan de 1959 à 1966. Il fut membre du CPEMT de 1964 à 1966. Notons que pendant ces sept années passées en tant que Commissaire général au Plan, il rencontra à de multiples reprises Jean Monnet<sup>840</sup>, qui, rappelons-le, fut le premier Commissaire général au Plan de 1946 à 1952, et jugeait au sein des déclarations de son Comité d'Action que « tout accord pour l'organisation d'une période de coopération politique » devait « garantir clairement la continuité et l'avenir de l'intégration économique », ce qui pour le Comité d'Action était assuré par le programme d'action de la Commission qui était qualifié d' « élément essentiel de l'élaboration d'une politique européenne, nécessaire au maintien de l'expansion »<sup>841</sup>.

L'Assemblée parlementaire se félicitait que les propositions de la Commission envisageait de lier un certain nombre d'organes plus étroitement aux institutions de la Communauté afin de permettre un contrôle parlementaire de leur activité<sup>842</sup>. Le Comité monétaire considérait que même si les procédures envisagées n'étaient que des consultations qui ne lieraient « pas le pouvoir de décision des gouvernements des pays membre », l'expérience acquise permettrait

---

<sup>839</sup> Premier programme de politique économique à moyen terme 1966-1970. Série : Politique économique à moyen terme, fascicule 1, Annexe IV, Archive of European Integration. <http://aei.pitt.edu/37569/>

<sup>840</sup> Personnalités que Jean Monnet a rencontrées depuis le 14 juin 1955, Fondation Jean Monnet pour l'Europe, Lausanne.

<sup>841</sup> Déclaration commune du CAEUE des 17 et 18 décembre 1962, 10<sup>e</sup> session in 20 ans d'Action du Comité Jean Monnet (1955-1975), avec le concours de la Fondation Jean Monnet pour l'Europe, Lausanne, Groupement d'études et de recherches Notre Europe, Paris, 2001.

<sup>842</sup> PEO AP RP/ECON 1961 A0-0103/63 0020 : Coopération monétaire et financière au sein de la CEE : Note sur les propositions de la commission sur la coopération monétaire et financière au sein de la communauté économique européenne 06/11/1963.

d'envisager par la suite la création de procédures institutionnelles susceptibles de conduire à des actions de caractère communautaire<sup>843</sup>. Au cours de sa onzième session, le Comité d'Action accueillait également positivement cette délégation d'autorité qui allait rendre possible « l'établissement de la politique agricole commune, et la mise en place de mécanismes nécessaires à l'action commune contre l'inflation et à une politique commune d'expansion »<sup>844</sup>.

Il mettait également en exergue la nécessité des pays de la Communauté de s'organiser de manière à être solidaires et à parler d'une seule voix, seule manière de pouvoir assumer une coopération économique et monétaire viable au niveau interne de même qu'un rôle de premier plan au niveau international. En effet, même si la méthode souple appliquée par la Commission ne consistait pas à demander de grands abandons de souveraineté à une seule instance, mais plutôt de contourner cette problématique par la multiplication d'instances communautaires, elle réussit néanmoins à mettre en place une pré-centralisation.

En effet, sauf pour le Comité des gouverneurs des banques centrales, c'est la Commission, pour la plupart du temps des membres de la DG II, qui assurait les secrétariats des comités monétaire, budgétaire, de politique à moyen terme, de politique conjoncturelle ainsi que celui des réunions des ministres des Finances. Notons que de toutes les directions générales, la DG II était celle qui disposait de loin du plus grand budget de fonctionnement<sup>845</sup>.

De plus la Commission participait également en tant que membre à part entière aux réunions de ces comités et était invitée en règle générale aux réunions des ministres des Finances des gouverneurs des banques centrales et de la Commission économique et financière de l'Assemblée parlementaire. C'étaient les services et les directions générales de la Commission qui faisaient le lien entre ces instances et qui distribuaient les documents, les centralisaient et transmettaient finalement les conclusions de la Commission de même que les décisions du Conseil<sup>846</sup>. De cette manière la Commission pouvait organiser un suivi plus cohérent de tous ces organismes<sup>847</sup> mais également plus facilement introduire, voire prescrire son agenda à l'intérieur de ceux-ci et simultanément toucher, voire influencer un maximum de personnes possible. Cette pré-centralisation coïncidait avec la proposition du CAEUE qui demandait la

---

<sup>843</sup> CM2/1964 - 447 : 15/04/1964 - 30/05/1964 Sixième rapport d'activité du Comité monétaire de la CEE

<sup>844</sup> Déclaration commune du CAEUE du 1 juin 1964, 11<sup>e</sup> session en *20 ans d'Action du Comité Jean Monnet (1955-1975)*, avec le concours de la Fondation Jean Monnet pour l'Europe, Lausanne, Groupement d'études et de recherches Notre Europe, Paris, 2001.

<sup>845</sup> BAC 209/1980 24 : 1966 - 1966 Procès-verbaux finaux des séances n. 357-370 de la Commission CEE (Avril-Septembre 1966).

<sup>846</sup> BOTTEX (2003), *op.cit.*, p.78.

<sup>847</sup> WARLOUZET Laurent (2011) *op.cit.*, p.367.

« mise en place d'un dialogue entre la Commission européenne, représentant le point de vue communautaire, le Conseil des ministres, représentant les intérêts nationaux et les pays avec lesquels la Communauté devait négocier », tout en confiant pour les négociations une responsabilité accrue à la Commission européenne<sup>848</sup>.

En effet, dans le cas du comité des gouverneurs des banques centrales, les ambitions centralisatrices de la Commission et plus précisément de Marjolin se firent ressentir. Au cours de la première réunion officielle des gouverneurs en juillet 1964 il qualifiait la création du comité de « développement normal de l'activité de la Commission européenne » et soulignait que la Commission avait des intentions ambitieuses quant au travail futur du comité étant donné qu'à terme une union monétaire des Six était visée<sup>849</sup>. Il continua par exposer un agenda pour le comité qui était bien différent de celui des gouverneurs : tandis que ceux-ci évoquaient plutôt des détails d'ordre techniques de leur collaboration qui « pouvait jouer un rôle important pour rapprocher davantage les attitudes des gouvernements respectifs »<sup>850</sup>, Marjolin insistait sur le contenu de leur mission et insistait d'abord sur le fait que, étant donné que les prix agricoles devaient être émis en unité de compte, toute modification des taux de change des monnaies des États membres devait avoir des répercussions sur le niveau national des prix agricoles, pour ensuite appeler à une prise en main de la tendance inflationniste apparaissant au sein de la Communauté, tendance face à laquelle les gouvernements restaient trop inactifs<sup>851</sup>. Cette initiative témoignait ainsi de la volonté de la Commission, non pas de donner la simple possibilité aux gouverneurs de se rencontrer, mais bien de s'octroyer la faculté d'assister aux réunions des gouverneurs et d'utiliser le comité en tant que plateforme afin de faire avancer son agenda<sup>852</sup>. En effet, au cours de cette première réunion il était mis en exergue que Marjolin avait « l'intention de participer toujours personnellement aux réunions » lorsqu'il serait invité<sup>853</sup>. Soulignons ici néanmoins qu'au cours de la dernière réunion non officielle des gouverneurs des banques centrales du 5 juillet 1964, ceux-ci avaient décidé de

---

<sup>848</sup> Déclaration commune du CAEUE des 17 et 18 décembre 1962, 10<sup>e</sup> session, in *20 ans d'Action du Comité Jean Monnet (1955-1975)*, avec le concours de la Fondation Jean Monnet pour l'Europe, Lausanne, Groupement d'études et de recherches Notre Europe, Paris, 2001, pp.72.

<sup>849</sup> Première séance du Comité des gouverneurs des banques centrales de la Communauté économique européenne, Lundi 6 juillet 1964.

<sup>850</sup> *Ibidem*.

<sup>851</sup> *Ibidem*.

<sup>852</sup> ANDREWS David M.: « The Radical Impulse in European Monetary Affairs », Prepared for presentation at the EUSA Eleventh Biennial International Conference Los Angeles, California, April 23-25, 2009, pp.20.

<sup>853</sup> Première séance du Comité des gouverneurs des banques centrales de la Communauté économique européenne, Lundi 6 juillet 1964.

donner la possibilité au représentant de la Commission d'exprimer son avis sur le règlement du comité mais que « pour des raisons de courtoisie »<sup>854</sup>.

Dans cette optique, la multiplication des comités allait être l'outil pour la Commission de renforcer les décisions formelles du Conseil des ministres. En effet, elle savait que les propositions qu'elle soumettrait au Conseil ne refléteraient que la qualité du consensus trouvé auparavant, et les confrontations permanentes d'idées au sein des nouvelles instances se trouvant sous sa tutelle, allait lui permettre d'asseoir son autorité sans pour autant vexer les sensibilités liées à la souveraineté des États membres : « le rôle de la Commission était d'autant plus fécond que les propositions qu'elle formulait et présentait au Conseil des ministres étaient certaines d'y recevoir un accueil favorable, ou en tout cas de ne pas se heurter à un veto absolu<sup>855</sup>, qui ne laissât aucune place à la négociation »<sup>856</sup>.

En élaborant son mémorandum, Marjolin avait répondu aux propositions ambitieuses issues d'une variété d'instances formelles et informelles et avait pour la première fois fixé à l'agenda de la Communauté la mise en œuvre d'une union économique et monétaire. Face aux réticences multiples des États membres relatives aux propositions volontaristes du mémorandum, la Commission dûit revoir ses ambitions à la baisse mais réussit néanmoins à éviter le statu quo en adoptant une méthode progressive et souple.

En effet, l'institutionnalisation de réseaux officieux préétablis et la création de nouvelles enceintes communautaires, permirent à Marjolin, sans trop choquer les souverainetés nationales, de transférer à l'échelle communautaire des compétences qui avaient depuis le début de la Communauté été considérées par les États membres comme étant de leur propre ressort et de leur faire reconnaître leurs problèmes économiques et monétaires comme des problèmes communs et non comme des problèmes nationaux.

Cette méthode permit d'abord à la Commission de prendre sous son autorité cette coordination qui devait à terme mener à une centralisation des décisions. La participation à toutes ces confrontations ainsi que la prise en charge des secrétariats de ces multiples comités conférait de fait à la Commission un rôle centralisateur de cette réflexion communautaire et engendrait également un agrandissement de son cercle d'influence par l'intégration d'une multitude de techniciens et d'experts nationaux au sein de ces instances. Ces forums de discussion qui permirent à la Commission de s'entourer des meilleurs spécialistes nationaux

---

<sup>854</sup> Mémorandum sur l'organisation du Comité des Gouverneurs, 5.07.1964

<sup>855</sup> Le traité statue en effet que : « Lorsqu'en vertu du présent Traité, un acte du Conseil est pris sur proposition de la Commission, le Conseil ne peut prendre un acte constituant amendement de la proposition que statuant à l'unanimité », article 189.

<sup>856</sup> MARJOLIN Robert, *Le travail d'une vie*, Mémoires 1911-1986, Éditions Robert Laffont, Paris, 1986, p.310.

et de leur expertise, instaurent un dialogue permanent avec les administrations nationales et assuraient ainsi à la Commission, avant d'adopter des mesures d'exécution, que ces dernières correspondaient au mieux à la réalité de chaque pays concerné.

Ensuite, le procédé de la Commission permit de consacrer le principe de débats approfondis ; l'utilité, l'importance de la concertation permanente dans l'évolution des esprits et des politiques étaient reconnues par la multiplication des comités intergouvernementaux opérant à l'échelle communautaire. Ces échanges constants devaient amener les hauts fonctionnaires de ces comités à apprendre à se connaître les uns les autres, mais également à comprendre les sensibilités de chacun et leur situation nationale respective. De cette manière les solutions nécessaires à la mise en œuvre d'une union économique et monétaire seraient élaborées en commun au niveau communautaire, par accord mutuel, depuis la phase initiale d'élaboration jusqu'à la mise en application. Un des principaux mérites de cette procédure résidait dans le fait qu'elle permettait de faire valoir les aspects communautaires mais aussi de les introduire dans la réflexion des acteurs nationaux regroupés au sein de ces nouvelles instances, ce qui à terme devaient mener à l'« européanisation »<sup>857</sup> de leurs actions nationales.

Marjolin essayait ainsi d'appliquer au niveau communautaire un procédé qui avait déjà été en partie mis en œuvre au niveau international, notamment par la création en 1961 du Comité de politique économique et du Comité de balances des paiements (le groupe de travail n°3) de l'OCDE ainsi que par la mise en place du Groupe des Dix en 1962. Les rencontres au sein de ces instances, combinées à celles au sein d'organismes officiels tels le FMI ou la BRI, avaient en effet instauré tout un système de discussions concernant les préoccupations monétaires internationales. Suivant cette même ligne et s'inspirant également de sa propre expérience accumulée grâce à la participation à une multitude de réunions officieuses et officielles à titre personnel ainsi qu'en tant que commissaire en charge de l'Économie et des Finances, la démultiplication de comités se concentrant strictement sur les préoccupations de la Communauté constituait pour Marjolin la possibilité d'établir d'abord le pendant de cette organisation internationale mais également d'instaurer par une habitude de confrontations permanentes entre les Six, la formation d'idées communes, voire d'un esprit communautaire en matière économique et monétaire. Grâce à cette méthode, qui était le véritable « fédérateur de l'Europe »<sup>858</sup>, une forte base institutionnelle fut attribuée à tous les domaines devant faire

---

<sup>857</sup> WARLOUZET Laurent (2011) *op.cit.*, p.364.

<sup>858</sup> Déclaration commune du CAEUE du 26 juin 1962, publiée hors session du Comité, in *20 ans d'Action du Comité Jean Monnet (1955-1975)*, avec le concours de la Fondation Jean Monnet pour l'Europe, Lausanne, Groupement d'études et de recherches Notre Europe, Paris, 2001, pp.66.

l'objet d'une coordination poussée afin de mettre en place une coopération économique et monétaire communautaire cohérente ce qui amena à une reconnaissance officielle du policy-mix comme pratique communautaire et comme base de la future union économique et monétaire européenne<sup>859</sup>.

En définitive, la Commission n'obtint pas satisfaction quant à ces objectifs ambitieux visés au sein du mémorandum. Cependant, il ne fallait pas non plus déprécier les accomplissements à long terme que ces propositions eurent sur le processus de création d'une union monétaire. En effet le projet de la Commission requérait la fixité des taux de change ainsi que l'introduction d'une union monétaire pour la troisième étape de la période de transition. Or même si elle ne fit pas aboutir ses desseins selon son calendrier visé, l'objectif fut néanmoins accompli trente ans plus tard. Aussi, Marjolin avait soutenu que le Comité des gouverneurs des banques centrales devait devenir à terme l'organe central d'un système bancaire européen de type fédéral, ce qui finalement se réalisa<sup>860</sup>.

### **3. Le cheminement vers le plan Barre**

La période de 1964 à 1969 est souvent considérée comme une étape « creuse »<sup>861</sup> de l'histoire de l'intégration monétaire européenne, caractérisée par une absence quasi totale de progrès politiques voire même par une « indifférence »<sup>862</sup> face au domaine monétaire en général. En effet, il est vrai qu'au niveau proprement décisionnel dans le domaine monétaire, aucune avancée commune majeure n'avait été accomplie jusqu'au Sommet de La Haye par les instances communautaires européennes. Cependant, cette pause dans l'évolution communautaire », ce « statut quo »<sup>863</sup> au niveau institutionnel n'équivalait pas à l'action menée au sein de diverses enceintes afin de faire progresser l'intégration monétaire, action qui valait à cette période le titre d' « ère des plans »<sup>864</sup>.

---

<sup>859</sup> BOTTEX (2003), *op.cit.*, p.187.

<sup>860</sup> Sur l'évolution du rôle du Comité des gouverneurs des banques centrales voir : ANDREWS David M. : « Building capacity : The Institutional Foundations of EMU », Politics and International Relations », Scripps College, Working Paper 00-2, June 2000.

<sup>861</sup> YPERSELE, J. van, & KOEUNE, J. C., *Le système monétaire européen : origines, fonctionnement et perspectives*, Office des publications officielles des Communautés européennes, Luxembourg, 1983, p.26.

<sup>862</sup> TSOUKALIS Lukas, *The politics and economics of European monetary integration*, Allen & Unwin, London, 1977, p.59.

<sup>863</sup> VAN ESCH Femke, *Mapping the Road to Maastricht : A Comparative Study of German and French Pivotal Decision Makers' Preferences Concerning the Establishment of a European Monetary Union During the Early 1970s and Late 1980s*, Radboud University Nijmegen, 2007, p.57.

Après les progrès institutionnels réalisés au cours de l'année 1964 en matière économique et monétaire, et en dépit de la crise de la chaise vide, qui vit le fonctionnement de la CEE paralysé du 30 juin 1965 au 30 janvier 1966, l'élan de réflexion et de proposition relatif à la promotion de projets ayant trait à la mise en place d'une union économique et monétaire au sein de la CEE se perpétua et se renforça encore davantage et servit également de base aux réflexions de la Commission européenne.

En effet, l'élargissement des bases institutionnelles n'était pas considéré comme l'aboutissement du processus d'intégration économique et monétaire, mais il constituait plutôt un cadre, voire un tremplin vers l'approfondissement de la coopération économique et monétaire au sein de la Communauté. Sans exclure la possibilité de création de nouvelles instances dans le futur, cette nouvelle organisation institutionnelle semblait être « complète et adéquate »<sup>865</sup>, étant donné qu'elle englobait les domaines les plus fondamentaux du fonctionnement économique et monétaire du Marché commun. Le contact permanent entre les instances politiques et les experts des États membres à divers niveaux ainsi que la compréhension et la connaissance mutuelle de la situation et des intérêts des six membres de la Communauté, devaient non seulement favoriser l'adoption d'une attitude commune mais également jeter les bases d'une accélération, d'une extension du processus d'unification économique et monétaire. « Aussi discrète que paraisse à première vue la proposition d'instituer trois nouveaux comités, elle pouvait néanmoins devenir importante pour le bon fonctionnement du marché commun »<sup>866</sup>.

Ensuite l'évolution de la mise en place de la politique agricole commune appelait également à un resserrement de la politique économique et monétaire. Il s'agissait de conforter et d'assurer à long terme l'existence même du Marché commun européen.

Rappelons, que le Traité de Rome avait consacré les articles 39 à 43 à la constitution d'une politique agricole commune, articles qui en avaient fixé les principes primordiaux. Il s'agissait entre autre d'assurer un niveau de vie équitable à la population agricole, d'accroître la productivité, de stabiliser les marchés, de garantir la sécurité et l'approvisionnement de l'ensemble européen par rapport à l'extérieur et d'assurer des prix raisonnables aux

---

<sup>865</sup> PE0 AP RP/ECON.1961 A0-0138/66 0001 : Rapport fait au nom de la commission économique et financière sur l'activité future de la Communauté dans le domaine de la politique monétaire et la création d'une union monétaire européenne - Rapporteur : M. Hans Dichgans, texte adopté 14/01/1964.

<sup>866</sup> PE0 AP RP/ECON.1961 A0-0103/63 0010 : Rapport fait au nom de la commission économique et financière relatifs à la communication de la Commission de la C.E.E. au Conseil (doc.72) sur la coopération monétaire et financière au sein de la Communauté économique européenne Rapporteur : M. Francis Vals, 10/01/1964.

consommateurs »<sup>867</sup>. Le traité prévoyait également l'établissement d'une organisation commune des marchés agricoles, la constitution d'une politique commune des prix devant être fondée sur des critères communs et sur des méthodes de calculs uniformes ainsi que la création d'un fonds d'orientation et de garantie agricole<sup>868</sup>, devant permettre l'organisation commune et la réalisation des objectifs principaux visés au sein de l'article 39. Finalement, l'article 43 du traité chargea la Commission de convoquer une conférence des États membres qui avait comme finalité de procéder à la confrontation des politiques agricoles des Six et de dégager les grandes orientations d'une politique agricole commune<sup>869</sup>.

La conférence de Stresa, qui se tint du 3 au 12 juillet 1958 et qui fixa l'unicité des marchés, la préférence communautaire et la solidarité financière comme les trois grands principes de la mise en place d'une politique agricole commune et de l'organisation commune des marchés, principes qui furent adoptés le 20 décembre 1960 par le Conseil<sup>870</sup>, attribua à la Commission le mandat, en vertu des dispositions de l'article 43 du Traité de Rome, de rédiger dans un délai de deux ans à compter de l'entrée en vigueur du traité, des propositions concrètes afin de lancer la PAC.

Le Conseil décida dans un premier temps, suivant les propositions de la Commission, de mettre sur pied le marché commun agricole par le biais de règlements, définissant les conditions de production, de commercialisation ainsi que le régime des prix, pour six organisations communes de marché. Cette première étape fut franchie après le « premier marathon agricole »<sup>871</sup> qui se tint du 18 décembre au 14 janvier 1962. Celui-ci vit le Conseil adopter les premiers règlements agricoles portant sur l'organisation commune des marchés des céréales et sur des produits dérivés à savoir la viande porcine, la volaille, les œufs ainsi que le vin et les fruits et légumes<sup>872</sup>. En outre, le Conseil décida la mise en place de règles de concurrence, l'institution d'un calendrier pour la seconde vague de règlements concernant les

---

<sup>867</sup> Traité instituant la Communauté économique européenne (1957), <http://eur-lex.europa.eu/LexUriServ/LexUriServ.do?uri=CELEX:11957E/TXT:FR:PDF>, p.41.

<sup>868</sup> *Ibidem*, p.42.

<sup>869</sup> *Ibidem*, p.41.

<sup>870</sup> Dans son rapport sur l'exécution du Traité de Rome, la Commission de la Communauté économique européenne (CEE) fait le point sur les réalisations concernant l'organisation des marchés agricoles jusqu'en janvier 1962. Commission de la Communauté européenne (sous la dir.). Rapport sur l'exécution du traité : janvier 1958 - janvier 1962, Luxembourg : Commission de la Communauté européenne. Ce document est disponible sur [www.cvce.eu](http://www.cvce.eu).

<sup>871</sup> VAN DER HARST JAN : « La politique agricole commune, un terrain d'action prioritaire », in DUMOULIN Michel (dir), *La Commission européenne 1958-1972, Histoire et mémoires d'une institution*, Office des publications des Communautés européennes, Bruxelles, 2007, pp.338.

<sup>872</sup> BITSCH Marie-Thérèse, *Cinquante ans du Traité de Rome 1957-2007*, regards sur la construction européenne, Franz Steiner Verlag, Stuttgart, 2009, p.102.



produits laitiers, la viande bovine, le sucre ainsi que des mesures facilitant les échanges intracommunautaires de vin et de fruits et légumes <sup>873</sup>.

Le principe d'un financement communautaire des dépenses agricoles fut également acquis le 14 janvier 1962, par la création d'un instrument unique de financement, le Fonds européen d'orientation et de garantie agricole (FEOGA) qui permit l'application des principes de la préférence communautaire et de la solidarité financière<sup>874</sup>. Ce fonds comprenait deux sections qui répondaient à deux vocations spécifiques, à savoir la garantie des prix et l'orientation des actions structurelles. La section « garantie » devait assurer le financement des dépenses liées à l'organisation commune des marchés agricole, dont notamment le mécanisme des prix de soutien, les frais de stockage des excédents, les aides aux exportations agricoles<sup>875</sup>. La section « orientation » quant à elle, avait comme mission de contribuer à la modernisation des équipements, aux réformes structurelles de l'agriculture et au développement des zones rurales<sup>876</sup>.

Suite à la fixation des principes et des modalités de fonctionnement du Marché agricole commun, le deuxième temps fort de la mise en place de la politique agricole commune fut atteint au cours du « troisième marathon agricole »<sup>877</sup> qui eut lieu entre le 12 et le 15 décembre 1964. Après de longues négociations un accord fut conclu entre les Six qui avaient des incidences considérables sur la politique monétaire des États membres. En effet, le Conseil des ministres décida de mettre en place des prix européens pour les produits relevant des organisations communes de marché, à commencer par les céréales. L'unité de ces prix était réalisée par la fixation annuelle de prix en unités de compte européennes, « lesquelles étaient à parité avec le dollar, mais ne lui seraient pas liées, car elles étaient exprimées en valeur-or »<sup>878</sup>. L'accord prévoyait également l'entrée en vigueur du marché unique des céréales et de leurs dérivés serait effectif à partir du 1<sup>er</sup> juillet 1967. Outre la libre circulation des céréales, la libre circulation des produits dans les secteurs de la viande de porc, des œufs

---

<sup>873</sup> Dans son rapport sur l'exécution du Traité de Rome, la Commission de la Communauté économique européenne (CEE) fait le point sur les réalisations concernant l'organisation des marchés agricoles jusqu'en janvier 1962. Commission de la Communauté européenne (sous la dir.). Rapport sur l'exécution du traité : janvier 1958 - janvier 1962, Luxembourg : Commission de la Communauté européenne. Ce document est disponible sur [www.cvce.eu](http://www.cvce.eu).

<sup>874</sup> BITSCH Marie-Thérèse (2009) *op.cit.*, p.103.

<sup>875</sup> LEBOUTTE René (2008), *op.cit.*, p.527.

<sup>876</sup> *Ibidem*, p.526.

<sup>877</sup> VAN DER HARST JAN (2007) *op.cit.*, pp.338.

<sup>878</sup> « Les décisions sur le niveau commun des prix des céréales (15 décembre 1964), dans Bulletin officiel de la Communauté économique européenne, février 1965, n°2, pp.9-21 Ce document est accessible sur [www.cvce.eu](http://www.cvce.eu).

et des volailles à l'intérieur de la Communauté serait assurée dès la réalisation totale du marché commun, à savoir le 1<sup>er</sup> juillet 1967<sup>879</sup>.

Cette décision, comme ne l'omettait pas de relever les conclusions finales du Conseil du 15 décembre 1964, affectait la politique monétaire des États membres étant donné qu'elle constituait un premier pas important vers une interdépendance plus accrue des six économies nationales et qu'elle rendrait les modifications de parité de plus en plus difficiles voire improbables<sup>880</sup>. En effet, l'accord sur la fixation de prix communs des céréales en unités de comptes impliquait « que dorénavant les prix des céréales, une fois exprimés en monnaie nationale, devraient augmenter du pourcentage de la dévaluation dans le pays qui dévaluait sa monnaie, ou diminuer du pourcentage de la réévaluation dans le pays qui réévaluait la sienne, ce qui ne manquerait pas de comporter des inconvénients sérieux : dans le pays qui dévaluait sa monnaie, octroi d'un avantage unilatéral aux agriculteurs, encouragement à la surproduction, et risque de relance des tensions inflationnistes ; dans le pays qui réévaluait sa monnaie au contraire, pénalisation des agriculteurs. La politique agricole commune devenait donc un obstacle sérieux à toute modification des parités »<sup>881</sup> tandis que par ailleurs toute nouvelle modification de parité risquait de remettre non seulement en cause les principes mêmes de la politique agricole commune, mais également la stabilité de l'ensemble de la Communauté. La politique agricole pouvait ainsi être considérée comme un « facteur d'équilibre régional »<sup>882</sup> étant donné que les taux de change à l'intérieur de la Communauté paraissaient avoir acquis une stabilité permanente. Une intégration monétaire de fait se poursuivait de plus en plus « sans que cela apparaisse toujours de façon très claire »<sup>883</sup> et l'illusion d'une union monétaire européenne était acquise comme « par magie »<sup>884</sup>.

Cependant, comme le faisait remarquer le Comité monétaire, malgré les effets de stabilisation monétaire évidents des mécanismes de la PAC, il ne fallait pas céder à cette « impression factice de sécurité »<sup>885</sup>, qui était, notons-le, en grande partie imputable à une situation

---

<sup>879</sup> « Les décisions sur le niveau commun des prix des céréales (15 décembre 1964), dans Bulletin officiel de la Communauté économique européenne, février 1965, n°2, pp.9-21 Ce document est accessible sur [www.cvce.eu](http://www.cvce.eu); ces décisions avaient également des retombées dans le domaine de la politique commerciale, de la politique commune des transports et de la politique fiscale.

<sup>880</sup> « Les décisions sur le niveau commun des prix des céréales (15 décembre 1964), dans Bulletin officiel de la Communauté économique européenne, février 1965, n°2, pp.9-21 Ce document est accessible sur [www.cvce.eu](http://www.cvce.eu); ces décisions avaient également des retombées dans le domaine de la politique commerciale, de la politique commune des transports et de la politique fiscale.

<sup>881</sup> YPERSELE, J. van, & KOEUNE, J. C., (1983) *op.cit.*, p.26.

<sup>882</sup> FONTAINE Pascal, *L'union européenne, Histoire, institutions, politiques*, Éditions du Seuil, 2012, p.263

<sup>883</sup> Septième rapport d'activité du Comité monétaire, Bruxelles, 12 février 1965, p.12.

<sup>884</sup> LEBOUTTE René (2008), *op.cit.*, p.216.

<sup>885</sup> KNUDSEN Ann-Christina L., *Farmers on Welfare : The Making of Europe's Common Agricultural Policy*, Cornell University Press, Cornell University, 2009, p.279.

économique et monétaire européenne et internationale relativement stable<sup>886</sup>. En effet, bien que « l'intégration progressive au sein de la Communauté et en particulier la tendance vers l'uniformité de prix pour un nombre croissant de produits rendra les modifications de parité de plus en plus difficile, et improbable » et que « la mise en place du marché agricole unique renforcera cette tendance », le Comité estimait que ce renforcement ne légitimait pas le fait de considérer les turbulences monétaires comme simple « problème théorique »<sup>887</sup> et il n'excluait pas la possibilité, pour un État, de recourir à une modification de la parité de sa monnaie « qui pourrait s'avérer nécessaire notamment pour préserver le bon fonctionnement du marché commun lui-même »<sup>888</sup>. De plus, aucune procédure commune n'avait été prévue en cas de crise, ni pour la gestion de turbulences monétaires éventuelles ni pour le maintien des paiements stables aux agriculteurs de la Communauté<sup>889</sup>.

Le Conseil du 14 décembre 1964 mit ainsi en exergue deux conditions monétaires essentielles au bon fonctionnement de la politique agricole commune. Tout d'abord, il était « indispensable » que les politiques monétaires soient plus « concertées », ce qui entraînerait également une « collaboration plus étroite sur le plan communautaire en ce qui concerne la politique économique et conjoncturelle »<sup>890</sup>. Ensuite, il souligna que les répercussions d'une possible modification de parité sur les relations économiques intérieures et extérieures de la Communauté, allaient requérir une réponse communautaire afin de rétablir l'équilibre rompu et que ce serait aux Six membres « d'assumer la responsabilité en matière de politique économique et monétaire »<sup>891</sup>.

Dans la continuité des observations faites par le Conseil des ministres, le Comité monétaire, pendant sa septième réunion de décembre 1965, saluait la déclaration des Six de mai 1964 sur l'organisation de consultations préalables en cas de modification de parité de change<sup>892</sup>, cependant, compte tenu des évolutions de la PAC, il requerrait une coordination plus intense des politiques poursuivies au sein des pays membres afin de « s'assurer que l'évolution économique et financière dans chacun des pays de la communauté soit le résultat de décisions prises en commun plutôt que l'effet involontaire de décisions ou de développement qui se

<sup>886</sup> VAN ESCH Femke (2007) *op.cit.*, p.57.

<sup>887</sup> KNUDSEN Ann-Christina (2009) *op.cit.*, p.279.

<sup>888</sup> Septième rapport d'activité du Comité monétaire, Bruxelles, 12 février 1965, p.13-14.

<sup>889</sup> KNUDSEN Ann-Christina (2009) *op.cit.*, p.279.

<sup>890</sup> « Les décisions sur le niveau commun des prix des céréales (15 décembre 1964), dans Bulletin officiel de la Communauté économique européenne, février 1965, n°2, pp.9-21 Ce document est accessible sur [www.cvce.eu](http://www.cvce.eu).

<sup>891</sup> Les décisions sur le niveau commun des prix des céréales (15 décembre 1964), dans Bulletin officiel de la Communauté économique européenne, février 1965, n°2, pp.9-21 Ce document est accessible sur [www.cvce.eu](http://www.cvce.eu).

<sup>892</sup> CM2/1964 - 0444 : Dossier concernant la déclaration du 8.5.1964 des représentants des gouvernements des États membres de la CEE réunis au sein du Conseil relative à l'organisation de consultations préalables entre les États membres en cas de modification des parités de change de leurs monnaies.

produiraient de façon désordonnée<sup>893</sup>. La politique agricole commune et l'imbrication additionnelle des économies des Six qu'elle causait, contraignait ainsi les États membres d'anticiper les dangers qui pourraient apparaître suite à des réactions unilatérales après l'ouverture d'un marché commun des céréales prévu pour juillet 1967. Étant donné que la situation individuelle de chaque pays était tributaire de l'évolution économique de l'ensemble de la Communauté il était désirable « d'éviter l'exposition du Marché commun aux « à-coups d'interventions financières et monétaires désordonnées » et « d'établir au plus tôt les fondements d'une coopération monétaire plus serrée »<sup>894</sup>.

### **1. Des ambitions volontaristes**

La commission économique et financière de l'Assemblée européenne fut la première à relancer la promotion d'idées relatives à la coordination économique et monétaire<sup>895</sup>.

Dès le 10 janvier 1964, réagissant à la communication de la Commission relative à la coopération monétaire et financière de 1963, la commission parlementaire suggérait, que l'élargissement de l'appareil institutionnel communautaire, créant une base plus « solide »<sup>896</sup>, devait servir à réaliser des « progrès rapides » dans le domaine de la coopération économique et monétaire. Cette coopération devait à terme, permettre de faire apparaître au niveau de la Communauté « une seule et véritable politique économique commune »<sup>897</sup> qui serait le garant d'un développement harmonieux de la Communauté<sup>898</sup>.

Cet objectif clair était selon la commission réalisable de plusieurs manières : d'un côté, il y avait une solution maximale, unitaire, qui consistait dans une organisation « où les objectifs seraient fixés par un véritable exécutif européen, orienté et contrôlé par un pouvoir législatif européen »<sup>899</sup>, solution qui n'était néanmoins pas encore envisageable dans un futur proche ; d'un autre côté, il y avait une méthode plus réaliste, celle qui fut en quelque sorte préférée par la Commission européenne, qui visait la définition de programmes de politique économique

---

<sup>893</sup> Septième rapport d'activité du Comité monétaire, Bruxelles, 12 février 1965, p.13-14.

<sup>894</sup> WERNER Pierre : « La politique étrangère du Grand-Duché de Luxembourg » in *Bulletin de documentation*, n°1, 25 février 1965, 21<sup>e</sup> année, Service Information et Presse, ministère d'État, Grand-Duché de Luxembourg, p.2.

<sup>895</sup> TSOUKALIS Lukas (1977) *op.cit.*, p.62.

<sup>896</sup> PE0 AP RP/ECON.1961 A0-0103/63 0010 : Rapport fait au nom de la commission économique et financière relatifs à la communication de la Commission de la C.E.E. au Conseil (doc.72) sur la coopération monétaire et financière au sein de la Communauté économique européenne Rapporteur : M. Francis Vals, 10/01/1964.

<sup>897</sup> *Ibidem*.

<sup>898</sup> *Ibidem*.

<sup>899</sup> *Ibidem*.

dans un contexte fédéral qui permettrait l'harmonisation de ces programmes et des diverses politiques visées<sup>900</sup>.

Ainsi, étant donné que « le niveau de l'intégration économique était fonction du progrès de la politique monétaire »<sup>901</sup>, c'était sur cette coordination que devait se concentrer le travail en commun de la Communauté. En effet, comme le rappelait la commission, les progrès de l'intégration dans le domaine agricole, et notamment la fixation de prix communautaires exprimés en unité de compte avaient établi un lien de plus en plus étroit entre les monnaies des États membres et rendaient inévitables de nouveaux développements de la politique monétaire<sup>902</sup>. C'est pourquoi, estimant que « l'objectif final de l'intégration dans le domaine économique et monétaire consistait dans la réalisation d'une unité monétaire entre les États membres », la commission parlementaire réclamait à la Commission européenne de présenter des propositions concrètes tendant au développement de la coopération monétaire entre les États membres<sup>903</sup>. Au niveau des principes, la commission parlementaire poussait ainsi « la coordination jusqu'à son état limite de politique monétaire commune »<sup>904</sup>.

C'est au cours d'une déclaration de Marjolin devant l'Assemblée parlementaire (23 mars 1965) ainsi qu'au cours du huitième Rapport général de la CEE (17 juin 1965) que la Commission indiqua ses orientations principales de son activité futures quant aux politiques économiques et monétaires. Insistant sur le fait que « le mouvement vers l'union monétaire » était essentiel pour la Communauté mais aussi pour l'avenir du système monétaire international, la Commission européenne, à l'instar de la commission parlementaire, estimait que la tâche principale des institutions européennes consistait à rendre « impossibles et inutiles » les changements de parités internes qui pour le moment n'étaient que « difficiles et improbables »<sup>905</sup>. À cette fin elle envisageait d'intensifier la coordination des politiques économiques et financières suivies dans les pays membres pour faire face à des déséquilibres conjoncturels, en définissant des normes communes notamment pour la politique budgétaire, la politique du crédit et la politique des revenus, d'unifier complètement la Communauté en ce qui concerne les mouvements de capitaux, qu'il s'agissait des placements à long ou à court

---

<sup>900</sup> PE0 AP RP/ECON.1961 A0-0103/63 0010 : Rapport fait au nom de la commission économique et financière relatifs à la communication de la Commission de la C.E.E. au Conseil (doc.72) sur la coopération monétaire et financière au sein de la Communauté économique européenne Rapporteur : M. Francis Vals, 10/01/1964.

<sup>901</sup> *Ibidem*.

<sup>902</sup> PE0 AP RP/ECON.1961 A0-0005/65 00010 : Rapport fait au nom de la commission économique et financière sur l'exposé du 19 janvier 1965 de la Commission de la C.E.E. relatif à la situation économique de la Communauté économique européenne Rapporteur : M. Ph. C. M. van Campen, 17/03/1965.

<sup>903</sup> *Ibidem*.

<sup>904</sup> DESSART Michel (1971) *op.cit.*, p.33.

<sup>905</sup> Bulletin officiel de la Communauté économique européenne n° 5 1965.

terme, d'harmoniser d'une façon croissante les instruments de la politique monétaire et de renforcer la solidarité des pays membres en matières de réserves de liquidités internationales et leur coopération dans les opérations monétaires internationales, « jusqu'au jour où les réserves nationales pourront être considérées comme partie d'une réserve unique »<sup>906</sup>. Cependant, comme le rappelait Marjolin au cours de la réunion du 25 novembre 1965 de la commission parlementaire, les propositions concrètes de la Commission devant faire suite à ces orientations générales, allaient devoir attendre des circonstances politiques plus favorables<sup>907</sup>, compte tenu du ralentissement de l'activité de la Communauté causé par la crise de la chaise vide qui se prolongea jusqu'au 30 janvier 1966.

La commission parlementaire revenait au sein d'un projet d'avis sur les propositions à caractère monétaire et financier de la Commission et les accueillit toutes avec grande satisfaction. Elle mit notamment en évidence la projection de l'exécutif de prendre en considération la création d'une « réserve unique »<sup>908</sup> en tant qu'aboutissement du processus d'intégration monétaire. Cependant, étant donné que la perspective de réalisation de cette idée semblait encore très éloignée, la commission était d'avis que pendant une période intermédiaire, il serait utile d'envisager la création d'une unité de compte commune. Cette proposition avait déjà été évoquée par la commission parlementaire en avril 1964, en réponse à une pétition (n°3 1963-1934) déposée par le député Pierre Pflimlin<sup>909</sup> à l'Assemblée parlementaire, qui réclamait la création d'une monnaie commune européenne<sup>910</sup>. En effet, la commission avait rappelé que l'introduction d'une monnaie européenne commune ne pouvait avoir lieu qu'à la fin d'un processus d'unification. En effet, il était certain que la politique monétaire commune de la CEE, dont le couronnement devait être la mise en circulation d'une

---

<sup>906</sup> Bulletin officiel de la Communauté économique européenne n° 5 1965.

<sup>907</sup> PE0 AP PV/ECON.1961 ECON-19651125 0010 : Réunion du 25 novembre 1965, Procès-verbal.

<sup>908</sup> PE0 AP RP/ECON.1961 A0-0005/65 0010 : Projet d'avis relatif aux parties du huitième rapport général de la CEE qui relèvent de la compétence de la commission économique et financière Rédacteur : M. Ph. C. M. van Campen 17/05/1965.

<sup>909</sup> Pierre Pflimlin (1907-2000), diplômé en droit et en sciences politiques de l'Université de Strasbourg, débuta sa carrière ministérielle en 1946 en tant que comme sous-secrétaire d'État à la Population. Ministre de l'Agriculture (1947-49 ; 1950-51), Ministre du Commerce (1951-52), Ministre de la France d'Outre-Mer (1952-1953), il fut également Ministre des Finances et des Affaires économiques (1955-1956 ; 1957-1958) avant de devenir Président du Conseil en mai 1958. Européen convaincu, proche de Robert Schuman, il démissionna prématurément de son poste de ministre de la coopération sous le premier gouvernement Pompidou (1962) en raison de sérieux désaccords avec le général de Gaulle au sujet de la construction européenne. Dans ses fonctions européennes il fut député de l'Assemblée parlementaire (1959-1967) qu'il présida de 1984 à 1987, ainsi que député de l'Assemblée consultative du Conseil de l'Europe dont il fut président de 1963 à 1966. Il fut également membre de la première heure du Comité d'Action pour les États-Unis d'Europe (Source : Personnalités que Jean Monnet a rencontrées depuis le 14 juin 1955, Fondation Jean Monnet pour l'Europe, Lausanne ; Site de l'Assemblée nationale française <http://www.assemblee-nationale.fr>

<sup>910</sup> PE0 AP PT PT-0003/64 0010 : Pétition N° 0003/64 de PFLIMLIN, Pierre : Création d'une monnaie européenne.

monnaie européenne, était la condition essentielle de l'avènement de l'unité économique et politique de l'Europe. Cependant sa création immédiate était encore inconcevable, étant donnée qu'elle supposait l'aboutissement du processus d'édification de la CEE et notamment l'instauration d'une politique financière et monétaire commune<sup>911</sup>. Cette position n'empêchait néanmoins pas la commission parlementaire d'envisager la possibilité d'introduire avant la fin de ce processus d'intégration, une unité de compte commune pour le règlement des transactions financières des institutions de la CEE. Elle était d'avis, qu'il ne fallait pas différer « l'examen de cette question en attendant que la mise en œuvre d'une politique commune soit à l'ordre de jour » et demandait ainsi à la Communauté de s'engager dans cette direction<sup>912</sup>.

Cette suggestion faisait partie des réflexions ambitieuses rassemblées au sein du deuxième rapport de la commission économique et financière spécialement consacré aux questions de politiques monétaires. Un peu plus de quatre ans après le rapport Van Campen sur la coordination des politiques monétaires<sup>913</sup>, le président de l'Assemblée parlementaire chargea la commission de présenter un « rapport sur l'activité future de la Communauté dans le domaine de la politique monétaire et la création d'une union monétaire européenne »<sup>914</sup>. Ce rapport, nommé d'après son rapporteur Hans Dichgans<sup>915</sup> et approuvé à l'unanimité avec les propositions de résolution le 21 novembre 1966, fixait à la Communauté l'objectif de créer à long terme une organisation fédérale des banques centrales au sein d'un organisme commun et une politique monétaire commune. Néanmoins, il nuancait ces propos en mettant en exergue que l'union monétaire européenne ne pouvait pas « être la pierre angulaire de l'unité économique européenne, mais seulement sa clé de voûte, c'est-à-dire qu'une union monétaire

---

<sup>911</sup> PE0 AP PV/ECON.1961 ECON-19640424 0010 : Réunion du 24 avril 1964 : Projet d'ordre du jour.

<sup>912</sup> PE0 AP PV/ECON.1961 ECON-19640424 0020 : Réunion du 24 avril 1964, Communication aux membres.

<sup>913</sup> PEO AP RP/ECON 1961 A0-0017/62 0040 : Coordination des politiques monétaires dans le cadre de la CEE. Projet de proposition de résolution 07/04/1962.

<sup>914</sup> PE0 AP RP/ECON.1961 A0-0138/66 0001 : Rapport fait au nom de la commission économique et financière sur l'activité future de la Communauté dans le domaine de la politique monétaire et la création d'une union monétaire européenne Rapporteur : M. Hans Dichgans 28/11/1966.

<sup>915</sup> Hans Dichgans (1907-1980) débuta sa carrière professionnelle en 1933 en tant qu'agent de crédit auprès de l'Osthilfe à Stettin, après des études de droits effectuées à Freiburg, Paris et Bonn. De 1934 à 1937 il intégra les services de la société des chemins de fer avant de devenir directeur de l'unité de l'acier auprès du Reichskommissar responsable pour la formation des prix (1938-1945). Après la guerre, Hans Dichgans s'engagea au sein de la Fédération allemande de l'industrie sidérurgique pour en devenir membre du directoire de 1958 à 1973. Adhérent de la CDU depuis 1954, il fut élu d'octobre 1961 à septembre 1972 au Bundestag où il participa en tant que membre suppléant à la commission des Finances.

Au niveau européen, il fut membre du Comité consultatif de la Communauté européenne du charbon et de l'acier de 1957 à 1962 et de 1972 à 1978, ainsi que membre de l'Assemblée parlementaire européenne de 1961 à 1970, période pendant laquelle il fit partie de la Commission de politique économique à long terme, des questions financières et des investissements. (Source : VIERHAUS Rudolf, HERBST Ludolf, *Biographisches Handbuch der Mitglieder des Deutschen Bundestages 1949 - 2002 : Band 1, A – M*, Saur, München : 2002, p.144).

européenne comportant une monnaie européenne unique ne pouvait être que l'aboutissement d'une longue évolution »<sup>916</sup>.

Cependant, la nouveauté était d'abord, qu'il prévoyait, pour une phase transitoire, la création d'une union monétaire inspirée d'exemples historiques ayant « fait leurs preuves » tels que l'union monétaire scandinave (1872-1914), l'union latine (1865-1927) ou encore l'union germano-autrichienne (1857-1867)<sup>917</sup>. Le rapport rappelait qu'une union monétaire ne présupposait pas des systèmes monétaires où les unités monétaires avaient toutes la même valeur. En effet, dans le cadre de l'union germano-autrichienne, un « Vereinstaler » fut créé, valant 1 ¾ Gulden de l'Allemagne du Sud, et 1 ½ Gulden autrichien. Le rapport entre ces deux Gulden restés en circulation était de 21: 16, soit 1,3125 »<sup>918</sup>. Ce modèle pouvait constituer la base de l'élaboration d'une nouvelle unité monétaire européenne avec l'accord conjoint des États membres et avec la collaboration effective des différentes banques d'émissions. Le rapport proposait ainsi la création de pièces de monnaie divisionnaire d'un et de cinq « eurofrancs » « qui suffiraient pour les petites dépenses lors d'un séjour à l'étranger »<sup>919</sup>. Comme pour la valeur du Vereinstaler, celle de l'eurofranc serait exprimée à l'aide de quatre décimales qui étaient selon la commission parlementaire adaptées afin d'exprimer avec une exactitude suffisante le rapport entre toutes les monnaies de la Communauté<sup>920</sup>.

La commission n'avait pas comme intention de surestimer l'importance de ces monnaies. Mais étant donné que l'importance des monnaies diminuait sans cesse pour les opérations quotidiennes et que le système des virements se généralisait, elle était d'avis qu'il ne fallait aucunement minimiser la signification des monnaies<sup>921</sup>. En effet, l'importance de l'effet psychologique d'une monnaie comme l'eurofranc serait indéniable et permettrait de renforcer voire de cristalliser la conscience européenne<sup>922</sup>. Certaines notions européenne, telle que la notion de supranationalité, « ne représentait pas grand-chose » pour la plupart de citoyens,

---

<sup>916</sup> PEO AP RP/ECON.1961 A0-0138/66 0001 : Rapport fait au nom de la commission économique et financière sur l'activité future de la Communauté dans le domaine de la politique monétaire et la création d'une union monétaire européenne Rapporteur : M. Hans Dichgans 28/11/1966.

<sup>917</sup> *Ibidem*.

<sup>918</sup> PEO AP RP/ECON.1961 A0-0138/66 0040 : Politique monétaire et création d'une union monétaire européenne, document de travail.

<sup>919</sup> PEO AP RP/ECON.1961 A0-0138/66 0001 : Rapport fait au nom de la commission économique et financière sur l'activité future de la Communauté dans le domaine de la politique monétaire et la création d'une union monétaire européenne Rapporteur : M. Hans Dichgans 28/11/1966.

<sup>920</sup> PEO AP RP/ECON.1961 A0-0138/66 0040 : Politique monétaire et création d'une union monétaire européenne, document de travail.

<sup>921</sup> *Ibidem*.

<sup>922</sup> Bulletin officiel de la Communauté économique européenne, n° 1 1967.



mais le fait de disposer d'une monnaie européenne commune, constituerait « la preuve patente, la preuve visible et palpable, la seule preuve que l'Europe se faisait »<sup>923</sup>.

Ensuite, au niveau international, la commission parlementaire tenait également à faire évoluer la position des membres de la Communauté quant à la politique en matière de liquidités internationales. Rappelons brièvement que ce débat sévissait depuis le début des années soixante et l'apparition des premières faiblesses du système monétaire international<sup>924</sup>. Au niveau de la Communauté, dès janvier 1961, les ministres des Finances avaient chargé le comité monétaire d'analyser les questions relatives aux problèmes des liquidités internationales. Cependant, l'insuffisance de la masse totale des liquidités ne constituait pour le Comité ainsi que pour la Commission qu'une « hypothèse théorique »<sup>925</sup>, « qui ne se posait pas pour l'instant et qui ne risquait pas de surgir dans un proche avenir »<sup>926</sup>. Cependant, la persistance de la crise de la livre sterling (1964-1968), entraîna auprès des acteurs principaux, une prise de conscience sur la question essentielle d'assurer un approvisionnement suffisant en liquidités internationales<sup>927</sup>. Ce n'est qu'aux conférences de La Haye et de Munich en janvier et avril 1967 que les Six s'accordèrent sur une position commune quant à l'émission d'une nouvelle liquidité et un accord de principe international fut acquis à l'assemblée générale du FMI à Rio en septembre 1967, en faveur d'un nouvel instrument de réserve sous forme de droits de tirage spéciaux<sup>928</sup>.

Même si en 1966, la pénurie des liquidités internationales était encore considérée par l'exécutif européen et les États membres comme une simple éventualité, la commission parlementaire estimait qu'il était essentiel que la Communauté s'y préparât et proposait conséquemment d'étudier la possibilité d'utiliser « l'unité de compte de la Communauté en tant que nouvelle unité de réserve »<sup>929</sup>. Elle rappelait que cette unité de compte définie à partir du dollar, avait déjà fait ses premiers pas sur le marché des capitaux. En effet, la Haute Autorité de la CECA avait en janvier 1966 contracté un emprunt qui avait donné à l'emprunteur la possibilité de choisir de rembourser dans la monnaie du versement ou dans

---

<sup>923</sup> PEO AP RP/ECON.1961 A0-0138/66 0040 : Politique monétaire et création d'une union monétaire européenne, document de travail.

<sup>924</sup> SOLOMON Robert (1982) *op.cit.*, p.128.

<sup>925</sup> PEO AP RP/ECON.1961 A0-0138/66 0040 : Politique monétaire et création d'une union monétaire européenne, document de travail.

<sup>926</sup> BAC 026/1969 747 : 1961 – 1961 : Ministres des Finances : 8e réunion (Ostende, 17 et 18 juillet 1961) ; procès-verbal, travaux préparatoires, correspondance, etc. (- DE, FR -). Vol. 5

<sup>927</sup> BOTTEX Agnès (2003) *op.cit.*, p.145.

<sup>928</sup> GRYGOWSKI Dimitri (2008), *op.cit.*, p.64

<sup>929</sup> PEO AP RP/ECON.1961 A0-0138/66 0001 : Rapport fait au nom de la commission économique et financière sur l'activité future de la Communauté dans le domaine de la politique monétaire et la création d'une union monétaire européenne Rapporteur : M. Hans Dichgans 28/11/1966.

une autre monnaie dont l'équivalent serait calculé à l'aide de l'unité de compte de la Communauté. Il s'agissait du premier emprunt émis en unités de compte par une institution internationale sur le marché des capitaux. L'unité de compte dans laquelle étaient exprimées les obligations se basait sur les parités d'une série de monnaies européennes ayant fait partie de l'ancienne Union européenne des paiements<sup>930</sup>. Transformer cette unité en un instrument possible de la circulation monétaire internationale donnerait selon la commission parlementaire encore davantage de poids à la Communauté au niveau mondial. Cependant, aucun détail précis ne fut livré quant au cadre et aux moyens de la mise en place de cette unité de réserve.

Au sein de sa résolution adoptée à la suite de ce rapport, la commission parlementaire estimait qu'il était indispensable et urgent de poursuivre la libération du marché des capitaux de la Communauté, notamment des mouvements de capitaux à court terme et des émissions d'entreprises de la Communauté et souhaitait à cet effet que les politiques économiques, monétaires et budgétaires des pays de la CEE soient coordonnées de manière satisfaisante. Elle insistait notamment sur les facteurs de perturbation que constituaient les interventions directes ou indirectes des pouvoirs publics sur le marché des capitaux et invita la Commission de la CEE à saisir le Conseil des ministres et les gouvernements des États membres de propositions en vue de l'élimination de ces facteurs de perturbation qui était une des conditions de l'intégration des marchés nationaux.

Ensuite, elle recommandait comme premier pas vers une union monétaire européenne de frapper des pièces de monnaie européennes ayant cours dans tous les pays de la Communauté. Elle proposait que ces pièces de monnaie européennes soient frappées par les États membres, auxquels le bénéfice de frappe serait réservé<sup>931</sup>. Quant aux questions monétaires internationales, elle encourageait les membres à continuer à rapprocher leurs positions notamment sur l'amélioration du système monétaire mondial et de se présenter en tant que Communauté unie afin de pouvoir contribuer, en pesant fructueusement sur les négociations internationales, à la coordination des politiques monétaires et financières dans le cadre de l'Organisation de coopération et de développement économiques et du Fonds monétaire international<sup>932</sup>. Notons néanmoins que l'idée de la création d'une unité de réserve européenne ne fut pas réitérée au sein de la résolution.

---

<sup>930</sup> PE0 AP RP/ECON.1961 A0-0138/66 0001 : Rapport fait au nom de la commission économique et financière sur l'activité future de la Communauté dans le domaine de la politique monétaire et la création d'une union monétaire européenne Rapporteur : M. Hans Dichgans 28/11/1966.

<sup>931</sup> *Ibidem*.

<sup>932</sup> Bulletin officiel de la Communauté économique européenne n° 1 1967.

En réaction à ces propositions, la Commission européenne adopta une position prudente et resta assez vague pendant ses prises de positions. Partageant l'avis de la commission parlementaire sur la poursuite de la libération du marché des capitaux, elle prit l'engagement de faire étudier par ses services l'idée de création d'une frappe de monnaie divisionnaire mais repoussa à une période indéterminée des discussions supplémentaires à ce sujet compte tenu « des nombreux problèmes que soulevait la question »<sup>933</sup>. Elle s'accordait avec la commission parlementaire sur le fait qu'une unité commerciale et économique de l'importance de la CEE, bien qu'elle ne constituait pas une unité monétaire, devrait avoir une politique monétaire commune »<sup>934</sup>, ou du moins une position commune au sein des instances internationales, mais elle concluait sur l'idée que pour le moment, il était du devoir des membres de la Communauté de maintenir l'unité monétaire « de fait » qui s'était mise en place par les progrès du Marché commun et de la politique agricole commune et d'empêcher les variations des taux de change grâce à une coopération toujours plus étroite<sup>935</sup>.

La Commission exposait ainsi implicitement l'approche qu'elle comptait adopter dans les années future, l'accent serait mis sur l'harmonisation des politiques économiques nationales. L'approfondissement du processus d'intégration consisterait à « rendre aux politiques budgétaire et monétaire une efficacité à l'échelle de l'ensemble intégré en les coordonnant davantage »<sup>936</sup>, condition préalable indispensable à toute forme institutionnelle d'intégration monétaire.

La position de l'Assemblée n'était pas complètement opposée à celle de la Commission étant donné qu'elle qualifiait l'union monétaire comme la « clé de voûte » de l'union économique européenne. Cependant, la commission parlementaire était prête à combiner des moyens plus volontaristes, plus fédéralistes pendant une phase intérimaire, afin de faire progresser une identité monétaire européenne, tout en limitant, pour l'instant, les abandons de souveraineté auxquels les gouvernements des pays membres de la Communauté devraient se soumettre. Certaines propositions évoquées à cette même période transcendaient l'approche de l'exécutif et de la commission parlementaire au niveau institutionnel et requéraient le transfert d'au moins d'une partie de la responsabilité monétaire nationale à une instance supranationale communautaire<sup>937</sup>.

---

<sup>933</sup> PEO AP RP/ECON.1961 A0-0138/66 0040 : Politique monétaire et création d'une union monétaire européenne, document de travail.

<sup>934</sup> *Ibidem*.

<sup>935</sup> *Ibidem*.

<sup>936</sup> YPERSELE, J. van, & KOEUNE, J. C., (1983) *op.cit.*, p.22.

<sup>937</sup> *Ibidem*, p.22.

En effet, Le Comité d'Action pour les États-Unis d'Europe avait depuis sa septième réunion en novembre 1959 appelé à suivre les propositions de Robert Triffin et de mettre en place un Fonds de réserves européen afin de faciliter l'organisation d'une solidarité financière au niveau européen et en vue de servir d'instrument pour renforcer la coordination des politiques économiques et monétaires au sein de la Communauté. Cette nouvelle institution ouvrirait progressivement la voie à la création d'une Autorité monétaire européenne capable de diriger et d'assurer éventuellement une intégration monétaire totale entre les six pays de la Communauté<sup>938</sup>. La coordination que ce Fonds serait amené à organiser en vue d'une politique économique et monétaire commune devait selon le Comité aboutir à la constitution d'une politique commerciale commune et d'un marché européen des capitaux.

Dans le cadre des questions internationales et plus précisément des débats qui se déroulaient au sujet de la réforme du système monétaire international, le Comité partageait l'idée de la commission parlementaire et souhaitait que les pays de la Communauté devraient apporter une contribution commune et positive tout en évaluant « à quelles conditions pourrait être créée une monnaie européenne de réserve ou tout autre moyen permettant une position commune européenne à l'égard du problème monétaire international »<sup>939</sup>.

Parallèlement à cette proposition, le comité invita dès juillet 1961 la Communauté à mettre en œuvre des actions communes de l'Europe et de l'Amérique<sup>940</sup> et à organiser sans délai une relation de « partenaires égaux entre l'Europe et les États-Unis » par la création d'« institutions ad hoc communes »<sup>941</sup>. Pour le comité, la stabilité monétaire qui était un moyen essentiel pour permettre la continuité nécessaire au succès du Marché commun dans son ensemble, n'était viable qu'en collaboration étroite avec les États-Unis, collaboration qui devait avoir lieu non seulement dans le comité monétaire de l'OCDE mais également au sein d'un « Comité d'entente entre l'Europe et les États-Unis »<sup>942</sup> où seraient représentés sur une base paritaire les institutions communes et le gouvernement américain. La mission de ce

---

<sup>938</sup> AMK C 25/4/4 : La monnaie et le marché commun, politiques nationales et intégration régionale, article de R. Triffin 58.12.

<sup>939</sup> Déclaration commune du CAEUE du 8 et 9 mai 1965, 12<sup>e</sup> session, in *20 ans d'Action du Comité Jean Monnet (1955-1975)*, avec le concours de la Fondation Jean Monnet pour l'Europe, Lausanne, Groupement d'études et de recherches Notre Europe, Paris, 2001, p.87.

<sup>940</sup> Déclaration commune du CAEUE du 10 et 11 juillet 1961, 9<sup>e</sup> session, in *20 ans d'Action du Comité Jean Monnet (1955-1975)*, avec le concours de la Fondation Jean Monnet pour l'Europe, Lausanne, Groupement d'études et de recherches Notre Europe, Paris, 2001.

<sup>941</sup> Déclaration commune du CAEUE des 17 et 18 décembre 1962, 10<sup>e</sup> session, in *20 ans d'Action du Comité Jean Monnet (1955-1975)*, avec le concours de la Fondation Jean Monnet pour l'Europe, Lausanne, Groupement d'études et de recherches Notre Europe, Paris, 2001.

<sup>942</sup> Déclaration commune du CAEUE du 1 juin 1964, 11<sup>e</sup> session, in *20 ans d'Action du Comité Jean Monnet (1955-1975)*, avec le concours de la Fondation Jean Monnet pour l'Europe, Lausanne, Groupement d'études et de recherches Notre Europe, Paris, 2001.

Comité serait de faciliter le dialogue et les décisions qu'avaient à prendre les institutions européennes et le gouvernement des États-Unis dans toutes les questions d'intérêt mutuel telles que le système monétaire international, les balances des paiements, les investissements américains, les échanges technologiques ou encore l'aide aux pays en voie de développement<sup>943</sup>. Cette proposition s'inscrivait d'une certaine manière dans la lignée du renforcement institutionnel auquel avait opéré la Commission européenne pendant l'année 1964. L'idée consistait à venir ajouter à côté du comité monétaire, au sein duquel une position commune des Six face aux questions monétaires internationales devait naître, ce comité d'Entente, qui permettrait à la Communauté et aux États-Unis d'exposer et de débattre directement de leurs vues respectives avant que leurs gouvernements ne formulent des politiques définitives<sup>944</sup>. Étant donné qu'entre les « pays séparés d'Europe et les États-Unis, l'égalité n'était pas possible, mais qu'elle le devenait dans les domaines où la Communauté européenne était déjà constituée »<sup>945</sup>, le Comité d'Entente permettrait de coordonner dans un cadre bilatéral les décisions en matière économique et monétaire des États-Unis et de la Communauté.

Simultanément aux initiatives d'une des trois instances du triangle institutionnel européen et du Comité d'Action de Jean Monnet, Pierre Werner continua d'affiner ses propositions en faveur de l'approfondissement de l'intégration économique et monétaire.

Son action continue contribua en partie à la réintroduction du débat d'intégration monétaire européenne au sein du Conseil des ministres qui rappelons-le détenaient l'essentiel des compétences décisionnelles. En effet, aucune discussion sur les propositions plus volontaristes n'avait été menée au sein de réunions des ministres des Finances depuis 1961, réunion pendant laquelle les idées de Triffin par exemple, furent rejetées étant donné qu'elles n'étaient « guère réalisable sous la forme suggérée en raison des résistances politiques qui ne manqueraient pas de se manifester contre une limitation aussi forte de la souveraineté nationale »<sup>946</sup>. L'idée d'une unité divisionnaire ou d'une unité de compte européenne n'avait également pas été mentionnée au cours de ces débats qui furent en grande partie dominés par les préoccupations quant à la réforme du système monétaire international.

---

<sup>943</sup> Déclaration commune du CAEUE du 15 juin 1967, 13<sup>e</sup> session in *20 ans d'Action du Comité Jean Monnet (1955-1975)*, avec le concours de la Fondation Jean Monnet pour l'Europe, Lausanne, Groupement d'études et de recherches Notre Europe, Paris, 2001.

<sup>944</sup> *Ibidem*.

<sup>945</sup> Déclaration commune du CAEUE du 8 et 9 mai 1965, 12<sup>e</sup> session in *20 ans d'Action du Comité Jean Monnet (1955-1975)*, avec le concours de la Fondation Jean Monnet pour l'Europe, Lausanne, Groupement d'études et de recherches Notre Europe, Paris, 2001, p.87.

<sup>946</sup> BAC 565/1995 172 : 1961-1961 : Sous-groupe du Comité monétaire « Problème de la liquidité internationales » : le plan Triffin pour la prévention d'une pénurie mondiale de réserves monétaires 22/03/1961.

Compte tenu du fait que l'agriculture était devenue « l'un des secteurs les plus avancés de l'intégration européenne » et qu'elle impliquait une interpénétration croissante de la vie économique des Six<sup>947</sup>, Pierre Werner s'appuya sur les propositions de la Commission, incluses au sein de l'« Initiative 1964 » lancée quelques mois après la création de la nouvelle base institutionnelle communautaire, afin d'énoncer les priorités qui selon lui se posaient à la Communauté en matière monétaire et financière.

En effet cette initiative du 30 septembre 1964 qui fit partie des projets fédéralistes développés par Walter Hallstein, se présentait comme un plan de travail de la Commission pour le futur de la Communauté notamment pour accomplir une réelle « union politique »<sup>948</sup>. Dans le chapitre consacré aux questions monétaires, l'initiative réitérait les objectifs les plus ambitieux qui avaient été énoncés par la Commission au sein de son mémorandum de 1962 mais qui n'avaient pas été retenues au sein des deux communications de l'exécutif et qui n'avaient donc pas été soumises aux débats des représentants des États membres. Notons également que les services de Hallstein avaient demandé à la DG II l'inclusion d'un plan de mise en commun des réserves des Six au sein de l'Initiative 1964, mais que cette dernière avait refusé en raison de sa réticence face aux idées trop volontaristes<sup>949</sup>.

Werner mit ainsi l'accent sur trois sujets évoqués au sein de l'Initiative 1964 qui devaient devenir des priorités au niveau communautaire. Prenant comme objectif de la troisième étape du marché commun la création d'une union monétaire avec le comité des gouverneurs des banques centrale comme organe central d'un système bancaire de type fédéral<sup>950</sup>, il rappelait tout d'abord que la fixité des taux de change qui constituait la définition même de l'union monétaire, devait être garantie par les États membres et qu'elle devait être combinée à l'unification progressive des politiques conjoncturelles et des politiques économiques. Ensuite, il revenait sur la possibilité de conclure un accord intergouvernemental précisant les obligations de chaque pays en matière de concours mutuel ainsi que sur la coordination dans l'établissement des budgets nationaux et des budgets communautaires<sup>951</sup>.

---

<sup>947</sup> WERNER Pierre : « La politique étrangère du Grand-Duché de Luxembourg » in *Bulletin de documentation*, n°1, 25 février 1965, 21e année, Service Information et Presse, ministère d'État, Grand-Duché de Luxembourg, p.2.

<sup>948</sup> BAC 209/1980 48 : 1964 - 1964 Procès-verbaux des séances (Spéciaux) n. 278-288 de la Commission CEE (Juin-Octobre 1964).

<sup>949</sup> Pour plus de détails sur l'opposition de stratégie entre Walter Hallstein et Robert Marjolin à partir de la fin 1964, voir WARLOUZET Laurent (2011) *op.cit.*, p. 386-396.

<sup>950</sup> BAC 209/1980 48 : 1964 - 1964 Procès-verbaux des séances (Spéciaux) n. 278-288 de la Commission CEE (Juin-Octobre 1964).

<sup>951</sup> WERNER Pierre : « La politique étrangère du Grand-Duché de Luxembourg » in *Bulletin de documentation*, n°1, 25 février 1965, 21e année, Service Information et Presse, ministère d'État, Grand-Duché de Luxembourg, p.2.

Le soutien qu'il avait apporté à l'initiative 1964 lui valut d'être invité par Hallstein au congrès « Europaforum 1968 » de la CDU à Saarbrücken le 26 janvier 1968 afin d'y exposer ses idées sur la coopération financière et monétaire. De retour au sein de la politique nationale allemande après sa fin de mandat en tant que président de la Commission le 20 juin 1967, Hallstein, considéré comme le prochain ministre des affaires étrangères en cas de victoire de la CDU aux élections fédérales de 1969, voulait ainsi « faire face à de Gaulle et contrer ses tentatives d'affaiblissement de la Communauté européenne »<sup>952</sup>.

C'est au cours de cette réunion que Werner présenta pour la première fois ce que la presse qualifiait de « Plan Werner »<sup>953</sup> les jours suivant le congrès de Saarbrücken. Étant donné que les spéculations sur l'avenir monétaire de la Communauté avaient été pendant de longues années « très théoriques et sans intérêt immédiat »<sup>954</sup>, Werner élaborait un plan concret en cinq points pour une intégration monétaire européenne, basé en partie sur les suggestions faites par la Commission en 1962, qui n'avaient pas « été concrétisées sous forme d'accords formels ou de réglementations », et sur des « propositions plus hardies d'unification monétaire »<sup>955</sup>, tel que le Fonds européen de réserves promu notamment par le Comité d'Action de Jean Monnet. Le plan requérait tout d'abord des engagements réciproques des Six afin de maintenir des relations fixes entre les monnaies. À l'instar des pays du Benelux qui avaient inscrit au sein de leur traité qu'ils ne procéderaient à des modifications des taux de change que d'un commun accord, il était nécessaire de renforcer les consultations entre les Six et de définir des opérations à caractère monétaire que les Six ne pouvaient entreprendre qu'après consultation<sup>956</sup>. Ensuite il fallait procéder à la mise au point et à l'approbation de la définition d'une unité de compte européenne ainsi qu'à une meilleure coordination de la coopération monétaire de la Communauté avec celle pratiquée au niveau mondial. Finalement, le plan réclamait un accord intergouvernemental afin de déterminer les modalités du fonctionnement du concours mutuel, dont les crédits devraient représenter une certaine proportion des réserves d'or et de devises détenues par chaque banque centrale de la Communauté. L'organisation du concours serait assurée par un « instrument communautaire constitué par un fonds européen

---

<sup>952</sup> Hallstein : Marsch auf Bonn, Spiegel, 5/1968, 29.01.1968, SPIEGEL-Verlag Rudolf Augstein GmbH & Co. KG., <http://www.spiegel.de/spiegel/print/d-45465045.html>.

<sup>953</sup> WERNER Pierre : « Perspectives de la politique financière et monétaire européenne », exposé au Congrès économique de la CDU, Sarrebruck, 26 janvier 1968, in *Bulletin de Documentation* n°2, 26 janvier 1968, 24<sup>e</sup> année, Service Information et Presse, ministère d'État, Grand-Duché de Luxembourg, pp.6.

<sup>954</sup> *Ibidem* pp.5.

<sup>955</sup> *Ibidem*.

<sup>956</sup> WERNER Pierre : « Intervention de Monsieur Pierre Werner, Président du Gouvernement, Ministre du Trésor à la réunion des ministres des Finances et des Communautés Européenne du 9 et 10 septembre à Rotterdam », in *Bulletin de documentation* n°8, septembre 1968, 24<sup>e</sup> année, Service Information et Presse, ministère d'État, Grand-Duché de Luxembourg, pp.5.

de coopération monétaire » chargé d'assurer la solidarité monétaire à l'intérieur de la Communauté et de canaliser vers l'extérieur « les opérations de crédits internationaux dérivant de la politique commerciale commune ou du concours à fournir dans le système de paiements internationaux »<sup>957</sup>.

Ces propositions n'avaient pas comme but de précipiter le processus d'intégration monétaire, mais de mettre en route une action progressive conforme aux besoins de l'évolution communautaire et internationale<sup>958</sup>. Werner souhaitait sortir la Communauté de l'« immobilisme »<sup>959</sup> et provoquer une « prise de conscience, une ouverture dans la direction susceptible de donner un nouvel élan à l'idée européenne »<sup>960</sup>. Ce plan d'action modéré, qui ne demandait pas la création d'une union monétaire complète et dont la mise en application pouvait s'envisager en étapes successives<sup>961</sup>, suivait une approche de synthèse entre l'approche économiste et monétariste, « à la fois progressive et escalatoire, en raison de l'action réciproque des phénomènes économiques et monétaires les uns sur les autres ». La solidarité monétaire ne s'établirait que corrélativement à la politique économique, mais la constitution d'instruments juridiques communautaires seraient « un puissant levier »<sup>962</sup> pour le resserrement des économies nationales. Tout en mettant l'accent sur la dualité de son approche, Werner conclut néanmoins ses propositions en mettant en garde la Communauté de ne pas repousser « jusqu'à la fin d'un processus politique d'unification »<sup>963</sup> à moins qu'elle ne veuille « « renoncer à l'idée d'union économique, qui certes est ambiguë, mais qui suppose cependant dans toutes les acceptions du terme, des étalons de valeur ajustés les uns aux autres,

---

<sup>957</sup> WERNER Pierre : « Perspectives de la politique financière et monétaire européenne », exposé au Congrès économique de la CDU, Sarrebruck, 26 janvier 1968, in *Bulletin de Documentation* n°2, 26 janvier 1968, 24<sup>e</sup> année, Service Information et Presse, ministère d'État, Grand-Duché de Luxembourg, pp.5.

<sup>958</sup> *Ibidem*, pp.6.

<sup>959</sup> WERNER Pierre : « Intervention de Monsieur Pierre Werner, Président du Gouvernement, Ministre du Trésor à la réunion des ministres des Finances et des Communautés Européenne du 9 et 10 septembre à Rotterdam », in *Bulletin de documentation* n°8, septembre 1968, 24<sup>e</sup> année, Service Information et Presse, ministère d'État, Grand-Duché de Luxembourg, pp.4.

<sup>960</sup> WERNER Pierre : « Benelux et les perspectives de la politique financière européenne. Exposé devant le comité Benelux, La Haye, 1er avril 1968 », in *Bulletin de Documentation*, n°4, 30 avril 1968, 24<sup>e</sup> année, Service Information et Presse, ministère d'État, Grand-Duché de Luxembourg, pp.10.

<sup>961</sup> WERNER Pierre : « Intervention de Monsieur Pierre Werner, Président du Gouvernement, Ministre du Trésor au cours de la réunion des Ministres des Finances des Communautés à Rotterdam des 9 et 10 septembre 1968 », in *Bulletin de Documentation*, n°8, septembre 1968, 24<sup>e</sup> année, Service Information et Presse, ministère d'État, Grand-Duché de Luxembourg, pp.5.

<sup>962</sup> *Ibidem*, pp.6.

<sup>963</sup> WERNER Pierre : « Benelux et les perspectives de la politique financière européenne. Exposé devant le comité Benelux, La Haye, 1er avril 1968 », in *Bulletin de Documentation*, n°4, 30 avril 1968, 24<sup>e</sup> année, Service Information et Presse, ministère d'État, Grand-Duché de Luxembourg, pp. 10.



des chances comparables d'accès aux capitaux ainsi que la corrélation entre le développement commercial extérieur et le statut international des monnaies de la communauté »<sup>964</sup>.

Les propositions de Wener suscitèrent de nombreuses réactions un peu partout en Europe compte tenu du fait qu'elles provenaient « d'un membre du Conseil des Ministres répondant aux inquiétudes de l'heure »<sup>965</sup> mais aussi en raison de la longévité de l'action de son auteur au sein d'une multitude d'enceintes formelles et informelles. En effet, peu avant la réunion de Saarbrücken, Werner avait exposé l'ébauche de ses idées pour une intégration monétaire et financière plus poussée en juin 1966 devant l'American and Common Market Club à Bruxelles, composé d'hommes d'affaires et politiques américains<sup>966</sup>, mais également aux réunions de l'Assemblée annuelle du FMI et de la Banque mondiale en 1966, à laquelle il participait en tant que président de la Présidence du Conseil de la Communauté ainsi qu'au 20<sup>e</sup> congrès du Benelux en mai 1967. Il fut également invité en tant que ministre d'État devant le comité Benelux de La Haye afin d'y réexposer ses idées quelques mois après le congrès de la CDU<sup>967</sup>. Notons également que des idées très similaires avaient été reprises au sein de la Fédération Nationale des Républicains Indépendants, créé en 1966 autour de Valéry Giscard d'Estaing. En effet, pendant les premiers mois qui suivirent la fin de son premier mandat en tant que ministre des Finances (1962-1966) Valéry Giscard d'Estaing s'efforça de se distancer des positions prises par le gouvernement en place et tenta de mettre en avant un des principes fondamentaux de son nouveau mouvement, qui se devait d'être « européen »<sup>968</sup>. Le groupe prenait ainsi en 1966 partie en faveur d'une monnaie européenne et d'une union européenne de réserve. L'organisation monétaire de la Communauté devait être mise à l'agenda officiel de la Communauté et ce processus progressif en premier lieu porter sur les mesures suivantes : la mise en commun d'une partie des réserves de changes, la création d'une unité de compte dont la valeur serait fixée sur la monnaie la moins dévaluée et dont l'image s'introduirait progressivement dans les opérations financières »<sup>969</sup> ce qui permettrait

---

<sup>964</sup> WERNER Pierre : « Intervention de Monsieur Pierre Werner, Président du Gouvernement, Ministre du Trésor au cours de la réunion des Ministres des Finances des Communautés à Rotterdam des 9 et 10 septembre 1968 », in *Bulletin de Documentation*, n°8, septembre 1968, 24<sup>e</sup> année, Service Information et Presse, ministère d'État, Grand-Duché de Luxembourg, pp.5.

<sup>965</sup> WERNER Pierre (1992) *op.cit.*, p.121.

<sup>966</sup> WERNER, Pierre. Exposé sur la politique monétaire européenne. Conférence donnée à Bruxelles par Pierre Werner, Ministre d'État, Président du gouvernement, Ministre du Trésor et de la Fonction publique à l'invitation de l'American and Common Market Club. Bruxelles : 5 juin 1966. In *La Libre Belgique*, 6 juin 1966

<sup>967</sup> WERNER Pierre : « Benelux et les perspectives de la politique financière européenne. Exposé devant le comité Benelux, La Haye, 1er avril 1968 », in *Bulletin de Documentation*, n°4, 30 avril 1968, 24<sup>e</sup> année, Service Information et Presse, ministère d'État, Grand-Duché de Luxembourg, pp. 8.

<sup>968</sup> KESSLER Marie-Christine : « M. Valéry Giscard d'Estaing et le républicains indépendants : juillet 1966 - novembre 1967 », in *Revue française de science politique*, Vol.18, n°1, 1968, pp.79.

<sup>969</sup> AMK C 3/18/25 : Programme d'étude du groupe Europe des républicains indépendants (Giscardiens), 1966

d'éviter les effets de nouveaux chocs internes, mais aussi de parvenir au constat que, dès lors que l'on obtiendra une harmonisation conjoncturelle, agricole, fiscale, cette harmonisation devra nécessairement s'étendre au secteur monétaire »<sup>970</sup>.

Le plan de Werner fut également mentionné au cours de la 26<sup>e</sup> réunion des gouverneurs des banques centrales en septembre 1968<sup>971</sup>. Guido Carli, le gouverneur de la Banque centrale italienne de 1960 à 1975, défenseur de l'idée d'une monnaie européenne et conseiller du Comité d'Action, avait, dans le souci de rendre accessible le projet de Werner au milieu italien de la finance, permis la publication et la diffusion de « *Les perspectives de la politique financière et monétaires européens* » par l'association italienne des banques<sup>972</sup>. Werner reçut également des encouragements de Louis Camu<sup>973</sup>, qui affirmait s'inspirer des idées de Werner pour ses propres conférences<sup>974</sup> ainsi que de Karl Schiller<sup>975</sup>, ministre de l'Économie allemande, qui ne souhaitait pas que la CEE se satisfasse de l'état de l'intégration monétaire mais voulait la voir progresser dans la direction esquissée par Werner<sup>976</sup>.

L'accueil réservé aux propositions de Werner et des autres « propagateurs de l'union monétaire »<sup>977</sup> était non seulement attribuable à la large diffusion effectuée au sein d'une multitude d'enceintes et par des personnalités très diverses, mais il était également en grande partie imputable aux circonstances internationales du moment, aux perturbations des marchés monétaires qui dès la fin de l'année 1967, conférèrent un regain d'actualité à la création d'une politique monétaire concertée et convergente et la rendirent même « désirable voire inéluctable »<sup>978</sup>.

---

<sup>970</sup> AMK C 3/18/32 : La parole est à VGE, une monnaie commune pour l'Europe.

<sup>971</sup> Vingt-Sixième séance du Comité des gouverneurs des banques centrales de la Communauté économique européenne, Mardi 10 septembre 1968 (document disponible sur le Site de la Banque centrale de l'Union monétaire <http://www.ecb.europa.eu/>).

<sup>972</sup> Source : [www.cvce.eu](http://www.cvce.eu).

<sup>973</sup> Louis Camu (1905-1976) diplômé en sciences commerciales, en sciences financières, en sciences politiques et administratives ainsi qu'en droit international, dédia l'essentiel de son activité au domaine bancaire et notamment au sein de la Banque de Bruxelles (1941-1976) qu'il dirigea de 1953 à 1975. Il fut également président de l'Association belge des banques et la Fédération bancaire de la CEE. Il fut également Vice-président de la Ligue européenne de coopération économique. (Source : Personnalités que Jean Monnet a rencontrées depuis le 14 juin 1955, Fondation Jean Monnet pour l'Europe, Lausanne).

<sup>974</sup> Lettre de Louis Camu à Pierre Werner (Bruxelles, 2 février 1968), Archives familiales Pierre Werner, Luxembourg, ce document est disponible sur [www.cvce.eu](http://www.cvce.eu).

<sup>975</sup> Karl Schiller (1911-1994) docteur en sciences économique et juridiques, membre de la SPD de 1946 à 1972, fut membre du Bundestag de 1965 à 1972 ainsi que ministre de l'Économie de 1966 à 1971 ainsi que ministre des Finances de 1971 à 1972. (Source : Stiftung Haus der Geschichte des Bundesrepublik Deutschland <http://www.hdg.de/lemo/html/biografien/SchillerKarl/>).

<sup>976</sup> Brief von Karl Schiller an Pierre Werner (Bonn, 23. Februar 1968), BArch B 102 (Bundesministerium für Wirtschaft) / 93454, ce document est disponible sur [www.cvce.eu](http://www.cvce.eu)

<sup>977</sup> WERNER Pierre (1992) *op.cit.*, p.121.

<sup>978</sup> WERNER Pierre : « Politique monétaire européenne », in *Bulletin de Documentation*, no°. 6, 25<sup>e</sup> année, 1969, pp. 17.

Au niveau international d'abord, la dévaluation de la livre, annoncée le 18 novembre 1967 par le gouvernement britannique engendra une crise de confiance dans l'avenir des monnaies de réserve qui provoqua dans les quatre premiers mois une recrudescence de mouvements de spéculation sur l'or d'une importance particulière, menaçant l'existence même du système monétaire international. La dévaluation de la monnaie du principal partenaire des États-Unis dans le pool de l'or provoqua un doute sur la « pérennité d'un tel procédé »<sup>979</sup> ce qui amena à sa dissolution le 17 mars 1968<sup>980</sup>.

Après la dévaluation de la livre, le contexte international se détériora encore davantage avec l'amplification de la crise américaine. Après la guerre du Vietnam, les États-Unis, qui accusaient un déficit de leur balance des paiements de trois milliards de dollars<sup>981</sup>, annoncèrent le 1 janvier 1968 un « Action Programme on the Balance of Payments » constitué de mesures protectionnistes afin de limiter les sorties de dollars. Il limitait entre autre de nouveaux investissements directs à l'étranger et les banques étaient encouragées à réduire leurs prêts aux non-résidents. De plus, les citoyens américains étaient avisés de différer leurs projets de voyage à l'extérieur de l'hémisphère ouest et les Alliés de l'Otan furent priés de contribuer aux coûts du maintien des troupes américaines en Europe<sup>982</sup>. Enfin, le parti républicain proposa également un projet de loi au Congrès en novembre 1968 prévoyant des taxes sur l'importation de produits étrangers en cas d'effets nuisibles pour le marché du travail américain, décision qui remet en cause un des principes essentiels au bon fonctionnement du système international, à savoir le libre-échange et le marché libre<sup>983</sup>. Ces mesures firent prendre conscience aux Six de l'incapacité croissante des États-Unis d'assurer, à l'instar des vingt années précédentes, la stabilité monétaire et de l'urgence face à laquelle ils se trouvaient, d'assumer par leurs propres moyens la stabilité monétaire et économique afin d'empêcher l'« éclatement de la Communauté »<sup>984</sup>.

Cette prise de conscience par les pays membres de la nécessité d'une solidarité monétaire communautaire fut également provoquée par les crises internes de mai et de novembre 1968<sup>985</sup>. La crise sociale de mai et juin 1968 amena la France à prendre, sans concertation préalable avec ses partenaires, certaines dispositions de caractère temporaire et exceptionnel

---

<sup>979</sup> VELO Dario (1974) *op.cit.* p. 29.

<sup>980</sup> Dixième rapport d'activité du Comité monétaire, Bruxelles, 26 avril 1968.

<sup>981</sup> *Ibidem.*

<sup>982</sup> TIEMEYER Guido (2004), *op.cit.*, pp.172.

<sup>983</sup> *Ibidem.*

<sup>984</sup> Vingt-troisième séance du Comité des gouverneurs des banques centrales de la Communauté économique européenne, Lundi 12 février 1968.

<sup>985</sup> BOTTEX Agnès (2003) *op.cit.*, p.335.

(mesures de protection envers les importations ; aides aux exportations<sup>986</sup>), à rétablir le contrôle des changes le 27 mai 1968<sup>987</sup> et à demander de l'aide au FMI par un tirage le 4 juin 1968 et par l'activation du mécanisme des AGE<sup>988</sup>. Dès la fin de l'été 1968 s'ouvrit une nouvelle crise monétaire, déterminée par des flux de capitaux spéculatifs guidés par l'anticipation d'une réévaluation du mark et d'une dévaluation du franc français<sup>989</sup>. Ces circonstances conduisirent la France à prendre des mesures restrictives dans les domaines du budget, de la fiscalité et du crédit et à rétablir le contrôle des changes le 25 novembre. L'Allemagne procéda notamment à l'institution d'un prélèvement fiscal à l'exportation et à une détaxe à l'importation<sup>990</sup>. Cependant, face à la persistance des tensions inflationnistes et compte tenu de l'aggravation des déséquilibres des balances des paiements, le gouvernement français dut dévaluer sa monnaie de 11,1% le 8 août 1969 et le gouvernement allemand réévaluer de 9,3% le 24 octobre 1969. L'adoption de mesures restrictives, ainsi que le recours à des ajustements des taux de change en France et en Allemagne, avaient ainsi mit en exergue deux « lacunes » dans l'intégration des Six : d'abord, le mécanisme communautaire de consultations n'avait pas été effectif, ensuite, les instruments de soutien mis en place par le Traité de Rome s'étaient révélés être insuffisants<sup>991</sup>. Face à cette instabilité croissante, qui « risquerait de mettre en question le succès de l'entreprise communautaire et d'ébranler la confiance dans la permanence des progrès accomplis »<sup>992</sup>, la Commission vit dans « une coopération monétaire accrue des Six, un excellent moyen de protéger l'acquis communautaire tout en relançant le processus d'intégration et en les réorientant vers ce qui apparaît être une contrepartie indispensable de l'intégration économique, à savoir l'intégration monétaire »<sup>993</sup>.

---

<sup>986</sup> Onzième rapport du Comité monétaire, Bruxelles, 15 mai 1969.

<sup>987</sup> Onzième rapport du Comité monétaire, Bruxelles, 15 mai 1969.

<sup>988</sup> SOLOMON Robert (1982) *op.cit.*, p.152.

<sup>989</sup> VELO Dario (1974) *op.cit.* p. 24

<sup>990</sup> Onzième rapport du Comité monétaire, Bruxelles, 15 mai 1969.

<sup>991</sup> BOTTEX Agnès (2003) *op.cit.*, p.353.

<sup>992</sup> Onzième rapport du Comité monétaire, Bruxelles, 15 mai 1969.

<sup>993</sup> BOTTEX Agnès (2003) *op.cit.*, p.353.

## 2. La réaction de l'exécutif

C'est à l'occasion de la réunion des ministres des Finances des 26 et 27 février 1968 à Rome que Raymond Barre<sup>994</sup>, le nouveau vice-président de la Commission et le directeur général des Affaires économiques et financières, présenta pour la première fois des propositions concrètes, sous forme d'un document secret, intitulé « Mémoire sur l'action de la Communauté dans le domaine monétaire ». Il le fit avec la plus grande discrétion en raison de la nature des sujets effleurés et dans le souci de ne pas préjuger les options de fond<sup>995</sup>. Ainsi, « au lieu d'utiliser la voie d'une communication au Conseil » il « évita tout débat public et même toute discussion au sein de la Commission en diffusant un document secret »<sup>996</sup> « réservé aux seuls ministre des Finances »<sup>997</sup>. Par conséquent, aucune référence à ce document ne fut évoquée au sein du procès-verbal de la réunion de Rome<sup>998</sup>. Cette prudence reflétait également la personnalité du nouveau commissaire, qui, à l'instar de son prédécesseur, était un « intellectuel pragmatique aux idées larges, soucieux de faire le lien entre ses recherches théoriques et l'action publique sans dogmatisme »<sup>999</sup>. D'ailleurs, Barre, se qualifiant d'« inclassable », de « pourfendeur du système des partis » et se voulant « au-dessus de la mêlée politique », fut « l'un des rares hommes politiques français contemporains

---

<sup>994</sup> Raymond Barre (1924-2007), agrégé de droit et de sciences économiques et diplômé de l'Institut d'études politiques de Paris, commença sa carrière au sein de l'enseignement supérieur en tant que professeur d'économie à la faculté de droit et des sciences économiques de Caen (1950) avant de devenir directeur du service de recherches sur l'activité économique de la Fondation nationale des sciences politiques (1958) ainsi que professeur d'économie à l'Institut d'études politiques de Paris (1961), à la faculté de droit et des sciences économiques de Paris (1963) ainsi qu'à l'École centrale de Paris. Il débuta sa carrière politique au niveau national en tant que directeur du cabinet de Jean-Marcel Jeanneney, ministre de l'Industrie, de 1959 à 1962 du gouvernement Debré, passage qui lui permit de devenir « un des experts officiels des exécutifs gaullistes » (WARLOUZET Laurent, *op.cit.*, p.400) et fut également membre du conseil du Centre d'études des revenus et des coûts (C.E.R.C.) auprès du Commissariat général du plan, à partir de 1966. En janvier 1967, il fut nommé vice-président de la Commission européenne, responsable des Affaires économiques et financières, poste qu'il occupa jusqu'en 1972. Suite à son action au niveau européen, il occupa de nombreuses fonctions ministérielles d'abord en tant que ministre du commerce extérieur dans le gouvernement Chirac (1976) ; ensuite il devint Premier Ministre (1976-1981), fonction qu'il cumula avec celle de ministre de l'économie et des finances au sein de deux de ses gouvernements de 1976 à 1981). Après l'échec de Valéry Giscard d'Estaing aux élections présidentielles de 1981, il fut réélu à l'Assemblée nationale jusqu'en 2001, année pendant laquelle il prit sa retraite politique. (Source : [www.assemblée-nationale.fr](http://www.assemblée-nationale.fr)).

<sup>995</sup> WERNER Pierre : « Politique monétaire européenne », in *Bulletin de Documentation*, no°. 6, 25<sup>e</sup> année, 1969, pp. 17.

<sup>996</sup> WARLOUZET Laurent (2011) *op.cit.*, p. 403.

<sup>997</sup> BAC 259/1980 24: 1969 – 1969 :Procès-verbaux des réunions n. 62-66 de la Commission CEE (Janvier-Février 1969).

<sup>998</sup> BAC 375/1999 290 : Ministres des Finances, réunions 1.1.1968 - 31.12.1968, procès-verbal de la vingt-neuvième conférence des ministres des Finances des pays de la CEE tenue à Rome les 26 et 27 février 1968.

<sup>999</sup> WARLOUZET Laurent (2011) *op.cit.*, p. 401.

à avoir occupé d'aussi hautes fonction »<sup>1000</sup> n'ayant jamais fait partie d'une formation politique.

La Commission suggérait que le Comité des gouverneurs des banques centrales et le Comité monétaire puissent élaborer des études sur quatre questions précises : un éventuel engagement des Six de ne procéder que d'un commun accord à des changements de parité entre leurs monnaies, la suppression de la marge de 0,75% de fluctuation des parités des Six entre eux, la constitution d'un dispositif de concours mutuel sous forme d'un réseau multilatéral d'ouvertures de crédits réciproques, ainsi que la définition d'une unité de compte européenne qui serait utilisée dans tous les domaines de l'action communautaire requérant un dénominateur commun<sup>1001</sup>.

Cette approche prudente s'inscrivait d'un côté, dans la « continuité »<sup>1002</sup> des précédentes initiatives de la Commission, le mémorandum de 1962 et « l'initiative 1964 » qui visaient la stabilité des taux de changes afin de garantir la pérennité du Marché commun et misaient sur l'ébauche d'une gestion communautaire des politiques économiques et monétaires ; d'un autre côté elle se situait également dans la lignée d'idées plus volontaristes<sup>1003</sup>, comme celles défendues par Werner, Giscard, le CAEUE ou encore la commission parlementaire, sans néanmoins comporter de délégation additionnelle de pouvoirs ou de nouvelles institutions<sup>1004</sup>. L'accueil réservé aux propositions de la Commission était très mitigé. Tandis que l'Allemagne et les Pays-Bas considéraient qu'une telle « approche monétaire unilatérale était dépourvue de sens »<sup>1005</sup> et que le mémorandum ne se concentrait pas suffisamment sur « les efforts de rapprochement et de discipline des politiques économiques »<sup>1006</sup>, le gouvernement français estimait que la dimension supranationale du mémorandum était trop étendue<sup>1007</sup> et que des réformes institutionnelles comme des consultations obligatoires étaient trop contraignantes<sup>1008</sup>. Quant à la possibilité d'un engagement sur la fixation d'une parité monétaire européenne commune, qui était directement liée à la proposition d'une unité de

---

<sup>1000</sup> DE MONTVALON Jean-Baptiste : « L'ancien premier ministre français Raymond Barre est mort », in *Le Monde* du 25 août 2007.

<sup>1001</sup> AMK C 33/1/118 : Conversation avec R. Barre le 6 janvier 1969 ministres des finances 1967.

<sup>1002</sup> COM (1964) 90 : Projets de décisions de la commission au conseil sur la coopération monétaire et financière au sein de la CEE, observations du service juridique, 2 avril 1964.

<sup>1003</sup> MAES Ivo : "Macroeconomic and Monetary Thought at the European Commission in the 1960s", EUI Workig Papers, RSCAS N°2004/01, pp.14.

<sup>1004</sup> AMK C 33/1/118 : Conversation avec R. Barre le 6 janvier 1969 ministres des finances 1967.

<sup>1005</sup> SZASZ, André. *The Road to European Monetary Union*. MacMillan Press, Londres, 1999, p. 11.

<sup>1006</sup> WARLOUZET Laurent (2011) op.cit., p. 404.

<sup>1007</sup> *Ibidem*.

<sup>1008</sup> *Ibidem*, p. 409.

compte européenne, Barre affirmait avoir « obtenu six réponses négatives »<sup>1009</sup>. En effet, les ministres des Finances avaient uniquement souligné leur « ferme volonté de « maintenir grâce à une action concertée, un niveau stable des taux d'intérêt dans leurs pays respectifs »<sup>1010</sup>. Quant au comité monétaire, qui avait dès son neuvième rapport tiré l'attention sur la nécessité d'une coordination de plus en plus étroite et efficace, en suggérant notamment « des consultations préalables à toute décision en matière de politiques économiques et monétaires ayant des répercussions notables sur l'évolution économique d'autres membres »<sup>1011</sup>, insistait en avril 1968 sur le caractère non-obligatoire de ces délibérations qui devaient se dérouler dans le cadre institutionnel déjà existant. Sur le plan pratique, cette concertation supposait une amélioration des moyens d'informations, une meilleure connaissance des instruments et des procédures nationales ainsi qu'un perfectionnement de l'appareil statistique dans les États membres<sup>1012</sup>. Pour leur part, les gouverneurs des banques centrales se montrèrent également très réticents face aux propositions de la Commission. Ils étaient disposés à faire des progrès en matière de coopération monétaire, notamment par le renforcement des procédures de consultations préalables, mais ces avancées devaient obligatoirement être précédées d'une coordination étroite des politiques économiques<sup>1013</sup>.

Face aux réactions très circonspectes des responsables politiques de la CEE, l'ardeur des partisans d'une approche plus volontariste ne s'affaiblit pas. En effet, dès mars 1968, la commission économique et financière de l'Assemblée parlementaire réitéra sa volonté de faire progresser l'intégration monétaire de manière à atteindre « des points de non-retour ». Dans cet esprit, elle formula une proposition visant la fixation des taux de change et la création d'une monnaie européenne, objectif qui concordait avec le sens du projet d'une gestion commune des réserves de change<sup>1014</sup>. Dans cette lignée, l'on pourrait également mentionner d'abord le projet « très fédéral »<sup>1015</sup> de Hans von der Groeben qui ambitionnait l'établissement d'un système monétaire européen, fondé sur un large transfert de compétence à la Communauté ainsi que sur la suppression des fluctuations journalières des taux de

<sup>1009</sup> AMK C 33/1/123 : Interview de R. Barre à la Ligue européenne de la Coopération économique 69.11.07.

<sup>1010</sup> Dixième rapport d'activité du Comité monétaire, Bruxelles, 26 avril 1968.

<sup>1011</sup> Neuvième rapport d'activité du Comité monétaire, Bruxelles, 1<sup>er</sup> mars 1967.

<sup>1012</sup> Dixième rapport d'activité du Comité monétaire, Bruxelles, 26 avril 1968.

<sup>1013</sup> Vingt-Huitième séance du Comité des gouverneurs des banques centrales de la Communauté économique européenne, Lundi 13 Janvier 1969.

<sup>1014</sup> DESSART Michel (1971) *op.cit.*, p.36.

<sup>1015</sup> WARLOUZET Laurent (2011) *op.cit.*, p.411.

change, l'adoption de parties fixes et l'aménagement du concours mutuel<sup>1016</sup>. D'ailleurs, la promotion des idées exposées au sein du comité d'action de Jean Monnet tendant vers la mise en place d'un Fonds de Réserve, se poursuivait également, entre autre en la personne de Frédéric Boyer de la Girdoay<sup>1017</sup>, membre de la DG II à cette période, et de Jacques Van Helmont<sup>1018</sup>. De plus, elles furent mentionnées pendant la conférence monétaire de la Ligue européenne de coopération économique des 25 et 26 octobre 1968 à laquelle participa également Raymond Barre. La résolution finale de cette conférence témoignait néanmoins de beaucoup plus de retenue par rapport à l'aspect institutionnel des progrès à réaliser et repoussait à une période ultérieure indéfinie « la création d'organismes communs de décision et de gestion »<sup>1019</sup>. Elle demandait pourtant un engagement « absolu » des membres de la CEE de ne « plus modifier les parités de leurs monnaies les unes par rapport aux autres », la définition d'objectifs communs en matière de politique économiques et sociale ainsi que des précisions quant à la mise en application du concours mutuel.<sup>1020</sup>

Il fallut néanmoins attendre la réunion des ministres des Finances de Rotterdam des 9 et 10 septembre 1968 pour qu'une réaction officielle des responsables de la politique monétaire dans les Six États se fît jour<sup>1021</sup>. En guise d'introduction à la discussion sur « la coopération monétaire au sein de la Communauté », Pierre Werner fut chargé de remettre en exergue les propositions principales de son plan en cinq points. Compte tenu des similarités évidentes avec les propositions du mémorandum de février 1968, les réactions des ministres des Finances ne varièrent pratiquement pas par rapport à la réunion précédente. Alors que l'Italie affirmait vouloir soutenir tout effort tendant à accroître la coopération monétaire, sans pour autant entrer dans les détails, l'Allemagne appuyait en principe les propositions de Werner mais soulignait qu'elle ne pouvait être mises en place qu'après une coordination plus poussées des politiques économiques. Les Pays-Bas furent les plus critiques, qualifiant ces idées de prématurées voire d'irréalistes<sup>1022</sup>, attitude qui leur attira les critiques de Barre, qui les traitait

<sup>1016</sup> AMK 23/5/5 : Problème de politique monétaire européenne. Pour l'établissement graduel d'un système monétaire européen, Hans von der Groeben 11.1968.

<sup>1017</sup> MAES Ivo : "Macroeconomic and Monetary Thought at the European Commission in the 1960s", EUI Workig Papers, RSCAS N°2004/01, pp.14 ; AMK 23/5/42 : La monnaie et la CEE de F. Boyer de la Giroday, Directeur général des Affaires économiques et financières de la Communauté de la CEE.

<sup>1018</sup> AMK 62/1/109 : Mémorandum sur la nécessité de créer un mécanisme monétaire commun, de Van Helmont 27.6.1968.

<sup>1019</sup> L.E.C.E.287 : Fascicules publiés par la L.E.C.E. 1967-1968.

<sup>1020</sup> AMK 23/5/35 : résolution adoptée par la Conférence monétaire de la Ligue européenne de Coopération économique, Val Duchesse, Bruxelles 25 et 26 octobre 1968.

<sup>1021</sup> WERNER Pierre : « Politique monétaire européenne », in *Bulletin de Documentation*, no°. 6, 25<sup>e</sup> année, 1969, pp. 17.

<sup>1022</sup> BAC 375/1999 290 : Ministres des Finances, réunions 1.1.1968 - 31.12.1968, procès-verbal de la trente-et-unième conférence des ministres des Finances des pays de la CEE tenue le 9 et 10 septembre 1968 à Rotterdam.



de pays ayant adopté « l'attitude la plus négative » en rejetant la notion même d'une entité monétaire européenne<sup>1023</sup>. Les ministres des Finances se mirent toutefois d'accord sur l'attribution officielle au Comité monétaire, en collaboration avec le Comité des gouverneurs des banques centrales, du mandat de procéder à l'analyse de nouveaux progrès à accomplir dans le domaine des relations monétaires au sein de la CEE<sup>1024</sup>.

Les troubles monétaires que subirent l'Allemagne et la France à partir de mai 1968, contribuèrent à la relance des débats sur la coordination des politiques économiques et monétaires et à la présentation au Conseil, par la Commission, d'un nouveau mémorandum « au sujet de la politique susceptible d'être poursuivie au sein de la Communauté pour faire face aux problèmes économiques et monétaires actuels »<sup>1025</sup> le 5 décembre 1968.

Cependant, comme le reflétaient déjà les discours de Barre à l'Assemblée parlementaire des 2 octobre<sup>1026</sup> et 27 novembre 1968<sup>1027</sup> au sein desquels il adopta une position plus « économiste »<sup>1028</sup>, les remous monétaires de l'année 1968, provoqués par les événements de mai 1968 (mai-juin 1968) et par les « rumeurs de réévaluation du mark et de dévaluation du franc français » (novembre 1968), obligeant la France et l'Allemagne à adopter des restrictions temporaires à la libre circulation des marchandises et des capitaux à l'intérieur de la Communauté, avaient introduit plus de réalisme dans les estimations des possibilités d'une politique monétaire à l'échelle de l'Europe des Six »<sup>1029</sup>.

En effet, Raymond Barre, tout en tenant compte de la formulation de propositions « souhaitables et séduisantes, relatives à la création d'une union monétaire européenne, à l'institution d'une monnaie européenne et d'un système fédéral de réserve européenne, à la mise en commun par les États membres et à la gestion commune de tout ou partie de leurs réserves monétaires », émettait des doutes quant à leur faisabilité, étant donné qu'aucun pouvoir monétaire européen, qu'aucune autorité politique européenne, « exprimant des objectifs communs et mettant en œuvre des politiques appropriées », n'avait été constitué

---

<sup>1023</sup> AMK 23/5/38 : Conversation avec M. Barre.

<sup>1024</sup> BAC 375/1999 290 : Ministres des Finances, réunions 1.1.1968 - 31.12.1968, procès-verbal de la trente-et-unième conférence des ministres des Finances des pays de la CEE tenue le 9 et 10 septembre 1968 à Rotterdam.

<sup>1025</sup> SEC 68 3958 : Mémorandum de la Commission au Conseil au sujet de la politique susceptible d'être poursuivie au sein de la Communauté pour faire face aux problèmes économiques et monétaires actuels 5 décembre 1968.

<sup>1026</sup> AMK 62/4/24 : Discours de Raymond Barre Vice-président de la Commission des Communautés européennes devant le Parlement européen 2 octobre 1968.

<sup>1027</sup> AMK 62/4/27 : Discours de Raymond Barre Vice-président de la Commission des Communautés européennes devant le Parlement européen 27 novembre 1968.

<sup>1028</sup> MAES Ivo : "Macroeconomic and Monetary Thought at the European Commission in the 1960s", EUI Working Papers, RSCAS N°2004/01, pp.15.

<sup>1029</sup> DESSART Michel (1971) *op.cit.*, p.42.

préalablement. Il insistait sur le fait que le domaine monétaire « était et restait intimement lié à la souveraineté des États et que ceux-ci ne paraissaient pas disposés pour le moment à renoncer aux prérogatives qu'ils y exerçaient »<sup>1030</sup>. L'union monétaire européenne ne pouvait être que le « couronnement d'une union économique » qui devait être établie par une « stricte coordination des politiques conjoncturelles, monétaires et budgétaires des États membres ainsi que par la mise en place d'un marché européen des capitaux »<sup>1031</sup>.

Dans l'immédiat, l'ambition de Barre s'était réduite à vouloir faire progresser les relations monétaires entre les pays membre et de miser sur une coordination permanente des politiques économiques et monétaires. Il ne s'agissait pas de créer de nouvelles institutions ou procédures, étant donné que le cadre, dans lequel la coordination nécessaire des politiques économiques des États membres pouvait être réalisée, existait déjà, sous la forme du Comité monétaire, du Comité des gouverneurs des Banques centrales et du Conseil de la CEE<sup>1032</sup>. Il était cependant essentiel de « recourir effectivement aux instances communautaires existantes et d'utiliser les procédures déjà établies et de procéder à des consultations préalables sur les grandes options de la politique économique des États membres ou sur les décisions importantes à prendre dans les domaines économique et financier »<sup>1033</sup>.

Ensuite, afin de garantir l'efficacité de la coordination, il était essentiel de mettre en place un mécanisme de coopération monétaire entre les membres de la Communauté qui devait régler la mise au point des procédures du concours mutuel prévu par le Traité de Rome à l'article 108. Ce mécanisme propre à la Communauté, « se devait d'être permanent et souple, et devait permettre aux États membres, après des consultations en commun, de poursuivre des politiques adéquates sans que des accidents de parcours ne les remettent en question »<sup>1034</sup>.

Contrairement au mémorandum de février 1968, Barre avait abandonné l'idée de créer une unité de compte européenne ce qui reflétait également l'adoption d'une approche plus pragmatique<sup>1035</sup>, plus consensuelle. Dans le cadre d'un déjeuner organisé par la LECE en novembre 1969, Barre fit d'ailleurs connaître son agacement face à ce changement quasi

---

<sup>1030</sup> AMK 62/4/24 : Discours de Raymond Barre Vice-président de la Commission des Communautés européennes devant le Parlement européen 2 octobre 1968.

<sup>1031</sup> AMK 62/4/27 : Discours de Raymond Barre Vice-président de la Commission des Communautés européennes devant le Parlement européen 27 novembre 1968.

<sup>1032</sup> AMK 62/4/24 : Discours de Raymond Barre Vice-président de la Commission des Communautés européennes devant le Parlement européen 2 octobre 1968.

<sup>1033</sup> SEC 68 3958 : Mémorandum de la Commission au Conseil au sujet de la politique susceptible d'être poursuivie au sein de la Communauté pour faire face aux problèmes économiques et monétaires actuels 5 décembre 1968.

<sup>1034</sup> Ibidem.

<sup>1035</sup> MAES Ivo : "Macroeconomic and Monetary Thought at the European Commission in the 1960s", EUI Workig Papers, RSCAS N°2004/01, pp.15.

obligé, compte tenu des obstructions manifestées par les gouvernements à des avancements plus substantiels en matière monétaire. En effet, répondant à une question faisant allusion à la timidité des propositions de la Commission, Barre se défendait en affirmant qu'il ne servait à rien d'émettre des propositions avancées qui ne seraient pas acceptées vu qu'elles supposaient un objectif commun », un pouvoir monétaire européen qui n'existait pas encore. Soit « on s'engage et on avance et on a une chance, ou la Commission fait des propositions, comme c'est le cas et combien d'entre elles sont-elles allées dans les tiroirs ? Certaines autorités, devant mes propositions m'ont même demandé si j'avais tout mon esprit... »<sup>1036</sup>. Il évoqua même le fait qu'un des pays membres, sans préciser lequel, avait « commencé des études juridiques pour savoir si la Commission avait le droit de faire des propositions au point de vue monétaire ». Sur le sujet précis de l'unité de compte, il maintenait sa position de février 1968 : « l'unité de compte doit en effet servir de préliminaires. Je suis d'accord pour étudier l'unité de compte en ce qui concerne un certain nombre de transactions communautaires. Elle doit être liée à la parité monétaire »<sup>1037</sup>. Cependant, il n'omettait pas non plus de rappeler avec insistance qu'il avait soumis cette idée aux Six mais qu'il n'avait obtenu aucune réponse positive<sup>1038</sup>. Pour conclure, il affirma que son « plus grand succès au sein du Conseil » avait « été d'obtenir que ces problèmes soit discutés ; vous m'avez traité de timide : non, je lutte pour la construction de l'Europe et cela avec toute ma conviction »<sup>1039</sup>. Cette discussion laissait transparaître la difficulté à laquelle était confronté Barre de trouver un compromis acceptable par tout le monde, et, elle expliquait l'évolution de ses conceptions et de ses initiatives, qui devaient davantage viser le rapprochement, voire la fusion des deux approches qui s'opposaient en matière d'intégration économique et monétaire depuis la création de la Communauté. Ainsi, la démarche « équilibrée »<sup>1040</sup> du mémorandum du 5 décembre consistait à miser parallèlement sur une coordination permanente des politiques économiques, nécessitant une convergence des orientations nationales, ainsi que sur la mise en place d'un mécanisme de coopération monétaire, qui devait doter la Communauté d'une solidarité monétaire européenne concrète<sup>1041</sup>.

<sup>1036</sup> AMK C 33/1/123 : Interview de R. Barre à la Ligue européenne de la Coopération économique 69.11.07.

<sup>1037</sup> AMK C 33/1/123 : Interview de R. Barre à la Ligue européenne de la Coopération économique 69.11.07

<sup>1038</sup> *Ibidem*.

<sup>1039</sup> *Ibidem*.

<sup>1040</sup> MAES Ivo : « Projets d'intégration monétaire à la Commission européenne au tournant des années 1970 », in BUSSIERE Eric, DUMOULIN Michel, SCHIRMANN Sylvain (dir.), *Milieus économiques et intégration européenne au XXe siècle, La crise des années 1970, de la conférence de La Haye à la veille de la relance des années 1980*, Peter Lang, Bruxelles, 2006, pp.41.

<sup>1041</sup> AMK 62/4/27 : Discours de Raymond Barre Vice-président de la Commission des Communautés européennes devant le Parlement européen 27 novembre 1968.

Ce fut au cours de sa 56<sup>e</sup> session du 12 décembre 1968, consacrée essentiellement aux problèmes économiques, monétaires et financiers, que le Conseil pris pour la première fois en considération les propositions de la Commission relatives aux lignes directrices de la politique susceptible d'être poursuivie au sein de la Communauté pour faire face aux problèmes économiques et monétaires. Le Conseil ne procéda qu'à un simple échange de vues, qui selon le communiqué de presse, unique document publié à ce sujet, permis de dégager certaines orientations communes qui ne furent néanmoins pas précisées<sup>1042</sup>. Les discussions conduisirent néanmoins le Conseil à reconnaître « la nécessité d'une convergence accrue des politiques économiques au sein de la Communauté et d'examiner les possibilités d'une intensification de la coopération monétaire »<sup>1043</sup>. Les modalités concrètes n'étaient pas abordées.

Face à cette réaction très vague, Barre soulignait que la Commission devait adopter une attitude distincte<sup>1044</sup> de celle du Conseil, et il assurait qu'elle n'allait pas se laisser détourner de sa tâche<sup>1045</sup>, et qu'elle allait poursuivre dans la voie qu'elle avait indiquée au sein de ses propositions de décembre étant donné qu'aucun progrès ne serait réalisé si la Communauté n'inscrivait pas dans les faits une coopération visible. En effet, le seul souci de la Commission était de voir la Communauté adopter des mesures « pratiques, utiles et réalistes », qui favoriseraient « le fonctionnement de l'économie communautaire tout en renforçant la solidarité économique, financière et monétaires des pays membres<sup>1046</sup> ». Ce qui était important, c'était « moins de dresser des plans que d'aboutir à des résultats concrets et pratiques qui assureraient la solidarité monétaire et la solidarité économique des pays de la Communauté »<sup>1047</sup>. Face à l'urgence de la situation communautaire, caractérisée par les turbulences monétaires de l'année 1968, la Commission « voulait en finir avec les projets à long terme [...] ; la coopération ne devait plus se concrétiser dans des études ou des rapports qui demanderaient plusieurs années avant d'aboutir. Les politiques communautaires devaient cesser de se concevoir dans l'abstrait »<sup>1048</sup>.

---

<sup>1042</sup> PE0 AP RP/ECON.1967 A0-0229/68 0010 : Rapport fait au nom de la commission économique sur la situation économique de la Communauté en 1968 et les perspectives pour 1969. Rapporteur : M. Riedel 11/03/1969.

<sup>1043</sup> Bulletin officiel de la Communauté économique européenne n° 2 1969.

<sup>1044</sup> AMK 23/5/38 : Conversation avec M. Barre.

<sup>1045</sup> AMK 62/4/27 : Discours de Raymond Barre Vice-président de la Commission des Communautés européennes devant le Parlement européen 27 novembre 1968.

<sup>1046</sup> AMK 62/4/24 : Discours de Raymond Barre Vice-président de la Commission des Communautés européennes devant le Parlement européen 2 octobre 1968.

<sup>1047</sup> *Ibidem*.

<sup>1048</sup> BOTTEX Agnès (2003) *op.cit.*, p.360.

Ainsi, dès le 12 février 1969, la Commission présenta au Conseil un mémorandum « sur la coordination des politiques économiques et la coopération monétaire »<sup>1049</sup> qui fournissait des précisions quant aux propositions de décembre 1968 ainsi qu'un projet de décision dont la Commission requérait l'adoption par le Conseil.

Considèrent que « la Communauté était une entité économique originale et complexe, composée d'éléments nationaux et communautaires »<sup>1050</sup>, et soulignant l'accroissement de l'interdépendance des pays membres par l'accélération des échanges intracommunautaires, le « premier plan Barre » réaffirmait « le sens profond »<sup>1051</sup> de la coordination, dont le but n'était pas d'atteindre une politique économique unique, mais plutôt, de mettre en place une action concertée selon des normes indicatives définies en commun, destinée à protéger l'union douanière. Les idées développées dans le mémorandum portaient de trois principes qui s'inscrivaient dans la continuité de la politique définie et souhaitée par la Commission depuis son programme d'action de 1962<sup>1052</sup>.

Le mémorandum proposait tout d'abord de « mieux préciser le degré de convergence que devaient présenter les grandes orientations de politique économique à moyen terme des pays membre » afin d'en assurer plus effectivement « la compatibilité réciproque »<sup>1053</sup>. Notons que la Commission mettait l'accent sur le fait qu'elle ne recherchait non pas à fixer des objectifs « communs », étant donné qu'il était encore trop tôt pour parler d'une telle chose<sup>1054</sup>, mais bien des objectifs « compatibles »<sup>1055</sup> entre les politiques des États membres, compte tenu du fait que la coordination des politiques économique requise par le traité, présupposait la mise en œuvre différenciée, selon les pays, de décisions prises en communs<sup>1056</sup>. Des « objectifs commun » ne correspondraient pas à la réalité, mais la notion d'« objectifs compatibles » insistait sur la cohérence intracommunautaire entre les économies des pays qui é

---

<sup>1049</sup> COM (1969) 150 : Mémorandum de la Commission au Conseil sur la coordination des politiques économiques et la coopération monétaire au sein de la Communauté 12 février 1969.

<sup>1050</sup> *Ibidem*.

<sup>1051</sup> DESSART Michel (1971) *op.cit.*, p.42.

<sup>1052</sup> COM (1969) 150 : Mémorandum de la Commission au Conseil sur la coordination des politiques économiques et la coopération monétaire au sein de la Communauté 12 février 1969.

<sup>1053</sup> *Ibidem*.

<sup>1054</sup> PEO AP RP/ECON.1967 A0-0030/69 0010: Rapport complémentaire fait au nom de la commission économique sur la situation économique de la Communauté en 1968 et les perspectives pour 1969 et sur le mémorandum de la Commission des Communautés européennes au Conseil sur la coordination des politiques économiques et la coopération monétaire au sein de la Communauté Rapporteur: M. Riedel 11/05/1969.

<sup>1055</sup> COM (1969) 150 : Mémorandum de la Commission au Conseil sur la coordination des politiques économiques et la coopération monétaire au sein de la Communauté 12 février 1969.

<sup>1056</sup> ANSIAUX Hubert (baron), DESSART Michel (1975) *op.cit.*, p.49.

recherchée<sup>1057</sup>. Les objectifs qui devaient être concertés en commun, concernaient notamment le taux de croissance, les prix et la situation de la balance des paiements. L'absence d'une telle concertation suffisamment étroite conduirait inévitablement à des tensions à l'intérieur de la Communauté.

Le deuxième objectif poursuivi par la Commission était une meilleure concertation des politiques économiques à court terme. Là encore, il ne s'agissait pas « d'engager dans tous les pays membres des politiques identiques, mais de veiller à ce que celles-ci soient suffisamment cohérentes au niveau de la Communauté pour que l'évolution des diverses économies ne diverge pas des normes indicatives qui auront été définies pour le moyen terme »<sup>1058</sup>. La Commission proposait ainsi, sur la base des décisions du 8 mai 1964 relative au taux de change et aux relations monétaires internationales, l'application plus effective et l'élargissement des procédures de consultations préalables au domaine de la politique conjoncturelle.

Au sein des propositions du « projet de décision du Conseil relative à la coordination des politiques économiques courantes des États membres » annexé au mémorandum, les nouvelles consultations préalables s'étendaient aux « décisions, mesures ou prises de positions » des États membres en matière de politique économique courante », ayant une incidence sur les économies des autres États membres et touchant à l'évolution des prix, des revenus et de l'emploi, à la politique budgétaire globale et aux modifications de la fiscalité<sup>1059</sup>. Ces échanges de vues « nécessaires » seraient effectués au sein du cadre communautaire préexistant composé du Comité monétaire, du Comité de politique conjoncturelle et du Comité de politique budgétaire, « à moins que les circonstances ne s'y opposent »<sup>1060</sup>. Il est à remarquer que malgré cette clause de sauvegarde qui dispensait les États membres du caractère préalable de ces consultations, les propositions de la Commission dévoilaient la claire intention de l'exécutif « d'imposer une véritable coordination contraignante et ex ante des politiques économiques »<sup>1061</sup>.

Le troisième élément des propositions de la Commission était la mise en place d'un mécanisme de soutien mutuel propre à la Communauté qui devait assurer un soutien monétaire à court terme et permettre un concours financier à moyen terme.

---

<sup>1057</sup> PEO AP PV/ECON.1967 ECON-19690414 0040 : Réunion du 14 avril 1969, Intervention orale de Raymond Barre 14/04/1969.

<sup>1058</sup> COM (1969) 150 : Mémorandum de la Commission au Conseil sur la coordination des politiques économiques et la coopération monétaire au sein de la Communauté 12 février 1969.

<sup>1059</sup> *Ibidem*.

<sup>1060</sup> *Ibidem*.

<sup>1061</sup> WARLOUZET Laurent (2011) *op.cit.*, p. 413.

Un accord éventuel des Six sur un soutien monétaire à court terme, limité à trois mois en l'absence d'accord des institutions, impliquerait la mise à disposition réciproque de ressources n'excédant pas un certain plafond, l'automatisme de fonctionnement à l'intérieur de limites fixées pour chacun des pays participants au système, la définition de plafonds d'engagements et d'utilisation, la participation collective et proportionnelle de tous les pays au montant faisant l'objet d'un appel<sup>1062</sup> (n'en sont exemptés que les pays, étant eux-mêmes endettés envers le système), ainsi que la détermination, après un examen approfondi de la situation du pays bénéficiaire par les instances communautaires responsables, d'actions à entreprendre par le pays en question et par les autres membres de la Communauté<sup>1063</sup>. Les institutions devaient également pouvoir accorder un concours financier à moyen terme<sup>1064</sup>. À l'instar de Marjolin, il ne proposait pas la constitution d'un Fonds de réserves, jugé « irréalisable » et « prématuré »<sup>1065</sup> mais un mécanisme monétaire ne comportant ni institutions nouvelles, ni délégation de pouvoir. Un système de crédits automatiques serait mis en place, organisant d'une manière préventive, le concours mutuel<sup>1066</sup>. Comme il l'affirmait, l'idée d'un Fonds européen « faisait peur » et il pensait qu'il fallait « contourner cette difficulté en n'employant pas cette dénomination et en obtenant des accords successifs »<sup>1067</sup>. Il évoquait ainsi devant l'Assemblée parlementaire la possibilité de modifier l'appellation du mécanisme : « Dire que le terme de mécanisme n'est pas compatible, si vous ne voulez pas parler de mécanisme, utilisons un autre terme, le mot ne fait rien à la chose, comme on dit en français »<sup>1068</sup>. Pour la Commission, ce mécanisme communautaire constituait la concrétisation, l'expression réaliste de la coopération monétaire communautaire : il devait susciter « la prise de conscience de la solidarité monétaire des pays membres de la CEE, et corrélativement en assurer son respect »<sup>1069</sup>. Pourtant, la Commission insistait également sur le fait que cette coopération monétaire devait être impérativement mise en étroite liaison avec la coordination des

<sup>1062</sup> BOTTEX Agnès (2003) *op.cit.*, p.366.

<sup>1063</sup> COM (1969) 150 : Mémoire de la Commission au Conseil sur la coordination des politiques économiques et la coopération monétaire au sein de la Communauté 12 février 1969.

<sup>1064</sup> Le concours financier à moyen terme serait déclenché au cas où les montants débloqués par le système à court terme n'auraient pas été suffisants et ce serait la Commission qui recommanderait au Conseil, après consultation du Comité monétaire, d'accorder un tel financement. Les conditions dans lesquels ce concours serait accordé, seraient déterminées en fonction des circonstances et des fonds mobilisables à moyen terme dans des cadres plus larges que la CEE.

<sup>1065</sup> PEO AP PV/ECON.1967 ECON-19690414 0040 : Réunion du 14 avril 1969, Intervention orale de Raymond Barre 14/04/1969.

<sup>1066</sup> AMK 23/5/38 : Conversation avec M. Barre.

<sup>1067</sup> AMK C 33/1/126 : Conversation avec R. Barre 70.2.21.

<sup>1068</sup> PEO AP PV/ECON.1967 ECON-19690414 0040 : Réunion du 14 avril 1969, Intervention orale de Raymond Barre 14/04/1969.

<sup>1069</sup> DESSART Michel (1971) *op.cit.*, p.43.

politiques économiques à moyen et à court terme. La Commission adoptait ainsi une approche intermédiaire avec « un parallélisme entre intégration économique et intégration monétaire » qui devait en amont, désamorcer les éventuelles polémiques entre économistes et monétaristes » et qui devait permettre de concilier « l'autonomie des politiques nationales avec le maximum de discipline communautaire »<sup>1070</sup>.

Elle désirait par des propositions concrètes, des propositions réalistes, tester la volonté politique des États membres<sup>1071</sup> dont dépendait en fin de compte, dans le domaine économique et monétaire, le développement de la Communauté<sup>1072</sup>.

Cette dimension très « politique » des projets de la Commission fut rapidement mise en évidence par le comité des gouverneurs des banques centrales. En effet, dès la 27<sup>e</sup> séance, le comité se montrait « perplexe » quant aux possibilités d'une coopération monétaire plus étroite dans la CEE, étant donné que la Communauté « représentait un espace trop restreint et qu'elle ne constituait qu'une union douanière et pas une union économique et politique »<sup>1073</sup>. Selon le comité des gouverneurs, la procédure institutionnelle que suivaient les propositions de la Commission, traduisait le caractère politique des intentions de la Commission<sup>1074</sup>.

En effet, à l'inverse du mémorandum de 1962, celui de février 1969 n'était pas suivi, « comme d'habitude »<sup>1075</sup>, d'un projet de recommandation, mais la Commission lui avait annexé le « projet de décision du Conseil relative à la coordination des politiques économiques courantes des États membres ». L'exécutif avait opté pour cette démarche en raison des « expériences malheureuses qu'il avait faites avec les propositions de recommandation qu'il avait déjà présentées auparavant »<sup>1076</sup>. L'on pourrait notamment mentionner les deux recommandations formelles du 19 juin 1963 et du 25 juillet 1963.

En effet, compte tenu du fait que les recommandations devaient être adoptées à l'unanimité par le Conseil, les délibérations sur ces textes avaient amené les ministres à modifier « les passages qui concernaient leur propre pays dans le sens qu'ils souhaitaient, de sorte que ces

---

<sup>1070</sup> BOTTEX Agnès (2003) *op.cit.*, p.366.

<sup>1071</sup> Bulletin officiel de la Communauté économique européenne n° 7 1969.

<sup>1072</sup> Discours de Raymond Barre Vice-président de la Commission des Communautés européennes devant le Parlement européen 2 octobre 1968.

<sup>1073</sup> Vingt-Septième séance du Comité des gouverneurs des banques centrales de la Communauté économique européenne, Lundi 9 décembre 1968.

<sup>1074</sup> Vingt-Huitième séance du Comité des gouverneurs des banques centrales de la Communauté économique européenne, Lundi 13 Janvier 1969.

<sup>1075</sup> Vingt-Neuvième séance du Comité des gouverneurs des banques centrales de la Communauté économique européenne, Lundi 10 mars 1969.

<sup>1076</sup> PE0 AP RP/ECON.1967 A0-0229/68 0010 : Rapport fait au nom de la commission économique sur la situation économique de la Communauté en 1968 et les perspectives pour 1969. Rapporteur : M. Riedel 11/03/1969.



recommandations reflétaient au final moins la position de l'exécutif que les vues des différents ministres »<sup>1077</sup>.

Ainsi, d'une part, l'approche de la Commission de procéder par memorandum, protégeait l'exécutif de telles modifications des propositions. De plus, l'adjonction immédiate d'un projet de décision au memorandum, éludant l'étape de la recommandation et rompant ainsi avec les pratiques usuelles, mettait en exergue la volonté de la Commission de faire progresser rapidement les choses. En effet, les décisions étaient juridiquement directement applicables et obligatoires dans tous ses éléments. Ce qui importait à la Commission était la « volonté politique de progresser »<sup>1078</sup>.

Cette approche entreprenante fut néanmoins quelque peu critiquée par le comité des gouverneurs des banques centrales. En effet, celui-ci soulignait que la question de l'avis du comité « faisait l'objet de vues différentes entre les gouverneurs et M. Barre »<sup>1079</sup> : tandis que ce dernier pensait que, d'après le Traité de Rome, un tel avis ne devait pas obligatoirement précéder la soumission des propositions de la Commission, le comité insistait sur le caractère préalable de son avis.

Tout en étant déterminée, la Commission n'excluait pourtant pas le concours du comité des gouverneurs, ou de quelque autre comité. Elle affirmait qu'ils pourraient « évidemment intervenir avant que le Conseil ne se prononce »<sup>1080</sup> sur le sujet, mais sa démarche court-circuitait tout de même en partie les débats intergouvernementaux et les modifications qu'ils engendraient.

Enfin, relevons encore une autre dimension de l'approche de la Commission. L'utilisation d'une multitude de memorandums, qui reflétaient l'évolution des propositions soumises aux instances compétentes, avait permis à l'exécutif de placer continuellement ses propositions à l'ordre du jour de la Communauté. D'ailleurs, malgré les concessions que la Commission avait déjà faites depuis la parution de son premier memorandum en février 1968, elle rappelait dans ses propositions de février 1969, qu'elle maintenait tous « les termes de son memorandum de février 1968 »<sup>1081</sup>. Ainsi, vu la souplesse que lui procurait la procédure des

---

<sup>1077</sup> PEO AP RP/ECON.1967 A0-0229/68 0010 : Rapport fait au nom de la commission économique sur la situation économique de la Communauté en 1968 et les perspectives pour 1969. Rapporteur : M. Riedel 11/03/1969.

<sup>1078</sup> BAC 375/1999 503 : Ministres des Finances, réunions 1.1.1969-31.12.1969, procès-verbal de la trente-troisième conférence des ministres des Finances des pays de la CEE tenue à Mons le 20 et 21 avril 1969.

<sup>1079</sup> Vingt-Huitième séance du Comité des gouverneurs des banques centrales de la Communauté économique européenne, Lundi 13 Janvier 1969.

<sup>1080</sup> *Ibidem*.

<sup>1081</sup> COM (1969) 150 : Memorandum de la Commission au Conseil sur la coordination des politiques économiques et la coopération monétaire au sein de la Communauté 12 février 1969.

mémoires, la Commission maintenait à l'agenda toutes les propositions initiales. Pour certaines, elle ne demandait que des débats ou des accords de principe, ce qui reflétait l'approche progressive et prudente qui consistait à faire progressivement évoluer les opinions par le débat communautaire ; d'autres étaient néanmoins directement soumis à une décision du Conseil, qui rappelons-le, impliquait une application immédiate et obligatoire dans tous ces éléments.

Dans cette logique et compte tenu de la particulière urgence que la situation de la Communauté imposait<sup>1082</sup>, la Commission demandait dans la conclusion de son mémorandum au Conseil d'avoir au début de l'automne 1969 un débat sur les perspectives d'évolution dans les pays membres au cours des prochaines années, de la production, de l'emploi, des prix, du solde de la balance des paiements courants et du solde de la balance globale des paiements »<sup>1083</sup>. Ensuite elle souhaitait l'adoption du projet de décision concernant les consultations en matière de politique conjoncturelle ainsi qu'une décision, avant la fin de la période de transition, relative à l'institution d'un mécanisme de coopération monétaire. Notons que ces propositions furent répétées et incluses au sein du Programme de travail des Communautés que la Commission présenta au Conseil le 20 mars 1969 et qui fixait les tâches essentielles pour la CEE pour les trois prochaines années de son développement<sup>1084</sup>.

### **3. Débats et premières concrétisations**

Les propositions de la Commission relatives à l'amélioration des méthodes de confrontation des projections nationales à moyen terme reçurent un accueil favorable de la part de tous les membres de la Communauté<sup>1085</sup>. Dans son avis du 10 mai 1969 sur le mémorandum de la Commission de février 1969, le comité monétaire approuvait l'harmonisation des objectifs que se proposaient à moyen terme les gouvernements des États membres et soulignait la volonté politique dont ceux-ci allaient devoir faire preuve afin de définir en commun des objectifs convergents à moyen terme. Dans la même lignée, le Comité des gouverneurs des banques centrales partageait les vues de la Commission concernant la nécessité d'une

---

<sup>1082</sup> COM (1969) 150 : Mémorandum de la Commission au Conseil sur la coordination des politiques économiques et la coopération monétaire au sein de la Communauté 12 février 1969.

<sup>1083</sup> *Ibidem*.

<sup>1084</sup> Bulletin officiel de la Communauté économique européenne n° 4 1969.

<sup>1085</sup> BAC 375/1999 503 : Ministres des Finances, réunions 1.1.1969-31.12.1969, procès-verbal de la trente-deuxième conférence des ministres des Finances des pays de la CEE tenue à Garmisch-Partenkirchen le 13 et 14 janvier 1969 ; BAC 375/1999 503 : Ministres des Finances, réunions 1.1.1969-31.12.1969, procès-verbal de la trente-troisième conférence des ministres des Finances des pays de la CEE tenue à Mons le 20 et 21 avril 1969.

meilleure coordination des politiques économiques et allait même plus loin en affirmant la volonté politique des États membres de fixer en commun et de poursuivre des objectifs de politique à moyen terme compatibles entre eux et suffisamment convergents, « était une condition essentielle de tout progrès dans la coopération monétaire au sein de la Communauté »<sup>1086</sup>.

Cet accord généralisé était notamment dû au fait que les efforts déployés dans ce sens au cours des deux premiers programmes de politique économique à moyen terme avaient été insuffisants et n'avaient « guère dépassé la juxtaposition des projections nationales en matière de production, d'emploi et de productivité »<sup>1087</sup>. En effet, rappelons que lors des débats antérieurs à la décision de 1964 relative à la constitution et à la mission du comité de politique économique à moyen terme, toutes les références précises aux politiques publiques nationales et communautaires devant particulièrement faire l'objet d'une coordination, de même que toutes les références quantitatives »<sup>1088</sup>, avaient été invalidées face aux réticences des États membres. Les éléments qui avaient le plus été négligés avaient notamment été l'évolution des prix et des coûts<sup>1089</sup>, préalable néanmoins indispensable au bon fonctionnement d'une union économique assortie de taux de changes stables<sup>1090</sup>.

Ainsi, afin d'améliorer la convergence des objectifs de politique économique à moyen terme, le Conseil du 17 juillet 1967 chargea la Commission de présenter un mémorandum sur la base duquel un débat de fond sur les objectifs de la politique à moyen terme serait mené. Ce mémorandum « sur les orientations globales à moyen terme de la politique économique dans la Communauté pour la période 1971-1975 » fut présenté au Conseil dès le 15 décembre 1969.

L'objectif visé était « d'une part d'assurer la cohérence économique de la Communauté, en définissant les principales orientations à moyen terme permettant d'obtenir une meilleure convergence des politiques économiques des États membres, d'autre part d'engager ou d'intensifier les actions nécessaires à l'élimination progressive des disparités structurelles »<sup>1091</sup>. À cette fin la méthode utilisée consista à retenir des orientations à moyen terme chiffrées, relatives aux domaines exposés au sein du mémorandum de la Commission, dont notamment le solde extérieur, le taux de croissance et le chômage. De plus, le 3<sup>e</sup>

---

<sup>1086</sup> CM2/1969 – 408 : 10/07/1969 : Avis du Comité des gouverneurs sur le mémorandum Barre.

<sup>1087</sup> L.E.C .E. 288 : Fascicules publiés par la L.E.C.E. 1969-1970 (Un programme d'intégration monétaire pour la C.E.E. (Février 1970).

<sup>1088</sup> WARLOUZET Laurent (2011) *op.cit.*, p.153.

<sup>1089</sup> Avis du Comité monétaire sur le mémorandum de la Commission au Conseil du 12 février 1969, Annexe de l' Onzième rapport du Comité monétaire, Bruxelles, 15 mai 1969.

<sup>1090</sup> L.E.C .E. 288 : Fascicules publiés par la L.E.C.E. 1969-1970 (Un programme d'intégration monétaire pour la C.E.E. (Février 1970).

<sup>1091</sup> Bulletin officiel de la Communauté économique européenne n° 3 1970.

programme de politique économique à moyen terme ne se contenterait pas seulement de projections en termes réels, mais allait également prendre en compte les prix et tenter une première fois d'établir des normes en matière d'évolution des prix.

Retenant les suggestions faites par ce mémorandum, le Conseil accepta lors de sa séance du 26 janvier 1970 le principe d'une définition concertée d'orientations chiffrées à moyen terme pour parvenir à une harmonisation effective des politiques à moyen terme et chargea la Commission, toujours en étroite liaison avec le comité de politique économique à moyen terme, d'établir pour l'automne 1970 un troisième programme de politique économique à moyen terme contenant les orientations chiffrées définitives pour la période 1971-1975 et définissant les principales actions structurelles devant être mises en œuvre. Ce programme fut présenté le 21 octobre 1970 et accepté par le Conseil le 9 février 1971<sup>1092</sup>.

Notons néanmoins qu'avant les décisions du Conseil de juillet 1969 et de janvier 1970, la commission économique et financière avait demandé à l'exécutif s'il était possible d'imposer aux États membres l'obligation, sous la forme d'une recommandation ou d'une décision, de respecter certaines lignes directrices pour les secteurs en question<sup>1093</sup>. Cependant cette formulation ne fut pas retenue étant donné que ces données de programmation concertée ne devaient pas être considérées comme contraignantes, mais comme constituant plutôt des orientations, des lignes générales à l'intérieur desquelles il convenait que les économies puissent évoluer de façon cohérente. De plus, il ne fallait pas omettre de souligner que le cadre institutionnel existant pour la constitution de projections communautaires, à savoir le comité de politique économique à moyen terme, ne permettait pas d'imposer des obligations aux États membres. En effet, comme l'avait décidé le Conseil en 1964 lors de la création du comité, la décision finale quant au contenu du programme, restait entre les mains des États membres et le comité n'avait qu'un simple caractère consultatif. Le comité ne pouvait émettre que de simples avis.

Les débats sur les propositions de la Commission quant à la coordination des politiques économiques à court terme, liée à la mise en place d'un mécanisme de soutien mutuel propre

---

<sup>1092</sup> Bulletin officiel de la Communauté économique européenne n° 3 1970.

<sup>1093</sup> PE0 AP RP/ECON.1967 A0-0030/69 0010: Rapport complémentaire fait au nom de la commission économique sur la situation économique de la Communauté en 1968 et les perspectives pour 1969 et sur le mémorandum de la Commission des Communautés européennes au Conseil sur la coordination des politiques économiques et la coopération monétaire au sein de la Communauté Rapporteur: M. Riedel 11/05/1969.

à la Communauté, firent resurgir les divergences de fonds entre économistes et monétaristes<sup>1094</sup>.

Ainsi, tandis que la France, à l'instar de la Commission, pensait que la coordination des politiques économiques était liée à la mise en place d'un soutien monétaire, ses partenaires « étaient d'avis que les progrès dans le domaine de la coordination étaient nécessaires mais constituaient une fin en soi, sans qu'il apparaisse indispensable de les lier à la mise en place d'un soutien monétaire »<sup>1095</sup>. Le Comité des gouverneurs des banques centrale se demandait même si la création d'un système d'aide automatique à court terme était absolument indispensable »<sup>1096</sup> compte tenu des possibilités déjà existantes.

La France, qui ne trouva d'appui qu'auprès du Luxembourg et des services de la Commission<sup>1097</sup>, n'était pas prête à accepter de « lâcher de sa souveraineté tant qu'elle n'avait pas obtenu de contrepartie des pays partenaires sur le plan monétaire »<sup>1098</sup>. Les propositions de la Commission constituaient pour Werner « un premier pas vers un resserrement des relations monétaires entre les pays membres [...] et les procédures et mécanismes proposées étaient indispensables à la réalisation des objectifs du traité »<sup>1099</sup>.

Face à cette situation de blocage, les demandes prudentes et équilibrées du mémorandum de la Commission, qui requéraient l'adoption du projet de décision concernant les consultations en matière de politique conjoncturelle et une décision avant la fin de la période de transition (1970) sur l'institution d'un mécanisme de coopération monétaire, ainsi que l'action continue de l'exécutif en faveur de l'obtention d'un compromis, permirent néanmoins de faire avancer les débats notamment au sein du Comité monétaire et du Comité des gouverneurs des banques centrales qui présentèrent leurs avis officiels sur les propositions de la Commission le 10 mai 1969 et le 16 juillet 1969.

Même si ces avis reflétèrent les réticences des partenaires de la France, ils n'excluaient néanmoins pas totalement la possibilité de mettre en œuvre un soutien monétaire à court terme. En effet, comme l'affirmait le Comité de gouverneurs, il était prêt à apporter son

---

<sup>1094</sup> BUSSIERE Éric : « La France et les débats au sein du Comité monétaire européen 1968-1971 », in Le Ministère de l'Économie des Finances et de l'Industrie, *Le rôle des ministères des Finances et de l'Économie dans la construction européenne 1957-1978, Tome I*, Journées préparatoires tenues à Bercy le 14 novembre 1997 et le 29 janvier 1998, Comité pour l'histoire économique et financière, Ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie, Paris, 2002, pp. 358.

<sup>1095</sup> BOTTEX Agnès (2003) *op.cit.*, p.363.

<sup>1096</sup> BAC 375/1999 503 : Ministres des Finances, réunions 1.1.1969-31.12.1969, procès-verbal de la trente-troisième conférence des ministres des Finances des pays de la CEE tenue à Mons le 20 et 21 avril 1969.

<sup>1097</sup> *Ibidem*.

<sup>1098</sup> BOTTEX Agnès (2003) *op.cit.*, p.364.

<sup>1099</sup> BAC 375/1999 503 : Ministres des Finances, réunions 1.1.1969-31.12.1969, procès-verbal de la trente-troisième conférence des ministres des Finances des pays de la CEE tenue à Mons le 20 et 21 avril 1969.

concours et à essayer de trouver des formules adéquates »<sup>1100</sup> afin de « rencontrer le souhait de la Commission de voir un renforcement de cette coopération monétaire se réaliser, notamment par la mise à la disposition des États membres, suivant des formules techniques appropriées, d'un soutien monétaire à court terme, de façon à concrétiser au maximum la solidarité monétaire répondant à la vocation communautaire des États membres et à prolonger dans le domaine monétaire l'action de coordination de leurs politiques économiques à moyen et à court terme »<sup>1101</sup>. De son côté, le comité monétaire relevait deux raisons qui justifiaient la création d'un soutien monétaire à court terme : d'une part, il s'agissait, compte tenu de « l'accomplissement de l'union douanière et de l'élaboration de politiques communes », de renforcer les liens qui unissaient les membres de la Communauté ; d'autre part, le resserrement progressif des relations intracommunautaires ainsi que les obligations réciproques qui en découlaient, légitimaient que les États membres de la Communauté soient les premiers à connaître les problèmes d'un de leurs partenaires et lui viennent en aide dans des conditions déterminées, concrétisant ainsi la solidarité monétaire communautaire.

Dans la lignée des conceptions économistes, les remarques des comités liaient l'harmonisation des objectifs de politique à moyen terme à la coordination de politique à court terme et insistaient sur le fait qu'« une décision des États membres de déterminer en commun leurs objectifs de politique économique et de mettre en place des procédures efficaces de consultation pour mieux atteindre ces objectifs » était la condition essentielle<sup>1102</sup>, indispensable<sup>1103</sup> de l'adoption de mécanismes communautaires de coopération monétaire »<sup>1104</sup>. Dans cette logique, les ministres des Finances allemands et néerlandais<sup>1105</sup> s'accordaient avec les deux comités en jugeant que le soutien monétaire à court terme ne pouvait être que le prolongement, la conséquence logique<sup>1106</sup> d'une politique de coordination économique qu'il était destiné à soutenir. À défaut d'une telle politique, sa mise en œuvre ne se justifierait pas, mais elle serait même contre-indiquée, car le recours aux facilités qu'il

---

<sup>1100</sup> BAC 375/1999 503 : Ministres des Finances, réunions 1.1.1969-31.12.1969, procès-verbal de la trente-troisième conférence des ministres des Finances des pays de la CEE tenue à Mons le 20 et 21 avril 1969.

<sup>1101</sup> CM2/1969 – 408 : 10/07/1969 : Avis du Comité des gouverneurs sur le mémorandum Barre.

<sup>1102</sup> CM2/1969 – 408 : 10/07/1969 : Avis du Comité des gouverneurs sur le mémorandum Barre.

<sup>1103</sup> Avis du Comité monétaire sur le mémorandum de la Commission au Conseil du 12 février 1969, Annexe de l'Onzième rapport du Comité monétaire, Bruxelles, 15 mai 1969.

<sup>1104</sup> CM2/1969 – 408 : 10/07/1969 : Avis du Comité des gouverneurs sur le mémorandum.

<sup>1105</sup> Notons que les ministres belge et italien soutenaient les propositions relatives à la coordination des politiques économiques et requéraient des études et des précisions additionnelles quant au mécanisme communautaire avant toute prise de position définitive.

<sup>1106</sup> BAC 375/1999 503 : Ministres des Finances, réunions 1.1.1969-31.12.1969, procès-verbal de la trente-troisième conférence des ministres des Finances des pays de la CEE tenue à Mons le 20 et 21 avril 1969.

offrirait, pourrait encourager la poursuite de politiques économiques opposées aux intérêts de la communauté<sup>1107</sup>.

Suivant cette dernière observation, les comités ne manquaient pas de préciser, que le soutien à court terme, qui devait « s'inspirer d'une formule « souple » de « swaps » bilatéraux multilatéralisés »<sup>1108</sup>, ne serait applicable qu'en vue de corriger des « déséquilibres de balance de paiements dus à des difficultés accidentelles ou à des divergences conjoncturelles »<sup>1109</sup>. Il ne s'agissait pas de palier à des déséquilibres structurels entre les pays membres qui auraient été provoqués par une absence de politiques suffisamment harmonisées et qui exigeraient des mesures fondamentales. Celles-ci dépendraient en effet du concours mutuel prévu à l'article 108<sup>1110</sup>, dont la « longue » procédure nécessitait « un vote du Parlement dans certains pays, justifiant dès lors un certain degré de contrainte à imposer aux pays demandant le concours »<sup>1111</sup>, procédure qui n'était pas adaptée aux opérations à court terme entre les banques centrales »<sup>1112</sup>. Le financement temporaire de déficits limités devait donc être assuré par un mécanisme souple, rapide<sup>1113</sup>. De plus, les crédits, dont le montant global serait limité compte tenu des engagements des banques centrales en matière de coopération monétaire internationale (swaps, AGE, crédits entre banques centrales), devaient être utilisables à tout moment et pour une durée limitée et sans condition, ce qui assurerait la rapidité du procédé. Toutes ces observations étaient en concordance avec les propositions de la Commission de février 1969. Celle-ci avait en effet déjà précisé dans son mémorandum de décembre 1968 que le mécanisme « souple et permanent » et rapide permettrait d'éviter les insuffisances de la procédure du concours mutuel qui avait été mises en lumière par la crise de mai 1968. En effet, elle rappelait que les consultations avaient eu lieu dans un cadre international en raison de l'urgence de la situation (la France avait en effet fait appel à ses lignes de crédits avec le FMI et avait déclenché le mécanisme des AGE) et affirmait qu'elle voulait par un mécanisme européen résoudre dans un cadre communautaire les problèmes spécifiques soulevés par la création de la Communauté<sup>1114</sup>.

---

<sup>1107</sup> CM2/1969 – 408 : 10/07/1969 : Avis du Comité des gouverneurs sur le mémorandum Barre.

<sup>1108</sup> *Ibidem*.

<sup>1109</sup> *Ibidem*.

<sup>1110</sup> Avis du Comité monétaire sur le mémorandum de la Commission au Conseil du 12 février 1969, Annexe de l'Onzième rapport du Comité monétaire, Bruxelles, 15 mai 1969.

<sup>1111</sup> BUSSIERE Éric (2002) *op.cit.*, pp. 361.

<sup>1112</sup> Vingt-Cinquième séance du Comité des gouverneurs des banques centrales de la Communauté économique européenne, Lundi 8 juillet 1968.

<sup>1113</sup> *Ibidem*.

<sup>1114</sup> PE0 AP RP/ECON.1967 A0-0030/69 0010: Rapport complémentaire fait au nom de la commission économique sur la situation économique de la Communauté en 1968 et les perspectives pour 1969 et sur le

Cependant, un aspect très précis des propositions de la Commission fut modifié par l'analyse du comité des gouverneurs des banques centrales et du comité monétaire. Ils n'acceptaient pas le caractère automatique de l'aide<sup>1115</sup> initialement prévue par le projet de la Commission, qui favoriserait « un relâchement des disciplines internes »<sup>1116</sup>. La commission économique et financière de l'Assemblée parlementaire critiquait également cet aspect en demandant à l'exécutif de quelle manière la mise en place d'un soutien monétaire garantirait que les États membres ne soient pas incités à une politique indisciplinée<sup>1117</sup>. Les comités prévoyaient ainsi que « le montant du crédit, sa durée, son taux, la monnaie dans laquelle il serait alloué et la contribution de chaque banque centrale à son financement » seraient déterminés dans chaque cas d'un commun accord<sup>1118</sup> et que l'octroi donnerait lieu à l'ouverture immédiate d'une procédure d'examen de la situation économique du pays demandeur au sein des instances communautaires. Celles-ci pourraient alors prendre les décisions ou faire des recommandations en matière de politique économique. Précisons que dans la procédure envisagée par la Commission, un simple appel au mécanisme déclenchait la procédure automatique, et que le seul accord mentionné, entre le pays bénéficiaire et les instances communautaires, ne concernait que l'acceptation des recommandations de la Communauté, sans laquelle un renouvellement du concours ne serait pas effectué. Ainsi, le principe essentiel de la Commission n'était pas remis en cause, mais il était « encadré, contrôlé et limité dans un souci de rigueur monétaire »<sup>1119</sup>.

Les propositions que la Commission avait formulées au sujet de l'extension du champ des consultations préalables et matière de politiques économiques à court terme dans son « projet de décision du Conseil relative à la coordination des politiques économiques courantes des États membres »<sup>1120</sup>, suscitèrent moins de réticences des États membres, d'abord, en raison du fait que les consultations étaient considérées comme une partie intégrante de la coordination de politiques économiques qui était considérée comme le préalable à toute évolution dans le

---

mémorandum de la Commission des Communautés européennes au Conseil sur la coordination des politiques économiques et la coopération monétaire au sein de la Communauté Rapporteur: M. Riedel 11/05/1969.

<sup>1115</sup> JAMES Harold, *Making the European Monetary Union*, Belknap Press of Harvard University Press, 2012, p.68

<sup>1116</sup> BOTTEX Agnès (2003) *op.cit.*, p.368.

<sup>1117</sup> PEO AP RP/ECON.1967 A0-0030/69 0010: Rapport complémentaire fait au nom de la commission économique sur la situation économique de la Communauté en 1968 et les perspectives pour 1969 et sur le mémorandum de la Commission des Communautés européennes au Conseil sur la coordination des politiques économiques et la coopération monétaire au sein de la Communauté Rapporteur: M. Riedel 11/05/1969.

<sup>1118</sup> CM2/1969 – 408 : 10/07/1969 : Avis du Comité des gouverneurs sur le mémorandum.

<sup>1119</sup> BOTTEX Agnès (2003) *op.cit.*, p.368.

<sup>1120</sup> COM (1969) 150 : Mémorandum de la Commission au Conseil sur la coordination des politiques économiques et la coopération monétaire au sein de la Communauté 12 février 1969.



domaine monétaire et sur laquelle tout le monde s'accordait. Cette coordination « devait viser la détermination en commun des objectifs, la procédure de consultation préalable ayant pour but d'atteindre ces objectifs »<sup>1121</sup>. Ensuite, la forme équilibrée et progressive, sous laquelle la Commission présenta ses intentions, fit évoluer les positions de ses partenaires et permit d'atténuer les divergences entre les économistes et les monétaristes.

En effet, dès janvier 1969, le Comité monétaire avait, en réponse au mandat qu'il avait obtenu de la part des ministres des Finances à Rotterdam en septembre 1968, élaboré un rapport intérimaire comportant un premier bilan d'étude sur les moyens d'améliorer les relations monétaires au sein de la CEE<sup>1122</sup>, dans lequel il s'était notamment exprimé sur les consultations préalables.

Cet exposé, qui reflétait les réserves émises par certains pays, avait en effet plaidé pour un renforcement du processus de consultations préalables sur la base des procédures déjà prévues en cas de modifications des parités de change et en matière de questions monétaires internationales, mais il avait également fortement insisté sur le fait que ces consultations ne devaient en aucun cas « lier un état membre » et que la liberté quant à la décision finale se maintiendrait auprès des gouvernements des Etats membres. C'est pourquoi le comité estimait qu'il n'était pas nécessaire de « souscrire à de nouveaux engagements »<sup>1123</sup>, c'est-à-dire qu'il n'était pas nécessaire « de donner au principe des consultations préalables la forme d'une obligation juridique sous la forme d'une décision ou par tout autre texte approuvé »<sup>1124</sup> par le Conseil. Ce point de vue était en grande partie partagé par la France pour laquelle, la question des consultations préalables « nécessaires »<sup>1125</sup> touchait à l'autonomie des politiques nationales et à la souveraineté des Etats face à une intégration économique qui poussait vers l'intégration politique »<sup>1126</sup>. Notons néanmoins que les représentants allemand, néerlandais, belge et luxembourgeois, ne voyaient cependant pas d'objection à l'acceptation d'une obligation formelle, considérant que la convergence des objectifs fondamentaux de politique économique à moyen terme ne serait envisageable qu'à l'aide d'une coordination resserrée au

---

<sup>1121</sup> BUSSIERE Éric (2002) *op.cit.*, pp. 363.

<sup>1122</sup> CM2/1969 – 405 : 15/01/1969 : Rapport intérimaire du Comité monétaire aux ministres des Finances et aux gouverneurs des banques centrales.

<sup>1123</sup> *Ibidem*.

<sup>1124</sup> Avis du Comité monétaire sur le memorandum de la Commission au Conseil du 12 février 1969, Annexe de l'Onzième rapport du Comité monétaire, Bruxelles, 15 mai 1969.

<sup>1125</sup> COM (1969) 150 : Memorandum de la Commission au Conseil sur la coordination des politiques économiques et la coopération monétaire au sein de la Communauté 12 février 1969.

<sup>1126</sup> BOTTEX Agnès (2003) *op.cit.*, p.364.

niveau des politiques à court terme, qui se traduirait entre autre sous forme de consultations préalables<sup>1127</sup>.

Face à ce désaccord, la Commission adapta dans son mémorandum de février 1969 ses propositions initiales qui stipulaient sans restrictions, que toutes les « grandes options de la politique économique des États membres et toutes les décisions importantes à prendre dans les domaines économique et financier »<sup>1128</sup>, devaient être soumises à des consultations préalables. Elle proposait ainsi dans son projet de décision de février 1969, que les décisions, mesures et prises de position importantes en matière de politique économique, ne seraient prises qu'après intervention des consultations prévues « à moins que les circonstances ne s'y opposent »<sup>1129</sup>. Cette clause de sauvegarde, que l'on pourrait considérer de concession aux monétaristes et qui fut intégrée dans l'avis du Comité monétaire de mai 1969, permit de réduire les oppositions au niveau communautaire, étant donné que, malgré la forme que la Commission avait pu choisir pour cet avancement, à savoir une décision officielle du Conseil impliquant une obligation juridique, cette clause dérogatoire assurait aux pays membres le maintien total de leur souveraineté nationale en matière de politique économique.

Notons néanmoins que l'Assemblée parlementaire, appelée à se prononcer sur une proposition de résolution relative au mémorandum de la Commission, adopta un amendement qui ne fut ultérieurement pas retenu par le Conseil, où elle se déclarait « préoccupée par les lacunes toujours plus manifestes du traité de la CEE en matière de coordination des politiques économiques »<sup>1130</sup>. En effet, elle déplorait que l'exécutif ait inclus dans son mémorandum une clause dérogatoire qui suspendait, lorsque les circonstances s'y opposaient, l'application du principe de la consultation préalable et il lui semblait indispensable, de préciser ce que l'on entendait « par les circonstances », afin d'éviter un recours abusif, un appel « à la légère »<sup>1131</sup> par les pays de la CEE à cette clause de sauvegarde. Elle remettait ainsi en question l'« équilibre » entre les différentes propositions de l'exécutif et faisait savoir qu'elle ne comprenait pas pourquoi, les États membres devaient souscrire à une interprétation plus large

---

<sup>1127</sup> BAC 375/1999 503 : Ministres des Finances, réunions 1.1.1969-31.12.1969, procès-verbal de la trente-troisième conférence des ministres des Finances des pays de la CEE tenue à Mons le 20 et 21 avril 1969.

<sup>1128</sup> SEC 68 3958 : Mémorandum de la Commission au Conseil au sujet de la politique susceptible d'être poursuivie au sein de la Communauté pour faire face aux problèmes économiques et monétaires actuels 5 décembre 1968.

<sup>1129</sup> COM (1969) 150 : Mémorandum de la Commission au Conseil sur la coordination des politiques économiques et la coopération monétaire au sein de la Communauté 12 février 1969.

<sup>1130</sup> PE0 AP RP/ECON.1967 A0-0030/69 0010: Rapport complémentaire fait au nom de la commission économique sur la situation économique de la Communauté en 1968 et les perspectives pour 1969 et sur le mémorandum de la Commission des Communautés européennes au Conseil sur la coordination des politiques économiques et la coopération monétaire au sein de la Communauté Rapporteur: M. Riedel 05/05/1969.

<sup>1131</sup> *Ibidem*.

du traité en matière de politique monétaires, tandis que l'instauration de contrainte en matière de politique économique était jugée irréaliste par la Commission étant donné les limites d'obligation découlant du Traité de Rome et plus précisément de l'article 104.

Cinq années après l'émergence de nouvelles propositions quant à l'approfondissement des politiques économiques et monétaires et après quasiment une année de débat au sein des instances communautaires, ce fut au cours de la 75<sup>e</sup> session du Conseil du 17 juillet 1969, que les ministres se prononcèrent sur les propositions du mémorandum de février 1969.

Suite à un échange de vues entre tous les participants, le Conseil arrêta une décision relative à la coordination des politiques économiques à court terme des Etats membres<sup>1132</sup>. Cette décision, dans sa forme, ne se différenciait que peu du projet de décision élaboré par la Commission. Conformément aux suggestions de cette dernière et du Comité monétaire et du Comité des gouverneurs des banques centrales<sup>1133</sup>, le Conseil décida d'élargir et de rendre plus systématique une procédure de consultations préalables obligatoires au sujet « des décisions ou mesures importantes des Etats membres en matière de politique économique à court terme » qui pouvaient avoir une « incidence notable sur les économies des autres Etats membres ou qui risquaient de provoquer un écart notable entre l'évolution de l'économie d'un pays et les objectifs économiques à moyen terme définis en commun »<sup>1134</sup>. Ces consultations, qui auraient lieu au sein du Comité monétaire, du Comité de politique conjoncturelle et du Comité de politique budgétaire et qui pourraient également se tenir, à la demande de la Commission ou de tout Etat membre, en raison d'une importance particulière, au Conseil, « couvriraient également la politique budgétaire globale et les mesures fiscales qui avaient pour objet d'avoir un effet direct sur les échanges extérieurs »<sup>1135</sup>. Il est à remarquer, que sur ce dernier point, le Conseil n'avait qu'en partie suivi le catalogue précis de mesures exposé par la Commission, qui avait précisément requis des échanges de vues additionnels, non seulement au sujet de la politique budgétaire et des mesures fiscales, mais aussi au sujet « de l'évolution des prix, des revenus et de l'emploi »<sup>1136</sup>. Ces éléments s'étaient retrouvés dans les paragraphes introductifs de la décision du Conseil qui définissaient les objectifs visés par une coordination plus étroite des politiques économiques à court terme, à savoir « une croissance économique continue et appropriée, un niveau élevé de l'emploi, l'équilibre externe et la

---

<sup>1132</sup> Journal officiel des Communautés européennes 1969, JO 69 du 25.7.1969, Décision du Conseil du 17 juillet 1969 relative à la coordination des politiques économiques à court terme des Etats membres, pp.227.

<sup>1133</sup> CM2/1969 – 408 : 10/07/1969 : Avis du Comité des gouverneurs sur le mémorandum.

<sup>1134</sup> *Ibidem*.

<sup>1135</sup> *Ibidem*.

<sup>1136</sup> COM (1969) 150 : Mémorandum de la Commission au Conseil sur la coordination des politiques économiques et la coopération monétaire au sein de la Communauté 12 février 1969.

stabilité du niveau des prix »<sup>1137</sup>. Cette nuance garantissait encore davantage l'indépendance d'action des Etats membres par rapport aux instances communautaires. Néanmoins, il fallait souligner que la mise en exergue des politiques budgétaires et fiscales par le Conseil, constituait une avancée notable par rapport aux idées du Comité monétaire de janvier 1969, qui avait jugé « ni possible ni réaliste » l'établissement d'un « catalogue détaillé des mesures dont l'application devrait être précédée par des consultations »<sup>1138</sup>. Une autre progression, hormis la mise en place des consultations en soi, consistait dans le maintien par la Commission, malgré la clause de sauvegarde, de l'obligation juridique par l'acceptation d'une décision formelle du Conseil, qui était directement applicable et obligatoire dans tous ses éléments.

Cette décision fut complétée par celle du 16 février 1970 relative « aux modalités appropriées des consultations prévues »<sup>1139</sup>, qui ne faisait que confirmer le comité monétaire, de politique conjoncturelle et de politique budgétaire comme centre de ces consultations, et préciser que, lorsqu'une consultation était de la compétence de deux ou de trois Comités précités et lorsqu'en raison de l'urgence, la convocation de chacun d'eux en temps utile s'avérait impossible, la consultation interviendrait au sein du Comité choisi par l'Etat membre qui demandait cette consultation »<sup>1140</sup>. Finalement, elle indiquait que toutes ces consultations, revêtaient « un caractère confidentiel » et que ce serait au Comité chargé de superviser les échanges, de décider de la forme dans laquelle les conclusions auxquelles il était parvenu, seraient portées à la connaissance des instances communautaires et nationales intéressées<sup>1141</sup>.

Notons que plusieurs consultations eurent lieu en 1969 conformément aux dispositions de la décision du 17 juillet 1969. Ainsi, au lendemain de la dévaluation du franc, le Comité monétaire examina, avant son adoption définitive, le plan de redressement français. Par ailleurs, le projet d'ajournement de la mise en application de la TVA en Belgique fit l'objet d'une discussion au sein du Comité. Enfin, une consultation eut lieu au mois d'octobre sur la suspension pour le gouvernement allemand des taxes à l'exportation et des ristournes à l'importation. Cette consultation, en raison même de son objet et du contexte dans lequel elle s'était placée, avait nécessairement débouché sur un échange de vues sur le problème de la

---

<sup>1137</sup> Journal officiel des Communautés européennes 1969, JO 69 du 25.7.1969, Décision du Conseil du 17 juillet 1969 relative à la coordination des politiques économiques à court terme des Etats membres, pp.227.

<sup>1138</sup> Avis du Comité monétaire sur le mémorandum de la Commission au Conseil du 12 février 1969, Annexe de l'Onzième rapport du Comité monétaire, Bruxelles, 15 mai 1969.

<sup>1139</sup> COM (1970) 7 : Proposition d'une décision du Conseil sur les modalités appropriées des consultations prévues dans la décision du Conseil du 17 juillet 1969, 16 février 1970.

<sup>1140</sup> *Ibidem*.

<sup>1141</sup> *Ibidem*.

fixation d'une nouvelle parité pour le mark allemand<sup>1142</sup>. Il ne fallait cependant pas trop surévaluer ces consultations, compte tenu du fait qu'elles n'avaient pas été préalables à la dévaluation française de 1969 et à l'établissement d'un cours flottant pour le mark en septembre 1969, qui furent « au sens le plus stricte du terme, des décisions unilatérales »<sup>1143</sup>.

Parallèlement à l'adoption du projet de décision sur la coordination des politiques économiques à court terme, le Conseil adopta une déclaration aux termes de laquelle il marqua son accord sur le principe d'un système communautaire de soutien monétaire à court terme, selon les lignes directrices du mémorandum de la Commission du 12 février 1969<sup>1144</sup>. L'élaboration de ce système devait tenir compte des considérations contenues dans les avis de mai et juillet 1969. À cette fin, le Conseil, tout en respectant les prérogatives résultant du statut particulier de chaque Institut d'émission, confia au Comité des gouverneurs des banques centrales le mandat d'élaborer un accord instituant entre les banques centrales des Etats membres un système de soutien monétaire à court terme<sup>1145</sup>. Cette décision paraissait logique étant donné que le comité était déjà responsable de l'affectation de crédits et qu'il s'était développé depuis sa création en 1964 en « un forum de provision de facilités de paiements à court terme »<sup>1146</sup>.

Cet accord, qui est entré en vigueur le 9 février 1970, assignait à chaque banque participante une quote-part déterminant le soutien dont elle pouvait bénéficier et celui dont elle consentait à assurer le financement ; les concours s'élevant au total à 1 milliard de dollars avec la possibilité d'une rallonge d'un maximum de 1 milliard de dollars<sup>1147</sup>. Comme l'avait demandé les avis de comités des gouverneurs des banques centrales et du comité monétaire sur le mémorandum de la Commission, les crédits ne seraient pas affectés automatiquement. En effet, « la banque centrale participante désirant utiliser le soutien monétaire » devait informer le président du comité des gouverneurs des banques centrales « de la survenance d'un besoin de financement à court terme consécutif à un déficit temporaire de la balance des paiements dû à des difficultés accidentelles ou à des divergences conjoncturelles et se présentant nonobstant la coordination des politiques économiques ». À la suite de ce premier contact, le président était chargé d'informer les banques centrales participantes et le représentant de la Commission, participant aux réunions, de toute demande de soutien et de convoquer une

---

<sup>1142</sup> Douzième rapport du Comité monétaire, Bruxelles, 30 juin 1970.

<sup>1143</sup> DESSART Michel (1971) *op.cit.*, p.47.

<sup>1144</sup> Notons que les délégations italienne et néerlandaise avaient réservé leur position sur le système proposé jusqu'à ce que ses modalités de fonctionnement soient connues.

<sup>1145</sup> Bulletin officiel de la Communauté économique européenne n°9/10 1969.

<sup>1146</sup> JAMES Harold (2012) *op.cit.*, p.59.

<sup>1147</sup> Douzième rapport du Comité monétaire, Bruxelles, 30 juin 1970.

réunion des gouverneurs au cours de laquelle l'octroi du soutien, son montant, sa répartition et ses délais de mise à disposition étaient décidés<sup>1148</sup>. Le recours au système était automatiquement, et dans les meilleurs délais, suivi d'une consultation spéciale sur la situation économique du pays bénéficiaire qui aurait lieu, aux termes de la décision du 16 février 1970, au sein du Comité monétaire.<sup>1149</sup> Le principe du système monétaire de soutien à court terme permit ainsi à la Communauté, selon les termes de Raymond Barre, « de prendre figure sur le plan monétaire, comme elle l'avait déjà fait sur le plan économique et commercial depuis le 1<sup>er</sup> juillet 1968 »<sup>1150</sup>.

La troisième étape de la période de transition fixée par le Traité de Rome pour l'établissement du marché commun, fut ainsi, à l'instar de la deuxième, marquée par un fort élan de réflexion et de proposition relatif à la promotion de projets relatifs à la mise en place d'une union économique et monétaire au sein de la CEE. Ces initiatives, qui requéraient à côté d'une harmonisation progressive des politiques conjoncturelles et des politiques économiques, des progrès immédiats au niveau monétaire conformes aux besoins de l'évolution communautaire, notamment par la mise en place d'une unité de compte, la fixation progressive des parités de taux de change voire même par la création d'une nouvelle instance communautaire en charge de la solidarité monétaire européenne, se heurtèrent en premier lieu à une relative indifférence et à un manque de conviction politique des gouvernements des États membres, qui, compte tenu d'une situation stable au sein de la Communauté et au niveau international, se donnèrent d'autres priorités, « dont les principales étaient la refonte du système monétaire international [...] ainsi que la relance de la croissance tout en poursuivant la lutte contre l'inflation. »<sup>1151</sup>.

Cependant, les crises monétaires à l'échelle européenne et internationale de l'année 1968 qui révélèrent les insuffisances de l'organisation de la Communauté tant au niveau des procédures de consultations préalables qui n'avaient pas été suivies, tant au niveau des mécanismes de soutien prévu par la Traité de Rome, dont l'application stricte n'avait pas empêché le recours à des mesures de sauvegarde au cours même de l'année de l'achèvement de l'union douanière, permirent une prise de conscience par les pays membres de la nécessité d'une solidarité monétaire communautaire.

Face à cette situation, l'approche de la Commission et plus précisément des services de la DGII, ne se différenciait pas fondamentalement de la démarche prônée par Marjolin. Les

---

<sup>1148</sup> Accord instituant entre les banques centrales des États membres de la Communauté économique européenne un système de soutien monétaire à court terme 09/02/1970 (Ce document est disponible sur [www.ecb.eu](http://www.ecb.eu)).

<sup>1149</sup> Douzième rapport du Comité monétaire, Bruxelles, 30 juin 1970.

<sup>1150</sup> BOTTEX Agnès (2003) *op.cit.*, p.145.

<sup>1151</sup> *Ibidem*, p.335.

projets avancés par Barre misait également sur une approche intermédiaire avec « un parallélisme entre intégration économique et intégration monétaire » qui devait en amont, désamorcer les éventuelles polémiques entre économistes et monétaristes » et qui devait permettre de concilier « l'autonomie des politiques nationales avec le maximum de discipline communautaire »<sup>1152</sup>. Au niveau institutionnel, il ancre ses idées sur celles de son prédécesseur ne requérant aucune nouvelle institution communautaire ni de nouveaux abandons de souveraineté.

Cependant, tandis que pour Marjolin, la coordination était considérée comme un tremplin vers la coopération monétaire, qui ne devait prendre de forme effective que pendant la troisième étape de la phase de transition, notamment par la fixité de taux de change et par l'attribution au comité des gouverneurs des banques centrales du rôle d'organe central d'un système bancaire européen de type fédéral<sup>1153</sup>, les propositions de Barre considéraient la coordination comme la contrepartie de la coopération monétaire qui serait basée sur un mécanisme de soutien mutuel propre à la Communauté. Ainsi, alors que Marjolin avait mis en place les instruments de la coordination économique et monétaire, les plans de Barre prévoyaient de les compléter par l'élargissement des procédures de consultations mais surtout de les concrétiser par la mise en place d'un système, qui permettrait à un pays en difficulté de trouver auprès de ses partenaires une aide inconditionnelle et immédiate. Il s'agissait de répondre immédiatement à l'urgence des problèmes posés par les crises de l'année 1968 et de concilier les vues divergentes entre économistes et monétaristes.

Cette approche équilibrée et pragmatique ne s'était pas complètement détournée des propositions plus volontaristes avancées préalablement à la crise mais elle les avait adaptées à la démarche progressiste et réaliste promue par Barre. En effet, la mise en place d'un mécanisme de soutien mutuel propre à la Communauté, constituait le premier pas vers la création d'une institution semblable au FER, évoquée notamment par Werner ou le Comité de Jean Monnet. Il était en effet basé sur le même principe de solidarité intracommunautaire, indispensable à la pérennité du Marché commun, mais avait été dépourvu du caractère supranational du FER, qui requerrait le transfert d'une partie de la souveraineté monétaire à une institution proprement communautaire. De plus, l'amélioration de la coordination des politiques économiques à moyen terme ainsi que l'élargissement et le renforcement des consultations préalables dans le domaine des politiques économiques à court terme, qui

---

<sup>1152</sup> BOTTEX Agnès (2003) *op.cit.*, p.366.

<sup>1153</sup> Rappelons que ces propositions n'avaient pas été retenues par les décisions du Conseil en 1964.

étaient rendues obligatoires, coïncidaient avec les attentes qui visaient l'unification progressive des politiques conjoncturelles et des politiques économiques.



#### IV. Conclusion

Cette étude, se concentrant sur la première phase des discussions relatives à la coopération monétaire au sein de la Communauté économique européenne (1958-1969), est guidée par la volonté de démontrer que pendant cette période, dont l'importance pour le processus global de l'intégration monétaire européenne est souvent sous-estimée, les perspectives d'une coopération plus étroite voire d'une intégration monétaire et économique, furent non seulement au centre des préoccupations dès les premières heures de la Communauté, mais qu'elles furent également continuellement présentes au sein des débats politiques.

Dans le souci de dépasser l'approche d'une histoire diplomatique classique centrée sur les grandes négociations intergouvernementales, qui considère que les premiers jalons vers une union économique et monétaire furent posés au Sommet de La Haye, avec la décision des chefs d'États et de gouvernements d'instituer un comité d'experts ad-hoc afin d'élaborer un plan par étape pour la création d'une union économique et monétaire, l'approche des réseaux<sup>1154</sup> permet de déceler la complexité du processus d'intégration économique et monétaire et de rejeter la vision simpliste qu'il n'était que le résultat de tractations intergouvernementales ponctuelles.

L'analyse de la période considérée révèle que de par la complexité institutionnelle et la diversité culturelle du système politique européen à niveaux multiples, toutes deux favorable à l'éclosion de réseaux, le champ de la politique économique et monétaire, avec ses caractéristiques particulières, fut défini par une forte implication d'une « gouvernance en réseaux »<sup>1155</sup>.

En effet, l'omniprésence et la continuité des débats monétaires et économiques pendant les années 1960 furent assurées par la collaboration constante, étroite, entre les institutions communautaires et une élite politique et monétaire transnationale regroupées au sein de réseaux de comités institutionnalisés et non institutionnalisés, dont l'impulsion et le travail préparatoire fut le moteur crucial à la recherche d'un consensus sur la nécessité d'une coopération monétaire, à la promotion permanente d'une intégration économique et monétaire approfondie et à la création dans le long terme de l'Union économique et monétaire.

---

<sup>1154</sup> Voir chapitre I.2.

<sup>1155</sup> VERDUN Amy : « Netzwerke in der Währungspolitik. Die Rolle von Experten in Ausschüssen », in GEHLER Michael, KAISER Wolfram, LEUCHT Brigitte, *Netzwerke im europäischen Mehrebenensystem. Von 1945 bis zur Gegenwart. Networks in European multi-level Governance. From 1945 to the Present*, Böhlau Verlag Wien, 2009, pp, 161.

Cette gouvernance en réseaux établit des relations étroites et des procédures décisionnelles informelles, sur le fondement desquelles fut initié un processus de développement des dispositions discrètes du Traité de Rome, qui vit l'émergence et la consolidation d'un système institutionnel monétaire basé sur un réseau de comités qui furent progressivement institutionnalisés et davantage formalisés au sein des traités et qui perdureront au cours des décennies successives<sup>1156</sup>.

La période considérée constitue donc non seulement une décennie formative vitale pour la CEE en matière d'intégration économique et monétaire, mais elle fournit également les bases de travail et de réflexions qui se trouvèrent à l'origine du consensus trouvé par les Chefs d'États et de Gouvernements à La Haye en décembre 1969, afin d'élaborer un plan par étape en vue de la création d'une union économique et monétaire.

### **1. Chronologie des débats : 1958-1969**

La période d'analyse couverte par cette analyse fut caractérisée par la recherche d'un modèle pour une intégration économique et monétaire<sup>1157</sup>. Elle fut marquée par un volontarisme prononcé, par une coopération non imposée, non prescrite par le Traité de Rome, ainsi que par un nombre certain de tentatives de coordination des politiques macroéconomiques entre les États membres.

Afin de mieux discerner le processus de débats intensifs mené de 1958 à 1969 en matière économique et monétaire, trois sous-périodes distinctes, suivant trois différentes préoccupations, peuvent être distinguées.

Une première phase, s'étirant de l'immédiat après-guerre jusqu'à l'entrée en vigueur des Traités de Rome, fut déterminée par l'émergence de réseaux informels au sein desquels les questions économiques et monétaires se trouvaient au cœur des réflexions. Tandis que d'autres études ont notamment démontré l'influence d'un réseau transatlantique dans les négociations du Plan Schuman<sup>1158</sup>, ou encore l'implication d'une coopération transnationale des partis démocrates-chrétiens sur la création des conditions politiques essentielles au succès

---

<sup>1156</sup> MOURLON –DRUOL Emmanuel, *A Europe Made of Money. The Emergence of the European Monetary System*, Cornell University Press, 2012.

<sup>1157</sup> VERDUN Amy (2009), *op.cit.*, pp. 151.

<sup>1158</sup> LEUCHT Brigitte : « Transatlantische Netzwerke und die Schuman-Plan Verhandlungen. Expertise, Vermittlung und eine Verfassungsordnung für Europa », in GEHLER Michael, KAISER Wolfram, LEUCHT Brigitte, *Netzwerke im europäischen Mehrebenensystem. Von 1945 bis zur Gegenwart. Networks in European multi-level Governance. From 1945 to the Present*, Böhlau Verlag Wien, 2009, pp.53-69.

des négociations et de la création de la CECA<sup>1159</sup>, l'analyse de la constitution, de la composition et de l'action de ces réseaux d'experts en matière économique et monétaire, démontre la constitution d'un procédé extra-bureaucratique d'un noyau d'hommes particulièrement efficaces mais autonomes, d'une élite transnationale socialisée, échappant à toute hiérarchie, tendant par une action permanente en dehors des institutions communautaires à influencer l'agenda politique des gouvernements nationaux et des institutions supranationales afin de mettre en œuvre la mise en place progressive d'une union économique et monétaire<sup>1160</sup>. L'analyse des dispositions monétaire du Traité de Rome, du cadre institutionnel et des procédures en découlant<sup>1161</sup>, révèle une certaine adaptation, un certain prolongement de ce procédé informel aux questions monétaires communautaires : les dispositions du traité permirent non seulement la constitution des réunions informelles des ministres des Finances, mais également l'institutionnalisation d'un comité d'experts pré-décisionnaire, ne s'insérant pas dans le cadre institutionnel classique de la Communauté, deux instances dont le rôle primordial était la préparation de l'agenda et l'élaboration des politiques monétaires communautaires ainsi que la facilitation du processus décisionnel.

La deuxième période s'étirant de 1958 à 1964<sup>1162</sup>, correspond aux premières mises en œuvre des dispositions du Traité de Rome en matière de coordination monétaire.

Dès la signature du Traité de Rome en mars 1957, une activité informelle transnationale intense, au sein d'un réseau de comités institutionnalisés et non institutionnalisés et en étroite collaboration avec les institutions communautaires, se mit en œuvre afin de dépasser la lettre du traité. Plus précisément, il s'agissait de donner un sens fort à la coordination économique et monétaire évoquée que de manière récurrente mais vague au sein du traité, et pour laquelle, les auteurs du traité avaient laissé le soin aux membres de la Communauté, de trouver une définition et une mise en œuvre concrète<sup>1163</sup>.

La phase initiale de cette période fut caractérisée par une réticence marquée des États membres à procéder à des transferts additionnels de souveraineté aux autorités supranationales, résistance qui condamna les propositions du réseau de comités et des institutions communautaires à en rester au stade de simples échanges de vues. La seconde

---

<sup>1159</sup> KAISER Wolfram, *Christian Democracy and the Origins of European Union*, CUP, Cambridge, 2007.

<sup>1160</sup> Voir chapitres II.1.1- II.1.4.

<sup>1161</sup> Voir chapitres II.2.1.-II.2.3.

<sup>1162</sup> Voir chapitre III.2.

<sup>1163</sup> RASMUSSEN Morten: "Supranational governance in the making. Towards a European political system", in KAISER Wolfram, LEUCHT Brigitte and RASMUSSEN Morten, *The History of the European Union, Origins of a trans-and supranational polity 1950-72*, Routledge, Albington 2009, pp. 36.

phase de cette période marqua une « double rupture »<sup>1164</sup>. Les premières crises du système monétaire international, ainsi que les réévaluations du Mark et du Florin en 1961, qui n'avaient pas été précédées de consultations préalables entre tous les membres de la Communauté, ainsi que le passage à la deuxième étape du processus d'intégration prévu par le Traité de Rome, relancèrent les réflexions relatives à une coordination poussée et mena la Commission européenne à présenter, en prenant en compte toutes les propositions qui avaient été évoquées au cours des travaux des diverses instances pendant les quatre premières années de la Communauté, un mémorandum ambitieux, qui, après de longues négociations de presque deux ans, aboutit en 1964 à la mise en place d'une forte base institutionnelle centralisée qui perdura au cours des décennies suivantes, formée par la démultiplication de comités d'experts, et touchant à tous les domaines devant faire l'objet d'une coordination poussée afin de mettre en place une coopération économique et monétaire communautaire cohérente. Ce nouveau dispositif institutionnel, combiné à un système de consultations préalables avant toute modification de taux de change, avait comme objectif essentiel de générer et de concrétiser « l'intérêt commun » qu'évoquait le Traité de Rome.

Dans un premier temps, la troisième et dernière phase de discussions qui s'étend de 1964 à 1969<sup>1165</sup>, fut caractérisée par une activité intense des réseaux transnationaux, demandant le renforcement fédéral et supranational des dispositions monétaires communautaires établies en 1964. Cette activité se heurta néanmoins jusqu'en 1967 à la résistance et à l'indifférence générale des États membres qui avaient notamment tiré leurs leçons de la crise de la chaise vide et ne considéraient nullement de concéder de nouveaux abandons aux institutions communes en matière monétaire. Les préoccupations principales des États membres dans cette première phase furent essentiellement dominées par la réforme du système international ainsi que par la lutte contre l'inflation. Les intérêts nationaux primaient ainsi sur l'intérêt commun, l'esprit communautaire qui avait dominé le volontarisme des deux premières périodes, n'était plus clairement visible<sup>1166</sup>.

Cependant, l'environnement économique global, qui avait été favorable à la stabilité des taux de change jusqu'en 1967, bascula au cours de l'année suivante. Cette période (1967-1969) vit les premières faiblesses du système monétaire international se faire jour (faiblesse du dollar/dévaluation de la Livre Sterling 1967) ainsi que la dévaluation du Franc français et la

---

<sup>1164</sup> BOTTEX Agnès (2003) *op.cit.* p.11.

<sup>1165</sup> Voir chapitre III.3.

<sup>1166</sup> LUDLOW N. Piers, *The European Community and the Crises of the 1960s : Negotiating the Gaullist Challenge*, Routledge, London, 2006, p.207

réévaluation du Mark allemand en 1969. L'instabilité monétaire croissante, qui risquait de mettre en question non seulement l'entière réussite des succès et des progrès accomplis au sein de la CEE, à savoir la mise en place de l'union douanière et de la politique agricole commune, mais également la stabilité et la viabilité de l'ensemble de la Communauté, révéla l'inefficacité et les insuffisances de la collaboration volontaire intergouvernementale.

L'analyse de cette première période de crises révèle une prise de conscience ainsi qu'un changement de méthode auprès de la Communauté. Contrairement aux deux périodes précédentes, il ne s'agissait plus de se projeter dans le long terme et de transcender les dispositions monétaires existantes, mais bien d'adopter des mesures concrètes dans le souci de préserver la Communauté<sup>1167</sup>, d'assurer la protection de l'acquis communautaire par une coopération monétaire renforcée, qui était considérée comme la contrepartie indispensable de l'intégration économique. Dans le prolongement des avancées obtenues pendant la deuxième période d'analyse, il s'agissait de renforcer et de consolider la prise de conscience de l'intérêt commun de politiques monétaires coordonnées en rendant obligatoires les consultations préalables et de créer un mécanisme de soutien communautaire afin de pouvoir assurer la longévité des progrès déjà réalisés et du projet communautaire dans son ensemble.

L'activité intense de la Commission, basée sur les propositions prolifiques des réseaux transnationaux et sur les plans élaborés par la Commission précédente, servit de base aux conclusions du Sommet de La Haye au sein desquelles les chefs d'États et de gouvernements réaffirmèrent leur volonté de faire progresser la création d'une union économique et monétaire.

## **2. La politique monétaire, un champ politique propice à la gouvernance par les réseaux**

L'apparition et le rôle important des réseaux transnationaux dans le champ de la politique économique et monétaire depuis les débuts du processus d'intégration européenne s'expliquent par différents facteurs.

Tout d'abord, le champ de la politique économique et monétaire est unique<sup>1168</sup> dans le sens où il a été soustrait à une importante influence transfrontalière depuis bien avant la création de la Communauté européenne économique. En effet, les réseaux transnationaux ont connu une

---

<sup>1167</sup> LUDLOW N. Piers (2006) *op.cit.*, p.204.

<sup>1168</sup> VERDUN Amy (2009) *op.cit.*, pp. 152.

expansion à un rythme constant en conséquence de la globalisation de l'économie mondiale et dans le sillage de la formalisation des relations internationales à travers la constitution d'organismes internationaux tels que la Société des Nations (1919) et la Banque pour les règlements internationaux (1930) pendant l'entre-deux-guerre, ou encore le Fonds monétaire international, la Banque mondiale (1945) et l'OECE après la Seconde Guerre mondiale. Parallèlement à ces réseaux formels de facto, créés par obligation technique<sup>1169</sup>, l'immédiat après-guerre fut caractérisé par l'émergence de réseaux d'experts informels, spontanés, créés à l'initiative d'acteurs individuels et qui se rejoignaient tous sur un même principe, sur une même valeur particulière, à savoir la volonté de rassembler des hommes de grande renommée, ayant une influence certaine au sein d'un cadre européen ou transatlantique, afin qu'ils puissent apprendre à se connaître et à réfléchir ensemble aux solutions nécessaires afin d'unir l'Europe, et plus précisément, à mettre en œuvre l'Union économique européenne<sup>1170</sup>.

L'interaction entre ces types de réseaux, qui rassemblait aussi bien les techniciens de la politique économique et financière et les responsables gouvernementaux, favorisée notamment par la multi appartenance des membres, par l'expertise dont ils faisaient preuve et par la longévité de leur adhésion cooptée, permit la pré-socialisation<sup>1171</sup> pérenne d'une élite monétaire, d'une communauté d'experts<sup>1172</sup>, sur laquelle les nouvelles institutions communautaires supranationales se basèrent et se formèrent en créant une gouvernance par les réseaux et par laquelle l'élaboration et la formulation de politiques économiques et monétaires fut facilitées. Cet état de cause pourrait notamment contribuer à répondre à la question, si l'eupéanisation était une partie intégrante de la nature du processus d'intégration en matière économique et monétaire<sup>1173</sup>.

En effet, l'apparition des réseaux au sein du processus d'intégration économique et monétaire est également attribuable aux dispositions même du Traité de Rome qui présentent toutes un trait commun : elles ne sont pas contraignantes, elles indiquent simplement les orientations à prendre sans pour autant en déterminer la mise en œuvre. Par conséquent, le Traité de Rome était par essence un « traité cadre » et la coordination des politiques économiques et

---

<sup>1169</sup> DUMOULIN Michel : « Conclusions », in DUMOULIN Michel (ed.): *Réseaux économiques et construction européenne*, PIE Lang, Bruxelles, 2004, pp.491.

<sup>1170</sup> Voir chapitres II.1.1- II.1.4.

<sup>1171</sup> SEIDEL Katja : "Making Europe through the CAP: DG IV and its high officials", in PATEL Kiran Klaus (ed.), *Fertile Ground for Europe? The History of European Integration and the Common Agricultural Policy since 1945*, Nomos, Baden-Baden, 2009, pp.167.

<sup>1172</sup> Voir chapitre II.2.4.

<sup>1173</sup> WARLEIGH-LACK Alex : "Interdisciplinarity in research on the EU: Politics, history and prospects for collaboration", in KAISER Wolfram, LEUCHT Brigitte and RASMUSSEN Morten, *The History of the European Union, Origins of a trans-and supranational polity 1950-72*, Routledge, Albington 2009, pp. 215.

monétaires entre les États membres restait évasive et demeurait dépendante de la volonté politique des Six de coordonner volontairement ou d'adopter de la législation supplémentaire. Cette ambiguïté du traité, jugée intentionnelle par certains<sup>1174</sup>, avait non seulement permis de rallier un large consensus tant auprès des adeptes d'une approche plus fédéraliste qu'auprès des adeptes d'une approche intergouvernementale<sup>1175</sup>, mais elle avait surtout laissé une opportunité additionnelle ainsi qu'une large marge de manœuvre à tous les acteurs engagés en faveur d'une intégration monétaire plus profonde et justement aux réseaux d'experts informels, afin de peser davantage sur l'élaboration et la formulation de politiques économiques et monétaires et sur la définition de l'agenda politique communautaire. De surcroît, la nature des institutions mises en place par le Traité de Rome reflétaient la discrétion des mesures énoncées au sein du texte. Elles étaient majoritairement de nature informelle, caractéristique propre aux institutions du champ économique et monétaire, mais ce n'est pas pour autant qu'elles ne tenaient pas une place prépondérante, voire cruciale, au sein de l'élaboration et de la mise en place de politiques économiques et monétaires ainsi qu'au sein du processus décisionnel<sup>1176</sup>.

L'émergence de réseaux dans le processus d'intégration économique et monétaire était également imputable aux qualités intrinsèques de la politique économique et monétaire. L'importance du rôle des réseaux depuis le début de l'intégration européenne réside notamment dans la technicité du processus décisionnel en matière monétaire, caractéristique qui impliquait que la politique monétaire au niveau national était généralement définie et dirigée par les gouvernements à huit clos et sans l'implication de groupes d'intérêts<sup>1177</sup>. En effet, contrairement à la politique agricole commune, qui dans les années 60 constituait le cœur et le centre de l'intégration européenne<sup>1178</sup> et qui représentait le progrès du processus d'intégration<sup>1179</sup>, la politique monétaire n'était quasiment pas exposée politiquement et

---

<sup>1174</sup> PIERRE-BROSSOLETTE Claude: « Les données relatives à la construction européenne après l'élection de Georges Pompidou », in *Le Ministère de l'Économie des Finances et de l'Industrie, Le rôle des ministères des Finances et de l'Économie dans la construction européenne 1957-1978*, Tome II, Journées préparatoires tenues à Bercy le 14 novembre 1997 et le 29 janvier 1998, Comité pour l'histoire économique et financière, Ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie, Paris, 2002, p.98.

<sup>1175</sup> LUDLOW N. Piers (2006) *op.cit.*, p p.4.

<sup>1176</sup> Voir chapitre II.2.1.

<sup>1177</sup> VERDUN Amy (2009) *op.cit.*, pp 153.

<sup>1178</sup> LUDLOW N. Piers : “The rise and the fall of the CAP as the Community’ central policy, 1958-1985“, in PATEL Kiran Klaus (ed.), *Fertile Ground for Europe? The History of European Integration and the Common Agricultural Policy since 1945*, Nomos, Baden-Baden, 2009, pp.79-86.

<sup>1179</sup> LUDLOW N. Piers: “The Making of the CAP: towards a historical Analysis of the Eu’s First Major Policy”, in *Contemporary European History* n°14, 2005, pp.347-371.

convenait donc bien à une élaboration au sein de réseaux d'experts informels à l'abri du domaine public.

L'apparition de réseaux était également due au fait que la politique monétaire était un élément clé de la souveraineté nationale, elle était considérée comme le dernier bastion de la souveraineté nationale, pour laquelle le traité n'avait prévu aucun abandon additionnel de souveraineté. L'implication des réseaux dans ce domaine constituait donc une possibilité de transgresser les limites nationales et d'européaniser les préoccupations monétaires européennes.

De plus, le développement de réseaux transnationaux était également provoqué par la volonté des hommes politiques et des acteurs décisionnaires en général, d'apprendre à connaître les traditions et les mécanismes monétaires mis à l'épreuve dans d'autres pays. Les réseaux transnationaux facilitèrent le transfert d'informations et de politiques mais permirent également le recours à une expertise certaine. En effet, ces enceintes disposaient toutes du concours des meilleurs spécialistes de l'époque dans un cadre européen ainsi que transatlantique et elles furent caractérisées par quatre particularités distinctes, à savoir l'expertise, la participation d'hommes d'une grande expérience professionnelle ainsi que d'une atmosphère de confidentialité, qui était justifiée non seulement par la volonté de travailler indépendamment de toute pression extérieure, mais aussi par la technicité des affaires financières et monétaires ainsi que par des impératifs d'efficacité<sup>1180</sup>. L'on pourrait affirmer qu'en raison même de ses qualités intrinsèques, la politique économique et financière tant au niveau national qu'international, relevait automatiquement de la compétence d'un groupe informel restreint d'experts hautement qualifiés. Cette particularité fut notamment démontrée par la mise en place du comité monétaire, qui ne s'insérait pas dans le cadre classique institutionnel<sup>1181</sup>, mais aussi par la volonté des ministres des Finances de travailler hors du cadre traditionnel du conseil des ministres<sup>1182</sup>. La querelle qu'opposèrent conséquemment le Conseil et la Commission, vit néanmoins ces deux instances maintenir les discussions relatives aux affaires monétaires et économiques au sein d'un champ d'action extracommunautaire, au sein d'un environnement restreint, spécialisé et informel<sup>1183</sup>. Finalement, la mise en place en 1964 de comités se concentrant strictement sur les préoccupations économiques et monétaires de la Communauté, correspondait à la volonté de

---

<sup>1180</sup> Voir chapitre II. 2.4.

<sup>1181</sup> Voir chapitre II.2.2.

<sup>1182</sup> Voir chapitre II.2. 3.

<sup>1183</sup> WESTLAKE, Martin (1995) *op.cit.*, p.255.



la Commission d'adapter et d'intégrer ces caractéristiques particulières des réseaux d'experts à la gouvernance européenne. Elles lui permirent en effet de s'entourer des meilleurs spécialistes nationaux et de leur expertise et d'instaurer par une habitude de confrontations permanentes entre les Six, la formation d'idées communes, voire d'un esprit communautaire en matière économique et monétaire.

### **3. Cristallisation d'acteurs**

La mise en pratique des dispositions du Traité de Rome et les progrès de l'intégration économique et monétaire pendant la période considérée, révèle une interaction constante à multiple niveaux entre les institutions européennes et les réseaux transnationaux institutionnalisés et non institutionnalisés.

#### **1. Le réseau de comités**

Cette interaction fut caractérisée par un mode opératoire clair, réitéré au cours des décennies suivantes<sup>1184</sup>, dont le rôle moteur était assumé par ces réseaux d'experts informels, qui se trouvèrent constamment à l'initiative des premières impulsions données au processus d'intégration monétaire européenne. Ces réseaux englobent non seulement les regroupements opérant complètement en dehors du cadre communautaire, à savoir le Comité d'Action pour les États-Unis d'Europe et la Ligue européenne de coopération économique, mais aussi le Comité monétaire, institué par le Traité de Rome et les réunions des ministres des Finances, qui de par leur statut informel, n'opéraient pas au sein du cadre institutionnel classique de la Communauté<sup>1185</sup>.

Ils élaborèrent et avancèrent sans arrêt des plans pour une intégration approfondie et suggérèrent de nouvelles formes de gouvernance pour les prochaines étapes de l'intégration monétaire, propositions sur lesquelles les institutions formelles de la Communauté s'appuyèrent continuellement. L'action permanente de ces réseaux ne fut pas menée en conflit avec les autorités des pays membres et de la CEE, mais en étroite collaboration avec celles-

---

<sup>1184</sup> MOURLON –DRUOL Emmanuel, *A Europe Made of Money. The Emergence of the European Monetary System*, Cornell University Press, 2012.

<sup>1185</sup> Voir chapitres II.1.-II.2.

ci ; elle facilita le processus décisionnel ce qui permit en conséquence d'accomplir des progrès en matière d'intégration monétaire.

Ce rôle moteur qu'endossa ce réseau de comités étaient rendu possible grâce aux caractéristiques communes de ces regroupement d'experts. Ils permirent la constitution d'un échange de ressources et d'une médiation transnationale incessante entre une multitude d'acteurs engagés au sein de tous les échelons des exécutifs communautaires et nationaux. La multiappartenance, la fréquence élevée des rencontres ainsi que les dialogues permanents en découlant, contribuèrent non seulement à la constitution et à la socialisation d'un groupe homogène, d'une élite monétaire transnationale, caractérisée par une éducation, une qualification et des expériences professionnelles similaires, voire communes, mais également à la création d'un esprit de groupe<sup>1186</sup>, d'un climat d'apprentissage, de solidarité et de confiance, favorisé par l'informalité des débats, au sein duquel la prise de conscience de la dimension communautaire des responsabilités respectives, la transmission d'idées ainsi que la recherche de solutions communes étaient facilitées.

L'expertise ainsi que la réputation des personnalités participantes à ces enceintes conférèrent une crédibilité certaine aux propositions avancées ce qui permit à ces forums de devenir des laboratoires d'idées, voire même des instances prédécisionnaires<sup>1187</sup>, où se préparaient et s'élaboraient de larges consensus transnationaux, des lignes de conduite, sur lesquelles les institutions communautaires se basèrent en formulant leurs propositions en matière monétaire<sup>1188</sup>.

L'analyse rationnelle et l'approche scientifique, isolée de tout conflit politique en raison de la confidentialité des débats<sup>1189</sup>, permirent dans un certain degré de réduire dans une première phase préparatoire les oppositions politiques concernant les questions monétaires et donc d'accroître l'efficacité des décisions politiques, et de constituer un pré-consensus, ou du moins une compréhension et une connaissance réciproque des propositions et des questions posées, avant le commencement des délibération au sein de la Commission et de du Conseil des ministres.

Cette réflexion inclut également l'Assemblée parlementaire et plus précisément sa commission économique et financière dont l'apport aux débats en matière économique et monétaire fut majoritairement négligé au cours des analyses historiques du processus

---

<sup>1186</sup> ROSENTHAL G.G., (1975) *op.cit.*, p.5.

<sup>1187</sup> KEES A. (1994) *op.cit.* pp.129.

<sup>1188</sup> Voir chapitres III.2-III.3.

<sup>1189</sup> SEIDEL Katja (2009) *op.cit.*, pp.171.

d'intégration monétaire. Certes, la commission ne s'était pas vu attribuer par le Traité de Rome, à l'instar du Comité monétaire, un statut particulier en dehors du cadre institutionnel classique, mais, similairement aux ministres des Finances, elle s'était organisée spontanément, sur les bases des principes de la gouvernance par les réseaux et avait continuellement contribué à faire avancer l'intégration économique et monétaire. En effet, l'Assemblée parlementaire ne disposait que de pouvoirs consultatifs et de supervision (art.137 du Traité de Rome)<sup>1190</sup>, or lors de la fixation de son règlement intérieur, elle mit sur pied de multiples commissions spécialisées, dont les membres étaient choisis sur candidature et en fonction de leurs qualifications<sup>1191</sup>, tout comme pour les membres des autres comités d'experts mentionnés précédemment. De plus, les réunions des commissions n'étaient également pas publiques<sup>1192</sup>, (situation qui ne changea qu'en 1999 lorsque les réunions furent obligatoirement tenues publiquement<sup>1193</sup>) ce qui amplifia le niveau élevé d'autonomie dont jouissaient les commissions<sup>1194</sup> lorsqu'elles étaient saisies par l'Assemblée afin d'examiner certaines questions précises.

La commission économique et financière dotait ainsi l'appareil institutionnel européen d'un réseau transnational supplémentaire d'élus nationaux, qui contribua dès sa création en 1958, en étroite collaboration avec les exécutifs européens et parallèlement aux autres enceintes informelles, à la recherche constante d'un consensus en matière de politique économique et monétaire au sein des groupes politiques représentés à l'Assemblée parlementaire. Elle constituait ainsi une plateforme additionnelle pour la socialisation d'experts, qui fut, en dépit de ses pouvoirs uniquement consultatif, à la source d'une multitude d'initiatives qui furent toujours accueillies avec une grande attention par les organes de la Communauté<sup>1195</sup>, non seulement en raison de leur qualité élevée, imputable entre autre à la qualification de ses membres<sup>1196</sup>, mais également en raison du fait qu'elles reflétaient les préoccupations nationales et communautaires des responsables de la construction européenne<sup>1197</sup>.

---

<sup>1190</sup> Traité instituant la Communauté économique européenne (1957), <http://eur-lex.europa.eu/LexUriServ/LexUriServ.do?uri=CELEX:11957E/TXT:FR:PDF>, p.115

<sup>1191</sup> Article 35.1.2. Journal officiel des Communautés européennes 1958, JO 58 du 26.07.1958, Règlement de l'Assemblée parlementaire européenne (23 juin 1958), Résolution du 23 juin 1958 relative au règlement de l'Assemblée parlementaire européenne. Ce document est disponible sur [www.cvce.eu](http://www.cvce.eu).

<sup>1192</sup> Article 38. Journal officiel des Communautés européennes 1958, JO 58 du 26.07.1958, Règlement de l'Assemblée parlementaire européenne (23 juin 1958), Résolution du 23 juin 1958 relative au règlement de l'Assemblée parlementaire européenne. Ce document est disponible sur [www.cvce.eu](http://www.cvce.eu).

<sup>1193</sup> PETERSON John, SHACKLETON Michael (eds.), *The Institutions of the European Union*, Third Edition, Oxford University Press, 2012, p. 113.

<sup>1194</sup> *Ibidem*, p. 112.

<sup>1195</sup> Voir chapitres III.1-III.3.

<sup>1196</sup> Voir chapitre II.2.2.

<sup>1197</sup> DESSART Michel (1971) *op.cit.*, p.29.

## 2. La Commission européenne

Le mode opératoire de la mise en pratique des dispositions du Traité de Rome et les progrès de l'intégration économique et monétaire pendant la période d'analyse considérée, mit également en exergue le rôle déterminant de l'action permanente de la Commission européenne.

Malgré ses seules compétences d'initiative non contraignantes, les pouvoirs de décisions demeurant au sein du champ de compétences du Conseil et des États membres<sup>1198</sup>, la Commission s'illustra en tant que source fertile de nouvelles idées et de propositions politiques ainsi qu'en tant que promoteur éloquent et infatigable de l'intégration économique et monétaire<sup>1199</sup>. En collaboration étroite avec le réseau de comités d'experts, elle tenta incessamment de transcender la lettre du Traité de Rome, tant sur le fond que sur la forme, en formulant des propositions fortes, qui ne furent soumises au Conseil, qu'après avoir été préparées et débattues au sein d'une multitude d'enceintes informelles et après avoir recueilli un premier degré d'acceptation voire de consensus auprès des acteurs transnationaux participants, qui étaient simultanément actifs à tous les niveaux de la gouvernance communautaire et gouvernementale.

L'ambitieux travail de préparation des forums informels, combiné à la volonté d'aller de l'avant de la Commission européenne, fit émerger une dépendance au chemin emprunté non seulement dans le contenu des propositions formulées mais aussi dans la forme institutionnelle et des mécanismes qui furent conférés au champ de la politique économique et monétaire commune pendant les années soixante ainsi que dans les décennies ultérieures. Les principales propositions de la Commission, à savoir le mémorandum de la Commission sur le programme d'action de la Communauté pendant la 2e étape du 24 octobre 1962 et le mémorandum sur la coordination des politiques économiques et la coopération monétaire au sein de la Communauté du 12 février 1969, et leurs aboutissements respectifs, s'inscrivent toutes deux dans la continuité des débats tenus au sein des instances informelles et serviront à leur tour de base aux travaux et aux institutionnalisations futures des années 1970<sup>1200</sup>.

---

<sup>1198</sup> Voir chapitres III.2.1.

<sup>1199</sup> LUDLOW N. Piers (2006) *op.cit.*, p.210.

<sup>1200</sup> MOURLON –DRUOL Emmanuel, *A Europe Made of Money. The Emergence of the European Monetary System*, Cornell University Press, 2012; ROSENTHAL G.G., *The men behind the Decisions: Cases in European Policy-Making*, Lexington Books Toronto and London, 1975; VERDUN Amy: « Netzwerke in der Währungspolitik. Die Rolle von Experten in Ausschüssen », in GEHLER Michael, KAISER Wolfram, LEUCHT Brigitte, *Netzwerke im europäischen Mehrebenensystem. Von 1945 bis zur Gegenwart. Networks in European multi-level Governance. From 1945 to the Present*, Böhlau Verlag Wien, 2009, pp. 151-165

Dès l'entrée en vigueur du Traité de Rome, l'action de la Commission témoignait de sa volonté de faire progressivement évoluer la coopération monétaire d'une logique intergouvernementale à une logique communautaire en passant d'une souveraineté monétaire totale à une souveraineté monétaire atténuée. Il s'agissait pour la Commission de prendre en main, de mettre sous sa tutelle, le processus d'intégration économique et monétaire, de compléter les dispositions du Traité de Rome et de provoquer une prise de conscience de la nécessité d'une collaboration monétaire commune tout en élargissant ses propres compétences, ses propres responsabilités et son champ d'influence.

Cette volonté d'être incluse et d'influer un maximum sur la fond et la forme du processus d'intégration monétaire, se manifesta dès les premières réunions du Comité monétaire et des ministres des Finances, qui, en raison de leur situation institutionnelle particulière, provoquèrent des jalousies institutionnelles<sup>1201</sup> auprès du Conseil des ministres, et plus précisément auprès des ministres des Affaires étrangères et du Coreper<sup>1202</sup>, étant donné qu'elles empiétaient sur leurs prérogatives respectives. A l'inverse du Conseil, la Commission encouragea les caractéristiques spécifiques de ces enceintes, jugeant que cette forme de confrontation extracommunautaire<sup>1203</sup> était la plus appropriée et la plus adaptée aux caractéristiques intrinsèques du champ de la politique monétaire.

La Commission ne fit pas qu'encourager ces deux formations constituées pendant les deux premières années de la Communauté, mais elle initia également la formation de nouvelles entités, non seulement pour européaniser les actions des représentants gouvernementaux, mais également afin de gagner en expertise externe, de rendre plus efficace la formulation de nouvelles politiques et d'accroître son rôle institutionnel et sa zone d'influence<sup>1204</sup>. Elle ne comptait pas uniquement sur la collaboration préparatoire des enceintes existantes, mais, s'inspirant des habitudes, des pratiques qui s'étaient mises en place depuis l'après-guerre et les débuts du développement de la Communauté, elle adapta le concept de gouvernance par les réseaux au processus d'intégration économique et monétaire en instaurant une nouvelle base institutionnelle, un système de consultations permanentes, qui plaça à l'intérieur d'un

---

<sup>1201</sup> HANNY Birgit and WESSELS Wolfgang: "The Monetary Committee of the European Communities: A significant though not Typical Case, in VAN SCHENDELEN R. (ed.), *Do EU Committees Matter? A Case Study Book*, Robin Pedler, Dartmouth/Aldershot, 1999, pp.120.

<sup>1202</sup> Voir chapitres II.2-II.3.

<sup>1203</sup> WESTLAKE, Martin (1995) *op.cit.*, p.255.

<sup>1204</sup> KAISER Wolfram "Transnational networks in European governance: The informal politics of integration", in KAISER Wolfram, LEUCHT Brigitte and RASMUSSEN Morten, *The History of the European Union, Origins of a trans-and supranational polity 1950-72*, Routledge, Albington 2009, pp. 21.

cadre communautaire officiel, tous les domaines devant faire l'objet d'une coordination poussée afin de mettre en place une coopération monétaire communautaire cohérente.

La multiplication des comités d'experts consultatifs permettait à la Commission de préparer le passage de la coordination à la centralisation des décisions, qui avait été fixée comme but de la troisième étape. Ainsi la Commission ne mit pas juste en place une pré-centralisation des décisions monétaires n'ébréchant pas excessivement le principe de souveraineté crucial aux pays membres, mais elle en prit également la tête, en assurant notamment les secrétariats de tous les comités<sup>1205</sup>, celui des réunions des ministres des Finances mais aussi en assistant à toutes les réunions.

De surcroît, ce procédé permit à la Commission de fortifier ses propositions et conséquemment de renforcer les décisions formelles du Conseil des ministres. En effet, sachant que la force des propositions qu'elle soumettrait au Conseil ne refléterait que la qualité du consensus trouvé préalablement par les confrontations permanentes d'idées au sein des nouvelles instances se trouvant sous sa tutelle, la multiplication des comités d'experts lui permit de mettre sur pied non pas des consensus qui ne reflétaient que le plus petit dénominateur commun, mais, grâce aux compétences élevées des membres combiné à leur capacité de formuler des décisions politiques dans une atmosphère propice à la discussion ouverte et dépassant les bases du traité, la Commission parvint à des accords de haute qualité, représentant non seulement la somme des opinions des États membres mais également l'intérêt général de la Communauté.

Ce mode opératoire choisi par la Commission européenne s'inscrit dans un processus plus large, à savoir la querelle qui l'opposa depuis les débuts de la Communauté aux gouvernements européens par l'intermédiaire du Conseil des ministres et du Coreper<sup>1206</sup>. L'expansion des pouvoirs, des prérogatives, et de l'éventail des activités de la Commission européenne, répondait ainsi à la tendance du Conseil des ministres, à vouloir non seulement contrôler l'exécutif européen mais également le processus d'intégration dans son ensemble, notamment par la mise en place d'une multitude de comités spéciaux, tels le Comité spécial agricole ou encore le Comité spécial de l'article 111, composés de hauts fonctionnaires des ministères des États membres, qui furent des structures centrales dans l'évolution de la politique agricole commune et des négociations de l'Accord général sur les tarifs douaniers et

---

<sup>1205</sup> Hormis celui du comité des Gouverneurs des Banques centrales

<sup>1206</sup> LUDLOW N. Piers: "The European Commission and the rise of Coreper: a controlled experiment", in KAISER Wolfram, LEUCHT Brigitte and RASMUSSEN Morten, *The History of the European Union, Origins of a trans-and supranational polity 1950-72*, Routledge, Albington, 2009, pp.202.

le commerce<sup>1207</sup>. La méthode sélectionnée par la Commission permit ainsi de réduire, de minimiser les marchandages et les compromis indésirables au sein des rencontres intergouvernementales du Conseil des ministres mais également de réduire considérablement la marge de manœuvre de ce dernier, étant donné que les projets qui lui étaient soumis étaient déjà imprégnés d'un consensus certain.

Ultimement, il ne faut pas perdre de vue que le Conseil des ministres détenait le pouvoir décisionnaire quant à la mise en œuvre de la coordination des politiques économiques requise par le traité. Cependant, l'analyse des propositions émises par la Commission pendant la période considérée, comparées aux résolutions prises en définitive par le Conseil, démontre que, de par la manière de faire procéder les débats relatifs à l'intégration économique et monétaire, la Commission réussit dans le fond et dans la forme, à faire adapter les principes fondamentaux de ces initiatives.

### **3. L'émergence d'individus**

À côté des rôles essentiels des enceintes informelles et de la Commission européenne, l'analyse du processus d'intégration économique et monétaire pendant les années soixante mit en exergue le rôle déterminant que pouvait jouer un, voire plusieurs individus, non seulement dans la constitution des réseaux d'experts informels et formels, mais également dans l'émergence de la prise de conscience transnationale de la nécessité d'une politique économique et monétaire commune. Ces individus mobilisèrent et transmirent des ressources entre eux et constituaient des noyaux forts, qui étaient autant de lieux d'intersection entre des influence croisées et réciproques<sup>1208</sup>.

En effet, les enceintes informelles constituées préalablement à la création de la Communauté économique européenne, furent toutes créées sous l'impulsion d'hommes de prestige tels que Jean Monnet, Joseph Retinger ou encore Paul Van Zeeland. Leur renommée, leur réputation, leur expérience professionnelle ainsi que les contacts tissés tout au long de leurs carrières, servirent de base à la mise en place de comités spécialisés, qui permit non seulement la constitution d'un cadre informel de discussions transnationales permanentes, échappant à toute hiérarchie, mais également la socialisation d'une communauté exclusive d'experts, de taille restreinte, composée de spécialistes partageant une éducation et des expériences

---

<sup>1207</sup> LUDLOW N. Piers (2009) *op.cit.*, p. 194-195.

<sup>1208</sup> DASSETO Felice: « Quelques aspects d'une analyse sociologique des réseaux », in DUMOULIN Michel (ed.), *Réseaux économiques et construction européenne*, PIE Lang, Bruxelles, 2004, p.25-41.

similaires et opérant à tous les échelons des exécutifs européens et nationaux. En liant leur expérience de négociation à l'expertise de ces techniciens, ils facilitèrent non seulement l'élaboration de plans concrets, de propositions de qualités ayant recueilli un consensus certain de la majorité des membres, mais ils démultiplièrent également leur zone d'influence potentielle sur la prise de décision communautaire et gouvernementale, en raison notamment de la multi appartenance des membres qui accentuait l'élargissement de la portée et de la transmission d'idées<sup>1209</sup>. Dans cette ligne de pensée, l'analyse du cheminement du projet de fonds de réserve, constitue un parfait exemple du rôle que peut jouer, dans un long terme, un noyau d'hommes regroupés derrière un objectif commun au sein d'un procédé en dehors des voies traditionnelles de la diplomatie, dans la diffusion d'une proposition mais aussi dans son insertion au sein des agendas communautaires et gouvernementaux. Grâce au rôle de leadership et de l'action constante de promotion et de persuasion de Jean Monnet et de Robert Triffin, qui de par leur parcours professionnel disposaient d'entrées auprès d'un grand nombre de décideurs et d'hommes d'influence du milieu politique et de la haute finance, et de par les adhésions chevauchantes des membres du Comité d'action, le projet en question fut pendant la période considérée, constamment introduit et débattu au sein des discussions communautaire et nationales jusqu'à être considéré, par les Chefs d'États et de gouvernements à la conférence de La Haye, comme l'aboutissement d'une politique économique et monétaire commune<sup>1210</sup>.

#### **4. Les commissaires en charge de la DG II**

Au niveau des institutions communautaires et plus précisément de la Commission européenne, ce furent les deux commissaires en charge de la Direction générale responsable pour les questions économiques et financières (DG II) qui se distinguèrent non seulement par leur volontarisme et engagement personnel permanent, mais aussi par la méthode progressive qu'ils adoptèrent afin de transcender les oppositions et les dispositions prudentes du Traité de Rome en matière monétaire.

En ce qui concerne le rôle individuel des deux commissaires français, ils furent présents au sein de tous les groupes divers, comités, commissions, conseils, colloques, et réunions ayant trait au renforcement de l'intégration monétaire. Cette ubiquité aux réunions fut doublée par

---

<sup>1209</sup> Voir chapitres II.1-II.2.

<sup>1210</sup> Voir chapitre III.1.



une action tenace de promotion d'idées auprès de tous les acteurs concernés, sous la forme de discours, de conférence et de correspondances fréquentes. De plus, Marjolin et Barre se chargèrent également de rendre visite aux différents ministères dans les capitales des pays membres pour des entretiens bilatéraux avec les officiels responsables dans un effort visant à aplanir les difficultés et à construire des compromis certains. La constance ainsi que la large portée de leurs interventions personnelles, reflétaient leur volonté de faire avancer le processus d'intégration en incluant toutes les personnalités compétentes des institutions communautaires ainsi que des États membres à la détermination de la politique communautaire en matière économique et monétaire depuis sa phase initiale de formation.

Les approches très similaires et complémentaires des deux hommes furent toutes deux caractérisées par une progressivité et un pragmatisme technique certain. Afin de mettre en œuvre le pouvoir d'initiative de la Commission et de formuler des propositions au Conseil, les deux commissaires procédèrent dans une première étape par le même mode opératoire : ils énoncèrent tout d'abord sous la forme de multiples mémorandums provisoires, des propositions ambitieuses, s'inspirant des idées des comités d'experts, qui furent remodelées et réadaptées au fur et à mesure des discussions afin de recueillir le plus haut degré d'acceptation possible avant leur présentation officielle au Conseil par un mémorandum définitif. Cette première étape permettait de sonder tous les acteurs concernés par les processus d'intégration, d'évaluer la faisabilité des propositions et d'élaborer un pré consensus.

Le procédé des deux hommes se différençait néanmoins quant à la soumission de leurs projets au Conseil, différence qui était imputable au contenu même de leurs propositions respectives.

Tandis que pour le mémorandum de la Commission sur le programme d'action de la Communauté pendant la 2<sup>e</sup> étape du 24 octobre 1962, Marjolin fit suivre ses réflexions de deux recommandations qui, rappelons-le, étaient non contraignantes, et qui furent modifiées et affaiblies pendant les délibérations au Conseil, Raymond Barre annexa immédiatement au mémorandum sur la coordination des politiques économiques et la coopération monétaire au sein de la Communauté du 12 février 1969, un projet de décision, adopté dans son intégralité, qui était juridiquement directement applicable et obligatoire dans tous ses éléments.

Le choix de la première démarche était imputable à l'approche idéaliste<sup>1211</sup> des auteurs du premier mémorandum. En effet, compte tenu des réticences auxquelles se heurtèrent dès leur

---

<sup>1211</sup> WARLOUZET Laurent (2011) *op.cit.*, p.416.

publication les propositions innovantes et très ambitieuses du mémorandum, la Commission dut réadapter et réduire son projet en formulant des recommandations dans le souci d'éviter le statut quo<sup>1212</sup>. La deuxième démarche reflétait l'approche plus réaliste du projet de Raymond Barre, dont le but n'était pas de se projeter dans le long terme, d'opérer des changements institutionnels ou de requérir de nouveaux abandons de souveraineté, mais bien d'adopter des mesures concrètes, complétant et renforçant les efforts déjà entrepris en matière de politique économique et monétaire dans le souci de préserver l'acquis communautaire. Le choix du projet de décision mettait ainsi en exergue la volonté de la Commission de faire progresser rapidement les choses et son adoption quasi intégrale par le Conseil reflétait la faisabilité des suggestions émises<sup>1213</sup>.

La force de ces deux démarches et des réalisations en résultant, résidait dans l'expérience, dans l'adaptabilité ainsi que dans le pragmatisme institutionnel<sup>1214</sup>, dont firent preuves les deux commissaires européens. En effet, la Commission ne pouvait exercer d'influence sur le processus d'intégration qu'à condition de proposer des projets économiques et monétaires qui étaient au moins en cohérence avec la disposition des enceintes décisionnaires d'aller de l'avant<sup>1215</sup>, voire même essentiels, à la progression d'objectifs globaux visés par la Communauté et les États membres<sup>1216</sup>.

Ainsi, influencé par les échecs qu'avaient subis ses deux premiers projets d'union économique et monétaire ainsi que par les réactions obtenues suite à la présentation du mémorandum, Marjolin, soumit au Conseil sous la forme de recommandations non contraignantes, un projet remodelé qui permit d'éviter le statut quo tout en contournant les objections majeures exprimées par le Conseil et les États membres depuis 1958, liées essentiellement à la crainte de la perte de la souveraineté monétaire nationale. L'institutionnalisation de réseaux officieux préétablis et la création de nouvelles enceintes communautaires, permirent du moins à Marjolin, sans trop choquer les souverainetés nationales, de diviser le pôle intergouvernemental et de le communautariser, en transférant à l'échelle communautaire une partie des compétences qui avaient depuis le début de la Communauté été considérées par les États membres comme étant de leur unique ressort.

---

<sup>1212</sup> Voir chapitre III.2.

<sup>1213</sup> Voir chapitre III.3.

<sup>1214</sup> LUDLOW N. Piers (2006), *op.cit.*, p.209.

<sup>1215</sup> ANDREWS David M.: « The Radical Impulse in European Monetary Affairs », Prepared for presentation at the EUSA Eleventh Biennial International Conference Los Angeles, California, April 23-25, 2009, pp.1-27.

<sup>1216</sup> Voir chapitre IV.5.

Le projet de Barre témoignait lui des leçons qu’avaient pu tirer la Commission du rejet du Plan Fouchet et de la crise de la chaise vide, épisodes qui avaient démontré que toute tentative d’altération de la balance fixée par le Traité de Rome entre intergouvernementalisme et supranationalité, serait vouée à l’échec. L’objectif que visait le mémorandum était donc la préservation de la Communauté telle qu’elle existait plutôt que sa modification par des changements institutionnels majeurs<sup>1217</sup>. Ainsi, se basant sur la structure institutionnelle instaurée par la Commission précédente et ne requérant aucun abandon de souveraineté supplémentaire, Barre proposait de compléter les instruments de la coordination économique et monétaire par l’élargissement des procédures de consultations et de les concrétiser par la mise en place d’un mécanisme de soutien communautaire.

Ces démarches reflétèrent l’autonomie et l’indépendance d’esprit<sup>1218</sup> dont jouissaient les deux commissaires français par rapport aux autorités parisiennes. Elles étaient imputables au fait que la politique officielle de la France avait pendant toute la période d’analyse été caractérisée par la sous-estimation de la dynamique institutionnelles de la CEE ainsi que par l’absence d’une ligne politique claire sur l’intégration économique européenne. En effet, les choix institutionnels effectués par les autorités françaises pendant les négociations du Traité de Rome avait eu une influence qui avait largement dépassé celle que de « nombreux responsables français, majoritairement sceptiques sur l’application de la CEE à cette époque »<sup>1219</sup> avaient anticipée. De plus, les approches volontaristes et pragmatiques des deux commissaires s’avérèrent efficaces en raison de la mécompréhension de la part du président français, du système institutionnel communautaire complexe. En effet, de Gaulle, considérant la Communauté économique européenne comme un simple « traité de commerce », n’avait pas saisi la dynamique supranationale et la signification de la CEE. Compte tenu de cette vision restrictive de la Communauté, il n’était parvenu ni à « imposer sa vision institutionnelle, comme en témoignait l’échec du plan Fouchet et les conclusions mitigées de la crise de la chaise vide »<sup>1220</sup>, ni à contrôler ou à diriger l’action des hauts fonctionnaires français influents au sein des institutions européennes, tels que Marjolin ou Barre. De surcroît, parmi les élites pro-européennes françaises, actives au sein de différentes administrations, telles que le « SGCI, certains services du commissariat au Plan et du ministère des Finances », se manifesta non seulement un mouvement contestataire face au « révisionnisme

---

<sup>1217</sup> LUDLOW N. Piers (2006) *op.cit.*, p.204.

<sup>1218</sup> WARLOUZET Laurent (2011) *op.cit.*, p.404.

<sup>1219</sup> *Ibidem*, p.495.

<sup>1220</sup> *Ibidem*, p.506.

institutionnel » du président, jugé inefficace, mais également une « conversion à la CEE »<sup>1221</sup>, par réalisme et par pragmatisme institutionnel. Ainsi, en 1965 par exemple, le SGCI ainsi que les représentants permanents français en place à Bruxelles, avaient largement contribué à atténuer l'impact de la politique de la chaise vide afin d'éviter tout dommage permanent aux intérêts français au sein de la Communauté européenne<sup>1222</sup>.

Grâce à l'action consensuelle et pragmatique des deux commissaires en charge de la Direction générale responsable pour les questions économiques et financières (DG II), la Commission réussit à établir un consensus autour d'une méthode institutionnelle et d'une doctrine économique fondée sur la maîtrise de l'inflation et la régulation des taux de change, préalable indispensable à l'union monétaire<sup>1223</sup>, et à s'imposer en tant que guide et arbitre de l'intérêt économique et monétaire européen. En effet, tandis qu'au niveau politique elle n'était pas parvenue à user de toute son influence pour obtenir la résolution de de crises telle que celle de la chaise vide<sup>1224</sup>, à un niveau beaucoup plus technique, tel le champ monétaire, elle réussit, sans révisions des traités, à confirmer et à étendre ses prérogatives tout en renforçant la base institutionnelle et en confortant le modèle communautaire.

#### **4. Influences multiples**

Les avancées accomplies au cours de la période considérée au profit de l'approfondissement du processus d'intégration monétaire, ne furent pas uniquement le résultat d'une coopération effective entre les institutions communautaires et une élite politique et monétaire transnationale regroupées au sein de réseaux de comités institutionnalisés et non institutionnalisés.

D'autres facteurs divers furent à l'origine de la prise de conscience par les États membres de la nécessité d'une solidarité monétaire communautaire. Ces éléments déclencheurs firent émerger au sein du Conseil une certaine volonté politique de faire progresser le processus d'intégration monétaire, volonté, qui avait, tout au cours de la période considérée, eu du mal à se manifester. En effet, étant donné que les politique économique et monétaire n'étaient selon les dispositions du Traité de Rome pas des politique communes, mais des politiques réservées aux États membres, ces derniers s'étaient donné d'autres priorités, dont notamment le

---

<sup>1221</sup> *Ibidem*, p.507.

<sup>1222</sup> LUDLOW N. Piers (2006) *op.cit.*, p.202.

<sup>1223</sup> WARLOUZET Laurent (2011) *op.cit.*, p.417.

<sup>1224</sup> LUDLOW N. Piers (2006) *op.cit.*, p.209.

renforcement du marché commun, l'achèvement de l'union douanière, la mise en place de la politique agricole commune, « la refonte du système monétaire international [...] ainsi que la relance de la croissance tout en poursuivant la lutte contre l'inflation »<sup>1225</sup>.

L'analyse du processus d'intégration monétaire de 1958 à 1969 met clairement en évidence que les deux initiatives majeures de la Commission en matière monétaire, à savoir les mémorandums de 1962 et de 1969 et leurs mises en œuvre respectives, furent des réponses à des crises économiques et monétaires temporaires mais également au développement interne de la Communauté.

Le mémorandum de 1962, qui devait préparer le passage à la deuxième étape du processus d'intégration prévu par le Traité de Rome, fut en effet précédé des premières crises du SMI, à savoir les attaques spéculatives sur le dollar en automne 1960 et sur la livre au printemps 1961, ainsi que de la décision unilatérale des gouvernements allemand et néerlandais, de réévaluer leur monnaie respective en 1961 sans pour autant procéder à des consultations multilatérales et sans avoir donné la possibilité aux institutions communautaires de formuler une information officielle.

Les propositions du mémorandum avaient toutes comme objectif de remédier aux lacunes techniques fondamentales qu'avaient révélées ces crises dans le domaine de la coopération monétaire. D'une part, la mise en place d'une nouvelle base institutionnelle pour la coopération économique et monétaire, combinée à un système de consultations préalables à toute modification de taux de change, visait à générer et à concrétiser la qualité d'intérêt commun que le traité avait attribuée aux politiques de taux de changes, mais que les États membres avaient délibérément choisi de négliger. D'autre part, l'élargissement des prérogatives du Comité monétaire qui deviendrait le centre d'un système de consultations préalables qui précèderaient toutes les décisions importantes relatives aux relations monétaires internationales, devait pallier au manque, voire à l'absence de cohérence de l'approche des États membres, dans la formulation et le dégagement d'une position européenne commune au sein des institutions internationales.

Le deuxième mémorandum de la Commission était une réponse aux crises monétaires à l'échelle européenne et internationale de l'année 1968, qui avaient révélé les insuffisances et l'inefficacité de l'organisation de la Communauté en matière monétaire, tant au niveau des procédures de consultations préalables qui n'avaient pas été suivies, tant au niveau des mécanismes de soutien prévu par le Traité de Rome, dont l'application stricte n'avait pas

---

<sup>1225</sup> BOTTEX Agnès (2003) *op.cit.*, p.335.

empêché le recours à des mesures de sauvegarde au cours même de l'année de l'achèvement de l'union douanière.

L'amélioration de la coordination des politiques économiques à moyen terme ainsi que l'élargissement et le renforcement des procédures de consultations préalables dans le domaine des politiques économiques à court terme, qui étaient rendues obligatoires, devaient permettre l'unification progressive des politiques conjoncturelles et des politiques économiques mais aussi la consolidation de la solidarité monétaire intracommunautaire. Celle-ci était également renforcée et concrétisée par la mise en place d'un système de soutien mutuel propre à la Communauté, qui permettrait à un pays en difficulté de trouver auprès de ses cinq partenaires une aide inconditionnelle et immédiate, sans pour autant devoir passer par les institutions et les mécanismes internationaux.

Ces crises successives, qui renforcèrent les initiatives de la Commission<sup>1226</sup>, provoquèrent auprès des Six une prise de conscience des faiblesses de l'organisation et de la solidarité européenne et firent naître la volonté politique des États membres à faire progresser l'intégration économique et monétaire.

D'une part, la mise en place du dispositif de coopération monétaire renforcée fut suscitée par la réalisation de la Communauté de l'incapacité croissante des États-Unis d'assurer, à l'instar des vingt années précédentes, la stabilité monétaire internationale et de l'urgence face à laquelle elle se trouvait, d'assumer par ses propres moyens la stabilité monétaire et économique européenne<sup>1227</sup>. D'autre part, les Six se rendirent compte qu'en l'absence d'une réelle solidarité monétaire communautaire, toutes les avancées obtenues au niveau de l'achèvement de l'union douanière ainsi qu'au niveau des politiques communes, et en particulier de la politique agricole commune, seraient compromises.

Dans le souci de préserver l'acquis communautaire, les États membres de la Communauté se rapprochèrent ainsi progressivement du principe prôné par la Commission et les réseaux d'experts institutionnels et non institutionnels, principe qui stipulait que la politique monétaire était un corrélatif nécessaire à la politique économique. En effet, depuis 1958, ces acteurs avaient plaidé pour une interprétation maximaliste du Traité de Rome. Ils considéraient la coordination étroite des politiques économiques, financières et monétaires des six pays comme la conséquence logique, inéluctable de la création de la Communauté économique européenne en raison de l'action réciproque des phénomènes économiques et monétaires les uns sur les autres. Cette coordination ne devait pas être qu'un procédé de contrôle ou même

---

<sup>1226</sup> WARLOUZET Laurent (2011) *op.cit.*, p.416.

<sup>1227</sup> TIEMEYER Guido (2004) *op.cit.*, pp.177.

de correction à posteriori des actions nationales, mais plutôt un procédé à priori, une concertation préventive des décisions monétaires.

Cette caractéristique précise était d'autant plus importante que les progrès de l'intégration dans le domaine de la politique agricole commune, et notamment la fixation de prix communautaires exprimés en unité de compte, avaient établi un lien de plus en plus étroit entre les monnaies des États membres et rendaient de nouveaux développements de la politique monétaire inévitables. En dépit du fait que la politique agricole commune pouvait être considérée comme un « facteur d'équilibre régional »<sup>1228</sup> étant donné que les taux de change à l'intérieur de la Communauté paraissaient avoir acquis une stabilité permanente, les crises monétaires au niveau international et européen révélèrent les faiblesses de l'organisation monétaire communautaire qui menaçaient non seulement l'entière réussite des succès et des progrès accomplis au sein de la CEE, à savoir la mise en place de l'union douanière et de la politique agricole commune, mais également la stabilité et la viabilité de l'ensemble de la Communauté.

La progression de la coopération monétaire se développa ainsi non seulement dans une logique de développement européen concernant les politiques communes, mais également en réaction à des chocs externes, qui furent des facteurs clés dans la prise de conscience de la nécessité d'une collaboration monétaire commune<sup>1229</sup>. Plus globalement, et parallèlement à ces motivations internes et externes du processus d'intégration monétaire, le processus d'organisation monétaire fut déclenché par la montée en puissance de l'Europe comme puissance économique mondiale. Cette richesse croissante ouvrait des possibilités à la Communauté et lui imposait également de nouvelles obligations. Paradoxalement, cette puissance économique européenne qui s'affirma à partir des années soixante constitua dans un premier temps un frein à toute forme d'organisation monétaire<sup>1230</sup>. La stabilité relative du système monétaire international pendant la période considérée conduisit à ce que les avancées en matière monétaire ne se réduisirent qu'à des dispositions organisationnelles et ne menèrent à aucune modification de traité. Cependant, dès les premiers déséquilibres, ce statut de puissance économique, de partenaire essentiel des États-Unis<sup>1231</sup>, ainsi que les progrès effectués au niveau communautaire, élevant la Communauté à beaucoup plus qu'une simple

---

<sup>1228</sup> FONTAINE Pascal (2012) *op.cit.*, p.263.

<sup>1229</sup> Le Ministère de l'Économie des Finances et de l'Industrie, *Le rôle des ministères des Finances et de l'Économie dans la construction européenne 1957-1978*, Tome I, Journées préparatoires tenues à Bercy le 14 novembre 1997 et le 29 janvier 1998, Comité pour l'histoire économique et financière, Ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie, Paris, 2002, 4<sup>e</sup> débat, pp. 345-349.

<sup>1230</sup> *Ibidem*.

<sup>1231</sup> BOTTEX Agnès (2003) *op.cit.*, p.116.

union douanière<sup>1232</sup>, devinrent la cause, la justification, le fondement principal d'une organisation monétaire resserrée.

## **5. Postérité des projets de coordination économique et monétaire**

Le processus d'intégration monétaire au cours des années 1958-1969 fut ainsi animé par des forces profondes, majoritairement économiques. Cependant, ne réduire son développement qu'à des facteurs économiques, reviendrait à occulter la complexité de la gouvernance économique et monétaire ainsi que l'importance de réseaux transnationaux institutionnalisés et non institutionnalisés dans l'évolution de l'organisation monétaire communautaire. Celle-ci est en effet le résultat d'une double dynamique.

En effet, l'importance de la collaboration constante, étroite, entre les institutions communautaires et une élite politique et monétaire transnationale regroupées au sein de réseaux de comités institutionnalisés et non institutionnalisés, qui fut le moteur crucial à la recherche d'un consensus sur la nécessité d'une coopération monétaire, à la promotion permanente d'une intégration économique et monétaire approfondie et à la création dans le long terme de l'Union économique et monétaire, ne saurait être sous-estimée. Sans l'impulsion et le travail préparatoire, voire prédécisionnaire<sup>1233</sup> de ces instances, au sein desquelles s'élaboraient de larges consensus transnationaux, des lignes de conduite, sur lesquelles les institutions communautaires se basèrent en formulant leurs propositions en matière monétaire<sup>1234</sup>, les développements effectués dans le domaine monétaire se seraient probablement produits plus tardivement, voire même trop tardivement<sup>1235</sup>. En effet, lorsque les crises de 1968 et de 1969 se manifestèrent, une base organisationnelle, une capacité rudimentaire d'action monétaire coordonnée était déjà en place afin de pouvoir faire face à des périodes d'adversité.

En dépit de la force motrice<sup>1236</sup> des initiatives des réseaux institutionnalisés et non institutionnalisés sur lesquelles les propositions de la Commission se basaient, le processus d'intégration monétaire européenne fut largement réactif. En effet, étant donné que les politiques économiques et monétaires n'étaient, selon les dispositions du Traité de Rome, pas

---

<sup>1232</sup> LUDLOW N. Piers (2006) *op.cit.*, p.213.

<sup>1233</sup> KEES A. (1994), *op.cit.* pp.129.

<sup>1234</sup> Voir chapitres III.2-III.3.

<sup>1235</sup> ANDREWS David M. (2002), *op.cit.*, pp.21.

<sup>1236</sup> VERDUN Amy (2009), *op.cit.*, pp.164.



des politique communes, mais des politiques réservées aux États membres, ce fut au Conseil des ministres que revenait la prise de décision finale quant à la manière de procéder. Compte tenu du manque de volonté politique démontré par les États-membres qui considéraient que la politique monétaire était le « le dernier bastion de la souveraineté nationale »<sup>1237</sup>, les avancées requises par les réseaux transnationaux et par la Commission furent largement retardées et prises en compte qu'en réaction à des situations de déséquilibres. Cependant, étant donné que la force des propositions que la Commission soumettrait au Conseil ne refléterait que la qualité du consensus trouvé préalablement par les confrontations permanentes d'idées au sein d'une multitude d'instances d'experts et de représentants gouvernementaux, ce fut l'approche pragmatique, progressive et équilibrée de la Commission, qui ne manqua pas d'adapter ses propositions initiales avant de proposer des résolutions formelles, qui permit de mettre en place une nouvelle base institutionnelle ainsi que les premiers outils nécessaires à une politique économique et monétaire commune.

La gouvernance économique et monétaire pendant la première décennie de la CEE fut majoritairement animée par des réseaux d'experts transnationaux. Les Commissions Hallstein et Rey et leurs direction générale des affaires économiques et financières respectives, ainsi que les instances formelles et informelles constituées tout au long de cette période, étaient caractérisées par un esprit de corps administratif élitiste<sup>1238</sup>, qui amplifia le manque de lisibilité du processus institutionnel et renforça la complexité du jeu des acteurs au sein du système institutionnel<sup>1239</sup>.

Plus généralement, cette période révéla l'opacité et le manque de transparence du processus de décision en matière de politique économique et monétaire. L'expertise, qui était la qualité principale de la communauté d'experts, était synonyme d'un processus de décision technocratique<sup>1240</sup>. Ainsi, les délégations de souveraineté progressives et discrètes n'étaient pas validées par les opinions publiques nationales, mais étaient entretenues par une dynamique d'essence technocratique »<sup>1241</sup>. Ce mode de gouvernance était majoritairement imputable aux caractéristiques intrinsèques de la politique économique et monétaire et principalement à sa technicité. Contrairement à la politique agricole commune, la politique

---

<sup>1237</sup> WERNER Pierre (1971), *op.cit.*, p.14.

<sup>1238</sup> KAISER, Wolfram, GEHLER Michael, LEUCHT Brigitte : « Networks in informal European Governance, diachronic perspectives on the European Union as a Multi-Level Polity, in GEHLER Michael, KAISER Wolfram, LEUCHT Brigitte, *Netzwerke im europäischen Mehrebenensystem. Von 1945 bis zur Gegenwart. Networks in European multi-level Governance. From 1945 to the Present*, Böhlau Verlag Wien, 2009, pp. 24.

<sup>1239</sup> WARLOUZET Laurent (2011) *op.cit.*, p.496.

<sup>1240</sup> SEIDEL Katja (2009) *op.cit.*, pp.167.

<sup>1241</sup> WARLOUZET Laurent (2011) *op.cit.*, p.496.

monétaire n'était quasiment pas exposée politiquement et convenait donc bien à une élaboration au sein de réseaux d'experts informels et à l'abri du domaine public<sup>1242</sup>. Cependant, paradoxalement, tandis que le développement de la politique agricole commune était mené et symbolisé par l'action d'une personnalité emblématique unique, à savoir Sicco Mansholt, qui était considérée comme la « star » d'une « direction générale glamour »<sup>1243</sup>, l'élaboration d'une intégration monétaire renforcée, fut portée et représentée par une multitude de personnalités charismatiques<sup>1244</sup>.

Le manque de visibilité et l'apparent déficit démocratique du processus de prise de décision dans le domaine économique et monétaire, doivent néanmoins être nuancés en fonction des avancées qui furent accomplies au niveau de la structure institutionnelle et de l'organisation monétaire pendant la décennie considérée. En effet, l'institutionnalisation de réseaux officiels préétablis et la création de nouvelles enceintes communautaires, permirent non seulement de centraliser et de transférer à l'échelle communautaire des compétences qui avaient depuis le début de la Communauté été considérées par les États membres comme étant de leur propre ressort, mais également de soumettre au contrôle parlementaire, la coopération entre toutes les instances se concentrant sur les affaires économiques et monétaires. De plus, la création de cette nouvelle base institutionnelle permit de démultiplier le nombre de techniciens et de spécialistes européens participant en amont à l'élaboration d'une politique économique et monétaire communautaire, ce qui contribua également à l'européanisation mais aussi à la démocratisation du processus dans sa globalité.

Dans son ensemble, la période d'analyse considérée, peut être décrite comme une période au cours de laquelle la Communauté économique européenne démontra sa capacité à mettre en œuvre et même à dépasser une grande partie des dispositions initiales fixées par le Traité de Rome dans le domaine économique et monétaire. Cette première étape de l'intégration économique et monétaire fut en effet d'une importance intrinsèque à la croissance et à la consolidation de la Communauté.

Même si les progrès effectués pendant les années soixante paraissent largement moins importants que les réalisations des années soixante-dix, ils ne doivent néanmoins pas être sous-estimés. En effet, cette décennie fut une période très contrastée entre les Six, qui paradoxalement renforça le système institutionnel de la Communauté. Certes, les divergences

---

<sup>1242</sup> VERDUN Amy (2009), *op.cit.*, pp.153.

<sup>1243</sup> PATEL Kiran Klaus : "The history of European Integration and the Common Agricultural Policy, an introduction", in PATEL Kiran Klaus (ed.), *Fertile Ground for Europe? The History of European Integration and the Common Agricultural Policy since 1945*, Nomos, Baden-Baden, 2009, pp.2.

<sup>1244</sup> ROSENTHAL G.G., (1975) *op.cit.*, p.123.

entre les pays membres de la Communauté ne permirent pas de modifications formelles du traité, hormis la décision de fusionner les institutions de trois communautés européennes (CECA/CEE/EURATOM) sans modifier leurs prérogatives. Cependant, comme nous l'avons esquissé tout au long de cette analyse, des avancées notables furent néanmoins réalisées. Les tensions entre les partisans d'une approche inter gouvernementaliste et d'une approche supranationale, permirent ainsi en quelque sorte de renforcer, de solidifier la matrice originelle et la stabilité du système communautaire<sup>1245</sup>. En effet, les désaccords fondamentaux entre les six partenaires s'étaient globalement formés autour de la forme suggérée pour atteindre la constitution d'une union économique et monétaire. Le principe même d'une union économique et monétaire, devant consolider l'intégration européenne, était majoritairement accepté<sup>1246</sup> en raison des intérêts réciproques grandissants qu'avait induits l'organisation communautaire<sup>1247</sup>.

En définitive, il serait inopportun de ne pas prendre en considération les évolutions des années soixante, aussi subtiles qu'elles soient, dans l'analyse historique du processus d'intégration économique et monétaire de la Communauté européenne. Il est vrai que les réseaux d'experts en collaboration étroite avec la Commission européenne, n'obtinrent pas une immédiate satisfaction quant à leurs objectifs ambitieux. Cependant, il ne faudrait pas non plus déprécier les accomplissements à long terme que ces propositions eurent sur le processus de création d'une union économique et monétaire. En effet, c'est avec la conférence de La Haye que la décision fondamentale de constituer progressivement une union économique et monétaire, fut formellement entérinée. Les résolutions du sommet de 1969 se fondèrent sur les propositions émises par le plan Barre, qui lui reprenait dans son essence les dispositions du plan Marjolin. De plus, une partie des comités d'experts consultatifs, créés pendant les années soixante, furent davantage institutionnalisés, notamment par l'acquisition de nouvelles prérogatives dans les phases successives de l'intégration, afin de rendre non seulement plus efficace la gouvernance de la politique économique et monétaire mais aussi afin de se rapprocher du but ultime de cette intégration. Ce fut notamment le cas du comité des gouverneurs des banques centrales, qui devint à terme l'organe central du système bancaire européen<sup>1248</sup>. De son côté,

---

<sup>1245</sup> DEHOUSSE Renaud, MAGNETTE Paul : "Institutional Change in the EU", in PETERSON John and SHACKLETON Michael (ed.), *The Institutions of the European Union*, third edition, Oxford University Press, 2012, pp. 22.

<sup>1246</sup> ROSENTHAL G.G., (1975) *op.cit.*, p.124.

<sup>1247</sup> LUDLOW N. Piers (2006) *op.cit.*, p.214.

<sup>1248</sup> Sur l'évolution du rôle du Comité des gouverneurs des banques centrales voir : ANDREWS David M. : « Building capacity : The Institutional Foundations of EMU », *Politics and International Relations*, Scripps

le comité monétaire vit ses attributions dépasser le simple degré consultatif, par la mise en place du système monétaire européen, qui le chargea officiellement de prendre des décisions contraignantes pour les pays de la CEE<sup>1249</sup>. C'est finalement pendant les années quatre-vingt-dix que ce dernier endossa la responsabilité, tout en suivant les dispositions du Traité de Maastricht, de préparer l'union économique et monétaire.

La période considérée constitue donc non seulement une décennie formative vitale pour la CEE en matière d'intégration économique et monétaire, mais elle vit également l'émergence et la consolidation d'un système institutionnel qui perdura au cours des décennies successives.

---

College, Working Paper 00-2, June 2000, - JAMES Harold, *Making the European Monetary Union*, Belknap Press of Harvard University Press, 2012.

<sup>1249</sup> MOURLON –DRUOL Emmanuel, *A Europe Made of Money. The Emergence of the European Monetary System*, Cornell University Press, 2012.

## V. Annexes

Tableau des personnages clés :

Groupes et institutions	Banque nationale	Bellderb erg	BIRD	BM	BRI	CAEUE	CE	CECA	CGB C	CGP	CM	CP EMT	DGF i P	DRE E	FMI	LECE	ME	MFE	Minist ères	MINFIN	Mouvement Pan - Europe	OCDE	OECE	PE	Premiers Ministres	SGCI	SDN	UEP
Personnalités			1						1		1					1	1											1
Abs (Hermann Josef)			1													1	1											
Ansiaux (Hubert)	1			1					1																			1
Ball (George)			1																									
Barre (Raymond)							1			1									1	1				1				
Birrenbach (Kurt)						1																	1					
Bobba (Franco)							1				1																	
Boyer de la Girdoay (Frédéric)							1				1				1	1												
Briand (Aristide)																					1							
Butler (Harold)																1	1											
Calvet (Pierre)	1										1		1														1	
Campen (Filip Van)																							1					
Canu (Louis)			1														1											
Carli (Guido)	1		1			1			1		1				1												1	
Carmoy (Guy de)				1									1			1							1					
Clappier (Bernard)	1					1			1		1			1								1						
Coudenhove-Kalergi (Richard)																					1							
Debré (Michel)																1								1				
Deist (Heinrich)								1															1					
Delors (Jacques)	1							1			1		1						1	1				1				
Dichgans (Hans)								1																1				
Drapier (Jean)			1																									
Einaudi (Luigi)	1																	1		1								
Emminger (Ottmar)	1									1	1				1								1					
Etzel (Franz)							1														1							
Gaillard (Félix)			1				1												1					1				
Gasperi (Alcide de)			1														1								1			
Giscard d'Estaing (Edmond)													1			1												
Giscard d'Estaing (Valéry)							1													1	1				1			
Hallstein (Walter)			1					1																				
Harrod (Roy)			1													1			1									
Kerstens (Pieter)																1			1									
Kohnstamm (Max)				1			1		1								1											
Lamfalussy (Alexandre)						1																						
Lattre (André de)			1		1						1		1	1													1	
Lefèvre (Théo)							1																		1			
Lenep (Emile Van)	1		1			1	1				1				1							1						

Groupes et institutions	Banque nationale	Bellagerberg	Bird	BM	BRI	CAEU	CE	CECA	CGB	CGP	CM	CP	DGFIP	DRE	FMI	LECE	ME	MFE	Ministères	MNFIN	Mouvement Pan-Europe	OCDE	OCE	PE	Premiers Ministres	SGCI	SDN	UEP	
Personnalités																									1				
Macmillan (Harold)																	1	1		1	1					1			
Malfa (Ugo La)				1													1	1		1	1								
Malvestiti (Piero)								1	1										1		1								
Marjolin (Robert)								1			1												1						
Massé (Pierre)											1		1											1					
Mollet (Guy)				1				1																		1			
Monnet (Jean)									1		1																		
Motz (Roger)				1				1										1											
Müller-Armack (Alfred)		1																		1					1				
Ortoli (François-Xavier)								1			1		1	1						1	1						1		
Pierre-Brossolette (Claude)												1																	
Pfimlin (Pierre)								1												1	1					1			
Pinay (Antoine)				1				1												1	1				1	1			
Pleven (René)								1				1								1						1			
Posthuma (Suardus)	1											1													1				1
Retinger (Joseph)				1														1	1										
Rist (Charles)	1		1															1											
Rueff (Jacques)	1		1	1														1				1						1	
Schiller (Karl)																													
Schmidt (Helmut)								1													1	1							
Serruys (Daniel)																		1											1
Snoy et d'Oppuers (Jean-Charles)																		1			1				1				
Spinelli (Altiero)								1											1						1				
Strycker (Cecil de)	1									1		1																	1
Tietmeyer (Hans)	1					1				1			1																
Triffin (Robert)				1				1									1							1					
Uri (Pierre)								1	1		1																		
Werner (Pierre)								1												1	1					1			
Wigny (Pierre)																				1						1			
Zeeland (Paul Van)	1			1														1	1		1				1	1			
Zijlstra (Jelle)										1								1				1				1			

## **VI. Sources**

### **1. Archives communautaires**

#### **1. Archives de la Commission européenne (Bruxelles)**

- Traité instituant la Communauté économique européenne (1957) <http://eur-lex.europa.eu/fr/treaties/index.htm#founding>.
- Bulletin officiel de la Communauté économique européenne n° 11 1963.
- Bulletin officiel de la Communauté économique européenne n° 2 1965.
- Bulletin officiel de la Communauté économique européenne n° 5 1965.
- Bulletin officiel de la Communauté économique européenne n° 1 1967.
- Bulletin officiel de la Communauté économique européenne n° 2 1969.
- Bulletin officiel de la Communauté économique européenne n° 7 1969.
- Bulletin officiel de la Communauté économique européenne n° 9/10 1969.
- Bulletin officiel de la Communauté économique européenne n° 3 1970.
- Journal officiel des Communautés européennes 1958, JO 58 du 26.07.1958, Règlement de l'Assemblée parlementaire européenne (23 juin 1958), Résolution du 23 juin 1958 relative au règlement de l'Assemblée parlementaire européenne.
- Journal officiel des Communautés européennes 1960, JO 60 du 9.5.1960, Décision du Conseil concernant la coordination des politiques de conjoncture des États membres, pp.764-765.
- Journal officiel des Communautés européennes 1964, JO 64 du 22.4.1964, Décision du Conseil, du 15 avril 1964, créant un Comité de politique économique à moyen terme, pp.1032-1035.
- Journal officiel des Communautés européennes 1964, JO 64 du 21.5.1964, Décision du Conseil, du 8 mai 1964, concernant la collaboration entre les banques centrales des États membres de la Communauté économique européenne pp. 1206–1207.
- Journal officiel des Communautés européennes 1964, JO 64 du 8.2.1964, Résolution partant avis du Parlement européen sur une recommandation de la Commission de la CEE au Conseil relative à une politique économique à moyen terme de la Communauté, pp.408-409.
- Journal officiel des Communautés européennes 1969, JO 69 du 25.7.1969, Décision du Conseil du 17 juillet 1969 relative à la coordination des politiques économiques à court terme des États membres, pp.227.
- BAC 026/1969 - 351 : 1958 – 1960 : Comité monétaire : administration, composition, compétences, etc.
- BAC 026/1969 - 352 : 1958 – 1960 : Comité monétaire : indemnités, nominations, statut, etc.
- BAC 026/1969 - 359 : 1959 – 1959 : Comité monétaire : réunions (janvier-juin 1959).

- BAC 026/1969 743 : 1959 – 1960 : Ministres des Finances : 1ère-3e réunions (Bonn, 16 et 17 juillet 1959 ; Bruxelles, 17 et 18 novembre 1959 ; Paris, 11 et 12 février 1960) ; procès-verbaux, documents de travail, travaux préparatoires, correspondance, etc. (- DE, FR, IT, NL -). Vol. 1.
- BAC 026/1969 744 : 1960 – 1961 : Ministres des Finances : 4e-5e réunions (Rome, 11 et 12 juillet 1960 ; Luxembourg, 24 et 25 octobre 1960) ; procès-verbaux, documents de travail, travaux préparatoires, correspondance, etc. (- DE, FR, IT -). Vol. 2.
- BAC 026/1969 745 : 1961 – 1961 : Ministres des Finances : 6e réunion (La Haye, 13 et 14 janvier 1961) : procès-verbal, travaux préparatoires, correspondance, etc. (- DE, FR -). Vol. 3.
- BAC 026/1969 746 : 1961 – 1961 : Ministres des Finances : 7e réunion (Düsseldorf, 20 et 21 mars 1961) : procès-verbal, travaux préparatoires, correspondance, etc. (- DE, FR -). Vol. 4.
- BAC 026/1969 747 : 1961 – 1961 : Ministres des Finances : 8e réunion (Ostende, 17 et 18 juillet 1961) : procès-verbal, travaux préparatoires, correspondance, etc. (- DE, FR -). Vol. 5.
- BAC 026/1969 749 : 1961 – 1961 : Ministres des Finances : 10e réunion (Paris, 1er décembre 1961) : procès-verbal, travaux préparatoires, correspondance, etc. Vol. 7.
- BAC 026/1969 751 : 1962 – 1962 : Ministres des Finances : 12e réunion (Echternach, 9 et 10 juillet 1962) : procès-verbal, travaux préparatoires, correspondance, etc. (- FR, DE -). Vol. 9.
- BAC 026/1969 752 : 1962 – 1963 : Ministres des Finances : 13e réunion (La Haye, 8 et 9 octobre 1962) : procès-verbal, travaux préparatoires, correspondance, etc. (- DE, FR -). Vol. 10.
- BAC 026/1969 753 : 1962 – 1963 : Ministres des Finances : 14e réunion (Baden-Baden, 25 et 26 mars 1963) ; procès-verbal, travaux préparatoires, correspondance, etc. (- FR, DE -). Vol. 11.
- BAC 026/1969 761 : 1965 – 1965 : Ministres des Finances : 22e réunion (Cannes, 3 et 4 mai 1965) : procès-verbal, travaux préparatoires, correspondance, etc. (- DE, FR -). Vol. 19.
- BAC 209/1980 18 : 1964 – 1964 : Procès-verbaux finaux des séances n. 270-282 de la Commission CEE (Avril-Juillet 1964).
- BAC 209/1980 24 : 1966 – 1966 : Procès-verbaux finaux des séances n. 357-370 de la Commission CEE (Avril-Septembre 1966).
- BAC 209/1980 28 : 1958 – 1958 : Procès-verbaux des séances (Spéciaux) n. 19-43 de la Commission CEE (Juin-Décembre 1958).
- BAC 209/1980 48 : 1964 – 1964 : Procès-verbaux des séances (Spéciaux) n. 278-288 de la Commission CEE (Juin-Octobre 1964).
- BAC 259/1980 24 : 1969 – 1969 : Procès-verbaux des réunions n. 62-66 de la Commission CEE (Janvier-Février 1969).
- BAC 375/1999 289 : Ministres des Finances, réunions 1966 et 1967.
- BAC 375/1999 290 : Ministres des Finances, réunions 1.1.1968-31.12.1968.
- BAC 375/1999 503 : Ministres des Finances, réunions 1.1.1969-31.12.1969.



- BAC 565/1995 172 : 1961-1961 : Sous-groupe du Comité monétaire « Problème de la liquidité internationales » : le plan Triffin pour la prévention d'une pénurie mondiale de réserves monétaires 22/03/1961.
- BAC 565/1995 189 : 1962 : Le système monétaire international, note du professeur Posthuma.
- BAC 565/1995 200 : 1963-1963 : Comité monétaire : session n°53 du 4 septembre 1963 ; remarques sur les possibilités de développement du système monétaire international.
- COM (1958) 249 : Coopération économique, financière et monétaire dans la communauté économique européenne, 7 novembre 1958.
- COM (1960) 16 final : Recommandations de la Commission en vue de l'accélération du rythme du Traite, 26 février 1960.
- COM (1962) 300 : Mémoire de la Commission sur le programme d'action de la Communauté pendant la 2<sup>e</sup> étape 24 octobre 1962.
- Organigramme de la Commission européenne ; membres de la Direction générale II.
- COM (1963) 216 : La coopération monétaire et financière au sein de la Communauté économique européenne 19 juin 1963.
- COM (1963) 271 : Politique économique à moyen terme de la Communauté, 25 juillet 1963.
- COM (1964) 90 : Projets de décisions de la commission au conseil sur la coopération monétaire et financière au sein de la CEE, observations du service juridique, 2 avril 1964.
- COM (1969) 150 : Mémoire de la Commission au Conseil sur la coordination des politiques économiques et la coopération monétaire au sein de la Communauté, 12 février 1969.
- COM (1970) 7 : Proposition d'une décision du Conseil sur les modalités appropriées des consultations prévues dans la décision du Conseil du 17 juillet 1969, 14 janvier 1970.
- S01259 1961 : Note pour les membres de la Commission 7 mars 1961.
- S01320 1961 : Vermerk fuer die Herren Mitglieder der Kommission 6. März 1961.
- G 1965 40 : Consultations préalables à toute modification de la parité de change de la monnaie d'un ou plusieurs pays membres 26 janvier 1965.
- SEC 68 3958 : Mémoire de la Commission au Conseil au sujet de la politique susceptible d'être poursuivie au sein de la Communauté pour faire face aux problèmes économiques et monétaires actuels 5 décembre 1968.

## **2. Archives du Conseil de l'Union européenne (Bruxelles)**

Fonds CM2 : la Communauté Economique Européenne (CEE) et à la Communauté Européenne de l'Energie Atomique (CEEa) telle que définies par les Traités de Rome (1957) et leur évolution jusqu'à l'entrée en vigueur du Traité de Maastricht :

- CM2/1958-613 : 04/06/1958 ; Session constitutive du Comité monétaire.
- CM2/1958-616 : 01/1958 - 07/1958 : Composition du Comité monétaire.
- CM2/1959 - 045 : documents divers sur les réunions des ministres des Finances.
- CM2/1959-598 : 02/1959 - 05/05/1959 : Rapport d'activité du Comité monétaire.
- CM2/1959-607 : 06/1959 - 11/1959, Politique coordonnée des Etats membres de la CEE dans le domaine monétaire.
- CM2/1960 - 259 : Problèmes soulevés par la tenue, en-dehors du cadre des Conseils des Communautés européennes, des réunions des ministres ayant des responsabilités dans des secteurs particuliers.
- CM2/1960 - 508 : 02/1960 - 04/1960 : Deuxième rapport d'activité du Comité monétaire de la CEE pendant l'année 1959.
- CM2/1960 - 001021 : 20/04/1961 - 07/06/1961 : Troisième rapport d'activité du Comité monétaire pour l'année 1960.
- CM2/1961 - 227 : 19/03/1962 - 14/05/1962 : Quatrième rapport d'activité du Comité monétaire.
- CM2/1961 - 234 : 06/03/1961 - 25/04/1961 : Pièces concernant la réévaluation du mark allemand et du florin néerlandais, pièces concernant la réévaluation du mark allemand et du florin néerlandais.
- CM2/1963 - 339 : 19/03/1963 - 17/06/1963 : Cinquième rapport d'activité du Comité monétaire de la CEE.
- CM2/1964 - 0443 : Dossier concernant la décision du Conseil du 8.5.1964 relative à la collaboration entre les Etats membres en matière de relations monétaires internationales.
- CM2/1964 - 0444 : Dossier concernant la déclaration du 8.5.1964 des représentants des gouvernements des Etats membres de la CEE réunis au sein du Conseil relative à l'organisation préalable entre les Etats membres en cas de modification des parités de change de leurs monnaies.
- CM2/1964 - 447 : 15/04/1964 - 30/05/1964 : Sixième rapport d'activité du Comité monétaire de la CEE.
- CM2/1969 - 405 : 15/01/1969 : Rapport intérimaire du Comité monétaire aux ministres des Finances et aux gouverneurs des banques centrales
- CM2/1969 - 408 : 10/07/1969 : Avis du Comité des gouverneurs sur le mémorandum Barre.

Documents disponibles sur Archive of European integration : <http://aei.pitt.edu/>

- Septième rapport d'activité du Comité monétaire, Bruxelles, 12 février 1965.
- Neuvième rapport d'activité du Comité monétaire, Bruxelles, 1<sup>er</sup> mars 1967.
- Dixième rapport d'activité du Comité monétaire, Bruxelles, 26 avril 1968.
- Onzième rapport du Comité monétaire, Bruxelles, 15 mai 1969.
- Douzième rapport du Comité monétaire, Bruxelles, 30 juin 1970.

### **3. Archives du Parlement européen (Luxembourg)**

#### Rapports parlementaires :

- PEO AP RP/ECON 1958 A0-00054/58 : Politique économique à long terme, finances et investissements dans les premiers rapports généraux, Rapport parlementaire 01/12/1958.
- PEO AP RP/ECON 1958 A0-0006/59 : Politique économique à long terme, finances et investissements dans les premiers rapports généraux, Rapport parlementaire 01/01/1959.
- PEO AP RP/ECON 1958 A0-00023/60 : Politique de conjoncture commune dans la CEE, Rapport parlementaire 10/05/1960.
- PEO AP RP/ECON 1961 A0-0141/61 0030 : Déclaration de la Commission CEE relative à la situation économique : années 1961 et 1962, Note relatif aux réflexions éventuelles 18/01/1962.
- PEO AP RP/ECON 1961 A0-0017/62 : Coordination des politiques monétaires dans le cadre de la CEE Texte adopté 17/10/1962.
- PEO AP RP/ECON 1961 A0-0017/62 0010 : Coordination des politiques monétaires dans le cadre de la CEE Rapport parlementaire 07/04/1962
- PEO AP RP/ECON.1961 A0-0017/62 0035 : Coordination des politiques monétaires dans le cadre de la CEE : Note concernant la réforme du Fonds monétaire International 10/01/1962.
- PEO AP RP/ECON 1961 A0-0017/62 0040 : Coordination des politiques monétaires dans le cadre de la CEE Projet de proposition de résolution 07/04/1962.
- PEO AP RP/ECON 1961 A0-0103/63 0020 : Coopération monétaire et financière au sein de la CEE : Note sur les propositions de la commission sur la coopération monétaire et financière au sein de la communauté économique européenne 06/11/1963.
- PEO AP RP/ECON.1961 A0-0103/63 0010 : Rapport fait au nom de la commission économique et financière relatifs à la communication de la Commission de la C.E.E. au Conseil (doc.72) sur la coopération monétaire et financière au sein de la Communauté économique européenne Rapporteur : M. Francis Vals, 10/01/1964.
- PEO AP RP/ECON.1961 A0-0115/63 0001 : Rapport fait au nom de la commission économique et financière sur une recommandation de la Commission de la C.E.E. au Conseil (doc. 73) relative à une politique économique à moyen terme de la Communauté Rapporteur : M. Hans Dichgans, 14/01/1964.
- PEO AP RP/ECON.1961 A0-0005/65 00010 : Rapport fait au nom de la commission économique et financière sur l'exposé du 19 janvier 1965 de la Commission de la C.E.E. relatif à la situation économique de la Communauté économique européenne Rapporteur : M. Ph. C. M. van Campen, 17/03/1965
- PEO AP RP/ECON.1961 A0-0005/65 0001 : Résolution sur l'exposé du 19 janvier 1965 de la Commission de la C.E.E. relatif à la situation économique de la

Communauté économique européenne Rapporteur : M. Ph. C. M. van Campen 12/04/1965.

- PE0 AP RP/ECON.1961 A0-0005/65 0010 : Projet d'avis relatif aux parties du huitième rapport général de la CEE qui relèvent de la compétence de la commission économique et financière Rédacteur : M. Ph. C. M. van Campen 17/05/1965.
- PE0 AP PV/ECON.1961 ECON-19651125 0010 : Réunion du 25 novembre 1965, Procès-verbal.
- PE0 AP RP/ECON.1961 A0-0138/66 0001 : Rapport fait au nom de la commission économique et financière sur l'activité future de la Communauté dans le domaine de la politique monétaire et la création d'une union monétaire européenne Rapporteur : Hans Dichgans 28/11/1966.
- PE0 AP RP/ECON.1961 A0-0138/66 0040 : Politique monétaire et création d'une union monétaire européenne, document de travail.
- PE0 AP RP/ECON.1967 A0-0229/68 0010 : Rapport fait au nom de la commission économique sur la situation économique de la Communauté en 1968 et les perspectives pour 1969. Rapporteur : M. Riedel 11/03/1969.

#### Procès-verbaux :

- PEO AP PV/ECON 1958 ECON- 1958 1203 : Réunion du 3 décembre 1958, Procès-verbal 03/12/1958.
- PEO AP PV/ECON 1958 ECON- 1960 0923 0010 : Réunion du 23 septembre 1960, Procès-verbal 23/09/1960.
- PEO AP PV/ECON 1958 ECON- 1960 0923 0020 : Réunion du 23 septembre 1960, Compte rendu de la réunion du 23 septembre 1960 23/09/1960.
- PEO AP PV/ECON 1961 ECON- 1961 0425 0010 : Réunion du 25 avril 1961, Procès-verbal 25/04/1961.
- PEO AP PV/ECON 1961 ECON- 1961 0601 0010 : Réunion du 01 juin 1961, Procès-verbal 01/06/1961.
- PEO AP PV/ECON 1961 ECON- 1961 1116 0010 : Réunion du 16 novembre 1961, Procès-verbal 16/11/1961.
- PEO AP PV/ECON.1961 ECON-19640424 0010 : Réunion du 24 avril 1964 : Projet d'ordre du jour.
- PE0 AP PV/ECON.1961 ECON-19640424 0020 : Réunion du 24 avril 1964, Communication aux membres.
- PE0 AP PV/ECON.1961 ECON-19651125 0010 : Réunion du 25 novembre 1965, Procès-verbal.
- PE0 AP PV/ECON.1967 ECON-19690414 0040 : Réunion du 14 avril 1969, Intervention orale de Raymond Barre 14/04/1969.
- PE0 AP PT PT-0003/64 0010 : Pétition N° 0003/64 de PFLIMLIN, Pierre : Création d'une monnaie européenne.

#### **4. Archives du Comité des gouverneurs des banques centrales**

##### Agendas et minutes :

Ces documents sont accessibles sur le site de la Banque centrale européenne <http://www.ecb.europa.eu/ecb/history/archive/agendas/html/index.en.html>

- Première séance du Comité des gouverneurs des banques centrales de la Communauté économique européenne, Lundi 6 juillet 1964.
- Deuxième séance du Comité des gouverneurs des banques centrales de la Communauté économique européenne, Lundi 12 octobre 1964.
- Troisième séance du Comité des gouverneurs des banques centrales de la Communauté économique européenne, Lundi 14 décembre 1964.
- Quatrième séance du Comité des gouverneurs des banques centrales de la Communauté économique européenne, Lundi 11 janvier 1965.
- Cinquième séance du Comité des gouverneurs des banques centrales de la Communauté économique européenne, Lundi 8 février 1965.
- Sixième séance du Comité des gouverneurs des banques centrales de la Communauté économique européenne, Lundi 12 avril 1965.
- Septième séance du Comité des gouverneurs des banques centrales de la Communauté économique européenne, Lundi 12 juillet 1965.
- Huitième séance du Comité des gouverneurs des banques centrales de la Communauté économique européenne, Lundi 13 septembre 1965.
- Neuvième séance du Comité des gouverneurs des banques centrales de la Communauté économique européenne, Lundi 8 novembre 1965.
- Dixième séance du Comité des gouverneurs des banques centrales de la Communauté économique européenne, Lundi 10 janvier 1966.
- Onzième séance du Comité des gouverneurs des banques centrales de la Communauté économique européenne, Lundi 14 mars 1966.
- Douzième séance du Comité des gouverneurs des banques centrales de la Communauté économique européenne, Lundi 9 mai 1966.
- Treizième séance du Comité des gouverneurs des banques centrales de la Communauté économique européenne, Lundi 11 juillet 1966.
- Vingt-troisième séance du Comité des gouverneurs des banques centrales de la Communauté économique européenne, Lundi 12 février 1968.
- Vingt-Cinquième séance du Comité des gouverneurs des banques centrales de la Communauté économique européenne, Lundi 8 juillet 1968.
- Vingt-Sixième séance du Comité des gouverneurs des banques centrales de la Communauté économique européenne, Mardi 10 septembre 1968.
- Vingt-Septième séance du Comité des gouverneurs des banques centrales de la Communauté économique européenne, Lundi 9 décembre 1968.
- Vingt-Huitième séance du Comité des gouverneurs des banques centrales de la Communauté économique européenne, Lundi 13 Janvier 1969.

- Vingt-Neuvième séance du Comité des gouverneurs des banques centrales de la Communauté économique européenne, Lundi 10 mars 1969.

#### Document divers :

- Note sur la coordination des politiques monétaires des pays membres de la Communauté 10.12.1962.
- Mémoire sur l'organisation du Comité des Gouverneurs, 5.07.1964.
- Note de la Deutsche Bundesbank sur la politique des réserves monétaires des instituts d'émission de la Communauté économique européenne (Annexe VII/b du procès-verbal de la septième séance du Comité des gouverneurs, le 12 juillet 1965).
- « Note de la Banque nationale de Belgique relative à la politique des réserves monétaires des banques centrales de la Communauté », évoquée lors de la treizième séance du Comité des gouverneurs, le 11 juillet 1966.

## **2. Archives déposées à la Fondation Jean Monnet (Lausanne) : Le Comité d'Action pour les Etats-Unis d'Europe**

### **1. Déclarations et résolutions**

- Résolution du CAEUE des 16 et 17 octobre 1958, 5<sup>e</sup> session ; déclaration commune du CAEUE des 28 et 29 avril 1959, 6<sup>e</sup> session, in *20 ans d'Action du Comité Jean Monnet (1955-1975)*, avec le concours de la Fondation Jean Monnet pour l'Europe, Lausanne, Groupement d'études et de recherches Notre Europe, Paris, 2001.
- Résolutions du CAEUE des 19 et 20 novembre 1959, 7<sup>e</sup> session, in *20 ans d'Action du Comité Jean Monnet (1955-1975)*, avec le concours de la Fondation Jean Monnet pour l'Europe, Lausanne, Groupement d'études et de recherches Notre Europe, Paris, 2001.
- Déclaration commune du CAEUE des 28 et 29 avril 1959, 6<sup>e</sup> session, in *20 ans d'Action du Comité Jean Monnet (1955-1975)*, avec le concours de la Fondation Jean Monnet pour l'Europe, Lausanne, Groupement d'études et de recherches Notre Europe, Paris, 2001.
- Déclaration commune du CAEUE du 11 juillet 1960, 8<sup>e</sup> session, in *20 ans d'Action du Comité Jean Monnet (1955-1975)*, avec le concours de la Fondation Jean Monnet pour l'Europe, Lausanne, Groupement d'études et de recherches Notre Europe, Paris, 2001.
- Déclaration commune du CAEUE du 10 et 11 juillet 1961, 9<sup>e</sup> session, in *20 ans d'Action du Comité Jean Monnet (1955-1975)*, avec le concours de la Fondation Jean Monnet pour l'Europe, Lausanne, Groupement d'études et de recherches Notre Europe, Paris, 2001.

- Déclaration commune du CAEUE du 26 juin 1962 (publiée hors session du Comité), in *20 ans d'Action du Comité Jean Monnet (1955-1975)*, avec le concours de la Fondation Jean Monnet pour l'Europe, Lausanne, Groupement d'études et de recherches Notre Europe, Paris, 2001.
- Déclaration commune du CAEUE des 17 et 18 décembre 1962, 10<sup>e</sup> session, in *20 ans d'Action du Comité Jean Monnet (1955-1975)*, avec le concours de la Fondation Jean Monnet pour l'Europe, Lausanne, Groupement d'études et de recherches Notre Europe, Paris, 2001.
- Déclaration commune du CAEUE du 1 juin 1964, 11<sup>e</sup> session in *20 ans d'Action du Comité Jean Monnet (1955-1975)*, avec le concours de la Fondation Jean Monnet pour l'Europe, Lausanne, Groupement d'études et de recherches Notre Europe, Paris, 2001.
- Déclaration commune du CAEUE du 8 et 9 mai 1965, 12<sup>e</sup> session in *20 ans d'Action du Comité Jean Monnet (1955-1975)*, avec le concours de la Fondation Jean Monnet pour l'Europe, Lausanne, Groupement d'études et de recherches Notre Europe, Paris, 2001.
- Déclaration commune du CAEUE du 15 juin 1967, 13<sup>e</sup> session in *20 ans d'Action du Comité Jean Monnet (1955-1975)*, avec le concours de la Fondation Jean Monnet pour l'Europe, Lausanne, Groupement d'études et de recherches Notre Europe, Paris, 2001.
- Déclaration commune du CAEUE du 15 et 16 juillet 1969, 15<sup>e</sup> session in *20 ans d'Action du Comité Jean Monnet (1955-1975)*, avec le concours de la Fondation Jean Monnet pour l'Europe, Lausanne, Groupement d'études et de recherches Notre Europe, Paris, 2001.

## **2. Fonds AMK : Le Comité d'Action pour les Etats-Unis d'Europe**

- AMK 1/2/2 : « Le Comité d'Action pour les Etats-Unis d'Europe », Jean Meynaud et Dusan Sidjanski, Annuaire européen, Vol. XIII, 1965.
- AMK 2/2/11 : « Nous vivons dans un monde nouveau », 18.2.1955.
- AMK 2/4/17 : J'ai consolidé les partis qui déjà étaient pour l'Europe ... », Note de JM 27.8.1955.
- AMK 2/5/11 : Note d'information : Pourquoi le Comité d'Action ? 6.10.1955.
- AMK 11/6/8 : Une ère nouvelle dans les relations atlantiques, d'après notes de Jean Monnet, juillet 1959.
- AMK 11/7/10 : Problèmes financiers qui se posent aux pays de la Communauté sont, Pierre Uri 31.8.1959.
- AMK 11/7/11 : Depuis quelques semaines apparaissent divers signes annonciateurs de troubles sérieux dans le système monétaire, Jean Guyot.
- AMK 11/7/12 : M. Tinbergen.
- AMK 11/7/15 : Triffin, 1<sup>er</sup> septembre 1959, note pour documenter la réunion du CAEUE des 19 et 20 novembre 1959.
- AMK 11/8/1 : Politique financière européenne, note Duchêne, 7<sup>e</sup> session 19 et 20 novembre 1959.

- AMK 13/4/1 : Note en vue de la réunion.
- AMK 13/6/1 : Prospérité et le taux de croissance des 6 pays, 2.06.61, envoyé à Triffin.
- AMK 13/6/2 : Contribution de la Commission à la stabilité monétaire de l'occident.
- AMK 13/8/10 : Monnaie unique en Europe ? JM propose dans une première étape un fonds de réserves monétaires des Six.
- AMK 13/8/14 : Une monnaie pour l'Europe. JM affirme que le réveil de l'Occident se produira à temps. Opinion économique et financière 13.7.1961.
- AMK 13/8/23 : Marjolin est favorable au projet d'union européenne de réserves monétaires, Le Monde 22.7.1961.
- AMK 13/8/34 : Arguments en faveur de la création d'une Union européenne de réserves préconisés par le Comité Monnet, Europe 13.7.1961.
- AMK 22/7/34 : projet de déclaration et de résolution soumises au Comité.
- AMK 22/9/5 : Rapport Triffin sur les problèmes de l'adhésion du Royaume-Uni au Marché commun en ce qui concerne les questions monétaires.
- AMK 23/1/1 : Lettre de Jean Monnet à Guido Carli, gouverneur de la Banque d'Italie, 68.12.3.
- AMK 23/5/5 : Problème de politique monétaire européenne. Pour l'établissement graduel d'un système monétaire européen, Hans von der Groeben 11.1968.
- AMK 23/1/77 : Rapport de Guido Carli, gouverneur de la Banque d'Italie sur le problème d'adhésion du Royaume-Uni au Marché Commun en ce qui concerne les questions monétaires.
- AMK 25/4/1 – AMK 25/4/378 : Correspondance officiel du CAEUE avec Robert Triffin.
- AMK 25/4/377 : Lettre de Robert Triffin à Jean Monnet 76.12.28.
- AMK 23/5/5 : Problème de politique monétaire européenne. Pour l'établissement graduel d'un système monétaire européen, Hans von der Groeben 11.1968.
- AMK 23/5/35 : résolution adoptée par la Conférence monétaire de la Ligue européenne de Coopération économique, Val Duchesse, Bruxelles 25 et 26 octobre 1968.
- AMK 23/5/38 : Conversation avec M. Barre.
- AMK 60/1/40 : Mémoire sur la création d'un Fonds européen de Réserve, 1958.
- AMK 61/8/75 : La coopération dans la Communauté économique européenne, 31.5.1958.
- AMK 61/8/78 : Mémoire sur la Création d'un Fonds européen de Réserve.
- AMK 62/1/15 : Depuis quelques semaines apparaissent divers signes annonciateurs de troubles sérieux dans le système monétaire occidental, de Jean Guyot 9. 1959.
- AMK 62/1/31 : Le Comité d'Action recommande la création d'une Union européenne des réserves monétaires, le Bulletin de l'Europe 15.7.1961.
- AMK 62/1/76 : Conversation entre Bernard Clappier et Van Helmont, 5 janvier 1964.
- AMK 62/1/77 : Note de R. Mayne, Faudrait-il relancer la proposition d'une Union Européenne de Réserves ?, 7 janvier 1965.
- AMK 62/1/109 : Mémoire sur la nécessité de créer un mécanisme monétaire commun, de Van Helmont 27.6.1968.



- AMK 62/2/5 : Note de Robert Triffin, Fonds de réserve européen, le 10 septembre 1959.
- AMK 62/2/12 : Article de Robert Triffin, Intégration économique européenne et politique monétaire, Revue d'économie politique 1960.
- AMK 62/3/11 : Les ministres des finances des Six se prononcent pour le maintien de la stabilité monétaire et financière AFP 18.7.1961.
- AMK 62/4/24 : Discours de Raymond Barre Vice-président de la Commission des Communautés européennes devant le Parlement européen 2 octobre 1968.
- AMK 62/4/27 : Discours de Raymond Barre Vice-président de la Commission des Communautés européennes devant le Parlement européen 27 novembre 1968

### **3. Fonds AMK C : Correspondance du Comité d'Action pour les Etats-Unis d'Europe**

- AMK C 1/12/43 : Déclaration de Franz Etzel à « Europe » en matière de politique fiscale et monétaire dans la Communauté 8.04.1958.
- AMK C 2/4/176 : Déclaration sur l'intégration européenne de la Confédération internationale des Syndicats chrétiens, mars 1960.
- AMK C 3/18/25 : Programme d'étude du groupe Europe des républicains indépendants.
- AMK C 3/18/32 : La parole est à VGE, une monnaie commune pour l'Europe.
- AMK C 9/3/101 : Quel est le devenir de l'Europe ?
- AMK C 9/3/102 : Projet de lettre de Jean Monnet à L. Erhard 61.01.09.
- AMK C 9/3/115 : Erhard faisant état des critiques relatives à son article 61.01.16.
- AMK C 11/1/1 : Quelques idées récemment exprimées par Abs. Président der Deutschen Bank sur la collaboration économique en Europe (extrait du bulletin économique n°4, 1959 de la Deutsche Bank).
- AMK C 13/1/20 : Lettre d'Hubert Ansiaux à Jean Monnet 70.5.25.
- AMK 13/4/1 : Note en vue de la réunion.
- AMK C 25/4/4 : La monnaie et le marché commun, politiques nationales et intégration régionale R. Triffin décembre 1958.
- AMK C 25/4/14 : Lettre de Robert Triffin à Jean Monnet 59.11.11.
- AMK C 25/4/19 : Lettre de Robert Triffin à Max Kohnstamm 2.2.1960.
- AMK C 25/4/62 : La Communauté économique européenne et la coopération monétaire internationale 9.11.1962.
- AMK C 33/1/118 : Conversation avec R. Barre le 6 janvier 1969 ministres des finances 1967.
- AMK C 33/1/123 : Interview de R. Barre à la Ligue européenne de la Coopération économique 69.11.07.
- AMK C 33/3/311 : Projet de programme de travail pour la CEE pendant la deuxième étape septembre 1962.

- AMK C 33/3/330 : Extrait de déclaration de M. Marjolin 23.3.65.
- AMK C 33/6/143 : Lettre de Jean Monnet à Van Lennep 60.2.16.
- AMK C 36/1/113 : Les aspects financiers et monétaires du marché commun 20.10.1958.
- Personnalités que Jean Monnet a rencontrées depuis le 14 juin 1955, Fondation Jean Monnet pour l'Europe, Lausanne.

### **3. Archives historiques de l'Union européenne (Florence)**

#### **1. Ligue européenne de coopération économique LECE**

LECE 09 Publications :

LECE 09\_01 Divers :

- LECE 310 : Rapports d'activités pluriannuels (La LECE - 1946-1969, historique et membres et membres nationaux).
- LECE 312 : Histoire de la LECE ("The Origins of the ELEC" by M. van der Velden (1995) + "50th Anniversary of ELEC 1946-1996. In Remembrance of Joseph Retinger 1988-1960 Initiator of the ELEC" (1996).

LECE 09\_02 Collection numérotée

- LECE 276 : Fascicules publiés par la LECE 1949-1952.
  - LECE 277 : Fascicules publiés par la LECE 1952-1954.
  - LECE 280 : Fascicules publiés par la LECE 1957-1969.
  - LECE 281 : Fascicules publiés par la LECE.) 1960.
  - LECE 284 : Fascicules publiés par la LECE 1963.
  - LECE 287 : Fascicules publiés par la L.E.C.E. 1967-1968.
  - LECE 288 : Fascicules publiés par la L.E.C.E. 1969-1970.
- (Un programme d'intégration monétaire pour la C.E.E. (Février 1970).

LECE 09\_05 Rapports d'activités

- LECE 300 : Rapports d'activités ("Summary of activities in 1971. Brief account of ELEC's influence on European development 1946-1970").
- LECE 310 : Rapports d'activités pluriannuels 1946-1969.

#### **2. Mouvement Européen**

ME.15 : Comité exécutif international, ME 15.10 Publications et propagande

- ME 298 : De la crise berlinoise peut naître l'Europe unie et « Monnaie européenne » 17/8/1948-22/9/1948.

ME. 15.20 : Commissions spécialisées, ME.15.20-03 : Commissions d'études économiques et sociales

- ME 314 : Correspondance échangée entre Hermann J. Abs, Président de la Commission d'étude économique et sociale, et le Secrétariat international 1952 – 1958.

ME.25 : Secrétariat international, ME.25.05 : Relations extérieures, ME.25.05-02 Autres organisations et personnalités

- ME 887 : Conférence privée 'Der Bilderberg' sur les relations entre l'Europe et les Etats-Unis tenue à Oosterbeek 29/05/1954 - 31/05/1954.

ME.45 : Les Congrès du ME, ME.45.01 La Haye : Congrès inaugural européen (1948) ME.45.01-02 Commissions spécialisées

- ME 442 : Congrès de l'Europe tenu à La Haye : commission économique Mai 1948.
- ME 445 : Préparation des travaux de la Commission économique en vue du Congrès de La Haye.

ME.45.02 Westminster : Questions économiques (1949)

- ME 1128 : Conférence économique européenne de Westminster : Commission monétaire et financière 19/04/1949-25/04/1949.

ME.50 Documentation du ME, ME.50.01 Documentation imprimée :

- ME 1270 : LECE 1949-1950.

#### **4. Sources imprimées**

- ABS Hermann J. : « La coopération économique en Europe », in *Revue mensuelle des questions allemandes*, n°1, Strasbourg, Janvier 1956.
- ANSIAUX Hubert (baron), DESSART Michel, *Dossier pour l'histoire de l'Europe monétaire, 1958-1973*, Vander, Bruxelles, 1975.
- BERNARD Jean : « Le Marché Commun Européen et l'avenir de la planification française », in *Revue économique*, Volume 15, n°5, 1964, p.756-784.
- COUDENHOVE-KALERGI R., *Pan-Europa*, Pan-Europa-Verlag, Vienne, 1923 (réédition 1982).
- ERHARD Ludwig: „Planification: kein Modell für Europa“ – Rede vor dem Europäischen Parlament in Strasbourg, 20 November 1962 in ERHARD Ludwig, *Gedanken aus fünf Jahrzehnten. Reden und Schriften*, ausgewählt und herausgegeben von Karl Hohmann, Econ Verlag, München, 1988, pp. 770-781.
- EVERLING Ulrich : « Les aspects juridiques de la coordination de la politique économique au sein de la Communauté Economique Européenne », in *Annuaire français de droit international*, volume 10, 1964. pp. 576-604.
- GIRODAY (de la) Frédéric Boyer : « Lettre de Frédéric Boyer de la Giroday à Robert Triffin (décembre 1960) », in DUMOULIN Michel, LEFEVBRE Olivier (dir.), *Robert Triffin, conseiller des princes. Souvenirs et documents*, Peter Lang, Bruxelles, 2010, pp.110-113.

- GOUZY Jean-Pierre, *Les pionniers de l'Europe communautaire*, Publication du Centre de recherches européennes, Lausanne, 1968.
- GUISAN Henri : « La politique monétaire dans le cadre du Marché commun, observations préliminaires », 4 décembre 1962, pp.1-10.
- HALLSTEIN Walter : „Wirtschaftspolitik als Gemeinschaftsaufgabe“, in *Der Betriebs-Berater, Zeitschrift für Recht und Wirtschaft*, Heft 1, Januar 1963, pp. 3-6.
- Interview de Robert Triffin par Catherine Ferrant et Jean Sloover, in DUMOULIN Michel, LEFEVBRE Olivier (dir.), *Robert Triffin, conseiller des princes. Souvenirs et documents*, Peter Lang, Bruxelles, 2010, pp.13-70.
- KESSLER Marie-Christine : « M. Valéry Giscard d'Estaing et le républicains indépendants : juillet 1966 -novembre 1967 », in *Revue française de science politique*, Vol.18, n°1, 1968, pp.77-93.
- LOVEDAY A.: “The European Movement”, in *International Organization*, Vol. 3, N°4, Nov. 1949, pp. 620-632.
- MANGOLDT-REIBOLDT Hans K. : « De l'Union européenne des Paiements à la convertibilité monétaire », », in *Revue économique*, Vol. 8, N°1, Jan. 1957, pp.75-90.
- MARJOLIN Robert : « Coopération économique, financière et monétaire dans la Communauté économique européenne (novembre 1958) », in DUMOULIN Michel, LEFEVBRE Olivier (dir.), *Robert Triffin, conseiller des princes. Souvenirs et documents*, Peter Lang, Bruxelles, 2010, pp.93-106.
- MARJOLIN Robert., « Pour une politique économique commune, exposé au Conseil économique et social », in *Revue du Marché Commun*, octobre 1959.
- MARJOLIN Robert « Summary of M. Marjolin's closing address in the colloquy on « European Planning ». Rome, 30 November - 2 December 1962.
- MASSE Pierre, *Le plan ou l'anti-hasard*, Editions Gallimard, Paris, 1965.
- TRIFFIN Robert, *Europe and the Money Muddle: from Bilateralism to Near Convertibility 1947-1956*, Yale University Press, New Haven, 1957.
- TRIFFIN Robert : « Mémoire sur la création d'Un Fonds européen de réserve (novembre 1957) », in DUMOULIN Michel, LEFEVBRE Olivier (dir.), *Robert Triffin, conseiller des princes. Souvenirs et documents*, Peter Lang, Bruxelles, 2010, pp.84-87.
- TRIFFIN Robert : « Mémoire sur la création d'Un Fonds européen de réserve (décembre 1957) », in DUMOULIN Michel, LEFEVBRE Olivier (dir.), *Robert Triffin, conseiller des princes. Souvenirs et documents*, Peter Lang, Bruxelles, 2010, pp. 88-92.
- TRIFFIN Robert : « Note sur la collaboration de Robert Triffin avec Jean Monnet », in DUMOULIN Michel, LEFEVBRE Olivier (dir.), *Robert Triffin, conseiller des princes. Souvenirs et documents*, Peter Lang, Bruxelles, 2010, pp.80-83.
- TRIFFIN Robert : « Création d'un Fonds européen de réserve (juillet 1960) », in DUMOULIN Michel, LEFEVBRE Olivier (dir.), *Robert Triffin, conseiller des princes. Souvenirs et documents*, Peter Lang, Bruxelles, 2010, pp.107-109.
- WERNER Pierre, *L'Europe monétaire reconsidérée*, Publication du Centre de recherches européennes, Lausanne, 1977.

- WERNER Pierre, *Vers l'Union monétaire européenne*, Centre de recherches européennes, Les Cahiers rouges, Lausanne, 1971.
- WERNER Pierre : « Benelux et les perspectives de la politique financière européenne. Exposé devant le comité Benelux, La Haye, 1er avril 1968 », in *Bulletin de Documentation*, n°4, 30 avril 1968, 24e année, Service Information et Presse, ministère d'État, Grand-Duché de Luxembourg, pp. 8-10.
- WERNER Pierre : « Intervention de Monsieur Pierre Werner, Président du Gouvernement, Ministre du Trésor au cours de la réunion des Ministres des Finances des Communautés à Rotterdam des 9 et 10 septembre 1968 », in *Bulletin de Documentation*, n°8, septembre 1968, 24e année, Service Information et Presse, ministère d'État, Grand-Duché de Luxembourg, pp.5-11.
- WERNER Pierre : « La coordination monétaire dans l'Union Économique Belgo-Luxembourgeoise », in *Bulletin de la Société Belge d'Études et d'Expansion*, Liège, 50e année, n° 146, mai, juin, juillet 1951, pp. 446-471.
- WERNER Pierre : « La politique étrangère du Grand-Duché de Luxembourg », in *Bulletin de documentation*, n°1, 25 février 1965, 21e année, Service Information et Presse, ministère d'État, Grand-Duché de Luxembourg, p.1-11.
- WERNER Pierre : « Les finances et les monnaies européennes au service de l'intégration économique, Conférence à Strasbourg, 21 novembre 1960 », in *Bulletin de documentation*, n° 15, 30 novembre 1960, 16e année, Service Information et Presse, ministère d'État, Grand-Duché de Luxembourg, pp.3-10.
- WERNER Pierre : « Perspectives de la politique financière et monétaire européenne », exposé au Congrès économique de la CDU, Sarrebruck, 26 janvier 1968, in *Bulletin de Documentation* n°2, 26 janvier 1968, 24e année, Service Information et Presse, ministère d'État, Grand-Duché de Luxembourg, pp.3-6.
- WERNER Pierre : « Problèmes de l'intégration financière de l'Europe. Causerie faite devant les membres de l'Association des Amitiés Belgo-Luxembourgeoises et du Cercle Royal Gaulois à Bruxelles le 27 novembre 1962 », 1 vol (non paginé) collection Jos. Beffort, Luxembourg, 1962, pp. 1-6
- WERNER Pierre : « Politique monétaire européenne », in *Bulletin de Documentation*, no°. 6, 25e année, 1969, pp. 17-19.



## VII. Bibliographie

### 1. Ouvrages et articles :

- AMSTRONG Alan : « The 1998 Bilderberg Meeting », in *The Social Creditor, Official Journal of the Social Secretariat*, July-August 1998 cité dans BALANYA Belen, *Europe INC, comment les multinationales construisent l'Europe et l'économie mondiale*, Agone, Marseille, 1999.
- ANDREWS David M. : « Building capacity : The Institutional Foundations of EMU », Politics and International Relations, Scripps College, Working Paper 00-2, June 2000, pp.1-47
- ANDREWS David M. : « Command and control in the committee of governors : leadership, staff and preparations for EMU », prepared for the European Union Studies Association 8th Biennial International Conference, Nashville, Tennessee, March 27-29, 2003, pp. 1-30
- ANDREWS David M. : « Organizing principals, The European Commission as an Agent for monetary integration », Politics and International Relations, Scripps College, Working Paper 02-3, March 2002, pp.1-23.
- ANDREWS David M. : « The Radical Impulse in European Monetary Affairs », Prepared for presentation at the EUSA Eleventh Biennial International Conference Los Angeles, California, April 23-25, 2009, pp.1-27.
- AUBOURG Valérie : « Le groupe de Bilderberg et l'intégration européenne jusqu'au milieu des années 1960 », in DUMOULIN Michel (ed.), *Réseaux économiques et construction européenne*, PIE Lang, Bruxelles, 2004, pp.411-429.
- AUBOURG Valérie : « Organizing Atlanticism: the Bilderberg group and the Atlantic institute, 1952-1963 », in *Intelligence and National Security*, 18:2, 2003, pp.92-105.
- BADEL Laurence, BUSSIÈRE Éric, DUMOULIN Michel, RUGGERO Ranieri : « Cercles et milieux économiques », in Robert Frank (dir.), *Les identités européennes au XXe siècle. Diversités, convergences, solidarités*, Paris, Publications de la Sorbonne, 2004, pp. 13-45.
- BAKKER Age F.P., *The Liberalisation of Capital Movements in Europe: The Monetary Committee and Financial Integration 1958-1994*, Dordrecht and London, Kluwer, Boston, 1995.
- BARTHE Marie- Annick, *Economie de l'Union européenne*, Economica, Paris, 2006.
- BERNARD Jean-René: « La position du gouvernement français face au plan Werner », in Le Ministère de l'Economie des Finances et de l'Industrie, *Le rôle des ministères des Finances et de l'Economie dans la construction européenne 1957-1978, Tome II, Journées préparatoires tenues à Bercy le 14 novembre 1997 et le 29 janvier 1998*, Comité pour l'histoire économique et financière, Ministère de l'Economie, des Finances et de l'Industrie, Paris, 2002, pp.127-132.

- BITSCH Marie-Thérèse, *Cinquante ans du Traité de Rome 1957-2007*, regards sur la construction européenne, Franz Steiner Verlag, Stuttgart, 2009
- BITSCH Marie-Thérèse, LOTH Wilfried et POIDEVIN Raymond, *Institutions européennes et identités européennes*, Organisation internationale et relations internationales, Bruylant, Bruxelles, 1998.
- BERTRAND Geneviève, *La prise de décision dans l'Union européenne*, La documentation française, Paris, 2002.
- BLOCH-LAINE François, GRUSON Claude, *Hauts fonctionnaires sous l'occupation*, Edition Odile Jacob, Paris, 1996.
- BONVIN Jean, MORRISSON Christian, *L'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE)*, Presses universitaires de France, Paris, 1999.
- BOSSUAT Gérard « Jean Monnet et l'identité monétaire européenne », in BOSSUAT Gérard et WILKENS Andreas (eds.), *Jean Monnet, l'Europe et les chemins de la paix*, Publications de la Sorbonne, Paris, 1999, pp. 369-398.
- BOSSUAT Gérard : « Jean Monnet, la mesure d'une influence », in *Vingtième Siècle*, revue d'Histoire, Presses de Sciences Po, n°51, 1996, pp.68-111.
- BOSSUAT Gérard : « Les hauts fonctionnaires du ministère des Finances français et la construction européenne, 1948-1974 », in Le Ministère de l'Economie des Finances et de l'Industrie, *Le rôle des ministères des Finances et de l'Economie dans la construction européenne 1957-1978*, Tome II, Journées préparatoires tenues à Bercy le 14 novembre 1997 et le 29 janvier 1998, Comité pour l'histoire économique et financière, Ministère de l'Economie, des Finances et de l'Industrie, Paris, 2002, pp.142-196.
- BOTTEX Agnès, *Naissance d'une identité monétaire européenne, 1957-1972 ; de la CEE à l'UEM, l'intégration monétaire à la lumière des flux internationaux de capitaux* », Atelier national de reproduction des thèses, Lille, 2003.
- BOTTEX Agnès : « La mise en place des institutions monétaires européennes (1957-1964) », in *Histoire, économie et société*, 18e année, n°4. 1999, Banques centrales et convergences monétaires en Europe (1920-1971), pp. 753-774.
- BUSSIERE Éric : « La France et les débats au sein du Comité monétaire européen 1968-1971 », in Le Ministère de l'Économie des Finances et de l'Industrie, *Le rôle des ministères des Finances et de l'Économie dans la construction européenne 1957-1978*, Tome I, Journées préparatoires tenues à Bercy le 14 novembre 1997 et le 29 janvier 1998, Comité pour l'histoire économique et financière, Ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie, Paris, 2002, pp 351-372.
- BUSSIERE Éric, DUMOULIN Michel et SCHIRMANN Sylvain : « Le développement de l'intégration économique », in BOSSUAT G., BUSSIERE E., FRANK R., VARSORI A., LOTH W., *L'expérience européenne, 50 ans de construction de l'Europe, 1957-2007*, Bruylant, Bruxelles, 2009, pp. 53-137.
- BUSSIERE Eric : « Les tentatives d'une politique économique et monétaire », in DUMOULIN Michel (dir), *La Commission européenne 1958-1972, Histoire et mémoires d'une institution*, Office des publications des Communautés européennes, Bruxelles, 2007, pp.405-424.



- BUSSIERE Eric : « Régionalisme monétaire et identité européenne depuis le Traité de Rome », in *Relations internationales*, n°139, 2009/3, pp.25-36.
- CAMERON D.R. : “Trans-national Relations and the Development of European Economic and Monetary Union”, in RISSE-KAPPEN T (ed.), *Bringing Trans-national Relations back In: Non-State Actors, Domestic Structures and International Institutions*, Cambridge University Press, Cambridge, 1998, pp. 37-79.
- CHAVRANSKI Henri, *L'OCDE au cœur des grands débats économiques*, Documentation française, Paris, 1997.
- COMMELIN Bertrand, *L'Europe économique : UEM, marché unique, politiques communes*, Seuil, Paris, 1997.
- CROUZET François, *Histoire de l'économie européenne*, Albin Michel, Paris, 2000.
- DE CASTELNEAU Anne : « Le SGCI, la France et le Marché commun », in Le Ministère de l'Economie des Finances et de l'Industrie, *Le rôle des ministères des Finances et de l'Economie dans la construction européenne 1957-1978*, Tome I, Actes du colloque tenu à Bercy les 26, 27 et 28 mai 1999, Comité pour l'histoire économique et financière, Ministère de l'Economie, des Finances et de l'Industrie, Paris, 2002, pp.207-227.
- DE CASTELNEAU Anne : « Le SGCI : une réponse administrative aux défis européens de l'après-guerre », in BADEL Laurence, JEANNESSON Stanislas et LUDLOW Piers, *Les administrations nationales et la construction européenne, une approche historique (1919-1975)*, PIE Lang, Bruxelles, 2005, pp.307-335.
- DE LATTRE André : « Conclusion », in Le Ministère de l'Économie des Finances et de l'Industrie, *Le rôle des ministères des Finances et de l'Economie dans la construction européenne 1957-1978*, Tome II, Journées préparatoires tenues à Bercy le 14 novembre 1997 et le 29 janvier 1998, Comité pour l'histoire économique et financière, Ministère de l'Economie, des Finances et de l'Industrie, Paris, 2002, pp.150-154.
- DEHOUSSE Renaud, MAGNETTE Paul : “Institutional Change in the EU”, in PETERSON John and SHACKLETON Michael (ed.), *The Institutions of the European Union*, third edition, Oxford University Press, 2012, pp. 17-34.
- DESSART Michel, *Pour une politique monétaire commune dans la C.E.E.*, Vander, 1971.
- DEVOLUY Michel, *Les politiques économiques européennes : enjeux et défis*, Seuil, Paris, 2004.
- DIERIKX Marc (ed.), SMITS Mari, VAN SUIJLEKOM Loes, CLAVERT Frédéric, DANESCU Elena, GABELLINI Marco, *Common Fate, Common Future. A documentary history of monetary and financial cooperation in Europe, 1947-1974*, Huygeny ING and CVCE, 2012.
- DOUTRIAUX Yves, LEQUESNE Christian, *Les institutions de l'Union européenne*, La documentation française, Paris, 1995.
- DU BOIS Pierre, *Histoire de l'Europe 1945-2005, Euro qui comme Ulysse*, Presses universitaires de France, Paris, 2004.

- DUCHENE François : « Jean Monnet's methods », in BRINKLEY Douglas and HACKETT Clifford (eds.), *Jean Monnet, the Path to European Unity*, Macmillan, London, 1991, pp 184-210.
- DUJARDIN Vincent, DUMOULIN Michel, *Paul Van Zeeland 1893-1973*, Editions Racine, Bruxelles, 1997.
- DUMOULIN Michel, DUTRIEUE Anne-Myriam, *La Ligue européenne de coopération économique 1946-1981, un groupe d'étude et de pression dans la construction européenne*, Peter Lang, New York, 1993.
- DUMOULIN Michel (dir), *La Commission européenne 1958-1972, Histoire et mémoires d'une institution*, Office des publications des Communautés européennes, Bruxelles, 2007.
- DUMOULIN Michel, LEFEVBRE Olivier (dir.), *Robert Triffin, conseiller des princes. Souvenirs et documents*, Peter Lang, Bruxelles, 2010.
- EGEBERG Morten, SCHAEFER Guenther F., and TRONDAL Jarle: "The many faces of EU Committee Governance", in *West European Politics*, Volume 26, July 2003, pp.19-40.
- EMU : A historical documentation. Chapter I : The idea of a common currency in Europe ; « Economic and Monetary Policies in the second phase » 24.10.1962
- FEIERTAG Olivier : « La France, la CEE et le système monétaire international : les accords généraux d'emprunt ou l'émergence de l'Europe monétaire 1958-1962 », in Le Ministère de l'Economie des Finances et de l'Industrie, *Le rôle des ministères des Finances et de l'Economie dans la construction européenne 1957-1978*, Tome I Journées préparatoires tenues à Bercy le 14 novembre 1997 et le 29 janvier 1998, Comité pour l'histoire économique et financière, Ministère de l'Economie, des Finances et de l'Industrie, Paris, 2002, pp.277-304
- FONTAINE Pascal, *Le Comité d'Action pour les Etats-Unis d'Europe de Jean Monnet*, Centre de Recherches européennes, Lausanne, 1974.
- FONTAINE Pascal, *Les institutions européennes*, Retz, Paris, 1991.
- FONTAINE Pascal, *L'union européenne*, Histoire, institutions, politiques, Éditions du Seuil, 2012.
- GEHLER Michael, KAISER Wolfram, LEUCHT Brigitte, *Netzwerke im europäischen Mehrebenensystem. Von 1945 bis zur Gegenwart. Networks in European multi-level Governance. From 1945 to the Present*, Böhlau Verlag Wien, 2009.
- GEIGER Tim : „Ludwig Erhard und die Anfänge der Europäischen Wirtschaftsgemeinschaft“, in HRBEK Rudolf, *40 Jahre Römische Verträge: der deutsche Beitrag; Dokumentation der Konferenz anlässlich des 90. Geburtstages von Dr. h.c. Hans von der Groeben*, Baden-Baden, Nomos, 1998, pp.50-64.
- GEMELLI Giuliana : "American Foundations and European Scientific Intégration : Actors and Networks 1920-1970", in BOSSUAT Gérard et WILKENS Andreas (eds.), *Jean Monnet, l'Europe et les chemins de la paix*, Publications de la Sorbonne, Paris, 1999, pp.55-71.
- GERBET Pierre, *La naissance du marché commun*, Éditions Complexe, Paris, 1987.

- GEUENS Geoffrey, *Tous pouvoirs confondus, Etat, Capital, Médias à l'ère de la mondialisation*, Éditions EPO, Anvers, 2003.
- GILLINGHAM, John. *European Integration: 1950-2003. Superstate or New Market Economy*, Cambridge University Press, 2003.
- GILLINGHAM John : "Jean Monnet and the Origin of the European Monetary Union", in KOTLOWSKI Dean J. (eds.), *The European Union, From Jean Monnet to the Euro*, Ohio University Press, 2000, pp. 79-87.
- GRAZIA MELANCHIONNI Maria : « Le Comité d'Action pour les Etats-Unis d'Europe : un réseau au service de l'Union européenne », in BOSSUAT Gérard et WILKENS Andreas (eds.), *Jean Monnet, l'Europe et les chemins de la paix*, Publications de la Sorbonne, Paris, 1999, pp. 221-253.
- GRIN Gilles : « Jean Monnet et les crises européennes », in *Construction européenne : crises et relances*. Actes du colloque organisé par la Fondation Jean Monnet pour l'Europe, Lausanne, 18 et 19 avril 2008, Lausanne, Fondation Jean Monnet pour l'Europe, Paris, Economica 2009, pp.27-45.
- GROSOBOIS Thierry « L'action de Josef Retinger en faveur de l'idée européenne 1940-1946 », in *Revue européenne d'histoire*, Volume 6, n° 1, 1999, pp 59-83.
- GRYGOWSKI Dimitri, *Les Etats-Unis et l'unification monétaire de l'Europe*, Peter Lang, Bruxelles, 2009.
- HAAS Peter "Epistemic Communities and International Policy Coordination", in *International Organization*, Vol. 46, No. 1, Knowledge, Power, and International Policy Coordination (Winter, 1992), pp. 1-35.
- HABERER Jean-Yves : « Les problèmes de l'identité monétaire européenne », in *Statistiques et études financières*, 1981, pp.3-16.
- HANNY Birgit and WESSELS Wolfgang : "The Monetary Committee of the European Communities: A significant though not Typical Case", in VAN SCHENDELEN R. (ed.), *Do EU Committees matter? A Case Study Book*, Robin Pedler, Dartmouth/Aldershot, 1999, pp.109-124.
- HAYES-RENSHAW Fiona, WALLACE Helen, *The Council of Ministers*, Palgrave Macmillan, New York, 2006.
- HEARD-LAUREOTE Karen : "Transnational networks: informal governance in the European political space", in KAISER Wolfram, STARIE Peter, *Transnational European Union: towards a common political space*, Routledge, Abington 2005, pp. 36-60.
- JAMES Harold, *Making the European Monetary Union*, Belknap Press of Harvard University Press, 2012.
- JACQUE Jean-Paul, BIEBER Roland, HAAG Marcel, *Le Parlement européen, le Conseil, la Commission, la Cour des comptes, le Comité économique et social, le Comité des régions, la Banque européenne d'investissement, le Fonds européen d'investissement*, Etudes européennes, Editions de l'Université de Bruxelles, Bruxelles, 2006.

- KAELBERER Matthias : “Knowledge, power and monetary bargaining: central bankers and the creation of monetary union in Europe”, in *Journal of European Public Policy*, Volume 10, June 2003, pp.365-379.
- KAISER Wolfram “Transnational networks in European governance: The informal politics of integration”, in KAISER Wolfram, LEUCHT Brigitte and RASMUSSEN Morten, *The History of the European Union, Origins of a trans-and supranational polity 1950-72*, Routledge, Albington 2009, pp. 12-34.
- KAISER, Wolfram, GEHLER Michael, LEUCHT Brigitte : « Networks in informal European Governance, diachronic perspectives on the European Union as a Multi-Level Polity, in GEHLER Michael, KAISER Wolfram, LEUCHT Brigitte, *Netzwerke im europäischen Mehrebenensystem. Von 1945 bis zur Gegenwart. Networks in European multi-level Governance. From 1945 to the Present*, Böhlau Verlag Wien, 2009, pp. 9-27.
- KAPLAN Jacob J.: “Networks and Institutions in the Origins and Operations of the European Payments Union”, in DUMOULIN Michel (ed.): *Réseaux économiques et construction européenne*, PIE Lang, Bruxelles, 2004, pp.381-390.
- KEES A. :” The Monetary Committee of the European Community”, in *Kredit und Kapital*, 20:2, 1987, pp. 258-267.
- KEES A.:” The Monetary Committee as a Promoter of European Integration”, in BAKKER A., BOOTS H., Sleipgen O. And VANTHOOR W. (eds.), *Monetary Stability through International Co-operation*, Dordrecht and London, Kluwer, Boston, 1994, pp. 127-145.
- KNUDSEN Ann-Christina L., *Farmers on Welfare : The Making of Europe's Common Agricultural Policy*, Cornell University Press, Cornell University, 2009
- Le Ministère de l'Economie des Finances et de l'Industrie, *Le rôle des ministères des Finances et de l'Economie dans la construction européenne 1957-1978*, Tome I, Actes du colloque tenu à Bercy les 26, 27 et 28 mai 1999, Comité pour l'histoire économique et financière, Ministère de l'Economie, des Finances et de l'Industrie, Paris, 2002.
- LEBOUTTE René, *Histoire économique et sociale de la construction européenne*, Peter Lang, Bruxelles, 2008.
- LELART Michel, *Le système monétaire international*, Éditions La Découverte, 2011.
- LEUCHT Brigitte : « Transatlantische Netzwerke und die Schuman-Plan Verhandlungen. Expertise, Vermittlung und eine Verfassungsordnung für Europa », in GEHLER Michael, KAISER Wolfram, LEUCHT Brigitte, *Netzwerke im europäischen Mehrebenensystem. Von 1945 bis zur Gegenwart. Networks in European multi-level Governance. From 1945 to the Present*, Böhlau Verlag Wien, 2009, pp. 53-69.
- LUDLOW N. Piers: “The European Commission and the rise of Coreper: a controlled experiment”, in KAISER Wolfram, LEUCHT Brigitte and RASMUSSEN Morten, *The History of the European Union, Origins of a trans-and supranational polity 1950-72*, Routledge, Albington, 2009, pp. 188-205.
- LUDLOW N. Piers: “The green heart of Europe: the rise and fall of the CAP as the community’s central policy, 1958-1985”, in PATEL Kiran Klaus, (ed.) *Fertile ground*

*for Europe ? The history of European integration and the Common Agricultural Policy since 1945*, Nomos, Baden-Baden, 2009, pp. 79-99.

- MAES Ivo: "The ascent of the European Commission as an actor in the Monetary Integration Process in the 1960s" (Archive of European Integration), pp.222-241.
- MAES Ivo : "Economic thought at the European Commission and the creation of EMU (1957-1991)", Working paper 2 (May 14 2009), Dipartimento di Economia, Sapienza University Rome, pp.1-24.
- MAES Ivo : "Macroeconomic and Monetary Policy-making at the European Commission, from the Rome Treaties to the Hague Summit", Working Paper, Research Series, n°58, National Bank of Belgium, August 2004, pp. 1-37.
- MAES Ivo : "Macroeconomic and Monetary Thought at the European Commission in the 1960s", EUI Working Papers, RSCAS N°2004/01, pp.1-22.
- MAES Ivo : « Projets d'intégration monétaire à la Commission européenne au tournant des années 1970 », in BUSSIERE Eric, DUMOULIN Michel, SCHIRMANN Sylvain (dir.), *Milieus économiques et intégration européenne au XXe siècle, La crise des années 1970, de la conférence de La Haye à la veille de la relance des années 1980*, Peter Lang, Bruxelles, 2006, pp.35-50.
- MAES I. and BUYST E. : "Triffin, the European Commission and the Project of a European Reserve Fund", in M. Dumoulin (ed.), *Réseaux Economiques et Construction Européenne*, Peter Lang, 2004, pp. 431- 444.
- MARSH David, RHODES Rod, *Policy Networks in British Government*, Clarendon, Oxford 1992.
- MENTLER Michael, *Der Ausschuss der Ständigen Vertreter bei den Europäischen Gemeinschaften*, Nomos, Baden-Baden, 1996.
- MONNET Eric « Une coopération à la française. La France, le dollar et le système de Bretton Woods, 1960-1965 », *Histoire@Politique. Politique, culture, société*, n° 19, janvier-avril 2013, pp.1-17.
- MOURLON –DRUOL Emmanuel, *A Europe Made of Money. The Emergence of the European Monetary System*, Cornell University Press, 2012.
- Padoa-Schioppa Tommaso, « L'influence de Bretton Woods sur l'intégration monétaire européenne », dans *Bretton Woods. Mélanges pour un cinquantenaire*, (sous la direction de Thierry Walrafen), Association d'économie financière, Paris, 1994, pp. 217-222.
- PATEL Kiran Klaus (ed.), *Fertile Ground for Europe ? The History of European Integration and the Common Agricultural Policy since 1945*, Nomos, Baden-Baden, 2009.
- PERRON Régine, « Le discret projet de l'intégration monétaire européenne (1963-1969) », dans LOTH Wilfried (ed.), *Crises and compromises : the European Project 1963-1969*, Baden-Baden, Bruxelles, 2001, pp.345-367.
- PETERS Michael: «The Bilderberg Group and the project of European unification » <http://www.bilderberg.org/bildhist.html>.
- PIERRE-BROSSOLETTE Claude : « Les données relatives à la construction européenne après l'élection de Georges Pompidou », in Le Ministère de l'Economie

des Finances et de l'Industrie, *Le rôle des ministères des Finances et de l'Economie dans la construction européenne 1957-1978, Tome II*, Journées préparatoires tenues à Bercy le 14 novembre 1997 et le 29 janvier 1998, Comité pour l'histoire économique et financière, Ministère de l'Economie, des Finances et de l'Industrie, Paris, 2002, pp.99-108.

- PREDA Daniela : « Résistance et confino, réseaux de formation européenne, le rôle des économistes italiens », in DUMOULIN Michel (ed.) : *Réseaux économiques et construction européenne*, PIE Lang, Bruxelles, 2004, pp.101-116.
- PUTNAM Robert D: "Diplomacy and domestic politics: The logic of two-level games", in *International Organization*, Vol. 42, 1988, pp.427-460.
- RASMUSSEN Morten : "Supranational governance in the making. Towards a European political system", in KAISER Wolfram, LEUCHT Brigitte and RASMUSSEN Morten, *The History of the European Union, Origins of a trans-and supranational polity 1950-72*, Routledge, Albington 2009, pp. 34-55.
- ROSENTHAL G.G., *The men behind the Decisions: Cases in European Policy-Making*, Lexington Books Toronto and London, 1975.
- RUSSEL W. Robert : "Transgovernmental Interaction in the International Monetary System, 1960-1972", in *International Organization*, Vol. 27, No. 4 (Autumn, 1973), pp.431-464.
- SCHMELZER Matthias, *Freiheit für Wechselkurse und Kapital. Die Ursprünge neoliberaler Währungspolitik und die Mont Pèlerin Society*, Metropolis Verlag, Marburg, 2010.
- SCHWABE Klaus : « Europe et Communauté atlantique», in BOSSUAT Gérard et WILKENS Andreas (eds.), *Jean Monnet, l'Europe et les chemins de la paix*, Publications de la Sorbonne, Paris, 1999, pp.273-297.
- KATJA Seidel : "Making Europe through the CAP: DG IV and its high officials", in PATEL Kiran Klaus (ed.), *Fertile Ground for Europe? The History of European Integration and the Common Agricultural Policy since 1945*, Nomos, Baden-Baden, 2009, pp.161-181.
- SOLOMON Robert, *The international monetary system, 1945-1981*, Harper & Row, 1982.
- SZASZ, André. *The Road to European Monetary Union*. MacMillan Press, Londres, 1999.
- TIEMEYER Guido : "From convertibility to the Werner-Plan- Changing World Economics Structures as Incentives for European Monetary Integration", in PERRON Régine (ed.), *The Stability of Europe, and the Common Market: Towards European Integration of Industrial and Financial Markets? (1958-1968)*, Presses de l'Université de Paris-Sorbonne, Paris, 2004, pp.161-178.
- THEWES Guy, *Les gouvernements du Grand-Duché de Luxembourg depuis 1848*, Service information et presse - Département Communication avec le citoyen, Luxembourg, 2006.

- TOURNES Ludovic : « L'Institut scientifique de recherches économiques et sociales et les débuts de l'expertise économique en France (1933-1940) », in *Genèses*, 2006/4 no 65, p. 49-70.
- TSOUKALIS Lukas, *The politics and economics of European monetary integration*, Allen & Unwin, London, 1977.
- VAN ESCH Femke, *Mapping the Road to Maastricht: A Comparative Study of German and French Pivotal Decision Makers' Preferences Concerning the Establishment of a European Monetary Union During the Early 1970s and Late 1980s*, Radboud University Nijmegen, 2007.
- VAN DER HARST JAN : « La politique agricole commune, un terrain d'action prioritaire », in DUMOULIN Michel (dir), *La Commission européenne 1958-1972, Histoire et mémoires d'une institution*, Office des publications des Communautés européennes, Bruxelles, 2007, pp.329-350.
- VIERHAUS Rudolf, HERBST Ludolf, *Biographisches Handbuch der Mitglieder des Deutschen Bundestages 1949 - 2002 : Band 1, A – M*, Saur, München:, 2002.
- VELO Dario : « La crise du système monétaire international et le problème de la monnaie européenne », in *Le Fédéraliste*, XVIe année, 1974, Pavie, pp.2-51.
- VERDUN Amy : "Governing by Committee: The Case of Monetary Policy", in CHRISTIANSEN Thomas and KIRCHNER Emil (eds.) *Committee Governance in the European Union*, Manchester University Press, Manchester, pp. 132-144.
- VERDUN Amy : « Netzwerke in der Währungspolitik. Die Rolle von Experten in Ausschüssen », in GEHLER Michael, KAISER Wolfram, LEUCHT Brigitte, *Netzwerke im europäischen Mehrebenensystem. Von 1945 bis zur Gegenwart. Networks in European multi-level Governance. From 1945 to the Present*, Böhlau Verlag Wien, 2009, pp. 151-164.
- WARLOUZET Laurent, *Le choix de la CEE par la France. L'Europe économique en débat d Mendès France à de Gaulle (1955-1969)*, Comité pour l'histoire économique et financière de la France IGPDE, Paris, 2011.
- WARLOUZET Laurent : « L'Europe monétaire face au dollar, l'offensive Debré (1966-1968) », in *Histoire@Politique, Politique, culture société, Revue électronique du Centre d'histoire de Sciences Po*, n°19, janvier-avril 2013, pp.1-13.
- WESTLAKE, Martin, *The Council of the European Union*, Cartermill, London, 1995, 1996, 1999.
- WILSON Jérôme : « Le groupe Bellagio : origines et premiers pas (1960-1964) », in DUMOULIN Michel (ed.), *Réseaux économiques et construction européenne*, PIE Lang, Bruxelles, 2004, pp.391-410.
- YONDORF Walter "Monnet and the Action Committee: The Formative Period of the European Communities", in *International Organization*, Vol. 19, No. 4 (Autumn, 1965), pp. 885-912.
- YPERSELE, J. van, & KOEUNE, J. C., *Le système monétaire européen : origines, fonctionnement et perspectives*, Office des publications officielles des Communautés européennes, Luxembourg, 1983.

- ZIMMERMANN Hubert: “The Fall of Bretton Woods and the Emergence of the Werner Plan”, in MAGNUSSEN Lars, STRATH Bo, *From the Werner Plan to the EMU: In Search of a Political Economy for Europe*, Peter Lang, 2001, pp.49-73.

## 2. Biographies et mémoires

- DUCHENE François, *Jean Monnet, The first Statesman of Interdependence*, W.W. Norton & Company, New York, 1994.
- FEIERTAG Olivier, *Wilfrid Baumgartner : un grand commis des finances à la croisée des pouvoirs, 1902-1978*, Paris, CHEFF, 2006.
- MARJOLIN Robert, *Le travail d'une vie*, Mémoires 1911-1986, Editions Robert Laffont, Paris, 1986.
- MONNET Jean, *Mémoires*, Fayard, Paris 1976, 2007.
- ROUSSEL Eric, *Jean Monnet 1889-1979*, Paris, Fayard, 1996.
- URI Pierre, *Penser pour l'action, un fondateur de l'Europe*, Editions Odile Jacob, Paris, 1991.
- WERNER Pierre, *Itinéraires luxembourgeois et européens évolutions et souvenirs 1945-1985 Tome II*, Éditions Saint-Paul, Luxembourg, 1992.

## 3. Internet

- Académie française <http://www.academie-francaise.fr/>.
- Académie royale des Sciences, des Lettres et des Beaux-arts de Belgique <http://www.academieroyale.be/>.
- Archive of the European Union <http://www.warc.eui.eu>.
- Banque d'Italie <http://www.bancaditalia.it>.
- Banque des règlements internationaux <http://www.bis.org/>.
- Banque nationale de Belgique <http://www.nbb.be>.
- Centre virtuel de la Connaissance sur l'Europe <http://www.cvce.eu>.
- Deutsche Bundesbank <http://www.bundesbank.de>.
- Group of Thirty <http://www.group30.org/>.
- Huygens Institute of Netherlands History <http://www.huygens.knaw.nl/>.
- Institute of Netherlands History <http://www.inghist.nl>.
- La Fondation universitaire <http://www.fondationuniversitaire.be/fr/>.
- Parlamento italiano, camera dei deputati <http://legislature.camera.it/>.
- Parlement & Politiek <http://www.parlement.com/>.
- Rijksoverheid <http://www.rijksoverheid.nl/>.
- Senato della Repubblica <http://www.senato.it/>.



- Site internet du Premier ministre de Belgique <http://premier.fgov.be/fr>.
- Site officiel de la Présidence de la République <http://www.elysee.fr/>.
- The Official Web Site of the Nobel Prize <http://nobelprize.org/>.
- The Works of Robert Mundell <http://robertmundell.net/>.

